



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03-05

Nouvelles lois

p. 06-07

Séances publiques

p. 08-77

Questions au Gouvernement

p. 78-99

2021-2022

N°21

CHAMBRE
DÉPUTÉS



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-07

Séances p. 08-77

61^e séance du jeudi 16 juin 2022 p. 08-58

62^e séance du mardi 28 juin 2022 p. 59-77

Questions au Gouvernement p. 78-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

07/02/2023

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Internationaler Holocaust-Gedenktag

Am 27. Januar 2023 nahmen Parlamentspräsident Fernand Etgen sowie der Abgeordnete Charles Margue und der Generalsekretär des Parlaments Laurent Scheeck an der Holocaust-Gedenkveranstaltung in der Konstantin-Basilika in Trier teil.

Parlamentarier aus Luxemburg, Belgien, Frankreich und Deutschland gedachten gemeinsam der durch das NS-Regime Verfolgten und Ermordeten. Im Zentrum des Gedenkens stand die Frage, wie die Zeit der NS-Diktatur bis heute in den Familien diesseits und jenseits der Grenzen nachwirkt.

Diese Gedenkveranstaltung fand im Rahmen der rheinland-pfälzischen Präsidentschaft des Interregionalen Parlamentarierrats (IPR-CPI) statt.

Von links nach rechts: der Abgeordnete Charles Margue, der Präsident des Landtags Rheinland-Pfalz Hendrik Hering, der Präsident der Abgeordnetenkammer Fernand Etgen und Generalsekretär Laurent Scheeck



Les députés commémorent les victimes de la Shoah

La Chambre des Députés a participé le 27 janvier 2023 à la campagne #weremember à l'occasion de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Cette date marque le 78^e anniversaire de la libération du camp de concentration et d'extermination d'Auschwitz-Birkenau le 27 janvier 1945. Plus de 1.300 Juifs du Luxembourg ont été tués par les nazis.



L'enseignement multilingue luxembourgeois – un modèle pour Bruxelles ?

Une délégation de la Commission de l'enseignement et de la construction des écoles du Conseil de la Commission communautaire flamande de Bruxelles (Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie) était en visite au Luxembourg pour avoir un aperçu de la situation linguistique du pays et de l'enseignement multilingue.

De quelle manière les enfants qui ne parlent ni le français, ni l'allemand, ni le luxembourgeois sont-ils encadrés dans l'enseignement luxembourgeois ? Comment garantir un enseignement assez flexible pour faire face à une diversité linguistique grandissante ? Ces questions ont été abordées lors d'une entrevue, le 25 janvier 2023, entre les parlementaires de la Communauté

flamande de Bruxelles et leurs homologues luxembourgeois, membres de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

À cette occasion, les députés luxembourgeois et belges ont visité un cours d'accueil à l'école fondamentale au Limpertsberg ainsi que l'École internationale Gaston Thorn. L'enseignement dans cette sixième école publique européenne au Luxembourg a démarré à la rentrée 2022-2023 avec sept classes de l'école primaire, réparties en trois sections linguistiques (germanophone, francophone et anglophone).

Après un échange de vues avec les responsables des deux établissements scolaires, les députés bruxellois se sont dits « impressionnés » par des structures facilement adaptables à de nouveaux besoins. Ils ont fait part à leurs homologues luxembourgeois de leur conviction que l'enseignement des langues pratiqué au Luxembourg pourrait servir de modèle à la région bruxelloise qui se caractérise également par une grande diversité de langues et de communautés. D'autres sujets abordés lors de l'entrevue étaient l'encadrement des élèves à besoins spécifiques et le rôle des Centres de compétences en psychopédagogie spécialisée.



Échange de vues entre les députés membres de la Commission de l'Éducation nationale luxembourgeoise et leurs homologues du Conseil de la Commission communautaire flamande

Échange de vues entre les parlements luxembourgeois et grec

Une situation tendue en Méditerranée orientale

Les relations entre la Grèce et la Turquie ainsi que la situation géopolitique en Méditerranée orientale étaient à l'ordre du jour d'un échange de vues en ligne le 25 janvier 2023, rassemblant une délégation du Parlement grec et les députés membres de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile de la Chambre des Députés.

« La Grèce doit endurer des menaces quotidiennes de la part de la Turquie », ont indiqué plusieurs députés membres des commissions des affaires étrangères et de la défense du Parlement hellénique à leurs homologues luxembourgeois. Ils ont expliqué que la Turquie engage depuis plusieurs années un discours

en quelque sorte belliciste contre la Grèce. D'après la délégation grecque, cette situation pourrait également être une menace directe pour l'Union européenne, alors que la Grèce aurait comme objectif de conserver la paix dans la région de la Méditerranée orientale, d'où le souhait de rechercher un dialogue avec la Turquie sans toutefois remettre en cause la souveraineté et l'intégrité nationales de la Grèce.

Parmi les sujets abordés, les députés luxembourgeois se sont notamment intéressés aux problématiques dans la région concernant les gisements énergétiques et la situation des réfugiés et immigrants. La Méditerranée orientale pourrait être une région cruciale et la Grèce un carrefour important pour l'appro-

visionnement en énergie, a souligné un député grec. Selon lui, le comportement provocateur de la Turquie rendrait une telle évolution impossible à l'heure actuelle. Quant à la situation des réfugiés et immigrants, les députés grecs souhaiteraient davantage de compréhension pour les problèmes liés à l'immigration.

Les députés luxembourgeois ont assuré leurs interlocuteurs que le Luxembourg soutient la Grèce dans cette situation géopolitique délicate. Ils ont également confirmé que le Grand-Duché maintient son soutien à la Grèce dans la gestion de la crise des réfugiés, tel qu'il l'a déjà fait à plusieurs reprises, par exemple dans le cadre de relocalisations de réfugiés de la Grèce vers d'autres pays européens.



Neijoerschreceptioun am Palais grand-ducal



© Maison du Grand-Duc / Sophie Margue

De President an d'Membere vum Bureau vun der Chamber waren den 23. Januar 2023 vun der groussherzoglecher Famill op déi traditionell Neijoerschreceptioun am Palais grand-ducal invitéiert.

Mat dobäi waren och d'Regierungsmembere, d'Membere vum Conseil d'État, déi vum Staatschef akkreditéiert Verrieder vum Corps diplomatique, d'Verrieder vun der Justiz souwéi d'Verrieder vun den europäeschen Institutiounen.

De Chamberspresident beim Empfang duerch d'groussherzogleche Koppel

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. Mme Frances-Galatia Lanitou Williams, Ambassadrice de la République de Chypre



... S. E. M. Badr Ahmed Mohamed Abdelatty, Ambassadeur de la République arabe d'Égypte



... S. E. M. Markus Börlin, Ambassadeur de la Confédération suisse

Hospitalisation de personnes atteintes de troubles mentaux

7913 – Projet de loi modifiant l'article 33 de la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux

Le projet de loi n° 7913 vise à modifier la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, plus particulièrement son article 33 prévoyant les modalités de fonctionnement de la commission spéciale chargée de l'exécution des décisions judiciaires de placement.

Cette commission est compétente pour décider du bien-fondé des demandes de sorties des personnes auteurs d'infractions souffrant de troubles mentaux ayant aboli leur discernement au moment de l'acte, qui ont fait l'objet d'un placement judiciaire ordonné par les juridictions pénales de jugement ou d'instruction en application de l'article 71 du Code pénal.

Les membres et suppléants assument une importante responsabilité, dès lors qu'il leur revient de décider du bien-fondé des demandes de sorties accompagnées, seules, à l'essai ou définitives des placés judiciaires, qui, bien qu'ils n'aient pas pu être tenus pénalement responsables, ont cependant commis des infractions qui sont parfois d'une gravité certaine, comme des tentatives de meurtre ou des coups et blessures volontaires.

Du fait de cette lourde responsabilité, il convient de prévoir une indemnisation adéquate des membres de la commission spéciale par le biais du présent projet de loi et d'un règlement grand-ducal pris en son exécution. La fixation de cette indemnité vise également à résoudre les difficultés rencontrées par la commission spéciale pour recruter et nommer de nouveaux volontaires médecins en tant que membres.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 18/11/2021
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

11/05/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
22/06/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2022
Loi du 29 juillet 2022
Mémorial A : 2022, n° 424, page 1

Financement de l'action SuperDrecksKëscht

7950 – Projet de loi relatif au financement de l'action SuperDrecksKëscht

L'objet du projet de loi est de régulariser le contrat entre l'État et l'adjudicataire relatif à l'exécution de l'action SuperDrecksKëscht telle que visée par la loi du 25 mars 2005 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht.

Le projet de loi a été déposé suite à la publication de la note de recherche scientifique dans laquelle la Cellule scientifique de la Chambre des Députés a publié son avis juridique concernant l'interprétation de l'article 99 de la Constitution dans le contexte du contrat relatif à l'exécution de l'action SuperDrecksKëscht. Dans cet avis, la Cellule scientifique a conclu que la loi du 25 mars 2005 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht ne peut pas être considérée comme loi spéciale de financement au sens de l'article 99 de la Constitution, et que, en l'absence d'une loi spéciale, le contrat précité est nul.

Le projet de loi a donc l'objet de régulariser le contrat qui nécessite une loi spéciale de financement, étant donné que le contrat contient une charge grevant le budget de l'État pour plus d'un exercice et qui dépasse le seuil de 40 millions d'euros. Le projet de loi prévoit un plafond de 112 millions d'euros hors TVA dans la période du 1^{er} janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2028, ce plafond étant le résultat d'une majoration de 15 % du montant initial du marché, ceci pour tenir compte du développement économique et démographique ainsi que d'autres imprévus ne permettant pas la détermination exacte du volume de déchets problématiques.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et Développement durable, le 18/01/2022
Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

01/06/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
10/06/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/06/2022

Loi du 15 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 375, page 1

Extension de la station d'épuration de Luxembourg-Beggen

7973 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension de la station d'épuration de Luxembourg-Beggen

L'objet du projet de loi est d'autoriser le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension de la station d'épuration de Luxembourg-Beggen, dont la Ville de Luxembourg est le maître d'ouvrage.

La station d'épuration de Beggen traite les eaux usées de la ville de Luxembourg, des communes de Strassen, Bertrange, Leudelange, ainsi que de la localité Roedgen (Reckange-sur-Mess) et de la partie ouest de la localité du Findel (Sandweiler). Le projet d'extension vise à augmenter la capacité d'épuration de la station afin de répondre aux besoins croissants de la ville de Luxembourg et de ses alentours. La capacité de traitement sera plus que doublée, allant de 210.000 à 450.000 équivalents-habitants après extension, dont 84 % en provenance de la ville de Luxembourg et 16 % en provenance des communes limitrophes raccordées.

Outre l'augmentation de la capacité épuratoire, le projet prend en compte des seuils de rejet plus contraignants, ainsi que l'installation d'une quatrième phase de traitement visant l'élimination des micropolluants. Cette quatrième phase de traitement s'ajoutera au prétraitement mécanique, à la décantation primaire, au traitement biologique des polluants organiques et à l'élimination des nutriments, et permettra l'élimination, entre autres, de résidus de médicaments, de produits de contraste utilisés en radiologie, de substances chimiques industrielles ou encore d'édulcorants, substances qui peuvent avoir des effets néfastes sur les espèces aquatiques et les cours d'eau tels que l'Alzette. La planification de la nouvelle station a pris en compte, outre la surface nécessaire, la faculté d'intégration dans le paysage interurbain, l'efficacité énergétique et économique de l'exploitation et la facilité de maintenance des procédés installés.

En tenant compte des critères mentionnés ci-dessus, le procédé Sequencing Batch Reactor (SBR – traitement biologique séquentiel) a été retenu comme solution, entre autres parce qu'il permet l'atteinte des volumes nécessaires en construisant à la hauteur, ce qui n'est pas possible pour une installation par boues activées classique.

Le projet d'extension de la station d'épuration de Beggen comprend dès lors la construction d'une nouvelle décantation primaire, de neuf bassins d'épuration biologiques SBR, d'une station de pompage d'alimentation SBR, d'une installation de déshydratation des boues en excès, d'un troisième digesteur permettant la fermentation des boues, d'une station de traitement des micropolluants et d'un nouveau bâtiment de service, remplaçant l'ancien.

Phasage des travaux

L'extension de la station d'épuration de Beggen commencera en 2023 avec la construction du nouveau bâtiment administratif et du traitement primaire. En 2025, quand les deux bâtiments seront achevés, le personnel pourra déménager et l'ancien bâtiment administratif pourra être démolé.

En 2023 commenceront les travaux pour l'épaississement des boues, le troisième digesteur des boues d'épuration ainsi que les trois réacteurs SBR le long de l'Alzette.

De 2025 à 2028 seront construits les réacteurs SBR du milieu et la transformation des deux digesteurs des boues d'épuration existants. Finalement, de 2026 à 2028, la construction des réacteurs SBR côté Beggen pourra avoir lieu.

La mise en service de l'extension des installations permettant le traitement des polluants organiques et des nutriments est prévue pour 2028 et par la suite commenceront les travaux pour la quatrième étape de traitement des eaux usées, l'élimination des micropolluants, pour prendre fin en 2030.

Selon l'estimation du devis définitif établi en octobre 2020 par un bureau d'études, les coûts pour l'agrandissement de la station d'épuration de Beggen s'élèvent à 295.314.228,24 euros TTC (Indice 837,53 – avril 2020).

L'État prend en charge :

– 50 % des frais relatifs à la mise en conformité de la station d'épuration existante avec les nouvelles normes de rejet, ainsi que l'extension à 450.000 équivalents-habitants. La participation étatique pour cette part s'élève à 95.809.300 euros TTC, coûts de construction ainsi que des honoraires et études compris.

– 75 % des frais relatifs à la construction d'une quatrième étape de traitement qui s'élèvent à 21.607.581,74 euros TTC, coûts de construction, des honoraires et des études compris.

Il est à noter que la Ville de Luxembourg exécute actuellement des travaux d'un montant de 11.992.928 euros TTC, honoraires compris, qui devra être déduit du montant de participation étatique vu qu'il fait l'objet d'un dossier séparé.

La participation étatique du Fonds pour la gestion de l'eau sera donc de 95.809.300 + 21.607.581 – 11.992.928 = 105.423.953 euros TTC, arrondi à 106 millions d'euros TTC (Indice 837,53 – avril 2020). Suite à la recommandation du Conseil d'État d'adapter l'enveloppe budgétaire en fonction de l'indice des prix à la construction le plus récent, l'indice semestriel des prix à la construction au 1^{er} octobre 2021 est introduit dans le texte du projet de loi. La participation étatique autorisée par le projet de loi s'élève dès lors à 117.591.413 d'euros TTC, arrondi à 118 millions d'euros (indice 924,32 – octobre 2021).

Il est retenu par ailleurs une dérogation à l'article 16, lettre b), de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics parce que la durée de l'ensemble des travaux concernés peut excéder 10 ans, dépassant ainsi le délai prévu à l'article précité.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 08/03/2022

Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

01/06/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

10/06/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/06/2022

Loi du 15 juillet 2022

Mémorial A : 2022, n° 374, page 1

Covid-19 : Dérogations temporaires au Code du travail

8004 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant 1^{er} dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2^e modification du Code du travail

Le présent projet de loi a pour objet de proroger le dispositif actuel de réintégration des prépensionnés dans le secteur de la santé, des laboratoires d'analyses et des aides et des soins.

Certaines entreprises ont été amenées à proposer à leurs anciens salariés en préretraite de reprendre le travail pendant la durée de la crise, et cela en contrepartie d'une rémunération adéquate.

Afin de sécuriser les salariés acceptant une telle proposition de retour temporaire, il avait été dérogé temporairement à l'article L. 585-6 du Code du travail par le règlement grand-ducal du 1^{er} avril 2020, en vue de garantir que la rémunération que ces personnes pourraient toucher par l'exécution dudit travail n'ait pas comme conséquence la perte des droits à l'indemnité de préretraite.

Ces mesures ont été prolongées à plusieurs reprises et des adaptations ont été faites afin de réduire le champ d'application de cette dérogation pour qu'elle ne soit pas applicable à l'entièreté des domaines économiques, mais qu'elle se limite plutôt au secteur de la santé en général, au secteur des aides et de soins et aux laboratoires d'analyses médicales. Ainsi, la dérogation initialement limitée à l'état de crise avait été prolongée jusqu'au 31 décembre 2020 par la loi du 20 juin 2020. La dérogation avait encore une fois été prorogée par la loi du 19 décembre 2020 qui a limité le champ d'application du dispositif.

De plus, les salariés ayant travaillé dans un de ces domaines avant de partir en préretraite peuvent, depuis l'entrée en vigueur de cette loi, reprendre une activité salariée

auprès de n'importe quel employeur actif dans le secteur de la santé ou dans le secteur d'aides et soins, ou encore dans un laboratoire d'analyses médicales, pour pouvoir bénéficier de la suspension de l'article L. 585-6, point 5 du Code du travail. Cette dérogation a ensuite été prolongée jusqu'au 31 décembre 2021 par la loi du 30 juin 2021. Au vu du grand nombre d'infections avec le variant Omicron, cette disposition dérogatoire a été prolongée encore une fois jusqu'au 30 juin 2022 par la loi du 16 décembre 2021.

Vu que le manque de personnel qualifié dans les secteurs susmentionnés risque fortement de perdurer, sinon même d'augmenter, pendant les mois à venir, et qu'il importe aussi de pouvoir garantir les temps de repos et de congé au personnel en place, qui est fortement marqué par des mois de travail effectués sous des conditions très difficiles, la nécessité de prolonger le dispositif actuellement en place jusqu'au 31 décembre 2022 s'impose.

De même, il est proposé que la présente loi entre en vigueur le lendemain de la fin de la disposition actuellement en vigueur pour éviter un quelconque vide juridique, c'est-à-dire le 1^{er} juillet 2022.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 06/05/2022

Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Dan Kersch) :

12/05/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

16/06/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2022

Loi du 30 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 322, page 1

Covid-19 : Libre circulation des personnes et immigration

8018 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Vu la pandémie actuelle liée au coronavirus Sars-CoV-2, la recommandation (UE) 2020/912 du Conseil du 30 juin 2020 concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction, et les modifications subséquentes de la recommandation en question, dont la dernière date du 22 février 2022, le projet de loi sous rubrique propose de maintenir certaines restrictions en matière de libre circulation des personnes et d'immigration pour six mois supplémentaires. Ces restrictions concernent les dispositions fixant les délais et conditions dans lesquelles les ressortissants de pays tiers ne peuvent plus entrer sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. La durée de l'interdiction, les catégories de personnes et les modalités de normalisation sont fixées par règlement grand-ducal. Le projet de loi propose de prolonger ces mesures jusqu'au 31 décembre 2022.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 02/06/2022

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

13/06/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

16/06/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28/06/2022

Loi du 30 juin 2022

Mémorial A : 2022, n° 320, page 1

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique p. 09

M. Fernand Etgen, Président

2. Changement de composition d'une commission parlementaire p. 09

M. Fernand Etgen, Président

3. Interpellation de M. Marc Spautz au sujet des conséquences de la pandémie Covid-19 sur les jeunes p. 09

Exposé : M. Marc Spautz (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse) (dépôt de la motion 1)

Débat : M. Claude Lamberty (dépôt de la motion 2) | Mme Francine Closener | Mme Djuna Bernard | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (intervention de M. Yves Cruchten) | M. Paul Galles (intervention de M. Roy Reding) (dépôt de la motion 3)

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Paul Galles (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch

Motion 1 : M. Marc Spautz

Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Motion 2 : Mme Martine Hansen | M. Claude Lamberty | Mme Martine Hansen | Mme Myriam Cecchetti | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur la motion 2 (adoptée)

Motion 3 : M. Paul Galles | M. Claude Lamberty (intervention de M. Paul Galles) | Mme Semiray Ahmedova

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (adopté)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance (intervention de M. Paul Galles) | M. Paul Galles | M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance

4. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la proposition législative de l'UE visant à prévenir et à combattre les abus sexuels sur les enfants en ligne

Question élargie n° 149 de M. Laurent Mosar au sujet de la nouvelle proposition législative de la Commission européenne visant à combattre les abus sexuels sur les enfants en ligne p. 26

Exposé : M. Sven Clement (dépôt des motions 1 et 2)

M. Laurent Mosar

Débat : Mme Carole Hartmann | Mme Lydia Mutsch | Mme Stéphanie Empain (dépôt de la motion 3) | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis (interventions de M. Roy Reding et M. Sven Clement)

Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

Motion 1 : Mme Stéphanie Empain | M. Roy Reding | M. Laurent Mosar | M. Sven Clement | Mme Nathalie Oberweis (intervention de Mme Myriam Cecchetti) | Mme Stéphanie Empain (intervention de M. Sven Clement)

Vote sur la motion 1 (rejetée)

M. Laurent Mosar | M. Sven Clement | M. Fernand Kartheiser

Motion 3 : M. Laurent Mosar

Vote sur la motion 3 (adoptée)

Motion 2 : Mme Stéphanie Empain | M. Mars Di Bartolomeo | M. Laurent Mosar

Vote sur la motion 2 modifiée (adoptée)

5. 7950 – Projet de loi relatif au financement de l'action SuperDrecks-Këscht p. 34

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy

Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de M. Dan Kersch et Mme Simone Asselborn-Bintz) (dépôt de la motion 1 et de la résolution 1) | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | Mme Stéphanie Empain (interventions de M. Marc Goergen) | M. Fred Keup (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt de la motion 2) | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen (intervention de M. Sven Clement) (dépôt des motions 3 et 4)

Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | M. Sven Clement (parole après ministre) | Mme la Ministre Joëlle Welfring

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7950 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : M. Gilles Roth | M. François Benoy | M. Marc Goergen | Mme Myriam Cecchetti

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 3 : M. Marc Goergen

Vote sur la motion 3 (rejetée)

Motion 2 : M. François Benoy | M. Marc Goergen (intervention de M. Sven Clement) | M. Fred Keup

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Vote sur la motion 4 (rejetée)

Résolution 1 : M. Gilles Roth | M. François Benoy | M. Marc Goergen (interventions de M. Sven Clement et Mme Myriam Cecchetti) | M. Fred Keup (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | M. Sven Clement | Mme Myriam Cecchetti (intervention de Mme Nathalie Oberweis) | M. Yves Cruchten | M. Dan Kersch | Mme Lydie Polfer | M. Gilles Roth (interventions de Mme Lydie Polfer) | M. Sven Clement | M. Mars Di Bartolomeo | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Sven Clement)

Vote sur la résolution 1 (rejetée)

6. 7973 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension de la station d'épuration de Luxembourg-Beggen p. 54

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy (interventions de Mme Lydie Polfer et Mme Octavie Modert)

Discussion générale : M. Aly Kaes | M. Gusty Graas (interventions de Mme Octavie Modert, Mme Lydie Polfer et M. Sven Clement) | M. Carlo Weber | M. Fred Keup (intervention de Mme Lydie Polfer) | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen (intervention de Mme Lydie Polfer)

Prise de position du Gouvernement : Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7973 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch, Mme Sam Tanson et Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Nee, Här President.

2. Changement de composition d'une commission parlementaire

M. Fernand Etgen, Président | Wat d'Zusammensetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerung vun der DP-Fraktioun matgedeelt kritt: An der Commission des Finances et du Budget ersetzt den Här Max Hahn den Här Gilles Baum.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Interpellation de M. Marc Spautz au sujet des conséquences de la pandémie Covid-19 sur les jeunes

Op eisem Ordre du jour vun de Mëtten ass d'Interpellatioun vum Här Marc Spautz iwwert d'Auswierkung vun der Covid-19-Pandemie op d'Jugend. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Lamberty, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Spautz (CSV), interpellateur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 14. Mee 2021, dat sinn ee Joer, ee Mount an een Dag – nee pardon, 2 Deeg –, hat ech dës Interpellatioun hei ugefrot, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dann ass et séier gaangen!

M. Marc Spautz (CSV), interpellateur | ... well et dunn drëm gaangen ass, well dat jo am Fong an der Coronakris war – och wa mer alleguerte wëssen, dass de Virus nach net fort ass, au contraire erëm an d'Luucht gaangen ass –, dass ech schonn deemools wollt iwwert déi Thematik hei schwätzen. Du war se nach méi aktuell, wéi se haut ass, an dofir muss ech awer soen, dass dat e bësse rekordverdächtig ass. Mee d'Madamm hei huet mer elo grad gesot, jo, et hätt nach méi laang gedauert wéi ee Joer, e Mount an zwee Deeg!

Mee ech mengen, mir missten och do vläicht kucken, dass mer et fäerdegbréngen – mee dat ass net un den Här Minister, dat ass un den Här President geriicht –, dass mer do an anere Modus kréien, fir dass mer déi Saachen, wou d'Deputéiert Initiativen huelen, vläicht éischter kënne behandelen.

Am Virfeld vun der Demande deemools hat ech mech mat Jonke getraff, an och mat manner Jonken. Ech hat Entrevuen. Ech hunn Etüde consultéiert vun den Nopeschlänner. Ech hat och Diskussiounen iwwert déi

verschidden Institutiounen hei am Land, déi mat de Jugendlechen ze dinn hunn.

An ech wéilt och emol virun allem alleguerten deene Leit willmoos Merci soen. An ech wéilt och alleguerten deene Leit Merci soen, déi sech ganz intensiv mat de Jugendleche beschäftigt hunn, deenen Organisatiounen, déi sech ëm hir Problemer an hir Interesse bekëmmere, de Jugendmouvementer an de Jugendorganisatiounen, well och fir si war et keng einfach Situatioun, d'Situatioun vum Covid. An et war och fir si net einfach, zesumme mat deene Jugendlechen déi néideg Diskussiounen ze féieren, déi wichteg sinn.

2021, wéi ech d'Demande gemaach hunn, hat ee jo kuerzzäiteg d'Gefill, mir géifen an eng besser, an eng méi normal Phas erakommen, mee dat war och nëmmen e kuerze Moment. Duerno si mer erëm vun der Realitéit ... net iwwerrascht ginn, mee do ass d'Realiteit op eis zrëckkomm.

Fir vill Jugendlecher ware Mee, Juni d'lescht Joer e Punkt vun Hoffnung, dass et erëm géif an en neie Rhythmus erakommen, soudass déi Leit eng Hoffnung haten, dass si erëm an hiren ale Rhythmus kéinten zrëckkommen.

Zu menger Jugendzäit – an ech huelen un, et si jo nach Kolleegen heibannen, déi zu där Generatioun gehéieren – huet et geheescht: „Genéiss d'Jugend an ameséier dech!“ Dës Kéier war de Slogan: „Bleif doheem, bleif dobannen, da geschitt der näischt!“ An ech mengen, dass dat fir vill Jugendlecher e Problem war an dass dat och fir si plazeweis Problemer duergestallt huet.

Vill vun hinnen hu gelidden, psychesch a sozial. Et sinn der, déi hate suicidaire Gedanken, a leider sinn der och, déi dat ëmgesat hunn. Alles dat si Problemer, déi net d'Responsabilitéit si vun iergendengem vun eis heibannen am Haus, mee dat si Problemer, déi mir awer mussen als Politiker diskutéieren, wou mir als Politiker Weeër musse sichen, wéi mer deene Leit kënnen hëllefren.

Déi Jugendleche hunn alles gemaach an hunn am Ufank alles richtig gemaach. Si sinn doheembliwwen. Si sinn op Distanz gaange vis-à-vis vun hire Grousselteren, well hir Grousselteren déi vulnerabel Generatioun waren, well se Angscht haten, déi unzestiechen. Dat war net gutt fir si, dat war och net ëmmer onbedéngt gutt fir d'Grousselteren, déi awer hir Enkelkanner vermësst hunn. A si sinn och deelweis op Distanz gaangen zu hire Frënn, well och do war gewosst, ee kann deen aneren ustiechen. An och vill Mënchenusammlunge waren eng Zäitche komplett verbueden, an och duerno war et nach stelledweis a momenterweis, dass et och net méiglech war, ze vill zesummenzekommen.

Dat war fir si e schwéiere Moment – net nëmme fir si, et war och ee fir eis, mee fir déi Jonk war et duebel esou schlëmm. Si hate keng gesellschaftlech Bedeelegung méi, keng gesellschaftlech Bedeelegung, wou se sech konnten abréngen, wou se konnte matmaachen. Et ass d'Diskussioun vum Matsproocherecht, d'Matsproocherecht bei: Wat sinn dann elo déi Decisiounen, déi mer huelen? Wat maache mer zu dësem Moment? A wat sinn déi richteg Precautiounen, déi solle geholl ginn?

Wat waren hir Zukunftsperspektiven? Et wousst kee Mënsch, wou et géif higoen. Wat war d'Diskussioun no baussen? Plazeweis – an ech soen dat och, dat war net heibannen –, mee plazeweis ass geschwat gi vun der „Coronageneratioun“ a vum „Corona-Bac“. A Corona-Bac – ech mengen, de Minister wäert herno sécher drop agoen –, dat war jo net nëmmen hei zu Lëtzebuerg eng Diskussioun, mee och an anere Länner, wou et eng aner Method war fir ze léieren, wou et och eng aner Method war, fir den Examen ze maachen.

A wa mir et och hei zu Lëtzebuerg vläicht fäerdegbruecht hunn, dass dat elo manner op d'héich Kant geluecht gëtt, stellen déi Jugendleche awer fest, déi elo de Choix gemaach hunn, an d'Ausland hire Wee fortsetzen ze goen, dass se do awer déi Saach zimmlech oft ënnert d'Nues geriwwe kréien. An et war net hir Schold! Et war och net eis Schold, mee dat ass d'Realiteit, déi sech do gebilt huet.

Wéi ech mat där Interpellatioun hei ugefaangen hunn, hat ech Iech gesot, sinn ech och op verschidden Entrevuë gaangen, ech sinn op verschidde Versammlunge gaangen an ech hat mech och beschäftigt mat enger Etüd a war op Frankfurt bei d'Goethe-Universität, déi déi Etüd gemaach hunn iwwer alleguerten déi Saachen, déi an der Coronazäit geschitt si mat de Jugendlechen. Et ass eng Etüd vun iwwer 80 Säiten, wou se och mat deene Jugendleche geschwat hunn, wat hinnen alles passéiert ass an där Zäit a wat si alles an där Zäit erlieft hunn.

An dee gréisste „Virwurf“, ënner Guillemeten, un d'Adress vun der Politik ... Ech wéilt nach eng Kéier ënnersträichen, déi Zuelen, déi ech hei hunn, si keng Lëtzebuurger Zuelen, mee dat sinn Zuelen aus dem Bundesland Hessen, aus Däitschland. Mee ech ka mer net virstellen, dass ganz grouss Ënnerscheeder wieren, mee den Här Minister kann do vläicht herno drop agoen. Et haten d'Gefill, dass d'Politik an d'Gesellschaft net géifen op si lauschteren: 23,6 %; déi waren där Meinung, dat wier 100%eg richtig, well et hätt kee Mënsch mat hinnen iwwer alles geschwat. 21,8 % hu fonnt, dat wier deelweis richtig, an 29 % waren där Meinung deels, deels. Dat heescht, et waren nach just herno 20 % iwwregbliwwen, déi gefillt hunn, dass si och agebonne waren an all déi Diskussiounen, déi kumm sinn.

Den Term war: D'Situatioun vun de jonke Leit interesséiert d'Politiker net. Jonk Mënschen hu keng Geleeënheet, hir Iddien an der Politik anzebréngen. Jonk Mënche kënnen keng politesch Entscheedunge beaflossen. D'Suerge vun deene Jonke ginn an der Politik manner gehéiert. An an de Medie gëtt ëmmer en negatiivt Bild vun de Jugendleche gezechent. D'Politik huet en negatiivt Bild vun der Jugend. Dat sinn net Saachen, déi ech gesot hunn, dat si Saachen, déi deemools an där Etüd erauskomm sinn.

Ech wéilt zwar ënnersträichen, dass mer hei zu Lëtzebuerg e Jugendparlament hunn, dass mer hei zu Lëtzebuerg e Jugendrot hunn, wou och reegelméisseg mat deenen hire Vertrieeder, plazeweis hire gewielte Vertrieeder, plazeweis hiren ernannte Vertrieeder, en Austausch stattfënt. Me ob dat deen Austausch ass, deen déi grouss Mass vun hinne gesäit, och do ass et änlech wéi bei eis: Et sinn der e puer, déi hei sinn, an et sinn der awer vill, déi mat de Konsequenze vun deem, wat decidéiert gëtt, musse liewen.

An do ass d'Fro, an dat ass och hei aus deem Bericht ervirgaangen, dass et wichteg ass, do d'Jugend matanzebannen. D'Jugend ass eis Zukunft, d'Jugend muss Perspektiven hu fir hir Zukunft. A si brauchen och selwer eng Zukunft, wou se wëssen, wou et higeet a wat si wëllen a kënnen an hirem Liewen nach erreechen.

Et ass och wichteg, an dat wier en Appell, deen ech un de Minister géif maache respektiv un d'Regierung, dass een och vläicht hei zu Lëtzebuerg esou eng Etüd géif an Opdrag ginn. Ech weess, dass de Ministère reegelméisseg Joresberichte mécht, dass de Ministère och reegelméisseg Bilane mécht mat dem Jugendparlament a mam Jugendrot. Mee ech géif mengen, dass et och hei interessant wier, vläicht méi an den Detail ze goen. Hei si Sondagë gemaach ginn, wou e puer Dausend Leit mat drun deelgeholl hunn. Ob dat net och méiglech wier, dass mer dat

kéinte maachen, fir och d'Leit do kënnen nach méi a méi intensiv matanzebannen? Well do ass nämlech d'Méiglechkeet ...

(Interruptions)

Här Minister, wollt Der eng Fro stellen?

(Interruption par la présidence)

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech denken, datt ech herno d'Geleeënheet kréien, ...

M. Marc Spautz (CSV), interpellateur | A, ok! Mee ech hunn awer och kee Problem, wann Der mer eng Fro wëllt stellen.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Et ass iwwerhaapt kee Problem.

M. Marc Spautz (CSV), interpellateur | Wichteg ass et, dass gefuerscht gëtt, wéi d'Reaktiounen an der Isolatioun waren, wéi si mat der Impfung eens gi sinn an net eens gi sinn. Déi eng hate Problemer duerch d'Impfung, déi aner hate Problemer an Angscht virun der Impfung; dass et och do wichteg ass, dass een déi Diskussioun mat hinne féiert. Well mir hunn op engem aneren Dossier alles probéiert zesummen, fir dass esou vill Leit wéi méiglech sech impfe loosson, an do waren och Barriären. Do ware Barriären, wou et och wichteg wier erauszefannen, firwat déi Retizienz war, firwat déi Begeeschterung net esou grouss war, wéi se elo ass. Och dat si Sujeten, déi een an esou enger Diskussioun kann traitéieren.

Et ass d'Diskussioun: Wéi ass et mat hirer Vereinsamung? Verschiddener vun hinne sinn – entschëllegt dee graffen Ausdrock „Vereinsamung“ – sech verluer virkomm. Si ware verluer, well se kee Kontakt méi hate mat hire Kolleeginnen a Kolleegen, well se kee Kontakt méi hate mam Rescht vun der Famill, well do eeben déi Isolatioun war.

Dann ass et d'Fro: Wéi ass et mam Homeschooling? Wéi hu se den Homeschooling ugehol? A wéi ass et mam Homeoffice? Bei deenen enge war et méi Homeschooling, bei deenen anere war et awer och schonn, dass se am Homeoffice hu misse schaffen. Wat huet dat mat hinne gemaach? Och do hunn ech an där Etüd, wëll ech soen, ganz ënnerschiddlech Saache gelies, wou do och Leit ganz ënnerschiddlech drop reagéiert hunn.

Dann ass d'Fro hei zu Lëtzebuerg – a meng Kolleegin Françoise Hetto an de Serge Wilmes hate jo schonn eng Kéier mam Minister hei eng Interpellatioun iwwert d'Wuel vum Kand an d'Kandswuel an ech mengen, dass mer do och scho verschidde Sujeten ugeschwat hunn –: Mee wéi hunn d'Schüler sech gefillt an där ganzer Situatioun? Wat huet dat bedeit fir d'Léierbouwen an d'Léiermeedercher? Wat huet dat bedeit fir d'Studenten a virun allem fir déi Jonk um Aarbechtsmaart? Wéi si se mat där Situatioun eens ginn? Dat wier am Detail och do ze kucken, wat dat fir déi Leit bedeit.

An der Schoul a beim Studenteliewen hate se staatlech Servicier, déi der Schoul an de Ministèreën ënnerstallt sinn, op déi se konnten zrëckgräifen. Mee wéi war et mat deene Jonken, déi um Aarbechtsmaart sinn? Déi Jonk, déi um Aarbechtsmaart waren, hate kee SPOS, hate kee SNAS, wou se op déi Diskussiounen konnten zrëckgräifen, a vill vun hinne hate Problemer, an där Situatioun eens ze ginn.

Wéi ass et mat hire Gefiller? Wéi kann ee seng Gefiller geréieren, wann s de op eemol eleng dosëtzen an du weess net méi, wéi s de däi Liewe solls gestalten a wéi s de deng Zäit solls erëmkreien? Well vill vun hinne, déi Zäit, wéi komplett zou war, wousste jo net, wat se do sollt maachen. Wat bedeit dat am Alldag?

Wat bedeit dat während a fir d'Schoul? Wéi ass et mat de Schouloffriecher? D'Zuel vun de Schouloffriecher während der Coronakris, wou si mer do hikomm? A wat ass dat, wat bedeit dat? Wéi sinn déi Schouloffriecher opgefaange ginn? Wat fir eng Méiglechkeeten hu mer mat deene Schouloffriecher, fir se direkt un der Wuerzel ze huelen (veuillez lire: fir de Problem direkt un der Wuerzel ze paken), wa se d'Decisioun bis geholl hunn, wa se d'Schoul ofgebrach hunn, fir hinne da kënnen ze hëllefen an nei Weeër opzeweisen?

Jo, si kréien an der Schoul gesot, wat fir eng Méiglechkeeten nach bestinn, wa se déi Decisioun bis geholl hunn! Mee dat heescht awer net automatesch, dass do och e Suivi gemaach gëtt. Wéi kann een déi Leit betreien? Wéi kann een déi Leit betreien, andeem dass ee mat hinne kann diskutéieren, dass se zrëck an d'Schoul ginn, respektiv hinne soen, wou een och da kann – wat mer jo och am Kannerberäich kennen – eng nonformal Ausbildung maachen?

Do gëtt et jo Pilotprojeten a verschiddene Jugendhaiser, fir mat hinne zesummen ze kucken: Wat ass dat, wat ass eng Reegelméissegkeet? Wat sinn déi einfachst Mëttele vun der Educatioun? Wat kann ech maachen, fir pünktlech ze sinn? Wat kann ech maachen, fir Interesse geweckt ze kréien op verschiddene Punkten? Dass een och esou Projete weider ënnerstëtzt an dass mer do och d'Méiglechkeet schafen, dass d'Informatioun vun de Schouloffriecher vill méi séier, ech wëll net soen, gekläert ass, mee dass vill méi séier den Drot gezu gëtt, wou se d'Méiglechkeet hunn, wuer se sech kënnen hiwennen.

Wat ass geschitt bei Sport a Beweegung? Och do wësse mer, dass der ganz vill vun hinne, déi gäre Sport gemaach hunn ... Wann et eng Individualsportart war, hate se och d'Méiglechkeet beim Corona, sech nach ze engagéieren, mee ...

(Interruption)

Ech hat gesot, bei der „Individualsportart“. Bei de Mannschaftssportarten war dat vill méi schwierig, fir dat nach kënnen ze maachen.

A wat fir eng Konsequenzen huet dat souwuel fir de Sportsberäich u sech, wéi et weidergeet mat de jeeuweilige Kompetitiounen, wéi et weidergeet mat de jeeuweiligen Ekippen, awer wat fir eng Konsequenzen huet dat och op déi Jugendlech selwer, déi eng Decisioun haten, Sport ze dreiwien, sief et individuell, sief et an enger Mannschaftssportart? Wat ass do déi zwee Joer laang verluer gaangen?

Dee selwechte Beräich kann een huele bei Musek a Kultur. Och do waren et fir d'Museksveräiner an d'Kulturveräiner zwee Joer, wou näischt gelaf ass. Och dat huet bei der Jugend eppes bewierkt. Dat huet och eppes bewierkt am kulturelle Liewen. An ech mengen, och do wier et wichteg, mat hinne ze schwätzen iwwer – net dat, wat mir gesinn, wéi ech et gesinn oder wéi en aneren heibannen et gesäit –, mee wierklech, wéi si et selwer gesinn, wat do gutt gelaf ass a wat schlecht gelaf ass.

Wéi ass et an der Jugendarbecht an an de Jugendhaiser gewiescht, an de Jugendorganisatiounen? Do sinn der vill, déi hu weider hir Aarbecht oprechterhalen, esou gutt wéi et gaangen ass. Mee och fir si war et en anert Ëmfeld, eng aner Aart a Weis, fir kënnen op d'Jugend zouzegoen a fir och mat der Jugend ze diskutéieren a mat hinne ze kucken, wéi se d'Jugend kënnen bei der Staang halen, fir och do kënnen déi néideg Punkten ze maachen.

Wéi war et um Aarbechtsmaart? Mir stelle fest – ech wëll awer do elo keng Verbindung herstellen –, dass um Aarbechtsmaart esou vill Leit gesicht gi wéi scho

laang net méi, a mat bestëmmte Qualifikatiounen, a mir fanne keng. Wat fir eng Auswierkungen huet dat? Huet dat och mat deem ganze Kontext ze di fir verschidde Leit, fir och do ze kucken, fir se um Aarbechtsmaart ënnerdaach ze bréngen? Wa mer soss gejaut hunn: „Mir hunn ze vill eng héich Jugendarbeitslosigkeit! Si fanne keng Plaz!“, an: „Mir hunn net déi richteg Leit!“, oder: „Mir hunn net déi richteg Aarbechtsplazen!“, si mer dës Kéier an enger Situatioun, wou et genau ëmgedréit ass, wou méi Aarbechtsplazen do sinn a mer d'Leit net méi hunn, fir se ze besetzen. Och dat ass eng Diskussioun, wann Der mat de Jugendleche schwätzt: „A, dat huet kee mer am Ufank gesot!“

Mee ech kommen do op eppes zrëck, wat ech och schonn op enger anerer Plaz gesot hunn. Ech mengen, u verschiddene Punkten ass een och ëmmer nëmmen interesséiert, wann ee selwer concernéiert ass. An dee Moment, wann een net selwer concernéiert ass, interesséiert dat ee manner.

Ech hat dat déi lescht Woch an enger Etüd gesot, déi an der Familljekommissioun virgestallt ginn ass, well och do huet ee festgestallt, dass d'Kommunikatioun zwar gemaach gëtt vu staatlecher Säit, mee dass ganz vill Leit, déi betraff sinn, soen: „Mir woussten näischt dovun.“ A wa se da bis betraff sinn, hätt se awer gär, dass et a 24 Stonne gekläert wier, wa méiglech scho retroaktiv. An ech mengen, dass et och do wichteg ass, mat hinne déi Diskussiounen ze féieren, wéi een dat kann aneschtens ugoen a wéi ee si och besser kann abannen.

Et ass dat selwecht, wéi et och duerno méi labber ginn ass, also wéi d'Reegelen net méi gradesou strikt waren, esou an der Hallschent vun all deene Mesuren, déi mer hu missen huelen: dass d'Offer och net méi déi selwecht ass, obwuel se elo d'Méiglechkeet hunn, erëm sportlech aktiv ze sinn, erëm kulturell aktiv ze sinn. Et ass en anert Kulturliwien, et ass en anert sportlecht Liewe wéi virdrun!

An et sinn der och manner, déi nach aktiv sinn, op alle Fall laut deenen Zuelen, déi ech, awer dann dës Kéier vu Lëtzebuerg Säit, hunn. Et sinn der manner, déi de Moment engagéiert sinn an de Sports- a Kulturveräiner, wéi dat virun der Kris de Fall war. A ganz vill, souwuel Sportsfederatiounen wéi och déi aus dem kulturelle Beräich, hoffen der elo op d'Rentrée, wann d'Schoul erëm ugeet, fir do erëm en neie Rekrutement kënnen ze maachen, fir dass se och erëm eng Kéier op deen Niveau, wéi dat virun 2020 war, zrëckkommen.

Dat selwecht gëllt: Vill vun hinne sinn der och méi reitizent, obwuel et opgehewen ass, obwuel de Gros vun de Mesuren zrëckgefouert ginn ass. Si hunn Angscht virum Virus, well se net wëssen, wéi se mat deem Virus sollen eens ginn a wéi se sech mat deem Virus kënnen beschäftegen. An et sinn der, déi géifen och gäre goen, déi hu manner Angscht virum Virus, mee do sinn et dann d'Elteren, do ass et dann d'Famill, déi Angscht huet virum Virus an déi seet: „Nee, op déi dote Plaze gees du nach net, well op deenen dote Plaze sinn awer ze vill Leit an op deenen dote Plaze weess de net, mat wat fir enge Leit dass de dech ëmgëss. Net dass de erëmkënnst an du bréngs eis de Virus mat.“

Wéi war et mat hirer psychescher Belaaschtung während der Coronazäit? Déi eng si besser domat eens ginn, anerer si manner gutt domadder eens ginn. Dat huet och domat ze dinn: Wat ass d'Hierkonft? Wéi ass d'Wunnsituatioun? Ech hu selwer e bësse méi Jonker bei mir gehat, déi zwar net méi doheem gewunnt hunn, mee déi souzen op engem Appartement. A wann et dann drëm gaangen ass: „Wat kann ech dann elo maachen?“, da si se alt bei eis an de Gaart komm, well do war méi Plaz, do konnt ee seng Dis-tanzen anhalen.

Mee net jiddwereen huet déi Méiglechkeet. An ech mengen, dass dat och e Problem war, deemno wou d'Leit gewunnt hunn, ob se sech konnten, wéi déi éischt Lackeringe komm sinn, zesummen treffen. Deen um Appartement souz hat méi Schwierigkeete wéi deen, deen en Haus mat engem grouss Gaart hat. An do spillt dann och déi sozial Situatioun u sech mat. Déi, déi e bësse méi aus bessere Verhältnissen kommen, do war d'Chance éischer méi grouss, dass de Gaart do war an dass se eng Méiglechkeet haten, sech do och mat Kolleeginnen a Kolleegen ze treffen, wéi bei deenen, déi a Sozialwunnenge sätzen, wou awer d'Situatioun e bësse méi ageengt ass.

Wéi ass et mat hirer Belaaschtung? Dat heescht déi Belaaschtung: Wat hu se doheem erlieft? Wann do verschidde Leit am Homeoffice waren an et war een dann op eemol, wou ee sech soss moies beim Kaffi an nach vläicht owes virum Schlofegoe gesinn huet, et war een op eemol de ganzen Dag iwwer zesummen.

An do wëll ech och op eppes agoen, wat och d'Europäesch Kommissioun ënnerstrach huet, an ech mengen, och meng Kolleegin Nancy Arendt hat heibanne schonn eng Kéier d'Diskussioun gefouert: Dat ass dat mat de sexuellen Abusen, wou och festgestallt ginn ass, dass an der Coronazäit do vill méi grouss Problemer entstanen sinn.

An d'Europäesch Kommissioun huet net méi spéit wéi de leschte Mëttwoch, nee pardon, net leschte Mëttwoch, net dass ech elo eng Dommheet soen, den 11. Mee nach eng Kéier eppes Neits erausginn, eng nei Statistik, wou se matgedeelt huet, wat an Europa geschitt ass, wéi vill Biller – vun der Sexualitéit hier – vu Kanner se fonnt hunn a Videoe fonnt hunn an den internationale Reseauen, wéi vill Fäll gemellt gi si bei Kannermessbrauch, an och, wéi vill Saache fonnt gi si bei Cybermobbing a Cybergrooming.

Dat sinn och alles Saachen, déi eis sollen ze denke ginn. An ech mengen – ech hat d'Nancy genannt –, et si jo och nach anerer, déi doriwwer geschwat hunn. A mir hunn net méi spéit wéi haut de Mëtten nach eng Kéier eng Diskussioun heibannen driwwer, wa mer deen heite Punkt ofgeschloss hunn, wat mer do alles kënne maachen.

Och dat belaascht eis Jugend, och dat belaascht net nëmmen dee Betreffenen! Fir deen ass et ganz schlëmm, mee och nach fir deem säi Kolleeg a säi Frënd, deem en et dann erzielt, deem e sech uvertraut, wann e sech engem uvertraut, well se dann alleguerten net méi wëssen, wat se solle maachen a wéi se domat sollen ëmgoen, an dann Angscht hunn, fir mat engem doriwwer ze schwätzen, a sech dann nach méi zoumaachen, amplaz de Contraire ze erliewen. Mee et ass a menger Positioun hei ëmmer méi einfach gesot wéi gemaach, dass se driwwer diskutieren a soen, wat do geschitt ass a wat do lass ass.

Wat ass mat deene geschitt, déi Stagen a Praktikum wollten a Betriber maachen an d'Betriber hu se net méi gewollt? Dat hat näischt mat hinne selwer ze dinn. Déi eng hunn dat verstanen, déi aner net. Déi hu sech gewonnert: Firwat ass ëmmer een an de Stage geholl ginn oder an de Praktikum, an elo net? Dat sinn alles Punkten, déi feelen. Dat feelt hinnen op hirem Wee, well si och net wëssen, wat dat bedeit, e Stage ze maachen, e Praktikum.

Wat ass mat deene Schüler, mat deene Studente geschitt, déi Auslandsjore sollte maachen, wou déi Auslandsjoren net konnte stattfannen, wou deen Austausch – wat awer fir anerer eng ganz Erfahrung war, wou dat eng grouss Erausforderung war, wann s de kanns en Auslandssemester maachen – do ewechgefall ass?

Dat sinn alles Saachen, wou ech weess, d'Zäit kann een net zrëckdréien, d'Auer, a soen: „Elo dréie mer d'Auer zwee Joer zrëck an dann ass alles anescht an da kënnen déi dat nohuelen.“ Mee dat sinn awer Punkten an Diskussiounen, déi ee bei hinne feststellt, wann ee mat hinnen driwwer schwätzt.

An et ass och elo, nodeem mer an der Ouverture sinn ... An ech hoffen, dass de Rapportier, den Dauer-rapportier, bei deem nächste Projet eis och positiv Zuele ka virstelle fir all déi Ouverturen, déi mer nach wëllen hunn. Obwuel déi lescht Informatiounen net grad déi allerbescht sinn! Wat ass elo alles anescht fir si? Et ass: Dat Liewen, wat se virum der Krisis kann hunn, an dat Liewe vun elo, dat ass net dat selwecht a wäert och sécherlech net dat selwecht sinn, an dat vu Corona ass nach net eriwuer.

An da kënt eppes, wou och kee vun eis derfir kann, dat ass déi Diskussioun ëm de Krich. An dat ass déi Diskussioun – an dat beschäftegt si och ganz staark – iwwert déi sozial Problemer, déi amgaange sinn ze entstoen, wou mer alleguerten heibanne wëssen, dass och mat all deenen Hëlfe, déi mer decidéiert hunn, do verschidde Leit méi dovou betraff sinn, anerer manner dovou betraff sinn. Och dat werft bei hinne vill Froen op. An och doriwwer stelle si sech vill Froen, wéi et virugeet.

Et ass och déi Diskussioun – an dat muss ech awer soen, dat ass awer positiv opgeholl ginn, op alle Fall bei deene Jugendlechen, déi ech getraff hunn – iwwert d'Entwécklung vun der Digitaliséierung. Si hunn elo emol matkritt, dass och mir – also meng Generatioun, ech soen et léiwere esou, an och nach déi driwwer – matkritt hunn, wat d'Digitaliséierung ass a wat alles méiglech ass, vu Webex-Konferenzen iwwer Zoom, wat een do alles ka maachen an dass een do och d'Méiglechkeet huet, mat de Kolleege sech auszetauschen. D'Drëcken an alles feelt zwar nach, mee och dat, dass dee Punkt besteet, ech mengen, dat ass och eng Diskussioun, déi awer bei hinnen dann e bësse méi ..., och wann eppes méi Positives ass, fir dat ze kucken.

Dann ass en anere Punkt, dat ass dee vun de Berufsbiller, wou se och do soen, wann Der mat hinne schwätzt: „Jo, et ass engem elo emol bewusst ginn, dass et och aner Berufsbiller gëtt wéi déi, déi mer ëmmer kennt hunn.“ Ech mengen elo net nëmmen d'Gesondheetspersonal, wat se kennt hunn, mee och déi aner Beruffer, iwwert déi jo vill geschwat ginn ass an déi et fäerdegbruecht hunn, eis Ekonomie um Rullen ze halen, wou se och do soen: „A, et ass ee sech awer elo bewusst ginn, dass e Buschauffeur och eppes ass, wat ee brauch.“ An et ass ee sech och bewusst ginn, wann een déi Leit net hätt, déi am Botz-sektor schaffen, dass et dann och vill méi schwierig gewiescht wier, d'Situatioun ze meeschten. Ech mengen, och dat ass eppes, wann Der mat hinne schwätzt, wat hinnen awer bewusst ginn ass, dass dat eng ganz aner Situatioun ginn ass.

An e leschte Punkt, dat ass dee vum Gesondheetsbewosstsäin, dass och am Gesondheetsbewosstsäin eng aner Opfaassung komm ass, wou ee virdrun dat alles e bësse méi labber geholl huet, wou se sech do och bewusst gi sinn, wat alles nach kann op si zoukommen a wat och alles ka geschéien.

Ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer zesummen – an ech mengen hei d'Politik zesumme mat deene Jonken – Etappe wäerten unhuelen, fir hinnen ze hëlfe, dass si och d'Méiglechkeet hunn, hir Jugend an hir Zukunft ze gestalten. Ech mengen, dass dat ënnerschidde ass, deemno wat fir eng sozial Hierkonft dass de hues. Do stelle sech Problemer: Wéi ass et herno mam Wunnen? Wéi ass et herno mam Liewen? Wéi kann ech mer mäi Liewensënnerhalt

sécherer mat där Entwécklung, déi ass? Och doriwwer muss ee mat hinnen diskutieren.

Corona ass fir si net nëmmen eng Etapp am Liewen, mee Corona ass fir si e Meilesteen an hirem Liewen a si stiechen déi 18 Méint oder zwee Joer, oder wéi laang et och nach wäert ginn, net esou ewech wéi Verschiddene, déi dann e bësse méi am gestanen Alter sinn, déi dat aneschtens ophuelen. Et ass och wichteg, dass een do oppasst op hir Hierkonft, hire soziale Background, well och dat huet eng ganz grouss Roll gespilt, an dass mer och do zesumme mat hinnen déi Entscheedungen huelen, déi noutwendeg sinn.

A wa mer e „Quality of Work Index“ hu bei deene Leit, déi schaffe ginn, solle mer och emol vläicht driwwer nodenken, ob mer do net och e „Quality of Life Index“ sollten installéiere fir ze kucken, wéi si sech do erëm-fannen a wat si do alles kënne maachen.

Ech mengen – fir nach eng Kéier op déi lescht Punkten zrëckzekommen, wat ech elo an deene leschte Minutte gesot hunn –, dass et fir eis wichteg ass, dass mer Hëlfe gi fir alleguerten déi vun hinnen, déi psychesch Behandlungen brauchen. Dat bedeit och – an dat weess ech, dass dat net de Jugendminister ass –, dass mer eng Tarifstruktur kréien, fir dass déi Consultatiounen kënnen en charge geholl ginn. Dat ass eppes, wat mir scho ganz laang diskutieren, dass déi Leit och Tariffer misste kréien, fir dass se déi Saache kënne rembourséiert kréien.

Wichteg ass och, dass mer diskutieren iwwer eng „life balance“ bei de Jugendlechen, dass mer d'Schoulofbrieche éischer kënnen opfänken an hinne mat Rot an Dot zur Säit stoen, fir hinnen dann awer ze hëlfe, op en anere Wee oder op e Retourswee ze kommen, an dass mer och net vergiessen, iwwer sexuell Abuse méi Opklärung ze maachen an och do hinnen ze soen, dass et wichteg ass, dass se sech verschiddene Leit roueg kënnen uvertrauen, fir dass do och eppes ka geschéien. Well et ass dat, wat mer brauchen, fir dass och si d'Vetrauen zrëckkréien an d'Gesellschaft an dass mer och mat hinnen zesummen dee Wee kënne goen.

A well ech dat elo net nëmmen einfach wollt gesot hunn, erlaben ech mer, Här President, Iech eng Motioun ze ginn, wou mer op déi Punkten nach eng Kéier zrëckkommen a wou ech frou wier, wa mer herno eng Diskussioun driwwer krite, mee doriwwer eraus och zesummen déi Decisiounen kéinten huelen, déi am Interêt si vun deene Jonken an déi och am Interêt si vun eiser Zukunft, well d'Jugend ass eis Zukunft an eis Zukunft solle mer zesumme gestalten.

Villmools merci!

Motion 1

La Chambre des Députés,

– sachant qu'avec la pandémie, et ses conséquences économiques et sociales, augmentait aussi le stress chez les jeunes ;

– constatant que pour les jeunes les plus vulnérables, cette situation de stress accru ou cumulé est un facteur de risque pour l'émergence ou la rechute de troubles psychiques ;

– notant que la crise s'est aussi transformée en choc pour l'économie et le marché du travail, affectant non seulement l'offre mais aussi la demande, ainsi que le recrutement sur le marché du travail ;

– sachant que suite à toutes ces tendances négatives, les jeunes doivent faire face à une grande variété de défis qu'ils ne peuvent pas maîtriser seuls,

invite le Gouvernement

– à dresser un inventaire rapide des problèmes avec lesquels les jeunes ont été confrontés voire sont actuellement confrontés suite à la crise du Covid-19 et ses conséquences à long terme ;

– à procurer des réponses politiques rapides et coordonnées pour encadrer et soutenir les jeunes souffrant des effets mentaux suite à la pandémie ;

– à mettre en œuvre dans ce contexte tous les moyens utiles en vue de la concrétisation dans les meilleurs délais du remboursement de la psychothérapie au Luxembourg ;

– à atténuer les répercussions économiques directes et indirectes sur le marché du travail, dont notamment l'entrée et la réintégration des jeunes sur le marché du travail.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Léon Gloden, Aly Kaes, Gilles Roth.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz.

An als éischte Riedner ass den honorablen Här Claude Lamberty agedroen. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Claude Lamberty (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat déi grouss Chance, dës Woch sechs Deuxièmeschüler aus dem Lycée Michel-Rodange ze begéinen. Dat war elo wierklech Zoufall, dass dat dës Woch war, mee dat war am Kader vun enger Aarbecht, déi se hu misse maachen am Civiquescours. An ech muss soen, ech hunn deen interessanten Austausch mat deene Jonken natierlech och direkt genotzt, fir vill Feedback ze kréien och fir dës Ried, fir dës Interpellatioun, wat d'Erausfuederunge vun deene Jonke sinn, wéi si se haut gesinn, wéi si se haut erliewen. An natierlech waren do Sujeten, déi d'actualité sinn, Demokratie, Fräiheeten an natierlech d'Pandemie an hir Auswierkungen, e grouse Sujet.

D'Pandemie, d'Konsequenze vun der Pandemie an déi jonk Generatiounen: E Sujet, deen immens wichteg ass, an et ass och immens wichteg, dass ee sech domat auserneeetzt. Dofir direkt och e ganz grouse Merci un de Marc Spautz fir d'Ufroen vun dëser Interpellatioun, och wa se – wéi war et? – ee Joer, e Mount an zwee Deeg al ass, well si ass och haut nach aktuell.

Eng Pandemie inklusiv Lockdownen an Aschnëtter, esou wéi mir se erlieft hunn, hunn natierlech vill Onrou, Froen, vill Onsécherheeten, vill Fragezeche virun der Zukunft a besonnesch awer och vill Aschnëtter an den Alldag vun eis alleguer, mee ganz besonnesch vun deene Jonke mat sech bruecht.

Eppes, wat een ëmmer gewinnt war ze maachen, ob dat war op säin Training goen am Sport, ob dat an d'Duerfmusek goe war, ob dat d'Ronderëmhanke fir déi e bësse méi Grouss a méi Al oder d'Spillen op der Spillplaz fir déi méi Kleng mat Frënn a Kolleegen war, also eppes, wat ee gär gemaach huet a quasi als Routine am Alldag erlieft huet, war vun engem Moment op deen aneren einfach net méi machbar. An natierlech ass esou e Verloscht vun enger gewinnter Dagesstruktur net evident fir Kanner a Jugendlecher.

D'Wuelbefanne vun deene Jonken ass jo schonn an Netpandemiezäiten e Sujet, deen immens wichteg fir eis als Gesellschaft ass an deen et verdéngt, ëmmer nees och politesch hannerfrot a verbessert ze ginn. Mee dat ass e Sujet, deen am Kader vun der Coronakris halt nach eng ganz nei, eng ganz grouss Envergure kritt huet.

Während dem Lockdown waren déi Jonk praktesch wochelaang doheem agespaart, konnten hir Frënn net

gesinn, keng grouss Gebuertsdaysfeieren organiséieren an hunn eigentlech vill wichteg Momenter einfach verpasst. Si hu Momenter an hirem Liewe missen opginn, déi fir eis alleguer heibannen en Deel vun eiser Jugend waren, Momenter, déi esou eigentlech och ni méi zrëckzekeré sinn, wéi zum Beispill eng Schoulouf-schlossfeier oder och de Start an d'Unisliewen.

Beim Kanner-Jugendtelefon huet ee festgestallt, dass d'Angscht an d'Veronsécherung duerchaus grouss Theeme bei deene jonke Generatiounen waren. De Virus huet hinnen Angscht gemaach. Si hu gefaart, dass hir Grousselteren oder soss Léiwer aus hirem Ëmfeld stierwe kéinten, an hu sech Suergen ëm d'Schoul an hir Zukunft gemaach. Och Suchtproblematike goufe méi heefeg ugeschwat. An dass ee sech während dem Lockdown vun der Famill net och emol heiansdo konnt ofgrenzen, hunn duerchaus eng ganz Rei vu Jonken als Belaaschtung empfunnt.

D'Zefriddenheet vun de Kanner huet queesch duerch d'Bänk duerch d'Pandemie gelidden. Dat hu scho ganz ënnerschiddlech Etüden och erginn, dorënner eng – ech hunn eng als Beispill geholl – däitsch vun der Uniklinik Hamburg-Eppendorf, wou ronn 1.000 Kanner tëschent 11 a 17 Joer an 1.500 Eltere befrot goufen. Dir hutt bestëmmt scho vun där Etüd héieren, well mäi Fraktiounskolleeg a Fraktiounspresident Gilles Baum hat d'lescht Joer a senger Interpellatioun iwwert d'Santé mentale ganz detailléiert op d'Resultater vun där Etüd higewisen.

Do haten 71 % vun de Kanner uginn, sech psychesch belaascht ze fillen. Fir 65 % war et einfach méi ustrengegend fir ze léieren. Och kierperlech Probleemer beim Aschlafen, Nervositéit, Kappwéi, Bauchwéi waren duerchaus Konsequenzen. De Risiko vun Hyperaktivitéit, vun emotionalen a vu Verhalensproblemer ass vun 18 % virun der Kris op 31 % geklommen.

Dat Schlémmst un der Coronakris, nieft de Konsequenze vun der Krankheit selwer, ass natierlech de Facteur vun der Ongewëssheet gewiescht, d'Ongewëssheet, wéi laang d'Pandemie eisen Alldag géif bestëmmen. Et war d'Ongewëssheet, wéi laang mir eis Famill a Frënn net kéinte gesinn, wéi laang mir eis Léifsten net kéinten an den Aarm huelen a wéi laang mir eis Fräiheete missten aschränken. A genee dës Ongewëssheet, dës Zweifel, dës Onsécherheet hunn et hinne schwéier gemaach, ee positive Bléck op d'Zukunft ze behalen.

Natierlech, d'Pandemie huet all Einzelne vun eis op d'Gemitt geschloen. Mee ech denken awer, dass virun allem déi Jugendlech am Pubertéitsalter et nach eemol méi schwéier haten, fir – kommt, mer soen emol – e Lëcht um Enn vum Tunnel ze gesinn. Schliisslech ass déi Phas am Liewe schonn ëmmer eng Phas gewiescht, wou, naja, ee Jonke sech awer ganz vill Froe stellt, sech och emol a Fro stellt an duerchaus veronséichert ass. Et mécht ee sech Gedanken ëm seng schoulesch Leeschtungen, ëm seng Zukunftschancen um Aarbechtsmaart an dorëm, ob déi Choixen, déi ee geholl huet, déi richtig sinn. Alles ass iergendwéi souwisou scho schwéier an ongewëss an där Liewensphas, an de Virus huet dat ganz sécher verstärkt.

Am Ufank vun der sanitärer Kris waren d'Suerge bei deene Jonke grouss, dass d'Pandemie en negativen Impakt op hir schoulesch Leeschtunge kéint hunn oder dass d'Sich no enger Aarbecht ganz schwéier kéint ginn. Si hu gefaart, dass si als „Coronageneratioun“ géifen ofgestempelt ginn, also als ee Joergeng oder och zwee Joergäng, déi et einfach gehat hätten, fir gutt Resultater an de Prüfungen ze schreiwen, well, naja, de System jo iergendwéi hätt misse fonctionéieren.

Stagen, an et ass och scho gesot ginn, Summer- an Deelzäitjobbe si wéinst der Kris ewechgefall, an och

dofir hate Jonker Angscht, dass si hir Ausbildung net wéi geplangt kéinte fäerdeg maachen oder dass se finanziell Probleemer géife kréien.

Haut, zwee Joer méi spéit, kënne mer Gott sei Dank – Gott sei Dank! – soen, dass sech vill vun dësen Ängschte fir d'Majoritéit, net fir jiddwereen, mee fir d'Majoritéit vun deene Jonken hei zu Lëtzebuerg net verwierklecht hunn.

D'Resultater vun den Épreuves standardisées weisen kloer, dass déi schoulesch Leeschtunge während der Kris net erofgaange sinn an dass et net zu gréissere Léierretarde koum. Och fir d'Léierbouwen an d'Léiermeedercher aus der Berufsausbildung konnte gréissendeels Léisunge mat Patrone fonnt ginn, soudass och si keng schoulesch Aboussen hu misse matmaachen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP) | Scho relativ fréi huet d'Regierung erkannt an émgemat, dass besonnesch déi Jonk – besonnesch déi Jonk! – Ennerstëtzung bräichten an dëser immens belaaschtender Zäit, dat fir hir Zukunft, hir eegen Zukunft net selwer ze hypothekéieren. Schliisslech huet een alles missen drusetzen, dass de schoulesche Parcours vun einzelnen Schüler net komplett ofgebrach géif ginn. Dat wär desastréis gewiescht fir déi Jonk, mee awer och fir eis als Gesellschaft.

Ech hunn e puer Beispiller erausgeholl, wat als Hëllefstellung ënnerholl gouf: Et goufen Onlineléierhëllef fir Schüler ugebueden an am Secondaire goufen d'Offeren un Nohëllefscoursen erweidert. Et gouf eng Summerschool geschaaft, fir eventuell Retarde mat de Schüler opzeschaffen. Entreprises, déi Léierbouwen a Léiermeedercher ausgebilt hunn, goufe finanziell ënnerstëtzt. Fir dass keng Ausbildungsplaz verluer sollt goen, krut eng Entreprise pro Schüler eng Pimm tëschent 1.500 an 5.000 Euro.

Dat sinn awer elo just e puer Beispiller, déi weisen, dass net gezéckt gouf, deene Jonken op hirem Bildungswee an an hirem Transition op den Aarbechtsmaart ënnert d'Äerm ze gräifen.

Déi allerwichtigst Measure war allerdéngs, dass mir d'Schoulen esou laang wéi méiglech opgehale hunn!

Am europäesche Verglach ass Lëtzebuerg eent vun de Länner, wou am meeschte Presenzunterrecht assuréiert konnt ginn. An dat ass eppes, wourop mir einfach als Land fir déi jonk Generatiounen houfreg kënne sinn!

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP) | Houfreg, éischtens, well och dee beschten Homeschooling nimools 100 % déi selwecht Qualitéit u Wëssen a Kompetenz ka vermëttelen, wéi dat an der Schoul am Presenzunterrecht de Fall ass. An zweetens, well de soziale Kontakt, dat mierke mir jo och an eisen Aktivitéiten, eng primär Viraussetzung ass fir eng gesond Entwécklung, fir e gesonden Austausch an och ganz besonnesch fir eng gesond Entwécklung vun eise Kanner a Jugendlechen.

„Minimal Chancë fir de Virus, maximal Chancë fir d'Bildung“, dat war d'Devise am Educatiounsministère. Natierlech ass et an der Praxis net ëmmer esou evident, an et begéint ee sécherlech och ëmmer nees neien Erausforderungen, déi oft och individuell geleist mussen ginn, well sech eeben op 100 Fäll 99 verschidde Fäll weisen.

Mee am Groussen a Ganzen ass et bei deenen Entscheedungen, déi geholl goufen, drëms gaangen, fir engersäits d'Gesondheet vun de Schüler an den

Enseignanten a soss Acteuren an der Schoul ze schützen an anerersäits déi fundamental Missiounen vun der Schoul ze garantéieren. Fir dese schwierigen Equilibre ze fannen, gouf zesumme mat de concernéierten Acteuren eng émfassend Strategie opgestallt, fir esou gutt wéi méiglech duerch dës Pandemie am Sënn vun den Zukunftschancé fir déi Jonk ze kommen.

Natierlech war et eng grouss Erausforderung, fir d'Schoulen am Respekt vun de sanitäre Reegele kënnen opzehalen. Net just d'Enseignanten an d'Direktiounen, mee och d'Gemengen hunn immens Efforte gelescht, fir d'Kontinuitéit vum Unterrecht ze assureieren.

Zu Lëtzebuerg hu mir mat de getraffenen Entscheedungen garantéiert, dass mir zu all Moment garantéiert hunn, dass d'Bildung vun eise Kanner a vun eise Jugendleche konnt weidergoen. Mir hunn zu all Moment garantéiert, dass déi Jonk eng Plaz haten, wou se léiere konnten, wou se wuesse konnten a wou se sech géife wuel spieren.

Et kann ee soen, dass d'Schoul an dat ganz Ëmfeld mat Frënn, Enseignanten, Educateure fir eng ganz Rei Kanner eppes ass wéi e Sécherheitsnetz, dat méiglechst ëmmer gespaant muss bleiwen. Dofir sinn ech immens frou, dass Lëtzebuerg op dee Wee gaangen ass, d'Schoulen nom Lockdown och erëm esou séier wéi méiglech nees opzemaachen an eeben, wéi ech et scho gesot hunn, esou vill wéi méiglech opzehalen.

Am Réckbléck kënne mer haut soen, dass Lëtzebuerg relativ schnell an am Endeffekt och gutt am Home-schooling ukomm ass. An de Marc Spautz ass schonn droop gaangen: Iwwer all déi digital Efforte fir déi – kommt, mir soen – manner Jonk, mee fir eis alleguer als Gesellschaft, mengen ech, hu mer an deem do Domän e ganz grouse Schrëtt no vir gemaach. Heiansdo hu jo och Krisen duerchaus positiv Nieweneffekter.

Déi digital Infrastruktur vun eise Schoulen an dat konsequent Eruféiere vun deene Jonken un déi digital Outilen hunn eng immens wichteg Roll gespillt. Eise Schoulsystem huet sech als immens resistent erwisen. An dat hu mir virun allem de groussen Investissementer aus dëser an och där leschter Legislaturperiod ze verdanken.

D'Ëmsetze vum Stufepiang, den Enseignement en alternance an den Asaz vu mobillen Testekippen hunn och dozou bäigedroen, den Ustiechungsrisiko an de Schoulen däitlech ze reduzéieren. D'Selbsttester, déi gratis un d'Schüler an un d'Enseignant verdeelt goufen, waren e wichtegen Deel vun dëser Strategie. Nieft dem Fortschrëtt vun der Impfcampagne waren et virun allem och dës Tester, déi eise Schüler méi Presenzunterrecht, méi sozial Kontakter a méi Normalitéit erméiglechen hunn.

Ouni de kollektiven Effort vun den Enseignanten, vun den Educateuren, vun den Elteren a vun de Schüler wär dese Succès natierlech net méiglech gewiescht. Dofir wëll ech hinnen op dëser Plaz nach eemol e ganz, ganz grouse Merci soen.

Déi zwou lescht Rentréee stoungen dann och am Zeeche vum Wuelbefanne vun de Schüler. Et goufen nei Efforte gemaach, fir d'Kanner, och iwwert d'Covidkris eraus, besser op d'Zukunft ze preparéieren, hinne Selbstvertrauen ze ginn an de respektvollen Ëmgang mateneen ze féerden.

Mat der Campagne „Mir këmmere eis“ hat den Educatiounsministère de Fokus op fënnf thematesch Piliere geluecht: d'Preventioun vu gewalttägem Verhalten, d'Preventioun vu Suchten, d'Education sexuelle et affective, den Ëmgang mat de soziale Medie souwéi d'mental Gesondheet an d'Gestioun vun den Emotiounen.

D'Pandemie huet gewisen, dass mir d'Resilienz vun deene Jonke férdere mussen, dat andeems mir hiert Selbstvertraue stäerken, hir sozial Kompetenz weiderentwéckelen an hinne bäibréngen, hir Emotiounen auszedrécken. Schonn am jonken Alter sollt ee léieren, wéi ee mat schwéiere Situatiounen ëmgeet a sech Hëllef ze sichen, wann een eppes eleng net esou gutt oder guer net hikritt. An et ass eis Aufgab, déi Jonk dobäi ze begleeden an hinnen déi néideg Mëttele dofir an d'Hand ze ginn.

Zu Lëtzebuerg gëtt et iwwer 300 Persounen am schoulesche Beräich, déi Hëllefstellung an deem do Kader ubidden: Psychologen, Educateuren, Assistante-socialen, wéi och ëmmer, mee déi Hëllefstellung ubidden. Ganz am Sënn vun enger „whole school approach“ ginn och d'Enseignanté bei der Oplärungsarbeit matagebonnen.

Hei dernieft ass d'Preventioun och e festen Deel vum Stage pédagogique vun den Enseignanten. De Mangel u soziale Kontakter während der Pandemie war sécherlech eng vun de gréissten Erausforderunge fir déi Jonk, wann net souguer déi gréisst. Grad a jonke Joren ass de Kontakt mat Gläichaltregen immens wichteg fir eng gesond sozial an emotional Entwécklung. Ma dese Kontakt war wéinst de sanitäre Messuren, mir hunn et scho gesot, eng ganz Zäit laang net méiglech oder ageschränkt. Och hiren Hobbye konnten déi Jonk net méi no goen, well d'Veräiner wéi Fussball, Basket, Danzen, Tennis an och d'Musekschoulen hunn hir Diere missen zoumaachen.

Als Konsequenz dovunner hu vill Jonker sech zréckgezunn. Si hu sech isoléiert. Si waren ënnerwee, mee net, wéi dat fréier de Fall war, mee si waren haaptsächlech an de soziale Medien ënnerwee. D'Etüd COVID-Kids I vun der Uni Lëtzebuerg huet zum Beispill gewisen, dass déi Jonk méi wéi duebel esou vill Zäit am Internet verbruecht hu wéi virun der Kris. D'Analysen hunn ausserdeem en enke Lien tëscht der Hausse vum Internetkonsum an der Entwécklung vun Angschtzustänn an negative Gefiller festgestallt.

Wéi de Sport an d'Musek dunn nees fonctionéiere konnten, hu mir allerdéngs och schnell eng Konsequenz vun där Pandemie an eise Veräiner – ech soen elo mol Veräiner –, mee an alle Sparten erlieft. Eng ganz Rei vu Leit, an dorënner och Jonker, hunn de Wee bis haut net zréckfonnt an hire Veräin oder an hire Klub, an dat aus ganz verschiddeenen Ursaachen. Mir kéinten elo eleng iwwert d'Wichtigkeet oder d'Engagement am Benevolat hei eng ganz Stonn diskutéieren, mee Fakt ass: Eis Veräiner an der Kultur an am Sport sinn extreem wichteg Piliere vun eiser a fir eis Gesellschaft! Mir mussen si esou ënnerstëtzen, dass si déi wäertvoll Aarbecht, déi se fir eis ganz Gesellschaft leeschten, an esou och an der Entwécklung vun eise Kanner leeschten, och weiderhi flächendeckend kënnen assureieren.

Wéi mir all wëssen, si Beweegung an de soziale Kontakt immens wichteg fir déi gesond Entwécklung vun de Jonken an hunn e positiven Effet op hir mental Gesondheet. Et ass dofir immens wichteg, dass mir déi Jonk nees derzou motivéieren an och se motivéiert kréien, hiren, ech nennen et emol „alen Hobby“, dee se virun der Kris gemaach hunn, och elo ze maachen, hirem Hobby erëm nozagoen.

Ech mengen domat natierlech net jiddwereen, mee trotzdem, mir dierfen et net ënnerschätzen. An et geet drëm, dass erëm jiddwereen – a méiglechst vill Leit – um gesellschaftleche Liewe kann deelhuefen, Frëndschafte fleegen a virun allem Spaass a Freed am Alldag erliewen.

Eng Mesure, déi een op dëser Plaz natierlech ervirhiewe muss, ass d'Aféiere vun engem gratis

Museksunterrecht, dee mer virun e puer Wochen hei op dëser Plaz diskutéiert hunn. Ech si wierklech immens houfreg, dass mir an Zukunft all Kand den Zougang op en héichwäertge Museksunterrecht garantéieren a soumat zur Chancëgläichheet an zur Bildungsgerechtkeet bäidroen. Déi musikalesch Bildung férdert nämlech net just d'Kreativitéit vun deene Jonken, mee och d'Entwécklung vun de sozialen a kommunikative Fäegkeeten.

Ob also elo am Sport, an der Musek, ech kéint och soen an de Scouten, dat si Piliere, déi eng immens wichteg Roll an eisen Dierfer an an eise Stied anhuefen, an net just fir d'Duerfliewen, mee als Treffpunkt fir eis Jonk, als fest Ulaflaz an hirer Entwécklung, als Plaz, wou se gären higinn, fir Frënn ze gesinn an Hobbyen ze maachen.

Här President, d'Pandemie huet eis gewisen, wéi fragill eise Geescht ka sinn. An dofir mussen mir déi mental Gesondheet definitiv op en Niveau prioritaire eropstufen. Mir mussen den Accès zu professioneller Hëllef am psychesche Beräich méi séier a méi licht gestalten. An deem Kader sinn ech frou, dass d'Regierung dëst Joer nach en nationalen Aktionsplang vun der mentaler Gesondheet wäert virstellen. Och den neien Observatoire de la santé, deen d'lescht Joer gegrënt gouf, soll déi mental Gesondheet vun deene Jonke méi genee verfolgegen.

Ee Problem, dee mir esou schnell wéi méiglech mussen ugoen, ass de Mangel u Personal an der Kannerpsychiatrie. Ech begrëssen dofir, dass déi zoustänneg Ministère u Léisunge schaffen, fir de Beruff vum Pedopsychiater méi attraktiv ze maachen. Ab der Rentrée 2022/2023 wäert d'Uni Lëtzebuerg ausserdeem zwee nei Studiegäng, den Infirmier en pédiatrie an den Infirmier psychiatrique, ubidden.

All Mënsch soll an Zukunft och Accès op eng psychologesch Hëllef hunn, egal aus wéi engem sozioekonomesche Milieu e kënt. Besonnesch bei deene Jonken dierfe mer keng Zäit verléieren a mir mussen hinnen esou schnell wéi méiglech déi néideg Ënnerstëtzung bidden, wa si se brauchen.

Och wann eis Kanner a Jugendleche relativ gutt duerch d'Kris komm sinn, d'äerfe mir op kee Fall ophalen, och an Zukunft weider hiert Wuelbefannen an de Mëttelepunkt ze setzen an doranner ze investéieren. Mir mussen weider Plaze fir staark Kanner schafen, eis ëm si këmmere an hinne bei Froen a besonnesch och bei Ängschten zur Säit stoen.

Déi Jonk, déi hu während der Pandemie eng immens grouss Solidaritéit bewisen. Si hu sech un d'sanitäre Mesur gehalen, fir un éischter Plaz déi méi vulnerabel Leit ze schützen. Vu menger Plaz dofir e grouse Merci un déi jonk Generatioun!

De Marc Spautz huet relativ zum Schluss gesot, et sollt ene zesumme kucken, an dësem Sujet eppes fir déi jonk Generatioun ze maachen. An ech deelen déi Meenung an ech fannen dat och richteg. Hei geet et nämlech net ëm Politik, hei geet et wierklech ëm d'Generatiounen, déi no eis kommen, hei geet et ëm eis ganz Gesellschaft.

Ech hunn och eng Motioun preparéiert. Ech hunn Är elo nach net gesinn, mee vläicht decke se sech jo e bëssen. Mir liese se dann elo géigesäiteg an dann, mengen ech, hu mer herno eng Diskussioun doriwwer.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– considérant que la santé physique et mentale des jeunes constitue une priorité de la santé publique ;

– *considérant que les mesures sanitaires liées à la pandémie Covid-19 ont eu un impact majeur sur le bien-être physique et mental d'un très grand nombre d'enfants et d'adolescents et ceci dans toutes les catégories d'âges et catégories sociales ;*

– *relevant, dans ce contexte, les efforts déployés par le Gouvernement et l'ensemble du personnel enseignant et éducatif afin d'assurer le droit à l'éducation des enfants et des jeunes et de contenir l'impact de ces restrictions sanitaires sur leur parcours scolaire comme sur leur santé mentale ;*

– *considérant que l'analyse des résultats des Épreuves standardisées (EpStan) de 2020 n'a identifié ni une tendance négative systématique, ni une détérioration générale des compétences chez les élèves de l'enseignement fondamental et secondaire au Luxembourg, et que les résultats des EpStan de 2021 ont confirmé ce constat ;*

– *considérant les conclusions du Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg 2020 ;*

– *considérant l'étude sur le bénévolat au Luxembourg inscrite dans l'accord de coalition 2018-2023 et présentée en 2022,*

invite le Gouvernement

– *à poursuivre d'une manière générale tous ses efforts concernant la promotion du bien-être des jeunes ;*

– *à accorder, dans ce contexte, une place prioritaire à la santé mentale des jeunes dans sa politique de santé publique ;*

– *à poursuivre les efforts au niveau du développement de l'offre des services en matière de la pédopsychiatrie ;*

– *à poursuivre les efforts en vue du remboursement des psychothérapies ;*

– *à développer voire intensifier la formation du personnel enseignant et éducatif en ce qui concerne la détection et la gestion quotidienne des problèmes liés à la santé mentale ;*

– *à élaborer un plan d'action national de la jeunesse 2022-2024 sur base des conclusions du Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg et à le présenter à la Chambre des Députés ;*

– *à poursuivre ses initiatives en vue de promouvoir et de soutenir le bénévolat ainsi que l'engagement des jeunes dans une association sportive, créative, culturelle ou d'éducation non formelle.*

(s.) Claude Lamberty, Djuna Bernard, Francine Closener, Carole Hartmann, Josée Lorsche.

Op jidde Fall, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an nach eng kéier Merci, fir dese wichtige Sujet op den Ordre du jour gesat ze hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Lamberty. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net fir d'éischt an hoffentlech net fir d'lescht, datt mer hei driwwer schwätzen, wéi et eise Kanner geet.

Fir all eenzel Famill soll de Bien-être vum Kand am Méttelpunkt stoen, awer sonner Zweifel ass et och eng äusserst wichtig Fro fir déi ganz Gesellschaft, well ob et de Kanner a Jugendlechen haut gutt oder schlecht geet, beaflosst hiert Liewen, hire schoulesche Parcours, hiert Berufsliewen, et beaflosst hire Gesondheitszoustand, physesch a psychesch, a bestëmmt domadder also global gesinn den Zoustand vum eisem Land vu muer an iwwermuer. Duerfir

merci dem Marc Spautz fir dës Interpellatioun iwwert d'Suitt vum der Pandemie fir eis Kanner.

Elo ginn d'Meenungen e wéineg ausernee bei der Fro, wéi wäit déi Jonk gelidden hunn zanter Mäerz 2020, wéi wäit hir Onbeschwéiertheet op der Streck bliwwen ass, ob hir Welt an hiert Weltbild nohalteg beschiedegt goufen oder net.

Fänke mer mol mat deem Positiven un: Bei Kanner a Jugendlechen huet Covid nëmme seelen zu engem schwéiere Krankheetsverlaf gefouert. Dat läit an der Natur vum dësem Virus, zum Gléck fir déi Jonk. Positiv ass och, datt sech déi Jonk duerch d'Bänk äusserst responsabel beholl hunn a behuelen. D'Maskepflicht gouf vun hinne gutt akzeptéiert, ouni grousst Gedeessems. Dacks hu sech déi Erwuesse vill méi doriwwer beklot wéi déi Jonk, si ware par konter virbildlech. An och den Drock, dee se gemaach kruten, fir d'Boma oder de Bopa nëmme net unzestiechen, hu se missen erdroen. Och den Impftaux bei deene Jonken ass héich: Émmerhin 71 % vun de Jugendlechen téscht 12 a 17 haten um Ufank vum Joer e kompletten Impfscheema.

A si hu sech duerch d'Bänk och ganz séier un déi nei Form vum Unterrrecht, den Homeschooling, gewinnt, woubäi ech wierklech d'Regierung wëll felicitéieren, datt se alles drugesat huet, fir d'Schoulen esou vill a sou laang wéi méiglech opzehalen.

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Dat war ganz dacks net einfach, an net jiddereen hat dofir Versteesdemech.

Une voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | D'Kanner an déi Jonk soe jo awer och selwer, zum Beispill an der Etüd COVID-Kids II, datt se vill besser léieren am Presenzunterrecht. Mee et war ganz richtig, se opzehalen, datt war ganz richtig, an och de Fait, datt dat ganz Léierpersonal esou séier opgeklommen ass op dat Digitalt, datt war keng Selbstverständlechkeet. Dat huet alles Kraaft an Nerve kascht – sur place an awer och, mengen ech, bei deene Responsabelen an der Politik –, et war awer wierklech am Sënn vun de Kanner a Jugendlechen, an dat verdéngt eise Respekt. An anere Länner waren d'Kanner a Jugendlechen an der Pandemie souzesoe „quantité négligeable“. Bei eis net. Merci duerfir!

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Ganz gutt!

Mme Francine Closener (LSAP) | Dat géllt och fir d'Efforten, déi vun der Regierungssäit mat de Veräiner gemaach goufen, fir déi Jonk nees zréck an d'Fräizäitaktivitéiten ze kréien. Ech zitieren hei nëmme d'Aktioun „Go to Sports“ an der zweeter Hallschent vum leschte Joer, wou een als Jonken enner 16 Joer jo e Bong vu 50 Euro krut, wann een eng nei Sportlizenz gemaach huet. An deem Zäitraum hu bal 5.000 Kanner eng nei Lizenz gemaach. Dat sinn der vill, eng Aktioun mat vollem Succès.

Och de gratis Musekunterrecht, dee mäi Kolleeg Claude Lamberty grad ugeschwat huet, ass eng Initiativ, déi weist, datt d'Kanner an d'Jugendlechen zu Lëtzebuerg systematesch geféiert ginn. Och dat begréisse mir als LSAP ausdrécklech.

Allgemeng huet een de Moment och den Androck, wéi wann dee provisoresche „back to normal“ de Kanner a Jugendlechen zimblech gutt géif geléngen. Si huelen zu Recht elo alles no, si gi spille bei d'Kolleegen, si sinn zesummen dobaussen ennerwee, si ginn eraus, si maache Party ... Jee, alles, wat ze laang guer net oder just enner schwierege Konditiounen méiglech war, gétt elo vive nogeholl.

Mee natierlech ass dat net alles. Natierlech hat an huet déi Pandemie en Impakt op de Bien-être vum deene Jonken. D'Etüd COVID-Kids II ass schonn zitéiert ginn: D'Liewenszefriddenheet vun de Kanner ass an der Pandemie zréckgaangen. Dat ass jo och net verwonnerlech. Ob et elo de Volet Gesondheet ass oder Sécherheet, firwat och sollen d'Kanner an déi Jugendlechen sech manner Suerge maachen? A besonnesch, wann hir Virbillen doheem an an der Schoul Ängschten hunn an déi Ängschte vläicht guer net gutt geréiert kréien, dann ass et jo kloer, datt dat sech op d'Kanner iwwerdreift.

Och den nationale Kannerbericht huet sech jo mat den Auswierkunge vun der Pandemie beschäftegt an huet gewisen, datt zwar allgemeng d'Kanner hire Bien-être duerch d'Bänk selwer als gutt bewäerten, mee si hunn zejoert awer och méi dacks Stress an Trauregkeet geäussert, steet am Rapport. A wat besonnesch alarmant ass: E bësse manner wéi 10 % vun de Kanner geet et wierklech no hirer eegener Ausso net gutt!

Op enger Skala vun 100 si Wäerter vun 80 bis 90 zu Lëtzebuerg üblech. Bei knapp 10 % vun de Kanner rutschen d'Wäerter erof op enner 75 oder souguer enner 70. Dës Kanner ennerhuele manner an der Fräizäit, si hu manner positiv Gefiller an äusseren duerfir méi negativer. An déi Kanner kommen duebel esou dacks aus Familles monoparentales. Dat ass erschreckend a weist eemol méi, wéi wichtig et ass, fir Elengerzéienden eng besser Ennerstëtzung méiglech ze maachen, an allen Hिसichten, net nëmme a finanzieller.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Francine Closener (LSAP) | Well kloer ass och, an de Kannerbericht confirméiert et: Wat d'Liewen an der Famill besser ass, wat et dem Kand besser geet. Dat läit op der Hand! Awer och d'Maison relais spillt eng wichtige Roll an der Zefriddensheetskala vun de Kanner, an dann och d'Fro, wéi wäit se dierfe matschwätzen a sech bedeelegen. Aussergewéinlech ass, datt am Géigesaz zu anere Länner zu Lëtzebuerg d'Netparticipatioun vun de méi eelere Kanner souguer nach zouhëlt. Dat ass also och e kloeren Optrag un eis, un d'Politik, fir fir Modeller ze suergen, bei deenen d'Kanner kënnen matschwätzen, wou se eng Stëmm hunn, wou se och gelauschert ginn, an der formaler an an där nonformaler Bildung.

Zum Impakt dann op déi schoulesch Resultater, mir hunn hei scho vill dervu geschwat, och iwwert de Bildungsbericht. Et si Léieréckstänn entstanen. D'Pandemie huet d'Ongläicheeten, déi et gouf, weider verstärkt. Kanner aus defavoriséierte Familjen, Kanner, wou doheem kee Lëtzeburgeresch geschwat gétt, Kanner am General an am Preparatoire waren am meeschte betraff. Mir wëssen et an et ass natierlech ze begréissen, datt d'Léierpersonal, en cours de route souzesoen, dorobber reagiert huet a sech besonnesch deenen dote Schüler extra gutt gewidmet huet. Nach ass de Problem awer net geléist an ech sinn och gespaant op d'Rentrée, wann déi gratis qualifizéiert Nohëllef, déi de Minister jo ugekënnegt huet, soll ulafen, quitte datt dat och just e Puzzlestéck ka sinn an engem globalen Effort, fir d'Bildungsmaueren zu Lëtzebuerg ofzebauen.

Vu kruzialer Bedeitung fir de Bien-être vum de Kanner ass awer virop hir mental Gesondheet. An ech hunn et hei schonn eng kéier gesot: Wann ee klenge Kapp voll Trauregkeet ass, voll Stress oder Ängscht, dann ass keng Plaz méi fir Mathe oder Franséisch!

Iwwer 1.000 Mënsche sinn zu Lëtzebuerg un de Suitt vu Covid gestuerwen. Kanner a Jugendlechen hu Familljemembere verluer, eng Groussmamm, e Monni, vläicht souguer en Elterendeel. Fir dës Kanner ass déi

Pandemie traumatéisch an d'Ungewéssheet, ob elo am Hierscht oder am Wanter oder iergendwann nees eng Well mat enger schlëmmer Variant kéint, déi Ungewéssheet ass fir déi Kanner warscheinlech bal net auszehalen. Gëtt et eigentlech fir déi e besonneschen Encadrement? Et wier vläicht net vu Muttwëll.

Mee et gëtt och genuch Jonker, déi keen direkte Verloscht erlieft hunn an awer grouss Ängschten hunn, Kanner a Jugendlecher. D'Pubertéit ass jo souwisou d'Zäit, wou ee psychesch manner stabill ass, e bësse méi labill ka sinn. Duerfir kann et och keen erstauen, datt déi psychesch Problemer vun den Teenager an der Pandemie zougeholl hunn.

Et ass richtig a gutt, datt am Secondaire Efforte gemaach ginn, fir datt de Volet vun der Orientéierung net méi esou staark just op de Schëllere vun de SePASe läit, soudatt d'Psychologe sech verstärkt hirer eigentlecher Käraufgab an de Lycéee widme kënnen.

Awer d'LSAP ass der Meenung, datt och eppes muss am Fundamental geschéien, nieft dem Psycholog an der Direktioun, deen intervenéiert, wann et ëm d'Orientéierung geet oder bei Kanner mat spezifische Besoinen. All Enseignant wier dankbar, vun den Eltere guer net ze schwätzen, wa mer et géifen hikréien, datt an all gréisserer Schoul eng multidisziplinär Ekip sur place wier, déi sech Dag fir Dag ëm déi net schoulesch Problemer vun de Kanner géif këmmere. À voir, wien dozou gehéiert: Psycholog, Assistant social, Édouateur gradué, déi all Dag à l'écoute si vun de Kanner, déi och op d'Kanner duerginn, amplat datt d'Kand selwer den éischte Schratt muss maachen. An am Optimalfall misst déi Ekip souwuel an der Schoul wéi och an der Maison relais am Asaz sinn, well mir wësse jo, e Kand ass e Kand, egal, wou et grad ass.

Et gëtt e puer Beispiller an enger Rei Gemengen, wou esou Intervenanten um Terrain sinn. Dat ass begrëssenswäert, datt hëlleft. Nach besser wier et, wann et dat iwwerall géif ginn. Dat ass an eisen Aen eng Missioun vum Staat an net eleng vun enger Gemeng. An dernieft ass et natierlech richtig an néideg, d'Enseignant selwer fir esou psychesch Problemer vun de Kanner ze sensibiliséieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Kannergesondheet ass méi wéi just d'Absence vun engem Virus. Fir datt e Kand sech gutt entwéckelt, brauch et déi dräi „B“: Bindung, Bildung a Beweegung. Meng Kolleegin Simone Asselborn-Bintz an ech selwer hu jo och schon am Dezember hei bei enger anerer Interpellatioun am Detail iwwert déi dräi Aspekter geschwat.

Bindung ass elementar, virop doheem natierlech. Wa bis an der Famill e Manktem oder en affektiivt Lach entsteet, dann ass et schwéier, fir dat anerwärtserëm ze fëllen. Duerfir ass d'Zesummenaarbecht mat den Eltere kruzial an de Ministère geet jo och mat neien Initiativen an déi Richtung.

Awer eeben och d'Bindung mat anere Bezuchspersonen an der Schoul, an der Maison relais an am Veräi spillt eng ganz grouss Roll. An et ass wierklech net gutt, wann déi ëmmer nees wiesselen. Kanner, déi bannent engem Schouljoer dräi, véiermol en anerem Enseignant hunn, aus wéi engen Ursachen och ëmmer, verléiere ganz séier hir Repèren an hiert Vertrauen. A grad an der Pandemie an duerch d'Penurie vun den Enseignanten ass dat e Phenomeen, deen een net dierf ënnerschätzen. Nëmme wann d'Bindung gutt ass, ka Bildung fonctionéieren.

An dann natierlech och d'Beweegung: Et gëtt esou vill Etüden, déi weisen, wéi wichteg Sport a Beweegung fir d'Gehir sinn, fir déi mental Gesondheet. Jo, et gëtt vill Initiativen, och bei eis. Mee ech mengen, mir hunn awer nach Sputt, an der Schoul an och doruwwer eraus, nach vill Sputt, fir et besser ze maachen an

dem Sport e ganz aneren, e vill besseren a méi héije Stellenwäert ze ginn.

Här President, ech kommen zum Schluss. Et gëllt, u ville Schrauwen ze dréien, fir de Bien-être vun eise Kanner ze garantéieren. An ech widderhuelen nach eemol, wat ech schon am Dezember gesot hunn: D'Medienerzéiung ass e wichtegt Element a gehéiert derzou, d'Preventioun vu Suchtverhalten, de Kampf géint Cybermobbing, den Accès zu Psychotherapien an de Remboursement dovunner, d'Opbrüche vun Tabuen, d'Opklärung ronderëm d'Theema Depressiounen, eng Mise en place an eng besser Vernetzung vun de Servicer, déi sech am Alldag ëm net schoulesch Problemer vun de Kanner këmmere an domadder d'Personal an der Schoul an an den SEAn entlaaschten, d'Stärke vum Benevolat, och am Sënn vun de Veräiner, Ënnerstützungsplattformen fir d'Elteren an natierlech effikass Orientéierungsprozeduren op allen Niveauen an der Schoul, fir datt déi Jonk net op eemol an enger Sakgaass landen an hinnen den Décrochage scolaire als eenzeg Léisung erschéngt.

Et ass e „Must“ an net en „Nice to have“, derfir ze suergen, datt déi Jonk sech wuel fillen an eiser Gesellschaft. Nëmme da kënnen si a mir optimistesches bleiwen a Krise bewältegen, Pandemien an aneren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Closener. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dës Debatt entkënnert dem Kontext vun der Pandemie net. Si gouf viru mëttlerweil engem gudden Joer ugefrot a si reit sech an d'Theema vun Bien-être vun de Kanner an, wat mer jo virun e puer Méint schon hei diskutéiert hunn. An ech wëll direkt elo schon dem Här Spautz e ganz, ganz grouse Merci soen, fir dëst Thema op den Ordre du jour gesat ze hunn, en Thema, wat mir perséinlech immens wichteg ass a wat, mengen ech, parteiwwergräifend eise vollen Asaz verlaangt.

Zum Thema vum Wuelbefanne vun eise Jonke wär et och scho virun der Pandemie vill ze soe ginn. Och virun der Pandemie hunn déi Jonk vum Jugendparlament hei schon eng besser psychologesch Betreierung an de Schoulen an doruwwer eraus gefuerdert. Och virun der Pandemie waren d'Theeme Schoulofbroch, Orientéierungsméiglechkeeten an Ausbildungsplazen där, déi eis heibanne beschäftegt hunn. An och d'Klima- an d'Logementskris ware virun der Pandemie schon déi gréisst Suergen, déi meng Generatioun an déi no mir beschäftegt hunn.

Vill vun dësen Theeme sinn nach eemol verschärft ginn. Si sinn nach méi akut ginn a mir musse se dréngend ugoen, thematiséieren a Léisunge fannen, fir dass mer dës Laaschten, déi déi Jonk ze droen hunn, vun hire Schëlleren ewechhuele kënnen. Et sinn nämlech net just hir Suergen, et sinn der Gesellschaft hir Suergen.

Esou eng wichteg Debatt kann een nëmme féieren, wann ee mat de concernéierte Leit schwätzt a virun allem hinnen nolauschert, andeems een net iwwer hir Käpp ewech Decisiounen hält, mee hinne gläichwäerteg an op Aenhéicht begéint. Déi Jonk wëllen agebonne ginn an d'Decisionsprozesser. Si hu staark Meenungen a Positiounen. Si bréngen déi op déi verschiddenst Aart a Weisen zum Ausdrock: An eise Jugendparteien, déi sech hoffentlech ganz aktiv an d'Walprogrammer vun hire Mammeparteien abréngen, am Jugendparlament oder am Jugendkonvent,

wou Jonker beieneekommen, Theemen definéieren, déi hinnen ueweileien, Positiounen a Kompromësser ausschaffen a se zu gudder Lescht hei verteidigen, hei erklären an derfir astinn, an de Schülerkommissionen oder am Conseil supérieur de la jeunesse, wou se sech aktiv fir hir Schoul asetzen oder als Conseil supérieur Avisen zu de Gesetzer, déi mir hei stëmmen, ausschaffen.

Wat ass also während der Covid-19-Pandemie mat dëser jonker Generatioun geschitt? Virewech war natierlech hire schoulesche Alldag ee komplett aneren. 93.000 Quarantäne goufe bei Mineuren ausgeschwat. Si hate kee gereegelten Alldag méi an all Woch war anescht. Si waren Ängschten ausgesat, hir Familljen ungestiechen, selwer krank ze ginn, hir Prüfungen an Examen net ze packen, keng Sue méi ze verdéngen, kee Stage oder keen Job méi ze fannen.

Si hate manner Beweegung, si hate manner sozial Interaktiounen, manner Suivi psychosocial, well se hire SePAS, hir Jugendhaiser, hir Enseignanten, hir Therapeuten an Dokteren och manner konnte gesinn.

A wann een owes um 21.00 oder um 23.00 Auer muss doheem sinn, wann ee muss Homeschooling maachen oder an enger Quarantän sëtzt, jo, dann huet ee vill Zäit fir nozedenken, fir sech och an d'Welte vum Internet ze flüchten an och mol deenen engen oder aneren negative Gedanken ausgesat ze ginn.

Mir hunn et hei och schon ëfters gesot an et ass evident: Do, wou et virdu scho Léierschwierigkeete gi sinn, do, wou virdu scho mental Problemer waren, do, wou virdu d'Relatioun doheem schon net esou gutt war, huet sech dës Pandemie wéi e Vergréisserungsglas driwwergeluecht an Inegalitéiten a Problemer verschärft. Jugendpsychiatere a Psychologen hunn Alarm geschloen. A mir wëssen och entre-temps, dass Isssstéierungen, Selbstverletzung a suicidaire Gedanke substanziiell bei de Jonken an d'Luucht gaange sinn. D'Jugendpsychiatrie ass rezent vergréissert ginn, an awer ass den Accès bei e Psycholog oder bei Psychiatere, besonnesch an der ambulanten Hëllef, mat enorme Waardezäite belaauscht.

Kontakt hale mat de Jonken, déi e psychotherapeutische Suivi kruten, war während der Pandemie queesch duerch de Secteur fir d'Fachleit um Terrain dee groussen Defi, fir während der Kris d'Kanner an déi Jonk net vum Radar ze verléieren, fir déi gemaachte Progrèsen eeben net verkommen ze loosse, fir d'Vertrauensverhältnis an déi ganz Aarbecht, déi geleescht gouf, an d'opsichend Jugendarbecht och weiderhin héichzehalen. An elo no der Kris gëllt et, d'Aarbecht erëm opzehuelen an awer virun allem d'Nowéie vun dëser schwéierer Zäit an d'Suitten, déi sech awer eréischt no an no bemierkbar maachen, opzeschaffen a preventiv Léisungen ze fannen.

Vill Veräiner, Sportsklibb an Ulafstelle mierken, wéi schnell sech vill Jonker ofgekapselt hunn, wéi se sech dru gewinnt hunn, fir méi doheem ze sinn, fir méi online ze sinn, fir sech manner ze beweegen a fir sozial Kontakter ze reduzéieren.

An dowéinst, léif Kolleeginnen a Kolleegen, brauche mer e breet opgestalten, nidderschwellegen, effikassen a jugendsensibelen Effectif u Professionellen, u Benevollen, u Jonken an Erwuessenen, déi op breeder Front op dës gepräagt Generatioun kënnen agoen, sief dat an de Schoulen, mam SePAS a mat engagierten a sensibelen Enseignanten, déi op déi Jonk aginn an hir Suergen, Froen an Iddien eescht huelen, sief dat an der opsichender Jugendarbecht, de Projeten, de Jugendhaiser an der Veräinsaarbecht.

Ee Beispill ass zum Beispill dee rezent gegrënnte Service PsyUp vum Roude Kräiz, déi eng mobil Entitéit vu Psychologen en place gesat hunn, déi bei

d'Jugendhaiser fueren an do un déi Jonk eruntrieden, mat hinne schwätzen, op hir Suergen aginn, ouni laang Waardezäiten an ouni administrativ Hürden, direkt do, wou déi Jonk sinn, direkt do, wou si hir Fräizäit verbréngen. Si ënnerstëtzen natierlech och do dann d'edukatiiv Personal um Terrain. An ech mengen, dass dat e ganz flotten, interessante Projet ass, deen op e reelle Besoin ageet an deen och warscheinlech misst substanzieel vergréissert an national ugebuede ginn.

Ech weess, dass mam neie Jugendpakt eise Jugendminister staark Akzenter fir déi Jonk setzt an hei d'Offer fir déi Jonk iwwert déi nächst Jore substanzieel an d'Luucht gesat wäert ginn. Här Minister, mir ënnerstëtzen dës wichteg Prioritéite fir eis Jonk als Gréng ausdrécklech!

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Mir si gläichzäiteg mat dësem dréngenden an enorm däitleche Besoin konfrontéiert, mat enger Penurie u Psychologen a Psychiateren. Mir sinn och, an entschëllegt meng Frustration, nach ëmmer um Nokucke vun Tarifverhandlungen an Diskussiounen ronderëm de Remboursement vu psychologescher Hëllef.

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Ech hunn dat an de leschten zwee Joer schon e puermol ugemierkt an ech weess, dass der vill vun Iech hei am Sall genauesou frustréiert a verständnislos si vis-à-vis vun dësem Vide. A mir mussen dofir déi psychologesche Gesondheet vun eise Jonken op déi allerieweschst Plaz vun eise politeschen Efforte setzen.

Konkreet heescht dat: gratis Psychotherapie, méi Plazen an der stationärer wéi an der ambulanter Behandlung an eng breet opgestallt Jugendarbecht. Dat dierf net weider waarden an dat muss elo kommen als iewesch national Prioritéit fir eis Jonk!

Une voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Fir Jonker, déi hiert Doheem verloossen, brauche mer akut Kriseninterventioun, mee awer uschlëssend och laangfristeg Perspektiven. Strukture wéi d'Péitrusshaus mussen ausgebaut ginn, an och den Alter vun de Jonken, déi op Hëllef ugewise sinn, muss hei en compte geholl ginn. E Jonken, dee mat 19 Joer fort vun doheem geet, ass zwar legal gesi groussjäreg, mee huet awer och oft psychotherapeutesch Besoine wéi vläicht e 17-Järegen an där selwechter Situatioun. D'Adoleszenz hält nu mol net zack mam Alter vun 18 Joer op. A grad d'Transitioun an d'Erwuesseneliewen, an d'Aarbechtswelt an an déi ugespaant Logementssituatioun maachen et néideg, dass eng breet Offer fir vulnerabel Jonker iwwer 18 Joer an den néidege psychosozialen Encadrement kënne stattfannen.

Och muss mer iwwer Jonker schwätzen, déi an der Prekaritéit sinn. Mir mussen iwwer Jonker schwätzen, déi oft hisichtlech vu multiple Krisen, verschiddene Foyeren, onstabilem Doheem a schouleschen Defaite scho ganz fréi ganz vill Echecken erlieft hunn. Si hu schwéier Startméiglechkeeten an oft kaum professionell Perspektiven. Si sinn an engem groussen Risiko, fir op der Strooss ze landen oder toxikoman ze ginn. An hei muss de Staat preventiv agéieren. An do kënne d'Berufsbildungswierker an eng intensiv psychosozial Fërderung eng wichteg Etapp sinn, fir an enger ganz enker an nidderschwellegger Approche mat deene Jonken ze schaffen an un hiren Talenter ze schaffen, amplaz hir Schwächen ervirzehiewen. A genee dat ass jo vun der Regierung ugeduecht a geplangt.

Bei dësem Public muss mer och ganz kloer iwwert d'Prekaritéit vun deene Jonke schwätzen, déi keen

Doheem fannen, déi aus Foyere fortginn an natierlech dann doduerjer am Logement mat ganz ville Schwierigkeete konfrontéiert sinn. Stand haut kënnen 18- bis 25-Järeger kee REVIS empfangen. D'Caritas fuerdert awer, dass dat, ënnert dem Erfülle vu verschiddene Krittären, muss méiglech gemaach ginn. An ech mengen, dass dat eng Pist ass, déi mer müssen an der Politik iwwerdenken an och do d'Vergaangenheet evaluéieren, ob dat net ënner Krittäre muss méiglech gemaach ginn.

Ech wëll kuerz beim Thema Jugendwunne bleiwen an ech begreissen, dass d'Zuel vu verschiddene Wunneforme fir Jonker an deene leschte Joren däitlech an d'Luucht gaangen ass. Ob SLEMO, also Logement encadré vu Jonken, Jugendwunnengen a Wunngemeinschaften, wéi beispillsweis vun der Wunnengshëllef offréiert, d'Theema Wunne betrëfft all déi Jonk, mee virun allem natierlech déi, déi an der Prekaritéit sinn. An do wollt ech den Här Minister froen, wéi d'Waardezäite sinn, fir Jugendwunnengen ze kréien, an ob nach weider Projete geplangt sinn, fir Jonke Wunne méiglechkeeten unzabidden.

Mee déi Jonk sinn och vill méi allgemeng mat der Situatioun vum Logementsmarché konfrontéiert. E schnellen Astig an den Aarbechtsmarché ass nach längst keng Garantie, fir doheem kënnen erauszuplënnern. Mam neie Pacte Logement wäert an Zukunft méi bezuelbare Wunne gemaach ginn. A mat de Wunnebauprojete wéi „NeiSchmelz“ oder „Wunne mat der Wooltz“ hu mer eng Wunnebauprojekt agelaut. A grad Jonker sinn awer och drop ugewisen, dass mir d'Rechter vun de Locataire stäerken.

Dat geet awer nach net duer a mir brauchen doewinst dréngend eng Reform vun der Grundsteuer an eng Spekulationssteuer, fir eidel stoend Wunnengen an Terrainen ze mobiliséieren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëssen heibannen alleguer, dass net jiddere mat deene selwechte Startméiglechkeeten an d'Liewe kënnt. Dofir muss mer sozial Ongläichheeten ofbauen, fir dass e Kand, wat en elengerzäiden Elterendeel huet, net vun Ufank u méi prekär Liewensmänn erlieft, fir dass Kanner vun Elteren, déi Schichte schaffen oder net de Sprooche vun den Hausaufgaben oder Prüfungen mächtig sinn, net per se defavorabel Konditiounen erliewen. An dësem Kontext wëll ech explizit luewen, dass déi Jonk am Kader vum Tripartite-Accord och net vergiess goufen a souwuel déi jonk Studente wéi d'Léiermeedercher an d'Léierjongen och vis-à-vis vun der Präisdeierecht net vergiess goufen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Eng qualitativ héichwärtig Offer fir déi Jonk, ob an der Schoul oder nieft der Schoul, an de Jugendhaiser, an de Klibb a Veräiner, dat ass dat, wat wierklech wichteg ass. Déi Jonk brauchen nämlech Raim, fir sech ze entfalten, fir kreativ ze sinn, fir sech auszutauschen a sech ofzegrenzen. An dofir muss mer an eise Gemengen och Plaze schafen, wou Jonker sech kënnen treffen, wou se kënne Musek maachen, wou se kënnen chillen, wou se kënne Sport maachen a sech beweegen, wou se e „safe space“ hunn, mat Hëllef, déi do ass, a gläichzäiteg awer genuch Fräiraum, fir ënner sech ze sinn. Mir brauche Streetworker an digital Projeten, fir déi Jonk do ofzehuelen, wou se sinn. A virun allem awer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, muss mer heibannen déi jonk Generatioun eescht huelen.

Här President, ech kommen esou lues zu menger Konklusioon. „The kids are alright“, sou endegt e bekannt Lidd mam selwechten Titel vun der brittescher

Band The Who. „The kids are alright“, dat soll heeschen, dass déi Jonk trotz alle Schwierigkeete vun hirer Zäit an trotz hire generationellen Ënnerscheeder an der Rei sinn. Méi nach, dass se gutt esou sinn, wéi se sinn. D'Museker vun The Who hu sech domadder géint e Kulturpessimismus a géint eng allgemeng Meprise vis-à-vis vun deene Jonke gerichtet, wéi se se deemools, 1965, gespuert hunn. Hire Message ass säitdeem zeg honnertfach a Lidder, Filmer an an anere Kulturwierker opgegraff ginn.

Wat deemools natierlech net gemengt war a wat och haut net ka gemengt sinn, ass, dass et all Kand gutt geet. Wéi a menger Ried duergestallt, gëtt et net eréischt säit der Pandemie vill Problemer, déi mir müssen als Politik eescht huelen an zesumme mat deene Jonken ugoen. Wat mir iwwer all deene berechtigten an dréngende Suergen awer och net dierfe vergiessen, ass de grouse Fazit vum Bericht iwwert d'Wuelbefanne vun deene Jonken, deen am März virgestallt gouf, nämlech, dass e groussen Deel vun eise Kanner hei am Land e ganz héijen Niveau vu Wuelbefannen opweisen an dass si an hirer Majoritéit upassungsfäeg, responsabel a wäitsichteg sinn. Dowéinst war et mir ganz wichteg, hei net mat enger Pathologie vu Problemer opzehalen, mee mat engem positive Message vun der Leeschtungsberetschaft a vun der Capacitéit vun deene Jonken.

Si, déi Jonk, hunn eng politesch Meenung. Si hunn Erwaardungen un eis heibannen, un d'Gesellschaft, un eisen Émgang mat eise Ressourcen a wéi mer consomméieren an zesummeliewen. Si äusseren sech glécklecherweis, net ëmmer op eng Aart a Weis, déi jidderengem gefält, mee hir Meenung ass kloer an däitlech ze héieren, ob dat fir eng méi ambitiéis Klimapolitik ass oder fir méi veggio Alternativen an eise Schoulen, fir eppes géint déi horrend Präisser vun eise Wunnengen ze maachen oder mol manner Stonnen ze schaffen. Si äusseren hir Meenung och duerch d'Konscht, duerch Schoulstreiken oder andeems se sech politesch engagéieren an hoffentlech zu ëmmer méi de Wee an dëst héicht Haus fannen.

Léif Jonk: Indignez-vous! Haalt eis de Spigel vir! Sidd haart an och heiansdo onbequeem! Mir brauchen dat heibannen. Eis Gesellschaft brauch dat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Bernard. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grouse Merci un den Här Marc Spautz, datt hien dës Sujet op eis Dagesuerdnung gesat huet. Mir müssen eis an der Politik ganz intensiv ëm déi jonk Leit këmmen, well si sinn d'Zukunft vum Land.

Villes ass scho gesot ginn, deem mir als ADR eis kënnen uschlëssen. Duerch déi sanitär Kris si vill Kanner a Jugendlecher op verschidden Aart a Weise belaaht ginn. Dëst hunn och vill Experten hei zu Lëtzebuerg diskutéiert an och nogewisen. D'Pandemie, awer och a vläicht nach méi d'Restriktiounen souwéi de Lockdown haten en negativen Afloss op déi mental Gesondheet vun deene Jonken. D'Konsequenze waren dacks Angschtzustänn, Depressiounen a souguer vereenzelt Suicidedanken.

D'sozial Kontakter ware staark ageschränkt, d'Jugendhaiser ware laang zou an et gouf kaum Méiglechkeeten, fir sech ze gesinn oder eppes zesummen ze ënnerhuelen oder sech einfach mol nëmmen auszutauschen. An der Schoul war et komplizéiert an

dacks och relativ oniwwersichtlech. D'Reegele goufen ëmmer nees geännert an et war schwéier, mam Virus – dat muss een zouginn – ze plangen. D'Masken an d'Testpflicht hu vill Jonker engem Stressfacteur ausgesat.

Gutt war, datt d'Schoulen zu Lëtzebuerg manner laang zou ware wéi an anere Länner. Dat ass hei am Land awer och besonnesch wichteg, well d'Schoul, virun allem de Precoce an de Fundamental, eng ganz wichteg Roll bei der Integratioun spillen. Et muss ee vill Elteren an d'Léierpersonal luewe fir hiren Asaz an hir Flexibilitéit, mat deene si de Schoulbetrieb doheem an iwwer Distanz konnten assureieren. D'Konsequenze vun der Pandemie op de Bildungsstand vun de Kanner an deene Jonken waren doduerjer manner schlëmm, wéi een dat hätt kënnen fäerten.

Här President, fir d'ADR ass et wichteg, datt d'Ängschten an d'Problemer vun deene Jonken eescht geholl ginn, a grad elo, wou mer aus der sanitärer Kris hoffentlech erauszekomme schéngen – wat awer nach an de Stäre steet –, misst dat méiglech sinn.

Wa mer wëlle realistesch sinn, muss mer zouginn, datt d'Pandemie an d'Restriktiounen bei ville Kanner a jonke psychesch Spueren hannerlooss hunn. Duerfir muss mer virbereet sinn am Fall, wou et nach eemol zu engem änlechen Szenario géif kommen. Dowéinst wëlle mer och ënner anerem wëssen, wat d'Regierung am Kader vun der leschter Evaluatioun vun dem nationale Suicidepreventiounsplang ënerholl huet. Eng Haaptkonklusioun vun der externer Analys war déi, datt et zu Lëtzebuerg vill ze verbessere gëtt, wat déi psychiatresch Prise en charge vu Patienten ugeet.

Déi lescht Etüd iwwert d'Gesondheet bei de Schoulkanner zu Lëtzebuerg, déi sougenannt HBSC-Etüd, geet schonn op d'Joer 2014 zrëck. Schon deemoools hate ronn 15 % vun de Jongen a Meedercher seriö iwwer e Suicide nageduecht. An den aktuellen Analyse gëtt d'Schoul als e „secteur à risque“ beschriwwen. Zanter dem Ausbruch vun der sanitärer Kris ass dee Prozentsaz däitlech an d'Luucht gaangen. Dat weisen och d'Chiffere vum Kanner-Jugendtelefon. Do sinn duebel esou vill Appeller eragaange wéi virun der Kris. Méi wéi duebel esou dacks hunn och Jonker mat Depressiounen a Suicidedanken ugeruff.

Här President, mir wëllen net, datt dat einfach esou weidergeet wéi bis elo. Betrafte Leit mat mentale Gesondheitsproblemer mussen hei am Land dacks och ze vill laang waarden, ier si e Rendez-vous kréien bei engem Psychiater. Zousätzlech sinn och d'Urgencen net richteg ugepasst fir esou Leit. Mir denken, datt déi psychesch Gesondheet déi selwecht Prioritéit misst kréie wéi déi physisch Gesondheet. An dat ass fir eis eng Mussesaach, déi keen eidelt Versprechen däerf sinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Kanner- a Jugendpsychiateren hu confirméiert, datt sech och nach aner psychesch Problemer an der Kris verstärkt hunn, zum Beispill Ängschtzoustänn, Iessstéierungen oder Mediesucht. Speziell an der Kanner- an an der Jugendpsychiatrie feelt et scho méi laang u Behandlungsméiglechkeeten. Dese Problem huet sech am Laf vun der Pandemie leider nach verstärkt.

Allgemeng gëtt et hei am Land e Manktum u Psychiateren, haaptsächlech och fir Jonker. Do feelt et och un Therapeuten, déi konkret um Terrain schaffen. D'Prise en charge vun engem Kand oder engem Jugendlechen ass vill méi komplex wéi bei engem Erwuessenen, well et muss mat den Elteren zesumme geschafft ginn. Och dat direkt Ëmfeld ass wichteg an d'Schoul muss och a verschiddene Fäll matagebonne ginn.

Dem nationale Service vun der Jugendpsychiatrie feelt et virun allem un engem ambulante Service. Mat Jugendlechen, déi méi komplex Problemer hunn, wier et wichteg, méi spezifesch an intensiv ze schaffen. Dee Service misst och iwwert d'Land verdeelt ginn.

D'Situatioun, wéi se de Moment ass, léisst dorobber schlëssen, dass d'Demande och an den nächste Jore warscheinlech net wäert ofhuelen. Ëmsou méi wichteg ass et eiser Meenung no, gutt Behandlungsméiglechkeeten unzëbieden. Wann déi eenzel Problematike bis chronesch ginn, da kann dat spéider zu uerge Konsequenze féieren, wéi datt déi Jonk d'Schoul ofbriechen, keng Aarbecht fannen an net richteg Fouss faassen an der Gesellschaft. Mir mussen duerfir weider an déi jonk Generatioun investéieren. Dat ass eis als ADR besonnesch wichteg.

Här President, duerch déi restriktiv Coronamesuren ass et och scho bei méi klengen Kanner zu massive Stéierung kommen, wat hir Entwécklung ugeet. An Däitschland hunn eng Rei Spillschouloffere ausgesot, datt si ëmmer nees erlieden, datt d'Kanner ëmmer nees Gesichter ouni Mond an ouni Nues molen. Och dat ass en Aspekt, deen am Kontext vun der formeller an informeller tëschemenschlechter Kommunikatioun an dem Léiere vu Sproochen net soll vergiess ginn.

D'ADR huet dowéinst ëmmer nees op verschidden Nodeeler vun enger Maskepflicht an de Schoulen opmierksam gemaach. D'Entwécklung vun der Sprooch, d'Mimik an d'Gestik vu ville klengen Kanner hu gelidden. Mir mussen aus eise Feeler léieren. Villes ass gutt gemaach ginn, awer viles ass och manner gutt gemaach ginn. An doräusser muss mer da lues a lues léieren zéien. Dës Debatt ass eng, déi eis d'Méiglechkeet gëtt, fir emol roueg iwwert dese wichtegen Aspekt vun der Pandemie ze diskutéieren. Mir sollten hei am Haus nach méi dacks iwwert d'Problemer vun deene Jonke schwätzen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoools, Här Engelen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci, Här Spautz, fir dës Interpellatioun. Här President, d'Pandemie huet an eisen Aen déi systemesch Defiziter, déi schon existéiert hunn, nach méi däitlech gewisen. Dës Pandemie huet eis Kanner a Jugendlechen voll getraff. Si hate vill ënnert dem Lockdown an de sanitäre Moosnamen ze leiden. Si hu ganz vill vun hirer Autonomie a Participatioun um gesellschaftleche Liewen agebéisst.

Dat war deelweis vläicht net ze verhënneren, well d'Courbe vun den Infektiounen d'urgence huet misse gebremst ginn. Anerersäits huet sech iwwert dat lescht Joer ronderëm de sanitäre Pass en immens hostile Klima opgestaut, wou Geimpfter an Ongeimpfter openegehetzt goufen duerch en onverantwortleche politeschen Discours. Déi spierbar Hostilitéit an Ongewëssheet, déi hei an der Loft hangt, krute Jugendlecher a jonk Erwuessener ze spieren, andeems si vun Ausflich, verschiddene Sportskompetitiounen, Concerten, Theaterveranstaltungen a soss Veranstaltungen an hire Klibb a Veräiner ausgeschloss gi sinn, well se net geimpft waren.

Verschiddener hunn dowéinst vläicht souguer hir Kolleege verluer. Esou en Drock an esou eng Form vu Bestrafung, well een op eemol marginal ass, geet un een. Hir mental Gesondheet huet immens dorënner gelidden, besonnesch als mannerjäreg jonk Persoun, well een deem einfach ausgesat ass a weider keng

Rechter akloe kann a well een net derfir kann, well zum Beispill den Tour vum Impfen nach ëmmer net un engem ass.

Här President, während dem Lockdown ware Kanner a Jugendlecher dem OKaju-Bericht no zu 10,5 % Af-fer vun haislecher Gewalt (veuillez lire: dem OKaju-Bericht no 10,5 % mol méi oft Af-fer vun haislecher Gewalt am Verglach zu 2019). Mir wëssen net, wéi wäit dës Zuel iwwert déi lescht Jore evoluéiert huet, well dës Donnéeën zu Lëtzebuerg nach ëmmer net systematesch erfaasst ginn. Dem OKaju-Bericht vun 2020 an 2021 no kéim een op 25 % Kanner a Jugendlecher, deenen hir physisch Integritéit menacéiert gi wier am Kader vun haislecher Gewalt. An och d'Demanden, fir Plazen an de Foyeren ze kréien, wieren nom Lockdown signifikativ geklommen, soudatt een do op eemol e Manktum u Plazen hat.

Och wann et net zu engem zweete Lockdown koom, haten déi ekonomesch a gesondheetlech Repercussione vun deem éischte Lockdown e ganz staarken Impakt op d'Verhalen an d'Mentalitéit vun de Leit. Datt d'Wonnen net verheelt sinn, gesäit een haut nach op ville Plazen. Et gesäit een et un de Statistiken iwwer sozial an ekonomesch Ongläichheeten. Direkt nom Lockdown konnt een nach keng Verschlimmerung vun den Ongläichheete feststellen.

Punktuell Hëllefsmesurë vum Staat wéi de Chômage partiel, de Gel vun de Loyeren an d'Eropsetze vun der Allocation de vie chère konnten deem fir eng Zäitchen entgéintwierken. Ech betounen: „eng Zäitchen“, well dauerhaft a strukturell Mesurë géint d'Aarmut goufe leider keng agefuert.

Fazit ass, datt dës Ongläichheete viru Covid scho schlëmm genuch waren an datt genee déi Leit, déi Familjen an déi Jonk an dese Familjen, déi scho vun Aarmut betraff waren, d'Pandemie am meeschten ze spiere kruten, notament och méi gesondheetlech ugeschloen waren. Famillje mat Kanner a Jugendlechen, déi zesummen op engstem Raum an zum groussen Deel an insalubere Wunnengen hu missen zesammenhocken, dat ass och eng Realitéit zu Lëtzebuerg an den Ausdröck vun der Logementskris.

Här President, 23,1 % Kannerarmut an esou engem räiche Land wéi Lëtzebuerg, dat ass ganz schéin hefteg! Laut dem „Rapport travail et cohésion sociale“ vun 2021 vun dem Statec sinn Elengerzéiend mat méi wéi engem Kand bis zu 39 % dem Aarmutsrisiko ausgesat. Bal 60 % vun den Elengerzéiende mat e puer Kanner à charge hu Krämpes, um Enn vum Mount d'Enner beieneenzekréien. Bei zwee Erwuessene mat méi wéi engem Kand sinn et bis zu 30 %, an ënnert de Locataire läit den Taux bei 45 %. 26,5 % vun de Menagé kouden esou knapps iwwert d'Ronnen.

Zu Lëtzebuerg läit den meisten Zuelen aus dem „Panorama social“ no de Chômagetaux bei de Jonken téschent 15 a 24 Joer bei 16,5 %. Zu Lëtzebuerg ass de Chômagerisiko zweemol méi héich bei deene Jonke wéi fir de ganze Rescht vun der Populatioun. Iwwert déi lescht fënnf Joer huet sech d'Unzuel vu Jonken, déi fréizäitig d'Schoul ofbriechen, och net wierklech verklengert. Méi wéi een Drëttel vun de jonken De-roccheuren huet téscht 16 an 18 Joer. Schoulofbroch, Jugendchômage, och ëmmer méi Jugendaarmut sinn eng Realitéit an eisem Land.

Déi jonk Generatioun ass am meeschten vun der prekärer Wirtschafts- an Ëmweltlag betraff, eng Pandemie, déi och nach eemol alles un d'Wackele bruecht huet, an elo e Krich mat graven Konsequenzen op d'Energiepräisentwicklung: D'Jugend vun haut huet et net einfach! Elo am Kontext vun de weider klammenden Energiepräisser klammen och d'Chargé beim Logement. Nieft Energieprimen an der

Verduebelung vun der Allocation de vie chère feelt et awer u Garantien, fir d'Kafkaaft vun de Leit oprecht-zeerhalten.

Déi Garantie ass mam Tripartite-Accord vun der Regierung schon emol vum Dësch. Eng Opwärtung vun de Salären, de Pensiounen, dem Kannergeld, alles dat wäert dann emol a Klammere gesat gi fir eng Zäitchen, nodeems déi lescht Indexbranche fällt.

Dat bedeit awer fir vill Kanner a Jugendlecher, datt si a Stéit opwuessen, wou eng permanent finanziell Onsécherheet e grouse Schiet iwwer hir Zukunftschancë werft. Dat si ganz schlecht Viraussetzungen, fir gutt duerch d'Schoul ze kommen, an engem ongerechte Schoulsystem, dee sozial an ekonomesch Ongläichheete weider reproduzéiert. Här bleift Här a Max bleift Max!

Här President, et gesäit een unhand vum nationale Monitoring vun de schoulesche Leeschtungen, datt Covid e manner schlëmme Impakt op d'Entwécklung vun de schouleschen Ongläichheeten hat wéi erwaart. Schlëmmeres konnt effektiv verhënnert ginn, well d'Schoulen zu Lëtzebuerg net esou laang zoubliwwe si wéi am Ausland. Mee awer hunn d'Leeschtunge vun de Schüler/innen ofgehol, virun allem am Däitschen a virun allem bei deenen, déi net déi bescht Viraussetzungen hunn, fir gutt duerch d'Schoul ze kommen, woubäi mer erëm zu der Konklusioun kënnen kommen: Wie viru Corona Problemer hat, huet der elo net manner. Héchstwahrscheinlech manifestéieren déi sech emol esou richteg an den nächste Joren.

Fir d'Schüler/inne sinn déi negativ Repercussione vun der Pandemie manner um Niveau vun der schoulescher Leeschtung ze gesinn, wéi um Niveau vun hirer mentaler Gesondheet ze erfassen. Ech soen „ze erfassen“, well am Beräich vun der Santé mentale vu Kanner a Jugendlechen nach Informatiounen feelen iwert d'Evolution vun hirem mentalen Zoustand, hirer psychescher Gesondheet virun, während an no Covid.

Fir d'Premiërschüler/innen a virun allem fir déi Jonk, déi hiert éischt Joer Uni am sanitären Noutstand hu missen ugoen, bleift dat eng traumatéiert Erënnung. Laut dem Unicef-Rapport hu bei de Jugendleche 15,2 % schon iwwer e Suicide nogeduecht a 7,7 % vun de Jugendlechen hunn eng Tentative de suicide gemaach. Ech mengen, dat soll eis zum Nodenke bréngen. Eng Enquête, déi de Jugendrot iwwert d'Zäitspan vu Februar 2020 bis Mäerz 2021 gemaach huet, seet aus, datt 47 % vun de Jonken a Jugendlechen d'Gefill hunn, hiert Wuelbefannen hätt sech säit der sanitärer Kris verschlechtert. Si fille sech dépasséiert, méi ängschtlech a méi gestrest. Verschiddener hätte souguer uginn, datt si d'Gefill hunn, si géifen hir Jugend verpassen.

Engersäits konnte si wéinst de sanitäre Mesuren effektiv eng Zäit net méi virun d'Dier an un hiren üblechen Aktivitéiten deelhuefen, déi eng Jugendkultur ausmaachen. Anerersäits ware si an där Alterskategorie vu 15 bis 29 Joer, déi sech am meeschte mat Covid ugestach huet, mat 154 Fäll op 100.000 Awunner. Dat war also eng zweesäitig Belaaschtung vun hirer Gesondheet: psychologisch a physisch.

Här President, wat geschitt ass, ass geschitt. Mir müssen elo endlech virukommen! Den Ukrain-Krich, d'Energieknappheet, Liwwerengpäss beim Baumaterial a bei verschiddene Liewensmëttel katapultéieren eis erëm a ganz aner Krisensituatiounen, ier mer et iwwerhaupt fäerdegbruecht hunn, den Auswee aus der viregter sanitärer Kris ze fannen, des opzeschaffen an och Konklusiounen doraus ze zéien.

Mir hunn et d'ailleurs och nach net fäerdegbruecht, den Auswee aus der Klimakris ze fannen. Dovu gétt hei och bal net méi geschwat. Vläch hunn

d'Regierungsmembere weltwäit dat schonn opginn. Et wierkt op d'mannst esou.

Här President, Demotivatioun, dat ass héchstwahrscheinlech dee wäitverbreetste Kollateralschued vun de multiple Krisen, déi eis Gesellschaft grad rëselen. Wat ee Moment nach gewierkt huet wéi eng weltwäit Erkenntnis, datt mer elo dréngend müssen eis Gesellschaft veränneren, datt elo d'Geleehheet dofir ass, datt alles misst méi lues goen, datt et sënnavoll Aarbechte gëtt, op déi mer net kënnen verzichten an déi e bessere Stellewäert an eng besser Bezuelung mussen kréien, datt mer müssen eis Ëmwelt respektéieren an datt mer solidaresch mussen sinn, fir d'Krisen ze bewältigen, alles dat ass scho säit engem Joer duerch d'Päif!

An och dofir sinn de politeschen Discours an déi politesch Tatlosegkeet verantwortlech. Keng richteg Taten treffen op déi Wieder, déi am Ufank vun der Pandemie grouss erausposaunt gi sinn op den offizielle Pressekonferenze vun der Regierung.

Keng Aufgabe sinn anstänneg gemaach ginn: Tate fir d'Bekämpfung vun der Logementskris, vun där déi Jonk an Elengerzéind am meeschte betraff sinn, keng Taten am Beräich vun der Klimapolitik, déi och effektiv eppes géint de Klimawandel kënnen bewierken, kee Paradigmewissel bei der Gesondheetspolitik, déi sech einfach weider op d'Liberaliséierung vun Gesondheitswiesen astellt, ...

(Interruptions)

... keng Opwärtung vu Paien an essentielle Beruifer, keng universell Zougäng zu enger universeller mentaler Gesondheitsfleeg. Säit zwee Joer schwätze mir vun der Pandemie an hire Repercussione. Säit zwee Joer gëtt gesot, mir missten erëm zrëck an d'Normalitéit fannen!

Här President, mir profitéieren vun dëser Interpellatioun, fir en Appell un d'Regierung ze maachen, der Jugend déi néideg Moyenen a Liewenskonditiounen ze bidde fir eng liewenswäert Zukunft. Gläichzäiteg appelléieren mer awer och un d'Jugend selwer, sech ze manifestéieren, sech ze wiere géint de Status quo, sech aktiv a Mouvementer a Politik fir eng besser Zukunft ze engagéieren. Do läit ganz vill Hoffnung: an der Jugend!

Merci fir d'Nolasschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, d'Pandemie a besonnesch d'Zäit vum Confinement hunn eis alleguerten zougesat. Besonnesch fir d'Kanner an déi Jonk war et eng ganz schwierig Zäit, déi mat villen Ängschten a Suerge verbonne war an och mat Momenter, an deenen ee sech eleng gefillt huet oder vläch och einfach nëmmen immens gelangweilt huet.

Mee d'Pandemie war fir verschidde Familien och eng Chance, eng Chance, fir endlech emol nees Zäit kënnen zesammen ze verbréngen, ...

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | ... an och e Moment, an deem ee sech emol nees bewosst ginn ass, wéi wäertvoll déi eege Gesondheet an déi vun der Famill an de Frënn engem sinn. D'Pandemie gouf deemno net vu jidderengem a gläicher Weis wouergeholl an duerfir ass et ganz interessant, e Bléck op déi lescht Studien ze werfen, déi sech mam Bien-être vun de Kanner an de Jonken an deene leschte Jore beschäftegt hunn, an d'Resultater hei ze diskutéieren.

Ech soen duerfir de Kolleege vun der CSV a ganz besonnesch dem Marc Spautz villmoos Merci, datt se dës Interpellatioun ugefrot hunn. Eng Interpellatioun, déi jo e bëssen op sech waarde gelooss huet, nodeems d'Demande scho viru méi wéi engem Joer eragereecht ginn ass an d'Pandemie awer ëmmer weider ugehalen huet, esou datt et nach net méiglech war, Konklusiounen ze zéien.

Ob et haut da scho souwäit ass, Konklusiounen ze zéien? Et ass vläch Zäit fir den éischte Bilan, mee déi final Konklusiounen, fäerten ech ganz, wäerten nach e bëssen op sech waarde loosse.

Haut hu mer dann awer elo endlech d'Chance, op déi akut Phas vun der Pandemie kënnen zrëckzeblécken, an dat ass enger zimmlech stabiler sanitärer Situatioun. An dat freet eis natierlech alleguerten. Wat kënnen mer also haut, e bësse méi wéi zwee Joer nom Ausbroch vu Covid-19, iwwert d'Situatioun vun de Kanner a Jugendleche während der Pandemie soen?

Wéi ze erwaarde konnten d'Etude weisen, datt d'Pandemie e kloren Afloss op d'Wuelbefanne vun de Kanner hat, mee et huet sech awer och gewisen, datt Kanner a Jonker immens upassungsfäeg sinn a sech no der Phas vum Confinement Weer gesicht hunn, mat der Situatioun eens ze ginn, esou datt hiert Wuelbefanne sech awer no engem éischte Creux erëm verbessert huet. An elo, wou et nees manner Restriktiounen gëtt, hunn déi Jonk och nees séier zu hiren ale Gewunnechten zrëckfonnt.

Mee och wann et hinnen elo nees besser geet, waren déi lescht Joren net einfach. Déi Jonk hu während der Pandemie de Kontakt mat hire Frënn vermësst an hunn oft um eegene Kierper erlieft, wéi belaaschtend et ka sinn, wann et engem psychesch net gutt geet, och wann de Kierper physisch gesi gesond ass.

Dat huet d'Thema vun der mentaler Gesondheet an de Fokus vun dem Interessi vun deene Jonke gesat, an dat ass en Interessi, deen d'Politik op alle Fall eescht huele muss an op deem opgebaut muss ginn. Datt d'Thema fir déi Jonk wichteg ass, huet een an de leschte Sëtzunge mam Jugendparlament gesinn. An et gesäit een et och an de Schoulen, wou Schüler/innen a Schüler sech ëmmer méi zu Wuert mellen, wann et drëms geet, wéi de psychologischen Accompagnement an de Schoule kéint verbessert ginn.

Verlaangt gi Servicer, déi op d'Schülerinnen an d'Schüler duerginn an net waarden, bis ee bei si kënn, en Encadrement, wat ganz natierlech an de Schoulalldag soll agebonne ginn a keng stigmatisierend Visitt nom Unterrecht am Büro vum Schoulpsycholog, wou een nach zousätzlech gestrest gëtt, well ee fäert, datt d'Kolleegeen um Gank vläch kéinte gesinn, wéi een do an dee Büro erageet. Dat si ganz konkret Proposen, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, déi ämschzbar sinn a wou een definitiv op déi Jonk sollt lauschteren.

Nieft enger Adaptatioun vun der Betreiung an de Schoule muss awer och d'ausserschoulesch Prise en charge verbessert ginn. An dat bedeit, datt d'Verhandlung ronderëm de Remboursement vun der Psychotherapie net méi weider kënnen schleefe gelooss ginn.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | An der Äntwert op eng rezent parlamentaresch Fro vu mir gouf gesot, datt déi nächst Verhandlungssëtzungen tëscht der FAP-SYLUX an der CNS jo fir Ufank Juni 2022 ugesat gi wieren. Mir sinn elo Métt Juni 2022 an ech hunn nach näischt Neies héieren. Sinn d'Verhandlung scho weidergefouert ginn? Falls jo, wou sti mer? Dat wäer Froen un de Minister fir d'Sécurité sociale. Vläch gesi mer jo an deenen nächste Wochen a Méint, wat

do erauskoum. Vlächht huet awer och de Minister fir d'Éducation nationale fir säi Kolleeg gutt Nouvellé matbruecht. D'Hoffnung stierft bekannterweis zu lescht.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | Vill Leit am Land waarden op dësen Accord an dorënner sinn eeben och vill Jonker. Et kann net sinn, datt hei zu Lëtzebuerg d'Psychotherapie nach ëmmer deene virbehalen ass, déi et sech leeschte kënnen, oder am Fall vu Jonken, deenen hir Eltere sech et leeschte kënnen, pro Therapiestonn méi wéi 100 Euro op den Dësch ze bliederen, während all déi aner ouni Hëllef auskomme mussen, well déi Servicer, déi een net aus eegener Täsch bezuele muss, esou hoffnungslos iwwerlaf sinn, datt se emol keng Waardelëschtelplaze méi ubidden.

Fir vill Kanner a Jonker war d'Famill während der Pandemie duerfir e wichtege Anker, dee Stress reduzéiere konnt a Sécherheet an onsécheren Zäite vermittelt huet. Mee net fir jiddereen: 53 % vun de Befroten aus enger Etüd ënnert den 8- bis 12-Järegen zu Lëtzebuerg hu während der Pandemie der Ausso zougestëmmt, datt hir Eltere méi ugespaant a besuergt gewiescht wieren bezüungswies méi streide géife wéi virun der Covid-kris. An dat ass kloer eng Belaaschtung fir d'Kanner.

Geneesou wéi och déi finanziell Suergen, déi vill Eltere während der Pandemie haten, net spuerlos un de Kanner laanschtgaange sinn: Kanner, déi en niddregen Niveau de bien-être an der Etüd gewisen hunn, koumen duebel esou oft aus Famillje mat Geldsuerge wéi d'Kanner mat engem héije Wuelbefannen an hunn duebel esou oft an enger Famille monoparentale gelieft. An et si jo grad des Familljen, déi och am meeschte vum Aarmutsrisiko betraff sinn.

Dat weist kloer, datt et och net kann duergoen, just eng Prise en charge vun de Kanner ze maachen, wann hir mental Gesondheet bis broochläit, mee datt een de Problem doriwwer eraus och un der Wuerzel muss upaken.

Natierlech, et gëtt villfälteg Grënn, déi d'Wuelbefanne vu Kanner a Jonken negativ beaflossen, an net all Facteur ka politesch beaflost ginn. Mee grad de finanziellen Drock, deen op den elengerzéienden Eltere läit an deen de Stress erzeuge kann, deen och d'Kanner erliwien, kéint duerch politesch Mesurë reduzéiert ginn.

Säit Jore weise mer dorop hin, datt eise Steiersystem ongerecht ass, well e verschidde Familljemodeller begënschtigt an anerer benodelegt. De Fall vun de Monoparentallen an de Wittleit ass dobäi deen offensichtlechsten an hei kënnen och vill kleng Aiden ...

(Interruption provenant d'une vidéo sur portable et hilarité générale)

An hei kënnen och vill ...

(Hilarité)

M. Yves Cruchten (LSAP) | Loosst Iech net ënnerbriechen.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här Cruchten.

M. Fernand Etgen, Président | Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Et deet mer leed, heiansdo léisst ee sech awer aus dem Konzept bréngen.

De Fall vun de Monoparentallen an de Wittleit ass dobäi deen offensichtlechsten. An hei kënnen och déi vill kleng Aiden, déi ausgeschott ginn a vun deenen d'Regierung esou gäre schwätzt, d'Ongerechtegkeet

un der Basis net ausgläichen. Hei muss eng Steierreform hier. A wann déi grouss Steierreform krisebédéngt dann net ka kommen, da mussen eeben iwwergangswies punktuell Ännerunge kommen, well d'Leit waarden! An domadder och d'mental Gesondheet vun hire Kanner!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech zum Schluss kommen, wëll ech dann awer nach op e lescht Resultat aus de lëtzebuergeschen Etüden agoen, an zwar dat, datt et fir d'Wuelbefannen net wicteg ass, wéi vill strukturéierten Aktivitéiten e Kand nokënn, mee just, datt et Aktivitéite gëtt. D'fräit Spill mat de Frënn un der frëscher Loft oder gemeinsam en Tour mat der Famill um Vëlo dinn de Kanner geneesou gutt wéi e Cours. Leider hu vill Kanner fir esou fräi Aktivitéite mat der Famill haut awer guer net méi esou vill Zäit, an dat deet hiren Elteren an hinnen oft leed. D'Kanner sinn an der Schoul, ginn an d'Maison relais a si vlächht och nach an engem Veräin an d'Eltere sinn op der Aarbecht. Do bleift ënnert der Woch net méi vill Zäit fir gemeinsam Aktivitéiten. Während der Pandemie war dat anescht an – ech sot et am Ufank – dat hu vill Leit genoss.

Leider hu se awer elo net méi de Choix, ob se léiwer wëlle manner schaffen, fir bei hirer Famill ze bleiwen. Si mussen nämlech schaffen, well se soss net iwwert d'Ronne kommen. An da si mer erëm beim Constat, datt Kanner aus Famillje mat finanzielle Suergen och iwwerduerchschnëttlech oft e schlecht Wuelbefannen haten.

Mir Piraten fannen, datt een deene Leit, déi aus der Pandemie d'Leier gezunn hunn, datt se léiwer méi Zäit mat hirer Famill wëlle verbréngen an duerfir op staatlech Betreuungsstrukture verzichten wëilten, des Optioun sollt ginn. Déi Suen, déi de Staat spuert, well en net fir d'Betreiung vun de Kanner muss opkommen, sollten den Elteren a Form vun engem bore Chèque-service accueil ausbezuelt ginn, fir datt si sech et esou kënnen leeschten, sech et kënnen erlaben, manner Stonnen ze schaffen. A wie seng Kanner léiwer an eng Crèche oder Maison relais wëll ginn, dee soll dat och weider mam klassesche Modell vum Chèque-service accueil maache kënnen.

Et geet net drëms, ee Modell ze favoriséieren, mee de Leit e Choix ze loossen, e Choix, bei deem d'Kanner a béide Modeller glécklech opwuesse kënnen, mee dat virun allem dann, wann d'Famill sech och mam Betreuungsmodell wuel fillt. Ass dat net de Fall, da gëtt d'Betreiung zum Stressfacteur fir d'Elteren. An dat mierken dann och ganz séier d'Kanner an da gëtt hiert Wuelbefannen onnéideg reduzéiert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kënnen aus der Pandemie also méi wéi eng Léier zéien, fir d'Wuelbefanne vun de Kanner a Jugendlechen an Zukunft nach weider ze verbesseren. An ech hoffen, datt mer des Chance net ongenotzt wäerte versträiche loossen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Ech maachen et och ganz kuerz. Ech hu mam Marc Spautz zesummen dat Thema vun der Jugend behandelt a mir hunn eis dat e bëssen opgedeelt. De Marc Spautz huet dat ganz Strukturéiert gemaach. Dir hutt dat och virdu gemierkt, dass en déi eenzel Theemen allegueren ofgedeckt huet. An ech hunn em einfach gesot: „Ma da ginn ech e bësse kucken an deenen Entrevuen, déi mer haten“, oder déi ech och selwer du gefouert hunn. An ech hunn e bësse

gekuckt, wat do gesot ginn ass, nämlech esou e puer Beispiller, déi vu Jonke selwer komm sinn, déi awer ganz spriechend sinn an déi eis duerhaus kënnen hëllef, e bësse méi wäit ze denken.

Héchstwarscheinlech ass et jo esou, dass mer alleguerten iergendwou heibannen och mam Thema verbonne sinn, well héchstwarscheinlech kee vun eis heibannen ass, deen net iergendwou an der Famill oder am méi wäite Bekanntekrees oder souguer am noe Bekanntekrees iergende Jonken huet, dee vun der Thematik betraff ass, a jidderee ganz gutt kann novollzéien, dass et de Leit, deene Jonken net gutt geet. Et ass e seriöt Thema an et sinn tatsächlech eng ganz Rei Jonker do, deenen et net esou gutt geet.

Et ass en enorm vast Thema. Dat hunn ech och elo einfach festgestallt. Vill vun Iech hu ganz vill Saache gesot, an dat ass héchstwarscheinlech e grouse Puzzle, dee mer herno hei zesummen nach an deenen nächste Méint, am nächste Joer kënnen diskutéieren. Ech deelen do och dem Francine Cloesener an dem Jeff Engelen hir Hoffnung, dass mer haut net fir d'lescht iwwert dat Thema geschwat hunn.

Ech wëll just nach an d'Ronn werfen: Et si ganz vill Zuele genannt gi vu Jonken, déi iergendwou eng Kéier gefrot gi sinn, wéi et hinne geet. An ech gouf drop higewise vu Leit, déi mat Jonken zesumme schaffen, dass et eng Generatioun vu Jonke gëtt, dat sinn esou déi ëm déi 11 bis 14 Joer, déi esou am entwicklungspsychologesche Sprong sinn, fir eeben eng méi objektiv Weltwarnehmung ze kréien an déi eigentlech net wëssen, wat e „Vorher“ ass, déi elo just hir Situatioun erliwien a se net kënnen richteg vergläiche mat enger Warnehmung virdrun, well dat eeben elo entwicklungspsychologesch eng Ännerung vun der Warnehmung ass. An déi liewen – wéi déi Leit mir gesot hunn – ganz oft ganz isoléiert, sinn iergendwéi an de Kannerschong stieche bliwwen, konnten iergendwéi net weider den nächste Schrëtt maachen a verstinn net, dass dat geschitt ass, kënnen net novollzéien, dass hinnen do tatsächlech e Schrëtt feelt. An ech mengen, och dat sollte mer net aus dem Bléck, sollte mer net vum Schierm verléieren.

Wa mer vun deene Jonke schwätzen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da wënsche mer hinne jo alleguerten, dass et hinne gutt geet – „Wuelbefannen“, dat ass jo och déi Etüd, déi mer gemaach hunn –, a ganz vill vun den Etüden och ronderëm beschäftege sech ëmmer mam Wuelbefanne vun deene Jonken. A Jonker fille sech ganz besonnesch da wuel, wa se gutt Ressourcen hunn: Famill, gutt Frënn, wa se iergendwou d'digital Medien esou kënnen notzen, dass et hinnen eppes bréngt.

Ech hunn zum Beispill am Gespréich mat deenen zwee Scoutsverbänn erlieft, wéi wicteg et ass, dass se Wäerter hunn, déi se kënnen mat aneren deelen, déi se kënnen ëmsetzen, a wéi déi Wäerter och hëllef, esou e Verband zesummenzehalen.

Oder zum Beispill d'Jugendpompjeeë sote mer: „E Pompjee ass ëmmer bereet, am Liwien eppes bäizeleieren.“ A si hunn dat esou interpretéiert, dass se gesot hunn: „Souguer wann eng Kris kënn, ass dat eigentlech eng positiv Motivatioun, eppes bäizeleieren aus där Kris an doraus e Schratt méi staark erauszegoen.“ Wäerter, bezüungswies wann ee gutt Ressourcen huet, wéi wicteg dat fir déi Jonk ass!

Et ass wicteg fir déi Jonk, esou Ressourcen ze hunn, fir sech dann am Liwien ze qualifizéieren, fir e Schrëtt weiderzegoen. An do sinn der ganz vill ... D'Première war haart, den Ofschloss war haart, fir eng Rei vun deene Jonken ass d'„gap year“ ausgefall, dat se sech eigentlech virgeholl haten, oder fir anerer ass e finanziellen Niewenertrag ewechgefall, dee se gebraucht

hunn, fir sech kënnen iwwer Waasser ze halen, esou wéi se dat wollten.

Fir vill vun hinnen ass et wichteg, eeben elo déi Phas ze maachen, fir sech ze verselbstännegen, fir dee Schrëtt weiderzemaachen. An do sinn der ganz vill an deem Sprong, dee se wollt maachen, staark gehemmt ginn.

Dat selwecht zielt natierlech och – an dat gouf hei ganz vill opgezielt – fir den Iwwergang an de Studium, déi Transitioun och an d'Aarbecht, an d'Aarbechtswelt, d'Engagement an der Gesellschaft, an dann natierlech och fir d'Grënnung vum eegene Liewensprojet mat Famill, mat Partnerschaft, vläicht mat Kanner, mat Haus a mat engem feste Beruff, an fir dann och eng Zukunft ze plangen.

Et ass interessant: Déi Pandemie – ech hunn de Jugendbericht genau am Detail gelies – huet jo eigentlech derzou gefouert, dass e grouse Kontrollverloscht komm ass bei deene Jonken. An dat ass wierklech ganz seriö ze huelen, well de Jugendbericht weist am Detail op, wéi dee Kontrollverloscht ausgesäit a wéi déif a wéi dramatesch e fir eng ganz Rei Jonker ass.

Dee Kontrollverloscht huet och derzou gefouert, oder deen huet als weider Konsequenz gehat, dass déi sozial Ongläichheeten – an dat ass hei och de Mëtteg schonn ëfters gesot ginn –, sech verdéift hunn duerch eng Kris, déi kënnt. An natierlech: Déi, déi besser opgestallt sinn, déi kënnen dat besser verkaafte wéi déi, deenen et net esou gutt geet.

Dat ware Facteure wéi zum Beispill den Homeschooling oder dass keng Fräizäitaktivitéite méi mataner méiglech waren, mee dass ee méi isoléiert war, oder och d'Ängsichte virun der Transitioun, déi ee soll maachen a säi Liewen eran, déi Perspektiven, déi ee wëll hu fir a säi Liewen eran. Dat waren déi Facteuren, déi bei deene Jonke besonnesch derzou gefouert hunn, dass déi eng gutt domat eens gi sinn, well se eng gutt, stabill Ausgangssituatioun haten, an anerer haten dat eeben net.

An da gouf et awer zwee Facteuren – an dat huet mech ganz stutzeg gemaach –, déi eigentlech derzou gefouert hunn, strukturell, dass iwwerhaupt esou sozial Ongläichheete sech verstärkt hunn. Dat eent ass de sozioekonomesche Grondstatus. Dat ass eppes, wat mer alleguerter kennen a wat mer alleguerter och ëfters thematiséiert hunn a wat eis alleguerter och duerfir ganz staark um Häerz läit.

An et gouf awer nach en anere Facteur, deen am Jugendbericht eng interessant Roll gespilt huet: nämlech en genderspezifesch Ënnerscheid. An dat ass awer interessant. Do ass nämlech gesot ginn am Jugendbericht, dass d'Meedercher an déi jonk Fraen insgesamt och grad während der Pandemie méi Interesse gewisen hu fir hiert Wuelbefannen a fir hir Gesondheet wéi d'Jonken an déi jonk Männer. Meedercher a jonk Fraen schätzen awer dowéinst – also well se sech méi derfir interesséieren – héchstwahrscheinlech hir Gesondheet och manner gutt an a si méi sensibel drop, wann et net esou gutt fonctionéiert, wa se mierken, dass hir Gesondheet net esou ass, wéi se dat gären hätten.

Et ass och esou gewiescht – dëst stellt de Jugendbericht och fest –, dass méi psychesch Erkrankungen diagnostizéiert goufe bei de jonke Fraen a bei de Meedercher wéi bei de Jonken a bei de jonke Männer. Dat ass héchstwahrscheinlech drop zréckzeféieren, dass tatsächlech d'Meedercher an déi jonk Frae méi sensibel, méi opmierksam fir dat sinn, wat hir Gesondheet ausmécht.

Et ass och interessant, dass gesot gëtt, dass d'Jonken an déi jonk Männer zwar insgesamt méi iwwergewichteg si wéi jonk Fraen a Meedercher, mee dass

d'Meedercher an déi jonk Frae méi drënner leiden a méi den Androck hunn, iwwergewichteg ze sinn oder e puer Kilo méi ze hunn, wéi d'Jonken.

Dat heescht, do ass eng genderspezifesch Approche, déi tatsächlech och eng Ongläichheet duergestallt huet während der Pandemie, an dat huet mech ganz staark interpelléiert, well et ee vun deenen zwee grouse Facteure war, déi am Jugendbericht genannt goufen.

D'Pandemie huet also sozial Ongläichheete verschäerft, déi virdu schonn do waren, an huet héchstwahrscheinlech d'Verhältnisser dann dee Moment nach méi schlëmm gemaach.

Ech ka mech zum Beispill un en Austausch erënneren, un e Gespréich, wou och e puer Beispiller genannt goufen, déi ganz markant sinn, zum Beispill dat vun enger Famill, wou d'Eltere sech während der Pandemie getrennt hunn, wou awer deen een Elterendeel, an deem Fall de Papp, well einfach keng Wunneng méi ze fanne war an och déi ganz Pandemie derzou gefouert huet, dass dee Marché einfach net méi richtig accessibel war, huet missen doheemleiwien an et zu enger onméiglecher Atmosphär komm ass doheem, wourënner besonnesch déi Jonk an deem Moment gelidden hunn.

Oder dat anert Beispill, wou engem Jonke seng Elteren allen zwee Independantë sinn, allen zwee ënnert der Kris gelidden hunn an dee jonke Mënsch dunn higaangen ass a probéiert huet, duerch en Nieweverdëngscht den Elteren ze hëllef, fir finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen. Oder och dee Fall, wou Jonker niewebäi schaffe gaange sinn – hu misse schaffe goen, wéi zum Beispill an deem heite Fall, awer och an anerem – an da selwer hu missen dowéinst Schoul oder Studium ofbriechen, well se net déi zwou Saache konnte matenee maachen. Déi ganz Kris huet tatsächlech eng ganz Rei Jonker a schwierig Situatiounen bruecht.

An da muss een, mengen ech, nach derbäisoen – an dat dierf ee wierklech net aus den Ae verléieren, an dat krat et och ëmmer erëm gesot –: Déi Jonk erliewen déi Situatioun hei wéi eng Kaskad vu Krisen, en Unenanerree vu verschiddene Krisen, déi alleguerter am selwechte Moment iergendwéi elo zesummespilen. Déi éischt Kris, déi se ëmmer erëm beschäftegt a scho beschäftegt huet – an dat wësse mer – ass d'Klimakris. Si ass weiderhi virulent bei hinnen, souguer wann och Jonker ënnerschiddlech Warneemungen hu vun der Klimakris, mee et ass en Theema, wat bei deene Jonke weiderhi ganz staark vertraued ass.

Dann de Krich, deen do derbäikomm ass, wou ech mer soe gelooss hunn, dass eng ganz Rei Jonker sech doropshin d'Fro gestallt hunn, ob hiert Liewen op dëser Welt, déi esou ee Krich féiert, iwwerhaupt nach e Sënn mécht! Dann déi Pandemie, iwwert déi mir elo grad schwätzen. Dann déi sozial Ongläichheeten, déi zum Beispill och perspektivesch natierlech e Problem sinn! Wann s du net weess als Jonken, ob s de jeemoos eng Wunneng wäerts kréien, ob s de jeemoos wäerts e gudder Beruff kréien, wou s de kanns déi Sue verdéngen, déi s de brauchs, fir zu Lëtzebuerg iwwert d'Ronnen ze kommen, dann hues du perspektivesch e Problem.

An déi fënneft Kris, déi ëmmer erëm genannt ginn ass, dat ass esou eppes wéi eng Politikverdrossenheet. An déi steet och iwwregens am Jugendbericht, wou drasteet, dass dat Vertrauen op de „caring state“, also op de „Versorgerstaat“, besonnesch bei deene Jonke mat sozioekonomesche méi schwaachem Hannergrond ëmmer méi ofhëlt: Ech vertrauen den Institutionen, mee ech hunn eigentlech keng Orientéierung méi an der Gesellschaft. U wie soll ech mech nach halen? Wie këmmert sech hannen um Enn nach em mech?

Wann ech deene Jonken do gutt nogelauschtert hunn, déi mer déi dote Kaskad vu Krisen erkläert hunn, dann hunn ech wierklech eng staark Perspektivlosegkeet eraushéieren oder ... An ech zitieren an ech soe bewosst, et ass en Zitat, et ass net vu mir, mee vu Jonken, déi mir gesot hunn: „An all deene Krisen hu mir als Jonker iwwerall d'Aarschkaart gezunn! Mir sinn déi, déi ëmmer iergendwéi als Lescht kommen!“ Dat ass e Grondgefill. An dat Grondgefill, mengen ech, dat muss mer ganz seriö huelen! An dat ass einfach ..., jo, voilà, dat ass en Opruff un eis alleguerter, dëst Theema weiderhi ganz virulent, aktuell ze halen.

D'Luisa Neubauer, dat ass, mengen ech, esou eppes wéi dat däitscht Greta Thunberg, huet eng Kéier am Kader vun enger ganz anerer politescher Diskussioun gesot, dass et sech net méi wëilt richtig op déi Diskussioun aloossen, well et sech no all deene Krisen an der Reaktioun vun der Politik op d'Krise vun der Jugend net méi sécher wär, ob d'Politik et wierklech mat deene Jugendlechen esou gutt wéi méiglech mengt, ob se wierklech dat Beschit fir déi Jonk wëllt.

Dat ass einfach e Constat. Ech huelen deen an ech mierken, dass vill Jonker mir dat selwecht gespigelt hunn, dass se gesot hunn: „Mir sinn eis net sécher, ob mer hei wierklech nach gehéiert ginn.“

Ech deduzéieren doraus – léif Kolleeginnen a Kolleegen, ganz séier zum Schluss – e puer konkret Punkten. Här Minister, an ech ginn Iech déi dann och mat op de Wee, well et sinn e puer konkret Saachen. Ech huele se einfach esou, wéi se mer gesot gi sinn, an ech hunn dofir och eng Motioun virbereet. Déi hunn ech zwar elo grad do leie gelooss, ech muss dann iergendwéi kucken, dass ech do nach drukomme mat mengem laangen Aarm.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

E puer Saachen, déi gesot gi sinn ...

(M. Roy Reding passe la motion à M. Paul Galles.)

Merci, Här Reding.

M. Roy Reding (ADR) | Do bräicht Der en extreem laangen Aarm.

M. Paul Galles (CSV) | Et ass och nach déi richtig. Merci!

(Hilarité)

Une voix | Huet hie se geschriwwen?

M. Paul Galles (CSV) | Nee, dat kann ech Iech versécheren.

Déi Saachen, déi ech hei nach opgeschriwwen hunn: Éischtens, Jonker wënsche sech eng institutionaliséiert Form, wou se kënnen während enger Kris der Politik hir Meenung soen. Ech weess, et gëtt Jugendparlament, et gëtt Jugendrot, et gëtt alles, vläicht kënnen mer soen: „Dat hu mer!“, mee ech sinn ëfters domat konfrontéiert ginn: „Mir wënschen eis eng institutionaliséiert Form.“

A vläicht kann een do jo eng Kéier méi wäit goen a sech och als Politik iwwerleeën, ob mer net einfach esou eppes maache wéi e Programm „Jugend 2032“, an zéng Joer, oder „Jugend 2040“, an 18 Joer, wou mer soen: „An deenen nächsten 10 oder 18 Joer kucke mer mol eng Kéier all eis Gesetzer mat engem Jugendnohaltgekeetscheck.“ Wat ass eigentlech an deene Gesetzer elo fir déi Jonk dran, déi besonnesch an enger schwieriger Situatioun sinn? Ech hunn dozou keng Motioun, ech wëll dat do och elo net diskutéieren. Et ass einfach eng Iddi, déi ech esou an de Raum setzen.

Eppes Zweetes ass déi genderspezifesch Approche. Ech mengen, dass dat e ganz wichtige Punkt ass, wann et drëms geet, déi psychologesche Hëllef unzebidden, déi mer elo och eigentlech praktesch alleguerter hei gefuereert hunn.

Dat Drëtt ass de Mangel u psychologescher Hëllef oder och de Mangel u Psychologen zu Lëtzebuerg, déi elo kënnen zur Säit stoen.

Dat Véiert, wat ech matgedeelt krut, dat ass, dass sech eng Rei Leit eng Etüd wënschen iwwert d'NEETS. Dat sinn déi Jonk, déi net an enger Educatioun sinn, an engem Training oder an iergendengem Employment, dat heescht, déi Jonk, déi oft ënnert dem Radar funktionéieren, déi mer net méi ze gräife kréien, well se néierens richteg registréiert sinn, vun deene mer net genau wëssen, wou se sinn, wéi vill et der sinn. Eng Etüd doriwwer, wéi vill et där ginn – ech weess net, Här Minister, ech ginn Iech déi Iddi einfach emol mat op de Wee. A vläicht hutt Der do schonn eng Äntwert op dat, wat ech elo hei einfach esou mol an de Raum setzen.

Eng weider Fro, déi an deem Kader och oft opkomm ass, dat ass déi, ob iwwerhaupt genuch Therapeuten do sinn, fir deen dote Problem opzeschaffen. Well ech sinn tatsächlech der Meenung, dass et sech elo ëm e massiven, och no hanne réckelenden a sech iwwert déi nächst Joren ëmmer weider fortplanzende Problem vu Jonke kann handelen, déi elo och déi Kris do mussen opschaffen. Genuch Therapeuten also?

Et gouf och eng konkret Ufro, ob et zu Lëtzebuerg eng geschlossene Struktur gëtt fir Jonker, déi fir sech selwer a fir anerer eng Gefor sinn, esou eppes tëschent Unisec an der Jugendpsychiatrie. Ech hunn dat einfach esou opgeholl als eng Iddi, déi an de Raum gestallt gouf.

Déi familljepolitesch Iddien hunn d'Djuna Bernard, d'Myriam Cecchetti an de Sven Clement scho souwäit genannt. Et ass, mengen ech, tatsächlech och eng Kéier derwärt, driwwer nozedenken: de REVIS ënner 25, tëschent 18 a 25. Do kann ee sech jo och eng Iddi iwwerleeën, eng Formel fir e gestaffelte REVIS, dass ee relativ wäit ënnen ufänkt, bis en da bei deene 25 Joer do ukënnt, wou mer en den Ament hunn. Dat, mengen ech, sollte mer eng Kéier a Rou diskutéieren. Ech ka mer gutt virstellen, dass een dat eng Kéier op de Leescht hält.

Ech krut awer och de Message mat op de Wee, dass de Jugendsektor oft vis-à-vis vum Enfantesektor leit. De Jugendsektor ass méi schwéier ze besetzen, well natierlech do d'Aarbeitszäiten anerer sinn a well och do d'Educatoren an d'Educatricen oft altersméisseg vill méi no hire Beneficiairen dru sinn an dat oft e Beruff ass, wou dann deen een oder anere seet: „Jo, dat wëll ech awer net. Da ginn ech léiwer bei d'Enfance schaffen.“ De Jugendsektor huet do de Message matginn, dass et gutt wär, och driwwer nozedenken, wéi een dee Sektour ka stäerken.

Eppes Weideres, wat Jonker mer mat op de Wee ginn hunn, dat war déi Fro, ob et net esou eppes kéint gi wéi en obligatoreschen Éischt-Hëllef-Cours fir mental Gesondheet fir d'Proffen, well eebe grad an de Klassen oft Jonker sinn, déi soen: „Ech hu grad mental Schwierigkeiten.“ Natierlech soe mer dann: „Da géi dach bei de SePAS!“ Mee ech krut awer ëfters och gesot – an zwar relativ oft –, dass d'Vertraue vis-à-vis vum SePAS relativ kleng ass.

Et ass natierlech esou, ech weess net, ob et eng „urban legend“ ass, mee op alle Fall gëtt oft dorëmmer erzielt: „Jo, ech si bei de SePAS gaangen an dat gouf weidererzielt, wat ech deenen do gesot hunn, et ass weider u mäin ... un dee gaangen, un dee gaangen.“ Dat ass esou eng Geschicht, déi ech esou matkréien. Dofir hunn ech mech gefrot, ob et net eng Iddi wär, d'Enseignanten an deem Punkt auszebilden, dass se ...

(Interruptions)

Jo, ech weess et net. Wéi gesot, jo, also dat ass dat, wat ech esou matkritt hunn.

Jonker hunn awer och déi Iddi mat an d'Spill bruecht, dass se gesot hunn, et wär interessant, vläicht am Kader vu „Vie et Société“ – dat ass jo e Cours, dee sech ubitt, fir ganz vill Inhalter unzibidden, déi och der Aktualitéit entspriechen an déi op d'Aktualitéit äntweren – och en Deel ze maachen iwwert d'Bewältegung vu Krisen: Wéi ginn ech domat ëm, wann ech selwer oder wann d'Welt ronderëm mech eng Kris huet? Wéi kann ech dat bewältegen? Wéi kann ech dat gestalten?

Dann awer och esou Coursé wéi dass een Debatten huet, dass ee ka mateneen diskutéieren. An eng ganz flott Iddi – ech gi se och hei einfach emol mat – war, fir einfach emol an engem Cours och eng Kéier Zäit ze hunn, sech als Klass mat Gesellschaftsspiller iergendwéi erëm uneneen unzenäheren an déi Cohésion sociale an der Klass ganz staark ze stäerken.

Eppes Weideres, wat Jonker mer gesot hunn, ass och, dass se sech wënschen, grad am Kader vun der Klimakris, dass et esou eppes gëtt wéi e Fach „Nohaltekeet“. Dat hate mer, mengen ech, och beim leschten Austausch mam Jugendparlament hei an der Chamber, dass déi gesot hunn, dat wär eppes Interessantes. An ech mengen, dat sollte mer hei nach eng Kéier an d'Ronn werfen als eng Iddi, déi mer kënnen weider diskutéieren.

An dann, Här President, an ech kommen elo zum Schluss, déi lescht Iddien: De Claude Lamberty hat och scho vun der Wichtigkeet vum Benevolat geschwat. An do gouf ech och mat der Iddi konfrontéiert, dass et interessant wär, an de Schoulen, an de Lycéeën eng systematesch Offer fir Benevoller ze hunn oder vu Benevolatsofferen, déi et am Land gëtt, oder och vu Stagen, déi sech grad ubidden, an dass een dat an de Schoulen an och mat de Schoule ka verlinken. Ech weess, dass et d'Agence du bénévolat gëtt. Ech mierken awer och an hunn den Androck, dass se net immens bekannt ass an dass déi Offer, déi se ze bidden huet, net iwwerall do ukënnt, wou se eigentlech gebraucht gëtt. Dofir och déi doten Iddi.

An da wëll ech zum Schluss nach eng Motioun deposéieren, déi ëm dee ganze Beräich vun der Jugendwunnengshëllef geet, well awer eng ganz Rei Jonker do sinn ... Déi verschidde Structure vun der Jugendwunnengshëllef huele jo Jonker tëschent 18 a 27 Joer op. Dat sinn da meeschtens Jonker, déi nach an der Schoul sinn, déi awer aus iergendengem Grund net méi kënnen doheemleiwien an déi dann eeben eng Plaz sichen, wou se kënnen wunnen.

Mir hunn eng Rei Acteuren hei am Land. De Problem, deen et schéngt ze ginn, ass deen, dass et duerch Leit gëtt, déi sech bei e puer vun deenen Acteuren mellen, dat heescht, dass et net ganz kloer ass: Wéi vill Offer hu mer? A wéi vill Demand hu mer wierklech? A wa mer bis wëssen, wéi vill Offer mer wierklech hunn a wéi vill Demandë wierklech reell sinn, also d'Doublanten oder Triplanten eraushuelen, an dann nach wëssen, wéi laang eis Liste d'attente ass oder eis Liste de demande ass ... Kéint een dat net eng Kéier analyséieren fir ze wëssen, wéi wäit een dann herno muss goen, wat een do nach ka maachen. Vlächicht kéint een déi Acteuren och eng Kéier an eng Kommissionssëtzung invitéieren, ech ka mer dat ganz gutt virstellen.

Dofir iwwerreechen ech Iech déi heite Motioun, déi an déi Richtung geet, Här President.

Motion 3

La Chambre des Députés,

– sachant que le Luxembourg fait face depuis de nombreuses années à une flambée des prix de l'immobilier ;

– constatant que tant la faible offre que la hausse des prix rendent l'accès souvent difficile à un logement pour des jeunes qui veulent démarrer leur vie d'adulte ;

– notant que des jeunes adultes vulnérables et confrontés à des problèmes familiaux et/ou troubles de santé mentale trouvent guère un logement abordable ;

– sachant que le SePAS¹ et des associations de la Jugendwunnengshëllef accueillent des jeunes adultes dans des logements communautaires dont la situation de logement actuelle les empêche de mener à bien leur projet scolaire,

invite le Gouvernement

– à dresser un inventaire tant sur la demande de logements communautaires pour des jeunes adultes en difficultés que sur l'offre de logements communautaires disponibles ;

– à renforcer la coordination entre les associations de la Jugendwunnengshëllef et les professionnels (organisations et personnes) de l'aide à l'enfance pour améliorer la performance des mesures d'aide et de soutien pour les jeunes adultes en difficultés de trouver un logement et de continuer leur parcours scolaire.

¹ Service psycho-social et d'accompagnement scolaires

(s.) Paul Galles, Diane Adehm, Martine Hansen, Jean-Paul SchAAF, Marc Spautz.

Voilà, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer e klengt Schlusswuert, an ech wëll et – e bëssen esou, wéi d'Djuna Bernard dat gemaach huet – och positiv gestalten. Ech war nach an ee Beräich kucken, deen elo nach kee genannt huet. D'Djuna Bernard huet zwar vun der Kultur a vun der Konscht geschwat, vlächicht fält en heidran. Ech war an d'Fräizäitliewe kucken, bezéiungswies dat, wat een esou schéin „erausgoen“ nennt, also dat, wat een nach géif d'„Nuetsliewen“ nennen.

(Interruption)

Ech war dat emol testen. Jo, genau!

(Hilarité)

Ech hunn do mat den Acteuren aus dem sougenannte „Live-Entertainment-Sektour“ geschwat, an dat, wat ech do gesot krut, ass héich interessant. Also éischstens ass et emol héich interessant fir si selwer, well si soen: „Mir hunn natierlech an der Pandemie immens vill gelidden. An elo wëlle mer gären esou vill wéi méiglech schaffen, well mir mierken, de Krich kënnst schonn, an dee wäert d'Präisser verdeieren.“ An dat wäert dozou féieren – an ech mengen, et gouf op dëser héijer Plaz och schonn am Laf vun dëser Woch gesot –, dass d'Präisser erëm klammen, zumindest emol an de Restauranten. Dat heescht, och do gëtt dat natierlech fir si erëm e Problem! An et ass ee sech net sécher: Behalen ech déi Clienten, déi ech grad hunn? Et ass also och fir si interessant, dat doten eng Kéier hei ze soen.

Dat, wat se feststellen, ass: Et gëtt méi gedronk wéi virdrun. An et gëtt och méi heftig gedronk wéi virdrun. An d'Interpretatioun ass, dass eppes nogeholl gëtt. Dat kléngt am éischte Moment ganz lëschtteg, mee do hannendru verstoppe sech ganz dramatesch Zeenen, wierklech richteg dramatesch Zeenen. An déi krut ech och geschildert, also dass de da souguer als Restaurateur oder als Disco oder als Club higees an däi Personal uweis, engem Client iergendwann eng Kéier ze soen: „Et geet elo duer, well dat do ass net méi gesond!“

A wann eppes nozehuelen ass, dann heescht dat jo, dass eppes nozehuelen ass, wat soss néierens nogeholl gouf oder wat soss néierens kompenséiert gouf. An ech mengen, dass grad d'Gespréich mat deem dote Sektour eis erlaabt ze verstoen, dass mer an deenen Etappe virdrun nach ganz vill kënnen maachen, fir dass eebe Jonker net méi d'Bedierfnes

hunn, déi Kompensatioun an enger Form ze sichen, déi herno vläicht fir si a fir anerer kann op iergendeng Aart a Weis geféierlech ginn. Et gëtt méi gedronk an et ginn iwwregens och méi Shotte gedronk. Also et geet méi a Richtung Shotten, dat hunn ech elo a menger Jugend net esou vill kann. Dat gouf et dunn nach net esou vill.

(Brouhaha et interruptions)

Voilà, genau. An dann déi ganz Kombinatiounen, voilà!

Also dat just fir ze soen, dass eng Verschärfung vun der Situatioun och an deem dote Beräich ass. Wéi gesot, am éischte Moment klängt et lëschtteg, mee ech mengen, et ass wierklech awer eng seriö Problematik hannendrun.

Si sote mer och, viru Covid gouf et eigentlech déi Gefor, dass mer eis alleguerde vläicht ze vill individualiséieren, dass mer iergendwou als Gesellschaft net méi richtig fonctionéieren. Du während der Pandemie war et op eemol méiglech, alles, praktesch alles vun doheem vum Schreifdësch aus, vum Computer aus ze maachen, dat heescht, d'Gefor vun der Individualiséierung war nach méi grouss. Dat heescht, déi Fro, déi si sech an hirem Secteur gestallt hunn, nodeems dunn erëm méi opgemaach ginn ass, dat war déi Fro: Wëllt de Mënsch elo nach eng Kéier sozial sinn? Geet dat nach?

An dunn hu se mer gesot: „Wann s de den nächste Concert kucke kënnen, da wäerts de gesinn, wéi vill enorm Loscht do ass, sech erëm ze begéinen, erëm ze feieren, erëm matenaner ze sinn.“ Dat wat mer selwer héchstwahrscheinlech alleguerde bei eis erliwien, dat gëtt et einfach hei och als grouss Phenomeen, mat all deem, wat ee muss dobäi bedenken, dat heescht, déi Loscht, déi déi Jonk spieren, fir erëm ze liewen, an déi Loscht, déi se op d'Zukunft hunn. Well déi Jonk hunn awer hannen um Enn souguer, esou schwéier wéi et och heiansdo fir si ass, eng positiv Approche zu hirem Liewen, well do kënn nach villes! An dat däerfe mir mat virbereeden.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Galles.

An d'Wuert huet elo direkt den Här Jugendminister, den Här Claude Meisch. Här Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här Président. Dir Dammen an Dir Hären, e ganz grouss Merci och un de Marc Spautz. Et ass ëmmer eng gutt Initiatiiv, hei iwwert déi Jonk ze schwätzen, iwwer hir Liewensrealitéit, iwwert déi Defien, déi se begéinen, iwwert d'Manier, wéi si sech selwer gesinn, wéi mir si gesinn, wéi si eis gesinn, wéi si d'Welt gesinn a wéi mir hinne virun allem Perspektive kënnen schafen, an dat am Zesummenhang nach eemol ze maache mat der Pandemie. Enger Pandemie, déi sech vläicht elo e bësse berouegt huet, wou mer awer sécherlech nach net kënnen soen, dass se definitiv eriwuer ass, mee wou een awer, denken ech, villes haut och scho ka mat Sécherheet soen: wéi mer déi Jonk duerch déi Pandemie kritt hunn, wat mer richtig gemaach hunn, wat mer weider mussen maachen, wéi se haut dostinn a wou mer hinne kënnen Perspektive bidden.

Ee Grondsaz, deen eis jo als Regierung permanent geleet huet, an ech hunn haut an eenzelen Interventiounen festgestallt, dass dat eppes ass, wat op jidde Fall elo am Nachhinein vu jidderengem esou mat gedeelt gëtt, dat war, dass mer dem Virus minimal

Chancé wollte ginn, fir sech iwwert déi Jonk, hir Aktivitéiten, d'Schoulen, d'Betreiungsstrukturen an aner institutionell Strukturen ze verbreedden, dat fir dem Virus esou mann wéi méiglech Chancen ze ginn an der Bildung awer esou vill wéi méiglech Chancé kënnen ze looszen.

Duerfir ass et net verwonnerlech, dass mer zum Beispill och am internationale Vergläich scho virun engem Joer op zweeter Plaz genannt goufen, wou d'Schoulen am mannsten zou waren. Neiséiland war op der éischter Plaz. Mir wëssen awer, Neiséiland hat zu deem Zäitpunkt eng ganz strikt Zero-Covid-Politik, soudatt mer eigentlech mat där Approche, déi mer hei gewielt hunn, absolutt richtig louchen. Dat gesäit ee spëtstens elo nach eemol, wou mer deen heite Réckbléck kënnen maachen.

Dat war awer net ganz einfach an dat war alles anescht wéi selbstverständlech. A mir hunn dacks ... Ech mengen, et ass bal keng Woch vergaangen, wou mer net och hei am Haus doriwwer diskutéiert hunn an och emol heiansdo hu misse streiden, wéi mer et da richtig maachen. An et war e Kraftakt virun allem fir déi, déi direkt concernéiert waren: déi Jonk, d'Kanner, d'Enseignanten, d'Elteren, d'Direktiounen an eenzelne Strukturen. Ech erënneren dorunner, dass mer 35 Leit an eng Cellule de coordination injectéiert hunn, fir déi ganz Gestiou vun deene positive Fäll, vun de Quarantänen ze maachen, fir ze kucken, wéi mer dem Virus esou mann wéi méiglech Chancé kënte ginn.

Mir hate pro Regioun an der Grondschoul, pro Direktioun an der Grondschoul, pro Lycée, awer och pro Direktioun am Lycée, tëscht enger an dräi Persounen, déi sech eigentlech exklusiv ëm d'Gestiou vum Tracing gekëmmert hunn. Mir hate 15 mobil Ekippen zäitweil uechtert d'Land ënnerwee, déi PCR-Tester gemaach hunn. Dat war déi Zäit, éier et Schnelltester gouf. Wéi et Schnelltester gouf, hu mer bis zu 200.000 Schnelltester d'Woch an eise Schoule gemaach, déi do gemaach goufen, déi do certifiéiert goufen. Alles dat beweist, wat fir e grouss logisteschen Opwand déi Gestiou dach awer do verlaangt huet, fir dem Virus minimal Chancen ze ginn, sech iwwert déi Jonk an iwwert d'Schoule weiderzverbreedden.

Mir hu relativ fréi an der Pandemie och zousätzlech Ressourcen, personell Ressourcen an de System kënnen bréngen: 300 zousätzlech Persounen, déi an de Grondschoulen intervenéiert hunn, 130, déi am Secondaire intervenéiert hunn, fir Remplacementen ze maachen, fir Surveillance ze halen, fir awer och op Léierretarden duerch Quarantänen, duerch Isolementer, awer och duerch den Homeschooling kënnen ganz konkret duerno an de Schoulen ze intervenéieren.

Mir hunn – vun haut op muer eigentlech – eise System am Ufank vun der Pandemie, am März 2020, op Distanz ëmgeschallt. A mir hu festgestallt, dass et geet, no enger kollektiver Formation continue iwwert d'Notzung vun deenen Outilen, déi awer glécklecherweis do waren. Déi digital Plattformen waren do. Zum ganz groussen Deel waren och déi digital Ekippen do, fir eebe Schoul doheem kënnen ze assuréieren. Mir hunn d'Elteren an d'Enseignanten doranner ënnerstëtzt iwwer Materialien, déi mer och digital an online zur Verfügung gestallt hunn.

Mir hunn awer gradesou gekuckt, och schon am Joer 2020, dass Léierretarden, déi entstane sinn, och ganz schnell kënnen behuewe ginn, iwwer eng Summerschool zum Beispill, awer och iwwer Dossieren, déi mer den Elteren an iwwer d'Vakanz konnte mat heem ginn, fir dat eent oder dat anert dann och opzeschaffen, wann et an der Schoul aus deene bekannte Grënn dach awer vläicht net konnt assuréiert ginn.

Mir hunn an der Formation professionnelle gekuckt, dass d'Zuele vun de Léierkontrakter net

géifen abriechen. Dat ass eis och gelongen. Mir hunn d'Entreprises ënnerstëtzt, déi nei Léierkontrakter proposéiert hunn. Mir hunn awer och virun allem Entreprises ënnerstëtzt, déi Léierkontrakter vun engem Apprenti iwwerholl hunn, deen an engem Kontrakt war an erausgefall ass, well säi Patron eigentlech d'Dieren zougemaach huet oder déi Léier net méi konnt weider garantéieren. Alles dat hu mer a ganz, ganz kuerzer Zäit en place gesat.

Mir profitéieren haut, wa mer de Bilan dovunner maachen, vun deene Strukturen an deene Méiglechkeeten, déi mer eis an de leschte Jore ginn hunn, fir eng „evidence-based policy“ ze maachen, fir net nëmme Bildungspolitik aus dem Bauch eraus ze maachen, mat enger Vue, wéi mer se vläicht aus der eegener Erfahrung eraus hunn, wéi mer se vläicht aus eiser politescher Iwwerzeugung eraus hunn, mee fir wierklech opgrond vu Fakte kënnen ze jugéieren, wat d'Erausfuorderung sinn a wéi mer eigentlech och kënnen do deene Jonken am beschten hëllefen. Ech denken do un de LUCET, de Luxembourg Center for Educational Testing, ech denken awer och un den neie Kannerbericht, den éischten, deen – glécklecherweis! – eis e ganz gutt Bild iwwert d'Wuelbefanne vun de Jonken, vun de Kanner während der Pandemie ginn huet. Ech denken un de Jugendbericht, wou zwar scho virun der Pandemie d'Thema festgeluecht gi war, mee d'Thema och do d'Wuelbefanne vun deene Jonke war a wou mer duerfir eigentlech elo e ganz gudden Iwwerbléck, e wëssenschaftlech baséierten Iwwerbléck iwwert d'Situatioun vun deene Jonken hunn, och doriwwer, wéi se d'Pandemie gesinn hunn, wéi se d'Pandemie duerchlieft hunn a wéi se haut do stinn.

D'Resultater sinn eigentlech duerch d'Bänk ganz optimistesesch. Dat wëllt net heeschen, dass mer den Dossier kënnen zoumaachen an op d'Säit leeën – ech mengen, dat wär de falsche Message! An ech mengen, jiddereen huet de Mëtteg dee Message hei ginn: Och wa mer eis selwer felicitéiert hunn, dass mer eigentlech gutt mat deene Jonken duerch d'Kris komm sinn an, wa mer eis mat anere vergläichen, eis do sécherlech net brauchen ze schummen, da kann awer kee soen, dass mer net nach Erausfuorderungen hätten. Ganz dacks mierke mer, dass et déi selwecht Erausfuorderung sinn, déi erëm optauchen, wéi déi, déi virun der Kris natierlech och bestanen hunn.

Mee wat eventuell Léierreckstänn, Léierretarden ubelaangt, hunn d'EpStan, d'Épreuves standardisées, zweemol hannerenee beluecht, dass eigentlech keng signifikativ Verschlechterung bei de Schülerinnen a Schüler feststellen ass, dass et natierlech vu Joer zu Joer do Ännerunge gëtt, dass déi absolutt an deem Mooss sinn, wéi se och emol an de Jore virun unni Pandemie festgestallt gi sinn, dass esouguer eenzel Kompetenz sech während der Pandemie fir vläicht eenzel Deeler vun de Schülerinnen a Schüler verbessert hunn an dass et der awer och gëtt, déi sech emol verschlechtert hunn. An do hu mer jo virun allem gesinn, dass et och déi Schülerinnen a Schüler sinn, déi virun der Pandemie am meeschte Schwierigkeeten an eisem Schoulsystem haten, déi eigentlech och am schlechtesten duerch d'Pandemie komm sinn, wat eigentlech eppes ass, wat leider ze erwaarde war.

Mee wa mer dat dote Resultat mat éischten Analyse vergläichen, déi am Ausland gemaach goufen an elo virleien – kucke mer just Däitschland, mat enger Politik fir woche-, méintlaang d'Schoulen zouzehalen –, do ginn déi éischt Analysen haut a Richtung fir ze soen, dass d'Schülerinnen an d'Schüler dach awer e Retard vun engem Véierels- bis zu engem hallwe Schouljoer accumuléiert hunn no deene leschten zwee Joer. Ech denken, dann hu mer hei eigentlech,

fir elo weider ze kucken, no vir ze kucken, eng gutt Basis geschafen.

En änlecht Bild ass et, Dir Dammen an Dir Hären – jo, et ass de Mëtteg ugeklongen –, wat d'Wuelbefanne vun de Kanner an deene Jonken ubelaangt, wou mer, Här Spautz, d'Chance haten, datt mer eng Analys mam Kannerbericht ugefaangen haten, wou déi éischt Foto 2019 gemaach gi war, wou an engem ganze Joergang oder ganze Joergäng sämtlech Kanner eigentlech un deenen Etüde konnte participéieren an den Taux de participation immens héich war an déi, déi participéiert hunn, dann och nach zwee Joer duerno, am Joer 2021, nach eemol befrot goufen zu hirem Wuelbefannen. Dat gëtt eis eigentlech e ganz gudden Abléck, wat d'Pandemie hei zu Lëtzebuerg mam Wuelbefanne vun de Kanner gemaach huet, an och do hu mer keng signifikativ Verännerung kënne feststellen. Awer natierlech, wa mer an den Detail ginn, gesi mer och emol erëm, datt et erëm eng Kéier bei eenzelne Familien, mat eenzelne familiäre Situatiounen manner gutt gaangen ass wéi vläicht bei aneren.

Wat festgestallt gouf, dat ass, datt éischer d'Liewenszefriddenheet vu Jonken erofgaangen ass. An ech denken, wa mer do d'Bild während der Pandemie kucken, ass dat och ze verstoen; wann d'Kinoen zou sinn, d'Caféen zou sinn, de Sport net fonctionéiert, ech d'Kollegen an der Schoul emol net méi ka gesinn. A sou wéi mir alleguerten deelweis dach awer doheem isoléiert waren, ass et natierlech kloer, datt eng Liewenszefriddenheet eigentlech, och aus der Siicht vun deene Jonken, net méi konnt festgestallt ginn. Dat si Resultater, déi ze denke ginn.

D'Liewenszefriddenheet war 2019 vun deene Jonke selwer zu 21,5 % als niddreg ageschat ginn. Dat ass all Fënneften, deen iwwer sech selwer seet, en hätt eng niddreg Liewenszefriddenheet. An dann e Joer méi spéit, also matten an der Pandemie 2020, waren et 32,8 %, also all Drëtte schonn, dee vu sech selwer gesot huet, en hätt eng niddreg Liewenszefriddenheet gehat. A mir denken, datt mer natierlech och do elo sollte kucken, wéi déi Resultater sech weiderentwéckelen. Mee ech mengen, datt et gutt ze erklären ass, datt dat während der Pandemie natierlech awer eng Kéier ganz, ganz staark erofgaangen ass.

Den Interpellant, de Marc Spautz, huet och zu Recht d'Fro opgeworf: Wéi stinn eis Primaner do? Dir wësst, datt mer alles gemaach hunn, och entgéint der Approche an anere Länner an anere Schoulsystemer, fir e gréisstméiglech normalen Examen ofzehalen, fir eebe sécherzestellen, datt deen, deen 2020, 2021 an och nach eng Kéier dëst Joer, 2022, säi Premièrsexame gemaach huet a säin Diplom kritt huet, net e Stempel drop huet, datt et eng Covidpremière ass an datt déi manner wäert sollt si wéi déi vun deene Joergäng virdrun. An ech denken, datt dat eis och gelongen ass.

Duerfir hu mer um Examen, um Presenzexame festgehale, dat war net evident zu deenen Zäiten do! Dat ass och nëmme opgrond vun engem enorm groussen Engagement vun allen Acteuren gaangen. Mir hunn och gekuckt, datt mer awer deene Jonken op där anerer Säit fair Chancë ginn hunn, deen Examen och kënne gutt ze packen, an derfir gesuergt, datt keng Matière gepréift konnte ginn, déi net am Cours während dem Joer konnte behandelt ginn, zum Beispill duerch Schoulschléissungen, duerch A- a B-Gruppen, duerch Quarantänen oder Isolementer, déi mer jo awer och do haten.

Vläicht nach eemol dat, wat ech schonn ugedeit hunn: datt bei all deenen Analysen, déi mer gemaach hunn, de sozioekonomeschen Hannergrond dann och hei erëm eng Kéier während der Pandemie dee Facteur

war, dee ganz dacks ausschlaggebend war fir ze kucken, wéi ech duerch d'Pandemie komm sinn oder net. Duerfir war et awer och richtig, esou fréi ewéi méiglech ze kucken, datt mer deene vulnerabelste Schülerinnen a Schüler de Retour an d'Normalitéit esou fréi wéi méiglech zrëckginn hunn.

Ech erënnere mech un déi éischt Aktivitéit, déi mer iwwerhaupt erëm en présentiel ulafe gelooss hunn – dat war, mengen ech, den 20. Abrëll 2020, also knapp fënnf Wochen no der Schoulschléissung –, do hu mer gesot, datt mer déi Kanner, déi an enger Mesure vum Office national de l'enfance sinn, och erëm wéiltlen deelweis aus der Famill kënne eraushuelen an awer och an der Schoul kënne begleeten an an der Schoul beschoulen, well mer woussten, datt dat déi vulnerabel Situatiounen waren. An och eenzel aner Aspekter vun haislecher Gewalt si jo hei an den Interventiounen de Mëtteg ugeschwat ginn. Och aus deem Grund war et eis wichtig, datt mer e Kontakt mat deene Kanner konnten ophuelen, well mer wëssen, wa mer déi iwwer Deeg, iwwer Wochen net gesinn, datt dann d'Enseignanten oder anert edukatiivt Personal am Fall, wou et dach awer zu haislecher Gewalt doheem sollt komm sinn, eigentlech net ka reagieren.

A mir hunn och ëmmer nees den Enseignantë rapeléiert, datt fir déi Schülerinnen a Schüler, déi doheem zum Beispill am Homeschooling net déi néideg Ënnerstützung konnte kréien, dat iwwer den Appui pédagogique zum Beispill am Fondamental, iwwer aner Mesure-d'appui am Secondaire esou schnell wéi méiglech och sollt erëm kënne opgeschafft ginn. Mir hunn de Schoulen deementsprechend Ressourcen zur Verfügung gestallt a mir hunn och d'Summerschool agefouert, fir do systematesch op Retarde kënne ze reagieren an eis zwou Wochen am September ze ginn, fir dat kënne ze maachen.

Ech denken, datt et duerfir richtig war, datt déi schwach Schülerinnen a Schüler och während der Pandemie an och elo an eiselem Fokus stinn. An dat muss eigentlech esou bliewen.

En anere Punkt, deen eigentlech e positiven Niewenaspekt ass an där Diskussioun, déi mer gefouert hunn, dat ass, datt d'Wuelbefanne vun deene Jonke wierklech an de Mëttelpunkt gestallt gouf an datt eng Rei vu Sujeten, wéi d'mental Gesondheet – och, mengen ech, bei deene Jonke selwer –, definitiv enttabuiséiert gi sinn.

Also ech sinn dach awer ëmmer nees iwwerrascht, positiv iwwerrascht, wéi oppen haut Jonker iwwer hir mental Gesondheet schwätzen, iwwer mental Problemer bei Jonken, a wat si sech do wënschen, wat se brauchen. Do hu mer wierklech e grouse Schrott no vir gemaach an dat ass eng Chance. Dat ass eng Chance, well eréischt, wa mer oppen iwwer eppes kënne schwätzen, kënne mer wierklech eppes maachen an e Problem wierklech ugoen.

An duerfir wëlle mer weiderhin d'Wuelbefannen an d'mental Gesondheet vun deene Jonken an de Mëttelpunkt vun eiser Aktioun stellen. Mir wäerten – a mir schaffe momentan dorun – eng Gesetzesännerung vum CePAS maachen an do nach eng Kéier ganz kloer d'Missioun redefinieren vum CePAS, oder net redefinieren, awer virun allem déi nach eemol schäerfen, déi en Impakt op d'mental Gesondheet hunn an op d'Wuelbefanne vun deene Jonken. D'Missioun ass et, do Suchtpreventioun ze maachen. D'Missioun ass et, do och Preventioun vun engem Abus, wat d'sozial Medien ubelaangt, ze maachen an d'Gefor vun de soziale Medien ze prevenieren. D'Missioun ass et awer och, opzklären an ze encouragéieren, fir eng gutt a positiv sexuell an affektiv Gesondheet kënne ze liewen.

Gewaltpreventioun ass en anere Sujet a leider ëmmer nees eng grouss Noutwendegkeet an eise Schoulen.

An, wéi gesot, d'mental Gesondheet soll och an de Schoule kënne diskutéiert ginn an net nëmme hannert zouenen Dieren, mee och am Groussen, fir datt all Jonken verstee: Dat ass näischt, wou ech mech muss verstoppe goen, datt ass näischt, wou ech mech muss schummen, wann ech eng Kéier an de SePAS ginn, mee dat ass eppes Normales, esou wéi wann ech iergendwéi en anere gesondheetleche Problem a menger Entwécklungsphas hätt. An dat ass fir Jonker jo awer wierklech näischt Aussergewöhnlech.

Mir wäerten och d'Gesetz vum Secondaire an deem dote Kontext nach eemol amendéieren an do d'Notioun vum „child protection officer“ aféieren an dem SePAS déi Missioun ginn, ganz kloer déi Missioun ginn an de Schoulen. awer mir wäerten och kucken, datt mer se doriwir eraus bei aneren Institutiounen och verankert kréien.

Mir hunn och enorm vill investéiert déi lescht Joren an d'Ressourcen, déi sozioedukativ Ressourcen, déi psychosozial Ressourcen an de Schoulen a ronderëm d'Schoulen. Ech mengen, d'Chiffere sinn och de Mëtteg scho vum Claude Lamberty hei genannt ginn. Eleng 80 zousätzlech Poste fir d'SePASen an de leschten dräi Joer weisen nach eng Kéier, datt mer hei net nëmme Ambitiounen op Pabeier definieren, mee datt mer de Schoulen och d'Méiglechkeete ginn, déi richtig a gutt an a gudder Qualitéit kënne ëmzesetzen. An natierlech mussen déi Prozesser och do weidergefouert ginn.

Eng Iddi, déi och elo grad ugeklongen ass, vum Paul Galles, mengen ech, ass déi, fir d'Enseignanten ze sensibiliséieren fir d'Problematik vum Wuelbefannen a vun der mentaler Gesondheet vun de Kanner. Iwwer Weiterbildungsméiglechkeeten hu mer e Programm, wou mer eis kloer d'Zil setzen, datt mer bis 2025 e Véierel vun eisen Enseignantë wëllen an eng Formation continue kréie ronderëm déi doten Thematik.

Mir hunn en anere Programm, wou mer 100 „Secouristen“, wéi mer et nennen, wëllen ausbilden, wat Schülerinnen a Schüler selwer sinn, déi an der Schoul Uspriechpartner sinn am Fall vun engem Gefill, wat een huet, well ee sech net wuel fillt an der Schoul, oder vun engem mentale Problem, deen ee selwer bei sech detektiert huet oder vun deem een denkt, datt en existéiert.

En anere Punkt, wou mer, mengen ech, nach mussen dru schaffen, an och dat ass eigentlech vun alle Bänken de Mëtteg gesot ginn, ass d'Vernetzung. D'Institutiounen, déi sech mat de Kanner an deene Jonke beschäftegen, d'Schoulen, d'Betreiungsstrukturen – d'Jugendhaiser sinn och genannt ginn – kënne do sécherlech net alles eleng léisen, mee mir mussen dat méi staark mat der Jugendpsychiatrie vernetzen.

Mir mussen natierlech dann och kucken, datt do op där anerer Säit déi Capacitéit sech matentwéckelt, well grad, wa mer de Bléck nach eng Kéier dofir schäerfen, och iwwer eis Institutiounen bei de Kanner a bei deene Jonken, wéi et deene Jonke geet a wéi mer hinne kënne hëllefen, da kann déi Institutioun selwer dobäi relativ vill leeschten, mee et wäert ëmmer Situatiounen ginn, wou ee muss soen: „Do ass d'Schoul um Enn, do ass d'Jugendhaus um Enn, do kënne mir elo net méi hëllefen!“ An dann ass et éischer d'Kannerpsychiatrie, d'Jugendpsychiatrie oder generell d'Psychotherapie, déi noutwendig ass. Deementsprechend brauche mer eng eng Vernetzung an op där anerer Säit, op der Santéssäit, awer och deementsprechend en Ausbau vun deene Ressourcen.

An Dir wësst, datt dorunner geschafft gëtt, woubäi ech leider muss dem Sven Clement seng Hoffnung enttäuschen de Mëtteg, well ech näischt Neies do ze annonciéieren hunn. Dat wëllt net heeschen, datt et näischt gëtt, mee datt ech et op jidde Fall net weess fir de Mëtteg. Ech hu keen deementsprieche Message matkritt.

Da vläicht nach eng Kéier e puer Remarken, déi ech zu dësem interessanten Debat vu menger Säit wollt matafléisse loosse. Ech menge wierklech, datt et ëmmer derwäert ass, hei de Point ze maachen iwwert d'Situatioun vun deene Jonken. Mir hu vill Initiativen, och hei am Parlament, wou déi Jonk zu Wuert kommen, iwwert d'Presenz vun den Aktivitéite vum Jugendparlament, iwwert d'Dokumenter vum Jugendrot a vun der Nationaler Schülerkonferenz, déi jo ëmmer erëm hei opgegraff ginn, an dat ass richteg!

Mir kréien do awer haut och – an dat ass e Wuert, dat ech eigentlech och wëllt derbäiflechten zu deene Motiounen, déi proposéiert goufen – duerch déi Efforten, déi mer maachen, fir „evidence-based policy“ ze maachen, duerch eis permanent Monitoringstrukturen, déi mer geschafen hunn, wëssenschaftlech baséiert Donnéeën, déi mer wierklech sollen opgräifen.

An, Här Spautz, ech hat jo ee Moment geknoutert dohannen, dat war Iech opgefällt während Ärer Intervention hei. Dir hutt vun enger Etüd vun der Goethe-Universität vu Frankfurt geschwat. Et gëtt bestëmmt ganz vill aner. Mee mir selwer hu ganz vill Etüde gemaach, och während der Covidzäit. A mir sollten emol alles dorausser notzen an alles dorausser zéien an déi Erkenntnis notzen, déi da wierklech hei op eisem lokalen Terrain gemaach ginn ass! Well mir wëssen, datt mer mat deene Jonken aneschtens ëmgaange sinn hei zu Lëtzebuerg – glécklecherweis aneschtens ëmgaange sinn! – während der Pandemie wéi dat zum Beispill an Hessen oder op villen anere Plaze ronderëm eis de Fall war. Duerfir ass d'Situatioun vun deene Jonken och eng aner. Mee kommt, mir notzen déi Monitoringinstrumenter, déi mer hunn! Do stécht ganz, ganz viles dran, fir och an Zukunft kënne gutt Politik ze developpéieren fir déi Jonk.

Villmoos merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Minister. Den Här Galles wëllt eng Fro stellen, oder?

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci villmoos, Här President. Ech wëll tatsächlech eng Fro stellen un den Här Minister, well ech hunn dat elo ganz interessant fonnt, dass Der gesot hutt, wéi elo déi Formation continue fir d'Enseignanten ausgesäit, fir eeben d'Santé mentale vun de Jonken elo méi am Detail ze kucken.

Wann ech dat richteg verstane hunn, hutt Der gesot: „e Véierel vun den Enseignant bis 2025“. Ech hu mer elo ganz éierlech d'Fro gestallt, ob dat duergeet. Natierlech gëtt et héchstwahrscheinlech Grënn fir ze soen: „e Véierel bis 2025“.

Déi Fro, déi ech mer gestallt hunn: Et ass awer e mega aktuell Thema an héchstwahrscheinlech ginn d'Enseignanten alleguerten iergendwéi mam Thema konfrontéiert, oder praktesch alleguerten. Wann een elo zum Beispill e Véierel ausbildt bis 2025, wëssen dann am Corps enseignant déi aner Enseignanten, déi zum Beispill déi selwecht Klass hunn: „Deen doten ass deen am Curriculum vun enger Klass, deen déi Formatioun do gemaach huet.“? Well ech denken, dass et wierklech interessant wär, mat där Formatioun esou no wéi méiglech un der Klass drun ze sinn. Net dass dann nach een iergendwéi muss nach iwwer dräi Ecker goen an dann nach eng Kéier beim Enseignant uklassen!

An dann, déi Formatioun do, ech huele jo un, dass déi dann iwwert den IFEN leeft, ass déi dann och obligatoresch am Curriculum vun der Formation continue, oder fakultativ? Do géif ech et natierlech nach héich interessant fannen, wa se obligatoresch wär.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo, merci, Här Paul Galles. Ech wëll nach eng Kéier just drop hiweisen – ech mengen, am Laf vun der Woch hu mer jo schon iwwer e puer Bildungssujeten hei geschwat – an nach eng Kéier drun erënneren: Mir hu prinzipiell keng obligatoresch Formation continue, fir keen! An duerfir wëlle mer se och elo net fir eenzel Aspekter aféieren. Dir sot zu Recht, datt dat doten e ganz wichtege Aspekt ass. Mee ech weess, datt Iech a mir de Mëtteg hei, a mir brauchen net laang ze iwwerleeën, nach ganz vill aner wichtege Aspekter afalen.

Ech wëll awer och nach eng Kéier soen, datt meng Erfahrung déi ass, datt, wa mer gutt Formatiounen ubidden, déi den Enseignant als utile fir seng Aarbecht eruecht, mer keng Obligatioun brauchen ze maachen, mee domadder de Gros vun hinnen errechen. Par rapport zu enger Situatioun, wou mer een obligéieren dohinnerzegoen, deen d'Gefill huet oder sech d'Fro stellt: „Bréngt dat dote mer eppes? Verléieren ech net meng Zäit do?“, hunn ech léiwier eng Formatioun, déi esou gutt muss sinn, datt d'Leit esou dohinnerginn, wéi eppes, wou mer jo quasi per Gesetz – well dat misste mer jo an e Gesetz schreiwen – den Enseignant obligéieren, dat ze maachen.

Dat ass bis elo eigentlech ëmmer esou gemaach ginn, bei alle Sujeten. A meng Erfahrung weist, datt dat eigentlech de richtige Wee ass. Ech wëll drun erënneren, datt et och net am Corps enseignant, also bei 100 %, esou ass, datt keen duerfir eng Sensibilitéit hätt haut! Ech wëll drun erënneren, datt et der bestëmmt scho gëtt, déi Formatioun gemaach hunn. An et gëtt der bestëmmt, déi och esou Aspekter an hirer Grondausbildung gesinn hunn. An et gëtt der bestëmmt, an ech mengen, dat sinn déi allermeescht, déi sech do op privater Basis weidergebild hunn, andeems se och mol e Buch gelies hunn, andeems se eng Konferenz lauschtere gaange sinn, andeems se sech einfach interesséiert hunn, well se gemierkt hunn an hirem Berufsalltag: Dat do ass eppes, wou ech muss dermadder ëmgoen, an ech muss dat ze pake kréien. Also interesséieren ech mech an ech sauge mer ganz vill Wësse riets a léns do op.

An duerfir mengen ech, datt all Agent bei eis eigentlech ëmmer kann am beschten aschätzen, wat fir eng Formatioun e brauch, an e sicht sech déi, wou en am meeschten dann draus erauszitt an notzt a sengem Alltag.

Mir hunn eng Obligatioun, dat ass déi, fir iwwerhaapt Formation continue ze maachen. Also, et ka kee soen: „Ech weess alles an ech brauch do guer näischt ze maachen!“ Mee déi Offerte, déi den IFEN ubitt, déi ass jo esou breet, datt eigentlech och jiddereen do ëmmer eppes fënn fir ze maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Minister. Domadder ass eis Diskussioun ofgeschloss.

Motions

Mir géifen zu deenen dräi Motiounen kommen, déi während dem Debat abruecht gi sinn.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass vun de Kollege vun der CSV abruecht ginn, duerch de Marc Spautz. Här Spautz,

wëllt Dir nach eppes zu der Motioun soen? Da fuert duer.

M. Marc Spautz (CSV), interpellateur | Jo, merci, Här President. Nodeems mer zu e puer Stéck Récksprouch geholl hunn, wollt ech proposéieren, dass mer beim éischten Invite den Invite émdréien an dass mer do soen, dass mer gären hätten, dass an Zukunft d'Jugend méi agebonne gëtt bei deene Mesuren, déi decidéiert ginn, déi si ubelaangen. Dat ass dat, wat ech wollt proposéieren.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– sachant qu'avec la pandémie, et ses conséquences économiques et sociales, augmentait aussi le stress chez les jeunes ;

– constatant que pour les jeunes les plus vulnérables, cette situation de stress accru ou cumulé est un facteur de risque pour l'émergence ou la rechute de troubles psychiques ;

– notant que la crise s'est aussi transformée en choc pour l'économie et le marché du travail, affectant non seulement l'offre mais aussi la demande, ainsi que le recrutement sur le marché du travail ;

– sachant que suite à toutes ces tendances négatives, les jeunes doivent faire face à une grande variété de défis qu'ils ne peuvent pas maîtriser seuls,

invite le Gouvernement

– à associer les jeunes à la prise de décision dans le cadre des mesures prises pour gérer les conséquences de la pandémie dont les effets négatifs ont encore aujourd'hui un impact sur le bien-être des jeunes ;

– à procurer des réponses politiques rapides et coordonnées pour encadrer et soutenir les jeunes souffrant des effets mentaux suite à la pandémie ;

– à mettre en œuvre dans ce contexte tous les moyens utiles en vue de la concrétisation dans les meilleurs délais du remboursement de la psychothérapie au Luxembourg ;

– à atténuer les répercussions économiques directes et indirectes sur le marché du travail, dont notamment l'entrée et la réintégration des jeunes sur le marché du travail.

(s.) Marc Spautz, Paul Galles, Léon Gloden, Aly Kaes, Gilles Roth.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Weider Wuertmeldungen do derzou? Heescht dat, dass déi Motioun ugeholl ka ginn, nodeem déi doten Ännerung gemaach ginn ass? Hunn ech dat richteg verstanen?

Da géif ech Iech froen, ob mer dat kënne mat erhuewener Hand maachen. Ass dat esou?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1 modifiée

Main levée, erhuewen Hand.

Majo, dat schéngt jo dann Unanimitéit ze sinn.

Dann ass déi éischt Motioun ugeholl.

Motion 2

Dann d'Motioun Nummer 2, déi vum Claude Lamberty abruecht ginn ass. Gëtt et Wuertmeldungen do derzou? Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. Also, ech fänke bei den Invitten un. Do kënne mer mat deene meeschte Punkte liewen, oder mat alle Punkte liewen. Et steet awer och net vill Konkreetes dran, zum Beispill „à poursuivre les efforts en vue du remboursement des psychothérapies“, ech mengen, do si mer scho laang hannendrun. Do hate mir awer,

ech wëll Iech just drun erënneren, schonn dacks Motiounen, déi sinn ëmmer refuséiert ginn. Mir sinn awer net grad esou stuer wéi d'Majoritéit.

(Brouhaha et exclamations)

Awer ech hu beim Considerant och nach ee Punkt, an dat ass déi Ausso bei den Épreuves standardisées, datt sech am Prinzip net gewisen huet, datt sech eppes verschlechtert huet. Et ass natierlech esou geschriwwen: eng „tendance négative systématique“. Ech weess net, ob een déi ee Joer duerno ka feststellen, wann et eng „tendance systématique“ ass. An „détérioration générale des compétences“, ok, mee et ass awer kloer, an dat huet och d'Madamm Cecchetti an hirer Invention gesot: Déi méi schwach Schüler – an dat huet den Här Minister och gesot – sinn definitiv nach méi schlecht ginn an déi gutt sinn zum Deel besser ginn.

Duerfir wär et, fannen ech, an eisen Ae besser, deen Tiret wier einfach gestrach. Ech wëll elo net soen, datt e muss ëmformuléiert ginn. Mee wann en einfach gestrach wär, da wär et fir eis vill méi einfach, dës Motioun unzehuelen. Ech waarde mol, wat den Här Lamberty dann dozou seet.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Majo, da gi mer dem Här Lamberty direkt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Ma dat ass ganz léif, Här President. Ech géif soen, deen Tiret, dee sträiche mer awer net a mir formulieren en och net ëm, well en ass eis awer zimmlech wichteg. An ech mengen, déi Épreuve-standardiséen, dat huet sech och gewisen, an dat hunn, mengen ech, och verschidde Riedner de Mëtteg gesot, dat ass duerchaus esou, wéi et hei steet.

Dir hutt do eng aner Interpretation, d'Madamm Cecchetti och, dat ass an der Rei. Mee mir bleiwe bei där heiter Formulatioun an där heiter Iddi, well déi Épreuve-standardiséen, dat ass dach net iergendepes, wat vum Himmel gefall ass! Dat ass eppes, wat wierklech gemaach gëtt an dann objektiv bewäert gëtt. An dat ass dat, wat erauskomm ass.

Ech géif soen, fir op Är éischt Remark zréckzekommen: Mir hunn awer bei där éischer Motioun elo gutt zesummege schafft, fir eng Formulatioun ze fannen. Also sot elo net, mir wären heiansdo stuer! Ech mengen, grad bei deem hei Sujet hat ech och a menger Ried gesot, dat wär e Sujet, wou et net ëm Politik geet, mee wou et drëm geet, fir déi Jonk ze ënnerstëtzen. An do hu mer bei där éischer Motioun, den Här Spautz an ech, zesumme gekuckt, fir eng Formulatioun ze fannen. Also do hu mer eise gudden Wëllen zum Wuel vun deene Jonke gewisen. An dofir géif ech mengen, déi Remark wier – wéi seet een esou schéin? – „superfetatoire“ gewiescht.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, vu dass mer am Dialog sinn ...

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, ech wollt jo op d'Äntwert waarden. Also wa mer éierlech wieren, da misste mer u sech dee Saz derbäischreiwen, datt definitiv och Schüler méi schlecht gi sinn, datt virun allem am däitsche Lies-Versteesdemech et méi schlecht ginn ass.

Ben, ech verstinn elo net, firwat een net einfach ka soen: „Ech sträichen dat eraus.“ Mir sinn awer net esou stuer – ech soen dat nach eng Kéier – wéi d'Majoritéit, a mir wäerten et da matstëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. Dann d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ech sinn ernimmt ginn, dofir wëll ech dann och elo hei eppes soen. Also, ech sinn awer genau wéi d'Madamm Hansen där nammlechter Meenung: Mir kënnen eis alles schéiereden a mir kënnen eis et esou laang schéiereden, bis mer wierklech gleewen, datt et esou schéin ass, an datt mer esou blann sinn, datt mer déi Saachen, déi awer net ginn, net gesinn.

Hei ass et wierklech esou, datt dat net stëmmt, wat do steet. An ech mengen, dat ass ganz kloer am Bildungsbericht och zréckbehale ginn, datt déi besser Schüler méi dervunnen haten, wéi se an der Pandemie doheem waren, an datt déi méi schwach Schüler awer e bëssen drënner gelidden hunn, an notament wierklech am Däitschen. An dofir ass dee Considerant net richtig, wéi en hei steet. Mee mir stëmme se awer och mat.

Mee ech muss awer och soen, datt hei keng grouss Ukënnegunge sinn an datt dat hei keng grouss Doten domadder sinn. Dat hei ass en Text – hei steet vill schwaarz op wäiss –, dee fir eis e bësse fir d'Galerie ass zwee Joer nom sanitären Noutstand. Mee mir stëmme dat awer mat, mir stëmme dat mat. Mee ech soen nach ëmmer, datt dee Considerant do net stëmmt!

Une voix | Haalt dach op!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An den Här Minister huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech mengen, d'Decisioun, ob dat do gestëmmt gëtt, mat deem Considerant oder net, läit bei der Chamber. Ech wëll just vläicht nach eng Kéier deem engen oder aneren awer erklären, wou dat hierkënn. Dat doten ass d'Haaptkonklusioun, déi d'Uni.lu aus den Épreuve-standardiséen 2020 an 2021 erauszun huet, genau an där doter Formulatioun.

A wa mer gären eng evidenzbaséiert Approche hätten, denken ech, solle mer eis och op dat, wat dann eng Uni.lu eis mat op de Wee gëtt, baséieren. Ech bestreide jo guer net, an ech mengen, ech hunn et genau elo virun e puer Minutten op der Tribün widerholl, datt, wann ech en Niveau drënner ginn, ech scho feststellen, datt eenzel Schüler, net dramatesch, mee liicht, hir Kompetenzen an eenzelne Kompetenzberäicher verschlechtert hunn an anerer, erëm eng Kéier net dramatesch, mee liicht, hir Kompetenzen an anere Beräicher verbessert hunn. Mee an der Moyenne stelle mer kee systematesche Réckgang an de Kompetenze vun de Schülerinnen an de Schüler fest par rapport zu deene Jore virun. Dat ass de Constat, deen d'Uni.lu gemaach huet, an dat ass esou, wéi ech et hei an där Motioun liesen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Ech mengen, da wäere mer prett, fir iwwert d'Motioun ofzestëmmen. Well ech awer e breede Konsens festgestallt hunn: Wäert Der dermat d'accord, dass mer à main levée géifen doriwuer ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 2

Wien ass d'accord?

Ech stelle fest, dass dat eestëmmeg ass. Domat wär och déi zweet Motioun ugeholl.

Motion 3

Dann déi drëtt Motioun, dat ass déi Motioun, déi vum Här Galles abruucht ginn ass. Här Galles, wëllt Dir nach e puer Wuert dozou soen?

M. Paul Galles (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech mengen zwar, de Gros ass gesot. Ech hat kuerz

erkläert, woufir ech déi Motioun hei eragereecht hunn. Natierlech si mer elo nach eng Kéier an engem ganz aneren Theemeberäich. Mir sinn an der Judendwunnungshëllef, eebe fir déi Jonk, déi no all deene verschiddenen Etappen, déi se schonn duerchgemaach hunn, dann eeben an déi Etapp kommen, wou se mussen oder sollen iergendzousch wunnen, besonnesch eeben dann, wa se net méi kënnen doheem wunnen.

An dat, wat ech esou héieren hunn, dat ass eeben, dass et eng Rei Jonker gëtt, déi sech da melle bei den Acteuren. Do gëtt et awer net e systemateschen Inventaire. Do kann et jo sinn, datt ee sech e puermol, bei e puer Acteuren, gemellt huet, dat heescht Doublanten an Triplanten, an da weess een net ganz genau, wivill et der wierklech sinn.

Dat heescht, virdru stellt sech nach eng aner Fro, ech hat déi elo heidran net gestallt, mee déi misst ee vläicht nach eng Kéier enzwousch anescht klären, nämlech: Wéi vill wunnengslos Jonker gëtt et iwwerhaapt insgesamt? Dat wär nämlech eng ganz interessant Saach.

Hei wäeren et eeben éischer déi Froen: Wéi vill hunn der eng Demande gestallt? Wéi vill Offerten hu mer? An och, wéi kënnen déi verschidden Acteuren da matenee schaffen? Ech krut dat och tatsächlech esou weiderginn als Message vun Acteuren, déi gesot hunn: „Dat wär eigentlech eng grouss Hëllef fir eis“, an dofir hunn ech dat hei an déi Motioun dragesat.

Ech mengen, ech hunn elo näischt Weesentlech vergiess. Ech hoffen, dass et kloer ass, wat d'Zil vun dëser Motioun ass. Merci villmoos.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Den Här Lamberty.

M. Claude Lamberty (DP) | Merci, Här President, an och merci dem Här Galles. Hien huet hei effektiv nach eng ganz aner Richtung an den Debat de Mëtteg bruecht an dat, wat e freet, do géif ech aus dem Bauch eraus emol proposéieren a froen, ob Der dermat averstane wäert, dat mat an eng Kommissioun ze huelen, vläicht och an eng Commission jointe – ech hunn elo net mat der Presidentin vun der Logementskommissioun geschwat –, an eng Jointe mat der Educatioun, well mat deem President hat ech elo kuerz Récksprouch, fir dass een de Sujet do kéint vläicht vill méi breet debattéieren, wéi wa mer elo just iergendeng schréfflech Äntwert do kréien.

Dofir, wann Der d'accord wäert, souwuel d'Presidentin vun der Logementskommissioun wéi de President vun der Educatiounskommissioun, an natierlech den Här Galles, da kéinte mer dat vläicht do zesummen diskutéieren.

M. Paul Galles (CSV) | Jo, ganz gären. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Do ass e „ganz gären“ vum Auteur komm. D'Presidentin vun der Logementskommissioun.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo, vu datt ech genant gi sinn, wollt ech awer drop reagéieren. An effektiv betrëfft dat dote méi Kanner wéi Logement. Mee natierlech begréissen ech déi Propos a mir kënne ganz gären eng Jointe an deem Sënn organiséieren. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot.

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

Da géif ech d'Chamber froen, ob se dermat d'accord ass, fir déi dote Motioun an d'Kommissiounen ze verweisen.

Och do ginn ech dervun aus, dass mer erëm eng Kéier Eestëmmegkeet hunn.

(Assentiment)

(La motion 3 de M. Paul Galles est renvoyée à la Commission du Logement.)

Wann Der erlaabt, just ee Wuert iwver eppes, wat mech interpelléiert huet an där Diskussioun. Ech soen dat elo mol esou. Den Här Galles huet gesot, dass e gewëssent Mësstrauen do wär vis-à-vis vun de SePASen, well Saache weidergesot géife ginn. Do géif ech mer wënschen, dass een där Saach op de Grond géif goen, fir net en allgemenge Verdacht opkommen ze loosse vis-à-vis vu Servicer, déi awer eng ganz gutt Aarbecht leeschten.

Bon, elo kënn Der mer soen, do géif ech als President schonn e bësse wäit goen. Mee ech wëll Iech awer soen, dass dat doten esou e Service ass, dee vum Vertraue leeft, an dass een dat Vertrauen net liichtfankeg däerf ënnergruuen. Wann also do Problemer wäeren, géife mer deenen op de Grond goen.

Här Galles, ech mengen, dat ass och an Ärem Sënn.

M. Paul Galles (CSV) | Ech weess net, ob et esou eppes gëtt wéi „Parole après président“.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dach, mir hunn et elo erfiont.

M. Paul Galles (CSV) | Just fir ze soen, datt dat fir mech och ganz kloer ass. Et geet natierlech net drëms, fir d'Vetrauen ze ënnergruuen. Dat ass ganz kloer e mega wichtige Service.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

M. Paul Galles (CSV) | Ech hunn dat do e puermol héieren. Ech hat awer elo just och mam Kolleeg Jean-Paul Schaaf e bësse rieds, wou mer och driwwer geschwat hunn, wat méiglech Grënn dovun kéinte sinn, dass heiansdo esou e Mësstrauen entsteet: Zum Beispill eeben, well am SePAS jo och Ekippe schaffen, an da lant een eng Kéier bei deem engen an eng Kéier bei deem aneren, an da kënnen do Onsécherheeten entstoen. Dat kéint zum Beispill eng Erklärung sinn. Dofir, ech ënnerstëtzen do ganz gären dat, wat Dir vun Häerze gesot hutt.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Also, et sollt konstruktiv sinn, dat war net als Kritik geduecht. Ech soen Iech Merci fir d'Versteesdemech.

4. Heure d'actualité de la sensibilité politique Piraten au sujet de la proposition législative de l'UE visant à prévenir et à combattre les abus sexuels sur les enfants en ligne

Question élargie n° 149 de M. Laurent Mosar au sujet de la nouvelle proposition législative de la Commission européenne visant à combattre les abus sexuels sur les enfants en ligne

Mir géifen dann zum nächste Punkt iwvergoen. Dat ass d'Aktualitétsdebatt, déi vun de Kollegee vun der Sensibilitéit Piraten ugefrot ginn ass. An do geet et ëm déi legislativ Proposition vun der Europäescher Union fir d'Prevention an d'Lutte géint Abus sexuels vu Kanner en ligne, associéiert mat enger Question élargie, déi vum Kolleeg Laurent Mosar zu deem selwechte Sujet gestallt ginn ass.

An do si mer eis eens ginn, dass mer déi zwou Initiative matenee géife behandelen. Domat géif dann den Auteur vun der Heure d'actualité fir d'éischt d'Wuert

kréien, dann den Här Mosar, a mir géifen eng gemeinsam Diskussioun féieren. Dat ass jo am Sënn vun der Chamber. An ech hunn dat richteg verstanen: Den Här Clement huet direkt d'Wuert. Här Clement, wann ech gelift.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mer alleguerte mëttlerweil hoffentlech matkritt hunn, ginn et op EU-Niveau ëmstridde Pläng zur Ofschafung vum digitale Bréifgeheimnis. D'EU wëllt all Ubidder vun engem E-Mail-, Chat- oder Messengerservice obligéieren, d'Noriichte vu senge Benotzer systematesch an automatiséiert ze duerchsichen.

Dat eigentlech luewenswäert Zil dovunner soll et sinn, iwvert dëse Wee sougenanntent „child sexual abuse material“, kuerz CSAM – fréier Kannerpornographie genannt, vill méi e grujelege Begrëff –, ze erkennen an dann d'Täter festzehuelen, en Zil, wat immens luewenswäert ass, wat awer mat där um Dësch leiender Propos leider net errecht wäert ginn. Villméi géif et zu enger déifgräifender Aschränkung vum Recht op Privatsphär an Dateschutz kommen an et géifen digital Diere fir Iwwerwaachung opgemaach ginn, déi den Internet um Enn vum Dag zu engem manner séchere Raum géife maachen, an dat eeben och fir d'Kanner.

Aus dësem Grond hunn d'Piraten dës Heure d'actualité ugefrot, mam Zil, d'Positione vun de lëtzebuergesche Parteien an der Regierung zu der geplangter Chatkontroll ze héieren.

Mir däerfen eis hei keng Mäercher opdësche loosse. De proposéierten Text an déi domat verbonne Mesurë wäerten den Handel an d'Produziere vun CSAMen an och sougenanntent „Cybergrooming“ net reduzéieren. Déi vun der Propos viséiert Plattformen sinn nämlech guer net déi, déi primär fir d'Deele vun esou Contente benotzt ginn. An dorops mécht och den Däitsche Kannerschutzbond opmierksam, fir deen de Schutz vum Kand jo definitiv un éischer Stell steet an deen och an der Vergaangenheet net fir Parteipolitik bekannt war.

Et ass zënter Laangem awer bekannt, datt Persounen, déi d'Duerstellung vu sexueller a sexualiséierter Gewalt u Kanner produzéieren oder ukucken, dëst oft iwver just zu deem Zweck ageriichten an opgebauten eegen Netzwierker maachen.

Wann et also zu enger gesetzlecher Reegel géif kommen, déi et erlaabt, déi privat Konversatiounen all ze scannen, ma da wäerten déi Kriminell sech ganz séier op genau dës kriminell Netzwierker zréckzéien. An ech sot et hei schonn am Kader vun aneren Interpellatiounen: Déi sinn net blöd! Se si vläicht kriminell, mee se sinn net blöd, well se wëllen net erwëscht ginn!

Dat ass genau dee selwechte Problem wéi mat den Iwwerwaachungskameraen, wa mer Chatte wëllen entschlessen an esou weider. Just well mer eng Kamera ophänken, kënn et vläicht do net méi zu Strof-doten, mee dann eeben an der Strooss niewendrun. Dee Verdrängungseffekt ass gutt dokumentéiert, an do dierf ee sech vun dëser EU-Propos net blende loosse!

Jo, déi proposéiert Iwwerwaachung ass extreem breet ugeluecht, soudatt se fir den, Zitat, „normale Bierger“, deen en Handy huet a méiglechst nach mat Famill a Frënn chatt a Fotoen a Videoe schéckt; enger Iwwerwaachung vu senger ganzer Onlinekommunikation géif gläichkommen. Mee fir e Kriminellen, dee weess, datt en eppes ze verstoppen huet, ass et e Witz. Dee benotzt dann einfach keng europäesch Plattformen méi a scho guer keng, déi enger grousser

offizieller Firma gehéieren. Deen zitt sech an den Darknet zréck oder notzt oder baut eegen Netzwierker ganz ënnert dem Radar vun der staatlecher Iwwerwaachung op.

Déi Kriminell, ëm déi et eigentlech bei dësem Gesetz oder bei dëser Reegel soll goen, wäerten um Enn also net méi einfach kënne fonnt ginn, mee Milliounen vun onschëllege Userinnen a User wäerten online kee Wuert méi kënnen deelen, ouni datt iergendeen Algorithmus dat kuckt an eventuell, wann den Algorithmus falsch erkennt, och Mënschen hir privatste Biller kënne kucken.

Esou eng verdachtsonofhängeg Masseniwwerwaachung ass net mat eisen nationalen an europäesche Grundrechter ze vereinbaren. Si ass net verhältnismäisseg an, wéi ech virdru scho sot, net zilféierend.

Ganz am Géigendeel géif se d'Kommunikatioun am Internet nach méi onsécher maachen, an dat fir jiddwéieren an, nach eng Kéier, och fir d'Kanner. Wann d'Plattformoperateuren Outilen musse kreéieren, fir all d'Messagë kënnen ze duerchsichen, da kënnen dës Outilen natierlech och vu Geheimdénsgichter an Hacker mësbrauch ginn.

Wann et op eisen Handye bis méiglech ass, all Messagë, all Foto an all Video ze scannen, ma da kënnen och Krimineller sech Zougang zu dëser Fonctioun verschafen. Coden ouni Bugs gëtt et net. Wa bis eng Dier do ass, dann ass se do, da ka jiddwéieren derduerchkommen, wann en den techneschen Knowhow huet. Da kënnen och Staaten dës Dier notzen, fir zum Beispill Journalistinnen, Journalisten a Regimmkritiker systematesch ze iwwerwaachen an dann och ze verfollegen. Da kënnen Erpresser dës Dier notzen, fir Profit aus privaten Informatiounen ze schloen. Da kënnen duerch dës Dier Identitéite geklaut ginn.

A jo, am schlëmmste Fall kéinten och Pedophiller dës Dier notzen, fir privat Informatiounen ofzegräifen a se ze notzen, fir hiren Affer méi séier nach méi no ze kommen oder privat Fotoen, wou Kanner drop sinn, ze sammelen. An dat wär jo dann awer de Gipfel vun der Absurditéit vun esou engem Text!

A jo, Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess, datt an der aktueller Propos net prezisiéiert ass, wéi déi verlaangt Kontroll duerno soll technesch konkret ëmgesat ginn. An doraus kéint ee jo elo ofleeden, datt déi grad geäussert Bedenken alleguerten iwver-driwwer sinn, well jo kee seet, datt et zu engem Client-Side-Scanning muss kommen, wou op dem Handy vum Notzer e Scanning gemaach gëtt.

Et kéint technesch jo och anescht geléist ginn. D'Propos schreift jo näischt vir. A jo, dat stëmmt. D'Propos schreift näischt vir. Den Artikel 13 huet och net explizit Uploadfiltere virgeschriwwen, an awer si se komm. Datt d'EU hei net méi konkret gëtt, läit dorunner, datt et, wa se e konkreten Outil géif nennen, vill méi einfach wär, duerzeleeën, firwat esou en Outil géint d'Grundrechter géif verstoussen. Doderch, datt se vag bleiwen, ass den Text net esou ugräifbar.

An trotzdem ass kloer, wéi d'Firmen duerno den Exigence vum Gesetz wäerten nokommen. Apple bitt an den USA haut schonn d'Technik vum Client-Side-Scanning op hiren Telefonen un, fir den Elteren et ze erméiglechen, op dem Handy vun hire Kanner e Scan ze aktivéieren, deen eng Warnung erausgëtt, wann e Kand probéiert, en Aktbild ze schécken oder dem Kand eent geschéckt gëtt. Bis elo ass de Scan just lokal, dat heescht, et gi keng Informatiounen vum Handy erausgeschéckt, mee et gëtt just um Handy selwer eng Warnung affichéiert, wou een dann ëmmer nach kann decidéieren, d'Bild awer ze kucken.

Dës Technik esou unzepassen, datt d'Warnung duerno net just lokal ass, mee direkt un d'Police weidergeet, obwuel et vläicht e sougenannte „false positive“ ass, oder eeben un een, deen d'Date géif illegal ofgräifen an dann och d'Bild géif matschécken, ma dat ass leider e Kannerspill, technesch fir den Utilisateur guer net nozevollzéien. An d'Technik ass do.

An duerfir wësse mer ganz genee, wéi d'Virusssetzung vun der EU-Propos duerno géif vun den Ubidder émgesat ginn. Déi benotze schliisslech léiwer déi Outillen, déi se schonn hunn, wéi fir deiert Geld nees eppes ganz Neies ze entwéckelen.

Mee dës Outile sinn e Sécherheetsrisiko fir eis digital Kommunikatioun, entsprechen enger Ofschafung vum Bréifgeheimnis a verstosse géint d'Recht op de Schutz viru verdachtsloser Masseniwwerwaachung. A se sinn och net feelerfräi: Och ganz legitimm Inhalter, wéi zum Beispill eng Foto, déi een Elterendeel deem anere schéckt, wou hiert Kand drop ass, wéi et glécklech an der Bidde spillt, géif vum Algorithmus erausgeféscht ginn, potenziell bei der Police landen an do dann och nach vun engem consultéiert ginn.

Ech froen Iech alleguerten heibannen: Wëllt Dir, datt Fotoe vun Äre Kanner a vun Ären Enkelen duerch iergendeen Algorithmus erausgeféscht ginn an un d'Police geschéckt ginn, wou dann en aarme Beamte muss den Tri maachen, wat dann elo sexualiséiert Gewalt ass a wat net? Wëllt Dir dat wierklech?

Une voix | Nee!

M. Sven Clement (Piraten) | Da sidd Der fir déi Propos. Wann net, muss ee ganz kloer dergéint sinn!

Esou Inhalter géifen dann nämlech och zu Ermëttlung féieren. An esou géife bei der Police wäertvoll Personalressourcë verschwent ginn, fir esou Fäll nozegoen. Déi am schlemmste Fall esouger Hausduerchsichung maache kéinte bei Leit, wou de Kanner kee Leed geschitt ass, wou eebe just Eltere vläicht mat de Bomien a Bopien e bëssen ze vill där Fotoen hin- an hiergeschéckt hunn, wat awer definitiv kee Leed generéiert huet. Kee Leed, bis hiert Recht op Privatsphär mat Féiss getréppelt gëtt. An dat, well eng Foto vun hinnen, déi geduecht war, fir privat ënnerenee verschéckt ze ginn, op eemol bei der Police gelant ass, ouni hiert Wëssen. Also, dat ass wéi eng Hausduerchsichung, wou d'Police däerf iergendwann an der Nuecht erakommen an einfach mol eng Kéier an Ärem Tiräng wullen, ouni Iech ze soen, datt se do war. Mech skandaliséieren esou Proposen!

An duerfir, Här President, deposéieren ech och eng Motioun, mat där ech d'Regierung invitéieren, sech am EU-Conseil géint den automatiséierte Screening vu Biller, Videoen, Messagen a Sprochnoriichten auszuschwätzen. Wannechgelift.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– dass ënner anerem d'Charta vun de Grondrechter vun der Europäescher Unioun de Respekt vun Privat- a Familjeliewen an de Schutz vu persounbezunnen Date mat den Artikelen 7 an 8 festschreift;

– dass d'Recht op Privatsphär souwuel am Artikel 11 (3) vun eiser Verfassung wéi och am Gesetz vum 11. August 1982 *concernant la protection de la vie privée* verankert ass;

– dass d'Bekämpfung vum Kannermessbrauch eminent wichtig ass;

– dass een doduerch aner Grondrechter net gänzlech aushielegen däerf;

– dass et wichtig ass, an deem Beräich en uerdentlechen Equiliber ze fannen;

– dass d'EU Kommissioun den 11. Mee hir zweet legislatif Propos zur Bekämpfung vun Abus sexuels vu Mannerjärengen am Internet gemaach huet;

– dass dës Propositioun vun Dateschützer kritiséiert gëtt, well duerch dës Propos all Biller, Videoen, Messagen a Sprochnoriichten aus Chats op Inhalter gescannt ginn. Domat wier dat digitaalt Bréifgeheimnis net méi assuréiert;

– dass de Risk besteet, dass déi viséiert kriminell Persounen sech nei Plattformen sichen, wou si net vun der EU-Kommissiouns-Propos betraff wäeren;

– dass eng Ëmsetzung vun der genannter Propos mat erhiefleche Risike fir d'Sécherheet vun eiser gesamter Onlinekommunikatioun verbonnen ass.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– sech zum digitale Bréifgeheimnis ze bekennen;

– sech am EU-Conseil derfir anzusetzen, dass de Screening vu Biller, Videoen, Messagen a Sprochnoriichten, dat heescht déi sougenannten „chatcontrol“, aus der Propos entfällt.

(s.) **Sven Clement, Marc Goergen, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth.**

Pedophilie bekämpft een net mat Masseniwwerwaachungen, mee mat Preventioun, mat Opklärungs- a Sensibiliséierungsarbecht bei den Elteren a Kanner, mat engem Opstocke vun de Policeunitéiten an deemem Beräich an och mat engem Ausbau oder iwwerhaapt der Kreatioun vun engem Ulafstell fir Persounen, déi sech zu Kanner higezu fillen an net zu Täter wëlle ginn.

Hei mussen och zu Lëtzebuerg nach Fortschreitter gemaach ginn. An duerfir wëll ech och dës zweet Motioun deposéieren, zu där ech dann direkt nach eppes Klenges soen.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– dass BEE SECURE schonn Traininge fir Grondschoulen (ab dem Cycle 2.2) a Lycéesklassen op fräiwëlleger Basis ubitt;

– dass BEE SECURE op hirer Websäit Informatiounen zu den Theemen CSAM („child sexual abuse material“), Grooming, Sextorsion ubidden;

– dass 2020 4.022 Fäll vun CSAM bei BEE SECURE gemellt goufen an dovunner 2.410 als illegal agestuift gi sinn an un d'Police weidergereecht goufen;

– dass Affer vun CSAM, Grooming oder Sextorsion sech kënnen un d'Police wenen an och deelweis kënnen direkt iwwert den E-Commissariat e Fall signaliséieren;

– dass Persounen, déi gefärdet sinn, zum Täter ze ginn, eng Ulafstell brauchen, wou si onkomplizéiert a séier un Hëllef kommen.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– fir d'Schoule weider an deemem Beräich ze sensibiliséieren a si bei der Ausaarbechtung vu preventive Schutzkonzepter ze begleeden;

– fir all d'Schüler ab dem Cycle 4.1 en Training mat BEE SECURE vu mindestens zwou Schoulstonne pro Schouljoer obligatoresch ze maachen;

– d'Unitéit vun der Police judiciaire, déi fir CSAM („child sexual abuse material“) zoustänneg ass, personell opzestocken, hinnen déi néideg Formatiounen a Weiderbildungen unzbedde souwéi och dat néidegt Material zur Verfügung ze stellen;

– eng Websäit an eng Hotline, wou Persounen, déi gefärdet sinn, zum Täter ze ginn, Informatiounen a

preventiv Hëllef uegebuede kréien, unzbedden a bekannt ze maachen.

(s.) **Sven Clement, Marc Goergen, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth.**

Sech zu Kanner higezu fillen ass eng Krankheet, keng Strofdot. Mee senge Gefiller nozeginn an e Kand unzepaken oder d'Duerstellung vu sexueller oder sexualiséierter Gewalt u Kanner ze kucken oder ze produzéieren ass eng kloer Strofdot an et ass eng Entschiedung! Kee gëtt gezwongen, zum Täter ze ginn. Et kann een och de Wee wielen, sech Hëllef ze sichen an domat d'Kanner a sech selwer ze schützen. A leider ass dese Wee zu Lëtzebuerg nach net accessibel genuch.

Ech hu während der Preparatioun vun deser Heur d'actualité zwou séier Internetrecherchen, eemol op däitsch an eemol op franséisch, gemaach an zweemol hunn ech keng Ulafstell hei zu Lëtzebuerg ugewise kritt, wou Persounen sech kéinte mellen. Ech hoffe just, datt ech elo net um Radar vun de Strofvollzugsbehörde sinn, déi elo iergendwéi dann eng Kéier bei mir nokucken.

Ech mengen, datt hei eng staatlech Websäit, déi op Therapieoptiounen verweist, an och eng Hotline, un déi Persounen sech anonym wenne kënnen, wa se d'Gefill hunn, sech net méi am Grëff ze hunn, wierklech hëllef kéinten, en Deel vun de Strofdoten un de Kanner ze vermeiden.

Duerfir fuerdert dës Motioun niewent enger méi staarker Preventiounsarbecht bei de Kanner an enger Opstockung vun de Policeunitéiten och eng besser Preventiounsarbecht um Niveau vun de potenziellen Täterinnen an Täter. Esou kann een nämlech wierklech hëlfe, Iwwergrëff op Kanner opzeklären an Täter festzehuelen oder d'Doten esouger ze verhënneren.

Mat digitaler Iwwerwaachung geet dat net. Duerch Iwwerwaachung mécht ee keng Preventioun an et dréckt een d'Kriminalitéit just nach méi déif an den Ënnergrond an et mécht een d'Policeermëttlungen domadder nach méi schwéier.

Mir Piraten soen duerfir kloer Nee zur Ofschafung vum digitale Bréifgeheimnis, nee zur Chatkontroll, mee Jo zu enger personeller Stärkung vun der Police a Jo zu méi Preventioun!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, et deet mer Leed, ech hätt dat nach misse klarifiéieren: Déi zwou Motioune, déi ech ofginn hunn, hunn ech zesumme mam Kollege Laurent Mosar, dee jo och déi Question élargie huet, ausgeschafft an ech deposéiere se och an eisen zwee Nimm an net nëmmen eleng.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, ech sinn iwwerzeegt, den Här Mosar hätt dat och scho gekläert. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, léif Madamm Justizministesch, et ass eng Zuel, déi kaum ze erdroen ass: 85 Milliounen Videoen a Fotoen, déi sexuell Gewalt u Kanner weisen, sinn 2021 weltwäit opgespiert ginn. Eleng an Däitschland sinn 30.000 Fäll vu Kannermissbrauch d'lescht Joer enquêtéiert ginn.

Ech wëll hei net op den Detail vun enger schrecklecher Affär agoen hei vir zu Wermelskirchen, net wäit vun eis ewech, wou eleng 3,5 Milliounen Fotoen an 1,5 Milliounen Videoe mat erschreckende Biller zudag komm sinn.

Ech muss soen, déi Zuele schockéieren an erschrecken een an déi Zuele sinn och kaum ze erdroen! An

ech muss Iech soen, mir allegueren hu vläicht vill ze vill laang nogekuckt, wat de Kannermëssbrauch ubelaangt. A wann ech soe „mir alleguer“, ass dat natierlech an der Europäescher Unioun, an allen EU-Staaten, awer och zu Lëtzebuerg, well och hei zu Lëtzebuerg si mer alles, mee keng Insel, wat déi dote Faite betrëfft. A meng exzellente Kollegin, d'Madamm Nancy Arendt, huet jo schon e puermol hei insistéiert an enger ganzer Rei vun exzellente Interventiounen.

Ech hu just ganz kuerz e puer Zuele gekuckt, déi een trotzdem erschrecken: Anscheinend sinn 1 % vun all esou Affären, déi opgedeckt gi sinn, hei zu Lëtzebuerg iwwer lëtzebuergesch Servere gelaf. Dat ass trotzdem eppes, wat een hei muss erschrecken. An eng ganz Rei vu Bezuelunge ginn och iwwer Bezuel-systemer hei ofgewéckelt. Eleng d'lescht Joer sinn 300 Fäll bei der Cellule de renseignement financier gemellt ginn. Dat fir ze soen, dass dat doten net nëmmen e Problem ass, deen Europa ugeet, mee och hei zu Lëtzebuerg ass do nach munches ze maachen.

De Kolleg Sven Clement an ech selwer – an hien huet et virdu scho gesot – hunn duerfir och eng Motioun hei deposéiert, fir eng Rei vu konkrete Propositionen ze maachen, well, wéi gesot, hei geet et net nëmmen ëm e Problem, deen ee muss europawäit ugoen, mee et muss een dee Problem och ganz seriö a vläicht nach vill méi intensiv an den nächste Joren hei zu Lëtzebuerg ugoen.

D'EU-Kommissioun wëllt also elo eng Initiativ huelen. An ech wëll och direkt soen, dass mir dat natierlech ganz staark begrëissen. Et ass absolutt noutwendeg, dass och eng EU-Kommissioun sech där Thematik do unhëlt, well esou kënne mer wierklech net virukommen.

Allerdéngs – an de Kolleg Clement huet dat virdu jo och schon a sengen Ausféierungen duergeluecht – ginn elo hei Mesurë proposéiert, déi manifestement iwwert an niewent d'Zil schéissen. Hei sollen an Zukunft all d'Bedreier vu Plattformen gezwonge ginn, all Gewaltduerstellungen vu Kanner ausfindeg ze maachen. Dat heescht, dass an Zukunft, wann dat esou géif duerchgoen, all Kommunikatioun iwwer WhatsApp a Messenger strofbar wier, wann och nëmmen e signifikative Risiko géif bestoen, dass et do zu enger Kannermësshandlung géif kommen.

Am Moment – an dat ass och scho virdu gesot ginn – sinn awer nach ganz vill Detailler onkloer an deene Propositionen, notament – an dat ass eng fundamental Fro fir d'Spezialiste vun deene Messengerdëngschter, déi wëssen dat – geet et ëm déi sougenannte Enn-zu-Enn-Verschlësselung, wéi déi kéint contournéiert ginn. An an deem Kontext schwätzen dann och haaptsächlech d'Dateschützer vun där sougenannter Chatkontroll, déi et och fäerdegbruecht huet, an de leschte Woche ganz vill Dateschützer a Mënschrechtsaktivisten u sech géint déi Initiativ hei op de Plang ze ruffen.

Mee net nëmme si fannen, dass dat heiten dat falscht Instrument ass! An ech kann nëmmen dat widerhuelen, wat de Sven Clement virdu gesot huet: Och den Däitsche Kinderschutzbund seet, dass hei wär manifestement dat falscht Instrument, fir géint déi dote ganz grav Faite virzegoen, an üübt u sech eng ganz haart Kritik par rapport zu deenen dote Propositionen.

An Däitschland, ech hunn et virdu gesot, ass éigentlech net de Problem – an dat soen déi Kanner-schützer, dass gëllt zu engem Deel d'ailleurs och fir Lëtzebuerg –, dass do net genuch Affäre géifen opgedeckt ginn. An Däitschland waren et der, ech hunn et gesot, d'lescht Joer 30.000. Mee si hunn einfach net genuch Leit, fir iwwerhaupt op deenen Dossieren ze schaffen. An dat ass ee vun de fundamentale

Problemer, wat generell de Kampf géint Kannermëssbrauch souwuel am normale Liewe wéi awer och am digitalen Ëmfeld ugeet.

Firwat fanne mir déi dote Solutiounen net gutt? Ech ginn eng Kéier ganz schnell hei driwwer, well zum Deel huet och schon de Sven Clement déi Bedenke gesot.

Ech mengen, dass zu engem groussen Deel esou Biller iwwerhaupt net iwwert déi normal Plattformen gedeelt ginn. Do ginn der ganz vill iwwert den Darknet gedeelt.

Zweetens, an ech mengen, dass ass e fundamental wichteg Argument: Hei riskéiere mer e Kollateralschued. D'Gefor fir all Utilisateur vun iergendengem Netz – an dat si mir allegueren hei am Raum – ass enorm grouss.

Dat Drëtt, an dat ass och en Argument, wat de Sven Clement hei virbruecht huet: Hei kéinten notament bei där Chatkontroll duerch d'Hannerdier och Kriminaler en Accès op ganz vill där Messenger- a WhatsApp-Messagë kréien.

An da véiertens, an dat ass vläicht en Argument, wat virdu nach net esou staark ugeklongen ass: Hei gëtt versicht, mat digitaler Kompetenz a mat Technologie e gesellschaftleche Problem ze léisen. Kannermëssbrauch, Dir Dammen an Dir Hären, ass e gesellschaftleche Problem, deen een iwwerall fënnt, deen duerch ganz Geselschafte geet, a mir sollen net mengen, mir géifen dee Problem mat Algorithmen weeder an der EU nach hei zu Lëtzebuerg léisen!

Ech mengen duerfir, dass déi Propositionen vun der europäescher Direktiv net an déi gutt Richtung ginn, an hei ass och eng EU gefuerdert, awer de Schutz vun Privatliwien ze garantéieren.

An ech mengen, et kann een hei d'Beispill ginn – an de Sven Clement huet jo änlech argumentéiert –: Wann dat heite géif passéieren, wär dat quasiment, wéi wann all Är Bréiwer, déi Der iwwer normale Courier kritt, missten opgemaach ginn! Stellt Iech dat emol vir, all Är Bréiwer, déi Der kritt, missten opgemaach ginn! An dat ass jo eppes, wat mer an enger Demokratie, wou et e Schutz vun der Privatsphär vun all Bierger gëtt, net kënnen akzeptéieren!

Als Konklusioun, an ech wär frou, wann d'Madamm Minister – an duerfir hu mer jo och déi Fro gestallt – eis natierlech géif soen, wat d'Positionen vun der Regierung ass, awer och, wat e bëssen d'Mesurë sinn, déi d'Regierung gedenkt, hei ze huelen.

Fir d'alleréisch, an do si mer, mengen ech, allegueren an deem Haus hei averstanen: Mir mussen d'Gang-aart géintiwwer den Täter, déi sech hei zum Deel op eng degoutant Aart a Weis u Kanner verginn, ganz staark an d'Luucht setzen! Dat muss op ville Pläng geschéien, natierlech um Niveau vun der EU, awer och op nationaler Ebene.

Dat muss normal geschéien, well et gëtt och nach ganz vill Mëssbrauch – an ech kucken d'Nancy Arendt, dass huet jo eng Rei ganz gutt Beispiller ginn – am normale Liewen. Mee derniewent gëtt et och elo dat digitaalt Ëmfeld, an do muss, wéi gesot, ganz vill geschéien. Mir mussen och permanent dee Kampf do féieren, dass heescht 24 Stonnen op 24.

An ech hunn éigentlech hei en Zitat, wat mer gutt gefall huet, wat ech Iech einfach wollt soen. Dat kënnt vum däitschen Innenminister vun Nordrhein-Westfalen, dem Här Reul. Deen huet eng Kéier elo gesot: „Ich kann allen Pädophilen nur sagen: Wir kriegen Euch! Vielleicht nicht heute, aber eines Tages stehen wir vor Eurer Tür.“ An ech mengen, och esou muss een dee Kampf géint Kannerpornografie, géint Kanner-mëssbrauch ugoen.

Mir dierfen allerdéngs net de Feeler maachen, dass mer hei d'Kand mam Bued ausschëdden. A mir mussen hei d'fir suergen, dass de Schutz vun der privater Noriicht – an dat ass eng grouss Errungenschaft vun all Demokratie an och vun der Europäescher Unioun – muss an enger Demokratie absolutt Virrecht behalen. An et kann net sinn, dass an Zukunft all Noriicht kontrolléiert gëtt! Dat wär e ganz staarke Broch, wat eis Grondrechter betrëfft.

An duerfir, mengen ech, wär d'EU hei ganz gutt beroden, alles ze ënnerhuelen, fir deen doten Agrëff an d'Privatsphär net ze erlaben. An ech mengen, et wär wichteg, wann d'EU-Kommissioun – an dat wär och mäi leschte Saz – sech géif e Sproch vum Michelle Obama zu Häerz huelen, dass eng Kéier gesot huet: „When they go low, we go high.“

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, eis Welt gëtt ëmmer méi digital. Den Internet ass kee rechtsfräie Raum. D'Privatsphär an d'Donnéeë vun de Mënsche muss geschützt ginn. De Schutz vum Kand steet ëmmer un éischer Stell. Dës véier Sätz hunn de politeschen Discours iwwert déi lescht Joren des Éftere bestëmmt. All eenzelnen huet seng Richtegkeet.

Méi komplizéiert gëtt et, wa sech d'Privatsphär, den Dateschutz an d'Sécherheet vum Kand géintiwwerstinn. Duerch d'Coronapandemie huet sech d'Liewen nach méi op den Internet verlagert. Ee Revers dovunner: Och de sexuelle Mëssbrauch vu Kanner um Internet ass laut Europol massiv an d'Luucht gaangen. 2021 sinn hei zu Lëtzebuerg 2.562 Internetsäite bei der BEE SECURE Stopline gemellt ginn. 1.388 Säiten, also 54 % dovun, hu strofbar Inhalter ugewise. 1.388 Säiten, Kolleginnen a Kollegen, dat si méi Säite wéi déi traditionell Telefonsbicher, mat Inhalter, wou e Kand mësshandelt, mëssbraucht, vergewaltet gëtt!

En anert Beispill: An dem däitsche Fall vu Bergisch Gladbach sinn deemools eng ronn 30.000 verdächtig Datesätz fonnt ginn.

Här President, natierlech ginn et vereenzelt Onlineplattformen a -provider, déi vu sech selwer aus versichen, hir Servicer méi sécher ze maachen. Anerer ënnerhuelen awer näischt oder gi sech mat hallefhäerzege Léisungen zefridden. A well d'Abusen ëmmer weider zohuelen, begrëisst d'DP vum Prinzip hier och, dass dese wichtige Sujet vun der Europäescher Kommissioun opgegraff gëtt.

D'Usätz, fir dem Problem entgéintzewierken, si follgend: e Kader mat enger klarer Definitioun, fir illegal Content besser ze erkennen; eng EU-Agence, fir d'Lutte géint de Mëssbrauch vu Kanner a Mannerjäregegen op enger Plaz ze vereenegen; Moosnamen a Richtlinnen, fir Entreprisë méi an Eegeverantwortung ze zéien.

An der Diskussioun ass awer och déi schon ugeschwaten Chatkontroll, dass heescht eng cibléiert Detektioun, eng Aart Iwwerwaachung vu Kommunikatiounen. Während déi éischt dräi Usätz duerchhaus ze begrëisse sinn, muss mer bei der Chatkontroll awer onbedéngt iwwert d'Grondrechter schwätzen.

Als Demokratesch Partei si mir e fervente Verdeede-ger vu jidderengem sengem Recht op Privatsphär, op Dateschutz an op d'fräi Meenungsäusserung. Dozou gehéiert fir eis och de fräien Echange vu Messagen a Videoen. Mat Bléck op d'Abusen, déi ech virdrun ugeschwat hunn, virun allem wa se Mineure betref- fen, musse mer eis awer d'Fro stellen, wéi mer des Grondrechter mat dem Grondrecht vun de Kanner op Schutz a Wuelbefanne kënnen vereenen.

Wichtig dobäi ass fir eis, dass, esou wéi den Artikel 8 vun der Mënscherechtskonventioun et virgesäit, all Ingerence an d'Privat- an d'Familljeliewen net nëmme vun engem Gesetz muss virgesi sinn, mee dass des Ingerence och wierklech néideg ass an e legitimme But muss erfëllen.

De But ass hei sécherlech legitim: Et geet ëm de Schutz vun eise Kanner! Beim Agrëff, deen hei op EU-Niveau proposéiert gëtt, stelle sech awer nach eng ganz Rei Froen, notament déi – an et ass schonn ugeschwat ginn – vun den Outilen, déi hei solle ge- braucht ginn, a virun allem den technologesche Méig- lechkeeten, fir net all Message, all Video ze viséieren, mee fir déi Kommunikatiounen erauszefilteren, duerch déi hei Abuse bedriwwen ginn.

Den Equiliber tëschent dem Recht op Privatsphär an dem Schutz vum Kand ass sécher keen einfachen a muss iwwert de Prinzipp vun der Proportionalitéit fonnt ginn. D'Mëttel, déi agesat ginn, musse verhält- nisméisseg sinn.

Här President, niewent der Diskussioun, déi op EU- Niveau lancéiert ass, gi bei eis op nationalem Niveau awer och Efforte gemaach. Ech wëll der kuerz dräi erwirhiewen.

Den Educationsminister Claude Meisch huet en eiseit Jugendschutzgesetz op den Instanzeweue bruecht, dat de Schutz vun de Kanner och um Internet nach weider stärke wëllt. Parallell ass och e Projet de loi ënnerwee, deen Abus sexuels au sens large, dorën- ner och Abusen, déi a Kommunikatiounen an och am Netz stattfannen, méi streng bestrooft.

An, net ze vergiessen an och schonn ugeschwat, d'Pre- ventiouen. Et gëtt ëmmer méi wichtig, dass Kanner a Jugendleche léieren, sech och am digitalen Ëmfeld ze schützen. Hei spille BEE SECURE an d'BEE SECURE Stopline e ganz wichtige Rôle, awer och divers Cam- pagnen, Léiermaterialien a Workshoppen, déi orga- niséiert ginn, fir d'Kanner nach besser ze schützen an hinnen dat néidegt Wëssen an déi néideg Kompeten- zen och an der digitaler Welt mat op de Wee ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Lydia Mutsch. Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch (LSAP) | E bëssen, Här President, fillen ech mech mat deem Debät an den November 2020 zréckversat, wou mer hei am Parlament an enger Diskussioun iwwer e sougenannte „Generalschlëssel“ fir Messengerservicé wéi WhatsApp diskutéiert hunn. Deemools goung et ëm e Resolutionsentwurf vum EU-Conseil, deen eng deelweis Opweechung vum Recht op Verschlüsselung fir esou Onlinedéngschter virgesinn huet. Dat erkläert Zil war deemools, fir Kri- minellen – a méi spezifesch: Terroristen – besser op d'Spuer kënnen ze kommen, andeems hir verschlës- selt Messagen duerch Police oder Geheimdéngschter kéin- ten entschlësselt an iwwerwaacht ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Terrorismusbekämpfung ass natierlech eng ganz wichtig Missioun, virun allem am aktuellen internationale Kontext. Mee fir eis als

LSAP huet sech bei dëser Debät och d'Fro gestallt, ob dëst net éischer en Alibiargument war, fir en Ophiewe vun der securiséierter Verschlüsselung duerchzusetzen. Entsprechend skeptesch hu mir eis deemools dem Projet géigeniwwer positionéiert.

Déi kritesch Grondhaltung hu mir och haut nach, ronn zwoe Joer duerno, wou mer heibannen an enger neier Aktualitéitsdebät, fir déi mir de Kollege vun de Piraten, awer och dem Kolleg vun der CSV Merci soen, iwwert déi sougenannten Chatkontroll disku- téieren. De Prinzipp gouf scho vu menge Virriedner erkläert. Et geet dorëms, dass Biller, déi iwwer sozial Media verschéckt an ausgetosch ginn, mat enger ge- wëssener Systematik op Kannerpornografie gepréift kënnen ginn.

Fir et direkt kloerzestellen: Och fir eis ass de Kampf géint Kannerpornografie immens wichtig. A mengen Aen ass dat Verbrieche wuel dat Schlëmmst, wat een engem Kand iwwerhaapt kann undoen!

Kanner, déi esou Mësshandlungen erliewen, riskéieren, hiert Liewe laang traumatiséiert ze sinn. Derbäi kënn oft déi zousätzlech Erniddregung, dass dat Ver- brieche gefilmt ginn ass. A souguer wann déi betrafte Kanner et iergendwéi fäerdegbréngen, dat Erlieftent ze verschaffen, riskéiere se, zu all Moment op en Neits domadder konfrontéiert ze ginn. Den Internet vergëst jo bekanntlech näischt.

Deemno ass d'Intentioun, resolut géint Kannerpor- nografie virzegoen, natierlech grondsätzlech richtig. Mee muss dofir wierklech jiddwereen, deen e Mes- sengerdéngschter benotzt, ënner Generalverdacht ge- stellt ginn, op sengem Handy oder Computer esou ruckelzeg a mënschenonwierdeg Biller wëllen ze vehiculéieren?

Et muss een a Kaf huelen, dass privat a perséinlech Contenuen systematesch gescannt a vun Externen iwwer- préift kënnen ginn, ouni dovunner ze schwätzen, dass Leit, déi hiert knaschtegt Geschäft mat esou Biller bedriwwen, gegebenefalls ganz séier op aner technesch Moyenen iwwergoe kéinten, fir enger Iwwerwaachung ze entgoen.

Mir wëssen nëmme allze gutt, dass bei all Iwwer- waachungssystem de Risiko vun Abuse besteet, vun enger Ausweidung op aner Kontrollen, déi iwwer- haapt net méi drop ausgeriicht sinn, déi Schwächsten an eiser Gesellschaft ze schützen. Deemno geet et hei ëm vill méi wéi ëm eng Fro vun informateschen an technesche Méiglechkeeten. Et geet ëm déi fun- damental Fro um Equiliber tëscht Fräiheet a Sécher- heet. Wivill Fräiheet si mir bereet, zugonschte vun der Sécherheet opzeginn? Bis wouhi ginn déi perséinlech Fräiheeten a wou hale se op?

Fir eis als LSAP ass d'Verhältnisméissegkeet an dëser Fro immens wichtig. Si war fir eis en Theema bei der Diskussioun ëm d'Ophiewe vun der Verschlüsselung, si war en Theema bei der Diskussioun ëm eng méig- lech Tracingapp während der Pandemie a si ass och eng Fro bei der Diskussioun vun haut.

D'Haaptfro ass a bleift nämlech an eisen Aen: Wat be- deit eng Mesure wéi d'Chatkontroll fir den normale Bierger? Fakt ass, dass ganz vill Leit vun deenen Iwwerwaachungsmesurë betraff wieren, déi strictement näischt mat Pedopornografie um Hutt hunn. An dofir sti mir als LSAP der aktueller EU-Propos kritesch géi- geniwwer.

Kierzlech huet sech och déi nei däitsch Regierung ne- gativ zu dëse Pläng geäussert, soudass mir dovunner ausginn, dass déi Propos vun der Europäescher Kom- missioun wäert nach eng kéier missen iwwerschaft ginn. Mir géifen dat begrëssen a wiere frou, wann eis Regierung eis Bedenken an deem Zesammenhang mat op Bréssel kéint huelen.

A well mir, Här President, gläichzäiteg determinéiert sinn, Pedopornografie mat Nodrock ze bekämpfen, wollt ech net ofschlëssen, ouni drop hinzewiesen – a meng Virriednerin huet dat och elo gemaach –, dass mir zu Lëtzebuerg schonn haut eng Méiglechkeet hunn, fir problematesch Contenuen online ze mellen. Sollt ee kriddeleg Contenuen zougestallt kréien oder iergendwéi drop stoussen, esou kann een dat iwwer BEE SECURE Stopline mellen, souguer anonym, wann een dat wënscht. Domat kann all Einzelne vun eis mat derzou bäidroen, dass esou degoûtant Conte- nuen net onendlech oft weider gedeelt kënnen ginn.

A mengen Aen ass dat par rapport zu den Affer eng Obligatioun fir jiddweree vun eis, well wee Fräiheet seet, mengt och Responsabilitéit.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächst ageschriwwer Riednerin ass d'Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Fir d'alleréisch loosst mech och Merci soen dem Här Clement an natierlech och dem Här Mosar, dass mer dat haut um Ordre du jour hunn an och dann zesumme kënnen diskutéieren.

Mir schwätzen haut effektiv iwwert d'Onlinediffusioun vu Foto- a Videomaterial, dat sexuelle Mëssbrauch u Kanner weist. D'Verbreedung dovunner iwwer Chat, Videomessagen oder E-Mailen hält dramatesch Dimen- sionen un, mat – an d'Zuel ass scho genant ginn – erschreckende 85 Milliounen Fotoen a Videoen eleng am Joer 2021. An et ass eis Aufgab, dass mer eis Kan- ner, déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft, géint dëst fierchterlech Verbrieche schützen.

Aus deem Bewosstsinn eraus huet sech eis Justizmi- nistes och säit Ufank vun hirem Mandat de Schutz vun de Vulnerabele ganz uewen op den Agenda geschriwwen. An ech denken do zum Beispill un d'Re- form vun Jugendstroferecht, un de Projet de loi géint d'Abus sexuels an och un de verbesserte Schutz vu Mineuren als Affer an Zeie vu Verbriechen.

Bon, d'Debät vun haut dréit sech ëm verschidde Grondrechter a wéi se mateneen an Aklang kënnen bruecht ginn. Engersäits d'Grondrecht vun de Kanner op Sécherheet an op Schutz viru Sexualverbriechen, souwuel an der reeller Welt wéi eeben och online, an anersäits awer och d'Recht op Privatsphär a ver- traulech Kommunikatioun.

D'Kommissioun huet elo eng Propositioun ënnerbreet, wéi se géint déi Onlinediffusioun virzegoe gedenkt. Wéi schonn an der Vergaangenheet bei änleche Ver- stëss gëtt et, allez, verschidden Nimm derfir. Déi eng nennen dat d'„Veruerdnungspropos géint d'Verbree- dung vu Kannermessbrauchsmaterial“. D'Géigner nen- nen et d'„Chatkontroll-Veruerdnung“.

D'Propos gesäit am Resümee vir, d'Ubidders vu Kommunikatiounsdéngschter ze verpflichten, fir all Kommunikatioun vun hire Benotzer systematesch no potenziell strofbarem Kannermessbrauchsmaterial duerchzefilzen.

Konkreet bedeit dat zum Beispill, dass d'Verschlës- selung vu WhatsApp oder änlechen Déngschter misst opgeweicht ginn. Zwar gesäit de proposéierten Text vir, dass d'Technologien zur Erkennung vun esou Material net solle kapabel sinn, iergend eng aner Informatioun aus der Kommunikatioun erauszefilte- ren, mee spëtstens wann een elo versicht, bis dato onbekannt Bildmaterial an enger Kommunikatioun ze fannen, da gëtt dat problematesch, siehe bal onméiglech.

An et ass vläicht net ubrecht, bei dësem heikele Sujet iwwer d'Verhältnisméissegkeet ze schwätzen, well d'Zil vum Text ass wierklech, wierklech wichteg, mee trotzdem muss mer leider feststellen, dass hei Methoden ugewannt solle ginn, déi hirersäits immens geféierlech sinn an enger reeller Massenüwerrwachung géife gläichkommen. Mir kënnen eis dofir och net einfach esou engem Text ralliéieren, deen am Widersprouch steet mat der Rechtssprechung vum EU-Gerichtshaff.

An ier ech ofschléissen, wollt ech awer och nach eng Kéier kuerz iwwer d'Verfollung vum Kannermessbrauch hei zu Lëtzebuerg schwätzen. Am Beräich Abus sexuels schaffen aktuell 18 Polizisten a 7 Zivilisten an där Cellule. A vun deene 25 schaffen der 5 speziell am Beräich vum Online-Kannermessbrauch. Vun deene 25 sinn der 5 och eleng dëst Joer derbäikomm, wat weist, dass d'Urgence och wierklech elo richteg unerkannt ginn ass. A mir haten de Sujet och schonn um Ordre du jour vun der Kommissioun. Mir hunn do vum Minister de ganz kloer Message mat op de Wee kritt, dass et sech hei och ëm eng ganz grouss Prioritéit vum sengem Ministère an och der Police handelt. Mir stinn och fir méi Policearbecht an deem Beräich um Terrain, an dozou gehéiert och d'Enquête sous pseudonyme.

An domadder kommen ech och zum Schluss. Den Tëschefazit Stand haut vu menger Fraktioun zu der neier Veruerdnungspropos kann ech esou resumieren: Mir sinn iwwerzeugt vum der Urgence, fir de Schutz vun de Kanner offline an online ze verbesseren. D'Propos vun der Kommissioun bitt sécher eng Rei gutt Pistes, zum Beispill den neien Europäeschen Zentrum fir d'Prevention an d'Verfollung vu Kannermessbrauch oder och nach déi proposéiert Dispositiounen fir e verbesserte Schutz vun den Affer.

Gläichzäitig hu mir awer staark Bedenken zum Text, wéi en aktuell doläit. Dat ënner anerem, well en engersäits wierklech ganz wäit geet a senger Reech wäit ...

(Brouhaha)

Anerer laachen ...

Wéi gesot, mir hu staark Bedenken zum Text, wéi en elo doläit, well e wierklech wäit geet a seng Reech wäit an déi individuell Fräiheete vun alle Bierger a Biergerinnen och erageet. Mee ganz onofhängeg, wéi mir elo dozou stinn, ass den Text awer elo déi weider Verhandlungsbasis op europäeschem Niveau. An dofir proposéiere mer eng Motioun, mat där mer d'Regierung opfuere, sech staark ze maachen, fir dass eng Léisung fonnt gëtt, déi souwuel um Objektiv vum Kampf géint de Kannermessbrauch wäert festhalten, gläichzäitig awer an hiren Outilen dem Prinzip vum der Proportionalitéit gerecht gëtt an eis Grondrecht och respektéiert.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion

La Chambre des Députés,

– *considérant la nouvelle proposition de règlement européen visant à prévenir et à combattre les abus sexuels sur les enfants en ligne (child sexual abuse matériel « CSAM »), présentée par la Commission européenne en date du 11 mai 2022 ;*

– *rappelant l'envergure de la problématique du « CSAM », avec 85 millions de photos et de vidéos représentant des abus sexuels commis sur des enfants signalés à l'échelle mondiale pour la seule année 2021 ;*

– *reconnaissant par conséquent l'urgence d'agir afin de mieux protéger les plus vulnérables de la société, aussi bien dans le monde virtuel que dans le monde réel ;*

– *considérant les textes internationaux de protection des mineurs ratifiés par le Luxembourg, dont notamment la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, datant de 2007 et encore appelée « Convention Lanzarote » ;*

– *considérant également les enjeux majeurs en matière de protection des données à caractère personnel que le texte proposé par la Commission européenne soulève ;*

– *rappelant dans ce contexte les articles 7 et 8 de la charte européenne des droits fondamentaux, qui garantissent le respect de la vie privée et la protection des données à caractère personnel ;*

– *rappelant, dans le même ordre d'idées, que l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme soumet toute ingérence d'une autorité publique dans l'exercice du droit au respect de la vie privée et familiale au principe de proportionnalité ;*

– *considérant l'initiative gouvernementale « BEE SECURE » et sa mission de promouvoir, en coopération avec les réseaux européens, une utilisation plus sûre, responsable et positive des technologies de l'information ;*

– *soulignant l'engagement du Grand-Duché de Luxembourg en matière de protection des données, tant au niveau national qu'international,*

invite le Gouvernement

– *à s'engager, dans le cadre des discussions relatives à la proposition de règlement de la Commission européenne, pour une solution qui améliore la protection des mineurs dans l'environnement numérique tout en respectant*

• *les droits fondamentaux,*

• *le principe de proportionnalité des mesures par rapport à l'objectif recherché,*

• *la jurisprudence de la Cour européenne de Justice en matière de protection des données à caractère personnel.*

(s.) *Stéphanie Empain, Marc Hansen, Carole Hartmann, Lydia Mutsch.*

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An nächste Riedner ass den Här Roy Reding, dee scho prett ass. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Ech si wierklech glécklech, dass hei am Haus d'Kollegen alleguerten an déi selwecht Richtung denken. Kee vun eis ass fir Pedopornografie, mee kee vun eis wëll dat Trojanescht Päerd géint d'Meenungsfreiheet, géint d'digital Bréifgeheimnis.

D'EU-Kommissioun huet alt nees eng Kéier en total grausamen Text ausgeschafft ënnert der Leedung vum „Zensur-Ursula“, dat sech dee Spëtznamm éierlech verdéngt huet, fir ënnert deem doten Deckmantel d'Mënschen an der EU auszespionéieren.

Experte si sech eeneg, an dat hunn all déi aner Kollegen och scho gesot, dass dës Mesure näischt bréngt. Wierklech kriminell Machenshafte fanne statt am Darknet. Kannermesshandlung féint statt an Zëmmeren, op Matrasen, an der Realitéit. Si gëtt net doduerch ausgeschloss, dass mer de Mënschen hiren E-Mail-Verkéier duerchsichen. An der Schwäiz huet d'Koordinatiounsstelle zur Bekämpfung der Internetkriminalitéit, KOBIK, gesot, de Staat sollt sech op dësen Ozean vum Darknet konzentréieren, amplaz kleng Fësch am Google ze sichen.

Mir fäerte genausou wéi d'Kollegen alleguerten hei, dass dës Mesure just e Pretext ass, fir an déi privat Messagen eranzekommen. Dee Kampf géint Kannerpornografie, genausou wéi fréier emol géint Terrorismus a géint aner Saachen, gëtt benotzt als Trojanescht Päerd, fir no an no ëmmer méi d'Recht op privat Kommunikatioun ze liquidéieren. Dës Initiativ

bréngt näischt am Kampf géint kriminell Pedophiler. D'EU gëtt mat dësem Projet definitiv zum „Weltmaartführer vun der Massenüwerrwachung“, wéi bal 40 Biergerrechtsorganisationen et schonn am Mäerz an engem offene Bréif formuléiert hunn.

Och dëst gouf schonn zitéiert: Dem Däitsche Kannereschutzbund geet dës Initiativ ze wäit. De Joachim Türk vum DKSB sot, dës Pläng wieren onverhältnisméisseg an onnéideg. Net Messenger ass de Feind, deen et ze bekämpfe gëtt. D'Recht op Anonymitéit muss souwuel am éffentleche Raum wéi och am Internet sécher gestallt ginn.

Schonn 2009 hat d'Ursula von der Leyen, deemools däitsch Familljeministerin, verschidde Biergerrechtsbeweegunge mat hirem „Zugangserschwerungsgesetz“ op d'Barrikade bruecht. De Kai Biermann hat deemools op „Zeit Online“ geschriwwen: „Selbstverständlich braucht es Wege, die Verbreitung von Misshandlungsdokumenten zu verhindern [...]. Aber es braucht doch bitte wirksame Wege, die nicht auch noch den Ruch haben, Grundrechte auszuhebeln.“

Natierlech muss de Fleau vun der Pedopornografie och konkret bekämpft ginn duerch Grenzkontrollen, duerch eng besser Definitioun am Code pénal, duerch eng Bekämpfung vum Sextourismus – e ganz wichtege Punkt – an duerch Preventioun. Dat ass dat, wat mer muss maache géint dee Fleau. Mee dat heiten ass e Virstouss vun der EU-Kommissioun, mat deem kee vun eis heibannen – an ech si frou doriwier – ka liewen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'éischt soen ech och dem Här Clement an dem Här Mosar Merci fir dës Heure d'actualité respektiv dësen Debat, dee wierklech immens wichteg ass an och immens emotional gedroen ass. Ech mengen, do schéngt et e gewëssene Konsens heibannen ze ginn.

Jo, déi Zuel 85 Milliounen ass bei mir och hänkebliewen, genee wéi beim Här Mosar. 85 Milliounen Fotoen a Videoen wieren also am Joer 2021 signaléiert ginn, wat Pedopornografie ugeet. Dat ass effektiv eng erschreckend Zuel. A wéi ech dës Zuel virun e puer Woche fir d'éischt an engem Podcast héieren hunn, hunn ech misse stoppen an zrëckpullen, fir se nach eng Kéier ze héieren, well ech et effektiv den éischten Ament net konnt gleewen. An de Phenomeen wär weider amgang ze wuessen, voire ze explodéieren um Internet.

Dee sougenannten Chatcontrol, deen d'EU-Kommissioun probéiert anzeféieren, berout dann op enger gudder Intentioun: d'Bekämpfung vun der Pedopornografie. Duerfir muss ee sech natierlech all d'Moyene ginn, déi zur Verfügung stinn. Mee wéi géif de Fransous soen: „L'enfer est pavé de bonnes intentions.“

M. Roy Reding (ADR) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Well dee Moyen, deen d'EU-Kommissioun hei proposéiert, ass soss näischt wéi eng generaliséiert Verletzung vum Grondrecht op Privatsphär. Et geet an d'Richtung vun engem Generalverdacht.

Ëm wat geet et hei? Sollt dës europäesch Legislatioun esou duerchkommen, müssen d'Messengerdëngschter wéi déi vun de grouse sozialen Netzwierker zum Beispill d'Messagë vun de Leit duerchkämmen, fir

suspekt Contentuen ze detektéieren, déi eppes kéinte mat Pedopornografie ze dinn hunn. Gëtt eppes fonnt, gëtt et un eng speziell geschaaften Agence weiderginn. D'Messengeriedéngschter, déi also soss verschlëselt sinn, soudass just déi Persounen, déi matenee schreiwen, gesinn, wat geschriwwen gouf, ginn also gefiltert a riskéieren, vun anere Persounen kënnen gelies ze ginn, well dat ass an der Essenz dat, wat d'Europäesch Kommissioun proposéiert. Dat ass fir eis en absoluten No-Go!

Déi Kontroll soll direkt um Handy vun de Benotzer stattfannen duerch en automatiséierte Filter. Eisen eegenen Telefon gëtt also zu engem Outil, deen eis souzesoen iwwerwaache kann. Et ass awer bekannt, dass esou Filteren och Feelerquoten hunn, och dat gouf schonn haut ernimmt. E sougenannte falsche Positiv kéint an dësem Fall ganz schlëmm Auswierkungen hunn, well Kritiker vum Projet soen, dass ganz vill falsch Positiv ze erwaarde sinn. Éischters riskéiert eng Police, déi schonn am Souseffectif hei zu Lëtzebuerg ass, nach méi Aarbecht ze kréien. An zweetens kënnen Leit, déi sech näischt virzegeheien hunn, fälschlech a Verdacht geroden.

M. Roy Reding (ADR) | Ah oui!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Här President, et ass emol net sécher – och dat gouf scho gesot –, dass dat Scanne wierklech eppes géif bréngen, well Kritiker soen, dass déi concernéiert kriminell Leit ganz schnell op aner Outilen oder Plattformen eriwerginn, déi schwéier oder nach guer net ze iwwerwaache sinn, a virun dëser Kontroll géingen eebe flüchten.

Amplaz also d'Kanner ze schützen, riskéiert dës Propos, d'Kanner an hirer Fräiheet anzuschranken an hir Entwécklung, hir Entfalung ze schwächen, well och d'Kanner Affer vun dësem generaliséierte Fligae wäerte ginn. Si verléieren och d'Méiglechkeet, sécher an onbekëmmert um Internet ze kommunizéieren. Wéi kann et sinn, dass mer seriö iwwer esou eppes diskutéieren? D'Kontroll duerch d'EU direkt um ee-gene Gerät, dat sinn Zoustänn bal wéi a China!

Et kann net sinn, dass den Zweck d'Mëttel justifiéiert. Esou wichteg wéi de Kampf géint d'Kannerpornografie ass, en dierf net benotzt ginn, fir eng systematesch Kontroll vun der Kommunikatioun tëscht de Leit ze organiséieren. Mee genau dat ass awer mat dëser Proposition amgaangen ze geschéien.

Als Lénk fuerdere mer d'Regierung op, sech géint dës Proposition ze wieren. Et handelt sech fir eis ëm eng gravéierend Derive, ëm e Schratt a Richtung Kontrollstaat. A mir sinn averstan mat verschiddene Virriedner hei ze soen, dass u sech de Kampf géint Pedopornografie éischer eng gesellschaftlech Fro, eng Fro vun: „Wat seet dës Problem iwwer eis Gesellschaft och aus?“, an am Endeffekt méi eng Fro vu Preventioun ass wéi, wéi ee vun de Virriedner et gesot huet, wéi mer mat digitale Kompetenzen kënnen op dës Problem awierken.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Ech hat hei nach eng kéier den Här Sven Clement stoen, mee dat schéngt ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dat geet, mengen ech, net, wann ech an der ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dat mengen ech och. Dat war ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dir hutt dem Här Jans haut op RTL nogelauschert, dee gemengt huet, et misst ee mech klonen. Mee esou wäit si mer nach net.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Do si souguer ech sprachlos.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Ça promet, ça promet.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou, da si mer ganz frou, dass mer d'Madamm Justizministesch elo virun eis hunn. Madamm Justizministesch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Merci och dem nach net gekloonten Här Clement an dem Här Mosar, fir dat heiten op den Agenda gesat ze hunn. Et ass e Sujet, dee mech natierlech extreem tirailléiert. D'Stéphanie Empain huet et virdu gesot, et ass wierklech eppes, wat am Mëttelpunkt vun der Aktioun vun dëser Regierung steet, de Kampf fir déi Vulnerabel. An déi Vulnerabelst ënner eis, dat sinn nun emol d'Kanner. A wat kann een engem Kand Schlëmmeres undoen, wéi et sexuell ze mëssbrauchen, Fotoen dovun ze maachen, Videoen dovun ze maachen an déi och nach ze diffuséieren? Ech ka mer jiddefalls näischt méi Schreckleches virstellen. An et géllt, dat mat alle Moyenen, déi mer hunn, ze bekämpfen!

Mir wëssen och, dass et eng ganz héich Donkelziffer gëtt vun deenen Abusen. A mir wëssen och, dass déi digital Welt an deem heite Fall natierlech net hëlleft. Au contraire: Et spillt géint d'Kanner, et spillt géint d'Enquêteuren, well extreem vill Material och iwwert dee Wee verbreet gëtt.

Duerfir fannen ech et ëmsou méi bedauerlech, dass d'Diskussioun ronderëm déi Initiativ hei vun der Europäescher Kommissioun fir ze probéieren, sech op europäeschem Niveau nach besser ze concertéieren, sech e bessere Kader ze ginn, eigentlech guer net méi ëm dat geet, wourëms et eigentlech sollt goen, dat heescht de Kampf géint de Mëssbrauch vu Kanner an d'Material, wat do ronderëm hänkt, mee dass se sech just nach ëm eppes aneres dréint, dat awer och elementar ass, an zwar de Schutz vun eiser aller Privatsphäre.

An natierlech gëtt et och ganz vill positiv Aspekter an där Propos. An déi ginn och vergiess an där heiten Diskussioun, net elo hei, mee ech mengen, am grouse Raum dobaussen. An dat ass notament eeben dat, dass eng europäesch Agence soll constituéiert ginn, wou en Opferschutz soll ugebuede ginn, wou och europäesch Prozedure solle kënnen agefouert ginn, fir géint dat heite virzegoen, well et ass nëmme vernetzt op europäeschem Niveau, wou mer kënnen dergéint virgoen, well mer wëssen, dass et eeben och duerch dat Digitaal ganz einfach ass, iwwert d'Grenzen eraus zesummenzeschaffen.

Nawell bleift, dass déi Propos, wéi se um Dësch ass, extreem problematesch ass. Dir hutt et alleguerten ënnerstrach: Se schéisst einfach iwwert d'Zil eraus, well dat, wat hei um Dësch läit, dat kënn eigentlech deem no, fir all Echange, deen tëschent zwou Persounen existéiert, kënnen op eng gewëssen Aart a Weis ze kontrolléieren.

Mir wëssen, dass déi Verschlüsselung an den Chatten eis Enquêteure viru grouss Erausforderung stellt. Mee do schwätze mer awer vu Fäll, wou eng Infraktioun virläit, wou e Fait existéiert a wou een op Basis vun deem Fait eng Enquête mécht. Wat hei virläit, dat ass u sech eng generaliséiert Fuerderung, fir alles ze kontrolléieren, wat diffuséiert gëtt, och ouni dass e Fait concret virläit. An dat schéisst natierlech iwwert d'Zil eraus.

Duerfir ass och d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung déi, dass mer gären hätten, dass d'Propos an deem Sënn verbessert gëtt, dass d'Prinzipien, wéi se souwuel an deene verschiddenen internationale Konventiounen stinn, wéi och vun deenen europäesche Gerichter, sief et vum Europäesche Mënscherechtsgerichtshaff oder vun der Cour de justice de l'Union européenne, festgeschriwwen goufen, awer och hei en compte geholl ginn an och respektéiert ginn.

A jo, d'Stéphanie Empain huet et notament gesot, d'Fro vun der Verhältnismëssigkeit ass natierlech eng, wou ee sech muss iwwerwinnen, fir se hei opzuerwerfen, well wat ass verhältnismëssig, wann een doriwwer schwätzt, dass Kanner abuséiert ginn? Mee ech hunn awer gréisst Bedenken, dass et eng Verhältnismëssigkeit gëtt, wa potenziell all Echange vun all Bierger kann ouni Grund, dee virläit, gekuckt ginn. An duerfir ass dat och eppes, wou mer weider gären Develloppementer a weider Aarbechten dorobber hätten.

Mir hätten och gären, dass de Service juridique vum Conseil eis ..., also net eis, en Avis zu där heiter Propos ausschafft. Et gëtt och en Avis gefrot vun der Europäescher Dateschutzkommissioun. Och dat ass wichteg, dass et vun deenen Aspekter hier beliicht gëtt. Well eigentlech, esou wéi d'Propos elo hei virläit, ass jo net virgesinn, mat wéi enger Technologie dat soll gemaach ginn. Et ass jo déi faméis neutral Technologieapproche, fir och kee klenge Fournisseur ze benodeelegen, dass och deemno wéi kann eng Hëllef gebuede ginn op europäeschem Niveau, fir eebe Schlüsselen oder aner Instrumenter unzebidden, soudass et extreem schwierig ass, iwwert d'Technologie, déi dann herno ..., déi, souwäit ech dat weess, net existéiert, mee doriwwer ze urteelen, wéi eng Technologie dat dann en fin de compte wier.

Da kënn natierlech nach dobäi, dass, wann et dann dozou kéim, dass dee Schlüssel géif opgehuewe ginn, op eng Aart a Weis oder op eng aner, dat natierlech kann zu all deenen Abuse féieren, déi vill vun Tech virdrun opgezeechent hunn. An dat ass eppes, dat muss mer evitéieren. Well mir wëssen, dass esou Faillen, déi existéieren, natierlech net just deenen zeguttkommen, déi am Sënn vum Gudde schaffen, mee dass déi natierlech och deenen zeguttkommen, déi schlecht Intentionen hunn. Dat muss verhënnert ginn.

Et kann och net sinn, dass et mam absolutt legitime But, géint de Mëssbrauch vu Kanner virzegoen, herno géif ausgeweit ginn op ganz vill aner Infraktiounen. Och dat ass eppes, wat ee muss natierlech considéréieren a wat och an deem heite Kontext Suerge mécht.

(*M. Fernand Etgen reprend la présidence.*)

An dann deelen ech och dat, wat och vu ville vun Tech gesot ginn ass, dass ech net dru gleewen, dass, wann dat heiten en place wier, et dann esou wier, dass weider géif iwwert déi Moyenen dat Material verbreet ginn, well mer wëssen, dass d'Kriminalitéit sech ëmmer seng Weeër sicht an et och haut schonn aner Moyene gëtt, wéi eeben iwwer Linken ze fueren, déi da jo souwisou net kéinten iwwerpréift ginn, fir sech dat selwecht Material zoukommen ze loossen, soudass och d'Zil net erreecht géif ginn, wann een dat heite géif maachen. An aus all deenen Ursachen ass dat och de Positionnement, dee mer an de Verhandlungen op europäeschem Niveau verrieden.

Ech kann Iech awer och soen, dass et allgemeng ganz vill Skepsis gëtt bannent dem JAI-Conseil, wat déi heite Propos ubelaangt, dass extreem vill Froe gestallt ginn, dass eeben all déi Froen elo mussen eng no där anerer gekläert ginn, notament eeben déi, dass mer de Conseil erunzéien, dass mer

d'Dateschutzkommissioun erunzéien, well mer do wierklech och nach eng Kéier mengen, Munitioun ze kréien. An da sinn ech iwwerzeegt, dass mer hei en Text herno erauskréien, deen net méi deen ass, wéi en ursprénglech op den Dësch geluecht gouf.

Dat verhënnert awer eppes net: Dass mer weider mussen alles drusetzen, fir géint de Kanneremëssbrauch virzegoen. Natierlech leeft dat an éischter Instanz iwwert d'Sensibiliséierung. Do ass d'Carole Hartmann och am Detail dorobber agaang, wat et haut scho vu verschiddene Mesuren gëtt, wéi schon deem entgéintgewierkt gëtt. Well dat eent ass jo natierlech, dass d'Kanner Bescheid wëssen, wéini se kënnen agéieren, u wee se sech kënnen wenden. Dat anert ass, wann aner Leit op Material falen. Den Numm vu BEE SECURE ass méi wéi eng Kéier gefall. Dat ass eng Instanz, déi mer hunn, déi wichteg ass an déi et och weider géllt ze ënnerstëtzen.

Dann ass et awer esou, dass et effektiv Faite gëtt, dass déi Faiten och haut schon existéieren, dass et déi am digitalen an am analoge Beräich gëtt an dass mer natierlech alles musse maachen, fir d'Enquêteuren uerdentlech ze ekipéieren, virun allem emol en terme Personal, fir do dergéint virzegoen. Ech war zejoert mam Henri Kox bei där zoustänneger Sektoun vun der Police an doropshin ass schonn déi Sektoun vum Här Kox verstärkt ginn – och dat ass scho gesot ginn – ëm dräi Persounen. Et sollen nach dräi weider Enquêteuren dëst Joer derbäikommen, also Persounen derbäikommen, fir den Enquêteuren ze hëllefen, wat och wierklech extreem, extreem wichteg ass.

An et ass och, andeems mer ëmmer erëm an deem heite Plenum an op anere Plazen doriwwer schwätzen, sensibiliséieren, erklären, wat geet, wat net geet, an erklären, wéi wichteg et ass, dass een hei keng Toleranz huet, wou mer och deen Dossier weiderbréngen. Dofir soen ech Iech e grouse Merci fir déi Diskussioun vun de Mëtten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos der Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kënnen eise Punkt awer net ofschléissen, ouni eis ëm d'Motiounen ze bekëmmere. Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Sven Clement deposéiert ginn ass a wou gefrot gëtt, sech zu engem digitale Bréifgeheimnis ze bekennen. Wëllt nach een zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Madamm Stéphanie Empain.

Motion 1

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmoos merci, Här President. Jo, mir hunn déi Motioun analyséiert. Ech géif och elo net soen, dass se guer net akzeptabel wier, mee mir hu jo eng aner Motioun deposéiert, déi eis vum Wording hier eigentlech vill besser gefält. An eiser Motioun schwätze mer allgemeng vun den Droits fondamentaux. Dorënner fällt och definitiv d'Bréifgeheimnis. Dat heescht, op deem Punkt ass kee groussen Ënnerscheid, soen ech emol, do geet eis Motioun vläicht souguer nach en Tick méi wäit.

Wourunner ech mech de Moment e bësselche stéieren, ass déi Saach, dass mer komplett ausschléissen, an Zukunft iwwerhaupt an iergendenger Form iergend e Screening ze maachen. Esou wéi ech déi Situation och de Moment analyséieren, si mer, wa mer reng just op d'Policearbecht ginn ... egal wéi vill Leit mir nach do rekrutéieren an opstocken, wäert d'Policearbecht um Terrain ni eleng en mesure sinn, der Problematik wierklech gerecht ze ginn.

Wat elo dertëscht un technesche Méiglechkeeten nach dran ass ... an do waarden ech dann och op déi Avisen, déi d'Madamm Tanson ugeschwat huet, wat den Dateschutz ubelaangt. Ech ka ganz schlecht ofschätzen, wat et do un techneschen – ech soen emol – Tëscheléisungen iwwerhaupt gëtt. An dofir géif ech zu dësem Zäitpunkt de Wording, dee mir an eiser Motioun proposéiert hunn, bevirzugen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Dann huet den Här Roy Reding d'Wuert gefrot.

M. Roy Reding (ADR) | Jo, merci, Här President. Aus genau deenen Ursachen, déi d'Madamm Empain elo genannt huet, si mir fir d'Motioun vum Här Mosar a vum Här Clement. Déi Motioun, déi hei abruecht ginn ass vun de Majoritéitsparteien, ass Gummi. „Les droits fondamentaux“, „les droits fondamentaux“ si garantéiert duerch eis Verfassung. Mir hunn e Bréifgeheimnis, mir hunn och en digitaalt Bréifgeheimnis. An dat steet net zur Dispositioun. An e Screening vu Messagen tëscht Privatpersounen kënn net a Fro!

Duerfir hu mir e Justizsystem, dee virgesäit, dat en Untersuchungsriichter kann eng Ordonnance huelen, kann eng Perquisitioun maachen, dat Saache kënnen saiséiert ginn. Mee et kann dach net sinn, dat de Bierger am Alldag iwwerwaacht gëtt! Dat ass einfach eppes, wat net kann zur Dispositioun stoen. An d'fir ënnerstëtze mir als ADR d'Motioun vun der CSV a vun de Piraten.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. Dann huet den Här Laurent Mosar d'Wuert gefrot.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wollt eigentlech op déi zwou Motiounen dann och agoen. Fir d'éischt natierlech déi vum Kolleeg Clement a vu mir selwer an dann déi, déi elo d'Majoritéit hei eraginn huet.

Also ech muss Iech soen, an den Här Reding huet dat eigentlech richtegerweis ënnerstrach: Déi Motioun vun der Majoritéit ass eng generell. Ech hunn iwwerhaupt kee Problem, dat ze ënnerstëtzen, wat an där Motioun do steet.

Allerdéngs fannen ech déi weesentlech Punkten – an ech hunn och elo gemengt gehat, nodeem ech all d'Riedner hei héieren hat, et géife verschidde Punkte ginn, mat deene keen hei an deem Haus kéint d'accord sinn, nämlech d'digitaalt Bréifgeheimnis opzeweichen an e systematesche Screening ze maachen – awer net doranner erëm. An dat ass d'ailleurs esou oft de Fall: Hei kënn d'Oppositioun ganz oft mat prezise Motiounen, wou se eppes Prezises freet, an da kënn d'Majoritéit, verwässert dat a kënn mat esou allgemenge Statementen, déi gutt kléngen, mee déi net konkret sinn.

Ech géif Iech eppes proposéieren: Kënnen mer net einfach d'Motioun vun der Majoritéit huelen an déi zwee Dispositiounen vum Här Clement a vu mir dobäisetzen. Dann hu mer eng Motioun, déi komplett ass, an ech mengen, do kéinte mer alleguerten dermat liewen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. Dann huet den Här Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also als éischt emol sinn ech e bëssen erstaunt, wann d'Madamm Empain seet, dat an der Motioun vum Här Mosar a vu mir net iwwer Grondrechter geschwat

géif ginn, well den éischte Considerant schwätzt vun der Grondrechtscharta an deen zweete schwätzt vun eiser Verfassung. Also ech mengen, méi héich kënnen mer d'Grondrechter net hänken an enger Motioun. Dat als éischt emol gesot.

Dat Zweet, mengen ech, huet den Här Mosar ganz richtig gesot. Also mat Ausnam vun engem Considerant kann ech ganz gutt domadder liewen an ech ka se matstëmmen, well et ass esou generique, dat, mengen ech, jiddweree se ka matstëmmen.

Warscheinlech géif souguer d'Europäesch Kommissioun se matstëmmen, déi déi Propos hei deposéiert huet, well d'Europäesch Kommissioun behaapt och, dat hir Dispositiounen d'Droits fondamentaux géife respektéieren, proportionell wäer par rapport zum Objectif recherché an natierlech och d'Jurisprudenz vun der Cour géife respektéieren. Well wa se dat net géife behaupten, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da kéinte se et dach net deposéieren. D'Europäesch Kommissioun kann dach net higoen a soen: „Mir deposéieren hei en Text, wou mer wëssen, dat e géint eis Droits fondamentaux geet, dat e keng Proportionalitéit huet an dat e géint d'Jurisprudenz vun der Cour de justice geet.“

Also ganz éierlech, dat heite seet just aus, wat d'Europäesch Kommissioun souwisou gesot huet dee Moment, wéi se den Text deposéiert huet. Deementspriedend, ech kann et matstëmmen, et ass Wischiwaschi. A ganz éierlech, de leschte Considerant, deen Der maacht: „soulignant l'engagement du Grand-Duché de Luxembourg en matière de protection des données, tant au niveau national qu'international“, do liesen ech awer ganz vill Artikelen an der internationaler Press bei „Politico“, bei „Luxembourg Times“, wou deen Engagement awer ëmmer mat engem groussen Asterisk versi gëtt. Also deementspriedend, ech kann et matstëmmen, ech gleewen et just net ganz.

Dat Zweet: Wann Der dem Här Mosar a meng Motioun net wëllt stëmmen, da sot Der ganz kloer heibannen, dat Iech déi zwee Invitten, sech kloer zu engem digitale Bréifgeheimnis ze bekennen, also eppes, wat am Analogem ..., wou keen heibanne géif op d'Iddi kommen, et am Analogem a Fro ze stellen. Kee vun Iech kënn op d'Iddi, d'Bréifgeheimnis a Fro ze stellen, mee am Digitalen, jo, vläicht dann awer, wann et géint d'CSAME geet, da maache mer et awer. Ma bekennt Iech dozou! Huel den Invite mat an Är Motioun eran! Do hunn ech kee Problem dermat.

An dann, sech géint de Screening anzusetzen: Wie mengt, dat et iergendeng technologesch Léisung géif ginn, iergendeng, déi grondrechtskonform kann Texter screenen, ouni dat d'Bréifgeheimnis violéiert géif ginn, ouni dat eis Droit-fundamentale géife violéiert ginn, ma dee gleeft och nach un de Kleeschen! Also deementspriedend, ween dorunner gleeft, dee soll eis Motioun ofleenen, da si mer séier fäerdeg.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann huet d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir hätten ee klengen, ganz klengen Problem mat där éischer Motioun. Mee deen ass awer wierklech esou minim, dass mer se natierlech matdroen. Dat ass deen, dat hat ech dem Här Clement och gesot, wou steet: „net gänzlich aushielegen“. Mir hunn do bal draninterpretéiert, dass een d'Grondrechter zum Deel kéint aushielegen. Mee mir hunn awer verstanen, dass et net dorëms geet. An dofir droe mer natierlech déi hei Motioun ganz gäre mat.

An ech ka mech och wierklech just wonneren, wéi d'Kolleegen hei ..., iwwert déi Argumentatioun op där



anerer Säit vum Raum, wou erëm eng Kéier esou gemaach gëtt, wéi wann hir Motioun alles dat géif soen, wat an där heiter drasteet, wat absolutt net de Fall ass.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | D'Droits fondamentaux stinn natierlech och hei dran an e kloert Bekenntnis zu engem digitale Bréifgeheimnis steet an hirer Motioun esou net dran. Also ech mengen, dat ass awer e fundamentalen Ennerscheid. An do gesäit een erëm eng Kéier déi Spillercher, déi awer dann hei gespillt ginn, fir net mussen déi Motioun matzedroen.

Deemno, mir droen déi éischt Motioun mat. Mir droen d'Motioun vun der Majoritéit och mat, well se effektiv esou wéineg ausseet, dass se absolutt net problematesch ass.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Et ass och iwwerhaupt keen Engagement, et ass nëmmen normal, dass d'Regierung sech engagéiert, eng Solutioun ze fannen, déi d'Droit-fundamentallen an esou weider respektéiert. Dat ass den absolutte Minimum! Dat ass iwwerhaupt net problematesch.

Ech weess emol net, wou do den Engagement ass. An d'ailleurs froen ech mech: Wann déi Solutioun, déi do soll erauskommen, „pour une solution qui améliore“ an esou weider, net sollt dobäi erauskommen aus deenen Diskussiounen, wat dann? Wat mécht d'Regierung dann? Dat géif ech och gäre wëssen. Wann déi Konditiounen, déi Tireten do net respektéiert géife ginn, géif ech gäre wëssen, wat d'Regierung deen Ament da géif maachen, wann dat doten net esou dobäi géif erauskommen bei den Diskussiounen.

Bref, mir droen déi zwou mat. Ech géif mech och freeën, wann dem Här Clement seng Proposition – oder ech weess net méi, wien et elo hei proposéiert hat ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Den Här Mosar.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | ... géif diskutéiert ginn, ob dann effektiv déi Tirete vun der éischter Motioun an déi drëtt Motioun kéinte mat agebaut ginn. Dat wär jo nach besser.

Villmools merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Da geet d'Wuert zréck un d'Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci, Här Président. Ech mengen, et huet och kee Wäert, dass mir elo nach laang Pingpong spillen. Ech hunn Iech am Fong geholl erkläert, wat eis Bedenken dermadder sinn, eis elo esou festzeleeën, dass een iwwerhaupt ..., dass een an Zukunft, egal wat fir eng technesch Méiglechkeete géifen opkommen ... Dir sot: Et ass net dran. Déi Sécherheet hunn ech hei zu dësem Zäitpunkt net. Ech géif ganz gären ofwaarden, wat déi Analysen, déi elo mat Sécherheet nach wäerte kommen, erginn.

An ech wollt och nach eng Kéier soen: Wann Dir sot, dat ass absolutte Wischiwaschi an dat ass esou, wéi wann d'Kommissioun hei en Text deposéiert hätt, wa se ganz genau wéisst, dass se do géif géint d'Droits fondamentaux ...

(Interruption)

Jo. De Fakt ass awer, dass se genau dat de Moment gemaach huet. A wa mir d'Regierung opfuerderen ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dat ass Är Interpretatioun an dat ass meng Interpretatioun vun Är Motioun.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Jo, voilà. Bon. Et ass meng Interpretatioun vun der Saach, dass d'Kommissioun hei vill ze vill wäit gaangen ass, dass se hei en Text virgeluecht huet, dee vill ze vill wäit gaangen ass, deen och net en ligne ass mat der europäescher Rechtssprechung, net mat den Droits fondamentaux. An et ass eise Wonsch, dass mer an den zukünftigen Diskussiounen genau déi dote Punkten uschwätzen an dass mer net einfach ecartéieren, dass mer hei e Problem ze léisen hunn, dee mer net einfach esou mat Polizeiarbecht wäerte geléist kréien.

Mir wëssen net, wat déi Diskussiounen an Zukunft bréngen. Mir mussen eis ganz staark derfir asetzen, dass déi Propos, wéi se hei um Dësch läit, net wäert duerchkommen, mee mir kënnen awer net alles ausschléissen a maachen, wéi wa mer de Problem einfach esou géife geléist kréie mat deene Moyenen, déi mer de Moment zur Verfügung hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Ech mengen, da kënnen mer elo iwwert d'Motioun Nummer 1 ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 1 ass mat 29 Jo-Stëmmen géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Octavie Modert (par M. Paul Galles), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Cloener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Wëllt nach een zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Da komme mer zum Vott vun der Motioun Nummer 2.

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote ...

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat ass déi falsch, Här President. Et war elo déi vun der Regierung.

M. Fernand Etgen, Président | Ech hat elo d'Motioun Nummer 2, an dat ass déi, déi vum Sven

Clement deposéiert ginn ass, well dat anert ass d'Motioun Nummer 3.

M. Laurent Mosar (CSV) | Mir hunn awer elo iwwert déi dote geschwat. Mir hunn iwwert d'Motioun 1 an d'Motioun 3 geschwat.

M. Fernand Etgen, Président | Jo.

M. Sven Clement (Piraten) | D'Majoritéit huet dat net matkrit.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Iwwer wat stëmme mer of, Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Da musse mer frësch ufänke mat ofstëmmen. Da musse mer dee Vott do annulléieren.

(Le vote sur la motion 2 de M. Sven Clement est annulé.)

Motion 3

An da komme mer bei d'Motioun Nummer 3. Fir mech kënnst no der Motioun Nummer 1 d'Motioun Nummer 2 an dann hätte mer kënnen iwwert d'Motioun Nummer 3 ofstëmmen, fir keen Duerjerneen ze maachen.

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar (CSV) | Iwwer wat stëmme mer elo of, Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Ma esou, wéi Dir et gären hätt, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Majo, wat hätt ech da gär?

M. Fernand Etgen, Président | Da stëmme mer elo iwwert d'Motioun Nummer 3 of.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech sinn net sécher, ob Dir ... Et geet jo hei ...

M. Fernand Etgen, Président | Dir gesitt net, wéi fei mir mat Iech sinn.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ma Dir sidd ganz ... Här President, mir hunn iwwer zwou Motiounen hei geschwat, déi éischt vum Här Clement a vu mir. D'Regierung huet eng änlech gemaach, dat ass d'Motioun Nummer 3.

M. Fernand Etgen, Président | Här Mosar, kommt, mir verléiere keng Zäit!

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat heescht, wann ech elo richtig verstinn, stëmme mer elo iwwert d'Motioun Nummer 3 of.

M. Fernand Etgen, Président | Kommt, mir stëmme elo iwwert d'Motioun Nummer 3 of.

M. Laurent Mosar (CSV) | Voilà! Ok, oui, oui.

Vote sur la motion 3

M. Fernand Etgen, Président | D'Ofstëmme fänkt un, Motioun Nummer 3. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 3 ass mat 55 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Diane Aehm), Mme Octavie Modert (par M. Paul Galles), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff

(par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mme Viviane Reding ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Motion 2

Da komme mer no der Motioun 3 zur Motioun Nummer 2. Wëllt nach een d'Wuert zur Motioun Nummer 2 ergräifen? D'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech fänken emol un. Et si jo méi Ressourcen, déi hei betraff sinn. Ech géif dann och elo ausdrécklech just zum Volet schwätzen, deen elo d'Sécurité intérieure betrëfft. Mir sinn eis eens, dass mer do ..., also mat der Zilsetzung si mer komplett an der Rei. Et ass scho staark opgestockt ginn. Mir sinn och ganz d'accord mam Constat, dass mer weider mussen opstocken.

Ech hätt elo eng Präferenz derfir gehat, wann een hätt kënnen draschreien „weider personell opzestocken“, mee dat ass awer elo just en Detail. Et geet hei ëm d'Tatsaach, dass mer einfach eng Kéier festhalen, dass mer schonn Efforten an déi Richtung gemaach hunn an dass mer déi Efforten awer sollen op alle Fall weiderféieren.

Ech wollt dann och nach eng Kéier soen, dass mer eben dat doten och schonn an der Kommissioun thematiséiert hunn, dass et e ganz wichtege Sujet ass an deementspriedend och deen doten Turet elo wierklech net op daf Ouere stéisst.

Voilà, fir de Rescht kann ech awer och nach ëmmer proposéieren, fir e bësse méi an den Detail ze goen, dass mer dee Sujet ganz gären och nach eng Kéier kéinten zu engem spéideren Zäitpunkt, wa mer nei Daten hunn, respektiv wa mer nei Informatiounen hunn, wat déi Cellule ubelaangt, wat de Rekrutement vum Personal ubelaangt, an der Kommissioun beschwätzen. Voilà.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. Den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Mir haten eng Rei vun Ännerungen un der Motioun vum Här Clement proposéiert. Déi sinn och berücksichtig ginn. Ech wollt vläicht nach suggeréieren, dass mer déi selwecht Terminologie géifen iwwerhuelen, wéi se am Considerant steet, „eng Ulafstell“ ze formuléieren amplaz „eng Websäit an eng Hotline“. Bon, dat ass eng Suggestioun. Mir kënnen och mat där anerer Formulatioun liewen, mee et wär vläicht besser, wa mer zweemol dee selwechte Begrëff hale géifen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann huet den Här Mosar d'Wuert gefrot.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci. Ech hunn zwar elo, muss ech éierlech soen, net ganz richteg verstane, wat d'Madamm Empain eigentlech wollt. Beim Här Di Bartolomeo war et méi kloer. Dir sidd mat där

Motioun d'accord. Mat deenen zwee klenge Changeementer kann ech perséinlech ouni Problem liewen. A wann ech dann dovun ausginn, si mer alleguer an deem Haus d'accord an da kéinte mer à main levée driwwer ofstëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion 2 modifiée

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

– dass BEE SECURE schonn Trainings fir Grondschoulen (ab dem Cycle 2.2) a Lycéesklassen op fräiwëlleger Basis ubitt;

– dass BEE SECURE op hirer Websäit Informatiounen zu den Theemen CSAM („child sexual abuse material“), Grooming, Sextorsion ubidden;

– dass 2020 4.022 Fäll vun CSAM bei BEE SECURE gemellt goufen an dovunner 2.410 als illegal agestuuft gi sinn an un d'Police weidergerecht goufen;

– dass Affer vun CSAM, Grooming oder Sextorsion sech kënnen un d'Police wanne an och deelweis kënnen direkt iwwert den E-Commissariat e Fall signaliséieren;

– dass Persounen, déi gefäerdet sinn, zum Täter ze ginn, eng Ulafstell brauchen, wou si onkomplizéiert a séier un Hëllef kommen.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– fir d'Schoule weider an deemem Beräich ze sensibiliséieren a si bei der Ausaarbechtung vu preventive Schutzkonzepter ze begleeten;

– fir all d'Schüler ab dem Cycle 4.1 en Training mat BEE SECURE vu mindestens zwou Schoulstonne pro Schouljoer obligatoresch ze maachen;

– d'Unitéit vun der Police judiciaire, déi fir CSAM („child sexual abuse material“) zoustänneg ass, wieder personell opzestocken, hinnen déi néideg Formatiounen a Weiderbildungen unzëbbidde souwéi och dat néidegt Material zur Verfügung ze stellen;

– eng Ulafstell, wou Persounen, déi gefäerdet sinn, zum Täter ze ginn, Informatiounen a preventiv Hëllef ugebuede kréien, unzëbitten a bekannt ze maachen.

(s.) Sven Clement, Marc Goergen, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth.

M. Fernand Etgen, Président | Ass d'Chamber d'accord, fir à main levée ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 2 modifiée

Wie mat der Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass d'Motioun Nummer 2 eestëmmeg ugehooll.

Une voix | Très bien!

5. 7950 – Projet de loi relatif au financement de l'action SuperDrecksKëscht

M. Fernand Etgen, Président | Mir kommen elo zum Projet de loi 7950 iwwert d'Finanzéierung vun der Aktioun SuperDrecksKëscht. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Max Hahn, d'Madamm Cécile Hemmen, d'Madamm Stéphanie Empain, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun deemem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Härren, ech presentéieren Iech elo d'Finanzéierungsgesetz fir d'Aktioun SuperDrecksKëscht. Et geet bei deemem Gesetz ëm d'Regularisatioun vum Kontrakt vum Staat mat deem, deen den Zouschlag krut, fir d'Aktioun SuperDrecksKëscht kënnen ze maachen, nom Gesetz vum 25. Mäerz 2005 iwwert de Fonctionnement an de Financement vun der Aktioun SuperDrecksKëscht.

D'Aktioun SuperDrecksKëscht gouf am Joer 1985 vum Ëmweltministère an d'Liewe geruff, fir eng getrennt Kollekt vun de problemateschen Offäll vun den Haushalter ze assuréieren. Virdu sinn déi Offäll um Tipp oder an der Verbrennungsanlag gelant, wat schlecht fir Mënsch an Ëmwelt ass.

Haut huet d'SuperDrecksKëscht méi Missiounen am Beräich vun dem nationalen Offallplang an der -gestioun, déi an Zesummenaarbecht mam Ëmweltministère, de Gemengen, der Handwerker- an der Handelskummer gemaach ginn, dat natierlech ëmmer mat dem Zil, Offallproduktioun ze vermeiden, Kreeslafwirtschaft respektiv eng effizient Ressourcégestioun ze maachen.

D'Objektiver vun der Aktioun SuperDrecksKëscht sinn d'Gestioun vun de problemateschen Offäll vun den Haushalter, Assistenz a Berodung fir d'Entreprises an déi ëffentlech Acteuren en vue vun enger ekologescher Gestioun vun hiren Offäll, d'Kollekt an d'Gestioun vu klenge Quantitéite vu problemateschen Offäll vun den Entreprises an ëffentlechen Acteuren.

Ënner problematesch Offäll falen zum Beispill Medikamenter, Gasfläschen, Fett, Sprëtzen, Batterien, Kartuschen, Frigoen an esou weider.

Am Joer 2021 huet d'SuperDrecksKëscht fir d'Bierger am Ganzen 3.260,6 Tonne problematesch Offäll kollektéiert, dat heescht 5,14 Kilo pro Awunner. An de leschte 15 Joer ass dës Quantitéit ëm een Drëttel an d'Luucht gaangen.

5.443 Organisme waren der SuperDrecksKëscht fir Betriber am Joer 2021 affiliéiert, wouvunner der 3.387 de Label hunn. E Label kritt de Betrib, wann en en offallwirtschaftlech Konzept och an der Praxis ëmsetzt. Hei gëtt et eng Rei Krittären, zum Beispill d'Ëmsetzung vun de Mesuren, accessibel Sammelstatiounen, eng sécher Lagerung, eng héichwäerteg Offallverwärtung an Entsuegung an esou weider.

D'SuperDrecksKëscht huet also eng wichteg Aarbecht am Kader vun der Offallgestioun hei am Land, op déi ons Bierger a Betriber alleguerten ugewise sinn an déi se och ze schätze wëssen.

Här President, Dir Dammen an Härren, et geet bei deemem Finanzéierungsgesetz ëm d'Regularisatioun vum Kontrakt vum mam Staat mat deem, deen den Zouschlag krut, fir d'Aktioun SuperDrecksKëscht kënnen ze maachen, esou wéi d'Gesetz vum 25. Mäerz 2005 iwwert de Fonctionnement an de Financement vun der Aktioun SuperDrecksKëscht et virgesäit.

Dese Gesetzesprojet gouf deposéiert no der Publikatioun vun dem Avis juridique vun der Cellule scientifique vun der Chamber iwwert d'Interpretatioun vum Artikel 99 vun der Verfassung am Kader vun der Exekutioun vun der Aktioun SuperDrecksKëscht. An hirem Avis ass d'Cellule scientifique zur Konkusioun komm, dass d'Gesetz iwwert d'SuperDrecksKëscht vun 2005 kee Spezialfinanzéierungsgesetz ass, wat awer néideg wär, well de finanziellen Engagement vum Staat iwwer méi wéi ee Joer leeft respektiv méi wéi 40 Milliounen ass.

Mat dësem Gesetz, dat e Plaffong vun 112 Milliounen Euro hors TVA fir d'Period vum 1. Januar 2018 bis den 31. Dezember 2028 virgesäit, soll de Kontrakt also regulariséiert ginn. Par rapport zum Engagement vum 2018 goufe 15 % méi virgesinn, fir der ekonomescher an der demografescher Entwécklung an aneren Imprevue Rechnung ze droen. Et handelt sech, wéi gesot, ëm e Plaffong an et gëtt bezuelt, wat ufält. Op d'Joer gerechent schwätze mer vun eppes iwwer 10 Milliounen Euro fir d'Gestioun vun de problemateschen Offäll vun onse Bierger a Betriber.

Ech komme kuerz zréck op d'Gesetz vum 25. Mäerz 2005 iwwert de Fonctionnement an de Finanzement vun der Aktioun SuperDrecksKëscht.

D'Aktioun SuperDrecksKëscht gouf am Joer 1985 vum Ëmweltministère an d'Liewe geruff. Am Joer 2000 wollten d'Chambre des comptes an d'Cour des comptes d'Facturé fir d'Aktioun SuperDrecksKëscht net méi bezuelen, dat well de Finanzement net konform war zur Legislatioun iwwert d'Kontabilitéit vum Staat, an hunn e Spezialgesetz gefuerdert.

De Regierungsrat huet doropshin e Comité d'accompagnement an d'Liewe geruff mat Vertrieeder vum Ministère de l'Intérieur, der Inspection générale des finances an der Ëmweltverwaltung, déi e gesetzleche Kader proposéiert hunn, eebe grad fir d'Fro vum Finanzement ze klären.

Op Basis vun der Propos vun dësem Komitee huet d'Regierung dräi Joer méi spéit, 2003, e Gesetz deposéiert, fir d'Aktioun SuperDrecksKëscht ze assuréieren an ze finanzéieren. Dat Gesetz ass de 25. Mäerz 2005 hei am Haus uegoholl ginn an d'Basis fir d'Kontrakter vum Staat mat der Firma O.S.L. (ndlr: Oeko-Service Luxembourg) fir d'Perioden 2007 bis 2017 an 2018 bis 2028.

Ech kommen da bei den Avis juridique iwwert d'Interpretatioun vum Artikel 99 vun der Verfassung am Kontext vun der Exekutioun vun der Aktioun SuperDrecksKëscht.

An der Sitzung vum 27. September 2021 vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire vun der Chamber gouf d'Fro vun der Konformitéit vun der Finanzéierung vun der Aktioun SuperDrecksKëscht mam Artikel 99 vun der Verfassung opgeworf, dat heescht, ob en zousätzlecht Finanzéierungsgesetz néideg wär oder net.

Doropshin huet d'Kommissioun der Cellule scientifique den Optrag ginn, en Avis juridique iwwert d'Interpretatioun vum Artikel 99 vun der Verfassung am Kader vun der Exekutioun vun der Aktioun SuperDrecksKëscht ze maachen. Et gongt drëm, zwou Froen ze klären: Éischtens, ob eng Loi spéciale néideg wär, fir d'Aktioun SuperDrecksKëscht ze finanzéieren, an zweetens, ob d'Gesetz iwwert d'SuperDrecksKëscht vun 2005 eng Loi spéciale ass.

Den Avis juridique koom zur Konklusioun, dass éischtens eng Loi spéciale néideg ass, fir d'SuperDrecksKëscht ze finanzéieren, an zweetens, dass d'SuperDrecksKëscht-Gesetz vun 2005 kee Spezialgesetz ass, well kee prezise Montant dra steet. Wéi scho gesot, ass dem Avis juridique no e Spezialfinanzéierungsgesetz ëmmer dann néideg, wann e Kontrakt iwwer méi wéi ee Joer respektiv iwwer 40 Milliounen ass.

D'Cellule scientifique vun der Chamber proposéiert, de Kontrakt nodréiglech iwwer e Spezialgesetz ze regulariséieren, wat mir mat dësem Gesetz maachen.

D'Chamber huet och schonn eemol e Kontrakt, dee schonn ënnerschriwwen war, regulariséiert, dat duerch d'Stëmme vun enger Loi spéciale ex post. Dat war de Fall beim Gesetz vum 25. November 2014

iwwert d'Max-Planck-Institut fir europäescht Recht. Och hei gouf kee Spezialgesetz gestëmmt virun der Signature vum Kontrakt. Dëse Kontrakt fir bis zu 12 Milliounen Euro d'Joer iwwer 30 Joer, also 360 Milliounen insgesamt, gouf hei am Haus nodréiglech regulariséiert.

Dësen Avis juridique gouf den 10. an de 17. Januar 2021 an der Comexbu an enger Jointe mat dem Environnement presentéiert an och diskutéiert. De Gesetzesprojet 7950, deen ech hei presentéieren, gouf doropshin den 18. Januar vun der deemoleger Ëmweltministesch deposéiert.

Och de Staatsrot ass a sengem Avis vum 10. Mee mat der gewielter Demarche averstanen. Si hunn awer fonnt, dass fir d'Joren 2018 bis 2021 déi prezis Depensen hätte solle mentionéiert ginn. An der Kommissioun huet de Ministère eis och d'Montante vun de Bezuelungen, déi se all Joer ënnert dësem Kontrakt duerchgefëiert hunn, presentéiert.

D'Handels- an d'Handwierkerkummer ënnersträchen an hirem gemeinsamen Avis vum 9. Februar d'Wichtigkeet vun der Aktioun SuperDrecksKëscht fir d'Ëmsetzung vun nationalen Offallplang an dem nationalen Nohaltegkeetsplang a si soen och, dass e gudden Fonctionnement vun der Aktioun muss garantéiert sinn.

Här President, Dir Dammen an Hären, dëst Joer an d'lescht Joer huet d'Chamber intensiv um Thema SuperDrecksKëscht geschafft, dat a sechs ganzer Sitzungen. An et ass net just ëm de Volet Finanzéierung gaangen, déi mat dësem Gesetz geregelt gëtt, mee och ëm d'Fro vum Fonctionnement vun der SuperDrecksKëscht. Opgrond vun Artikelen an der Press hunn d'Deputéiert eng Partie Froen opgeworf an déi fréier Ëmweltministesch huet en Audit an Optrag gi par rapport zur Konformitéit zum legale Kader, der Finanzstruktur an der Exekutioun vun der SuperDrecksKëscht.

D'Resultater vum Audit goufen am September zejoert presentéiert. D'Hauptkonklusiounen waren, dass d'Soumissioun vun 2017 konform zum legale Kader gelaf ass, de Kontrakt éischter en faveur vum Staat ass, d'Facturatioun d'Prinzipien, déi am Kontrakt opgestallt gi sinn, respektéiert an de Rekrutementsprozess vun der Firma O.S.L. normal fir eng PME vun dëser Gréisst ass.

D'Auditeuren hunn awer Recommandatiounen fir verschide Verbesserungemaach. Déi Verbesserung si schonn ëmgesat respektiv d'Ëmsetzung sinn en cours:

D'Facturatioun gëtt digitaliséiert. Et ginn eng Partie Kontrakter iwwerkuckt, fir d'Sécurité juridique ze verbesseren. D'Markerechter goufen alleguerten dem Staat iwwerschiwwen. De Suivi vun der Aktioun SuperDrecksKëscht gouf ausgeweit an och op méi Leit verdeelt. De Fonctionnement vum Comité de pilotage gëtt verbessert. Dat gëtt zesumme mat der Handelsan der Handwierkerkummer gekuckt, déi jo och an dësem Gremium dra sinn. Et geet och ëm de Rôle vun dem Comité de pilotage an och de Lien zum Comité d'accompagnement. Ma och aner Sujeten, notamment d'Innovatiounsprojeten, zu deenen den Audit och eng Rei Remarken hat, sinn an dës Aarbechte mat agefloss. Da gouf de Comité d'accompagnement reaktivéiert an nei besat, deen och de Suivi vun der Aktioun SuperDrecksKëscht wäert maachen.

Den Ëmweltministère stoung eis, wéi gesot, a ville Kommissiounen ëmmer Ried an Äntwert. De 17. Januar gouf an der Jointe vun der Ëmweltkommissioun mat der Commission d'exécution budgétaire vsäite vun der Comexbu cloturéiert, dass all d'Froen par rapport zum Audit gekläert wäeren an de Gesetzesprojet an der Ëmweltkommissioun géif traitéiert ginn.

Nodeems mir d'Avisen haten, goufen d'Texter dunn an der Ëmweltkommissioun den 1. Juni duerchgeholl an d'Ëmweltministesch huet zu alle Froen Stellung geholl. Mäi Rapport gouf den 10. Juni uegoholl.

Här President, Dir Dammen an Hären, mat dësem Projet de loi regulariséiere mir d'Finanzéierung vum Kontrakt vun der SuperDrecksKëscht fir d'Period vum 2018 bis 2028, dat nom Avis juridique vun der Cellule scientifique vun der Chamber, déi d'Konklusioun gezunn huet, dass d'SuperDrecksKëscht-Gesetz vun 2005 keng Loi spéciale ass, wéi se vun der Verfassung gefrot gëtt. Mir suivéieren d'Approche, déi vun der Cellule scientifique proposéiert gouf, déi och scho bei der Regulariséierung vum Max-Planck-Institut 2014 applizéiert gouf an och vum Staatsrot approuvéiert gouf.

Domadder garantéiere mir d'Kontinuitéit vun dëser wichtegeger Aktioun, mat där d'Gestioun vu problemateschen a geféierlechen Offäll geréiert gëtt an domadder de Bierger a Biergerinnen, de Betriber an natierlech och der Ëmwelt e wichtege Service liwwert.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporteur François Benoy.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Minister: „Mehr Transparenz macht Politik nachvollziehbar und ermutigt Bürgerinnen und Bürger, sich einzubringen.“

Dat ass en Auszuch aus dem Walprogramm vun déi gréng vun 2018.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Mir kënnen als CSV selbstverständlich mat dëser Fuerderung vu méi Transparenz liewen an där och nëmmen zustëmmen, Madamm Minister. Blouss, dësen Dossier ass fir eis e Paradebeispiel vun Intransparenz an dovun, wéi een eigentlech Biergerinnen a Bierger an d'Politikverdrossenheet dreift.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | D'Chamber soll haut iwwer e Gesetzesprojet ofstëmme, fir e Kontrakt tëschent dem Staat an der Firma O.S.L., dat ass Oeko-Service Lëtzebuerg, deen d'SuperDrecksKëscht bedreift, ze regulariséieren. Ech soen och dem François Benoy, dem President vun der Ëmweltkommissioun, Merci fir säi schrëftlechen a mündlechen Bericht, deen technesch war, mee ech mengen, hei geet et awer wäit iwwert déi reng finanz- a budgetpolitesch Technik eraus. Well wéi huet net eng grouss Lëtzebuergeser Dageszeitung – d'„Lëtzebuerges Wort“, fir et net ze nennen – an der Zäit geschriwwen: Dës Affär, déi „stinkt zum Himmel“.

De Käschtepunkt fir dat Ganzt ass 112 Milliounen Euro an d'Lescht vun den Ongereimtheeten, Dir Dammen an Dir Hären, ass dach hei awer endlos!

Zur Form: Fir d'éischt sollt et emol guer net zu engem Gesetz kommen. Den Ëmweltministère schléisst 2017 e Kontrakt mat enger Firma of, der O.S.L., fir d'Gestioun vun der SuperDrecksKëscht. De Käschtepunkt deemools war estiméiert op 97 Milliounen Euro. Wéi gesot, e Kontrakt ouni jedwellegt Gesetz. Dat ass e Verstouss – an ech ënnersträchen dat – géint den Artikel 99 vun der Verfassung, dee ganz kloer seet, dass, wann de Staat e finanziell Engagement vu méi wéi 40 Milliounen Euro unhëlt, et derfir am Virfeld eng Autorisatioun vun der Chamber, dat heescht vun deene gewielte Volleksvertrieeder, brauch.

Dat ass eigentlech och nëmmen normal, dass wann de Staat, d'Regierung esou e grouss finanziell Engagement unhëlt, da muss e sech am Virfeld duerch e Spezialgesetz d'Autorisatioun vun deene gewielte Volleksvertreider, also vun enger Majoritéit hei aus der Chamber, ginn, an da geet et net einfach duer, fir dorop ze verweisen: „Ma et sti jo genuch Suen an dem Budget.“

An d'CSV hat – den Här Benoy huet et ënnerstrach – déi deemoleg Ëmweltministesch am September 2021 och kloer dodrobber higewisen, an ech muss soen: Ech hu bedauert, dass deemools och schonns an enger éischter Zäit gemauert ginn ass. Et ass fir d'éischt gesot ginn: „Ma de Service juridique vun dem Ëmweltministère seet einfach, et bräicht een derfir kee Gesetz.“ An dach ass den Artikel 99 vun eiser Verfassung, mengen ech, an engem normale Franséisch liicht verständlech an en ass och esou an der Vergaangenheet ... Den Här Benoy huet ee Projet invoquéiert, dat ass d'Max-Planck-Institut, mee et gouf och scho virdrun een, dat war de sougenannte RENITA. Dat ass de Meldesystem, dee fir Pompjeeën, Police a Protection civile agesat gëtt a wou de Staatsrot seinerzeit ganz kloer gesot huet: „Fir en Engagement, wat iwwer méi Jore geet a wat – och am Fall vun dem System RENITA – wäit iwwer 40 Milliounen geet, ass ganz einfach e Gesetz néideg.“

Du war ee sech awer an der Chamber och bewusst, dass een dat misst préiwe loosse. Den 10. Januar dëst Joer koom et dunn zu engem Avis juridique vun der Cellule scientifique vun der Chamber, déi och parallel en Affekt mat där Saach betraut huet. Souwuel den interne Service juridique vun der Chamber wéi och den Affekt, deen extern beoptraagt gi war, koume ganz kloer zur Konklusioun: Et brauch een e Gesetz. An den Affekt, de Maître Alain Steichen, ass souguer méi wäit gaangen an huet gesot: „Well et am Virfeld keng Autorisatioun vun dem Gesetzesgeber, also vun der Chamber, gouf, ass dee Kontrakt, deen ofgeschloss gouf, null und nichtig.“ Dee geet also nach eng Etapp méi wäit.

Dunn, Dir Dammen an Dir Hären, kënn eigentlech en éischten Hummer. D'Decisioun ass geholl ginn no enger roueger Debatt, engem rouegen Échange de vues an der Commission de l'exécution budgétaire bei der Madamm Adehm, déi si presidéiert huet, an du ass gesot ginn: „Mir halen dësen Avis juridique confidentiel, fir“, an dat hu mer richteg fonnt, „dass d'Ëmweltministesch sech ka preparéieren an an engem Contradictoire dodrobber äntweren.“

Deen Dag duerno, den 11. Januar 2022 – dat kënn Dir op dem Internetsite vun rtl.lu nolauscheren – plättelt dann, et ass net anescht ze soen, de Kopresident vun déi gréng, deen net Member an der Chamber ass, Detailler aus dem soi-disant „confidentiellen“ Avis op RTL um 10 op 8 aus. Dat heescht, deen Dag virdrun hëlt déi ganz Commission de l'exécution budgétaire d'Decisioun, dass deen Avis confidentiel ass, a keen anere wéi en Netmember vun dëser Chamber plättelt hei ganz einfach Detailler um 10 op 8 aus!

Une voix | Dat kann dach net sinn!

Une autre voix | E Skandal!

M. Gilles Roth (CSV) | Et ass, wéi d'Madamm Adehm et deemools gesot huet: „Dat ass d'Deputéierte fir Idiote gehalen!“

Den 18.1., Dir Dammen an Dir Hären, kënn den zweeten Hummer. Dunn deposéiert d'Ëmweltministesch de Projet de loi. Obschonns se op dëser Plaz op Mësstänn bei der SuperDrecksKëscht an hire Gebaren opmierksam gemaach gouf, also an der Chamber carrement interpelléiert gouf, huet si bei dem Dépôt kee Pipcheswuert gesot. Si huet kee Pipcheswuert

doriwwer verluer, dass et sech beim Projet de loi, deen also gefrot a gefuerdert gi war vun der Chamber, net soll ëm e Montant vu 97 Milliounen handelen, mee do waren et der op eemol schon 112. Kee Wuert heibannen an der Chamber, obwuel et relativ hefteg Diskussiounen dozou gouf. Do kann ech just soen: Esou vill zur vill versprachener Transparenz, déi jo de Bierger sollt Vertrauen an d'Politik ginn!

Dir Dammen an Dir Hären, den zweete Punkt zum Inhalt: Mat dësem Gesetz soll elo versicht ginn, nodréiglech d'Autorisatioun vun der Chamber ze kréien, dass de Staat sech ka mat 112 Milliounen Euro an der Aktioun SuperDrecksKëscht bedeelegen. An dat ass de facto e Blankoscheck fir e Kontrakt, wou eng Firma – eng Firma! – souwuel Berodung, wéi och Transport, Gestiou a Schulung a Saachen Dreck kritt.

An dat soen ech ganz kloer, Madamm Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären: Dat maache mir als CSV net mat!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Dat geet einfach net!

Une voix | Très beau!

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn Iech och ... Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ...

(Coups de cloche de la présidence)

Här Serge Wilmes, ...

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Wilmes huet d'Fraktioun gewiesselt, hie schwätzt fir déi Lénk.

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, den Här Wilmes a vill anerer an der CSV ginn an Zukunft nach déck gebraucht!

2016 gouf et e Versuch vum Ëmweltministère, e Kontrakt mat bal 100 Milliounen Valeur unni Ausschreiwung – ech betounen: unni Ausschreiwung! – fir d'éischt der Firma O.S.L. zouzeschousteren. 100 Milliounen, unni Ausschreiwung!

Dat musst Der Iech emol virstellen: E Ministère wëllt fir 100 Milliounen unni Gesetz e Kontrakt ginn, unni Ausschreiwung, an déi staatlech Soumissiounskommissioun seet dozou: „Njet.“ Mee dat ass awer kee Problem. Do geschitt eng Ausschreiwung am Mee 2017. Wësst Der, wivill Zäit d'Leit haten, fir Kandidaturen eranzerechen? Genau ee Mount, fir e Kontrakt vu 97 Milliounen Euro, also bal 100 Milliounen Euro. Dat ass bal de Präis vun engem fréiere Lycée. Einfach ee Mount Zäit, fir Soumissiounen ofzeginn.

A wat ass erauskomm? Wéineg iwwerraschend: eng Kandidatur. Wie mengt Der, dass et war? Ma d'Firma O.S.L., Oeko-Service Lëtzebuerg.

Firwat d'Berodung a Saachen Dreck, Schulung an Transport zesumme musse sinn, entzitt sech menger Kenntnis. Mee amplaz dat getrennt auszeschreiwten, mécht een – wéi een dat esou gutt vermësch – dann e globale Marché, eng sougenannt Entreprise générale am Sënn vum Marchésgesetz. An do ginn och ganz kloer d'Gesetzgeber gebéit.

Säit 2005 – an de François Benoy huet drop higewisen – gëtt et effektiv d'Gesetz vun der SuperDrecksKëscht. Do steet ganz kloer dran: „Les candidats à retenir“, fir d'Gestioun vun dem Projet SuperDrecksKëscht, wat jo e gudder Projet ass, dat bestreift hei keen, „ne doivent pas être collecteur et/ou transporteur de déchets ou avoir des participations dans une société qui a comme objet la collecte et/ou le

transport de déchets“. Dat steet formell am Gesetz vun 2005, also eng gesetzlech Pflicht.

Wat mécht een? Komescherweis kritt d'Firma O.S.L., also Oeko-Service Lëtzebuerg, den Optrag. O.S.L. huet awer d'Fangeren an enger Rëtsch vu Gesellschaften. Ech wäert herno nach drop zrëckkommen an ech kéint mer virstellen de Kollege Marc Goergen och. O.S.L. huet als Grupp d'Fangeren an enger ganzer Rei vun Ënnergeseellschaften, déi Verträge iwwer O.S.L. zougestane kréien, an déi – o, kuck! – selwer iwwer eng Autorisatioun fir d'Kollekt an den Transport vum Offall zu Lëtzebuerg verfügen.

Dat heescht am Kloertext: Mir hunn e Gesetz vun 2005. Eng Firma kritt awer, trotzdem dass et dat Gesetz gëtt, e Gesamtoptrag fir bal 100 Milliounen Euro deemools. Et steet am Gesetz dran, dass ee keen Transport däerf maachen an nawell gëtt dat contournéiert, andeem ee Participatiounen an enger Ënnergeseellschaft huet, déi grad eng Autorisatioun huet, fir den Transport ze maachen.

Elo géift Der soen: „Ma da kann een dat jo nopréiwen.“ Mee eng Asicht, Dir Dammen an Dir Hären heibannen an och doriwwer eraus, an d'Firmegeflecht vun der Firma Oeko-Service Lëtzebuerg, déi gëtt et net an déi war an ass bis haut net vun dem Ëmweltministère erwënscht!

Wéi dat Firmengeflecht – well et ass net aneschters ze nennen – an all senger Komplexitéit – an ech mengen, dofir muss een och eng gewëssen Ingeniositéit hunn – ausgesäit, weisen ech Iech hei emol. Esou.

(M. Gilles Roth montre une documentation.)

Do gesitt Der, wivill Ënnergeseellschaften do sinn. A wann een dann uewe kuckt, da steet do „Reste du monde“, also alles aneres ass emol guer net virgesinn. Jo, esou gi mir mat Lëtzebuerger Steiersuen ëm!

En Audit ass gemaach ginn op Base vun enger Demande vun der deemoleger Ëmweltministesch, mee dat war keen Audit no normaler Form. Dat war en Audit, deen hat e limitéierten Optrag, e limitéierte Champ d'action an e limitéierte Champ d'application. An deen Audit – dat steet och ganz dran – ass net gemaach ginn no den „normes internationales“, wéi en Audit muss gemaach ginn. Ech ënnerstelle kengem, dass ech soen: „Dat ass e bestallten Optrag!“ En ass an Optrag gi ginn. All aner Konsequenzen, déi liest Der selwer dran.

Do steet awer kloer dran, den Auditeur: „Nous tenons à préciser que la structure financière de la société O.S.L. et les flux financiers entre sociétés appartenant à M. Hans-Peter Walter“, an ech schwätzen hei ënnert der Immunité parlementaire, „n'ont pas été analysés, car cela dépasse le cadre de l'audit de l'action SDK, tel que fixé contractuellement entre l'État et la société O.S.L.“

Dat heescht, den Auditeur seet selwer: „Ech kann dat doten guer net kucken, well de Staat huet mir guer net den Optrag ginn, fir dat do ze kucken.“ Am Kloertext: Den Ëmweltministère verbitt sech eigentlech selwer a virun allem der grousser Effentlechkeet, der Allgemengheet, Asicht an Transparenz, an dat bei engem Marché vun 100 Milliounen Euro u Steiersuen!

Drëtte Punkt: Goufen d'Soustraitanten devoiléiert? Natierlech net, am flagrante Widdersproch zu dem Gesetz! Den Artikel 24 vun engem Règlement grand-ducal vun 2018, deen d'Marchésgesetz soll ausféieren, seet Folgendes: „Lors de la remise de son offre, l'entrepreneur général“, an dësem Fall d'Firma O.S.L., „doit, sous peine d'irrecevabilité de celle-ci, joindre à son offre une liste des sous-traitants auxquels il prendra recours pour la réalisation de l'ouvrage ainsi que le(s) pré-contrat(s) de sous-traitance que

l'entrepreneur aura obligatoirement conclus avec les entreprises concernées."

Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass eigentlech näischt aneres wéi e generale Prinzip, deen – et sätze jo vill Gemengepolitiker, Buergermeeschteren, Schäffen an anerer heibannen – eigentlech un der Dagesuerdung ass. Wann een zum Beispill iwwer Entreprise générale e Gebai realiséiert, eng Schoul, en anert technesch Gebai, wat mécht een? Da freet een oft, fir dass et méi séier geet, e Gros oeuvre fermé. Dat ass en Dokument, oft esou déck, dat wësst Der. D'Etüdebüro préparéieren dat. Si kontrolléieren dat. Mee do ass awer ganz kloer, dass, wann ech Soustraitanten ... Ech verstinn och, dass eng Entreprise net den Daach, d'Fensteren an – ech weess net, Gott – d'Chappe sollt maachen. Da sinn eng Rei vu Soustraitanten, déi dann deem, deen en fait d'Offer ofgëtt, hir Konditiounen ginn.

Déi Kontrakte leie bäi, an och d'Nimm vun de Soustraitantéi si bekannt. Firwat? Mee fir dass ka gepréift ginn, ob déi Soustraitanten, grad wéi den Entrepreneur général, ënner anerem konform si mat der Gesetzgebung a virun allem – dat, wat ee jo och ëmmer kuckt –, ob se mat de Steieren, Enregistrement a Sécurité sociale an der Rei sinn. Abee, hei näischt dovunner!

D'Firma O.S.L. hätt also elo misse Verträge virleeën, déi si mat Soustraitanten ofgeschloss huet, an dat sinn – an dat ass jo dat, wat kokass ass – meeschtens nach Firmae vun dem eegene Grupp, déi ech Iech gewisen hunn. Dat heescht, d'Firma O.S.L. kritt e Generaloptrag vum Staat, 100 Millioune Steiersuen, a soustraitéiert dann eenzel Opträge, déi hir an dem Generalunternehmen zougestane ginn, un Entreprisé vum hirem Grupp, wou se dann allkéiers eng Participatioun huet.

Wou ass dann do d'Transparenz dran? Dat geet emol net bei de Steieren, Dir Dammen an Dir Hären, well do musst Der beweisen, dass Der e gewëssenen Niveau hutt an dass Der net Konditiounen schafft, déi eigentlech en défaveur si vum Soustraitant an en faveur vun der Entreprise générale. Virvertrag, Dir Dammen an Dir Hären, mengen ech, huet keen – zumindest op dëser Säit – an dëser Affär jee gesinn. Bis haut si se net deposéiert. Mee mir stinn an a plädéiere fir Transparenz!

Véierte Punkt, Dir Dammen an Dir Hären: mangelhaft Facturatioun a Kontroll vun de Finanzstréim.

a) De Facturatiounssystem bei esou engem groussen Unternehmen, 100 Millioune Euro, wéi ass deen? Manuell!

b) Reegelméisseg trieden Iertemer op.

c) D'Kontroll vun de Facturë geschitt duerch wien? Duerch d'Ëmweltverwaltung, meeschtens duerch e kleng Krees vu Beamten an ënner anerem duerch de fréieren Direkter vun der Ëmweltverwaltung.

An d), dat ass eigentlech dat Kokass: De Chef vun deem Ganzen, den Här Hans-Peter Walter, deelt esouguer Iwwerstonnen eenzel, manuell op eenzel Posten am Budget op. A wësst Der, wéi dat da geet? Da geet et esou, wéi ech Iech dat elo hei weisen. Voilà!

(M. Gilles Roth montre une autre documentation.)

Hei ass e System vun enger Facture vun zwou Stéck. Déi lénks, et ass kleng geschriwwen: ronn 750 Millioune Euro. Dat do. 750 Millioune Euro, 30 Millioune d'aler Lëtzebuerger Frang.

Riets: 487 Millioune Euro.

Plusieurs voix | 750.000 Euro.

M. Gilles Roth (CSV) | 750.000 Euro. Wat geschitt? Hei gëtt manuell redresséiert.

Et si jo vill Kommunalpolitiker heibannen. Wann Dir e Mandat als Schäffen oder Buergermeeschter géift ënnerschreien an do wieren esou manuell Redressementer, wat mengt Der, wat domadder géif geschéien? Also de Service du contrôle financier vum Intérieur géif e Rapport schreiwen – also wann et scho bei engem CSV-Buergermeeschter wier, dann hätte se vläicht nach méi Spaass drun –, dee wier meterlaang, dee wier meterlaang!

A wat geet hei? 100 Millioune Euro, kee Problem. An da kënn d'Justizministesch, déi zielt eis reegelméisseg an der Justizkommissioun iwwer GAFI, iwwer GRECO. Ma wat ass dat hei dann? Also mir maache GAFI a GRECO, an hei geet et ganz einfach mat manuelle Redressementer fir Präisser an där Envergure, wéi ech se elo gesot hunn.

Fënneftens, ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Roth, erlaabt Der, datt den Här Kersch eng Fro stellt?

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech probéieren, Iech wierklech nozelauschteren. Ech géif Iech awer bieden, déi Staatsbeamten, déi mat dëser Affär awer wierklech iwwerhaupt näischt ze dinn hunn, nämlech déi vum Contrôle aus dem Ministère de l'Intérieur, hei net fir Saachen ze beschëllegen, déi se mat Sécherheet net gemaach hunn. Déi kucke keng Dossiere parteilech, mee déi kucken Dossieren a soss näischt.

Une voix | Jo, très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Ech hunn dat net gesot. A wa se d'Dossiere kucken, ...

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Dir hutt gesot, d'CSV-Buergermeeschteren ...

M. Gilles Roth (CSV) | ... da wësst Der och, Här Kersch, Dir waart selwer Inneminister an dir waart Buergermeeschter, dass ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Eben.

M. Gilles Roth (CSV) | ... esou eppes, wéi ech Iech hei gewisen hunn, am Intérieur mat Recht net géif duerchgoen. Et ass dat, wat ech wollt soen.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | E kuckt awer all Buergermeeschter d'selwecht, net nëmme d'CSV-Buergermeeschteren!

M. Gilles Roth (CSV) | Ok, gutt.

Fënneftens, zur Mark SuperDrecksKëscht: De Staat mécht e Kontrakt mat der Firma O.S.L. Dës enregistréiert dann – dat ass jo och e Skandal! – d'Mark SDK op hiren Numm. Si stellt Franchisen aus op Partnergesellschaften, zum Deel am Ausland, vun deenen den Här Hans-Peter Walter och nach Aktionär ass. A wat geschitt? O.S.L. kasséiert derfir och nach Redevancen.

Sechstens: d'ASTellung vum Fils vun dem Direkter vun der Ëmweltverwaltung, an dat ass eigentlech mat dee gréisste Skandal an deem ganzen Dossier! Éischtens, de Fils vun dem Direkter vun der Ëmweltverwaltung gëtt Chef vun der Akademie. Also ech hunn en Dossier SuperDrecksKëscht, wou ech Berodung maachen, wou ech Transport maachen an da maachen ech och nach eng eegen Akademie, „académie des déchets“ – sorry, mir kënnen iwwer alles Akademië maachen –, an da gëtt dee Poste geschafen. Dee Poste gouf ni publizéiert, dee gouf ni publizéiert!

Dat heescht, 100 Millioune ginn an e Betrib gestach, wou eng Akademie mat dran ass; de Fils vum Direkter, deen dee Marché mat vergëtt, gëtt agestallt; de Poste gëtt ni publizéiert an e gëtt indirekt oder direkt mat effentleche Gelder mat bezuelt.

Eng Beschriewung vum Profil vum deem Posten gëtt et net, steet an dem Rapport d'audit interne. An

de Chef vun dem O.S.L. ass dann och nach parallel de Pätter vun der Duechter vun dem Chef vun der Ëmweltverwaltung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 13 vun dem Gesetz iwwert d'Marchés publics, dee seet ganz kloer: „Les pouvoirs adjudicateurs prennent les mesures appropriées permettant de prévenir, de détecter et de corriger de manière efficace des conflits d'intérêts survenant lors des procédures de passation de marché [public].“

An da kënn (2), dat ass ofgeleet vun enger europäescher Direktiv, den Här Goergen wäert herno nach drop agoen: „La notion de conflit d'intérêts vise au moins toute situation dans laquelle des membres du personnel du pouvoir adjudicateur ou d'un prestataire de services de passation de marché agissant au nom du pouvoir adjudicateur“, an dësem Fall de Staat, „qui participent au déroulement de la procédure ou sont susceptibles d'en influencer l'issue ont, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou un autre intérêt personnel“.

Bon, ech soen elo net méi. Dat hei ass u sech eng Präzisioun vum MarchésGesetz vum Artikel 245 aus dem Code pénal, nämlech deen iwwert d'Prise illégale d'intérêt.

An ech si perséinlech der Meenung – an ech soen et op der Chambertribün „sous réserve de mon immunité parlementaire“ –, dass ee sech d'Fro muss stellen, ob déi Faiten do net stroferechtlech relevant sinn. Dëst ass elo an enger effentlecher Sitzung gesot an d'Autoritéiten, déi zoustänneg si fir d'Applikatioun vum Gesetz, kënnen dann déi Schlëss erauszéien, déi se mengen, missten oder net missten erauszéien.

Duerfir als Konklusioon: D'CSV verlaangt eng lückenlos Opklärung vun all deene Verfeelungen. Et muss fir eis fir d'Zukunft zu enger Neiausschreiwung vum Marché kommen. Dat heescht, fir d'Zukunft ... de Passé, deen ass nun eemol wéi en ass, mee ech mengen, fir d'Zukunft kann een opgrond vun deem hei legitimement net einfach soen: „Ma wa mir dat Gesetz gestëmmt hunn, da geet dat Ganz einfach esou virun.“ An ech wëll och an deem Kontext eng Motioun deposéieren, déi kloer freet, dass eng Soumission publique vun deem ganze Kontrakt sollt geschéie fir déi Reschtzäit, déi en elo nach leeft, dat heescht, dass dat Ganz nei ausgeschriwwen gëtt. Bis elo ass jo de Passé souwisou bezuelt.

Motion 1

« Passation d'un nouveau marché public en rapport avec l'action SuperDrecksKëscht »

La Chambre des Députés,

– considérant les nombreuses irrégularités ayant entouré l'attribution du marché d'exécution de l'action SuperDrecksKëscht (SDK) à la société Oeko-Service Luxembourg S.A. ;

– considérant notamment l'absence de loi spéciale de financement de l'action SDK ;

– considérant que d'après l'interprétation d'un avocat spécialisé en matière de finances publiques, il convient d'adopter une loi spéciale et de conclure un nouveau contrat relatif à l'exécution de l'action SuperDrecksKëscht,

invite le Gouvernement

à lancer

– un nouvel appel d'offres conformément aux constatations et recommandations de l'audit mandaté par l'ancienne ministre de l'Environnement ;

– une soumission avec spécifications du marché avec une précision suffisante pour permettre l'attribution du marché par la sélection de la meilleure offre, conformément aux règles régissant la procédure de passation applicable ;

– une révision du modèle d'organisation de l'action SDK pour favoriser la participation d'autres acteurs sur certains volets ;

ceci pour éviter qu'un ou plusieurs acteurs ne lancent une action en responsabilité contre l'État luxembourgeois.

(s.) Gilles Roth, Diane Aehm, Martine Hansen, Laurent Mosar, Claude Wiseler.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | An da si mir och der Meenung, dass déi zukünfteg Ausschreiwung net kann iwwert de Wee vun enger Entreprise générale sinn, mee dass et mussen eenzel Louse sinn, zum Beispill d'Berodung getrennt vun engem Transport an och getrennt vun enger Akademie, wann dann d'öffentlech Hand der Meenung ass, dass een derfir eng Akademie brauch.

A mir hätten och gären an der Tëschenzäit, dass en Audit iwwert d'Finanzflëss tëscht O.S.L. an dem Firmegeflecht, dat dem Hans-Peter Walter gehéiert, gemaach gëtt. Mir verlaangen och, dass parallel an deser Affär en Audit vun der Cour des comptes gemaach gëtt. A mir sinn eigentlech verwonnert, dass déi häiteg Ëmweltministesch näischt vun all deem sollt gewosst hunn. D'Madamm Ëmweltministesch – ech hunn och keng Ursach, dodrun ze zweifelen – huet nämlech an der Kommissioun op Nofro vun eis ganz kloer gesot, dass si dat vun de Verbindunge vun Här Schmit an der Astellung vun dem Fils vun dem Här Schmit iwwert d'Press gewuer gi wier.

Ech muss just éierlech soen, Madamm Minister, ech sinn e bëssen iwwerrascht doriwwer. Ech gleewen Iech, mee ech sinn e bëssen iwwerrascht, dat musst Der mer zugestoen, well Dir waart zu där Zäit Directrice adjointe vun der Ëmweltverwaltung an Dir waart och eng vun deene véier Persounen, déi am Rapport d'audit interne – dat ass namentlech opgeléicht – gehéiert goufen, fir ze kucken, déi eenzel Verfeelungen opzeschaffen.

An elo soen ech Iech, fir Opschluss iwwer all des eigentlech Ongeheierlechkeeten ze kréien, deposéieren ech eng Resolutioun fir eng Enquêtékommissioun am Numm vun de véier Oppositionsparteien an déi ass och vun CSV, ADR, déi Lénk an de Piraten ënnerschriwwen an ass deemno eng Minoritéit vun 29 vu 60 Deputéierten hei aus der Chamber.

Plusieurs voix | Très bien!

Résolution 1

« Instauration d'une commission d'enquête dans le dossier ayant trait à l'action SuperDrecksKëscht »

La Chambre des Députés,

– considérant que l'action SuperDrecksKëscht (SDK) est une action financée par l'État depuis le milieu des années 1980 ;

– considérant qu'elle est régie par une « loi-cadre » du 25 mars 2005 relative au fonctionnement et au financement de l'action SDK ;

– notant que les frais en relation avec l'action SDK ont dès les débuts été pris en charge par l'État via le Fonds pour la protection de l'Environnement ;

– notant que les coûts totaux pour les 3 types d'actions lancées sous la marque SDK dépassent actuellement les 100 millions d'euros ;

– constatant que pour l'exécution de l'action SDK, le ministère de l'Environnement disposait et dispose toujours de contrats spécifiques avec la société Oeko-Service Luxembourg S.A. (O.S.L.) ;

– considérant que de nombreuses irrégularités en rapport avec l'exécution de l'action SDK ont récemment fait surface, pour ne citer que les suivantes :

- absence de loi de financement,
 - irrégularités en rapport avec l'attribution du marché à O.S.L.,
 - propriété de la marque SDK,
 - relations « problématiques » entre l'ancien directeur de l'Administration de l'Environnement et le principal actionnaire de la société O.S.L.,
 - système de facturation déficitaire de la part d'O.S.L.,
 - contrôle financier lacuneux de l'action SDK,
 - pratiques anti-concurrentielles de la part d'O.S.L.,
 - système de franchise montée par O.S.L. etc. ;
- considérant que si un premier audit mandaté par Madame le Ministre de l'Environnement a confirmé diverses irrégularités, il n'a pas fait la lumière notamment sur la construction sociétaire d'O.S.L. et sur son principal actionnaire et les flux financiers y relatifs,

décide

– d'instituer une commission d'enquête, conformément à l'article 64 de la Constitution et aux dispositions de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les enquêtes parlementaires, avec pour missions

1. d'examiner :

- le déroulement procédural de l'attribution du marché à O.S.L.,
- le rôle de l'ancien directeur de l'Administration de l'Environnement,
- son relationnel avec le principal actionnaire d'O.S.L.,
- le montage financier d'O.S.L.,
- le contrôle financier de l'action SuperDrecksKëscht,
- les pratiques anti-concurrentielles d'O.S.L.,
- la pertinence du cadre légal et réglementaire actuel ;

2. de vérifier la pertinence des procédures de contrôle financier et autres en place ;

3. d'examiner les questions connexes qui pourraient surgir au cours de ses travaux ;

4. de faire rapport à la Chambre des Députés conformément à l'article 12 de la loi précitée, et ce dans les meilleurs délais.

(s.) Gilles Roth, Myriam Cecchetti, Marc Goergen, Martine Hansen, Fred Keup.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Blo-Rout-Gréng ka jo domadder ënnersträchen, dass et hinne wierklech ëm Transparenz am Kontext vun 112 Milliounen Euro geet. Et kann een dann och kucken, ob een déi vill beschwueren Transparenz, déi gefuerdert gëtt, a meeschtens vun deenen aneren, bei sech selwer applizéiert oder ob een dann awer de berüumten Deckel wëllt drophalen a soen: „Haaptsaach, et bleift een um Pouvoir.“

Ech menge ganz éierlech, d'Leit erwaarden haut zu Recht eng wierklech nei an transparent Politik mat oppene Fënsteren an net méi eng an enger Dunkelkammer mat zouene Jalousien, déi ee soss anere virgehät huet. Well ech erënneren un en Zitat vun fréiere Vizepremier an Ekonomiesminister, dem Étienne Schneider: „Mir müssen d'Fënstere grouss oprappen an de Mief vu Joerzénkten CSV-Virherrschaft lassginn.“ A bei allen Affäre wier et eiser Meenung no déck un der Zäit, dass och bei Blo-Rout-Gréng elo mol kräfteg géif geléift ginn!

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Roth. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. D'Parlament huet eng Kontrollfunktioun iwwert d'Regierung an hir Depensen. Dës Missioun vun der Legislativ ass jo aus ganz guddem Grund an eiser Verfassung verankert a gehéiert domat zu de Piliere vun eiser Demokratie.

Mir stëmmen an dësem Haus reegelméisseg Gesetzer, déi dat explizitt Zil hunn, dës verfassungsrechtleche Prinzipp ëmzesetzen, spréich ze respektéieren. Ech denken un de Vott vun Budget am Dezember, deen der Regierung erlaabt, hir Steieren anzezéien an Depensen ze maachen. Ech denken awer och un déi sëllege punktuell Finanzéierungsgesetzer, déi d'Chamber approvouiert. Beispiller vun esou Finanzéierungsgesetzer ginn et der vill. Net méi spéit wéi haut ass effektiv mat der Erweiderung vun der Beggener Kläranlag e weidert Finanzéierungsgesetz um Ordre du jour. Dobäi kommen all déi vill aner grouss a kleng Projeten, déi mir iwwert déi lescht Joren op deser Plaz diskutéiert a gestëmmt hunn.

Här President, an der Vergaangenheet ass dës Prinzipp awer net bei allen Ausgaben applizéiert ginn. Mir diskutéieren haut iwwert d'SuperDrecksKëscht, mee et kéint een och d'Beispill vun Finanzement vun RGTR nennen, dee bis viru Kuerzem net iwwer e Gesetz geregelt war. De leschten Dezember gouf dat éischt Finanzéierungsgesetz iwwerhaapt fir d'Exploitation vun RGTR hei an der Chamber gestëmmt.

Verschiede pluriannuell Depensé sinn also net ëmmer iwwert de Wee vun engem Spezialgesetz lafe gelooss ginn. Dat war jorelaang Usus an dorunner huet ee sech och eigentlech net wierklech gestéiert. Den Ënnerscheed ass haut allerdéngs, dass mer eng aner Interpretation vun Artikel 99 vun der Verfassung hunn.

Den Avis juridique vun der Cellule scientifique vun der Chamber ass kloer: D'Gesetz vun 2005 – an et ass schonns e puermol hei gesot ginn – ass net als Finanzéierungsgesetz unzegesinn an ass domat net méi konform zum Artikel 99 vun der Verfassung.

Déi fréier Ëmweltministesch huet sech doropshin och direkt bereeterkläert, dem Avis nozekommen an d'Finanzéierung vun der SuperDrecksKëscht ze regulariséieren an e separat Gesetz op den Instanzewege ze bréngen. Wat geschitt elo mat dësem Gesetz?

Här President, fir eis als DP ass et wichteg, d'Mission vun der SuperDrecksKëscht am Kader vun der Offallgestioun a Berodung juristeschech op zolidd Féiss ze stellen an all eventuell Onreegelméissegkeeten – sollten et der nach ginn – aus der Welt ze raumen. Mir wëllen hei voll Transparenz. An deem Sënn begrësse mir och, dass déi fréier Ëmweltministesch dofir och en Audit an Optrag ginn huet, fir der Saach op de Fong ze goen, och wann et leider ganz dacks ëmnergeet.

Ganz wichteg fir eis Fraktioun ass, dass bei deem Audit festgestallt gouf, dass d'Ausschreiwung no de Konditioune vun Gesetz vun 2005 duerchgefouert ginn ass. Am selwechten Audit, jo, goufen effektiv verschidde Recommendatioune fir Verbesserunge formuléiert, wéi zum Beispill d'Restrukturéierung vun Comité de pilotage, d'Reaktivéierung vun Comité d'accompagnement oder nach d'Registrierung vun de Marquërechter vun der SuperDrecksKëscht duerch de Staat.

Wéi d'Madamm Ëmweltministesch eis an der Ëmweltkommissioun matgedeelt huet, gëtt dat jo och alles ëmgesat oder ass schonns ëmgesat. Mir géifen et

begrëissen, wann dat ganz séier géif geschéien a mir zweifelen och guer net dodrun.

Här President, ech wëll net op all eenzelne Punkt an dësem awer dach komplexen Dossier agoen. Fir d'DP-Fraktioun huet et kee Wäert, hei ze spekulieren, iwwer Saachen ze diskutieren, sou laang wéi se net schwaarz op wäiss beluecht sinn.

Fir eis als DP ass et glaskloer, dass, wa sech awer sollt erausstellen, dass et nach weider Saache géife ginn, déi net korrekt ofgelaf wieren oder net korrekt géifen oflafen, da mussen dës selbstverständlech an d'Rei bruecht ginn.

Fir eis als DP muss an dësem Dossier voll Transparenz zielen, esou wéi dat bis elo jo och geschitt ass. Dëst Gesetz mécht jo genee dat. Knapps ass dës Irregulartéit mat der Finanzéierung festgestallt ginn, ass decidiert ginn, de Problem aus der Welt ze schafen, an dat kënne mir als DP nëmme begrëissen.

Zum Schluss wëll ech nach dat heite soen: Wann an engem Dossier, wéi een och ëmmer, Problemer optrieden, wa sech anzwusch Froe stellen, ma da solle mir hei an der Chamber sachlech debattieren, an dat um Fong vun der Saach.

Dëst gesot, soen ech Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, villmools Merci fir d'Nolauschteren a géif dem Rapportier ganz gäre villmools Merci soe fir säi gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport an ech géif dann och heimat den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Villmools merci, Här President. Madamm Ministesch, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, jo, dat hei ass effektiv e schwierigen Dossier. A jo, an der Vergaangenheet si Feeler gemaach ginn, well op där enger Säit kouw et zu engem Vertrag, dee keng Base léigale hat, an op där anerer Säit war de gesetzlech virgeschriwwene Comité d'accompagnement, deen déi staatlech finanzéiert Projekte wéi d'SuperDrecksKëscht iwwerwaache soll, net aktiv.

Stand haut wësse mer awer, dass déi ganz Struktur ronderëm d'SuperDrecksKëscht net esou gehandhaabt ginn ass, wéi sech dat fir Investitiounen a Milliounen héicht gehéiert.

Den Dossier SuperDrecksKëscht ass ganz komplex. Dat kann och dorunner leien, dass et sech bei der SuperDrecksKëscht ëm eng aussergewéinlech gutt Symbios tëscht dem Staat an enger privater Firma handelt. Déi Zesummenaarbecht huet sech um Enn esou verselbststännegt, dass vill Leit der Meenung waren a vläicht och nach ëmmer sinn, dass d'SuperDrecksKëscht staatlech wier. An dofir ass et och elo gutt, dass dann och zanter Kuerzem d'Markerechter un de Staat gaange sinn.

Trotzdem ass an der Zesummenaarbecht tëscht dem O.S.L. an dem Staat vill matenee vermëscht ginn, wat getrennt gehéiert, an d'Prozeduren hu wéi selbstverständlech hire Laf geholl, ouni a Fro gestallt ze ginn. Wichtig besate Gremie wéi de Comité d'accompagnement goufen inaktiv an duerch e Comité de pilotage ersat, deen aner Interesse vertritt. Dat ass vläicht gutt fir d'SuperDrecksKëscht, mee et ass schlecht fir d'Transparenz a fir d'Glafwierdegkeet vun engem Staat. Ouni d'Anhale vu Prozedure riskéiere mer, der Willkür vun eenzelne Leit ze verfallen.

Fir d'Zukunft brauche mir duerfir d'Garantie, dass Projekte vun der Envergure vun der SuperDrecksKëscht

gewëssenhaft an uerdentlech begleet an och kontrolléiert ginn.

Bei aller Kritik, déi zum gudden Deel och berechtigt ass, ass et wichteg ervirzehiewen, dass een an dësem Dossier kee schwaarzt Schof ze siche brauch, dat well multilateral op verschidde Niveaue an der Regierung, der Chamber an am Staatsrot Entscheedunge getraff goufen, déi all zesummen zu dëser Situatioun gefouert hunn. Natierlech ass et wichteg, an engem uerdentleche Kader präzis ze analysieren, wat schifgelaf ass a wat besser gemaach ka ginn. Mee haut an zu dëser Stonn muss mir eenzeg an eleng derfir suergen, dass d'Finanzéierung vun der SuperDrecksKëscht e legale Kader kritt.

A genau hei muss een och d'Virgeewis vum der Ministesch luewen. Et ass zu kengem Moment versicht ginn, mordikus um System festzehalen, mee am Géigendeel – an dat ass jo schon haut de Mëtteg gesot ginn – gouf en Audit gefrot, deen op eng onofhängeg Manéier fir Transparenz an Dossier suerge sollt. Hei ass iwwerdeems och begrëissenswäert, dass d'Propositionen, déi aus dësem Audit erausgaange sinn, zur Kenntnis geholl gi sinn an och zum Deel schon ëmgesat goufen. Esou ass zum Beispill de Comité d'accompagnement leschten November nees an d'Liewe geruff ginn.

Nodeems den Avis vun der Cellule scientifique gewisen huet, dass de Vertrag ëm d'SuperDrecksKëscht keng legal Basis huet, ass genau dee Gesetzesprojekt ausgeschafft ginn, dee mer dann och haut virleien hunn. Dat weist, dass d'Chamber hir Fonctioun, d'Regierung ze kontrolléieren, voll a ganz ausübe kann.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, d'Affär SuperDrecksKëscht mag wuel ganz komplizéiert sinn, mee de Gesetzesprojekt, dee mir haut virleien hunn, ass eigentlech ganz einfach. Et geet drëms, d'Offallversuergung zu Lëtzebuerg weiderhin ze garantéieren. A wann een also haut fir dës Loi spéciale stëmmt, dann heescht dat net an éischer Linn, dass ee mat deem, wat geschitt ass, absolutt d'accord ass, mee et heescht, dass een d'SuperDrecksKëscht an domat déi aktuell Offallversuergung op d'mannst fir weider sechs Joer garantéiere kann.

An och wann een aus ville Grënn géint déi aktuell Zesummenaarbecht mat der SuperDrecksKëscht ass, sou kann e gudden Deel dovunner jo och nach während dem Vertrag geléist ginn. Mee et muss een awer dat heite bedenken: Esou wéi mir mëttlerweil am Alldag op Déngschter vun der SuperDrecksKëscht ugewise sinn, esou ass awer och d'SuperDrecksKëscht op eng geregelt finanziell Ënnerstützung ugewisen, dat, fir eng Sécherheet an de Projeten ze hunn an och fir hire Betrib plangen ze kënnen. A wa mir de Kontrakt mat der SuperDrecksKëscht also haut wëlle regulariséieren, da sollt dat fir déi ursprénglech uitgemaachte Period geschéien an net einfach an der Mëtt iwwert de Knéi gebrach ginn.

Stand haut ass den aktuelle Modell vun der SuperDrecksKëscht net méi aus dem Alldag ewechzedeken. Si ass e feste Bestanddeel vun eisem Offall- a Recyclingsystem a se leescht duerch déi sëllege Projeten e ganz relevante Bäitrag fir d'Gesellschaft, an dat net nëmme am Beräich vun de problemateschen Offäll, mee awer och iwwert déi sëllege Sensibilisatiounscampagnen. Kuckt op sdk.lu an Dir wäert verwonnert sinn, wéi vill Aktiounen sech nach hannert engem Recycling oder soss enger Offallasammlung befannen.

Et gëtt also net, wéi heiansdo gesot, just Geld mat Dreck gemaach, mee am Géigendeel, et gëtt och versicht, dësen Dreck komplett ze vermeiden. Aktiounen wéi „Clever akafen“ oder och d'Ecobox si keng

Geldmaschinen, mee si si gutt fir d'Ëmwelt. Méi wéi 80 Aarbechtsplazen a Schicksaler sinn iwwregens och domat verbonnen an och si hänken um Vertrag, deen nach sechs Joer lafe soll.

Virun 20 Joer goufen et während der CSV/DP-Regierung Diskussiounen driwwer, wéi gesetzeskonform d'staatlech Finanzéierung vun der SuperDrecksKëscht wier, an am Raum stoung och d'Fro, wéi ee mat der Monopolstellung vu Firmen an deem Beräich soll ëmgoen. Als Léisung gouf deemools och schon ugeduecht, fir d'SuperDrecksKëscht ze verstaatlechen. Déi Iddi gouf verworf an haut hu mir en neie Monopol.

Virun 20 Joer goufen et och eng Rei Plainten, déi zum Deel zwar ofgewise goufen, an awer war ee sech eens, dass en neit Gesetz misst Kloerheet schafen. A sengem Avis zum Projet de loi 5096, wat haut d'Loi vum 25. Mäerz 2005 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht ass, huet de Staatsrot deemools ervirgehewen: „reconnaisant l'importance des actions de la SuperDrecksKëscht dans la mise en œuvre d'une politique de gestion écologique des déchets problématiques, le Conseil d'État peut approuver la démarche des auteurs du projet sous revue, tendant à assurer la continuité et la légalité du fonctionnement de la SuperDrecksKëscht.“ D'Gesetz gouf mat 52 Stëmmen ugehall, well et war kloer: D'Gesetz ass gutt a mir brauchen et. Keen, och net de Staatsrot, huet deemools gesinn, dass d'Gesetz net den Ufuerderunge vun enger Loi spéciale entsprécht. Déi Feeler sinn aus haiteger Siicht natierlech bedauerlech, awer och mënschlech.

Elo wësse mer, d'Finanzéierung fir d'SuperDrecksKëscht huet keng legal Basis. Dat Wichtigst ass elo déi Basis esou séier wéi méiglech ze schafen. Politesch Meenungen do ronderëm sollen a mussen och diskutéiert ginn an et stinn nach vill, vill Froen op, mee dofir brauch ee méi Zäit.

Wéi ech scho virdru sot: D'Affär SuperDrecksKëscht ass komplex, mee de Gesetzesprojekt, ëm deen et hei eigentlech geet, ass einfach. Wat d'Affär ugeet, sou sti mir hannert de Propositionen vum Audit. Wat de Gesetzesprojekt ugeet, sou lauschtere mir op d'Recherché vun der Cellule scientifique an op den Avis vum Staatsrot.

Dat heiten ass e Schrëtt an déi richteg Richtung an duerfir ginn ech mat Freed den Accord am Numm vun der LSAP, net ouni awer dem Rapportier François Benoy virdrun nach Merci ze soe fir dee kloer mëndlechen a ganz gudde schrëftleche Rapport.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Minister, jo, fir unzefänken wollt ech och nach eng Kéier zrëckkommen op d'SuperDrecksKëscht. Also, wat sinn eigentlech hir Ziler?

Fir d'éischt muss ee festhalen, dass d'SuperDrecksKëscht eng Mark ass, déi etabléiert ginn ass am Kader vun den Aufgaben, déi de Staat an der Offallgestioun huet, speziell an der Gestiou vun problemateschen, geféierlechen Offäll.

Wat si geféierlech Offäll? Mir schwätzen hei vu Saieren, Asbest, Fetter, verschiddelekt elektronesch Geräter, Medikamenter a Sprëtzen, Pestiziden, Batterien, Faarf an esou weider.

Virun 1985, dat heescht virun der SuperDrecksKëscht, sinn déi Saachen um Tipp gelant, an dat evidenterweis mat engem extreem schlechten Impakt op eis Ëmwelt, d'Loft, d'Wasser, de Buedem an natierlech och op de Mënsch.

Ab 1985 ass mat der Aktioun SuperDrecksKëscht dunn e kohärente System iwwert de ganze Lëtzebuurger Territoire opgebaut ginn, fir dass dës problematesch Dechete geréiert kënnen ginn, fir dass se eeben net méi an der groer Poubelle landen. Mee d'SuperDrecksKëscht mécht, wéi och elo gesot ginn ass, och Berodung, begleet notament d'Entreprisë fir eng besser Gestiou an eng Preventioun vu problemateschen Offäll.

Dëse Marché, also d'Exekutioun vun dem SuperDrecksKëscht-Optrag, gëtt via Ausschreiwung verginn. Zulescht ass dës Ausschreiwung am Joer 2017 gemaach ginn, an dat, fir d'Aktioun SuperDrecksKëscht vun 2018 bis d'Joer 2028 auszuféieren. Konkreet ass den 2. Januar 2018 tëscht dem Ëmweltministère an der privater Firma Oeko-Service Luxembourg e Kontrakt fir d'Ausféierung vun der Aktioun SuperDrecksKëscht ënnerschriwwen ginn. Merci, Här Benoy. De Kontrakt huet eng Lafzäit bis den 31. Dezember 2023. Dëse Kontrakt ass d'Resultat vun enger europäescher Ausschreiwung, déi konform zu de Reegelen vum dem Gesetz iwwert d'Marchés publics duerchgefouert gouf.

An da wollt ech awer elo nach eng kéier drop hiweisen, wat mer un der Aktioun SuperDrecksKëscht hunn. Meng Virriednerin ass do am Detail drop agaangen. An ech ka just bestätegen: Si ass e wichteg Puzzlestéck an eiser Offallwirtschaft! Si huet internationale Virbildcharakter an et ass e System, dee fonctionéiert, op deem d'Leit sech verlosse kënnen an op deem och d'Betribler sech verlosse kënnen an dee fir si ganz wichteg ass.

Bon, wourëms et elo haut geet, huet de Rapporteur, de François Benoy, jo scho ganz kloer a sengem Rapport duergeluecht. Et geet drëm, ex post de Kontrakt tëscht dem Staat an O.S.L. ze regulariséieren, dat well, wéi erkläert ginn ass, d'Cellule scientifique vun der Chamber no enger Analys zur Konklusioun komm ass, dass d'SuperdrecksKëscht-Gesetz vun 2005 keng Loi spéciale ass, wéi dat eebe vun der Verfassung gefrot ass an domadder déi Base net duergeet, fir d'Finanzéierung ze assuréieren. Konkreet geet et, wéi gesot, ëm den Artikel 99 vun der Verfassung, mat deem dat Gesetz net konform war.

Bon, elo wësse mer all, dass dee Problem do schon zënter 2005, also schon zënter enger ganzer Partie Joren, esou geschlummert huet, obwuel een och soe muss, dass 2005, wéi dat Gesetz esou gestëmmt ginn ass, jiddwereen dat en bonne foi gemaach huet. Souwuel d'Chamber wéi och de Conseil d'État sinn dervunner ausgaangen, dass dat 2005er-Gesetz eebe konform mam Artikel 99 wier, well genau dat de Grond war, dass dat Gesetz esou ausgeschafft ginn ass.

Bon, et baséiert elo trotzdem op enger falscher Annahme, nämlech um mangelhafte Kader, deem 2005 definéiert ginn ass, wouop d'Kontrakter vun 2007 an 2018 berout hunn.

Wat mer also haut mam Stëmme vun dësem Gesetz maachen, ass, dës Situatioun ze korrigéieren. An et ass effektiv och net déi éischte kéier, wou esou eppes gemaach gëtt: D'Cellule scientifique vun der Chamber weist drop hin, dass och beim 360 Milliounen schwéiere Kontrakt mam Max-Planck-Institut vun 2014 zum Beispill nodréiglech esou eng Regulariséierung virgeholl ginn ass.

Am Avis vun der Cellule scientifique ass dës Prozedur also positiv bewäert ginn an den Avis vum Staatsrot

zu dësem Gesetz huet och kee Problem mat där Approche fir dës Reguliséierung gesinn. Dëst just fir ze soen, dass mer eis, wat dëst Gesetz vun haut ubelaangt, an déi Prozedur, déi gewielt ginn ass, fir de Kontrakt ze regulariséieren, eigentlech op engem Wee beweegen, dee scho virgetrëppelt ginn ass.

Da komme mer awer elo zu den – ech soen elo mol – sougenannte „Mësstänn“, déi haut och schon ugeschwat gi sinn. Dozou wëll ech soen, dass et am Fong interessant ass, dass sech grad elo, deem Ament, wou mer higinn an eppes regulariséieren, wou en Audit gemaach gëtt, fir e jorelaange Fonctionnement ze analyséieren, wou och eenzel Elementer, déi sech als verbesserungswürdeg erausgestallt hunn, aktiv ugaange ginn, fir se eeben ze verbesseren, acharnéiert gëtt, do géif et grav Mësstänn ginn, déi et géife rechtfertegen an déi eis géifen eng juristeschen Handhab ginn, fir de Kontrakt opzeléisen.

Bon, domat wëll ech op jidde Fall net soen, dass et net erlaabt wier, eppes ze hannerfroen, op kee Fall. Au contraire, hei ass d'Chamber an natierlech och d'Oppositioun ganz an hirem Rôle an d'Diskussiounen an der Kommissioun hu jo och gefruucht.

Et si Punkten opgeworf ginn, déi kënnen verbessert ginn, wat derzou gefouert huet, dass d'Gouvernance vun der SuperDrecksKëscht elo op méi feste Féiss steet, méi transparent ass an och besser kontrolléiert gëtt. An ech mengen, dat ass och am Sënn vu jiddweregem, an dozou hu sech elo zwou Ministeschen engagéiert. Dat ass en neie Moment an eng wirklech net Verbesserung am System SuperDrecksKëscht par rapport zu all de Jore virdrun.

An ech mengen, et muss dann och iergendwann awer akzeptéiert ginn, wann e Sujet bis x-mol an der Kommissioun thematiséiert ginn ass, wann all Fro duebel an dräifach beäntwert ginn ass, dass ee vläicht eng aner Interpretatioun vun der Situatioun huet, mee et kann een awer net behaupten, dass ee keng Äntwerte kritt huet. An ech fannen och e bësselchen déi Aart a Weis schwierig, wéi eng Struktur, déi elo quasi zënter Joerzéngte esou fonctionéiert huet, elo zu engem Skandal héichstiliséiert gëtt. Dat ass eng Aart a Weis, déi mir eigentlech relativ widderstrief.

Fakt ass awer, et ass en Audit gemaach ginn, dee Follgendes sollt kucken: E sollt analyséieren, ob de legale Kader respektéiert ginn ass, dat um Niveau vun der Vergabe vum Marché vun SuperDrecksKëscht-Gesetz a vun der Exekutioun vun der Aktioun SuperDrecksKëscht. E sollt déi finanziell Struktur vun der Aktioun SuperDrecksKëscht beliichten, dat souwuel um Niveau vun der Fakturatioun wéi um Niveau vun de Bénéficiaires effectifs. An e sollt analyséieren, wéi de Fonctionnement vun der SuperDrecksKëscht ausgesäit, dat um Niveau vun der Gouvernance, awer och um Niveau vun Rekrutement.

A wat hei analyséiert ginn ass, dat kouw och net vun ongeféier, dat kouw net aus dem Näischt eraus, mee et huet baséiert op deem, wat a verschiddene Presseartikele bericht ginn ass, souwéi och op de Froen, déi dunn am Laf vun der Zäit vusäite vun Deputéierten un d'Ëmweltministesch gericht gi sinn.

Den Audit analyséiert also de Vertrag vum Staat mat der Firma O.S.L. D'fréier Ëmweltministesch huet deem Audit, wéi gesot, an Optrag ginn an deem ass dunn de 17. September 2021 an der Ëmweltkommissioun presentéiert ginn. A viwech, et ass scho gesot ginn, den Audit huet keng Nonkonformitéite festgestallt, wat d'Exekutioun vun der Aktioun SuperDrecksKëscht ugeet, wéi och, wat d'Ausschreiwung par rapport zum Gesetz ubelaangt. En huet och, wat de Rekrutement ubelaangt, festgehalten, dass de besote Rekrutement enger normaler Procédure de recrutement vun enger PME an där Gréisst ënnerlouch.

D'Auditeuren hunn awer Recommandatiounen fir verschidde Verbesserungen ginn. Déi Verbesserungen gi vum Ministère ganz seriö geholl a sinn och an der Ëmsetzung. An deem Sënn goufen de Comité de pilotage an de Comité d'accompagnement, deem d'Mise en oeuvre vun der Aktioun SuperDrecksKëscht suivéiert, nei strukturéiert respektiv reaktivéiert, dëst, fir eng besser Rolleverdeelung tëscht staatlechen a privaten Acteuren ze garantéieren. Esou gouf och elo e Représentant vun Ministère am Comité de pilotage designéiert. Och ass de Suivi vun der Aktioun am Ministère op nach méi Leit verdeelt ginn, fir nach eng besser Kontroll ze assuréieren.

Ausserdeem huet den Audit recommandéiert, d'Markerechter vun der SuperDrecksKëscht dem Staat ze iwwerdreen. Dat ass mëttlerweil och geschitt. Do sinn d'Markerechter iwwerschriwwen ginn.

An zu gudder Lescht ass d'Prozedur vun der Fakturatioun och elo amgaangen, iwwerschafft ze ginn. An dat alles – dat wëll ech och nach eemol betounen – ass och positiv ze bewäerten am Hëlbleck dorobber, dass déi Verbesserung komm sinn, nodeems d'Chamber den Dossier opgegraff huet, Froe gestallt huet an doropshin eeben och deem Audit gemaach ginn ass.

Ëm wat ass et elo ënner anerem konkret gaangen, respektiv wéi eng Uschëllegung stoungen am Raum? A keng Angscht, déi Lëscht ass och net endlos. Et ass fir d'alleréisch emol de Virwurf, d'2005er-Gesetz zur SuperDrecksKëscht wier op d'Firma O.S.L. zougesschnidde gewiescht, wat dann och zu enger Monopolstellung gefouert hätt.

Ech mengen, déi Fro, déi hei am Raum steet, ass wuel och en lien mat deem Constat, dass et frëndschafleche Rapporten tëscht dem fréieren Direkter vun der Ëmweltverwaltung an dem Direkter vun der Firma O.S.L. gëtt. Also kloer ausgedréckt: De Virwurf vum Favoritismus steet hei am Raum.

Dozou ass ze soen, dass am Virfeld vum 2005er-Gesetz e Comité d'accompagnement an d'Liewe geruff ginn ass, an deem Vertrieeder vum Ministère de l'Intérieur, der Inspection générale des finances an der Ëmweltverwaltung waren. Hei souzen also net just de fréieren Direkter vun der Ëmweltverwaltung, mee och nach eng Partie aner Leit, an et ass dëse Komitee, deem och entscheet huet, dass en Appel à candidatures op europäeschem Plang géif gemaach ginn.

Och de Kontrakt vum 2. Januar 2018 tëscht dem Ëmweltministère an der Firma O.S.L. fir d'Ausféierung vun der Aktioun SuperDrecksKëscht ass d'Resultat vun enger europäescher Ausschreiwung, déi konform zu de Reegelen vum Gesetz iwwert de Marché public ausgefouert gouf, an dat huet den Audit jo och nach eemol bestätegt. D'Gesetz ass also net op eng speziellesch Firma zougesschnidde ginn.

Vu datt dat Gesetz sech kloer op d'Gesetzgebung vun dem Marché public referéiert an doduerjer verlaangt gëtt, datt fir de Marché négocié en éffentlechen Appel à candidatures op europäeschem Niveau gemaach muss ginn, kann all Firma, déi déi néideg Qualifikatiounen opweise kann, sech dru bedeelegen.

Wat d'Soumissioun vun 2017 ugeet, esou huet den Audit och do keng Anomalie bei der Attributioun vum Marché festgestallt, an et stëmmt och net, dass se just ee Mount Zäit haten, fir hir Kandidatur eranzerechen. Et war ee Mount, fir mol Interessi unzekënnegen. Duerno hate se nach weider dräi Méint, fir hiren Dossier eranzerechen, also insgesamt véier Méint. Voilà!

(Interruption)

Ben, quand-même.

De Cahier des charges ass hei vun enger Commission ad hoc erstallt ginn, an där erëm méi Leit souzen. Nieft dem fréieren Direkter vun der Ëmweltverwaltung waren hei och nach e Beamten aus dem Ministère, eng Vertrieederin vun der Chambre des Métiers an och e Vertrieeder vun der Chambre de Commerce present. Si hunn zesummen de Cahier des charges opgestallt, also war och dat heite keng One-Man-Show.

Et ass awer effektiv eng Tatsaach, dass O.S.L. deen eenzege Kandidat war, dee sech op d'Ausschreiwung hi gemellt huet, obwuel den Appel d'offres op EU-Niveau ausgeschriwwen gi war a fir eng Zäit vun zéng Joer, wat jo och bedeit, dass dat erlaabt hätt, dass Investissementer amortiséiert ginn. Firwat sech am Endeffekt just een, nämlech O.S.L., dorobber gemellt huet, dofir konnt den Audit och keng direkt Erklärung ginn.

Da war et och de Virwurf, d'Firma O.S.L. géif vum Franchisesystem am Ausland finanziell profitéieren. Do ass et ganz einfach esou, dass déi Suen, déi iwwer déi Gebühre do erakommen, herno vun der Gesamtkäschte vun der Aktioun SuperDrecksKëscht hei zu Lëtzebuerg ofgehalde ginn. Dat bedeit, et ass de Lëtzebuurger Staat, deen dovunner eng Retombée huet, an net O.S.L.

An dann ass et, wéi och schon ugeschwat, de Virwurf vum Favoritismus beim Rekrutement vun engem Employé, nämlech dem Fils vum fréieren Direkter vun der Ëmweltverwaltung bei der SDK-Akademie. Och dat ass, wéi gesot, am Audit analyséiert ginn, a si sinn zur Konklusioun komm, dass et hei keng Irregularitéite gi sinn. Den Audit huet d'Konklusioun gezunn, dass O.S.L. eleng verantwortlech ass fir hir Rekrutement, ouni Applikatioun vum Comité de pilotage. A si hunn déi Astellung gemaach mat engem Prozess, deen üblech ass fir eng Entreprise vun esou enger Gréisst.

Laut O.S.L. hat déi besote Persoun virdrun och schon e Stage do gemaach, während deem si hir fachlech Kompetenz konnt ënner Beweis stellen. An et ass déi Erfahrung, déi herno och derzou gefouert huet, dass se och dee Poste kritt huet. Ech wëll och nach umieren, dass déi Astellung och zäitlech net en lien war mat der Ausschreiwung.

Da gouf sporadesch och an de Raum geheit, dass déi Präisser, déi gefrot ginn, net gerechtfertegt wieren. Och dozou huet de Ministère an der Kommissioun Stellung geholl a preziséiert, dass all d'Rechnunge vun der Ëmweltverwaltung kontrolléiert ginn. Déi Kontroll kuckt engersäits, ob déi Ausgabe plausibel sinn, a kuckt dat Ganzt och aus enger Vue comtable. Si kucken och d'Moyennespräisser vun der Berodung pro Betrib an och d'Moyenne vun de Berodungsstonnen, déi pro Betrib ufalen. Rechnunge ginn ëmmer nëmme no eingehender Kontroll iwwerwisen.

Ech kommen dann zum Schluss, zu menger Konklusioun. Fir nach eemol op den Dag vun haut zréckzkommen: Mir stëmmen haut e Finanzéierungsgesetz. Mir regulariséieren eng Situatioun, déi laut dem wëssenschaftlechen Dénkscht vun eise Haus scho laang net korrekt ass an am Fong nach ni korrekt war. Mir ginn domadder déi néideg Base fir d'Finanzéierung vun enger Aktioun, där hir Responsabilitéit net där mannster eng ass, nämlech, sech där problematescher Offäll unzehuelen, fir sécherzestellen, dass déi net einfach um Tipp landen oder an der Verbrennungsanlag.

Dat ass déi Approche, déi d'Cellule scientifique eis ugeroden huet an zu där de Conseil d'État och keng Bedenken hat. De Montant, deen als Plaffong am Gesetz steet, beleeft sech op e Maximum vun 112

Milliounen Euro, dat sinn, wéi de Rapportier virdrun scho gesot huet, eppes iwwer 10 Milliounen Euro d'Joer, fir dës wicteg Tâche fir eis Bierger a Betriber ze assuréieren. An dat ass kee Blankoscheck, wéi ech dat souwuel an engem Artikel hu misse liesen a wéi et och elo grad gesot ginn ass. Dat ass ganz einfach déi Zomm, déi de Staat der Firma O.S.L. fir hir Prestatiounen ze iwwerweisen huet. An déi Zomm ass jo och e Plaffong a gëtt no Ofrechnung facturéiert an an där Prozedur sinn d'„checks and balances“ agebonnen.

Un alle Verbesserungsverschléi aus dem Audit gëtt geschafft. Eng Partie sinn der schon ëmgesat, anerer sinn nach en cours. Fir eis ass de Constat, dass mer, Stand haut, déi Aktioun SuperDrecksKëscht op méi zolitten an transparente Féiss stoen hunn, wéi dat bis elo jee de Fall war.

Mir haten an hunn elo eng Ministesch, déi sech engagiert huet, weiderhi fir Transparenz ze suergen. Virun allem schwätze mer hei vu Verbesserungsverschléi aus dem Audit, net vun Elementer, déi et géife rechtfertegen, dass mer de Kontrakt resiliéieren.

Eis ass et wicteg, deen Erfollegmodell vun der SuperDrecksKëscht héichzehalen. D'Aktioun SuperDrecksKëscht ass wicteg a soll um Liewe gehale ginn, an dat froen och d'Beruffskummeren eis.

An domat soen ech Iech Merci a ginn och den Accord vu menger grénger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Empain Merci. Den Här Goergen wëllt Iech nach eng Fro stellen.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Madamm Empain, fir Är Erklärungen. Dir hutt elo grad gesot, um Franchise hätt O.S.L. oder den Här Walter näischt verdéngt. Kënnst Der dat confirméieren?

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dat sinn déi Informatiounen, déi mir krute säitens dem Ministère, an ech hu keen Ulass, déi Informatiounen net ze gleeven.

M. Marc Goergen (Piraten) | Den Audit seet eppes aneres. Ech wollt just déi Confirmatioun, dass Dir gesot hutt, en hätt näischt dru verdéngt an dass déi Franchisefirmen, wéi et hei am Audit steet, him net géife gehéieren. 90 % Participatioun vum Här Walter an deene Franchisefirmen, an Dir kommt heihinner an Dir sot, en hätt iwwer de Franchise näischt verdéngt!

Merci.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Da sot och genau dat, wat ech gesot hunn. Ech hu gesot: Vun deene Retombéeë profitéiert de Staat. De Staat profitéiert do dervunner.

M. Marc Goergen (Piraten) | De Staat kritt e klengen Deel vum Franchise, mee ech ginn herno nach dorop an.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, ech kommen direkt voll dran hei. De 15. Februar 2021 gëtt ënnert dem Titel „Das System SuperDrecksKëscht“ en Artikel op Reporter.lu publizéiert, an deem eng Rei potenziell Mëssstänn bei der Offallfirma thematiséiert ginn, an domat fänkt dat alles dann esou richteg un.

Et gëtt do festgestallt, dass et sech bei der SuperDrecksKëscht net ëm en öffentliche Organismus

oder eng ASBL handelt, wéi dat vun de Lëtzebuurger wäitleefeg ugeholl gëtt – iwwerens och deemools vu mir. Dat ass schon e bëssen impressionnant!

D'Firma huet 2018 e Kontrakt mam Staat ënnerschriwwen, deen hir bis 2028 déi 27 Milliounen Euro (veuillez lire: 97 Milliounen) fir d'Finanzéierung zur Verfügung stellt, a se kann nach zousätzlech Käschten umellen, déi zwar iwwerpréift, awer trotzdem da vum Staat iwwerholl kënnen ginn, also ganz héich Montanten.

Da steet weider dran am Artikel, d'Firma hätt vum Gesetz hier e Monopol, deen aner privat Acteuren ausschléisse géif, an duerfir gëtt vun enger „Omerta“ geschwat tëscht der SuperDrecksKëscht an der Ëmweltverwaltung.

Da steet dran, d'Affär géing zréck op d'Ausschreiwung, déi am Kader vum SuperDrecksKëscht-Gesetz aus dem Joer 2005 lancéiert gouf. Deemools gouf Firmaen, déi och Transportdénkschter fir Offall ubidden, vun der Ausschreiwung ausgeschloss. Dat huet sech dann op all déi aner bezunn, awer eeben net op d'SuperDrecksKëscht.

An do war och de Fall vun enger anerer bekannter Offallfirma, déi mat de roude Camionen, déi hat eng Plainte gemaach géint d'Privileegie vun der SuperDrecksKëscht. Déi ass awer weinst engem Formfeeler vum Verwaltungsgeriicht verworfen ginn.

Da stoung weider dran, dass d'Ëmweltberoder vun der SuperDrecksKëscht, déi vun der Firma Oeko-Service Luxembourg, also O.S.L., agestellt sinn, vum Staat bezuelt ginn, während aner Ëmweltberoder dës Käschte selwer droen an domat präislech net mat der SuperDrecksKëscht mathale kënnen.

Da steet weider dran, O.S.L. wier national an international un enger ganzer Rei Zousazfirmen aus dem gläiche Segment bedeelegt, woubäi sech dann och d'Fro stellt, wéi dës Bedeelegunge mam Lëtzebuurger Opdrag kompatibel sinn

Weider besteet de Verdacht, dass d'SuperDrecksKëscht-Beroder, déi de Leit zu Lëtzebuerg zu verschiddene vun deene Firmae roden, da bei de Leit als vermeintlech onofhängeg wouergeholl ginn, awer et eeben net sinn.

Da muss een och soen, dass CCN, déi jo och dann zu O.S.L. gehéiert, Transportdénkschter fir Offall ënnerhält. An dat ass jo méi wéi verwonnerlech, well wéi mer virdrun héieren hunn, war deemools bei der Ausschreiwung gesot ginn, et dierft e keng Transportdénkschter ubidden. An hei ass also O.S.L., mat hirer Firma CCN, déi dat awer mécht.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'SuperDrecksKëscht gëtt normalerweis duerch e Comité de pilotage kontrolléiert, an deem awer dann déi Leit dra sinn, déi och dann eeben an deene verschiddene Firmae mat dra sinn. Si préiwe sech also zum Deel selwer. D'Vertrieederin vun der Handwierkerkummer, déi och an deem Gremium sëtzt, sot, dass si nëmme e staark begrenzten Abléck an d'Aktivitéite vun der SuperDrecksKëscht géif huelen an och net als Finanzcontrôleur géif optrieden.

Da stoung an deem Artikel: 2018 an 2019 gouf et Onregelméissegkeeten am Bilan vu jee weils knapp 15 % vum Gesamtvolumen.

Dann huet 2019 O.S.L. eng Dividend vun 1,5 Milliounen Euro ausgeschott, woubäi dann och net ganz kloer ass, wou déi Sue genee hierkommen a wou déi genee higinn.

Dann de Logo. De Staat misst eigentlech d'Rechter um Logo vun der SuperDrecksKëscht hunn, mee

beim zoustännegen EU-Büro ass den Direkter vun der SuperDrecksKëscht agedroen, angeblech stellvertredend an – esou krute mir erklärt – well et dem Staat dofir un der néideger Rechtsperséinlechkeet feelt. Duerno si mer gewuer ginn, dass dat natierlech net richtig ass. De Logo dierf dann och doriwwer eraus am Ausland käschteflüchtig un aner Firmae verlount ginn, wouvun awer nees just Firme Gebrauch maachen, un deenen den Direkter vun der SuperDrecksKëscht finanziell bedeelegt ass, dat, wat virdru gesot ginn ass. De Chef vun der Ëmweltverwaltung vun deemools konnt just soen, dass de Staat Sue vun deene Firmae krit, awer och net, wéi vill.

An dann natierlech, dass muss een och erëm widderhuelen: Den Direkter vun der Ëmweltverwaltung an den Direkter vun der SuperDrecksKëscht si säit 30 Joer gutt Kolleegen. Deen een ass Pätter vun deem anere senger Duechter. Deem säi Jong ass da selwer responsabel fir deem anere seng SuperDrecksKëscht-Akademie. Offiziell wëllt do awer kee sech an d'Personalentscheidungen abruecht hunn. Hm!

No deem Artikel vu Reporter.lu, deen héich Welle geschloen hat, sinn eng ganz Partie Reaktiounen komm. D'Madamm Ëmweltminister Carole Dieschbourg gouf zesumme mam Ëmweltdirekter an déi zoustänneg Chamberskommissioun convoquéiert. D'Madamm Dieschbourg huet selwer en Audit vun der SuperDrecksKëscht annoncéiert. No der entsprecherender Sëtzung vun der Kommissioun gouf d'SuperDrecksKëscht dann als eng „Gelddréckmaschinn“ bezechent.

Weiderhi koum do eraus: D'Plaz, déi dem Direkter vun der Ëmweltverwaltung säi Jong bei der Akademie vun der SuperDrecksKëscht krut, gouf net ausgeschriwwen, mee hien hätt während engem Stage vu siwe Méint seng Qualifikatioun ënner Beweis gestallt. Geet dat duer, fir een anzustellen? Ass dat dee korrekte Wee?

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

D'Akademie vun der SuperDrecksKëscht gëtt vum Staat och separat subventionéiert an huet de Steierzueler och während dem Covidjoer 2020 iwwer 600.000 Euro kascht, obwuel jo do am Fong manner Formatiounen ugefall sinn.

Gestéiert huet mech bei där ... Pardon, Här Di Bartolomeo, ech wollt kucken, dass Der eng kéier matkommt.

(Hilarité)

D'Deputéiert kruten am Virfeld vun där ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Do, wou Dir sidd, sinn ech scho laang!

M. Fred Keup (ADR) | O, dat ass ganz sécher wouer!

D'Deputéiert kruten am Virfeld net all déi gefuerdert Dokumenter direkt a si krute se och eréischt 20 Minutte virun der Reunioen. An ech ka mech do ganz genee drun erënneren. Do ass ee sech dach awer e bëssen – jo, ech soen elo mol – net ganz respektéiert virkomm an der Kommissioun als Deputéierten, wann een op eemol dann eréischt e puer Minutten, ier d'Kommissioun ufänkt, déi gefrote Pabeiere krit. An da kritt een dann do eng PowerPoint-Presentatioun, wéi d'Mülltrennung fonctionéiert, woubäi et awer ëm ganz aner Saache gaangen ass.

A vun do u sinn dann och d'Meenungen tëscht der Opposition an der Majoritéit staark auserneegaangen. Fir d'Majoritéit goufe sämtlech Froe gekläert, wéi dat haut och e bëssen erauskomm ass. Et koum zu kenge Verstéiss, an d'SuperDrecksKëscht ass een Erfollegsmodell!

Fir d'Opposition bleiwen eng ganz Rei Froen op. Virleefeg huet ee sech awer du mussen op QPe beschränken an den Audit ofwaarden. Bon.

De Wirtschaftsminister Fayot, dee per Video zougeschalt war, huet dunn och der Duerstellung vum Ëmweltministère, wouno de Staat keng eege Markerechter hale kéint, widdersprach, well dat beispillsweis och beim „Let's make it happen“ de Fall wier. An de Kontrakt gëtt der Ëmweltverwaltung ënner Punkt 4.6 duerchaus d'Recht, O.S.L. duerch ëffentlech Finanzcontrôleuren auditéieren ze loossen.

Wéi scho virdru bemierkt, hat d'Madamm Dieschbourg en Audit vun der SDK ugekënnegt, deen duerno vun der Firma Muller & Associés duerchgefouert gouf. Do goufen d'Resultater an der Chamberskommissioun presentéiert. Resultat: Et war kee richtegen Audit. An d'„Lëtzebuurger Wort“ huet geschriwwen: „Ein Audit, das keines ist!“ Et huet sech just ëm eng Analys, net ëm en Audit gehandelt, well déi relevant Punkte guer net gepréift goufen. D'Firmestruktur vum Direkter vun der SuperDrecksKëscht gouf net gepréift an déi perséinlech Bezéiung vum Direkter vun der Ëmweltverwaltung an dem Proprietär vun der SuperDrecksKëscht goufen net gepréift.

Et goufen dann awer och Mësstänn festgestallt: D'Rechnunge goufen nach manuell erstallt, wat zu enger héijer Feelerquot gefouert huet.

An da goufe Recommandatiounen formuliert: De Staat soll sech nodréiglech als Proprietär vun der Mark androen, de Comité de pilotage soll reaktivéiert ginn an de Comité d'accompagnement permanent, dee bis dato just um Pabeier existéiert huet, reaktivéiert an als zoustänneg Instanz fir d'Finanzkontroll agesat ginn.

Weider si follgend Onreegelméissegkeete festgestelle gewiescht: Onreegelméissegkeeten am Bilan vun 2018 vun iwwer 3,7 Milliounen Euro souwéi d'Dividend vun 1,5 Milliounen Euro fir 2019, déi ausbezuelgt gouf, konnten net iwwerpréift ginn, well déi néideg Dokumenter verweigert goufen.

Muller & Associés koum zu folgender Konklusioun: „Après analyse des comptes annuels publiés, il nous est impossible de donner une assurance sur les comptes de la société“.

Da komme mer erëm bei Reporter.lu, déi et gutt formuliert hunn an déi festgehalten hunn, an ech zitieren dat: „Man muss sich diesen Befund nur einmal kurz vergegenwärtigen: Ein von der Regierung in Auftrag gegebenes Audit kann und will kein Urteil darüber abgeben, ob bei einer Firma, die viele Millionen Steuergelder erhält, finanziell alles mit rechten Dingen zugeht. In diesem Sinn hört sich der Satz von Carole Dieschbourg, wonach bei der SuperDrecksKëscht keine Unregelmäßigkeiten festgestellt worden seien, überaus zynisch an.“

Duerfir, Här President, wat kënnen mer elo haut konkret maachen? Mir kënnen dat alles elo weiderlafe loossen a soen: „D'SuperDrecksKëscht ass wichtig, well mir musse jo awer iergendwéi eise Müll entsuergeren!“, oder mir kënnen kucken, dass mer déi Saachen do awer iergendwéi oplären. An ech mengen, dat ass och eng Missioun, déi mir als Chamber hunn!

An duerfir stelle mir fest, dass den Audit a Saache SuperDrecksKëscht, dee vun där demissionärer Ëmweltministesch an d'Weeër geleet gi war, net all d'Uschëllegungen an net all Verdacht op Onreegelméissegkeete beäntwert huet.

Mir stelle weider fest, dass d'Regierung, a speziell den Ëmweltministère, am Interessé vun hirer Glafwierdegkeet an och am Interessé vun der Glafwierdegkeet

vun der ganzer Politik, all Interêt hätt, fir esou séier wéi méiglech Kloerheet an den Dossier SuperDrecksKëscht ze bréngen.

An duerfir fuerdere mer d'Regierung op, eng onofhängeg Auditfirma ze mandatéieren, fir follgend Punkten am Dossier SuperDrecksKëscht genee ze analyséieren: d'Finanzen, déi finanziell Verflechtungen, d'Strukturen an d'Bedeelungen an hir Implikatiounen, dann d'Personalpolitik an d'Virwërf vu Vetternwirtschaft, dann de Respekt vum Ausschreibungsgesetz, d'Konkurrenz zu private Beroderfirmen an Déngschtleeschter duerch e staatlech finanzierte Betrib an dann d'Redundanz vun der SuperDrecksKëscht-Offer mat de Recyclingzentere an aneren Offeren an deem Secteur vum fräie Maart.

A schlussendlech fuerdere mer och d'Regierung op ze garantéieren, dass dës Auditfirma souwuel vun de Proprietären an der Direktioun vun der SuperDrecksKëscht wéi och vum Ëmweltministère dës kéier de vollen Zougang zu allen Informatiounen krit, déi si fir hir Aarbecht brauch.

Dat ass eng Motioun, an ech iwwerreechen Iech déi, Här President.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Wannechgelift.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, dass

– den Audit a Saache SuperDrecksKëscht, dee vun där demissionärer Ëmweltministesch an d'Weeër geleet gi war, net all Uschëllegungen a net all Verdacht op Onreegelméissegkeete beäntwert huet,

ënnersträicht, dass

– d'Regierung a speziell den Ëmweltministère am Interessé vun hirer Glafwierdegkeet all Interêt hätten, fir esou séier ewéi méiglech Kloerheet an den Dossier SuperDrecksKëscht ze bréngen,

fuerdert d'Regierung op,

– eng onofhängeg Auditfirma ze mandatéieren, fir follgend Punkten am Dossier SuperDrecksKëscht genee ze analyséieren:

◦ *Finanzen, finanziell Verflechtungen, Strukturen a Bedeelungen an hir Implikatiounen,*

◦ *Personalpolitik an d'Virwërf vun Nepotismus,*

◦ *Respekt vum Ausschreibungsgesetz; Konkurrenz zu private Beroderfirmen an Déngschtleeschter duerch e staatlech finanzierte Betrib,*

◦ *Redundanz vun der SuperDrecksKëscht-Offer mat de Recyclingzentere an aneren Offeren an deem Secteur um fräie Maart;*

– ze garantéieren, dass dës Auditfirma souwuel vun de Proprietären an der Direktioun vun der SuperDrecksKëscht wéi och vum Ëmweltministère de vollen Zougang zu allen Informatiounen krit, déi si fir hir Aarbecht freet.

(s.) Fred Keup.

Ech kommen elo nach schnell zum Schluss an da kommen ech och ganz schnell zu deem Gesetzesprojet, dee jo och just aus e puer Zeile besteet. Mir wäerten als ADR dergéint stëmmen, an dat mat der Begrënnung, dass dëst Gesetz eigentlech ze wäit geet, vu all dat, wat geschitt ass.

Mir hätten eng Deelfinanzéierung vun der SuperDrecksKëscht bis 2022/2023 matgedroen, fir de Fonctionnement vum Lëtzebuurger Recycling ze garantéieren, mee déi Zäit hätt misse fir en Neufank mat enger frëscher Ausschreiwung genotzt ginn. Esou bleift dee potenziell

eventuell a warscheinlech feelerhafte System souguer iwwert dës Regierung eraus nach erhalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, dës Debatt vun haut iwwert d'Spezialgesetz fir de Finanzement vun der SuperDrecksKëscht ass bis ewell dat lescht Kapitel an enger Affär, déi viru gutt 18 Méint ugefaangen huet, Wellen ze schloen. Et ass awer sécher net de Schluss vun dëser Affär, déi eis politesch sécher weider beschäftege wäert, well ze vill Froen, juristescher, finanzieller wéi och politescher, bis haut net gekläert sinn.

Ech ginn a menger Ried op dës dräi Froekomplexer an. Ech fänken u bei deem rezenten Deel, also dem Spezialgesetz vun haut, dat sech opgrond vun zwee juristeschen Avisen, ee vun der Cellule scientifique aus der Chamber an ee vun Jurist Alain Steichen, als onëmänglech erweisen huet.

Ech kommen duerno op déi finanziell Froen ze schwätzen, déi an eisen Aen déi ganz Approche vun der Regierung an dësem Dossier an Zweifel zéien an och en droende Grond fir eis sinn, fir dëst Gesetz hei net matzestëmmen.

Um Enn ginn ech dann nach op eng Partie méi politesch Iwwerleeungen an a knäppen do dann och direkt un dat un, wat mir och bei den Offallgesetzter scho soten.

Virewech wëll ech awer soen, dass mir als déi Lénk net d'SuperDrecksKëscht als solch wëlle kritiséieren, well d'Trennung an d'Entsuergung respektiv de Recyclage, mee nach vill besser d'Vemeidung vun Offäll a besonnesch vu problemateschen Offäll mat héijem ökologeschen Impakt bei Produktioun an Entsuergung ass e wichtege Piliere vun der ökologescher Transformatioun vun eise Produktiouns- a Liewensweisen.

Mir mengen awer, dass d'Ausféierung vun dësen Aufgaben net an d'Hänn vu Privatfirme gehéiert, déi an alleréischter Linn op der Sich no neie Marchésparten a Profitter sinn, well dëst fréier oder spéider zu Kontradiktioune féiert. Den Dossier SuperDrecksKëscht enthält eng Partie esou Kontradiktioune.

Här President, d'juristeschen Avisen, déi eis Enn 2021 iwwert d'SuperDrecksKëscht virgeluecht goufen, ware sech eens an hirem Constat, nämlech dass d'Aktioun SuperDrecksKëscht bis haut keng rechtlech Grondlag huet, well bis elo nach ni e Spezialgesetz gestëmmt ginn ass, dat der Regierung et erlaabt, e gewëssene Budget fir d'Ausféierung vun der SuperDrecksKëscht ze engagéieren.

Deemno ass d'Schlussfolgerung, dass de Kontrakt vun 2018, deen den Ëmweltministère mat der Bedriewerfirma Oeko-Service Luxembourg, O.S.L., geschloss huet, guer keng rechtlech Grondlag huet an d'Ënnerschrëft vun der Ëmweltministesch op deem Kontrakt och juristesche iwwerhaapt net belaauschtbar ass. An Absenz vun engem Spezialgesetz sinn déi vergaangen Ausgaben, déi am Kader vun dësem Kontrakt säit véier Joer gemaach gi sinn, also e Verstouss géint d'Verfassung.

Dat, wou d'Meenunge vu béiden Avisen auserneege ginn, betrëfft d'Konsequenzen, déi elo doraus ze zéie sinn. D'Cellule scientifique ass der Meenung, dass e Spezialgesetz – an ech vereinfachen et elo – de Kontrakt mat O.S.L. am Nachhinein regulariséiere kéint. Dat ass eng séier an einfach Approche, déi sécher der

O.S.L. am meeschten entgéintkëent a wuel och dem Ëmweltministère am beschten an de Krom passt. Dofir war och ganz séier kloer, dass d'Regierung op dëse Wee géif goen.

Här President, den zweeten Avis vun Maître Alain Steichen seet awer eppes ganz aneres. Vu dass d'Ministesch guer keng Capacité juridique hat, fir dëse Kontrakt ze ënnerschreiwen, hätt dësen och keng rechtlech Grondlag a wier also ongëlteg. Dowéinst misst net nëmmen e Spezialgesetz gestëmmt ginn, mee op Grondlag vun dësem Spezialgesetz, nodeem d'Chamber also de Finanzement guttgeheescht huet, en neie Kontrakt mat der Bedriewerfirma ausgehandelt ginn.

Fir eis ass dës Argumentatioun stéchhalteg. Engersäits schéngt se eis juristesche d'Strooss ze halen, anerersäits seet engem awer och de gesunde Mënscheverstand, dass de Staat jo net ka Geschäftspartner hunn, ouni dofir déi rechtlech Grondlag ze hunn, a wann dat offällt, da stëmmt een d'gesetzlech Grondlag einfach no! Do gétt sech dann d'Realitéit einfach dann esou gebéit, wéi se der Regierung an O.S.L. am beschte passt.

Dat géif heeschen, dass d'Regierung mécht, wat se wëllt. A wann d'Chamber, d'Press oder aner gesellschaftlech Acteuren op e Mëssstand opmierksam maachen, da gétt d'Chamber gefrot, fir e Gesetz nozestëmmen, esou wéi wann d'Chamber net den éischte Pouvoir wier, mee iergend esou eng nogeuerdent Kummer, déi der Regierung an hirem Schalten a Walte just de Réck fräizehalen hätt. Mee wie wonnert dat, well de Premier huet jo och op hirem Nationalkongress gesot, ech zitieren: „datt mer hei vu kengem Lektione brauchen, och net an der Chamber“.

Wa mer iwwert de Kontrakt respektiv iwwert d'Aushandele vun engem neie Kontrakt schwätzen, da stellt sech natierlech och d'Fro vun der neier Ausschreiwung. Dës Ausschreiwung gétt, entre autres, op der Basis vun SuperDrecksKëscht-Gesetz vun 2005 gemaach, dat de Kader vun der SuperDrecksKëscht festleest.

Zu dësem Gesetz stinn och eng Partie Froen am Raum, déi an der Press an och am Audit am Summer 2021 opgeworf goufen a bis elo nëmmen deelweis beäntwert gi sinn. An hei stousse mer dann op eng weider Rei vu Froen an Aspekter, déi mir als Deputéiert net ofschléissend bewäerte kënnen, well mir kee kompletten Abléck an d'SuperDrecksKëscht hunn.

Vill vun den Aktivitéite vun a ronderëm d'SuperDrecksKëscht verschwannen an de Bilanze vun der Bedriewerfirma O.S.L., déi och den Audit net konnt agesinn, wouduerch et eis nach méi erschwéiert gétt, d'Spezialgesetz isoléiert ze betruechten an net op dee ganze Komplex hei anzegoen. D'Madamm Ëmweltministesch konnt sech zwar nom Audit vun 2021 an d'Ëffentlechkeet stellen a soen, dass keng Irregularitéite fonnt gi sinn. Dat ass awer och net verwonnerlech, wa guer net konnt no Irregularitéite gesicht ginn!

Här President, ech ginn elo net am Detail op all déi Aspekter an, déi eis bei der Ausféierung vun der SuperDrecksKëscht problematesch erschéngen. Ech beloossen et bei folgende Punkten:

Oeko-Service Lëtzebuerg, déi fir d'Ausféiere vun der Aktioun SuperDrecksKëscht den Zouschlag huet, gehéiert Persounen, déi eng Partie aner Entreprises am Beräich vun der Offallgestioun zu Lëtzebuerg geréieren, déi selwer bestëmmt Aufgaben am Aktiounskader vun der SuperDrecksKëscht iwwerhuelen.

D'finanziell Fluxen tëscht O.S.L. an dësen Entreprises entzée sech awer dem Wësse vun der Chamber, well

se am Audit net gekuckt konnte ginn. Dat ass awer zentral, well déi Entreprises Aufgaben iwwerhuelen, déi integral vum Staat finanzéiert ginn an deementsprechend och vun der Chamber musse kënnen kontrolléiert ginn.

Donieft bedreift O.S.L. SuperDrecksKëscht-Ofleeër-Entreprises am Ausland, déi och net am Audit berücksichtigte goufen. Mir wëssen also näischt iwwert d'Transfertspräisser an doriwuer, wéi eng Firma wéi eng Depensen a Recettë verrechent huet. Och hei steet d'Ausso: De Staat finanzéiert a muss dat wëssen!

Dorunner uknäppend stellt sech d'Fro vun de SuperDrecksKëscht-Marken, déi geschützt a bis elo vun O.S.L. gehale goufen. D'Regierung huet dës Marken elo zrëckgeholl, e Virgang, deen elo viru enger Woch ofgeschloss ginn ass. Mee d'Fro stellt sech awer, wéi een Interessi d'O.S.L. hat, fir SuperDrecksKëscht-Franchisen am Ausland ze grënnen, wann net, fir Profitter mat engem staatleche Label ze maachen.

D'SuperDrecksKëscht hat iwwer Jore keng seriö GouVERNANCE, well de Comité de pilotage a senger Zesummesetzung dëser Aufgab och guer net ka gerecht ginn. Aus dësem Grond soll jo elo de Comité d'accompagnement, dee scho bestanen huet an och an der Vergaangenheet schon op Mängel opmierksam gemaach huet, erëm agesat ginn, wat eng gutt Saach ass.

D'Ausschreiwung vun der SuperDrecksKëscht ass op Basis vum Gesetz vun 2005 geschitt, dat jo bestëmmt Ausschlosskrittäre virgesäit, un déi sech bei der Vergab, wann een d'Aussoen dozou am Audit liest, scheinbar net gehale ginn ass. Zumindest ass et fir eis haut net méiglech, fir sécher dervunner auszegoen, dass dës Marché och korrekt ofgelaf ass.

All dës Aspekter, déi sech mat verschiddene Beispiller deelweis op méi Plazen am Audit och erëmfinden an zum Deel och vun der Press un d'Liicht bruecht goufen, bestärken eis an eisem Nee zu dësem Spezialgesetz, wat hei virläit.

Här President, mir hunn et also hei mat engem Finanzéierungsgesetz ze dinn, dat e Kontrakt retroaktiv soll legaliséieren, deen de Staat mat enger Privatfirma ofgeschloss huet, fir en Deel vun der ëffentlecher Missioun vun der Offallgestioun ze iwwerhuelen. Dëse Kontrakt a wéi en zustane komm ass werfen awer e Rateschwanz u fundamentale Froen ronderëm onduerchsichteg Firmegeflechter a Finanzstréim an eng lächerlech Gouvernance a Buchféierung op.

Fir eis ass kloer: Dëst kann net einfach elo esou weiderlafen! Wann d'Gesetz awer gestëmmt wäert ginn, wouvu mir jo ausginn, da leeft dës Business awer einfach esou weider!

Natierlech ginn e puer Recommandatioune aus dem Audit opgegraff an da vläicht och ëmgesat. Mee fundamental wësse mer haut net vill méi mat Sécherheet wéi viru engem Joer. D'Fro bleiwe gréisstendeels ongeklaert. Mee mir kréien hei awer elo séier e Gesetz virgeluecht, dat eigentlech seet: „Nothing to see, please keep walking!“ Dofir ass et fir eis ganz evident, dass mir d'Fuerderung no enger Enquêtékommisioun matënnerstëtzen, fir dass mer dann iwwert dee Wee e kompletten Abléck a Kloerheet an dësem Dossier kënnen kréien.

Här President, zum Ofschluss wëll ech nach e bëssi méi wäit aushuelen an dës Affär SuperDrecksKëscht an dee méi breede politesche Kontext setzen. An éischter Linn ass d'SuperDrecksKëscht oder villméi d'Ausféierung vun der Aktioun SuperDrecksKëscht eng Privatiséierung vun enger Aufgab, déi fir eis an de Service public fält. Dëst bréngt eng Rei Problemer mat sech. De Staat engagéiert hei e Budget mat säftegem Opschlag vu 15 % par rapport zu der leschter Kéier a vergétt deen

Optrag, dee mat dësem Budget vun 112 Milliounen Euro zesammenhängt, un eng Privatfirma. De Budget u sech ass natierlech schwéier ze bewäerte fir eis Deputéiert, och alt erëm well mer keen Abléck an d'Finanzen an an d'Verrechne vun de Leeschtungen hunn.

Allerdéngs schéngt eis d'Argument vun der wuessender Bevëlkerung fir dëse méi héije Budget net korrekt ze sinn. Ass et nämlech net eigentlech esou, datt d'Zilsetzung jo awer déi soll sinn, de Volumen un Offall trotz wuessender Bevëlkerung ze reduzéieren, wat da jo awer éischter falend Ausgabe misst bedeiten? Ass et donieft net och esou, datt d'Responsabilitéite vun de Produzente beim Droer vun de Käschte vun Entsuegung a Reprisë verstärkt gi mam leschten Offallgesetz? A misst dat dann net heeschen, dass de Staat an also d'Allgemengheet manner Sue misst ausgi fir d'Entsuegung vum Offall?

Hei besteet fir eis eng Kontradiktioun tëschent Wuessensbestriewe vun enger Entreprise engersäits an der ekologescher Necessitéit anersäits.

Doriwwer eraus besteet hei och e fundamentalen demokratesche Kontrollproblem. Eng öffentlech Verwaltung oder staatlech Acteure mussen hir Bicher op Demande oppeleën a kënnen also kontrolléiert ginn. Dysfonctionnement kënnen, mussen awer net ëmmer erkannt a behuewe ginn. Ech erënneren hei un de Fonds du logement, dee komplett auditéiert ginn ass a wou duerno eng komplett Reorganisatioun virgeholl gouf.

Hei kréie mir elo gesot, datt d'Chamber keen Abléck an eng Privatfirma kéint kréien. Hei priméiert also erëm de privaten Interessi iwwer den allgemengen Interessi.

Donieft ass och d'Fro vun der Verantwortung schwéier ze klären. En Dysfonctionnement an engem Ministère oder engem öffentlechen Déngscht ass d'Verantwortung vum Minister. Wann en Dysfonctionnement bei enger Privatentreprise virkënt, da ka sech de Ball op oniwiersichtlech Terrain hin an hier zougespillt ginn.

D'privat Ausféierung vun der SuperDrecksKëscht am legalen an ekonomesche Kontext, deen ech a verschidener vu menge Virriedner an erkläert hunn, bedeit iwwerdeems, dass de Verdacht vu Favoritismus an Ofsproochen engersäits an de Virwurf, dass an éischter Linn méiglech vill Profit fir d'Firmebesëtzer sollen erausspringen, ni aus der Welt wäerte kënnen geschafe ginn, well wann eis den Dossier SuperDrecksKëscht eppes weist, dann dass d'Offall- a Ressourcégestioun ëmmer méi zu engem lukrative Geschäft gëtt an dës Entwécklung Gefore mat sech bréngt, an déi mer elo hei en éischten Abléck kritt hunn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, ech mengen, mir brauche geschwéi méi e grousst Riednerpult bei esou wichtege, grousse Dossieren.

Haut diskutéiere mir net just iwwer 112 Milliounen, an dës Säit stëmmt dem Gesetzestext jo warscheinlech zou, mee mir diskutéieren och iwwer ganz vill juristesche Diskussiounen, déi warscheinlech nach fir ganz vill juristesche Akte wäerte suergen.

Et ass haut wuel och e Vott mat Potenzial fir d'Geschichtsbicher, souwuel vun der Chamber wéi vum Land, well et ass mir net bekannt, dass iergendeen Vott stattfonnt huet, wou esou vill Feeler an Onreegelméissegkeeten am Virus scho bekannt waren an

dat hei legaliséiert ginn ass. Et deet mer och leed fir d'Ministesche. Et ass wuel dee schlechteste Start, deen een als nei Ministesch kann hunn!

Vun der moralescher Astellung an dem feelende moralesche Kompass vun der Regierung an dësem Dossier mol nach guer net ze schwätzen. No de schlechten Opträtter an der Ëmweltkommissioun, der Taktik, méiglech vill ze verheemlechen, sou wéi eng wuelbekannte Salamitaktik, wat nach ni fonctionéiert huet, läit haut en Text hei, dee juristesche net d'Strooss wäert halen!

Dir wëllt hei nämlech, jo, e Skandal, en Dysfonctionnement réckwierkend per Gesetz legaliséieren, dat, nodeems Dir och hei scho vun Ufank un eis, jo, der ganzer Opposition, net nogelauschert hutt an et op en Avis an der Chamber ukomme gelooss hutt, anstatt direkt an am Virus ze handelen. Alt nees waart Dir gezwongen ze handelen. Mee anescht verstitt Dir et wuel net!

Dir hutt jo och net de beschte Beroder an der Ëmweltkommissioun, wat dat ubelaangt. Déi fréier Ministesch kann Iech dovun e Liddche sangen!

De SuperDrecksKëscht-Skandal hätt Der Iech nämlech kënnen spueren, andeems Dir, wéi d'Gesetzter et virgesinn, de ganzen Dossier einfach fir haut nei ausgeschriwwen hätt. Dat wär propper geschicht an dat hätt Gréisst gewise vun allen Acteuren.

Duerch all meng Recherchen – an dofir ass d'Pult net grouss genuch, et ass en décken Dossier mat iwwer 500 Säiten a mat ganz ville Gespréicher vun Informante souwéi Journalisten – sinn ech zur eendeiteger Schlussfolgerung komm, dass hei Favoritismus a Korruptioun dran ass.

Dat léisst sech och doraus schléissen, wéi e Firmegeflecht opgebaut ginn ass, wat de Staat ëm Milliounen bedrunn huet, an dat Firmegeflecht wäert elo dank 31 Stëmme kënnen weidermaachen. Dir stëmmt also haut ganz bewusst doriwwer of. An Dir hutt déi selwecht Dokumentatioun kritt wéi mir als Opposition: eng falsch! Eng strofbar Ausschreiwung ze legaliséieren, dat ass den zweete Skandal!

31 Deputéiert ginn instrumentaliséiert vum fréieren Direkter vun der Ëmweltverwaltung, dem Robert Schmit, souwéi dem Hans-Peter Walter a sprange genauou duerch de Reef, wéi déi zee sech dat gewünscht hunn. Du jamais vu an der Lëtzebuurger Politik, en negativen Akt fir eis Geschichtsbicher!

De Robert Schmit, an der Funktioun als Direkter vun der Ëmweltverwaltung, huet sengem gudden Kollege, dem Pätter vu sengem Kand, dem Hans-Peter Walter, eng perfekt op hien zougeschnitten Ausschreiwung vermaacht. Ufanks 90 Milliounen, an elo 122 Milliounen (veuillez lire: 112 Milliounen).

Dat Ganz ass e Blankoscheck vum Staat, fir Geld ze drécken, duerch e raffinéiert Firmekonstrukt. Well de Walter huet zeg Firmen ënner sech, déi all fir déi selwecht Beräicher zoustänneg sinn, an e konnt der SuperDrecksKëscht esou Facturen ausstellen, an de Staat ass nach esou domm an e bezilt brav!

Et iwwerrascht mech dann och net, dass laut Audit de Robert Schmit dem Walter seng Facturen iwwerpréift huet an déi weiderginn huet a fräiginn huet.

An der Kommissioun hunn ech dofir nogefrot, ob de Staat dann an Tëschenzäit déi Montanten iwwerpréift, esou wéi de Maartpräis dat eebe géif hierginn, well soss ka jo de Firmekonstrukt Walter egal wéi eng Präisser berechnen a sech domm an dämlech verdéngen. Ben, hei en Auszuch aus dem Rapport, wat ech als Äntwert krut: „aucune raison de douter [...] les prix facturés“. Voilà.

Dat heescht, Dir stellt Iech mol net d'Fro, ob déi Präisser vun deem Firmekonstrukt iwwerhaupt korrekt sinn. Dat sot d'Ministesche mir ganz offiziell an der Kommissioun. An no all den Informatiounen, déi virleien, hutt Dir et nach ëmmer net fir néideg fonnt fir ze kucken, ob déi Facturen, déi ausgestallt ginn, dem normale Präis vum Marché standhalen. Dat ass de Problem. Verstitt Der? Dat ass de Problem. Dee kann nämlech egal wat an deene Facturë berechnen, wann en dat passend Firmegeflecht huet. Bon, dat ass soss och néierens esou am Staat ze fannen.

Mee zur neier Ministesch. Ech hat Iech jo an der Kommissioun gefrot, wat d'Ministesche da wusst am Kader vun hirer Funktioun als Directrice adjointe. Well bekanntlecherweis waart Dir jo zum Zäitpunkt vun der Ausschreiwung op deem Posten. Als Äntwert krut ech: „Näischt dermat ze dinn. Ech wusst vun näischt.“ A well ech e feine Mënsch sinn an un éierlech Leit gleeuwen, hunn ech dat och esou ugeholl. Mee et stäerkt awer ëmsou méi meng Theorie, dass de Robert Schmit soumat fräi Hand hat an alles konnt selwer entscheeden, dem Kollege Walter et zouschousteren. Wann d'Directrice adjointe also näischt matkrut, jo, wien hätt da sollen am Ministère eppes matkréie vun deene Machenschaften?

Just, bei menge Recherchen no der Kommissiounssetzung – an et waren der vill! – ass mir awer dunn opgefall, dass am Audit vu Muller & Associés och d'Madamm Welfring gefrot ginn ass, fir am Audit auszesoen.

Och wann ech Iech, Madamm Ministesch, gleeuwen, dass Dir guer näischt matkrut vun de Machenshafte vum Robert Schmit souwéi dem Dossier SuperDrecksKëscht – ech si jo nach ëmmer dee feine Mënsch –, fannen ech et awer komesch, dass am Audit och Leit ausgesot hunn, déi awer guer näischt dovun wussten a soumat och näischt dozou konnte bäidroen. Komeschen Zoufall awer!

Hei steet ëmmerhin am Raum, dass de Walter e beschten Drot an d'Verwaltung hat an do konnt Geld wéi am All Inclusive ofzapen op Käschte vum Steierzueler. Mee bon.

D'Ministesche an hir Beamten hunn och steif a fest behaupt an der Kommissioun, just vun zwou Firmen ze wëssen, dat trotz e puer Réckfroen. Hei dann emol fir Iech de Scheema vum Firmegeflecht, da ka sech all Bierger dobausse selwer Gedanke maachen, wéi kompetent déi Verwaltung an der Kontroll ass, wa se behaupt, et wäere just zwou Firmen, déi a Relatioun géife stoen.

(M. Marc Goergen montre une documentation.)

Well der Verwaltung, bewusst oder onbewusst, ass wuel och net opgefall, dass ee sech 1,5 Milliounen Dividend erausgezunn huet aus der O.S.L. 1,5 Milliounen an engem Joer Dividend erausgezunn, de Walter aus der O.S.L.!

(Interruptions)

Jo, dat ass esou an Ärem Audit ganz beluecht.

Une voix | Nieft der Pai!

M. Marc Goergen (Piraten) | Nieft de Paien, nieft alles. 1,5 Milliounen Dividend!

M. Sven Clement (Piraten) | Dat gëtt e bësse Botter fir op d'Kauscht, ne?

M. Marc Goergen (Piraten) | A wéi een esou schéin an de Bilane liese kann, ëmmer nach eng Linn, an dat kënt all Joer zréck: „zur Reduzierung der Vermögenssteuer“. Sou. Dat ass den Hummer! De Staat bezilt iwwer Steiergelder där O.S.L. Milliounen, de Mann verdéngt sech domm an dämlech, mee e kuckt

awer, wéi en d'Steiere ka verhënnere. Déi Steieren, déi e misst bezuelen, kuckt en am Bilan d'Vermögenssteuer ze ëmgoen. Bon, Dir legaliséiert dat jo haut.

Mee do ass jo och nach d'Fachpersonal & Service GmbH am Saarland, wou O.S.L. 90 % vun de Parten huet. Bon, du konnt och kee mer erklären, ob Der iwwerpréift hutt, ob déi Fachpersonal-Gesellschaft aus dem Saarland – si gehéiert jo O.S.L. – dann och Personal bëlleg verrechent fir Lëtzebuerg. Préift keen! Interesséiert keen! Allez hépp, deen huet jo bestëmmt déi Firma fir op de Chrëschtbeemchen!

Zum Firmegeflecht kéint ech nach villes zielen an alles oopleëen, mee bekanntlech hunn ech déi Zäit jo net. Dofir verweisen ech op piraten.lu, wou mer e ganz detailléierten Avis souwéi dat ganz Firmegeflecht an all d'Informatiounen transparent zur Verfügung stellen, an op d'Pressekonferenz iwwernächst Woch.

Eng aner Klausel sinn déi Frigoen, wou Ecotrel och muss mam Walter, der SuperDrecksKëscht, zesummeschaffen, wou de Walter per Zoufall erëm eng passend Firma parathält. Et gëtt lauter esou Zoufall! Dat huet d'„Wort“ jo elo dës Woch nach eng Kéier un d'Liicht bruecht. An – oh Wunder! – seet laut „Wort“de Kontrakt, dass Ecotrel do muss mat der SuperDrecksKëscht zesummeschaffen, mat der O.S.L., an ënnerschriwwen ass e vum fréieren Direkter, dem Robert Schmit. Et gëtt einfach esou vill Zoufall!

An do wär ech bei der Korruptioun souwéi dem Interessekonflikt. Den Audit wéi och d'Verwaltung hunn direkt op e puer Plaze bestätegt, dass de Fils Schmit, de Jong vum Robert Schmit, duerno bei der SuperDrecksKëscht Akademie op engem feste Posten age stellt ginn ass. Den Direkter vun der Verwaltung, deen deemools 90 Milliounen, elo 112 Milliounen, verginn huet, Ausschreiwunge genau esou formuléiert huet, dass se passen, esou vill zougelooss huet, krut duerno am Géigenzuch säi Bouf age stellt.

Dat ass en Element, wat public ass. Mee wat géif d'Justiz nach alles fannen? Fänke mir beim Code pénal un. Artikel 245 – an ech mengen, Dir kennt d'Bichelchen alleguer –, ...

(M. Marc Goergen montre le Code pénal.)

... wou ganz kloer steet: „Toute personne chargée d'une mission de service public“, wa se en „intéret quelconque“ huet, „sera punie d'un emprisonnement de six mois à cinq ans“. Mir schwätzen hei net vun egal wat. Dir kënnt Iech de Code pénal nach eng Kéier ukucken, Artikel 245.

Den Artikel ass ganz kloer. Ech hunn dat och an der Kommissioun schonn ugedeit. Wat krut ech dann dunn als Äntwert? Jo, dee Mann, den Direkter vun der Ëmweltverwaltung, wär jo dann an deem neien Ad-hoc-Komitee ee vu véier gewiescht. Jo, ech als Laiejurist weess awer: Och fir ee vu véier gëllt nach ëmmer de Code pénal. An domadder ass et nach ëmmer juristescht relevant. Et kann een net einfach soen, wéi déi Excuse, déi ech vun der Ministesch krut an der Kommissioun, do wär jo näischt, et wär keen Interessekonflikt, et wär ee vu véier gewiescht, obwuel deen all d'Dossieren traitéiert huet. Et kann ee mer jo villes zielen herno, et wäeren déi aner dräi gewiescht, déi et entscheet hunn. Nee, dee war mat dran. De Code pénal gëllt. Fäerdeg!

Dofir hunn ech och eng Motioun matbruecht – déi ginn ech Iech herno nach –, fir dee ganzen Dossier nei auszeschreiwene.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– den Avis juridique vum 15. Juni 2022 (ze fannen op www.piraten.lu/dossiersdk/) liwwert eng detailléiert

Analys iwwert de Finanzement vun der Aktioun SuperDrecksKëscht;

– den Artikel 99 vun der Verfassung gesäit vir, dass all Ausgab vun iwwer 40 Milliounen Euro Objet vun engem separate Finanzéierungsgesetz muss sinn;

– de Kontrakt vum 2. Januar 2018, deen den Ëmweltministère fir d'Aktioun SuperDrecksKëscht mat der Firma Oeko-Service Luxembourg S.A. (O.S.L.) ënnerschriwwen huet, kascht méi wéi 40 Milliounen Euro a muss deemno per Spezialgesetz vun der Chamber accordéiert ginn;

– de Kontrakt vum 2. Januar 2018 gouf an Ofwieseneheet vun engem Finanzéierungsgesetz vum Ëmweltministère ënnerschriwwen. D'ofgeännert Gesetz vum 25. März 2005 iwwert d'Fonctionnement an d'Finanzéierung vun der Aktioun SuperDrecksKëscht ass kee Spezialgesetz am Sënn vum Artikel 99 vun der Verfassung, well kee prezise Montant an dësem Gesetz festgehale ass;

– d'Finanzéierung vum Kontrakt, deen den Ëmweltministère 2018 ënnerschriwwen huet, hätt missen am Aval vun der Chamber approuvéiert ginn, an dat war net de Fall;

– den Artikel 2 vum Code civil gesäit vir, dass: „La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif.“ De Gesetzesprojet 7950 kann net nodréiglech d'Situatioun vum Kontrakt vun 2018 regulariséieren;

– de Kontrakt, deen den 2. Januar 2018 tëschent dem Ëmweltministère an der Firma O.S.L. ënnerschriwwen gouf, ass deemno ongëlleg.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. de Kontrakt vum 2. Januar 2018 tëschent dem Ëmweltministère an der Firma O.S.L. opzeléisen;

2. nach dëst Joer eng nei ëffentlech Ausschreiwung fir d'Aktioun SuperDrecksKëscht ze maachen.

(s.) Marc Goergen.

Well nieft deem dote Problem stellt sech och nach ëmmer d'Fro, ob een iwwerhaapt dierf nodréiglech esou e Kontrakt guttheeschen. Do sinn d'Juriste sech net eens, dat ginn ech och zou. D'Cellule huet et méi soft formuléiert. De Maître Steichen huet et gesi wéi och eise Maître Heisten, dee mir ëm en Avis gefrot hunn, dee mer Iech elo ausgedeelt hunn, dass een hei misst nei ausschreiwene. Dat baséiert op europäeschen Direktivë souwéi den aktuelle Lëtzeburger Gesetzer.

Et ass net, well een an der Vergaangenheet Gesetzer esou gebéit huet, dass kee geklot huet – huele mer Max Planck –, dass dat elo op eemol legal wär. Dat geet net esou einfach.

Mee, Madamm Ministesch, ech kann Iech just soen: Sicht Iech en anere Beroder an esou Dossiere wéi de President vun der Ëmweltkommissioun. Seng Bilanz, fir d'Ministeschten ze schützen oder gutt ze beroden, wann et ëm kriddeleg Dossiere geet, ass bekanntlech ganz schlecht. A mir wëlle jo awer alleguer, dass Dir eis nach erhale bleift, zumindest bis Oktober d'nächst Joer.

Ech hunn Iech elo ganz kloer a kuerzer Zäit opgelëscht – an ech maachen nach den Depot vun de Motiounen a Proposen –, wéi Dir kéint aus deem Skandal, deen Dir Iech selwer agebrocht hutt, erëm erauskommen. Bon, kommt, mer soen esou: déi gréng hunn en agebrocht an déi zwou aner Regierungsparteie setzen elo mat dran.

An hei och nach eng Motioun, mat där mir froen, dass den Audit soll ausgebaut ginn, fir d'Firmegeflecht souwéi d'Finanze vun der O.S.L. an de Walter-Firmen ze iwwerpräiwene.

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– am September 2021 goufen d'Analysen zur Aktioun SuperDrecksKëscht vu „Muller & Associés“ virgestallt;

– d'Auditeure vun der Aktioun SuperDrecksKëscht hate keng Asiicht an d'Bilanz vun O.S.L. an hunn och net déi Sous-traitantë vun O.S.L. ënnersicht, déi (ganz oder zum Deel) dem selwechte Bénéficiaire effectif gehéieren;

– an der Presentatioun vum Audit ass ze liesen: „Ce rapport ne constitue pas un audit selon les normes internationales d'audit, ni un examen limité.“;

– an der Presentatioun vum Audit ass ze liesen, dass den Auditeuren den Accès zu wichtige finanzielle Mouvementer vun O.S.L. gefeelt huet. Dorënner ënner anerem d'Dividendes payés, d'Corrections de valeur au niveau des participations an d'Comptes courants entre sociétés liées.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– een Audit an Opdrag ze ginn, deen den internationalen Normen entsprécht an all déi uewe genannte Punkten ënnersicht.

(s.) Marc Goergen.

Am éischten Audit gouf bekanntlech guer näischt iwwerpréift. Dat steet och ferm esou am Audit. Si hu keng finanziell Konstrukter gekuckt. Si hu keng Firmekonstrukter gekuckt. Bon, du krut een och dat Resultat, wat ee wollt.

Am grouse Ganzen ass deen Dossier hei voll mat Dysfonctionnement, wou an eisen Aen, egal wéi eng eedel Missioun d'SuperDrecksKëscht huet, déi haut net dierf 112 Milliounen gestëmmt kréien.

Dofir wäerte mir Piraten och géint dëse Projet haut stëmmen. Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Welfring, Ministere de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Hären a Fraen Deputéiert, gudden Owend alleguer. Et geet haut ëm e Projet de loi iwwert d'Finanzement vun der SuperDrecksKëscht. Dësen Dossier SuperDrecksKëscht ass keen einfachen, an ech hunn e vun aacht Virgängerregierungen, wann ech richtig gezielt hunn, geierft. Dat heescht, et ass eng Geschicht, déi scho ganz laang zréckgeet an an där ech an dësem Haus an och op anere Plaze vill Luef héieren hunn an och vill Kritik. An déi Kritik wëll ech ganz, ganz eescht huelen. Dat ass wierklech eng gutt Saach, an ech sinn och frou, dass mer heiriwwer kënnen diskutéieren.

Déi Kritikpunkten – mir hu se alleguer héieren, ech wëll awer och nach eng Kéier drop agoen – dréien haaptsächlech ronderëm véier Voleten, an dat sinn: d'SuperDrecksKëscht selwer, d'Finanzéierungsgrondlag, d'Ausschreiwung an d'Gestioun vun dëser Aktioun. Dofir wollt ech och a menger Ried op déi véier Punkten agoen.

D'Aktioun SuperDrecksKëscht selwer. Den Här Roth huet virduro gesot: „Dat ass e gudden Projet“, an ech si mat em averstanen. An et si vill Leit, déi dat och mengen, dass dat e Projet ass, dee mer brauchen an deen och gutt ass. Souwuel vun de Betriber wéi vun de Bierger kréie mer dee Feedback, net zulescht och am Avis vun de Chambre-professionellen.

Nämlech ass d'SuperDrecksKëscht mat hiren Aktiounen an och well se esou breet sinn an och vernetzt sinn an hiren Aktiounen, dat heescht, dass se wierklech beroden, de Metier kennen an och d'Offallgestioun maachen, dat gëtt hinnen deen Knowhow, deen och gebraucht gëtt, fir déi Berodung, déi muss gemaach ginn, an och déi wichteg Weiterbildung, zum Beispill fir Recyclingszentere, gutt ze maachen. Et ass also e wichtege Piliere vun der nationaler Offall-Ressourcëgestioun.

D'Aktioun SuperDrecksKëscht, Dir wësst, ass eng Aktioun vum Ëmweltministère a gëtt vun engem externe Bedriewer ausgefouert. An dësem Fall ass dat d'O.S.L. An déi huet sech entwéckelt an de leschte Joren. Et goufen nei Projete u se eruedroen, esou zum Beispill och Innovationsprojete, wéi de Projet an de Residenzen, wou vill Leit beienee wunnen a wou net vill Plaz ass, fir Offäll ze sënneren. Do hu si eng clever Method entwéckelt, fir dat wierklech gutt ze maachen, an dat ass och vun der Kommissioun als Best Practice identifizéiert ginn.

De Projet Ecobox gouf schonn évoquéiert. Dat ass och e Beispill vun engem Projet, dee vun der EU ausgezechent gouf, well do geet et drëm, Tressensreschter net ze verbëtzten, mee se kënnen mat heem ze huelen. Dat sinn déi gréng Këschten, déi Der warscheinlech all kennt.

Voilà. Informatioun, Sensibiliséierung, do si mer drop agang. SDK Akademie, deen Numm kann een interpelléieren, mee et geet dorëms, Weiderbildungen unzëbieden fir Betriber, awer och, wéi gesot, fir Recyclingszentere. Dat ass en Eventail vun Aktivitéiten, déi extreem wichteg sinn an déi eis all weiderbruecht hunn an dëser Gesellschaft.

D'Betriber fannen d'SuperDrecksKëscht och wichteg. Net zulescht am Wirtschaftsbarometer vun der Chambre de Commerce war ze liesen, dass 50 % vun de Betriber d'SuperDrecksKëscht-Service benotzen. Also iwwer 5.450 Betriber an Institutiounen gi vun där Aktioun begleet, dat heescht beroden, an dat sinn ongeféier 60 % vun de Beschäftegten hei am Land. D'Betriber profitéieren domadder vun enger Basisberodung fir Offallgestioun a kréien domadder och d'Méiglechkeet, Suen anzespieren, well se manner Ressourcë verbëtzten.

A wat awer och erauskënnt aus eise Bilanzen, ass, dass 80 % vun deene Betriber awer net vun deem Service payant profitéieren, deen d'SuperDrecksKëscht och ubitt. Dat steet och an hirem Gesetz dran, dass se dat kënnen maache fir kleng Betriber a kleng Quantitéite vun Offäll. Dat ass eppes, wat just vun enger klenger Zuel vu Betriber benotzt gëtt. Da kann also hei net vun engem Monopol geschwat ginn an dësem Kontext.

Zur Finanzéierungsgrondlag – ech mengen, et ass e puermol gesot ginn –: Mir sinn a kenger gudder Situatioun, an déi Situatioun ass och net nei. D'Cellule scientifique vun der Chamber huet an hirer Note de recherche an an den uschléissenden Diskussiounen, och am Kader vun der Budgetkontrollkommissioun am Januar, gesot ..., an do koum een och zum Schluss, dass dat 2005er-SuperDrecksKëscht-Gesetz net den Ufuerderunge vum Artikel 99 vun der Verfassung entsprécht. Deen Artikel beseet eeben, dass een heifer e spezifeschen Objet brauch fir e Gesetz an och, dass e ganz konkreete Montant muss drastoen. Dat ass béides net de Fall. Mir sinn eis also eens: Dat war bis elo net richtig.

An dofir hu mer och deen heite Gesetzesprojet elo virleien. De Staatsrot, deen och d'Konformitéit zur Verfassung prüft, huet dëse Projet den 10. Mee positiv aviséiert a keng Opposition formelle ausgesprach.

Et geet also drëm, den aktuelle Kader mat engem Spezialgesetz ze vervollstännegen, an deem e maximale Budget festgehal gëtt, deen d'Regierung fir d'Aktioun SuperDrecksKëscht dierf ausginn.

Ech wëll e kuerze Réckbléck werfen op d'Motivatioun vum 2005er-SuperDrecksKëscht-Gesetz. Am Exposé des motifs an an de Rieden zu dësem Gesetz kann een noliesen, an hei zitieren ech de Rapporteur Marc Angel, dee seet: „Éischtens geet et drëm, dem Fonctionnement vun der SuperDrecksKëscht eng Basis ze ginn, zweetens soll d'SuperDrecksKëscht eng Base juridique kréien an drëttens kritt de Staat d'Autorisatioun, fir d'SuperDrecksKëscht kënnen ze finanzéieren.“

2005 ass een also dervun ausgaangen, dass dëst de Kader fir de Finanzement vun der SuperDrecksKëscht géif ofsécheren. An dorop sinn och zwee Kontrakter erstallt ginn, een 2007 an en zweeten 2018. Also net nëmmen déi aktuell Regierung, mee och d'Virgängerregierungen – LSAP/CSV, zweemol – hu genee dës Ramebedingungen applizéiert, fir d'Aktioun SuperDrecksKëscht ze exekutieren an iwwer ëffentlech Gelder ze finanzéieren.

Jore méi spéit, am Kader vun den Diskussiounen, déi d'lescht Joer stattfonnt hunn, huet eeben d'Chamber déi Cellule scientifique beoptraagt, d'Konformitéit vun deem Gesetz ze iwwerprüwen an ze kucken, ob dat mam Artikel 99 vun der Verfassung géif concordéieren.

Dëse Projet de loi ... mee si wëssen all, wat dobäi erauskomm ass, an dofir hu mer deen heite Projet de loi elo virleien. An dee soll eng Enveloppe budgétaire delimitéieren – an dësem Fall sinn et, et gouf scho gesot, 112 Milliounen Euro –, fir dass d'Aktioun kann exekutiert ginn.

An nach eng Kéier: Dëst bedeit net, dass dës Suen automatesch dem Opdragneemer, also an dësem Fall O.S.L., guttgeschriwwen ginn, mee et ass opgrond vun Ofrechnungen – an dat geschitt all Mount –, déi gemaach ginn an och kontrolléiert ginn, soudass nëmmen dat bezuelt gëtt, wat u Käschten ufält.

Et gouf vun deene Rechnunge scho geschwat. Do waren tatsächlech an deem Audit – op dee kommen ech herno nach eng Kéier ze schwätzen – och Feeler entdeckt ginn. Mee interessanterweis goufen déi Feeler jo awer och beim Contrôle an der Ëmweltverwaltung entdeckt an déi goufen och berichtegt, also ass et schonn esou, dass do eng Kontroll ass. Also et ass net, dass do einfach eppes duerchgewénkt gëtt, ganz au contraire: Dat gëtt penibelst iwwerprüft. Ech kommen herno nach eng Kéier drop zrëck, wa mer iwwer den Audit schwätzen.

Ech wëll drun erënneren – an dat gouf och scho gesot –, dass d'Cellule scientifique vun der Chamber zur Konklusioun komm ass – an dat ass och d'Konklusioun vun der Cellule scientifique, ech kann Iech se herno nach eng Kéier virlesien –, dass à l'image vum Finanzéierungsgesetz vum Max-Planck-Institut de Kontrakt tëscht dem Staat an dem O.S.L. kéint ex post reguliséiert ginn.

Nach eng Kéier: Den Dossier Max-Planck-Institut ass de 25. November 2014 iwwer e Finanzéierungsgesetz reguliséiert ginn. An zwar gouf do e Kontrakt, dee fënnf Joer méi fréi erstallt gouf, reguliséiert. An et goung hei ëm 360 Milliounen Euro iwwer 30 Joer. Voilà! Also, d'Max-Planck-Approche, déi deemools ugewannt ginn ass, weist, dass e Kontrakt ka retroaktiv iwwer e Finanzéierungsgesetz reguliséiert ginn.

An ech weisen nach eng Kéier drop hin, dass am Fall vun der SuperDrecksKëscht schonn 2005 awer e Gesetz bestan huet, wat zum Objet hat, de Finanzement ze

encadréieren. Mir waren also net an engem komplett rechtsfräie Raum an dësem Fall.

Also, mir maachen haut genau dat, wat d'Chamber verlaangt huet a wat och an anere Fäll schonn applizéiert ginn ass.

Ech wëll awer och nach eng Kéier op aner Kritikpunkten agoen, wat d'Ausschreiwung ugeet an d'Gestioun vun der Aktioun. Déi sinn am leschte Joer wierklech vu méi Säiten opgeworf ginn, an dofir huet déi aktuell Regierung déi Kriticken eescht geholl an eeben och en Audit beoptraagt. Deen Audit gouf och scho kritiséiert. Mee deen Audit geet laut den Auditeuren och méi wäit wéi ee gängegen Audit a kuckt net nëmmen déi finanziell Bilanz, mee en ass doriwwer erausgang an en huet och d'Konformitéit vum Cadre légal gekuckt an d'Evaluatioun vun der finanzieller Struktur, souwäit dat an engem Rechtsstaat méiglech ass.

Ech erënneren drun, dass mer hei e Gesetz hu vum 16. Juni 2019 iwwer de Secret d'affaires, deen eis och wierklech limitéiert, fir bei engem Betrib a senger Finanzstruktur wierklech Informatiounen nozefroen an en derzou ze forcéieren, déi erauszeginn. Dat heescht, mir müssen och hei eis Limitten unerkenne vun deem, wat mer kënnen maachen. An dëst ass eis och juristescht validéiert ginn. Net, dass mer dat net wollten, mee mir konnten et net. Ech wëll dat wierklech nach eng Kéier ganz daitlech soen.

Ech hu guer keen Interêt, hei iergendeppes ze verstoppen, an ech mengen, meng Virgängerin hat dat och net. Ech wëll och soen: ob mir – also dat wëll ech elo tëschenduerch nach eng Kéier wierklech ganz kloer soen – mat O.S.L. schaffen oder mat engem aneren, ass fir mech zweetrageng. Wichtig ass, dass déi Aktioun weidergefouert gëtt, well si ass wierklech e wichtegt Element vun eiser nationaler Offallgestioun. An déi muss och lückenlos funktionéieren, well se esou wichteg ass. An dëst ass och nach eng Kéier am Avis vun de Chambres professionnelles ënnerstrach ginn.

Elo zur Ausschreiwung. Och do gouf gesot, déi wär ganz kuerz gewiescht. An ech mengen, d'Madamm Empain huet jo och schonn drop higewisen, dass déi an zwou Etapp funktionéiert huet. An där éischter Etapp konnt een nämlech d'Demande fir eng Kandidatur areechen, an déi Etapp huet ee Mount gedauert. An enger zweeter Etapp konnt een eng ganz Offer areechen, an déi huet dräi Méint gedauert. Dat heescht, dat war guer net esou, dass dat eng kuerz Prozedur war.

Et ass och déi Prozedur gewiescht, déi op dem Gesetz vun 2005 fousst. Do steet nämlech dran, dass eng Procédure de marché négociée soll gemaach ginn. Den Avis vun der Commission des Soumissions huet dat nämlech validéiert an huet och recommandéiert, eng Procédure de marché négociée avec publication préalable ze maachen. Dëst gouf gemaach. Déi externen, onofhängeg Auditeuren hunn eis och validéiert, dass kee Prozedurfeeler festgestallt ginn ass, deen d'Validitéit vum Kontrakt vun 2018 kéint a Fro stellen.

Voilà! Et ass also scho gesot ginn, d'Opsetzung vum Cahier de charges an d'Selektioun vun de Kandidaturen sinn Aarbechten, déi vun engem Groupe de travail gemaach goufen, an deem méi Leit dra waren, nämlech Vertrieeder vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, ee Vertrieeder vun dem Ëmweltministère, dee wierklech net un deem doten Dossier bedeelegt war, an doniewent den ehemolegen Direkter vun der Ëmweltverwaltung. Voilà! An do nach eng Kéier: Bei deem Appel à candidatures waren all Forme vu Gesellschaften erlaabt. Während där ganzer Prozedur an och nom Zouschlag ass et zu kenger Reklamatioun komm.

D’Piraten hunn eis haut en Avis juridique ausgedeelt. Ech hat e Samschdeg och an der Zeitung gelies, dass en Avis juridique gemaach gouf, am „Wort“ war dat. An ech hu mir e Méindeg deen Avis juridique och gefrot an der deemoleger Form. Ech hu gemierkt, dass dat e bëssen eng aner Form war wéi haut. An ech sinn och frou an ech soen och de Piraten Merci dofir, dass ech dee krut.

Ech hu mer dee ganz genee ugekuckt, och mat eise Juristen. An do ass rieds vun engem strofrectleche Volet, vun engem eventuellen Interessenskonflikt vum fréieren Direkter vun der Ëmweltverwaltung. Dat ass eng ganz grav an eng wichteg Fro. An ech wëll dat wierklech och unerkennen an ech fannen dat och wichteg, dass dat thematiséiert gëtt. An et ass warscheinlech och opgrond vun där Frëndschaft tëscht dem Här Schmit an dem Här Walter, iwwert déi och an der Press ze liese war, iergendwéi verständlech, dass déi Fro opkomm ass.

Wat allerdéngs an deem Avis dra war, deen ech dunn e Méindeg krut, ass dann haaptsächlech eng Oplëschtung vun de lokalen Dispositionen a méigleche strofrectleche Konsequenzen, déi doraus kéinten ervirgoen. Déi ginn do opgezielt. An awer: An där Fassung, déi mir zougestallt gouf, ginn awer keng weider Faiten identifizéiert, an ech hunn och à ce stade selwer keng, déi mech géifen obligéieren, eng Denonciation beim Parquet ze maachen. Mir ass den Artikel 23 Paragraf 2 vum Code de la procédure pénale beschtens bekannt.

Ech wëll awer nach eng Kéier soen: Wann aner Faise sollte bekannt si bei anere Leit, och hei am Haus, da ginn ech dervun aus, dass déi dës un de Parquet géife weiderginn.

Et gëtt Limitte fir esou Saachen, an ech wëll och drop nach eng Kéier hiweisen. Ech hu mech och mat engem Penalist echangéiert, fir mech do wierklech am Detail ze informéieren. An d’Limitte bestinn doranner, dass, wann een esou eppes einfach mécht, ouni dass dat genau ofgewien ass, een do riskéiert, an eng Dénonciation calomnieuse ze kommen. Ech hunn och en Eed geschwuer an ech dierf och nëmmen dat maachen, wat mir zousteet!

Zur Gestiou vum der Aktioun. Et ass schon e puer mol drop higewise ginn, dass de Recommandatioun vum Audit Rechnung gedroe ginn ass, an dat ass och esou. Et gouf en Aktiounsplang opgestallt, deen och hei virgestallt ginn ass am September 2021. Et gouf e Comité d’accompagnement aberuff, deen de Suivi vum 2005er-Gesetz mécht, an deen ass nei opgestallt gi mat Leit vum IGF, vum Ministère de l’Intérieur, vum Nohaltegkeetsministère a vun der Ëmweltverwaltung a mat anere Leit, déi zum Deel bis elo mat deem Dossier befasst waren.

Nieft der Ëmweltverwaltung an de Beruffskammeren ass och elo de Ministère – also mäi Ministère – am Comité de pilotage vun der Aktioun SuperDrecksKëscht vertrauden. An deem Gremium ginn déi verschidde praktesch Aspekter vun der Aktioun diskutéiert an definéiert.

Et gouf och scho gesot: D’Markerechter, déi bei der Ëmweltverwaltung a bei der O.S.L. waren, sinn op de Staat iwwerdroe ginn, an dat net méi spéit wéi den 9. Juni dëst Joer.

An dann ass et och esou – ech hunn et schon ugeleit –, dass beim Staat déi intern Organisatioun iwwerschaaft ginn ass an dass elo och méi Beamten de Suivi vun der SuperDrecksKëscht garantéieren.

Zousätzlech dozou kann ech Iech soen, dass ech mech derfir wäert engagéieren, de Suivi vun där Ëmsetzung weiderzedriewen an och ze verdéieren, well och ech

wëll d’Gewëssheet hunn, dass e puer Remarken, déi och an deem Audit sinn, op de Grond gaange gëtt. An ech wäert och en externen Expert beoptragen, fir dës Ëmsetzung ze begleeden a kritesch mat ze iwwerkucken. An ech sinn och bereet – a ganz gär! – hei a reegelméissegen Ofstänn Rapport driwwer ofzelleen, wou mer dru sinn a wat aus där Begleitung ervirgeet.

Voilà! Ech rekapituléieren: Nom haitege Wëssensstand gouf de legale Kader bei der Ausschreiwung oder bei der Gestiou vum der SuperDrecksKëscht-Aktioun respektéiert. D’Aktioun SuperDrecksKëscht ass zanter Joerzéngten e wichteg Pilier vun der nationaler Offall- a Ressourcëgestioun. D’Verbesserungsvirschléi, déi fir d’Gestioun vun der SuperDrecksKëscht kënne gemaach ginn, déi den Audit opwerft an déi mir och intern nach entwéckelen, wäerte konsequent ëmgesat ginn an de Suivi gëtt, wéi gesot, intern an extern suivéiert a begleet. Wéi gesot, ech sinn och bereet – an ech komme ganz gär reegelméissege heihinner! –, d’Chamber iwwert de Progrès ze informéieren.

Fir dës Aktioun awer kënnen ze bedriewen, brauche mir e Finanzéierungsgesetz. Dëst ass esou vun der Cellule de recherche vun dësem Haus proposéiert ginn a vum Staatsrot guttgeheescht ginn.

Ech kommen also zur Konklusioun, dass mer mat deem Spezialgesetz, dat haut zum Vott steet, eng Situatioun korrigéieren, déi zanter 2005 bestanen huet an iwwer vill Regierungskonstellatiounen als ausräichend ugesi gouf, fir d’Aktioun SuperDrecksKëscht ze exekutéieren an ze finanzéieren.

Ech géif Iech also bidden, de Projet de loi matzestëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. Parole après ministre fir den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. D’Madamm Ministesch sot virdrun elo grad op der Tribün – an ech hu gutt nogelauschtert –, den Audit, dee gemaach gi wär – Zitat –, „méi wäit gaange wéi en normalen Audit“.

Ech zitëiere vum Slide 3 vun der Présentation du rapport, wou drop steet, éischte Punkt: „Ce rapport ne constitue pas un audit selon les normes internationales d’audit ni un examen limité. Notre rapport n’a pour seul objectif que celui indiqué précédemment“, an do geet et dann drëm, d’Missioun ze kucken. An zweetens: „Nous tenons à préciser que la structure financière de la société O.S.L. et les flux financiers entre sociétés appartenant à Monsieur Hans-Peter Walter n’ont pas été analysés, car cela dépasse le cadre de l’audit de l’action SDK tel que fixé contractuellement entre l’État et la société O.S.L.“

Do stellen ech mer dann awer d’Fro, Madamm Ministesch, wou deen Audit méi wäit gaangen ass, wann d’Auditeure selwer un drëtter Slide vun hirer Presentatioun schreiwen, datt den Audit net emol d’Krittären vun engem handelsüblechen Audit erfüllt, well se eeben och dat deelweis guer net konnte kucken. Am Audit schwätzte se och nach op e puer Plazen dovun: „Déi Pièce krute mer net“, „Déi Pièce konnte mer net kucken“, „Dat depasséiert eis Missioun.“

Ech wëll just umierken: D’Auditeuren hunn no engem Kontrakt geschaff, deen de Ministère mat hinnen ofgeschloss hat. Dat heescht: De Ministère huet d’Bornë vun deem Audit gesat. Dofir fannen ech et elo kéng ze behaupten, den Audit wär méi wäit gaangen.

An dann, wat de Punkt vum Artikel 245 vum Code pénal respektiv den Artikel 23 (2) vum Code

d’instruction ugeet, muss ech soen: Mir hunn eis den Artikel 245 vum Code pénal ganz gutt ugekuckt, an en Intérêt public oder en „délit de la prise illégale d’intérêt“ ass etabliert, soubal en Agent public säin „intérêt privé en contact avec l’intérêt public“ mécht. An e supposéiert do keng „preuve d’une intention frauduleuse“ an och kee Préjudice. An ob hei kee Préjudice komm ass, dat géif ech emol nach an de Raum stellen.

Mee et muss net emol „frauduleuse“ gewiescht sinn. Et geet duer, datt e Beamten oder en Elu säin Intérêt privé en eng Situatioun mam Intérêt public zesummebréngt. An ech mengen, dat ass no alle Piëcen, déi haut scho virleien – déi schonn an der Vergaangenheet virloochen –, ginn an dat ass och, firwat mir déi Konsequenze wäerten huelen, déi mer wäerte maachen.

An ech mengen, ech wollt einfach vun der Madamm Ministesch wëssen, wou deen Audit awer méi wäit soll gaange sinn, well aus dem Rapport vun den Auditeure selwer geet dat net ervir.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An ech ginn d’Wuert zréck un d’Madamm Ëmweltministesch.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l’Environnement, du Climat et du Développement durable | Jo. Merci. Also mir gouf gesot, dass Muller & Associés gesot hunn, dass deen Audit méi wäit geet wéi en Audit légal, also de Scope méi wäit doriwver erausgeet. An et ass dat, wat ech virdu gemengt hunn.

Natierlech kënne mer eis och nëmmen op déi Saache beschränken, déi de Staat a sengem Kontrakt mat där Firma mécht. Fir elo e Firmegeflecht komplett ze „durchforsten“, wéi Dir et nennt, wou de CEO och nach Parten dran huet, dat depasséiert definitiv dee Kader, dee mer an deem Audit dierfe kucken. An ech hunn nach eng Kéier gesot: Et gëtt e Gesetz, wat de Secret d’affaires schützt. Dir wësst jo och, dass et dat gëtt. Voilà. Mir kënnen awer net doriwver erausgoen. An dat huet eis och e Jurist nach eng Kéier bestätegt, dass mer do eis Limiten hunn, och wa mer dat wollte wëssen.

Wéi gesot, et loung net um Wëllen, dass mer et net wollte wëssen. Mir hunn et probéiert. De gesetzleche Kader huet eis et net erlaabt, méi wäit ze goen an dëser Affär. An ech mengen, Dir krut den Audit effektiv jo ausgedeelt. Dir hutt gesinn, do si jo och Saachen dran, do si jo och Saachen dokumentéiert, wéi eng Firmen do sinn an och wéi eng Franchisen. Dat ass jo alles dokumentéiert an deem Fall. Natierlech, déi Finanzfluxen tëschent de Firmen, déi iwwert de Kader erausgi vun der SuperDrecksKëscht an der O.S.L. selwer, konnte mer natierlech net iwwerpräieren, well et definitiv doriwver erausgeet. Voilà!

Ech weess net, ob ech all d’Froen beäntwert hunn, mee am Moment kann ech net méi dozou soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Welfring. D’Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7950. Den Text steet am Document parlementaire 7950³.

Vote sur l’ensemble du projet de loi 7950 et dispense du second vote constitutionnel

D’Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmme uegoholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wieseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da kéime mer elo zum Vott vun de Motiouen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här François Benoy. Den Auteur vun der Motioun, den Här Gilles Roth, wëllt fir d'éischt derzou schwätzen. Da kritt hien dann och fir d'éischt d'Wuert. Den Här François Benoy hat sech fir d'éischt gemellt. Ech hat eng Kéier ronderëm gekuckt an dunn hat Dir Iech nach net gemellt, Här Roth. An du wollt ech dann am Fong eeben einfach deem éischten ...

M. Gilles Roth (CSV) | Ech entschëllege mech, Här President, dass ech dann ze lues war, mee ech sinn eigentlech dervun ausgegangen, dass normalerweis den Auteur vun der Motioun ...

M. Fernand Etgen, Président | Ech hat no rechts gekuckt, ier ech no lénks gekuckt hat.

M. Gilles Roth (CSV) | Gutt. Ech mengen, kommt, mir kommen zur Saach. Ech soe vun eiser Fraktioun – ech soen dat ganz daitlech – der Ministesch Merci fir déi sober a korrekt Aart a Weis, wéi se par rapport zu dem Dossier Stellung geholl huet. Dat soen ech ouni Ofstrécher!

Ech soen awer gradesou kloer, dass doduerch den Dossier en tant que tel – a mir hunn och den Dossier hei virbruecht – net besser gëtt. Dir kënnt net derfir, mee e gëtt net besser. An aus deem Grond, Madamm Minister, hale mir awer mat där Motioun op dat, wat mer vun Ufank u gesot hunn. Dir kënnt net fir déi dräi Joer, oder véier Joer sinn et der mëttlerweil, vun 2018 bis elo, wou de Kontrakt gelaf ass. De Staat ka jo och net einfach ... an et ass do, wou mir den Avis juridique vun dem Maître Steichen net deelen, e kann net einfach e Kontrakt annulléieren, deen exekutéiert ass. E ka jo net soen: „Lo froe mir d'Suen zréck. Du hues geschafft, mee mir froen elo d'Suen zréck!“

Mir sinn also der Meenung, dass een deem Deal ex post ka reegelen. Dat heescht, d'Chamber gëtt eigentlech

ex post d'Validatioun – fir et esou ze soen – vun deem Deal vum Kontrakt, wéi en elo gelaf ass. An ech mengen, et ass och dat, wat am Fall vum Max-Planck-Institut geschitt ass.

Ech soen awer gradesou daitlech, dass, wann een awer verschidden Onreegelméissegkeete gesäit – an elo soen ech mat alle politesche Bewäertungen: Déi kann een awer faktuell net einfach aus dem Wee raumen –, een da sollt Transparenz spille loossen, bei engem Marché, deen awer nach iwwer 100 Milliounen fir d'Zukunft spillt, bei öffentleche Suen, déi spillen. An dass duerfir, och wann dat de Staat eppes kascht, fir d'Zukunft sollt déi normal Prozedur vun enger Ausschreiwung sinn: getrennt Berodung, getrennt Transport, getrennt Akademie oder Schulung oder Weiterbildung, wéi Der dat elo gesot hutt.

Dat ass dat, wou mir der Meenung sinn, dass een dat sollt an aller Transparenz maachen. Dobäi fällt kengem en Zack aus der Kroun, mee et wier eng logesch Konsequenz vu Kriticken, déi un engem Marché public, deen attribuéiert ginn ass, gemaach gi sinn, an et géif een och déi Kriticken als Chamber, als Legislatiour eescht huelen.

An ech soen Iech vun eiser Säit: Wann Der dat maacht, si mir net déi, déi géifen herno soen ... voilà, wann eventuell e Recours vun där Firma SDK géif kommen, dass si soen: „Legitimement konnte mir net erwaarden, dass dee Kontrakt en cours de route géif ouni e Feeler vun eis gestoppt ginn“, si mir net déi, déi géifen e Virwurf maachen, wann de Staat gegebenefalls zu Indemnitéite géif condemnéiert ginn.

Mir gesi just de Problem, dat soen ech awer och, dass mat all deem, wat an deem Dossier opkomm ass, dass verschidde Leit, déi eventuell hätte kënne bei där Passation de marché public matmaachen, sech awer kéinten am Recht gesinn, de Staat unzesichen an ze soen: „Ënner deene Konditiounen do war et fir eis guer net méiglech!“

Dir hutt virdu gesot, den Delai wär ee Mount gewiescht. Loosst eis awer do éierlech sinn: En Appel de candidatures ... wann Dir bannent engem Mount musst kucken, ob Dir Iech kënnt als Entreprise organiséieren, fir Berodung, Transport an nach eng Akademie opzesetzen – an engem Mount! –, jo, dat ass fir déi meeschte Leit eigentlech onméiglech.

Wann dat awer getrennt ausgeschriwwen gewiescht wier, dann hätten och Entreprises, déi am Secteur spezialiséiert sinn, legitimement kënne matmaachen.

Kuckt emol, dat ass, wann Der eng Ausschreiwung maacht an Dir sot: „Dir musst eis elo bannent engem Mount e Bus, e Fliger plus nach Berodung an – ech weess net – och nach Féierungen an Australien organiséieren!“, da sinn der net vill, déi kënne matmaachen. Mee wann Der de Fluch trennt vun engem Guide, wann Der de Guide trennt vun enger Berodung an enger Schulung, jo, da kënnen der méi matmaachen.

An et ass dat, wat mer wëlle soen. Hei geet et ëm öffentlech Suen, an do soe mer: Do ass e Feeler geschitt, an aus deem Grond froe mer, dass Der an Zukunft dann de Kontrakt ..., dat heescht u sech eng Resiliatioun géift maachen an dass Der da sot: „Mir maachen eng Passation vun engem neie Marché public fir d'Zukunft.“ Et ass dat, wat mer heimadder froen, a mir wiere frou, wann Der deem géift Rechnung droen.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. Dann hat den Här François Benoy d'Wuert gefrot.

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Fir unzefänke wollt ech just dem Här Roth soen: Wann ech et richtig am Kapp hunn, gouf et beim Max-Planck-Institut fénnef Joer ex post 25 Joer no vir, also ass et souguer nach eng vill méi laang Period wéi dat, wat mer mat deem heite Gesetz elo gemaach hunn.

Déi Fro, fir de Marché nei auszuschreiwene. Ben, onofhängeg dovun, dass ech mat menge bescheidenen Kenntniss dervun ausginn, dass dat extreem schwéier ze maache wär an och zu ville Problemer géif féieren, mengen ech och einfach, dass et do derfir kee Grond gëtt.

Dir sot, den Dossier gëtt net besser. Ech soen, den Dossier gëtt net manner gutt. Ech mengen, mir hunn e bëssen eng aner Lektür vun der Aktioun Super-DrecksKëscht a vun all deem, wéi dat evaluéiert gëtt, wat den Audit gesot huet respektiv wat an Zukunft elo wäert nach weider verbessert ginn a wéi dru geschafft gëtt.

Wéi gesot, den Audit huet gesot, dass déi Soumissioun konform zu dem legale Kader gesat ginn ass. De Kontrakt ass souguer en faveur vum Staat. D'Facturatioun leeft och an der Rei. An do, wou et wierklech Schwaachstelle gëtt, gëtt nogebessert, engersäits wat d'Facturatioun ugeet an d'Digitalisatioun dovun, wat d'Mark ugeet, déi bei de Staat komm ass, an esou weider. A virun allem och dee Punkt, dee wierklech daitlech verbessert ginn ass, ass alles dat, wat de Suivi vun der Aktioun ugeet, wou wierklech schonn e puermol elo gesot ginn ass, notament och vun der Ministesch virdrun, dass de Suivi dovu wierklech besser gëtt.

An d'Ministesch huet jo elo nach eng Kéier ganz daitlech gesot, dass si, onofhängeg vun dem Suivi, deen et am Kader vun der Aktioun Super-DrecksKëscht gëtt, vum Suivi, dee bei hir am Haus gemaach gëtt, nach zousätzlech wëll en externen Optrag derzou ginn, fir dass de Suivi anstänneg leeft. An d'Ministesch sot och nach, dass se géif an d'Chamberskommissioun kommen, fir ons och an Zukunft iwwer de Fortgang vun der Aktioun ze informéieren, soudass mir déi heite Motioun net matstëmme, grad wéi och d'Motioun Nummer 3, déi am Fong den nämmelechten Objet huet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy. An da geet d'Wuert un den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also natierlech si mir en faveur fir eng nei Ausschreiwung, an natierlech soll O.S.L. dat, wat se bis elo gelescht hunn, och weiderhi bezuelt kréien. Déi hu jo eng Leeschtung derfir bruecht, egal wéi se zustane komm ass.

Ech versti just an där ganzer Diskussioun eppes net. Déi dräi Virriedner vu virdrun do uewen hunn esou vill gelueft, wéi gutt O.S.L. schafft, wéi gutt dat Ganzt fonctionéiert. Ech mengen, wa mer elo géifen eng nei Ausschreiwung maachen, kënnen déi jo bal zu 100 % sécher sinn, dass d'Firma O.S.L. dat souwisser erëm géif kréien, dass déi géifen déi beschte Offer ofginn, och ouni dass den Här Schmit géif do setzen.

Dofir verstinn ech net, firwat dass Der Iech dergéint wiert, well et kann een elo juristescht ganz propper erauskommen. Natierlech muss ee bezuelen, wat schonn alles gelescht ginn ass. Mee elo wär jo eigentlech de Moment gewiescht, wou Dir als nei Ministesch hätt kënne soen: „Den Här Schmit ass an der Pensioun, et ass alles nei, mir kënnen awer elo do e proppere Kontrakt maachen.“ A wann O.S.L. no Ären neien, faire Konditiounen dat erëmkréit hätt, hätt op dëser Säit warscheinlech och kee méi eppes gesot. Mee et ass eeben, wéi dat deemools zustane komm ass, wou Froen

opkommen. Dofir wär eng nei Ausschreiwung dee beschte Wee gewiescht.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, mir hu jo e bëssen eng aner Opfaassung. Mir hunn dat jo och an eiser Ried gesot. Mir wiere jo éischter derfir, datt dee ganze Secteur e Service public géif ginn an datt de Staat sech selwer géif drëms këmmen, well wa Sue kënnen verdéngt ginn, firwat soll de Staat net Suen domadder verdéngen?

Dofir, mir hunn e bëssen eise rosae Brëll op, kréie mer jo ëmmer gesot. An dofir enthalte mir eis. Also, si ass eis ganz sympathesch, mee si wär eis nach méi sympathesch, wann elo dra stéing, de Staat soll seng Aufgabe selwer maachen an e soll d'Suen, déi e verdéngt, dann nees huele fir ... voilà.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Ech mengen, da kënnen mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 1 kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 1 ass mat 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 3

Well d'Motioun Nummer 3 quasi deen nammlechte Contenu huet, kéime mer dann elo zur Motioun Nummer 3, déi vun de Piraten deposéiert ginn ass. Kënnen mer direkt ... Nee, den Här Goergen als Auteur vun der Motioun.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Se huet vläicht déi selwecht Schlussfolgerung, mee de Wee ass en aneren. Mir hunn eis an eisem Avis dermat auserneegesat, wéi dann déi Gesetzer deemools waren. Et ass eng europäesch Direktiv, wou herno den Artikel 13 effektiv erausgaangen ass, an

déi europäesch Direktiv souwéi d'Gesetzer vun der Ausschreiwung hu gesot, dass eigentlech an deem Avis, dee mir Iech deposéiert hunn, dee ganze Kontrakt misst nul sinn. Also och wéi den Här Steichen schonn zu där Schlussfolgerung komm ass, ass och de Maître Heisten zu där Schlussfolgerung komm.

Dat heescht, eise Wee ass ganz kloer, dass mer opgrond vun deenen eenzelne Gesetzer, déi deemools gegollt hunn, beluecht hunn, dass des Ausschreiwung eigentlech net dierft sinn.

Sou, elo kënn awer nach deen anere Punkt derbäi, dass an dem Ausschreiwungsgesetz och ganz kloer gesot ass, wien déi Soustraitance mécht. Dat ass awer deemools net respektéiert ginn. Dat heescht, dat ass eigentlech nach e Punkt, dee mer elo mol nach net direkt dran haten, opgrond vun deem eigentlech och nach misst nul erkläert ginn, well déi Soustraitancefirmen ... an dat si se net, Dir hutt et selwer gesot, et ass an all Audit beluecht, dass eng Soustraitance stattfënt iwwert d'Firme vum Här Walter, an dat war deemools bei der Ausschreiwung esou net dran.

Dat heescht, deementspreechend seet d'Gesetz ganz kloer, et misst en Nul geschwat ginn. An dat ass déi Approche, déi mir gewielt hunn, dass mer ganz kloer iwwert déi aktuell Gesetzer beleeden, dass en Nul misst geschwat ginn. An duerfir froe mer, dass d'Chamber eng nei Ausschreiwung mécht.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen. Ech mengen, da kënnen mer elo zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 3 kommen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 3 ass mat 27 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme bei 2 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Martine Hansen), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Max Hahn), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Francine Closener), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, déi vum Här Fred Keup deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergreifen? Den Här François Benoy.

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Hei an där Motioun, der Motioun 2, grad wéi an der Motioun 4, geet et drëms, fir nach en neien Audit an Optrag ze ginn. Mir gesinn dat net esou, an dofir wäerte mir déi Motioun net matstëmmen. Den Audit ass nämlech do. A wéi d'Ministesch och grad erkläert huet, ass et en Audit, deen an deem Kader, deen d'Gesetz hiergëtt, fir en Audit ze maachen – dat huet si och gepréift an elo nach eng Kéier bestätegt –, gemaach ginn ass.

An an deem Audit gouf constatéiert, wat gutt gelaf ass, an et gouf och constatéiert, wou muss verbessert ginn. An ech hunn Iech virdrun och schonn déi verschidden Argumenter dozou genannt respektiv si se och an der Debatt de Mëtten ugeklongen. Gradesou huet d'Ministesch och nach eng Kéier gesot, dass zousätzlech zu all deem, wat u Recommandatione vum Audit do ass, sief et de bessere Suivi vun der Aktioun duerch déi Instrumenter, déi et gëtt, gläichzäitig och an hirem Haus en externe Suivi gemaach gëtt an dass se eis, wéi gesot, och an Zukunft an der Chamberskommission wäert doriwuer au courant halen.

An dofir wäerte mir déi heite Motioun grad wéi d'Motioun 4 net matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy. Da geet d'Wuert un den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also den Audit ... et ass gutt, dass ech de Classeur mam ganzen Audit matbruecht hunn, well et steet ganz koer am Audit, deen Dir eis ginn hutt, dass et keng international Norm war. Dat heescht, deen Audit war guer net no deene Standarden, wou en eigentlech hätt misse gekuckt ginn.

An deen zweeten ass eigentlech nach vill méi interessant: „Nous tenons à préciser que la structure financière de la société O.S.L. et les flux financiers entre sociétés appartenant à Monsieur Hans-Peter Walter n'ont pas“, mierkt Iech et, „n'ont pas été analysés.“

Dat heescht, déi ganz Geschicht mat deem Audit, eigentlech dat Ganzt, wat am Raum steet, gouf net analyséiert. Dofir hu mir haut eng Motioun deposéiert. Well ech mengen, wann Der jo näischt ze verstoppen hutt, wann alles gutt gelaf ass, da kënn Der jo awer déi puer Fluxen – Dir sot jo selwer, et si just zwou Firmen, bon, mir hunn der vill méi fonnt, déi ganz Bänk huet der vill méi fonnt – analyséieren. Do ass jo da guer kee Problem. En plus gëtt de legale Kader Iech d'Méiglechkeet. Et ass eng Soustraitance, déi stattfënt. Dann hutt Der de legale Kader, fir dat kënnen ze analyséieren. Ech verstinn éierlech net, firwat Der Iech dogéint wiert, dass en Audit soll kommen, deen déi Flux financiers do soll kucken.

(Interruption)

Et ass jo näischt do.

M. Sven Clement (Piraten) | Dat sinn déi bekannt Fënsteren, déi se opgerappt hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Effektiv, d'Motioun 2 an d'Motioun 4 vun de Piraten sinn natierlech ongeféier dat selwecht. Et geet drëms, fir en Audit ze froen. An, Här Benoy, deen Audit, dee gemaach ginn ass, ass kee richtegen Audit, well eng ganz Partie Saache feelen, et ass elo gesot ginn, an duerfir wëlle mer e richtegen Audit maachen, fir dass kloer an transparent ka gekuckt ginn, wou eppes schifgelaf ass a wat net schifgelaf ass.

An eigentlech, an dat ass e bëssen dat, wat den Här Goergen och sot: Et kann een net richtig verstoen,

firwat dass een heibannen dat net wëll. Et huet dach keen eppes derbäi ze verléieren! Souguer d'politesch Responsabilitéit, wann et déi da ginn hätt, ass jo net méi do, well d'Ministesch ass net méi do. Et huet jo keen eppes derbäi ze verléieren, deen heibanne sëtzt. Duerfir verstinn ech eigentlechguer net, wéi een hei géint den Audit kann ofstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. Ech mengen, elo kënnen mer zum Vott iwwert d'Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 2 ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Max Hahn), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Motion 4

Da komme mer zur Motioun Nummer 4, déi vun de Piraten deposéiert ginn ass.

Wie wëllt nach zu där Motioun d'Wuert ergräifen?

Da kënnen mer zum Vott kommen. D'Motioun Nummer 4.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An d'Motioun Nummer 4 ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par M. Gilles Roth), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Josée Lorsché), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Résolution 1

Da komme mer zur Diskussioun respektiv Vott iwwert d'Resolutioun Nummer 1. Wëllt nach een zu där Resolutioun d'Wuert ergräifen? Den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo. Merci, Här President. Mir si mat eisen Opklärungsversich eigentlech um Enn. Mir hu versicht, dat um Niveau vun der Kommissioun ze maachen. Mir hu versicht, et haut am Plenum op dem Dossier ze maachen. Dat Eenzegt, wat eis elo nach iwwregbleift, fir den Dossier opzeschaffen, sou wéi dat gewollt ass; fir déi Virfall do, déi ugi gi sinn an iwwregens vun allen Oppositionsparteien an enger änlecher Form presentéiert ginn, ze ënnersichen; an och fir der Ministesch d'Chance ze ginn, deen Dossier do an aller Transparenz duerzeleeën. Ech si ganz éierlech: Den Här Keup an ech mir si jo net ëmmer oder net oft enger Meenung, mee hei sinn ech senger Meenung, well en Audit hätt Iech jo eigentlech och d'Méiglechkeet ginn, Transparenz hei an deem Dossier ze schafen, ouni dass Der emol an eng politesch Responsabilitéit komm wiert.

Dat ass alles net gewollt. Da bleift nach just d'Fro vun enger Commission d'enquête. Dat heescht, der Chamber d'Pouvoiren ze ginn, fir deen Dossier opzeschaffen, fir iwwer verschidde Saachen, vun deenen Dir geschwat hutt, déi ech awer net deelen, ewechzegoen.

Dat éischt, wat Der gesot hutt: Appel à candidatures. Mir sinn der Meenung, dass do sollt gekuckt ginn, wat d'Motivatioun dovunner war, fir déi Candidature eng Entreprise générale ze maachen a se net ze ënnerdeelen. Well nach eng Kéier: Berodung, Transport an dann op eemol herno nach eng Akademie bäizeschéissen an dat alles an enger Hand ze maachen, dat ass fir eis – fir dat emol fein auszedrécken – net usuel.

Den zweete Punkt, vun deem Der geschwat hutt, ass dee vun Secret d'affaires. Do ginn ech Iech net Recht! De Secret d'affaires geet, soulaang e Gesetz net Exceptionne virgesäit. An e Gesetz gesäit Exceptionne vir. E Gesetz gesäit zum Beispill vir, dass, wann ech eng Entreprise générale maachen an ech Soustraitanten hunn, ech muss d'Kontrakter vun deene Soustraitante bäileeën. E Gesetz gesäit zum Beispill vir, dass, wann ech bei enger öffentlecher Ausschreiwung matmaachen, ech dann net ka soen: „Et ass de Secret d'affaires an duerfir leeën ech Iech net bäi, ob ech bei der Sécurité sociale an der Rei sinn, ob ech am Enregistrement an der Rei sinn oder ob ech bei de Steieren an der Rei sinn“, well da kéint jo och ee soen: „Ma dat verstéisst géint d'Steiergeheimnis!“ Dat geet also net. Dat heescht, de Secret d'affaires oui, mais dans le cadre des exceptions prévues par la loi. Duerfir ginn ech Iech do net Recht.

An ech ginn Iech och duerfir net Recht, dass et enger Chamber net sollt zoustoen, e Firmegeflecht ze ënnersichen, dat awer äusserst bizarre ass, muss ech awer ganz éierlech soen. An den Här Goergen huet et nach méi pertinent mat sengem ganzen Tablo duergestellt, wivill Participatioune do dra sinn a wéi da gesot gëtt: „Ech maachen e Marché mat 100 Milliounen Euro an ech kucken, wéi ech den Impôt sur la fortune ëmginn.“

Also ech mengen, do misst och ee wéi den Här Kersch – e schmunzelt elo – op d'héicht Pærd klammen.

Ech weess och, dass Der, deemno wéi Der als Betrib Är Provisiounen maacht, derlaanscht kommt, fir Verméigenssteuer ze bezuelen. Et muss een och kucken, ob déi Bestëmmungen nach an där voller Bandbreit, wéi se deemools agefouert ginn ass, berechtegt sinn.

Dahingehend soen ech awer: Am Sënn vun der Transparenz, Madamm Minister, déi och besonnesch vun Ärer Partei gefuerdert ginn ass, virun allem wéi se an der Opposition war, misst Der eigentlech hei derfir stëmmen, fir dass dat Firmegeflecht – wou jo näischt drun ass, wéi Der sot! – kéint gepréift ginn an dass den Här Walter kéint Ried an Äntwert stoen.

Hei si jo relativ grav ... ech soen net Virwërf, mee grav Fakten op den Dësch komm. Dass den Här Walter zum Beispill enger Chamber an enger Enquêtékommisssioun géif erklären, wéi dat ka sinn, dass hien a senger Kontabilitéit, hien ass vläicht en eelere Firmechef, dat do manuell redresséiert, wat awer, mengen ech, weeder kontabelsméisseg nach am Sënn vun der öffentlecher Verwaltung an där klengster Gemeng vum Land geet. An zu Recht, dass dat net geet. Ech soen dat ganz éierlech.

Da kommt Der mat de Soustraitanten. Dorop si mer agaangen. An da sot Der: „Firwat froet Der dann elo eng Commission d'enquête?“ Ech weess jo, wéi de Vott ausgeet. Ech maachen awer just eng Remark, eng Remark! Et gëtt ëmmer gesot ... an engem aneren Dossier, deen ech net an der öffentlecher Sitzung uschwätzen, well et mir net zousteet, dat ze maachen, mee ech kann awer eppes iwwert d'Prozedur soen, dat steet mer zou. Ech invoquéieren dann nach eng Kéier meng Immunité parlementaire, fir dass net iergendeen herno sollt kucken, mir do iergendee Stréck draus ze dréien, mee d'Opklärung vis-à-vis vun dem Lëtzebuerger Vollek an de Leit, déi hei wunnen a schaffen, verlaangt dat.

Ech hunn net méi spéit wéi nach de Moien héieren, dass ee sollt kucken, wat eng zukünfteg Verfassung op eenzelne Punkte sollt hierginn. Mee déi zukünfteg Verfassung, Madamm Minister – an ech adresséiere mech elo, Här President, och un d'Géigesäit –, gesäit zum Punkt vun der Commission d'enquête vir ... Do sëtzt de groussen, eminenten ... en nennt sech ëmmer Schmalspurjou... „Journalist“ hätt ech bal gesot. Jurist!

(Hilarité)

... Jurist an de President vun der Institutionskommisssioun! Mat wivill Deputéierte kann een an Zukunft eng Enquêtékommisssioun aberuffen, Här President?

(M. Gilles Roth s'adresse à M. Mars Di Bartolomeo.)

Une voix | 20.

M. Gilles Roth (CSV) | Mat 20.

Une autre voix | Voilà!

M. Gilles Roth (CSV) | Dat heescht, wann Der déi selwecht Logik, déi vun Ärer Partei ugefouert gëtt – ënnerstëtz d'ailleurs vu Blo a Rout –, géift uféieren a soen: „Mir kucken, wat an Zukunft d'Orientatioun vun der Lëtzebuerger Verfassung ass. Mir kucken, wat an Zukunft méi u Rechter sinn, déi déi gewielte

Volleksvertrieder hu fir opzeglären.“ Dat heescht net, fir ee plattzemaachen. Dat ass net de Sënn vun enger Enquêtékommissioun!

De Sënn vun enger Enquêtékommissioun ass, fir Fakten opzeglären an dann, gegebenefalls, politesch Responsabilitéiten ze erschléissen. A wann déi Verfassung – wou ech dervun ausginn, dass se largement gedroe gëtt, an ech mengen, op deem Punkt souguer unanime vu sämtlechen Deputéierten a sämtleche Fraktiounen, déi heibanne sinn, déi iwwregens och schonn ofgestëmmt ass an engem éischte Vott –, virgesäit, dass ech dat ka mat 20 Deputéiert maachen, da si mer der Meenung, da muss een och akzeptéieren, wann 29 Deputéiert dat froen. An net do d'Spill vun der Majoritéit an der Opposition.

Dat ass och eist Versteesdemech als ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | ... Vollekspartei, wéi eng normal Demokratie soll fonctionéieren. Dofir si mir der Meenung, dass hei d'Chamber sollt dës Resultioun stëmmen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Méi kann ech net maachen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth. An dann hat den Här François Benoy d'Wuert gefrot.

Une voix | De Moie war et eppes aneres.

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Villmools merci, Här President. Ech kann dat eigentlech net ... Ech kann dat net gëlle loosse, dass gesot gëtt ...

(Hilarité, brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Ech kann net gëlle loosse, dass gesot gëtt, dass mer hei net geschafft hätten op deem Dossier. Mir hunn zwee Joer laang wierklech vill an intensiv a verschidene Chamberskommissiounen um Dossier SuperDrecksKëscht geschafft an deen opgeschafft. Mir hunn x Diskussiounen gehat, wou ech och allkéiers gefrot hunn an deene Sitzungen, déi ech presidéiert hunn, et war awer och an aneren esou: „Sinn alleguerten d'Froe gestallt? Gëtt et soss nach eng Fro?“ Et huet och bis zu deem Moment kee sech méi gemellt. D'Comexbu huet och gesot, huet och festgehal zu engem Zäitpunkt, dass vun hirer Säit d'Froen alleguerte gestallt sinn.

Soudass ech einfach soen, dass een hei net ka soen, dass mer net transparent verfuere wäeren an de Kommissiounen, dass mer net eis Aarbecht gemaach hätten, an dass net jiddwereen alleguerte seng Froen hätten kënne stellen.

Dofir soe mir, dass d'Aarbecht elo am Virfeld vun der Elaboratioun vun deem heite Gesetz respektiv am Opschaffe vun de Problemer, déi do waren, gemaach ginn ass. Meng Fraktioun wäert dofir déi heite Resolatioun net stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy. Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Bon, déi eenzel Faiten, firwat eigentlech eng Enquêtékommissioun misst gemaach hunn, hunn ech a menger Ried schonn eng Kéier virbruecht. Ech wëll just nach eng Kéier ervirsträichen – de Sven kann Iech et héich halen –, ...

(M. Sven Clement montre une documentation.)

... wat dat alles fir e Firmekonstrukt ass, wou Dir nach ëmmer behaupt, et wäeren der just zwou. Mee wat dat

fir e Firmekonstrukt ass! Wa mer do net iergendwann elo eng Recherche maachen an iergendepes ginn ...

Mir hunn Iech jo virdrun den Auswee ginn, dass Der kënnt nach en Avis froen. Dat war jo déi soft Versioun. Elo kënnt dann déi mëttel Versioun. Dat ass, dass mer eng Enquêtékommissioun géife maachen. Bon, anescht bleift just nach d'Justiz. An ech mengen, dat ass schonn eng Kéier schif ausgaangen, dass Der gemauert hutt, bis et zur Justiz komm ass.

Dat heescht, ech géif Iech rodén: éischter deen heiten Auswee. Deen Auswee virdu wollt Der jo net. Ech mengen, am Raum steet jo nach ëmmer: 9 Milliounen, mengen ech, waren et, déi d'SuperDrecksKëscht am Moment kriit huet. Do kann ee sech an engem Joer dann 1,5 Milliounen Dividend ausbezuelen. Dat muss ee sech emol op der Zong zergoe loosse!

M. Sven Clement (Piraten) | Dat ass profitabel.

M. Marc Goergen (Piraten) | Zu Colmer-Bierg ass jo de Sëtz vun deem Ganzen. Dir kënnt eis jo bestëmmt nach beäntweren, wien deen dann herno gehéiert. Ass dat O.S.L., ass dat Staat, wéi dat alles geet? Well an de Bilane fannen ech 3 Milliounen Réckstellung fir dee Sëtz. Wem gehéiert herno déi Immobilie? Wéi ass dat Ganz do bei O.S.L.? Well dat ass eigentlech och nach e ganz wichteg Thema.

Ech kéint elo nach weiderfuere. Mir hu bei Ecotrel ... D'„Lëtzebuerger Wort“ huet elo eréischt grad bruecht gehat, dass déi mussen bei der SuperDrecksKëscht déi Frigoen do recycléieren. An dat erëm bei enger Firma vun O.S.L., dem Här Walter. Dat kéint déi ganzen Zäit esou weidergoen.

An ech mengen, Dir sidd jo elo déi nei Ministesch. Eigentlech hätt et Iech gutt gestanen, an deem ganzen Dossier opzeraumen – virdu mam Audit, bon, elo eeben da mat der Enquêtékommissioun –, fir dat Ganz awer iergendeng Kéier do vun der Bühn ze schafen. Well dat doten ass jo eng Diskussioun, mir maachen elo hei: clôturieren, Dir gitt heem, mee dobausse geet dat weider!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Genau.

M. Marc Goergen (Piraten) | D'Leit wäerte jo nach ëmmer weiderhin diskutéieren a sech nach ëmmer Froe stellen.

Mee soulaang Dir 31 net bereet sidd, domadder opzeraumen an all déi Gerüchter ..., well et sinn net mir 29, déi dat bruecht hunn, et ass d'Press, déi et bruecht huet. An Dir kënnt sécher sinn: D'Press geet och nach weider wullen, an ech weess net, wat se nach alles géif fannen.

Haut wär eigentlech den Dag gewiescht, wou Dir als Ministesch hätt kënne soen: „Ech sinn nei. Ech hu souwiesou näischt dermat ze dinn. Ech raumen elo op!“ Dee Fall wär da gekläert.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Also, ech hunn nach net esou vill Verfassungsreforme matgemaach an ech weess och net, wéini dann elo déi reforméiert Verfassung wäert a Kraaft trieden. Vlächit an engem Joer, vlächit éischter, vlächit méi spéit, vlächit ni. Ech weess et net!

Mee op jidde Fall, wann ech et richteg verstanen hunn, an dat ass jo och esou, ginn dann 20 Deputéiert duer, fir eng Enquêtékommissioun unzefroen. Soudass ech hei géif proposéieren, dass mer, soubal

déi nei Verfassung a Kraaft ass – wann dat méiglech ass, wat ech net honnertprozenteg weess, mee falls et méiglech ass –, erëmkommen an eng Enquêtékommissioun froen.

(Interruptions)

An da kréie mer se.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et ass nach net fir déi nei ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup.

Et ass keng Wuertmeldung méi do, da kënne mer elo zur Ofstëmmung ...

(Interruption)

Nee?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir waarden op déi nei Verfassung.

(Interruption par Mme Joëlle Welfring)

Une voix | Do ass nach eng Wuertmeldung.

M. Fernand Etgen, Président | Wou? O, d'Madamm Ministesch! Entschëllegt.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Merci. Ech wollt just nach eng Kéier drop zrëckkommen. Also, mir mécht eng Analys iwwerhaupt keng Angscht, well mir hunn näischt ze verstoppén, awer ech ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift, e bësse méi roueg.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Dofir hunn ech jo och gesot, dass ech am Kader vun där Ëmsetzung vun deem Rapport, well ... vun engem Audit. Mir hunn en Audit gemaach a mir sinn un eis Limitte gestouss, wat mer mat engem Audit kënne maachen.

Trotzdem hunn ech beim Duerchliese vun deem Rapport verschidde Saache fonnt, déi ech gär géif verdéiwen. Dat heescht, dat ass eppes, wat ech maachen a woufir ech mech engagéiere wäert.

Dat ass en onofhängege Rapport, deen zousätzlech wäert gemaach ginn an engersäits wäert verschidde Saache verdéiwen, déi am Audit opgeworf ginn, anersäits Saache begleeden, wéi mer déi Recommendationen wäerten ëmsetzen, well ech dat gären extern begleet hätt, fir wierklech do eng aner Vue drop ze hunn. Well mir ass dat doten och elo nei, an ech wëll dat wierklech mat friemen Aen och gekuckt hunn.

Voilà! Et kann een dat „Audit“ nennen. Ech nennen et och net „Audit“. Ech nennen dat en externe Rapport, deen ech maache loosse, dee verschidde Saache verdéift an deen och Feedback gëtt iwwert d'Ëmsetzung vun de Resultater vun deem Rapport virdrun.

Dat hunn ech virdu gemengt mat deem, wat ech gesot hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. An dann huet den Här Sven Clement nach d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo. Wierklech bei allem Respekt virun der Madamm Ministesch, mee d'Verfassung, déi al wéi déi nei, huet eng kloer Gewaltentrennung.

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | An dat ass: d'Exekutiv ass d'Exekutiv an de Legislativ, mir heibannen, mir 60 – an dat ass wierklech en Appell un déi 31 och op

där anerer Sait – si fir de Contrôle vun der Exekutiv an hirer Aktioun responsabel.

A bei allem Respekt: Wann d'Exekutiv seet, se kontrolléiert sech selwer, an Dir 31 stëmmt dat mat, ma dat weist, datt d'Gewaltentrennung hei zu Lëtzebuerg net dat wäert ass, iwwert dat mir heibannen diskutéieren!

Ech ...

(Brouhaha)

Ganz, ganz éierlech, wann dat doten ...

Une voix | Ech fannen dat guer net ...

M. Sven Clement (Piraten) | ... de Fin mot ass, datt d'Exekutiv an der Chamber seet: „Mir kontrolléieren eis selwer“, an domadder fir d'Majoritéit eng Enquêtékommissioun, déi ënnert där neier Verfassung méiglech wär, vum Dësch ass, mee da komm ni méi een ..., da musse mer ni méi Contrôle parlementaire maachen! Da musse mer ni méi doriwwer schwätzen! Da musse mer ni méi iwwer Enquêtékommisssiounen schwätzen! Well wann d'Versprieche vun der Regierung duergeet, datt se seet: „Mir kontrolléieren eis elo selwer. Wannechgelift, léif Chamber, vertraut eis doranner“, ...

(Interruptions)

... dann, ganz éierlech, hu mer d'Gewaltentrennung wierklech net verstanen, an dat deet mer wierklech leed. Ech hat gehofft, mir hätten hei e Rechtsstaat, an an engem Rechtsstaat gëtt et Gewaltentrennung. An do soll eng Chamber dann och hire Rôle spillen an d'Regierung hiren. An dat ass eeben: D'Chamber kontrolléiert d'Exekutiv!

Wa mer dat net wëllen, bon, dont acte.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Ech muss awer elo do och dat nämmlecht nach eng Kéier heibanne soen. Mir sinn hei deen éischte Pouvoir. Ech hunn et virdrun a menger Ried gesot: Mir sinn den éischte Pouvoir. An dat schéngt vun der Regierung net gewollt ze sinn. De Premier huet et jo nach gesot um Kongress, datt hie sech näischt hei vun der Chamber soe léisst. Ech fannen dat ganz, ganz schlëmm! A wann een ...

Une voix | Dramatesch!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | ... als Premier esou eppes seet, da brauch ee sech net ze wonneren, wat heibanne leeft.

An et ass ganz kloer, meng Nopesch huet et hei gesot, d'Nathalie Oberweis: D'Linn verleeft hei an der Mëtt.

(Mme Myriam Cecchetti désigne avec la main une ligne entre l'opposition et la majorité.)

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | An net tëscht der Chamber an der Regierung.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Déi déi aner Sait mengen, si missten der Regierung permanent de Réck stäipen a si wieren net an der Chamber a si géife kee Contrôle ausüben, an déi heite Sait mécht hire Contrôle.

An elo hu mer eebe Pech, datt d'Constitutiuon, d'Verfassung, nach net a Kraaft trëtt. Wann déi bis do ass, dann hu mir hei 29 Stëmmen a mir maachen déi Enquêtékommissioun! An et gëtt héich Zäit, datt déi Constitutioun a Kraaft trëtt, well dat doten ass wierklech net seriö!

(Brouhaha)

A wa jo d'Ministesch ... Also, ech hu ganz grouse Respekt an ech fannen och, Dir hutt dat alles super

erkläert. Et kann een nëmmen e grouse Respekt virun Iech hunn. Dir hutt dat net arrogant gemaach. Dir hutt dat mat enger Rou gemaach. Dir hutt dat verständlech gemaach. Dir hutt eis respektéiert. Dir hutt eis Froen eescht geholl. Dir hutt dat super gemaach. Ech hoffen, datt Der dat bäibehaalt, well verschidde Leit hunn dat ganz séier vergiess a verluer ...

(Hilarité)

... an da gi se immens arrogant. Also all Respekt fir Iech!

Plusieurs voix | O!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Mee dofir, Dir hutt jo näischt ze verléieren heimadder. Ech mengen, mir froen déi Enquêtékommissioun. Wat ass dann, wa mer dat elo maachen? Dir sot selwer, Dir wëllt Transparenz, Dir wëllt dat. An et steet Iech dach nëmme gutt zu Gesiicht! Et steet der ganzer Politik heibanne just gutt zu Gesiicht. Mir maachen eis selwer lächerlech! Dat do ass déi wivillt Affär, déi mir elo hei hunn, wou et ëmmer d'nämmlecht ausgeet.

Une voix | 31.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Ëmmer 31, voilà, 29. An dobusse geet et virun. D'Diskussiounen gi virun. An Dir wäert Iech net hannendru kënnen verstoppen, datt 31 Leit dergéint gestëmmt hunn, well d'Diskussiounen ginn dobusse am Bistro, dobusse op der Voie publique an an der Press virun. Mee bon, Dir verzögert et just, Dir maacht et just méi laang!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Dann huet den Här Yves Cruchten d'Wuert gefrot.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo. Merci, Här President. Ech muss soen, dass ech déi Diskussioun hei ganz sui-
véiert hunn. An ech muss och der Madamm Ëmwelt-
ministesch soen ... Si ass nach beschäftegt.

(Hilarité)

Ech wollt der Madamm Ëmweltministesch soen, dass ech hir Erklärungen hei ganz schlëssig fonnt hunn an dass ech och appreciéiert hunn, dass se eng Ouverture gemaach huet a gesot huet: „Hei, do sinn nach Saachen, déi mer wëllen am Fong kucken. Et ass och derwäert, dass mer eis dat ukucken. Dofir huele mer en Externen, fir eis ze begleeden, fir déi Saachen ze kucken an och dee Prozess vun der Ëmsetzung vun all deem, wat eis am Audit recommandéiert gouf.“ Ech fannen dat absolutt, absolutt korrekt, dass mer dat esou maachen.

Hei gëtt ëmmer erëm en neien Audit gefrot. Deen Audit, deen do war, deen ass anscheinend net gutt genuch. Mee wie seet eis dann, dass deen nächsten Audit besser ass? Ech hu keng Anung. Dat wonnert mech alles.

An da gëtt elo hei zum Schluss eng Enquêtékommis-
sioun gefrot. A mir wësse jo, wa mir eng ... Mir kënnen
hei entweder decidéieren, dass mer eng Enquêté-
kommissioun maachen oder et ass eng Affär, déi vum
Parquet gefouert gëtt. Et ass dat eent oder dat anert.

An da wonneren ech mech, dass hei eng Enquêté-
kommissioun gefuere gëtt, wann am Avis, deen
d'Kollegee vun de Piraten ausschaffe gelooss hunn,
hiren eegene Jurist hinne seet: „Wann et eventuell
sollt Zweifel ginn iwwer eventuell Unhaltspunkten
iwwer Conflicts d'intérêts oder iwwer Korrupcioun,
da missten d'Autorités judiciaires saiséiert ginn.“ Ech
wonnere mech, dass dat dann nach ëmmer net ge-
schitt ass vun de Kollegee vun de Piraten.

Mäi klunge Fanger seet mir: Dat wëlle se net maa-
chen, fir dass se hei kënnen eng Enquêtékommissioun

fuerderen, an eng Enquêtékommissioun, déi ass do,
„pour faire durer le plaisir“.

(Exclamations et brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Dann hat den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech wëll awer ...

(Brouhaha)

Ech fannen, dass eise President dat ganz gutt ge-
sot huet. Ech wollt just den Här Clement un eppes
erënnere: u seng eege Motioun. En huet virdrun hei
der Majoritéit virgeworf, mir wäere géint d'Gewalt-
trennung, well mer et am Fong géifen der Regierung
iwwerloossen, en Audit ze maachen. Seng eege Mo-
tioun seet: „aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun
den Deputéierten d'Regierung, een Audit an Optrag
ze ginn“. Also de deux choses l'une. Entweder Dir
sot, Dir sidd domat averstanen, dass d'Regierung en
Audit mécht ...

D'Madamm Ministesch huet Iech elo hei ganz genau
erkläert, dass se opgrond vun deem Audit, dee vir-
läit, eng ganz Rei vu weideren Analyse wäert maa-
chen, déi dann net am Tirang verschwannen. Well si
huet virdrun ganz kloer gesot, dass se bereet ass, zu
all Moment erëm allkéiers déi nei Ergeebnisser mat
der Chamberskommissioun ze diskutéieren. An do-
mat ass de Contrôle parlementaire och gewarlescht.
Dofir maacht, wannechgelift, e bësse lues, wann Der
esou Virwërf un d'Majoritéit maacht!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. Dann hat d'Madamm Polfer d'Wuert gefrot.

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech wollt nëmmen dat
ënnerstëtzten, wat meng zwee Virriedner elo gesot
hunn. Hei gëtt vum éischte Pouvoir geschwat, an dat
si mer effektiv. An ech mengen, jiddweree ka soen:
„Mir huelen dat esou seriö, wéi nëmme méiglech,
den zweeten, d'Exekutiv.“

Mee hei gëtt et en drëtten! A wann hei vu Saache
geschwat gëtt, déi effektiv riskéieren, schlëmm ze
sinn – wann et déi da sinn a wann et derfir Unhalt-
punkter gëtt, ob dat elo Korrupcioun ass, ob dat
Conflit d'intérêts ass –, mee dann, mengen ech, si
mer awer voll an deem Fall, wou den drëtten Pouvoir
hei muss säi Rôle spillen!

An anere Situatiounen – dann invoquéieren ech och
meng Immunité parlementaire, esou wéi den Här
Roth et gesot huet – hu mer ...

(Interruption)

Ma nee ...

(Interruption)

Jo, maja ... Dat ass ...

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm
Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Dat versiche mer all ...

(Brouhaha)

Nee, ech sinn net fäerdeg!

M. Fernand Etgen, Président | Nee?

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech sinn net fäerdeg.
An aneren Dossieren, déi eis de Moment jo beschäfte-
gen – de Moien nach an esou –, soe mer jo alleguer-
ten: „D'Chamber soll net Riichter spillen a soll net
Enquêté maachen.“ Mee da verstinn ech wierklech
net, wann hei, wou effektiv Saachen opgeworf ginn ...

A wa se da sollen esou sinn, mee da soll et effektiv
un deem troisième Pouvoir sinn, dee mer hei an de-
sem Land hunn – a wou mer esou frou sinn, datt mer
d'Chance hunn, an engem Rechtsstaat ze liewen –,

dat awer an aller Rou, an aller Neutralitéit ze analysieren! An da wäerte mer effektiv och hei déi Konklusiounen natierlech zur Kenntnis huelen an ons deementspriedend eebe mat deene Konklusiounen vum deem, wat mer elo dee ganzen Dag hei ... a wou ech nëmmen och ka soen, datt d'Madamm Minister wirklech dat mat enger extremer Bravour gemaach huet. Dann huele mer dat dee Moment zur Kenntnis.

Et wier schlëmm, wann et esou wier, mee ech fanne effektiv, datt et hei um drëtte Pouvoir an dësem Rechtsstaat ass, fir dat do dann erauszefannen.

Une voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Polfer. Dann huet den Här Roth nach d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth (CSV) | Ech muss op eppes ... Jo, ech weess, Dir gitt och gären heem, wann Der mengt, et wier alles gesot. Mee Dir musst ...

(Interruptions)

Nee, mee Dir hutt ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Nee, ech huelen dat dann op, Här Cruchten. Dann ass et Iech erausgeruscht: „Et ass alles gesot.“ En Deputéierten, dee mat eng Enquêtékommissioun freet, huet och d'Recht, drop ze äntweren, dat muss Der mer zougestoen, besonnesch wann Der als Fraktiounspresident vum der Lëtzeburger Sozialistescher Aarbechterpartei sot, eng Enquêtékommissioun wier do, „pour faire durer le plaisir“.

Dont acte. Wann dat Äert Rechtsverständnis ass, wann dat Äert Verständnis ass vun der Demokratie, dann deelen ech dat net!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Zweete Punkt: D'Madamm Polfer seet: „Majo, da soll een dat der Justiz ginn.“ An d'Justiz ass hei nëmmen een eventuell ..., well d'Justiz huet jo keng Légalité des poursuites, si huet eng Opportunité des poursuites. A Madamm Polfer, Dir waart grad ewéi ech, wéi Eenzelner hei, an enger Enquêtékommissioun, déi seinerzeit net nëmmen eng ...

Mme Lydie Polfer (DP) | An e puer.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, jo. An Dir waart virun allem an där 2013, wou jo och gesot ginn ass: „Ma dat do muss bei de Parquet! Et muss bei de Parquet!“ Wat herno beim Parquet erauskomm ass, hein, ech mengen, dat war net méi ganz vill. Dat muss Der agestoen. Well dat war esou een Dossier, alles: schlëmm, schlëmm, schlëmm, schlëmm. An herno: klasséiert, klasséiert, klasséiert, klasséiert. Dat muss Der och agestoen.

Den zweete Punkt ass deen: Vun deem, wat an der Missioun vum der Enquêtékommissioun steet, Madamm Deputéiert Polfer, dat geet jo net nëmmen ëm Penal, mee dat geet ëm eng Opklärung, zum Beispill de Système de facturation, zum Beispill de Fait, dass d'Offere vun de Soustraitanten net mat incluéiert waren. Et geet zum Beispill drëm: Firwat ass net separat agestallt ginn? An een, an dat ass deen eenzegen, mengen ech, total relevanten – ech soen dat sous réserve vu menger Immunité parlementaire; jo, ech si virsichteg –, ...

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | ... eventuell da relevanten, dat ass déi Geschicht mat der Aestellung vum Fils vun enger Persoun, déi maassgeblich um Niveau vun der Ausschreiwung an och vun den Decisiounen respektiv vum Contrôle vun de Sue matbedeelegt war. Dat ass de Punkt. An deen ass eventuell – ech

invoquéiere meng Immunité parlementaire – relevant op deenen Artikelen, wou d'Piraten gesot hunn.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | An ech hunn och – grad ewéi Dir, grad wéi anerer, mir lauschtere jo heiansdo de Radio, mir liesen heiansdo d'Zeitung – an der rezenter Vergaangenheet an änleche Fäll gesinn, wou d'Justiz da vis-à-vis vu Staatsbeamten do Affären an eng Sitzung bruecht huet – fir dat esou ze soen. Ech nenne keen Numm an ech specificéieren och keng Affär, mee jiddweree weess, wann en dat wëllt, wat domadder gemengt ass.

Aus deem Grond, an am Sënn vun enger Proportionalitéit, vun enger Verhältnisméissegkeet – well d'Justiz funktionéiert jo och net: „O, deen do, deen huele mer an deen do, dee loosse mer lafen.“ –, musse jo déi selwecht Affären iwwert dee selwechte Leescht gezu ginn. Esou ass mäi Rechtsverständnis jiddefalls, ech mengen, Äert och!

Esou ass dat hei nëmmen en Deel. Mee de fundamentale Punkt ass deen, dass eng Enquêtékommissioun parfaitement ka funktionéieren, och en parallèle mat der Justiz. Dat hate mer 2013. Mee op deem Punkt ...

(Interruption)

Nee! Op deem Punkt ass dann eng Suspensioun vun den Aarbechte vun der Enquêtékommissioun en attendant le verdict vun der Justiz, ob se wëllt poursuiwieren oder net. Dat hate mer an der Enquêtékommissioun 2013, et gouf et an der Enquêtékommissioun iwwert d'Transportlizenzen an ech weess net wat.

Dat heescht, fir ze soen: „Mir hunn elo d'Justiz a mir hu Vertrauen an d'Justiz“ ... Mir hunn och Vertrauen an d'Justiz. Mee fir domat en normaalt Rechtsinsrument, wat zu enger demokratescher parlamentarescher Demokratie gehéiert, nämlech d'Enquêtékommissioun – et gëtt et jo net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, et gëtt et an Däitschland, et gëtt et a ganz ville Parlamenten – d'office auszuschalten a fir dann ze soen: „An enger zukünfteger Verfassung kënnen mer déi mat 20 Deputéierten asetzen“, jo, mee da misste mir jo mat deem selwechte Rasonement soen: „Majo d'Justiz ass do, dofir brauche mer iwwerhaapt keng.“

Mir plädéieren dofir an deem Sënn, dass ee sollt an der Linn vun deem, wat Dir matdrot ... Dir sidd herno Member vun där Chamber, déi da ganz solennel déi Verfassung stëmmt, an engem éischte Vott, an engem zweete Vott, also misst Der eigentlech och als fréier Presidentin vun der Demokratescher Partei, fir Transparenz a Rechtsstaatlechkeet, dat hei kënnen matstëmmen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth.

Mme Lydie Polfer (DP) | Ech war ëmmer fir Transparenz! Dat kann ech Iech garantéieren!

M. Fernand Etgen, Président | An dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech gouf direkt vum Här Kersch ugeschwat, dofir muss ech awer dorop reagéieren. Den Här Kersch huet dat ganz richtig zitéiert, datt mir an enger Motioun d'Regierung zu eppes opfuederen. A genau dat ass de Rôle vun der Chamber!

Ech weess, den Här Kersch war laang Zäit op där anerer Säit vun deene Pouvoiren. Dofir, do ass dat vläicht heiansdo lästeg, wann den éischte Pouvoir sech tatsächlech daignéiert, dem zweete Pouvoir e Wonsch ze kommunizéieren. Mee dat ass eeben dat, wat eng Motioun ass. Dat ass eisen Outil.

A genau deen hu mer benotzt an d'Deputéiertechamber invitéiert d'Regierung, eppes ze maachen. An d'Majoritéit huet fonnt, datt d'Deputéiertechamber dat net vun der Regierung wëilt hunn. Elo dann ze soen: „Mee se maachen dat jo“. Dat ass et net, well ech mengen, mir hunn e ganz aneren Audit gefrot wéi dat, wat d'Madamm Ministesch eis hei elo grad erzielt huet.

Nach eng Kéier, bei allem Respekt: Ech gleewen Iech, datt Der dat wëllt opklären. Ech denke just net, datt dee Rapport oder deen Audit géif erauskommen, dee mir eis géifen erwaarden, nämlech en internationalen Audit vum Grupp O.S.L., dee géif beweisen, wou déi Suen hikomm sinn.

Wéi een, wann een als Haaptclient de Staat huet, kann 1,5 Milliounen d'Joer Dividenden ausbezuelen, dat ass eng Fro, déi mech ganz staark interesséiert.

Wéi et ka sinn, datt um Ministère eng Konventioun mat Ecotrel ASBL gemaach gëtt, wou drasteet, datt Ecotrel ASBL, fir hir Lizenz ze kréien, fir eng Konventioun ze kréien, muss Member an der SuperDrecksKëscht fir Betriber ginn, muss hir Frigoen iwwert d'SuperDrecksKëscht vu Betriber da schécken, fir se recycléieren ze loosse, wou dann awer hannendrun O.S.L. net de Recyclage selwer mécht, mee soustraitéiert un d'SEG GmbH, wat komescherweis eng Firma ass, déi zum Konglomerat vum Här Walter gehéiert, déi net oppegeluecht gouf als Soustraitant während der Ausschreiwung.

Also, alles dat si Saachen, wou ech mer erwaarde géif, datt mer en Audit no internationalen Normen vum Firmegrupp O.S.L. géife maachen.

Ech hunn Akt geholl, datt d'Majoritéit dat net wollt. Sou! Elo ass deen nächste Outil, deen d'Chamber zur Verfügung huet, fir dat opzeklären, d'Enquêtékommissioun. Dat ass deen nächste Schrëtt. A wéi den Här Roth dat virdru genau richtig gesot huet, ass dat och net, fir hei méi laang driwwer ze diskutéieren. Et ass ... Mir haten eng aner Propos gemaach, déi méi séier gewiescht wier. Mir haten eng Propos gemaach, déi onpolitesch gewiescht wier. D'Enquêtékommissioun ass scho méi politesch.

(Interruption)

An ech ginn der Madamm Polfer absolutt Recht: Deen nächste Schrëtt ass natierlech ... No allem, wat mer hei gesot hunn, kënnst Der Iech jo net virstellen, datt mir zwee hei sëtzen a Saache kommentéieren, Saachen, déi mer am Dossier fonnt hunn, kommentéieren an net den nächste logesche Schrëtt maachen an den Artikel 23 (2) invoquéieren, wann de Parquet sech net zwëschenzäitlech – well déi heiten Diskussioun leeft jo awer schon e puer Wochen – autosaiséiert huet.

Wou ech mer och ënner menger ganzer Immunité parlementaire – dann därerf ech dat och emol eng Kéier soen – d'Fro stellen, firwat e sech mat allem, wat an der Press scho stoung iwwert den Här Walter an iwwert den Här Schmit, net scho selwer saiséiert huet.

(Interruptions)

Dofir, et ka jo sinn, datt e sech selwer saiséiert huet. Ech sinn net „dans le secret des dieux“. Dat ass eeben och Gewaltentrennung.

Also, maacht Iech keng Suergen, mir wäerten dat schon invoquéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann huet nach den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert gefrot.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo. Merci, Här President. Nee, net fir e Fait personnel, mee fir ze ënnersträchen, dass jo eng Enquêtékommissioun haut an och muer net dofir ass, fir d'Missiou vum der Justiz ze iwwerhuelen. Do si mer eis alleguer eens.

A mer sinn eis och eens doriwwer, dass eng Commission d'enquête net eng Chambre de mise en accusation fir d'Regierung ass a wäert sinn. Mir huelen déi Commission d'enquête ganz eescht a mer wëllen net fir näischt d'Konditiounen, fir eng Commission d'enquête anzusetzen, erliichter, mat am Hannerkapp, dass dat Instrument a bon escient soll agesat ginn.

Ech freeë mech awer, dass grad déi zwou Sensibilitäten, hei riets an do lénks, déi eigentlech am iwwerzeegste géint déi nei Verfassung oder d'Verfassungsrevisioun plädéiert hunn, haut d'Meenung ausgedréckt hunn, dass déi Verfassungsrevisiounen net séier genuch kënnen kommen. Merci. D'verfassungsdroend Majoritéit schéngt also den Owend méi grouss ginn ze sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Wuen den Här Kartheiser dat Wuert „Verfassung“ héiert, da mellst dee sech zu Wuert.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dir hutt ganz Recht, Här President.

(Interruption)

Ech wollt eigentlech net an dëser Debatt intervenéieren, well ech mengen, dass d'Kolleege vun alle véier Oppositionsparteie – fir eis den Här Keup – déi wichteg Punkten alleguer gemaach hunn. An ech ka just, wat eis ugeet, selbstverständlech eis voll Ënnerstëtzung fir eng Enquêtékommissioun hei ausdrécken.

Wat awer d'Verfassung ugeet, do wëll ech nach eng Kéier rappelléieren, dass mir eis ni verschloss hu géint punktuell Verfassungsännerungen, wéi mer et zum Beispill beim Ombudsman hätte kënnen maachen, wéi mer et bei der Enquêtékommissioun hätte kënnen maachen, dass mer emol näischt hu géint méi eng grouss Verfassungsännerung, wann déi dem Referendum géif virgeluecht ginn, wéi Der et versprach hutt! Also, ech wëll elo net, dass hei eppes esou duergestallt gëtt, wéi et net ass.

(Interruptions)

Une voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir sinn absolutt op fir punktuell Verfassungsännerungen. Mir hunn der scho vill ënnerstëtzt an eiser Geschicht.

Awer et sinn nämlech hei zwou Diskussiounen, Här Mars Di Bartolomeo, déi Dir selwer ... déi zweet hutt Der selwer ugeschwat. Déi eng ass iwwert d'Transparenz vum der Regierung – Dossier Super-DrecksKëscht –, an dat anert ass, dass Der Äert Walversprieche verrodde hutt. Dir hutt eis et selwer haut den Owend rappeléiert.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, Här Kartheiser. Dir sidd just iwwer Är eege Féiss gefall.

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Här Di ... Dann ass och d'Madamm Nathalie Oberweis ugesprach ginn.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo. Et deet mer leed. Also, anscheinend wëllt den Här Mars Di Bartolomeo méi laang hei mat eis heibleiwen. Dofir kann ech dann och elo dorobber reagéieren.

(Brouhaha)

Et ass net esou, wéi wa mir géint ...

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift, méi roueg!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Mir sinn net géint d'Verfassung. Mir hunn eis abstenéiert, well mer eng besser Versioun hunn. Dat ass den éischte Punkt. Jo, mir sinn net dergéint.

An dat anert ass déi Enquêtën ... Et ass jo net, wéi wa mir hei eng Enquêtékommissioun géife froe fir all klengen Dénge. Dir hutt dat elo e bëssen esou uklänge gelooss, wéi wa mir déi géif instrumentaliséiere fir all klengen Dénge.

Ech mengen, hei geet et wierklech ... eng Enquêtékommissioun ass do, souwäit ech weess, fir Uleiesse vun nationalem Interessi, an et schéngt mer awer esou: Wann ech dat haut richteg eraushéieren hunn, da geet et hei em esou grouss Montanten an esou grouss Froen, dass dat doten awer wierklech, mengen ech, derwäert ass.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun.

Vote sur la résolution 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Resolutioun ass bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Martine Hansen), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

6. 7973 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension de la station d'épuration de Luxembourg-Beggen

Mir kommen elo zum Projet de loi 7973 iwwert d'Finanzéierung vun den Erweiterungsarbechte vun der Kläranlag zu Beggen. D'Riedezäit ass nom Basismodell

festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Aly Kaes, den Här Gusty Graas, den Här Carlo Weber, den Här Fred Keup, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo den Här Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Villmools merci, Här President. Ech froe mech, firwat esou vill Leit erauslafen, well, wësst Der, et geet elo em nach méi en décke Montant wéi virdrun ...

(Hilarité)

... an e ganz wichtege Projet!

Mme Lydie Polfer (DP) | Awer op alle Fall! Op alle Fall!

(Brouhaha)

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Merci, Madamm Polfer. Här President, Dir Dammen an Hären, ech hunn d'Éier, Iech elo de Gesetzesprojet 7973 ze presentéieren, woumat mer der Regierung d'Erlabnis ginn, fir dass d'Stad Lëtzebuerg zu Beggen hir Kläranlag kann ausbauen an dass mer do de Kofinanzement dervu maachen em 118 Milliounen Euro.

An dat ass immens wichteg, well eis Waasserleef ëmmer méi ënner Drock stinn an a kengem gudden Zoustand sinn. Dofir gëtt et eng Rei Grënn: Nährstoffantrëg a Pestiziden aus der Landwirtschaft, mee och ëmmer méi Micropolluante wéi Medikamenteréckstänn, Mikroplastiken oder Pestiziden, déi an eise Gewässer ze fanne sinn.

(Brouhaha)

Une voix | Sch!

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Madamm Modert, wat hunn ech gesot, wat Iech net passt?

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Loosst Iech net stéieren, Här Benoy. Fuert roueg weider.

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Bon, keng Äntwert op alle Fall vun der Madamm Modert op meng Fro.

Fléissgewässer sinn essenziell Ökosystemer, ...

(Brouhaha)

... mee wa mir si weider wëlle schützen an hiren Zoustand wëlle verbessern, dann ass en héichwäertegen Traitement vun eise Schmutzgewässer, wéi mir et mat dësem Gesetzesprojet maachen, immens wichteg.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'Beggene Kläranlag traitéiert d'Schmutzwaasser vun der Stad Lëtzebuerg, vun der Gemeenge Stroossen, Bartreng, Leideleng, vun der Uertschaft Riedgen an der Gemeng Recken op der Mess, an och en Deel vun der Uertschaft Findel.

Mat der Extenssioun gëtt d'Capacitéit verduebelt. Vun engem Awunnergläichwäert vun 210.000 gi mer op 450.000. An dee brauche mer, well mer jo net nëmmen d'Ofwaasser vun der Leit, déi an der Stad wunnen, mussen traitéieren, mee och vun alleguerten deene ville Leit, déi gären an onser Stad schaffe respektiv sech do ophalen.

Nieft der Erweiterung vun der Klärcapacitéit gëtt och d'Qualitéit verbessert duerch d'Afféierung vun enger véierter Klärstuf, déi d'Micropolluante erausfiltert.

Dat heescht: Medikamenter, cheemesch Substanzen, Kontrastmëttelen aus der Medezinn, Pestiziden an esou weider.

Et gouf beim Projet och Wäert drop geluecht, de Flächeverbrauch am Grëff ze halen, sech an d'Landschaft ze integréieren an esou effizient wéi méiglech ze sinn.

Fir d'éischt gëtt d'Betriebsgebai, dann de Faultuerm, dann d'maschinell Schlammvirentwässerung, d'Virklärung, d'sequenziell biologesch Rengegung, d'Technikgebai a schliesslech déi véiert Klärstuf gebaut. D'Aarbechten dauere vun 2023 bis 2031, also knapp zéng Joer.

D'Käschte vum Devis aus dem Joer 2020 belafe sech op 295 Milliounen Euro, wouvun de Staat 50 % vun der Mise en conformité vun den neien Normen an den Ausbau vun dem Awunnergläichwäert vu 450.000 iwwerhëlt, deemno 96 Milliounen Euro. Derbäi komme 75 % vun der véierter Klärstuf, deemno 22 Milliounen. Dovunner muss een awer 12 Milliounen Euro ofzéien, déi d'Stad grad schonn exekutiert a wou d'staatlech Hëllef anescht ofgewéckelt gëtt. A soumat komme mer dann opgeronnt op 106 Milliounen Euro.

A sengem Avis réit de Staatsrot, dem aktuelle Bauindex Rechnung ze droen. Dat huet d'Kommissioun och esou iwwerholl an dofir lande mer da beim Projet bei 118 Milliounen Euro.

D'Gesetz gouf den 8. Mäerz vun der Ëmweltministeschesch deposéiert. Den 1. Juni hu mer an der Kommissioun de Projet an d'Avisen duerchgeholl an ech gouf als Rapporteur genannt. Mäi Rapport gouf d'lescht Woch uegeholl an nodeems ech de schréfftleche Rapport scho verfaasst hat, kouw och nach – dat ass eng Informatioun un Iech – den Avis vun der Handelskummer eran an och si begrëissen de Projet.

Här President, Dir Dammen an Hären, den Ausbau vun der Beggener Kläranlag, der gréisster Kläranlag, mat dem gréissten Anzuchsgebitt am Land, ass en immens wichtege Projet, fir d'Waasserqualitéit an also de Schutz vun onser Ëmwelt ze garantéieren, an dofir ginn ech och mat grousser Freed den Accord vun der gréngeger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An dann huet d'Wuert den Här Aly Kaes.

Mme Octavie Modert (CSV) | Däerf ech? Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo?

Mme Octavie Modert (CSV) | Däerf ech eng Fro stellen un de Minister?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Un de Rapporteur?

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Am Zesammenhang mat der Kläranlag?

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo. En ass zwar schonn net méi do.

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Ech kann awer gäre kommen.

(Brouhaha)

Mme Octavie Modert (CSV) | Dir hätt mech jo vläicht kënne kucken, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wat gelift?

Mme Octavie Modert (CSV) | Dir hätt mech jo vläicht misse kucken, Här President.

Une voix | En ass den éischte Riedner.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ma en ass erëm do. Dir däerft elo.

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Ech wollt froen, fir eng Fro ze stellen un de Rapporteur, dee säi Rapport jo an aller Objektivitéit mécht, ob hien net weess, datt d'Pestizide längst net nëmmen an der Landwirtschaft gebraucht ginn, well e virduro gesot huet, an der Kläranlag géife sech Pestiziden aus der Landwirtschaft befannen.

Merci.

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Madamm Modert, dann hutt Der mer net richtig nogelauschtert, ...

Mme Octavie Modert (CSV) | Dach!

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | ... well ech hunn dat ... Ech liesen Iech vir ...

Mme Octavie Modert (CSV) | Dach, dach, Dir hat dat esou formuléiert, Här Benoy.

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Madamm Modert, ech liesen Iech ganz exakt vir, wat ech gesot hunn: „wichtig, ...

(Brouhaha)

Ech hunn Iech gesot, dass dat heiten e wichtege Projet ass: „wichtig, well eis Waasserleef ëmmer méi ënner Drock stinn an a kengem gudden Zoustand sinn“. „Eis Waasserleef“, hunn ech gesot. An dat huet e puer Grënn: „Närfstoffantrëg a Pestiziden aus der Landwirtschaft“.

Mme Octavie Modert (CSV) | Maja.

M. François Benoy (déi gréng), rapporteur | Dat ass net onbedéngt e kausalen Zesammenhang tëscht der Kläranlag an dem Ofwaasser. Mee dat hunn ech och net gesot: „mee och ëmmer méi Micropolluante wéi Medikamenteréckstänn, Mikroplastiken oder Pestiziden, déi an eise Gewässer ze fanne sinn“. Ech weess scho ganz genau den Ënnerschied tëscht Antrëg, déi aus der Landwirtschaft sinn, an Antrëg, déi aus dem Ofwaasser kommen, Madamm Modert.

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo, mee Dir sot et awer net ëmmer esou.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Rapporteur. A merci och der Madamm Modert.

Mme Octavie Modert (CSV) | Dir maacht ëmmer Pestiziden aus der Landwirtschaft.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Si schéng sech eens ze sinn, dass net d'Landwirtschaft aleng schëlleg ass. Voilà. Dat schéngt sech also in Wohlgefallen opzeléisen.

An dofir loosene ech elo dem Här Aly Kaes d'Wuert, deen dat warscheinlech och wäert bestätegen.

Discussion générale

M. Aly Kaes (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ben, effektiv, mir hunn den Owend zu spéider Stonn nach e ganz, ganz wichtege Projet, do ass guer keen Zweifel. Wa mer wëllen eis Flëss a Baachen an dësem Land an dee beschtméiglechen Zoustand bréngen, jo, da muss mer alles maachen, fir datt dat soll Realitéit ginn. Mir hu sécher an der Vergaangenheet, an deene leschte Joren, an enger ganzer Rei Regiounen vill, vill verbessert. Mir hunn awer nach e gewëssenen Nohuelbedarf. An duerfir ass et ganz wichtig, wéi gesot, datt déi Beggener Kläranlag, déi manifestement iwwerlaascht ass mat deenen 210.000

Awunnergläichwäerter, déi elo maximal do kënnen traitéert ginn, op 450.000 Awunnergläichwäerter erweidert gëtt.

Jidderee weess awer, datt, wann esou eng substanzuell Erweiderung geschitt, een da quasi vum Bau vun enger neier Kläranlag schwätze kann. Dat ass nämlech d'Realitéit, wann een e bësse Bescheed iwwert d'Kläranlage weess, dann ass dat einfach esou. Dat gëtt zwar gesot, well déi Awunnergläichwäerter, déi do sinn, ginn a sech net méi kofinanzéiert vum Staat. An duerfir gëtt a sech virun allem d'Erweiderung kofinanzéiert. Dat ass eebe sou. Ben, dat ass net onbedéngt gutt, awer et ass eebe sou, wéi et fonctionéiert.

Ech wëll awer och net weider dodrop agoen. Ech wëll mer erlaben, dem Här Benoy villmools Merci ze soen fir säi schréfftlechen a mëndleche Rapport. An ech wëll ganz kloer soen, datt d'CSV dee Projet hei ganz sécher stëmme wäert, well et e ganz wichtege, wéi scho gesot, e ganz wichtege Projet ass.

Ech wëll awer op zwou Saachen agoen. Ech wëll nach eng Kéier erklären, datt dat, wéi de Staat de Moment de Kofinanzement mécht, am ländleche Raum einfach, jo, net méi finanziell ze droen ass. Déi Gemengen, déi am ländleche Raum sinn, kënnen dat net méi droen. An ech wëll dat unhand vun engem Beispill maachen: Wann ech elo ëmrechnen, d'Kläranlag zu Beggen, dat sinn eng 670 bis maximal 700 Euro pro Awunnergläichwäert. Dann ass souguer schonn déi véiert Rengegungsstuf dran.

Wann ech awer aner Kläranlage kucken, vill méi klenger natierlech wéi déi Beggener, déi zu Nuechtmanscht zum Beispill: 250 Awunnergläichwäerter, e sensibelt Gebitt, matten an der Natur; jo, da kascht do en Awunnergläichwäert 5.000 Euro, dat ass eng Realitéit. Just d'Kläranlag! Ech kommen do drop. Wann ech Néngse kucken, kascht se 8.570 Euro den Awunnergläichwäert. Ech kéint och esou viruieren. Donkels: 6.700 Euro, a sou weider. A wann ech dann natierlech op d'Bleesbréck ginn, déi gréisst Kläranlag, déi de SIDEN betreit, do sinn et – deemnächst oder elo schonn – 130.000 Awunnergläichwäerter, da geet dat massiv erof op ënner 1.000 Euro.

Et gesäit een also ganz kloer, datt, wa vill Awunnergläichwäerter op enger Plaz zesummelafen, da geet dat manifestement erof.

Dat ass awer an engem ländleche Raum net méiglech, aus villen Ursaachen. Eng vun den Haaptursaachen – an dat ass eng richtig Ursaach –, firwat net méi grouss Kläranlage gebaut ginn, ass, fir datt dat Ofwaasser, wat duerno an d'Baache leeft, an der Proportionalitéit net eng schlecht Situatioun vun där respektiver Baach mécht. Ech mengen, dat ass ganz wichtig. An duerfir kënnen déi Kläranlage gegebenefalls net méi grouss sinn, well soss einfach den Debit, deen an der Baach ass, an den Debit vum Ofwaasser a sech net an engem gudde Verhältnis sinn.

Ech mengen, duerfir muss mer wierklech – an ech hoffen do op eis nei Ministesch, obwuel jo do schonn Efforte gemaach ginn, ech wëll dat direkt erwänen an ech sinn iwwerzeegt, datt d'Madamm Ministesch dat och wäert soen – vill méi maachen, well soss ass et fir déi Gemengen net méi ze stemmen. Wa mir vu 50 % oder 75 % schwätzen, da schwätze mir vun engem Plaffong vu Subventionnement a wa mer et dann an der Realitéit kucken, da si mer wäit ënner 50 % vun de reale Käschten, besonnesch och nach, wann ee weess, wéi d'Käschten evoluéieren.

Eng aner Saach ass déi ...

(Interruption par la présidence)

... an dann, dat nach ganz kuerz, dat ass a sech déi, datt déi véiert Rengegungsstuf net iwwerall Sënn

mécht, well a klengen, ganz klengen Anlagen ass se bal net ze bezuelen a se fonctionéiert och technesch net optimal. Dat heescht, et muss een eng bestëmmt Gréisst vu Kläranlag hunn, fir déi véiert Rengegungsstuf anzesetzen.

Dat ass natierlech zu Beggen de Fall, dat ass op der Blesbréck de Fall, dat ass op villen anere Plazen de Fall, mee dat ass awer och erëm eng Kéier am ländleche Raum net de Fall.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Duerfir ass et gutt – ech wëll dat ganz kloer soen –, datt awer am Waasserwirtschaftsamt en Ëmdenke geschitt ass, datt do, wou et ze verhënnere ass, ganz kleng Kläranlagen a sech net méi propagéiert ginn, mee datt versicht gëtt, déi mat anere Kläranlagen zesammenzueleen, do wou och eng Baach ass, déi dat verdréit. An dann ass et, mengen ech, och méiglech, an der Zukunft iergendwann déi véiert Rengegungsstuf anzesetzen an domadder Medikamenteréckstänn, Pestiziden an all dat, wat den Här Benoy schonn opgeziet huet, wat ech elo net nach eng Kéier wëll opzielen, a sech ze eliminéieren.

(Interruption par la présidence)

An deem Sënn halen ech op, well ech si jo schonn iwwer meng Zäit. Ech géif awer nach e bësse virufieren. Ech hätt nach ...

Une voix | Mir léinen Iech e puer Minutten.

M. Aly Kaes (CSV) | ... sou munches ze soen, mee ech maachen dat dann ...

(Hilarité)

Dir braucht Iech net opzereegen, Här Di Bartolomeo, ech halen direkt op. Ech soen och villmools Merci fir d'Nolauschteren an natierlech nach eng Kéier: Mir stëmmen dese Projet mat.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kaes. An den nächste Riedner steet scho prett, an dat ass den honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | En ass schonn do. Merci, Här President. Et ass jo en oppent Geheimnis – a meng Virriedner hunn dat jo och ënnerstrach –, datt d'Qualitéit vun eise Gewässer hei zu Lëtzebuerg alles anescht wéi optimal ass, an dat huet sech an deene leschte Joerzénge och net enorm verbessert.

Ech mengen, wa mer dat e bësse kucken, mir hunn u sech hei zu Lëtzebuerg keen Iwwerflähegewässer, bei deem ee ka soen: Prädikat „ganz gutt“. Mir hunn 23 % vun de Gewässer, déi an engem schlechte bis ganz schlechten Zoustand sinn, a wa mer nëmmen de cheemesche Parameter géifen huelen, dann hu mer iwwerhaapt kee Gewässer hei zu Lëtzebuerg, wat an der Rei ass. An de Fëschbestand, dee jo en exzellente Bioindikator ass, gëtt dat am beschten hier. Wann een d'Artenvielfalt hält, dann ass déi extreem geréng ginn an deene leschte Joerzénge, esoudatt ouni Zweifel nach enorm Efforten mussen gemaach ginn.

Ech mengen, d'Ursaache si bekannt, virdrun ass de Rapportier schonn drop agaangen: sief dat Wuessstum, sief dat ongekläert Ofwässer vun Haushalter oder vu Betriber, sief et d'Notze vu Pestiziden. Ech muss elo oppassen, wat ech soen, net datt d'Madamm Modert elo hei erëm nervös gëtt, mee dat ass awer hiert gutt Recht.

(Hilarité)

Mme Octavie Modert (CSV) | Wann Dir dat richtig sot, Här Graas, dann ...

M. Gusty Graas (DP) | Jo, duerfir soen ech léiwer näischt. Ech si vläicht net fachmännesch genuch, da soen ech léiwer näischt ...

Mme Octavie Modert (CSV) | Et ass och ... Dont acte.

M. Gusty Graas (DP) | Bon, da si mer natierlech awer och ganz séier beim Projet vun haut. Dat ass en extreem importente Projet. Dat ass méi wéi eng Verduebelung vun der Kläranlag vu Beggen. Dat huet natierlech seng Ursaach an dat ass engersäits de Wuessstum vun der Stad Lëtzebuerg. Madamm Buergermeeschter, ech mengen, Dir sidd elo bal op 130.000 Awunner.

Mme Lydie Polfer (DP) | Mir sinn driwwer!

M. Gusty Graas (DP) | Dir sidd schonn driwwer! An dann hu mer Gemenge wéi Bartreng, wéi Stroossen, wéi Leideleng, déi jo och net méi kleng gi sinn an déi och an Zukunft nach wäerte wuessen, soudatt et u sech eng Selbstverständlechkeet ass, datt d'Kläranlag Beggen huet hei missen onbedéngt ugepasst ginn.

Dat hei ass awer e ganz interessante Projet, well et och eng Rei Nouveautéiten gëtt, an ech kommen natierlech direkt op déi wichtegst Nouveautéit ze schwätzen. Dat ass déi véiert Klärstuf. Dat ass jo u sech dann awer en Novum, kann ee soen, datt mer endlech och hei zu Lëtzebuerg op dee Wee ginn.

Et ass nu leider eng Tatsaach, datt mer extreem vill Medikamenteréckstänn an eise Gewässer hunn. Et gëtt geschätzt, datt dat plus ou moins 3.000 verschiddener sinn. Mir hu Problemer mat PCPen. Dat sinn déi „personal care products“ wéi Shampoing, Seef a sou weider, wou mir jo och alleguer derzou bäidroen, datt där sou vill wéi méiglech an eis Gewässer kommen, an dowéinst ass déi véiert Stuf also méi wéi wichteg. Ënner anerem sinn et och Kontrastmittel, zum Beispill vun de Radiologien, déi jo entre-temps och ëmmer méi an den Ofwässer festgestallt ginn, an dann natierlech awer och Mikrofaseren aus der Kleeung.

D'Schwäizer hunn eis jo do scho viru Jore virgemaach, wéi een am Fong déi véiert Klärstuf kann amenagéieren, dowéinst ass et och gutt, datt mer elo op dee Wee ginn.

Eng zweet wichteg Neierung ass natierlech de sougenannten „SBR-System“, deen ech och elo hei net wëll verdéiwen. Et ass am Fong geholl eng méi vertikal Notzung vum Waasser, wat dann eeben duerch d'Biologie soll dann och dee Moment gereengegt ginn.

Natierlech – an et ass och virdrun hei schonn ugeschnidde ginn – mussen mer och oppassen, datt de Vorfluter net iwwerméissig mat dem gekläerten Ofwasser belastscht gëtt. Ech sinn do, wéi gesot, och kee Spezialist, mee fir e Laie kléngt dat awer e bësse speziell, datt eng Kläranlag e Vorfluter – an deem Fall ass dat d'Uelzecht – am Endeffekt nach méi ka belastschen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwert d'Kläranlag hei schwätzen, da si mer natierlech och ganz séier beim Klärschlamm, an do hu mer natierlech enorm Problemer hei zu Lëtzebuerg. Mir wëssen dat schonn zënter Joren. Ech wëll dat och elo net hei verdéiwen. Ech mengen, do lafe jo och déi néideg Etüden. D'Madamm Minister huet jo do och schonn eng Rei Erklärungen an der leschter Kommissiounssitzung ginn, mee et ass enorm wichteg, datt mer eis deem Problem esou séier wéi méiglech unhuelen, well d'Exploitanten vun der Kläranlag Begge wäerten domadder direkt elo konfrontéiert ginn.

Duerfir ass et och gutt, datt hei eng Dréchnungsanlag gebaut gëtt. Ech mengen, et soll een iwwerhaapt kucken, datt déi gréisser Kläranlage sollen op de Wee goen, fir Dréchnungsanlagen ze bauen, wat de Problem dann awer vläicht deelweis minimiséiere kann.

Ech wëll dann och nach op den Artikel 3 hiweisen, deen am Fong geholl d'Marchés-publics-Gesetz extra wéinst der Kläranlag Beggen ofännert, well dee Projet jo iwwer zéng Joer erausgeet. Ech mengen, dat ass awer eng Saach, déi mir mat Sécherheet och wäerten ënnerstëtzen.

Erlaabt mir och zum Schluss dann awer nach, eng Remark méi allgemenger Natur ze maachen. Dat geet e bëssen an d'Richtung vum Här Kaes. Mir hunn natierlech den Taux de participation vum Staat an de leschte Jore progressiv erofgesat. Dat hat och seng Ursaachen: Ech mengen, mir waren an de Joren 2013 bis 2014 an enger finanzieller Situatioun hei zu Lëtzebuerg, déi eebe méi ugespaant war. Dunn ass dee sougenannten Zukunftspak jo zréckbehale ginn an ënner anerem ass och déi heite Moosnam geholl ginn.

Ech mengen awer, de Punkt ass komm, wou mer eeschthaf mussen erëm eng Kéier driwwer diskutéieren, ob déi Tauxen net erëm mussen no uewen adaptéiert ginn, well et ass jo eng Rei vu Lokalpolitiker hei an déi wëssen dat vläicht, datt den Asaz, d'Sensibilitéit, fir nei Kläranlagen ze baue respektiv fir Kläranlagen auszebauen, manner grouss ginn ass déi lescht Joren, well et eeben u finanzielle Mëttele feelt.

A wat mussen mer maachen? Mir mussen dat op den Ennpräis vum Waasser inputéieren an da wësse mer jo awer och, wat dat erëm dobausse bedeit, well jo d'Waasser, obwuel ... dat soen ech elo mol hei, ech weess, dat ass net onbedéngt politesch ganz flott, wat ech elo hei soen, mee ech sinn nach wie vor der Meinung, datt d'Waasser hei zu Lëtzebuerg awer bëlleg ass fir dat, wat ee geliiwert kritt. Ech weess, datt dobaussen aner Leit anerer Meinung sinn, dat ass awer och hiert gutt Recht. Et ass mer och egal.

(Hilarité)

Mee ech mengen awer, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Mir hu keng Inflation am Moment!

M. Gusty Graas (DP) | ... mir solle wierklech déi Diskussioun, Madamm Minister, nach féieren, fir eeben och hei awer elo emol eng Kéier erëm un déi Tauxe fréckelen ze goen, net no ënnen, mee no uewen, well mir hunn nach ganz grouss Retarden hei zu Lëtzebuerg um Niveau vum Kläranlagebau. Dofir brauch ee kee Spezialist ze sinn, do brauch een nëmmen e bësse laanscht d'Gewässer ze trëppelen, da gesäit een, wat lass ass, an do kritt een heiansdo Tréinen an d'Aen, wann ee gesäit, wat sech ronderëm d'Baachen an d'Flëss ofspillt. Dowéinst, wéi gesot, ass dee Projet hei extreem gutt. Et ass eng Fortféierung vun där Politik, mee si muss nach eng zousätzlech Dynamik kréien, a selbstverständlech bréngen ech och d'Zoustëmmung vun der DP.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. Dir hutt manner iwwerzu wéi den Här Kaes an domadder géif ech d'Wuert weiderginn un den honorabelen Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, ech gouf elo siwemol gewarnt, ech dierft net iwwerzéien. Merci dem Rapportier François Benoy fir déi ausféierlech Rapporten. Am Walprogramm vun der LSAP stoung 2018, d'Kläranlage misste virun ausgebaut ginn. Nëmmen esou kënne mer dem Wuessstum vun der Gesellschaft Rechnung droen, am Aklang mat proppere Gewässer an der Natur.

En anere Punkt am Programm war och, dass d'Kläranlage staatlech misste gefördert ginn. Ech denken hei och un eng zousätzlech véiert Rengegungsstuf. Esou kënne schiedlech Réckstänn vu Medikamenter, Pestiziden an och Mikroplastik aus dem Ofwaasser gefiltert ginn.

D'Investitiounen an d'Kläranlage waren a sinn och dowéinst esou wichteg, well an dësem Beräich laang Zäit net genuch geschitt ass. Ech erënneren hei un d'Strofen a Milliounenhéicht, déi Lëtzebuerg bis 2018 un d'EU huet musse bezuelen, well d'Ofwaasserriichten net respektéiert goufen.

D'Kläranlag vu Lëtzebuerg-Beggen ass haut déi gréisst am Land. Mat dësem Gesetzesprojet gëtt d'Capacitéit méi wéi verduebelt, an duerch déi zousätzlech véiert Rengegungsstuf gëtt d'Effikasitéit verbessert: Alles wichteg Elementer, déi zur Verbesserung vun eise Waasserqualitéite bäidroen. D'LSAP gëtt heizou natierlech den Accord.

Här President, meng Iwwerleeunge ginn an d'Richung vu menge Virgänger, souwuel vum Aly wéi vum Gusty: D'Präsideierrecht an de Mangel un Aarbechtskräfte wäerten dëse Projet, grad wéi vill aner Projeten elo dobaussen, negativ begleeden. An de Gemenge gouf déi lescht Jore vill an de Waasserberäich investéiert. Et bleiwen eigentlech Chantieren, déi ni ofgeschloss ginn.

Bei der Kläranlag Lëtzebuerg-Begge schwätze mer vun enger véierter Stuf, mee vill, ganz vill Gemengen hei am Land kënne sech deen Invest net leeschten. D'Planunge ginn elo an d'Längt gezunn an d'Budgete gi gestreckt.

Dat geet elo leider op d'Käschte vum Waasserschutz. All Joer, wärenddeem viru Pestiziden, Mikroplastik a Réckstänn vu Medikamenter an eis Gewässer lafen, ass e verluerent Joer fir Mënsch, Déier an Natur.

Ech ka mech erënneren, viru 15 Joer, déi Zäit, wéi ech am Schäfferot war an der Gemeng Wëntger, hu mer vun 90 % Subside beim Bau vu Kläranlage geschwat. Saitdeem, wéi meng Virgänger et gesot hunn, sinn d'Subside schrëttweis bis op 50 %, deelweis manner, erofgaangen. Zu deem Moment sollt den Drock op d'Gemengen erhéicht ginn, fir d'Gemengen ze fuerderen, d'Projete schnellstméiglech ëmzesetzen, fir vun deem erhéichte Prozentsaz ze profitéieren.

Elo si mer an enger ganz anerer Situatioun. Fir dat mir elo net zum Stillstand kommen, och duerch déi aktuell finanziell Situatioun, wier et wichteg, am Waasserfong d'Héicht vun de Subsiden nach eemol ze iwwerdenken. Dëse Gedanke wëll ech eiser Madamm Ministesch mat op de Wee ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Carlo Weber (LSAP) | D'Waasser spillt ëmmer méi eng wichteg Roll dobaussen. Héich Temperaturen an Dréchenheet, déi mer soss am August erlieft hunn, begleeden d'Aktualitéit elo ewell Métt Juni. Dat ass net normal! Deemno ass de Staat hei gefuordert, Verantwortung ze iwwerhuelen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech probéieren dann, nach daitlech méi schnell hei fäerdeg ze ginn.

Ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir de Rapport, an natierlech stëmme mir dat heiten och mat. Ech wëll och hei dat begrëssen, wat déi Leit viru mer gesot

hunn, meng Virriedner. A mir kënnen eis do natierlech bal allem oder allem uschlëissen.

Vläicht zwou Iwwerleeunge nach: Dat eent, dat ass effektiv déi mam Klärschlamm, mat deem mer am Moment de Problem hunn. Bon, et gëtt awer eng Firma, net wäit vun Dikrech ewech, déi huet e Konzept, fir dat ze benotzen, wou et vläicht Méiglechkeete gëtt. Ech wëll awer elo net weider drop agoen.

An dat anert, dat ass einfach eng Iwwerleeung, déi een awer trotzdeem kann hunn, wann een d'Zuele gesäit, op jiddwer Fall déi Leit, déi vläicht esou al si wéi ech oder nach méi al. Wann een awer bedenkt, 450.000 Équivalents-habitants fir d'Gemeng Lëtzebuerg, dat ass jo awer enorm. Ech mengen, et ass nach net esou laang hier, do hate mer am Land knapps 400.000 Awunner.

(Interruption)

Natierlech sinn hei och ... et si jo net nëmme d'Awunner, déi op d'Toilette ginn. Et sinn och d'Fronthalieren an d'Touristen. Mee ech mengen, dat weist awer, wéi staark de Wuesstum ass a wéi staark mer de Bevëlkerungswuesstum nach erwaarden a wéi deier, ...

(Interruptions)

... wéi deier en och wäert ginn an Zukunft.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. An nächst Riednerin ass déi ...

Mme Lydie Polfer (DP) | Här President, ...

M. Fernand Etgen, Président | ... honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Lydie Polfer (DP) | Här President, dierf ech just dem Här Keup awer eppes soen? Ech mengen, en hat dem Här Benoy net gutt genuch nogelasschert. Well et ass net nëmme d'Stad Lëtzebuerg, et ass och Bartreng, et ass och Stroossen, et ass och Leideleng, et ass och Riedgen, ...

M. Fred Keup (ADR) | Jo, jo. Ech weess, jo.

Mme Lydie Polfer (DP) | ... et ass de ganze Findel an – dat hutt Der ugeschwat – et sinn all déi Leit, déi haut iwwer 120.000, ...

M. Fred Keup (ADR) | Jo.

Mme Lydie Polfer (DP) | ... déi an d'Stad schaffe kommen. Also et ass net nëmme ... Maacht de Leit et, wannechgelift, net onnéideg ...

M. Fred Keup (ADR) | Genau. Et ass richtig, jo.

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir déi Prezioussion. An dann huet d'Madamm Cecchetti d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, als Alleréischt emol dem Rapporteur e grouse Merci fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech gi ganz kuerz just op dräi Punkten an. Deen éischte Punkt ass de Waasserbewirtschaftungsplang, aus deem ganz kloer ervirgeet, dass mer e ganz, ganz grouse Retard hunn, wat eis Kläranlagen ugeet. Am leschte Plang sollte 37 Kläranlage gebaut ginn, mir hunn et op siwe bruecht. Et sollten 61 Anlage moderniséiert ginn, mir hunn et op sechs bruecht.

Also ech mengen, do musse mer nach e bësse Gas ginn. Well et muss ee sech virstellen: Et ass eng Populatioun esou grouss wéi ganz Diddeleng, déi net un eng Kläranlag ugeschloss ass. A 50 % vun de Kläranlagen hunn och nach keng biologesch Phas. Also mir hunn do wierklech nach ganz, ganz grouss Retarden nozhuelen. An dat kascht alles och ganz, ganz vill Geld, wéi mer dat hei jo gesinn.

Zweetens muss een awer och soen, dass d'Kläranlagen och net all d'Stoffer kënnen aus dem Waasser eraushuelen an dass et ëmmer méi grouss an ëmmer méi komplex gëtt an dass een dofir awer wierklech muss oppassen, dass esou Rejeten direkt à la source eliminéiert ginn. Dat heescht, dass se guer net bis an d'Waasser kommen. Dat heescht, do mussen och gesetzlech Basissen – dat kënne mir net aleng maachen – op EU-Niveau geschafe ginn, fir dass iwwerhaupt dee ganzen Dreck, soen ech elo mol, net an eng Kläranlag kënn. Dat heescht, dass anschters, vill méi propper produzéiert gëtt.

An drëtters ass et awer effektiv och d'Fro – an déi ass och schonn hei vun zwee Virriedner gestallt ginn – vum Finanzement vun esou enger Kläinfrastruktur. Duerch de Prinzipp vun der Käschendeckung riskéiere mir jo elo, ëmmer méi héich Waasserpräisser ze kréien am Land. D'Gemengen an d'Gemengesyndikater mussen dat iwwert de Waasserpräis finanzéieren, well wou solle se soss d'Suen hierkréien? A mir wëssen awer och, dass vill Stéit mëttlerweil och scho Problemer hunn, d'Enner zesummenzekeréien. Dat heescht, fir eis ass d'Waasser e Grondrecht a misst eigentlech gestaffelt sinn: Wat ee méi brauch, wat ee soll méi bezuelen. Mee et misst awer e Grondrecht sinn, dass ee wéinstens dat, wat ee wierklech brauch all Dag, awer kann hunn an dierf hunn. An dofir misst mer wierklech un aner Finanzéierungsmodelle denken, déi eebe méi sozial an ekologesch Iwwerleeunge abezéien. Voilà.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir wäerten dat och haut matstëmme. Ech mengen, d'Madamm Polfer huet eis et un d'Häerz geluecht, an ech kann Iech jo näischt ofleenen. Et ass e super ...

Une voix | O!

(Interruptions)

M. Marc Goergen (Piraten) | Gären. Dat ass e super Projet. An dofir wäerte mir en och haut matstëmme. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Lydie Polfer (DP) | Très bien! Merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci.

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Weltring. Madamm Weltring, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Joëlle Weltring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Merci, Här President. Voilà. Nach eng Kéier gudden Owend. Et geet haut an dësem Fall ëm ...

Une voix | Elo kënn Der gläich Nuecht soen.

(Hilarité)

Mme Joëlle Weltring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Jo, jo. Ech hunn eng ganz laang Ried.

(Hilarité)

Nee, et ass gutt. Éléments de langage hunn ech hei, mee déi si kuerz. Voilà.

Generell Informatiounen wëll ech Iech ginn iwwert dëse Projet. An zwar geet et, wéi gesot, ëm d'Kläranlag zu

Beggen, eis gréisste Kläranlag am Land. An déi wäert duerch dësen Ausbau nach weesentlech méi grouss ginn, méi wéi duebel sou grouss. An déi geet vun 210.000 Awunnergläichwäerter op 450.000 Awunnergläichwäerter erop.

D'Stad Lëtzebuerg huet 128.000 Awunner, an déi ginn am Dag méi wéi verduebelt. Dat heescht, et ass wichteg, dass mer den Ausbau hei maachen. Mir wëssen, dass mer e staarke Bevëlkerungswuesstum hunn, a mir mussen an d'Zukunft kucken. Den Zoustand vun eise Gewässer ass elo scho gutt beschriwwen gi vu menge Virriedner, an ech denken, dass dat heiten e ganz wichtige Projet ass, genau wéi meng Virriedner och.

Wéi gesot, et geet net nëmmen ëm d'Ofwaasser vun der Stad Lëtzebuerg, mee och vun den Nopeschgemenge Bartreng, Stroossen, Leideleng, Deeler vu Sandweiler a vun der Uertschaft Riedgen.

Et ass och net den éischten Ausbau vun där Kläranlag. Dës Kläranlag ass 1920 gebaut ginn an ass duerno bis elo schonn zweemol vergréissert ginn. An et ass och elo schonn e Projet amgang. Dat heescht, dat wär elo deen drëtten grousse Ausbau.

De Projet leeft bis 2028. An déi véiert Klärstuf, déi gëtt, laut der Projetsplanung, 2030 bäigebaut.

Duerch dat Finanzéierungsgesetz hei wäert de Staat een Deel vun de Käschten iwwerhuele fir d'Erhéijung vun den Awunnergläichwäerter a fir de Bau vun der véierter Klärstuf. Dat sinn déi zwee Elementer, déi ganz wichteg sinn, déi eis erlaben, eeben hei och eppes bäizeginn.

De Projet kascht am Ganzen 295 Milliounen Euro. An d'Finanzéierungsgesetz ass an Héicht vun 118 Milliounen Euro gestaffelt. Déi déckst Käschte gi vum Waasserfong gedroen.

Dës Moderniséierung ass eng ganz wichteg Moossnam, fir d'Qualitéit vun eise Gewässer ze verbesseren an och op e gudden ökologeschen Zoustand hinzeistere. D'Uelzecht muss geschützt ginn! An déi véiert Klärstuf, et ass scho gesot ginn, hëlleft, fir d'Eliminatioun vun de Mikroschadstoff méiglech ze maachen an och Ofbauprodukter vun de Medikamenter, Pestiziden an aner Schuedstoff ofzebauen.

D'Madamm Cecchetti huet ganz Recht: Et gëtt aner Weeër, fir och déi doten Zorte vu Polluanten ze reduzéieren. An awer hu mer duerch eis Liewensweis an och, mengen ech, den Alter vun der Bevëlkerung tatsächlech ëmmer méi Medikamenteréckstänn an eisen Ofwässer, wou mer net wierklech vill maache kënnen. Et ginn och aner Projete probéiert wéi dezentral Virklärung, lokal bei Spideeler oder bei Altersheimer. Dat sinn och Iwwerleeungen, déi am Moment amgaange sinn.

Hei si mer elo bei engem groussem Anzuchsgebitt, wou wierklech och den néidegen Ausbau muss gemaach ginn.

Voilà. Et ass awer och net déi eenzeg Kläranlag, déi esou en Ausbau elo gesäit, an déi véiert Klärstuf muss och op anere grouss Kläranlage virgesi ginn. D'Waasserverwaltung huet zesumme mat Gemengen Etüde fir déi 13 gréisste Kläranlagen duerchgefouert, wou nämlech och esou eng Ausbaustuf da virgesinn ass.

Voilà! Eng aner Source vu Polluanten, déi awer och an d'Geld schléit, wa mer dat wëlle wierklech och

aus dem Wee raumen – an et ass definitiv néideg, ech ginn Iech do Recht, dass mer hei mussen weiderhi Gas ginn –, dat sinn d'Siidlungswaasserinfrastrukturen an d'Reeniwwerlafbecken. Soulaang mer nach op ville Plazen eng Mëschkanalisatioun hunn, ass dat en eeschte Problem. Grad no engem staarke Reen, virun deem laang dréche war, kënn do wierklech e grouss Stouss op eis Gewässer zou, dee wierklech eeschtzehuelen ass. Dat heescht, mir mussen wierklech och Efforte maachen, fir Trennsystemer anzeféieren, wat och en deiert Unterfangen ass.

Voilà! D'Finanzéierung, ech hunn et gesot, muss och konform zum Waassergesetz sinn. Dat heescht, 50 % vun de Käschten. Am Fall vun der Kläranlag Begge sinn dat bal 96 Milliounen, op Basis vum ausgeschaffte Projet. Fir innovativ Techniken kann de Waasserfong 75 % vun de Käschte ginn. An dësem Fall ass dat eeben eng Aktivuel kombinéiert mat enger Ozonéierung. An dofir gëtt et dann 21 Milliounen Subsid.

D'Stad Lëtzebuerg hat schonn e separat Engagement vum Staat an Héicht vun 11 Milliounen Euro kritt. Dat heescht, dat leeft op e Subsid vun 106 Milliounen Euro eraus. A wann een dee mam aktuelle Bautenindex héichrechent, da kënn een op 118 Milliounen Euro. Dat ass also de Montant vun deem Projet de loi, ëm deen et haut geet.

Voilà! D'Präisdeierecht gouf schonn ugeschwat an och d'Problematik vun de spezifeschen héije Käschte vu méi klengen Kläranlagen vum Här Kaes. An en huet och ganz Recht domat. Dat ass definitiv och e Souci, deem mir eis bewosst sinn. Et gouf probéiert, deem entgéintzewierke mat der Neiberechnung vun de Forfaiten, woubäi probéiert ginn ass, de Präisevolutiounen an de leschte Jore Rechnung ze droen. An och ass bei méi klengen Kläranlagen, also bei ... Jo. Bei der Iwwerschaffung vun deem Forfait goufen och d'Ausbaugréisste respektéiert, fir där Problematik e bëssen entgéintzewierken.

Et ass mer kloer, dass dat e grousse Effort ass fir kleng Gemengen. An et ass och sécher, dass mer heiru wäerte weiderschaffen an eis iwwerleeën, wéi een eventuell mat Konzepter, wou mer probéieren, méi zentral Léisungen an och e besseren Equiliber zwëschen ganz weinege grousse, zentrale Kläranlagen an enger Multitud vu ganz klengen e gudde Mëttelwee ze fannen, fir do, ech denken, och nach e Präis pro Awunnergläichwäert, deen traitéiert gëtt, ze kréien, dee verträglech ass.

Fir elo ze soen: „Mir setzen d'Tauxen an d'Luucht“, do si mer, wéi jo och scho gesot ginn ass, eeben och vun eisem Waassergesetz limitéiert, wou mer jo natierlech och en Deckungspräis mussen hei erbäiféieren, ...

(Interruption)

... e Käschtedeckungspräis mussen mer hei erbäiféieren. Dat heescht, mir sinn och hei limitéiert mat deene Moyenen, déi mer hunn.

Voilà! Ech mengen, et ass kloer, dass mer hei ... A wat ech nach wollt soen, ass och: Déi véiert Klärstuf, déi gëtt och net bei alle Kläranlage verlaangt. Déi gëtt haaptsächlech eebe bei deene grousse an enger éischer Etapp verlaangt. Dat heescht, déi ganz deier Präisser wäerten och net onbedéngt op déi ganz kleng Gemengen do zoukommen.

Voilà. Ech mengen, ech kommen zum Schluss vun deem, wat ech haut wollt soen. Haut geet et

wierklech drëm, ee weidere Schrëtt ze maachen an eng Richtung vun engem gudden ökologeschen Zoustand vun eise Gewässer. An dofir géif ech Iech bidden, dësem Projet hei zoustëmme.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7973. Den Text steet am Document parlementaire 7973³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7973 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass eestëmme mat 60 Jo-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Gilles Roth), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Lies) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par Mme Cécile Hemmen), Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président | Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir den 28., 29. an 30. Juni virgesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 21.34 heures.)

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 59
M. Fernand Etgen, Président
- 2. Communications** p. 59
M. Fernand Etgen, Président
- 3. Ordre du jour** p. 60
M. Fernand Etgen, Président
- 4. Changement de composition de commissions parlementaires** p. 60
M. Fernand Etgen, Président
- 5. Dépôt d'une résolution par Mme Carole Hartmann** p. 60
Exposé : Mme Carole Hartmann (intervention de M. Charles Margue)
- 6. 8004 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant 1^o dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2^o modification du Code du travail** p. 61
Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch
Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | Mme Djuna Bernard | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8004 et dispense du second vote constitutionnel
- 7. 7913 – Projet de loi modifiant l'article 33 de la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux** p. 62
Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
Discussion générale : Mme Diane Aehm | Mme Cécile Hemmen
Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7913 et dispense du second vote constitutionnel
- 8. 8018 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration** p. 63
Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten

- Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8018 et dispense du second vote constitutionnel (intervention de M. Laurent Mosar et M. Sven Clement)
- 9. Résolution de Mme Carole Hartmann concernant la conservation du principe de l'autodétermination en cas d'IVG** p. 64
Discussion générale : M. Sven Clement | Mme Martine Hansen | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | Mme Josée Lorsché (intervention de Mme Myriam Cecchetti) | Mme Cécile Hemmen
Vote sur la résolution (adoptée)
 - 10. Question élargie n° 152 de M. Laurent Mosar relative aux rescrits fiscaux** p. 66
M. Laurent Mosar | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Laurent Mosar | Mme la Ministre Yuriko Backes
 - 11. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des mesures pouvant contrecarrer la hausse des prix des carburants** p. 67
Exposé : M. Gilles Roth
Débat : M. Max Hahn (interventions de Mme Martine Hansen, M. Fernand Kartheiser et M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Cécile Hemmen (intervention de Mme Martine Hansen) | M. François Benoy (intervention de M. Gilles Roth) | M. Fred Keup (interventions de M. Dan Kersch) (dépôt de la motion 1) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
Prises de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Gilles Roth (parole après ministre) | M. Aly Kaes (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes (interventions de Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar et M. Dan Kersch) | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (interventions de M. André Bauler) | M. Sven Clement (parole après ministre) | Mme Myriam Cecchetti (parole après ministre) | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Aly Kaes (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes (intervention de M. Aly Kaes)
Motion 1 : M. Gilles Baum | M. Gilles Roth (interventions de Mme Martine Hansen et M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie)
Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson, M. Georges Engel et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, Président | Ech hu follgend Kommunikatiounen ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass am Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten a vun de Propositions de loi, déi säit der leschter Sitzung deponéiert a gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 28 juin 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

8030 – *Projet de loi portant modification : 1^o de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ; 2^o de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 15/06/2022

8031 – *Projet de loi portant modification : 1^o de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance, et 2^o de la loi modifiée du 22 frimaire an VIII organique de l'enregistrement*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 20/06/2022

8032 – *Projet de loi complétant le Code pénal par l'introduction d'une circonstance aggravante générale pour les crimes et délits commis en raison d'un mobile fondé sur une ou plusieurs des caractéristiques visées à l'article 454 du Code pénal*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 20/06/2022

8033 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie*

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 22/06/2022

8034 – *Projet de loi relative à un régime d'aides pour la promotion du transport ferroviaire et fluvial*

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 27/06/2022

3) La proposition de loi suivante a été retirée du rôle des affaires :

7589 – *Proposition de loi portant modification de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et portant modification :*

1^o du Code de procédure pénale ;
2^o de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;
3^o de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ;

4^e de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

5^e de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

et portant abrogation :

1^o de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de Police Judiciaire et modifiant

1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

2. le code d'instruction criminelle ;

3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique ;

2^e de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Dépôt : M. Léon Gloden et M. Jean-Marie Halsdorf, Députés, le 19/05/2020

Retrait du rôle des affaires : 27/06/2022

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2365 – Demande de pétition publique : Auswahlprozess für die öffentlichen internationalen Schulen: Verbesserung der Planbarkeit, der Auditierung und Transparenz

Dépôt : M. Martin Weinhold, le 14/06/2022

2366 – Demande de pétition publique : Allocation familiale

Dépôt : M. Patrick De Oliveira Matias, le 14/06/2022

2367 – Demande de pétition publique : Eng Petitioun, esou dass de Proprietär d'Agence selwer bezuele muss, genau wéi an eisem Nopeschland. / Esou gi Wunnenge méi séier verlount. Et ass jo dem Proprietär iwwerlooss, iwwert d'Agence ze fueren. + gerecht vis-à-vis vum Locataire. / Et ass schwéier, als normale Locataire d'Kautioun ze bezuelen + frais d'agence.

Dépôt : Mme Tina Esch, le 15/06/2022

2368 – Demande de pétition publique : Staatsexamen

Dépôt : Mme Tina Esch, le 15/06/2022

2369 – Demande de pétition publique : Subvention de loyer incluse dans le REVIS

Dépôt : Mme Tina Esch, le 15/06/2022

2370 – Demande de pétition publique : Congé extraordinaire fir d'Kanner, wann d'Elteren oder een Elterendeel bestuet gëtt

Dépôt : Mme Mandy Melone, le 16/06/2022

2371 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour l'augmentation des limites actuelles de télétravail pour les frontaliers à 40%, soit 2 jours par semaine

Dépôt : Mme Katia Litim, le 15/06/2022

2372 – Demande de pétition publique : Allongement du congé de paternité à 1 mois

Dépôt : Mme Laure Colbrant, le 16/06/2022

2373 – Demande de pétition publique : Droit aux jours de congés supplémentaires pour les enfants gravement malades

Dépôt : Mme Fozia Chaib, le 16/06/2022

2374 – Demande de pétition publique : Indexation automatique des barèmes d'imposition

Dépôt : M. David Questiaux, le 17/06/2022

2375 – Demande de pétition publique : En Abri géint d'Sonn an de Reen fir Déieren op de Wisen, wéinstens een décke Bam, fir sech drënner ze leeën.

Dépôt : Mme Joëlle Welter, le 19/06/2022

2376 – Demande de pétition publique : Dans le but de pacifier les relations entre ex-conjoints et d'augmenter la vitesse des demandes de remboursements liées aux dépenses pour les enfants, le temps de remboursements de

sommes demandées de manière précise, justifiée et répétée doit être égal au temps entre l'émission de la facture et la réclamation à l'autre partie.

Dépôt : M. François Christian Jean-Marie Lange, le 19/06/2022

2377 – Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire demandant d'établir des relations postales et diplomatiques avec l'Ordre de Malte

Dépôt : M. David Colling, le 13/06/2022

2378 – Demande de pétition publique : Réglementation relative aux chiens promenés

Dépôt : M. Marc Thilgen, le 22/06/2022

2379 – Demande de pétition publique : Chaque parcومتر en ville devrait proposer la solution scan digicash pour payer le parking en alternative au mode de paiement classique en espèces en vigueur. Ce ne sont pas tous les parcómetros qui ont le système de paiement avec le terminal bancaire.

Dépôt : M. Pedro Coimbra, le 22/06/2022

2380 – Demande de pétition publique : Arrêter de donner de l'argent pour la fête du Grand-Duc (Freedefeier, Fête Nationale)

Dépôt : M. Pedro Alves, le 22/06/2022

2381 – Demande de pétition publique : Pour l'absence et protection des salariés (femmes ou hommes) recourant à la procréation médicale assistée (PMA) / Fir de Fraen e Congé de maladie ze erméiglechen am Zesummenhang mam Traitement vun der kënschtlecher Befruchtung

Dépôt : Mme Anabela Schleich, le 23/06/2022

2382 – Demande de pétition publique : Fir en nationale Plang fir d'Ëmsetzung vum Déiereschutzgesetz

Dépôt : M. Sacha André, le 24/06/2022

2383 – Demande de pétition publique : Plus de congé pour enfants malades / Il n'y a pas assez de congé pour enfants malades et donc quand un enfant est beaucoup malade, les parents doivent prendre congé ou ces jours ne sont simplement pas payés.

Dépôt : Mme Rebecca Mond, le 24/06/2022

2384 – Demande de pétition publique : 2 jours de télétravail par semaine pour tous, y compris les frontaliers

Dépôt : Mme Sabrina Litim, le 24/06/2022

2385 – Demande de pétition publique : Gratis Parking um Terrain vu Spideeler, Altersheemer, Foyers du jour, Maisons médicales etc.

Dépôt : Mme Mandy Michels, le 24/06/2022

2386 – Demande de pétition publique : Abolition du Conseil de Sécurité de l'ONU

Dépôt : M. Guido Amabili, le 26/06/2022

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

4. Changement de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes ersetzt d'Madamm Jessie Thill den Här François Benoy.

An an der Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense ersetzt den Här François Benoy d'Madamm Jessie Thill.

Gëtt et iergendwellech aner Ännerungsvirschléi? Ech gesinn, datt dat net de Fall ass. Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. Dépôt d'une résolution par Mme Carole Hartmann

Da géif ech d'Wuert un d'Madamm Carole Hartmann gi fir den Depot vun enger Resolutioun. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Carole Hartmann (DP), auteure | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de leschte Freideg wäert villen Amerikaner, a virop de Fraen, als däischteren Dag an Erënnung bleiwen. Deen Dag huet de Supreme Court, dat héchst amerikanescht Geriicht, d'Urteil „Roe v. Wade“ annulléiert, en Urteel, dat den Amerikanerinnen zanter 1973, also während bal 50 Joer, d'Recht op eng Ofdreiwung ginn huet.

No dëser Decisioun war d'Recht op Ofdreiwung vun engem Moment op deen aneren an 13 Bundesstaate mat Hëllef vu sougenannten „trigger laws“ verbueden. Aacht weider US-Staate wäerte wuel geschwënn nozéien.

Et ass schockéierend, wéi séier en haarterkämpftent Recht einfach esou ka gekippt ginn. Et ass awer och de Beweis dofir, dass den Asaz fir d'Recht op Privatsphär, op Selbstbestimmung an och de Kampf fir d'Rechter vun de Frae muss weidergoen, Dag fir Dag.

Dobäi wäert dat rezent Urteel net fir manner Ofdreiwunge suergen – ganz bestëmmt net! –, dat hunn eis d'Erfaarungen aus der Vergaangenheet scho gewisen. Legal Ofdreiwungen ze verbidden oder den Accès méi restriktiv ze maachen, wäert virun allem eng Konsequenz mat sech zéien: Méi Fraen an och Doktere ginn an d'Illegalitéit gedriwwen a besonnesch Fraen aus méi prekäre Verhältnissen ginn nach méi benodelegt, well si net d'Moyenen hunn, an e Staat ze reesen, wou d'Ofdreiwung nach legal ass, oder den Akt an enger diskreeter privater Klinik maachen ze loossen.

Doriwwer eraus wäerten heemlech Ofdreiwungen an déi domadder verbonne gesondheetlech Konsequenzen an d'Luucht goen. Illegal Ofdreiwung gehéiere weltwäit zu den Haaptursaache fir d'Stierflechkeet vu Fraen. All Joer stierwe 47.000 Frae bei onsécheren Ofdreiwungen a 5 Millioune vun hinne mussen bei esou Interventiounen wéinst Bluddungen oder Infektiounen behandelt ginn. Et ass also sécher, dass mat dëser Decisioun méi Liewen a Gefor gerochen, wéi der gerett wäerte ginn.

Fir d'Demokratesch Partei ass et selbstverständlech, dass eng Fra soll selwer entscheeden kënnen, ob si e Kand op d'Welt brénge wëll oder net.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP), auteure | Mat der Decisioun an Amerika ass ville Fraen dës Fräiheet, dëst Recht, fir iwwer hiren eegene Kierper ze entscheeden, geholl ginn. A mir dierfen net mengen, datt esou eppes an Europa ni geschéie kéint: Op Malta, zum Beispill, ass nach ëmmer all Ofdreiwung illegal. A Polen huet och 2021 eng méi restriktiv Legislatioun ugeholl.

Kolleeginnen a Kollegeen, et geet net dorëms, Ofdreiwung ze verharmlosen oder ze fërderen. Et geet eleng dorëm, e Recht ze schützen, dat enger Fra de Choix léisst, fräi iwver hire Kierper an iwver hiert Liewe kënnen ze bestëmmen. Et ass d'Fra, déi e Kand néng Méint laang am Bauch dréit. A si eleng dréit déi domadder verbonne Risiken an och Konsequenzen.

An da geet et och ëm d'Kand. Wat fir eng Bezéiung soll tëschent enger Mamm an hirem Kand entstoën, wann d'Kand vun Ufank un net gewollt ass, mee der Mamm duerch réckstänneg Gesetzer opgezwohne gëtt? Wéi lieft eng Fra mat hirem Kand, dat duerch eng Vergewaltigung entstanen ass an dat si all Dag dorun erënnert, dass si net Här a Meeschter iwver hiren eegene Kierper war? Wat geschitt am Fall vu Vergewaltigungen? Wat geschitt bei engem Inzest? Wat geschitt bei enger Schwangerschaft, wou kloer ass, datt d'Liewe vun der Mamm a grousser Gefor ass?

Grad wéi all Mann huet och all Fra d'Recht, iwver hire Kierper eleng ze bestëmmen.

M. Charles Margue (déi gréng) | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP), auteure | Dofir, Här President, reechen ech eng Resoloutioun eran, mat där d'Chamber sech ënner anerem engagéiere soll, géint all Restriktiounen vun der legaler Ofdreiwung virzegoen an d'Rechter vun de Fraen an d'Souveränitéit iwver hire Kierper ze behalen an ze schützen.

Ech mengen, dass et eis alleguerte géif gutt zu Gesiicht stoen, wa mer als Chamber dës Resoloutioun géife mat enger grousser Majoritéit unhuelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Résolution

Suite à la décision de la Cour suprême des États-Unis d'annuler l'arrêt « Roe contre Wade », et ainsi, d'abroger le droit constitutionnel à un avortement légal,

la Chambre des Députés,

– considérant que la Cour suprême américaine a révoqué l'arrêt historique « Roe contre Wade » (1973), renvoyant aux États fédéraux le soin de légiférer sur la question de l'accès à l'avortement légal ;

– considérant que plusieurs États fédéraux ont déjà annoncé vouloir interdire l'accès à l'avortement ;

– rappelant que l'accès aux soins de santé, la maîtrise de la sexualité et la liberté de décision en matière de sexualité et de procréation, y compris le droit à un avortement légal et sans risques, font partie des droits fondamentaux ;

– défendant le droit de tout être humain au respect de son intégrité physique et à la libre disposition de son corps ;

– considérant que le fait d'interdire l'interruption volontaire de grossesse constitue une forme de violence fondée sur le genre ;

– exprimant sa vive solidarité avec toutes les personnes qui se voient privées de leur droit à un avortement légal ;

– préoccupée par le risque que l'interdiction de l'avortement n'aboutit pas à réduire le nombre d'avortements, mais mène surtout à des avortements clandestins, à une augmentation de la mortalité maternelle, à des inégalités sociales et à un développement du « tourisme de l'avortement » ;

– préoccupée que cette décision de la Cour suprême ne puisse représenter un point de basculement en matière des droits humains aux États-Unis ;

– déplorant que le droit à l'avortement n'est pas seulement contesté aux États-Unis, mais fait l'objet de remises

en cause en Europe comme le montrent les restrictions introduites par la Pologne en janvier 2021 ou l'interdiction totale de l'avortement à Malte ;

– rappelant que l'Assemblée du Conseil de l'Europe a invité ses États membres

◦ à garantir l'exercice effectif du droit à l'accès à un avortement sans risque et légal,

◦ à respecter la liberté du choix des personnes voulant mettre fin à leur grossesse et à offrir les conditions d'un choix libre et éclairé, sans promouvoir particulièrement l'avortement,

◦ à lever les restrictions qui entravent, en fait ou en droit, l'accès à un avortement sans risque et notamment à prendre les mesures nécessaires pour créer les conditions sanitaires, médicales et psychologiques appropriées et pour assurer une prise en charge financière adéquate ;

– considérant que la loi du 17 décembre 2014 sur l'interruption volontaire de grossesse a constitué une avancée pour les droits de la femme en ce qu'elle a procédé à une dépénalisation de l'IVG, tout en établissant le principe de l'autodétermination en cas d'IVG,

condamne

– toute initiative visant à interdire, à criminaliser ou à limiter l'accès à un avortement légal et sûr,

s'engage à continuer

– à mener une politique « pro-choix » en conservant un cadre légal favorable pour les personnes voulant mettre fin à leur grossesse conformément aux dispositions légales actuellement en vigueur ;

– à soutenir toute mesure visant à garantir une prise en charge de qualité et qui respecte le choix et la dignité de la femme ;

– à promouvoir les droits des femmes, leur égalité et leur droit de disposer de leur corps ;

– à lutter contre la stigmatisation et la marginalisation sociale liée à l'avortement ;

– à soutenir les efforts de mise en place d'un accès universel aux moyens de contraception tel que prévu dans l'accord de coalition ;

– à encourager le déploiement de dispositifs d'éducation affective et sexuelle, notamment au niveau de l'enseignement.

(s.) Carole Hartmann, Cécile Hemmen, Pim Knaff, Josée Lorsché, Jessie Thill.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann.

6. 8004 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant 1^o dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2^o modification du Code du travail

Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8004, bei deem et ëm eng Verlängerung vun enger Deroatioun vum Aarbechtsrecht geet. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här Président. Léif Kolleeginnen a Kollegeen, d'Joer, oder

déi zwee lescht Joren, kann ee scho bal soen, waren duerch d'Covid-19-Kris markéiert. Och wa se duerch aner aktuell Ursache vläicht e bëssen an den Hantergrond geroden ass, ass se awer nach ëmmer ganz present.

Fir eng Iwwerlaaschtung vun eise Gesondheetswiesen ze verhënneren, gouf den 1. Abrëll 2020 d'Méiglechkeet geschaf, an eise Gesondheetssystem an och an anere Secteuren op Leit, déi an der Preretraite sinn, zrëckzegräifen.

Dës temporär Mesure sollt fir d'Dauer vun der Kris gëllen a gouf entretemps och schonn e puermol verlängert.

Déi aktuell Reegelung leeft elo den 30. Juni aus. Dem Aarbechtsminister no konnten – an dat ass interessant – vum Mäerz 2020 bis Januar 2022 152 Leit vun dëser Reegelung profitéieren.

Mir stëmmen haut iwver e Gesetz of, dat eng zäitlech Verlängerung vun der noutwendeger Reegelung bis den 31. Dezember 2022 virgesäit. Bei dëser Verlängerung geet et drëms, dass Leit, déi an der Preretraite waren, och weiderhi kënnen a Laboen, am Gesondheets- an am Fleegesektor schaffen, ouni dass dat negativ Auswierkungen op hir Uspréich vun der Preretraite wäert hunn.

Vu datt et mam Personalmangel an deenen dräi Secteuren héchstwahrscheinlech an deenen nächste Méint net onbedéngt wäert besser goen an dass och Iwwerstonnereegelungen a Congéspläng sollte respektéiert ginn, mécht eng Verlängerung vun dëser Bestëmmung Sënn.

Dës Gesetz soll elo den 1. Juli a Kraaft trieden an, wéi gesot, bis zum Enn vum Joer gëllen.

De Projet de loi ass de 6. Mee 2022 vum Aarbechtsminister deposéiert ginn.

De Staatsrot huet säin Avis den 10. Mee ginn an hat näischt un dësem Projet auszusetzen.

Dat nämmlecht ass och fir d'Chambre des Salariés de Fall, déi hiren Avis de 5. Mee 2022 ginn huet. An och den Avis vun der Chambre de Commerce, den 10. Mee, war ganz positiv.

Den 12. Mee gouf de Projet an der Kommissioun diskutéiert, mat den Avisen, déi ech elo grad hei ernimmt hunn. Ech sinn als Rapporteur designéiert ginn an de Rapport ass vun der Kommissioun uegeholl ginn de 16. Mee 2022.

Ech hunn och den Optrag vu menger Fraktioun, den Accord vun der LSAP ze ginn.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Dan Kersch.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Et ass déi drëtt Verlängerung. An zwee Acteuren hunn d'Plaz gewiesselt. Dofir weess ech elo net, wien dee bessere Rapport gemaach huet a wien duerno déi besser Äntwert gëtt. Do loosse mer eis iwwerraschen.

Mee ech wëll op alle Fall dem Här Kersch Merci soe fir säi Rapport, deen e gemaach huet zu dëser Verlängerung vun dësem Projet de loi, wou et wichteg ass, dass mer op déi Leit kënnen zrëckzegräifen.

Erlaabt mer awer, Här Minister ... Dir sidd zwar net direkt de Concernéierten, mee ech wëll eppes rappléieren, wat mer de 7. Juli 2020 an der Chamber

diskutiert hunn, dat ass, dass mer zwar déi do Situation hunn, dass mer frou sinn, dass mer op déi Leit kënnen zrëckgräifen, mee dass mer onbedéngt eppes misste maachen, fir dass mer genuch qualifizéiert Personal hunn, fir déi Posten alleguerten ze besetzen. An dat ass e Problem.

Dir sidd net direkt selwer concernéiert, Här Minister, mee huelt dat nach eng Kéier mat op de Wee. Mir hunn deemools, de 7. Juli 2020, an der Chamber – dat war net hei, dat war nach déi aner Sait am Cercel – gesot, mir missten eppes maache fir d'Promotioun vun de Gesondheitsberuffer.

Ech géif do gären nach eng Kéier en Appell maachen, well wann een d'Zuele kuckt vun deenen, déi an de Schoulen ageschriwwene sinn, da gesäit et nach net derno aus, wéi wa mer dat hei kéinten den 31. Dezember 2021 (veuillez lire: 31. Dezember 2022) ofschafen, mee dass mer nach weider wäerte Méiglechkeete mussen hunn, fir weider dovou profitéieren ze kënnen. Dofir nach eng Kéier mäin Appell: Huelt dat mat weider! Ech weess, Dir sidd net zoustänneg derfir, mee deen Appell wollt ech awer maachen.

A fir de Rescht ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

Villmoools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. De Rapporteur war ganz komplett. Ech géif em Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport an d'Zoustëmmung gi vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. An da wier et un där honorabeler Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Och ech kann nëmmen dem Rapporteur e grouse Merci soe fir säin exzellente Rapport. An ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif dem Här Dan Kersch en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot, et ass deem näischt méi bäizefügen. An ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da wier et un där honorabeler Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Ech ginn och den Accord vun eiser Fraktioun. Mee ech soen dat nimmlech, wat den Här Spautz gesot huet, ech ginn him vollkomme Recht: Ech mengen, mir mussen eppes an deem ganze Secteur ... mussen mer kucken, datt mer méi Personal kréien. D'Personal, wat do ass, ass midd. Duerfir sinn elo och immens vill Feelzäiten. De Secteur ass net méi attraktiv genuch. Ech mengen, do mussen mer nach e bëssen dru schaffen. An dofir wär ech frou, wann do wierklech eng Campagne géif lancéiert ginn, fir datt mer erëm méi Personal géife kréien an datt och wierklech dee ganze Secteur opgewäert géif ginn an datt mer déi Plazen och méi attraktiv kéinte maachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech géif mer u sech wënschen, datt mer dat Gesetz hei net nach eng Kéier misste verlängeren. Ech fäerten awer ganz, sou wéi de Marc Spautz dat scho gesot huet an och wéi d'Madamm Cecchetti dat elo grad gesot huet, datt mer warscheinlech déi Penurie net kuerzfristeg wäerte geléist kréien. An deementsprechend fäerte mir, datt dat heiten nach eng Kéier kéint verlängert ginn. Och wann d'Plaze gewieselt hunn, mengen ech, ass de Constat op deenen zwou Säiten awer e bëssen deen nimmlechten, soss hätte mer dat Gesetz net verlängert.

Mir ginn eisen Accord hefir, awer net ouni nach gesot ze hunn, datt et wierklech dréngend ass, datt mer dee Secteur revaloriséieren, datt mer derfir suergen, datt mer genuch Personal fannen an datt mer net mussen weiderhin op Prepensionéierter zrëckgräifen, fir eebe sou dee Secteur sech vum selwen droen ze loosseren.

Well ech mengen, dat muss d'Zil sinn, datt mer do och nohalteg Aarbechtsplaze schafen an net mussen op Leit zrëckgräifen, déi u sech mental schonn eng Kéier ofgeschloss haten, fir se dann an der Urgence nach eng Kéier zrëckzeruffen.

Mir si frou fir jiddwereen, deen hëlleft, mee et soll awer net Usus ginn, datt mer u sech Leit, déi schonn eng Kéier an der Prepensionierung waren, erëm mussen zrëckruffen, well mer et verpasst hunn, fir ennen nei Leit bäizesetzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Et ass eng Verlängerung, Dir hutt et gesot. An, jo, ech deelen hei d'Suerg vu jiddweringem – an ech mengen, déi gëtt heibannen och vu jiddweringem gedeelt –, dass mer mussen op dee Berufsstand do besonnesch en A geheien, an dat an engem preventiven an en engem Precautionssënn, well mer deene Leit vill ofverlaangt hunn.

Et ass d'Suerg vun der ganzer Regierung, dat weess ech, fir deene Leit esou vill wéi méiglech ze hëllefen an och ze kucken, datt mer sou gutt wéi méiglech Leit hannendru kréien an déi Posten, déi nach opstinn, och kënnen besetzen. Dat ass eng permanent Suerg. An dee Message huelen ech ganz gären och mat, fir dass mer alleguer d'Aktiounen kënnen maachen, déi mer mussen maachen, fir datt mer där Penurie do gerecht ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer zum Vott kommen, wollt ech drun erënnere, datt ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënnen mat ofzestëmmen.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8004. Den Text steet am Document parlementaire 8004⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8004 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Paul Galles), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt (par M. André Bauler), André Bauler, Gilles Baum, Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Djuna Bernard), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7913 – Projet de loi modifiant l'article 33 de la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux

Als nächste Punkt um Ordre du jour kënn de Projet de loi 7913, eng Ofännerung vum Fonctionnement vun der Spezialkommissioun, déi sech em d'Exekutioun vun de Placementsdecisiounen këmmert. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporteur vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolléeginnen a Kolléegen, laaft net fort, well ech presentéieren Iech elo an e puer Wiederer e mëndleche Rapport iwwert de Gesetzesprojet 7913.

Mir hunn de Rapport den 22. Juni eestëmmeg an der Kommissioun uegheoll. A mer kënnen ouni Debatt zum Vott kommen, sou wéi d'Kommissioun et decidéiert huet, nodeems ech Iech awer elo kuerz soen, em wat et geet.

Den Depot vum Projet vun der Justizminister Sam Tanson war den 18. November 2021. Dem Staatsrot säin Avis louch den 1. Februar 2022 vir. An d'Justizkommissioun huet sech dunn den 11. Mee 2022 mam Text beschäftegt an de Rapporteur ernannt.

Weider Avisen – se waren all positiv – gouf et vum Parquet vun Dikrech an aus der Stad, vun der Cour supérieure de justice a vun der Chamber vun de Staatsbeamten.

Em wat geet et? Mir amendéieren d'Gesetz vum 10. Dezember 2009 iwwert d'Hospitalisation vu Mënsche mat enger psychescher Stéierung, „personnes atteintes de troubles mentaux“, Leit, déi ouni hir Awëllegung hospitaliséiert kënnen ginn. Et geet also em

eng mänschlech héich sensibel Fro. Méi genee geet et em de Fonctionnement vun der Spezialkommission, déi fir d'Exekutioun vu Justizdecisionen iwwer Placements zoustänneg ass. Si kënn zum Beispill zesammen, fir no zwee Méint iwwert d'Verlängerung oder d'Ophiewe vum Placement ze decidéieren, op Basis vum Rapport vum Médecin traitant. Aner Decisione sinn déi vun der Sortie, sief et fir eng kuerz Dauer, à l'essai oder definitiv.

D'Memberen an d'Suppleante vun dëser Spezialkommission hunn also eng ganz besonnesch Verantwortung, wa se esou Entscheedunge mussen huelen.

Hei geet et och em Entscheedungen, Persounen a verschidde Momenter vum Strofvollzuch eng Sortie ze erlaben. Et geet, wéi gesot, em Mänschen, déi Täter vu méi oder manner schwéieren Infraktiounen sinn, déi awer wéinst hirer psychescher Stéierung penal net kënnen responsabel sinn.

De Gesetzesprojet gesäit elo vir, dass d'Indemnitéit fir d'Memberen an d'Suppleante vun dëser Spezialkommission via Règlement grand-ducal kënnen festgeluecht ginn. Dat ass de Punkt vum Gesetz.

Et geet nämlech drëms, dës Leit par rapport zu hirer Verantwortung adequat ze entschiedegen, an et geet och drëms, esou genuch Leit ze fannen an ze rekrutéieren, fir an dëser Spezialkommission matzeschaffen.

Dës Kommissioun taagt véier- bis fënnefmol d'Joer, ass eis gesot ginn, a behandelt méi oder wéineger 30 Fall d'Joer.

Em wéi eng Indemnitéit geet et? Déi ass ugeduecht mat 85 Euro pro Sitzung.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a widerhuelen, dass den Accord an der Justizkommission vun alle Fraktiounen a Sensibilitäten, déi present waren, ginn ass an dass mer kënnen zum Vott kommen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Här Rapporteur Charles Margue.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm ageschriwwen.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo. Villmoos merci. E grouse Merci och un den Här Charles Margue als Rapporteur vun dësem Projet de loi. Et ass effektiv e Projet de loi, deen e relativ klenge Projet de loi ass, well et geet nämlech drëm, de Leit, déi an där Kommissioun setzen, eng Indemnitéit ze ginn. Mir sinn der Meenung, dass wann ee sech muss mat deenen doten Dossierer auserneeetzen, dass dat schwiereg Dossiere sinn. Et si mänschlech Entscheedungen, déi een do huele muss. A mir sinn der Meenung, dass wann déi Leit 85 Euro pro Seance kréien, dass dat net der Doud ass. An duerfir encouragéiere mir déi Leit, déi doten Aarbecht weiderzemaachen. A mir ginn och eisen Accord domadder.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Adehm. An dann ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen ageschriwwen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Ech sinn e bësse verwonnert, Här President, dass mer d'Wuert ergräifen, well wéi de Rapporteur et richtig gesot huet, hate mer am Kader vun der Kommissioun eigentlech den Accord ginn, dass mer à l'unanimité dëse Projet géifen ennerstëtzen.

Dat maachen ech dann och elo hei am Numm vun der LSAP-Fraktioun a soen dann och e grouse Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An da froen ech, ob nach ee wëllt d'Wuert ergräifen.

Wann dat net de Fall ass, géif ech der Regierung d'Wuert ginn, der Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo. Merci, Här President. E Merci och dem Rapporteur an all de Membere vun der Kommissioun an natierlech vum Parlament. Et ass e ganz kuerzen Text, mee e wichtigen Text, den Här Rapporteur huet et ennerstrach. Et geet drëm, dass mer hei deene Membere vun der Kommissioun, déi awer eng ganz grouss Verantwortung hunn, eng appropriéiert Indemnisation kënnen auszebezuelen. Duerfir dann hei elo déi Base légale.

An ech soen Iech am Viraus Merci fir Ären Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Justizministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7913. Den Text steet am Document parlementaire 7913⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7913 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 7913 ass eestëmme mat 60 Jo-Stëmmen uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Marie Halsdorf), Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par M. Paul Galles), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt (par M. André Bauler), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 8018 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 juin 2020 portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Mir kommen elo zum Projet de loi 8018 iwwert d'Verlängerung vu verschidde temporäre Moosnamen

am Kader vum fräie Verkéier vun de Leit a vun de Migranten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Villmoos merci, Här President. Also Dir hutt an Ärer Introduktioun scho quasi de Rapport gemaach!

(Hilarité)

Dir sot, eng weider Verlängerung vum Gesetz vum 20. Juni 2020, wou mer eeben d'temporär Areesbeschränkung fir Leit aus Drëttstaaten decidéiert haten. Dat Gesetz, dat geet natierlech zrëck op eng europäesch Recommendatioun, déi fir d'lescht den 22. Februar dëst Joer ugepasst ginn ass.

Haut verlängere mer dës Areesbestëmmung bis Enn des Joers, also bis den 31. Dezember 2022.

De Projet ass den 13. Juni an der Kommissioun virgestallt ginn. An ech soen dat, well an där Reunioun hate mer eng Diskussioun. An do ass preziséiert ginn, dass Persounen aus Drëttstaaten, déi wichteg Grënn sollten hunn, fir hir Rees op Lëtzebuerg ze maachen, weiderhin areesen dierfen. Dozou zielen natierlech och Leit, déi zum Beispill an der Prozedur vum Recouvrement vun der Lëtzebuurger Nationalitéit sinn. Dat war eent vun de Beispiller, wat mer do diskutéiert hunn. All déi Saache sinn eigentlech iwwer Règlement grand-ducal gereegelt.

De Rapport ass eestëmme uegholl ginn an der Sitzung vum 16. Juni. An heimat ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Här Rapporteur Yves Cruchten.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Wiseler ageschriwwen.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech soe just dem Här Cruchten Merci a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. An dann ass et um honorabelen Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Här President, et gëtt jo en ongeschriwwent Gesetz, datt een, wann een zu engem Rapport schwätzt, net méi laang soll si wéi de Rapporteur. Duerfir ginn ech dann och den Accord vun der Demokratescher Partei a soen dem Här Cruchten villmoos Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Graas. An dann ass et elo un der honorabelen Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci, Här President. Gutt, ech schlësse mech deem dann un, maachen et och ganz schnell, soe villmoos Merci fir de Rapport a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech mengen, Här President, meng Virriedner hunn all Aspekter intensiv belicht.

(Hilarité)

An et ass also elo just, fir nach e Merci un den Här Cruchten ze soen. Merci!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur. U sech hätte mer dat Gesetz hei wuertwäertlech kënne virlesen, esou kuerz ass et. Dat wär vläicht nach e bësse méi kuerz gewiescht wéi de Rapport, dee mer an der Kommissioun geschriwwen hunn.

Mee wichteg, mengen ech, an dat steet och am Rapport, ass, datt mer Leit, déi op Lëtzebuerg mussen komme weinst enger Obligation légale, och weiderhin am Règlement grand-ducal déi Méiglechkeet ginn, onofhängeg dovun, wat hei am Gesetz steet. Ech mengen, dat ass ganz wichteg, datt Leit, déi eng Obligation légale hunn, zum Beispill fir de Recouvrement ze ënnerschreiwen, dat kënne maachen.

An ech hu mer och nach eng Kéier confirméiere gelooss, datt och den Delai, fir de Recouvrement ze ënnerschreiwen, nach eng Kéier soll adaptéiert ginn an no hanner verlängert ginn. Och dat, mengen ech, ass ganz wichteg, well wien Zeitung liest, dee weess, datt d'Reesen och haut nach ëmmer net zur Normalitéit gehéiert, mee datt et éischter nach relativ komplizéiert ass, deelweis vu wäit hier op Lëtzebuerg ze kommen. An dofir ënnerstëtze mir och dese Projet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo. Et ass jo en Dossier, deen ënnert d'Attributioun vun Här Asselborn fällt, deen ech excuséieren. Ech hunn och deem näischt bäizefügen, wat d'Deputéiert gesot hunn. An ech confirméieren dat, wat ech dem Sven Clement schon an der Justizkommissioun gesot hat, dass den Delai verlängert gëtt fir déi Leit, déi schon all d'Demarché gemaach hunn, déi just nach mussen eng Kéier hei op Lëtzebuerg kommen, fir de Recouvrement vun der Lëtzeburger Nationalitéit ze kréien. Do ass en Amendement ënnerwee an engem Text, soudass et och no dem Delai, dee virgesi war, nach verlängert gëtt.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch Sam Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8018. Den Text steet am Document parlementaire 8018².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8018 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi 8018 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaff (par M. Paul Galles), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz) ;

MM. Guy Arendt (par M. André Bauler), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas),

MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closerer, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par M. Marc Hansen), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Stéphanie Empain), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 152 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Steierulungs. D'Madamm Finanzministesch ass nach net do ...

(Interruptions diverses)

M. Laurent Mosar (CSV) | Här President, ech weess zwar elo net, ob dat ganz vill Sënn mécht, wann ech hei eng Fro stellen an et ass keng Madamm Minister do, fir mer op meng Fro ze äntwerten.

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, Président | Absolutt!

(Interruptions diverses)

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, solle mer net d'Resolutioun virhuelen?

9. Résolution de Mme Carole Hartmann concernant la conservation du principe de l'autodétermination en cas d'IVG

(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 61 de ce compte rendu)

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, da géife mer d'Resolutioun virhuelen, déi am Ufank vun der Sitzung vun der Madamm Hartmann deposéiert ginn ass.

Wie wëllt nach zu dëser Resolutioun d'Wuert ergräifen? Den Här Sven Clement.

Discussion générale

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Carole Hartmann fir eng ganz wichteg Resolutioun. Et ass eng ..., ech mengen, datt et haaptsächlech eng Symbolwierkung huet fir d'Chamber, hei nach eng Kéier Prinzipien ze affirméieren, déi net nëmmen an Amerika a Bedrängnis sinn. Ech mengen, mir mussen just och an Europa kucken. Polen huet e ganz, a mengen Aen, desastréist Ofdreiwungsgesetz geholl, wou och schonn déi éischt Fraen hiert Liewe gelooss hunn, well se dann eebe clandestinement Ofdreiwunge gemaach hunn, eppes, wat sécherlech och an Amerika elo erëm wäert zouhuelen.

Ech mengen, an engem Punkt hunn ech awer vläicht e bëssen de Bauch wéi, der Regierung quasi e Blankoscheck oder eis hei e Blankoscheck auszeschwätzen, an dat ass, wann dosteet: „à soutenir les efforts de mise en place d'un accès universel aux moyens de contraception tel que prévu dans l'accord de coalition“.

Dës Regierungskoalitioun ass elo néng Joer am Amt, a mir hunn nach ëmmer Fraen, déi vun hiren Doktere gesot kréien, wa se bewosst no enger Sterilisatioun

froen, se wäere jo nach ze jonk. Wa se dach nëmme bestuet wäeren, da géife se sécherlech eng Kéier eng aner Meenung dozou hunn.

Dat heescht, mir hunn nach keen Accès universel zu verschiddene Saachen. Och d'Spiral ass nach ëmmer e Problem, datt se se vu verschiddenen Doktere refuséiert kréien, wou se wierklech gesot kréien: „Nee, waart emoll!“ Dat ass, mengen ech, tatsächlech e Punkt, wou mer och hei zu Lëtzebuerg nach mussen Oplärungsarbeit maachen.

Dat ass, mengen ech, eppes, wat ee wierklech soll soen. Dat negligéiert net, wat mer hei condemnéieren. Mee ech hunn awer e bëssen e Bemoll, dobäi ze soen: „s'engage à continuer“. Dat muss ee wierklech soen. Do gëtt et nach Problemer, och hei zu Lëtzebuerg. An dat soll een och oppen thematiséieren. An ech freeë mech schonn drop, datt mer dat an Zukunft kënne verbesseren, well dat stëmme mir haut mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement. An dann huet d'Madamm Martine Hansen d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo. Merci, Här President. Also fir eis ass et kloer, datt mer alles mussen maachen, datt esou eppes, wéi dat an Amerika geschitt ass, hei zu Lëtzebuerg net ka passéieren. Mir gi wierklech dovun aus, datt kaum een aus Spaass ofdreift. An dofir brauche mer ee gesetzleche Kader – deen hu mer hei zu Lëtzebuerg –, deen dat u sech erlaabt.

An dës Motioun fuerdert u sech just dat, datt mer dat och behalen, datt mer alles maachen, datt mer dee Kader och weiderhi berücksichtegen. An dofir wäerte mer dës Motioun ënnerstëtzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, ech wëilt ufänken, der Madamm Hartmann Merci ze soen, datt se eis haut hei mat deem Text konfrontéiert huet. Ech mengen, et ass effektiv eng extreem wichteg Fro.

Mir woren awer iwwerrascht, datt dee Sujet hei opkomm ass, well u sech ass dat eppes, wat déi amerikanesch Demokratie un éischter Plaz concernéiert. Ech mengen, mir kënnen net fir alles, wat an der Welt an deem do Domän geschitt, elo ufänken, hei zu Lëtzebuerg am Parlament Resolutiounen ze huelen! Dat erstaunt eis schonn, datt dat elo hei gemaach gëtt! Dat gëtt eis schonn a priori ... Ech mengen, et ass net un eis, fir eis do anzeméschen; dat ass eng Kompetenz vun den USA.

Mee wat de Fong ugeet, mengen ech, ginn awer hei verschidde Saache gesot, déi een awer muss e bësse relativéieren!

Fir d'éischt wëll ech emol un eist eegent Gesetz erënnere, un den Artikel 1. An dat ass dat Allerwichtigst an deem Gesetz. Dat ass d'Gesetz vum 15. November 1978, wat jo hei fir Lëtzebuerg gëllt. An deem éischten Artikel seet: „La loi garantit le respect de tout être humain dès le commencement de la vie. Il ne saurait être porté atteinte à ce principe qu'en cas de nécessité et selon les conditions définies par la présente loi.“

Dee Prinzip, dee mir eigentlech hei am Land hunn, ass net dee vun engem „droit fondamental“ op Ofdreiwung, wéi hei behaupt gëtt – dee steet net an der Constitutioun, dee gëtt et net –, mee vun enger Depenaliséierung an ënner gewëssene Konditiounen. Dat ass de Prinzip hei am Land. Zu deem bekenne mer eis, och wa mer eng aner Approche hunn.

Mir hunn eng Indikatiounsléisung, eebe well eis Prioritéit net nëmmen d'Recht vun der Fra ass, mee awer

och d'Recht vum Kand op Liewen! An déi zwou muss een ëmmer gesinn. Et muss ee kucken, d'Recht op Liewen ze schützen, Artikel 1 vum Gesetz, awer och gläichzäitig natierlech, am Fall vun engem Noutfall nottament, en Avortement net auszeschléissen.

Ech wëll hei och drun erënneren, wat d'Simone Veil gesot huet an hirem ganz historeschen Discours zu där Fro: „L'avortement devrait rester une exception.“ An et ass jo eng Situation d'urgence, wou dat muss gemaach ginn. Et kann nämlech net zu enger Banalisierung vum Avortement féieren! Dat ass ni banal! Et geet ëm d'Liewe vum engem Mënsch, ëm d'Liewe vum Kand!

Natierlech kann eng Fra an enger Noutsituatioun net am Stach gelooss ginn. Dofir proposéiere mir och déi Indikatiounsléisung, wou mer soen, zum Beispill am Fall vun engem Viol, vun Inzest, vu gesondheetleche Problemer, déi kënnen zu gravéierende Problemer fir d'Mamm oder fir d'Kand féieren, soe mir net Nee. Awer de Grondprinzip, deen d'ADR vertritt, ass och ëmmer deen, datt mer de Schutz vum Liewen op déi éischte Plaz setzen.

Dofir regrettéiere mer och zum Beispill, datt an der Verfassungsrevisioun d'Recht op Liewen iwwerhaupt net virkënn! Dat misst en Droit fundamental sinn, deen a ganz vill Länner op der Welt dat zentraalt, dat absolutt zentraalt Recht vun all Mënsch ass. D'Recht op Liewe feelt an där neier Verfassung. Dofir gëtt awer hei fabuléiert – ech kann et net anescht soen –, wéi wann et eppes géif gi wéi en Droit fundamental – dee gëtt et net! – op Ofdreiwung! Nee, eis Positioun ass: Mir si fir d'Recht vun der Fra, awer mir si virun allem och fir d'Recht vum Kand op Liewen!

Merci!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech sinn elo bal frou, dass ech duerno dierf schwätzen. Ech war de Mëtten op deem Piquet an ech muss soen, dass ech relativ opgewullt war an ech geduecht hunn: Dir gitt elo an d'Chamber an Dir votéiert do e puer Gesetzer an dann hutt Der och nach eng Heure d'actualité. An eigentlech misst haut den Dag all deene Frae gewidmet sinn, déi iwwert d'Welt ewech illegal Ofdreiwungen hu misse maachen, well si gi gemaach! Eng Fra, déi e Kand net wëllt, déi dreift iergendwéi of.

A wéi vill Frae sinn doru gestuerwen? A wéi vill Fraen hunn dat an iergendengem Hannerzëmmer gemaach? A wéi vill Frae si vun „Schousteren“ behandelt ginn! An dorunner ass déi Fra, wéi gesot, entweder gestuerwen oder bal gestuerwen oder si huet Sequellen.

Ech mengen, de Kierper gehéiert der Fra. An d'Fra huet och e Recht, e Choix ze hunn. An dofir ass et fir eis, dass mir déi Resolutioun do absolutt matstëmme. Mir géife souguer méi wäit goen. An dat ass och scho gesot gi vun anere Parteien, déi an der Majoritéit sinn, dass dat do alles souguer misst an der Constitutioun, an der Verfassung verankert ginn, dass och kee méi, kee Politiker méi dat do kéint ëm-dreien.

Et kann net sinn, ech soen elo, dass wäiss, al, gro Männer oder Männer, déi mengen, si hätten eppes iwwert d'Fraen ze soen, de Frae virschreien, ob se e Kand auszedroen hunn oder net. An dat ass fir eis einfach dat Allerwichtigst, dass do all Fra dat kann decidéieren, wéini si wëllt, an op alle Fall net sech muss soe loossen an och nach bei dräi Psychiatere muss lafen, fir gesot ze kréien, dass se nach riicht am Kapp ass oder dass se denke kann an dass se och fäeg ass, dee Choix ze huelen. Dat kann et net sinn! Dat ass fir eis net tolerabel.

Also op alle Fall, mir zwee stëmme dat do mat. A mir, wéi gesot, wäere frou, wa mer eng Kéier an der Verfassungsdiskussioun och déi Diskussioun kéinte féieren, an dass et verankert géif ginn, an dass kee méi doru réckele goe kéint!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech kann nëmme ennerstëtzen, wat d'Madamm Cecchetti elo gesot huet. Mir waren och um Piquet vertrueden duerch verschidde Leit aus eiser Fraktioun, mee och vun der Partei, well mir als Gréng nach ëmmer zum Recht vun der Fra op Selbstbestimmung stoungen an och weiderhi wäerte stoen.

A mir wieren eis konsequent géint de Virwurf, datt mir zu Lëtzebuerg den Avortement géife banaliséieren, wa mer eng Gesetzgebung kreéieren, déi mer säit 2014 hunn an déi nottament Wäert drop leet, datt dat Mënschrecht op Selbstbestimmung respektéiert gëtt, an datt eng IVG ënner gudder Konditioun kann oflafen, an datt keng Fra méi forcéiert ass, d'Land ze verloossen, Tourismus ze bedriewen, onwierdegen Tourismus, fir an anere Länner respektiv ënner Konditiounen, déi net wierdeg sinn, dann deen Akt ze vollzéien.

Mir si frou, datt mir hei mat enger grousser Majoritéit 2014 zu deem Gesetz stoungen an dat Gesetz och hei op d'Bee bruecht hunn.

Dat gesot, wéilt ech ...

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | ... déi Resolutioun natierlech voll ennerstëtze vun eiser Säit, an och d'Wichtigkeet vun der Éducation sexuelle, déi och drasteet, sexuelle et affective, mee och den Zougang zu de Verhütungsmëttel nach eng Kéier betounen. Och dat muss e Recht sinn a bleiwen, well et ass do, wou et ugeet, wou eng Fra guer net an déi Situatioun erageréit, datt se herno net méi eens gëtt mat hirem Liewen an zu deem Akt souzese forcéiert gëtt.

Nach e leschte Punkt, dee mer awer um Häerz läit, ass dee vun de Statistiken, wou ech e bësse bedauren, datt mer nach keng kloer Nomenclature hei zu Lëtzebuerg hunn, déi d'IVG reegelt. Mir hu keen Tarif drop. An do menge mir als Gréng, datt awer nach misst nogebessert ginn, well wann ee wëllt erausfannen, wéi vill Fraen iwwerhaupt an déi Situatioun geroden, da féinnt ee keng Zuelen. Et féinnt een eigentlech keng Donnéeën, soudatt mer vermuten, datt awer do nach munches opzeschaffen ass.

An dofir eisen Appell un d'Regierung, och op deem do Volet ze schaffen, fir datt dee ganze Volet vun der IVG an alles, wat do drunhänkt, awer och transparent hei asiichtbar ass: Wou sti mer? An: Wéi ass d'Entwécklung vun do un, wou mer d'Gesetz geschafen hunn, bis haut? Dat wär eise Wonsch, dee mer awer och elo wéilten zum Ausdrock bréngen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An de leschten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Erlaabt mer awer wannechgelift fir unzefänken eng kleng Reaktioun op dem Här Kartheiser seng Ausso. Ech fannen et e bëssen einfach, wéi Der Iech et gemaach hutt, Här Kartheiser, well Dir hutt an Ärer Ried eigentlech och vergiess ze soen, dass et jo

eigentlech e potenzielle Putschist ass, deen dee Supreme Court esou besat huet, wéi en haut besteet.

Dir hutt och ënnerschloen, dass zwee vun deene Riichter offensichtlech bei hirer Nominierung gelunn hunn, well si jo versprach haten, déi besteeënd Jurisprudenzen esou ze respektéieren. An et ass Iech och bestëmmt net entgaangen, dass jo elo iwwer en Amtsenthiewungsverfaren diskutéiert gëtt. An ech ka mer jo och bal net virstellen, dass Der mat esou Praktiken averstane sidd.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci der Madamm Hartmann op alle Fall fir d'Initiativ vun dëser Resolutioun, déi d'LSAP mat grousser Iwwerzeugung och matdroe wäert.

De Revirement an Amerika mécht Angscht, weltwäit, well hei ganz kloer e Risiko besteet, de Risiko vun der Gefor op villen Niveaue vun der Gesondheet vun der Fra. Wann d'Méiglechkeet, fir legal ofzedreien, ofgeschaaft gëtt, dann heescht dat nu wierklech net, dass de Besoin fir IVGen net weider bestoe bleift, mee et mécht grad deenen et méi schwéier, déi schonn a prekäre Situatiounen sinn.

An Amerika heescht dat, dass, ënner Ëmstänn, Dausende vu Kilometer muss gefuer ginn, fir an engem Nopeschstaat eng Plaz an enger Klinik ze kréien, wou eeben dat IVG-Recht nach gëllt. Et heescht och, op erschreckend Praktiken zrëckzegräifen a viles méi, op dat ech elo net aginn: Diskriminatioun vu Fraen, ekonomesch Auswierkungen, Schouloffbroch bei jugendleche Meedercher an domadder Repercussiounen op de Chômage. Ouni natierlech de morale-schen an och den traumateschen Aspekt ze vergiess bei Fraen, déi Affer gi si vu Vergewaltigung oder Inzest a viles méi.

Alles dat an nach vill aner Argumenter, déi derzou gefouert hunn, dass e legalen Avortement zu eise Grondrechter gehéiert, mussen och weiderhin hir Legitimitéit behalen am Sënn vum Choix, am Sënn vun der Selbstbestimmung an am Sënn vun der Dignitéit vun der Fra.

Erlaabt mer awer och nach eemol, haut an dësem Kontext drop hinweisen, dass et nu wierklech héich Zäit gëtt, dass de Koalitionsaccord ëmgesat gëtt fir eng honnertprozenteg Prise en charge vun de Contraceptiounsmëttel ouni Alterslimit, esouwuel fir d'Frae wéi och fir d'Männer. An net manner wichtig ass och de Volet vun der Éducation affective et sexuelle. Dofir war et eis als LSAP och ganz wichtig, dës Punkten ënner den Engagementer bäizefügen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen.

Da kënnen mer elo zum Vott iwwert dës Resolutioun kommen.

Vote sur la résolution

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Resolutioun ass mat 56 Jo-Stëmme géint 4 Nee-Stëmme uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Marie Halsdorf), Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) ;

MM. Guy Arendt (par M. André Bauler), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

10. Question élargie n° 152 de M. Laurent Mosar relative aux rescrits fiscaux

Mir kommen dann elo zur erweiterter Fro Nummer 152 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Steierurulings. Den Auteur vum der Fro huet fénnef Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen an no der Äntwert eventuell eng Zousazfro ze stellen, wann en nach Zäit Rescht behält, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Finanzministesch, ech wollt de Mëtten nach eng Kéier kuerz déi Thematik vum de Rulingen hei thematiséieren, andeem ech nach eng Kéier dermat ufänken a soen, datt e Ruling eng Praxis ass, déi absolut net illegal ass, wou och net iergendwéi e Steierzueler eng Extrawrscht gebrode kritt, mee wou einfach d'Form vum der Besteuerung eng Kéier festgeluecht gëtt, an deen, deen ze besteieren ass, och déi Aart a Weis vum der Steierverwaltung bestätegt kritt.

Dat ass eng Praxis, déi gëtt et op der ganzer Welt a quasiment all Land. An et ass natierlech och eng Praxis, déi mir hei zu Lëtzebuerg eigentlech säit Joerzénge ëmmer erëm praktizéiert hunn.

Elo ass et awer esou, datt an deene leschte Joren déi Zuel vu Rulingen extreem erofgaangen ass. Wann ech just déi Zuele vum deene leschten zwee Joer kucken, do hate mer 2020 44 Rulingen, déi accordéiert gi sinn. An d'lescht Joer hate mer der 58, déi accordéiert gi sinn. A wann een dann awer déi Zuele mam Ausland vergläicht, da stellt ee fest, datt déi Zuel vum de Rulingen, notamment an der Belsch an a Frankräich, weesentlech méi héich ass, ewéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall ass. An der Belsch sinn d'lescht Joer iwwer 2.200 Rulingen accordéiert ginn an a Frankräich ronn 18.500.

Wat awer elo nach méi erstaunlech ass, dat ass, wann een d'Situatioun tëschent Lëtzebuerg an der Belsch vergläicht, a mir huelen do dat Joer 2015, dat war dat Joer no deem ominéise LuxLetters-Skandal, do hate mir hei zu Lëtzebuerg ronn 700 Rulingen an an der Belsch waren et der och 700.

Wann ech d'Situatioun elo haut kucken, hu mir der 58 an an der Belsch sinn et der 2.200. Dat heescht, an der Belsch sinn d'Rulingen dräimol méi héich ewéi se 2015 waren; bei eis sinn 90 % manner Rulingen accordéiert ginn.

Wann een dann och nach kuckt, datt an der Belscher Steierverwaltung déi Zuel vu Beamten, déi sech mat

Steierurulinge befaassen, vu 50 op 80 eropgaangen ass, da stellt een awer fest, datt hei – notamment an der Belsch, awer net nëmmen an der Belsch, och a Frankräich – eng Politik gemaach gëtt, déi manifestement d'Zuel vum de Rulinge massiv an d'Luucht setzt.

Ech hunn och versicht, Zuelen ze fannen an Holland an an Irland. Dat ass awer onméiglech, well an deene Länner gëtt et guer net déi Transparenz, wéi mir se hei zu Lëtzebuerg hunn, wou mir schéi propper all Joer déi Zuel vum deene Rulinge publizéieren. An Irland an an Holland fënnt ee guer näischt doriwwer. Ech ginn awer dervun aus, datt d'Zuel vum deene Rulingen do weesentlech méi héich ass wéi bei eis a sech ongeféier wäert op deem Niveau erëmfinden, wéi an der Belsch an och a Frankräich.

Doraus ergi sech awer fir mech eng Rei Froen.

Éischtens wollt ech d'Ministesch froen, ob si sech där Situatioun do bewusst ass, datt mer awer am Moment amgaange sinn, déi Schéier komplett ausereenzeféieren.

Zweetens wollt ech vum der Ministesch wëssen, ob dat doten eng Politik, eng gewollte Politik vum der Steierverwaltung ass, fir déi Rulingen esou niddreg ze halen.

Drëttens gëtt gesot, et wär ganz schwéier fir Betriber, fir iwwerhaapt e Rendez-vous mat der Steierverwaltung ze kréien, fir iwwer esou potenziell Rulingen ze diskutéieren. Duerfir wollt ech also wëssen, ob dat richtig ass.

An ech wär och frou, wann d'Madamm Minister eis eventuell do kéint eng Rei vum Zuele ginn, och wat d'Zuel vum Entrevuen ugeet, déi am Kontext vum esou Rulinge gefouert gi sinn.

An da fénneft Fro – an ech mengen, dat ass awer keng onwichtig –: Mir schwätze permanent vu Level-Playingfield souwuel um Niveau vum der EU wéi och um Niveau ausserhalb vum der EU. Hei si mer jo awer manifestement net méi an engem Level-Playingfield, wann elo nëmmen um Benelux-Niveau, an da schwätzen ech guer net vum deenen anere Länner, Länner, déi Dausenden, an dat muss ee soen, Dausende vu Rulinge praktizéieren a mir kommen emol net méi oder knapps iwwer 50 eraus, do ass jo awer manifestement de Level-Playingfield net méi assuréiert. An do wär ech och frou, wann d'Madamm Ministesch eis géif soen, wéi si gedenkt, domadder virunzefueren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, et deet mer leed, Dir hutt elo esou séier geschafft de Mëtten, ech mengen, et sinn der e ganze Koup warscheinlech nach op Colmer-Bierg de Mëtteg, ech sinn normalerweis ëmmer matzäiten hei, kommen ëmmer gäre léiwer méi fréi wéi ze spët. Duerfir entschëllegt mech dofir.

Den honorabelen Deputéierten huet mer schon eng ganz Serie vu Questions élargies iwwer eis Finanzplaz an d'Kompetitivitéit vum eiser Finanzplaz iwwert déi lescht Woche gestallt. D'Kompetitivitéit vum eiser Finanzplaz ass natierlech eppes, wat fir mech extreem wichtig ass. Ech weess, fir Iech och.

Dës Kéier maacht Der Iech Suergen, dass mer net méi kompetitiv wäeren, well mer vläicht net genuch Rulinge géife maachen. An ech mengen, och hei wëll ech Iech dës Kéier awer berouegen.

Dir hutt zwar schon op verschidde Saachen den Tëp-pelchen op den i gesat, wat et ass, wat e Ruling ass. Trotzdeem vläicht, éier ech op de Fong vun Äre Froen aginn, wëll ech och nach eng Kéier drun erënneren, wat dann effektiv e Ruling ass, eng „décision anticipée“ op Franséisch, well ech mengen, dat huet esou e bëssen eng negativ Konnotatioun.

Mee e Ruling ass effektiv eng Decisioun vum der Steierverwaltung, an där si d'Interpretatioun vum Steiergesetz a Bezuch op eng spezifesch faktuell Situatioun festleet respektiv déi confirméiert. All Steierzueler huet d'Méiglechkeet, eng Demande de Décision anticipée bei der Steierverwaltung ze maachen, dat heescht also, fir e Ruling unzefroen.

E Ruling ass also effektiv, an Dir hutt et och gesot, kee Steierkaddo oder eng Negociatioun, fir méi en niddrege Steiertaux ze kréien, mee baséiert op der strikter Applikatioun vum der Steiergesetzgebung.

2015 ass d'Prozedur fir déi Décision anticipée formaliséiert ginn, fir se ze moderniséieren an och den internationale Standarden an där Matière eeben unzepassen. Dat ass 2015 gemaach ginn.

Dat gëtt eis och an de reegelméisseg Monitoring-prozeduren, an deene mer natierlech sinn, op den europäeschen an och op den internationalen Instanzen unerkannt.

De Lëtzebuurger Cadre légal leet also explizitt fest, datt e Ruling keng Moderatioun oder Exemption d'impôt, déi net vum Gesetz virgesinn ass, enthalte kann.

D'Gläichheet virum Steiergesetz ass also zu all Moment respektéiert. Dat heescht: D'Besteuerung ass ëmmer déi selwecht a gëtt vum der Steierverwaltung ëmmer konform zum Gesetz gemaach, egal ob e Ruling gefrot ginn ass oder net.

Den Interêt also vum Steierzueler, fir e Ruling ze froen, besteet also eenzeg an aleng doranner, am Virfeld eng Gewëssheet doriwwer ze hunn, wéi sech d'Gesetzgebung an engem spezifesch Fall applizéiert oder wéi eng bestëmmten Transaktioun besteiert gëtt.

Hei geet et also drëms, eng Sécurité juridique ze kreéieren. Ech mengen, dat ass eppes Positives, haaptsächlech am Kontext vum enger ëmmer méi komplexer Gesetzgebung an enger globaliséierter Economie.

No LuxLeaks hunn eng Rei Leit esou gemaach, wéi wann d'Rulingen eng wierklech Lëtzebuurger Spezifitéit oder Spezialitéit wäeren. D'Regierung huet awer ëmmer drop higewisen, dass dat eng normal a legitim Praxis ass – Dir hutt et och gesot –, déi et a quasi alle Länner an der Europäescher Unioun gëtt. An déi Zuelen, déi den Deputéierten elo dann och aus deem Zeitungsartikel fonnt huet, confirméieren dat och nach eng Kéier.

Mee d'Behauptung, dass d'Contribuabel respektiv hir Beroder fäerte géifen, eng Demande de décision anticipée bei der Lëtzebuurger Steierverwaltung anzerechen aus Angscht, dass hir Reputatioun am Ausland géif zu Schued kommen, mengen ech, ass awer ganz onbegrennt.

Ech mengen, ech muss hei dann och drun erënneren, datt d'Transparenz vum de Rulingen och garantéiert ass, dëst duerch d'Échanges vum de Rulingen tëschent den europäesche Steierverwaltungen am Kader vum der DAC 3-Direktiv vum 2015.

Also iwwerall an Europa kënn et reegelméisseg vir, dass Entrepreneuren, ier se eng formell Demande erareeche, fir e Ruling ze kréien, nach eng Reunioun ufroen, wou se der Steierverwaltung hir Situatioun kënnen erklären.

Am Kontext vun esou Entrevuë gëtt et natierlech och gewësse prozedural Reegelen, déi mussen respektéiert ginn. Déi sougenannten – an Dir hutt se och mentionéiert – LuxLetters-Affär, an där behaupt ginn ass, Lëtzebuerg géif quasi implizit och Rulingen accordéieren, huet am Fong gewisen, dass et grad bei eis richteg ass, hei och e strenge Kader ze setzen, fir esou e Verdacht am Fong guer net emol opkommen ze loosse.

Et ass dohier adequat an och richteg, dass d'Entreprises am Virfeld vun esou enger Entrevue eng Deklaratioun ënnerschreien, mat där si och unerkennen, dass d'Diskussioun wärend dëse Reuniounen mat der Steierverwaltung déi net engagéiert. Dat ass och ganz normal an engem System, wou d'Gesetz virschreift, dass d'Décisions anticipées enger Procédure écrite ënnerleien a keng mëndlech Accorde sinn.

Ech kommen dann elo zu den Zuelen, déi an deem Zeitungsartikel genannt sinn. Fir d'Alleréischt, mengen ech, muss een awer soen, dass déi Belsch a franséisch Zuelen iwwert d'Décisions anticipées net mat deenen hei zu Lëtzebuerg ze vergläiche sinn. Och fënnt een no enger méi pousséierter Recherche eraus, dass et an den Nopeschlänner net wierklech zu enger globaler Hausse vun den Décisions anticipées komm ass, wéi deem Zeitungsartikel am Fong suggeréiert.

Leider gëtt et keng europäesch Statistiken, déi eis Aarbecht hei géif méi einfach maachen. Ech mengen, dat wär am Fong eng ganz utile Saach, mee, Dir sot et, et ass och net all Land esou transparent wéi mir et sinn.

Déi dräi Länner, also Lëtzebuerg, d'Belsch a Frankräich, déi Der och ernimmt, sinn ënnerschiddlech grouss an d'Zuel vun hire Contribuabelen ass natierlech deemstspriechend och wäit ausereneen.

Ech muss awer soen, de Champ d'application fir d'Décisions anticipées ass och en aneren. An ech mengen, dat ass awer e ganz wichteg Element hei. Wärend an der Belsch an a Frankräich déi ganz Fiskalitéit viséiert ass, also all direkt an indirekt Steieren souwéi och aner assimiléiert Taxen, fällt ënnert d'Kompetenz vun der Lëtzebuurger Commission des décisions anticipées, vun deenen Zuelen hei dann och rieds ass, ausschliesslech déi direkt Fiskalitéit vun den Entreprises. Dat heescht, de Champ d'application ass schonn e ganz aneren. An dat muss een och berücksichtegen.

Kuckt ee sech dann déi franséisch Zuelen iwwert d'franséisch Rescrits fiscaux an de jeeweilige Rapports annuels un, stellt een awer och fest, dass se eigentlech réckleefeg sinn. Analyséiert een dann déi Belsch Rapport-annuellen, kéint een effektiv op den éischte Bléck mengen – an dat sinn dann och déi Chifferen, déi Dir mentionéiert hutt –, dass sech d'Unzuel vun den Dossiere quasi verduebelt hätt par rapport zu 2019. Allerdéngs betreffen do iwwer 1.000 vun deenen Dossiere vun deem Total, deen och vum honorabelen Deputéierte mentionéiert ginn ass – Total vun 2.000 an eppes, et sinn der 2.281 –, ausschliesslech Demanden aus enger Kategorie – also d'Hallschent –, aus enger Kategorie, déi sech „Frais propres à l'employeur COVID-19“ nennt, dat heescht, dat si Covid-19-Dossieren. Et handelt sech also hei ëm eng spezifesche Kategorie, mat där mir eis am Fong an deem Sënn net kënne vergläichen, déi an der Belsch dann eeben iwwert dee Wee gereegelt sinn. Dat heescht, dat ass scho mol d'Hallschent.

Wat elo d'Evolutioun vun den Zuelen zu Lëtzebuerg ugeet, do huet den Deputéierte jo och schonn Enn Abrëll eng Question parlementaire driwwer gestallt. An aus menger Äntwert um 23. Mee geet ervir, dass d'Zuele säit Joren effektiv erofginn. Also dat ass effektiv elo keng nei Erkenntnis.

Wat kann een also aus dëser Evolutioun schléissen? Ech mengen, et muss een effektiv virsichteg sinn, wann een elo d'Konklusiounen op Basis vu Ruling-Statistike wëll zéien. Aleng d'Evolutioun vun der Zuel vun de Rulingen ass fir mech elo kee fiabelen Indice iwwert d'Kompetitivitéit vun eisem Land. Et ass just en Indicateur, dass manner Entreprisé wéi vläicht virdrun oder wéi fréier esou eng Demande bei der Steierverwaltung gemaach hunn.

E puer Facteurs kënnen dës Reduktiounen vun der Zuel vu Rulingen erklären. Ech kann deen een oder deen anere mentionéieren, zum Beispill: Verschidde Strukturen, déi an de Jore virdu vun de LuxLeaks en place gesat goufen, sinn duerch nei Gesetzer an Direktiven haut einfach net méi méiglech. Dëst ass eng direkt Konsequenz dann och notament vu BEPS-Mesuren an och ATAD-Direktiven.

En anere Facteur fir d'Baisse vun der Zuel vun de Rulings ass, dass d'Applikatioun vum Steiergesetz op verschidde einfachen Transaktiounen ganz kloer ass an doduerch kee groussen Interêt besteet, fir eng explizit Konfirmatioun am Virfeld unzefroen.

Trotzdem muss ech awer hei och ganz kloer soen, dass ech déi och am Artikel geäussert Kritik seriö huelen, well d'Rechtssécherheet fir d'Investisseuren ass natierlech e wichtige Facteur fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land. Dofir ass et – wéi ëmmer – wichteg, och e gudden Equiliber ze fannen tëschent, op där enger Säit, der Accessibilitéit vun de Lëtzebuurger Verwaltungen an, op där anerer Säit, natierlech der Konformitéit mam legale Kader. Et ass dohier evident: Fir eng Entreprise a ganz generell och fir de Steierzueler zu Lëtzebuerg muss et onkomplizéiert sinn, fir deen Accès ze hunn, fir de Rendez-vous bei der Steierverwaltung ze kréien.

Ech mengen, dat Ganzt muss awer natierlech no de verschidde Prozeduren oflafen. An d'Steierverwaltung muss natierlech och appreciéieren, ob d'Demande am Aklang mam Steiergesetz ass an deemstspriechend dann natierlech och hir Decisioun huelen.

Mee ech mengen, ech wëll awer elo nach eng Kéier hei ganz kloer soen, d'Accessibilitéit vun de Verwaltungen an d'Rechtssécherheet fir d'Entreprisé sinn e Standuertfacteur, deen international och ëmmer méi wichteg gëtt. Däers si mer eis ganz bewusst. Ech si mer däers ganz bewusst. An dat hunn ech och deenen dräi Steierverwaltungen ganz kloer kommunizéiert.

Et ass och iwwregens net korrekt ze behaupten, d'Verwaltung wär elo wierklech net accessibel. Dat stëmmt net. Do si reegelméisseg Reuniounen, déi stattfannen. Also ech mengen, do mécht d'Steierverwaltung schon hiren Job, mee natierlech an engem Kader, deen déi virgesinne Prozeduren dann och muss respektéieren.

Zum Schluss kann ech dann awer dem honorabelen Deputéierten och nach eemol versécheren, dass Lëtzebuerg onënnerbrach Efforte mécht, fir sämtlech europäesch Direktive korrekt an zäitno a konform ëmzesetzen. Ech mengen, dat ass extreem wichteg, dass mer konform zu internationale Standarden bleiwen.

Ech mengen, dat ass och fir mech déi bescht an effikass Method fir eist Land, fir durabel kompetitiv ze bleiwen am Respekt vum Level-Playingfield, dee wichteg ass fir eist Land, an dat net just innerhalb vun der EU, mee op engem internationalen Niveau.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, der Madamm Finanzministesch. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Laurent Mosar fir eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Merci, Här President. Och merci fir déi ganz extensiv awer och detailléiert

Äntwert vun der Madamm Ministesch. Fir d'éischt awer just ee Constat: Ech si frou, dass mer eis eens sinn, dass dat a sech eng gutt Saach ass, déi Rulingen, dass dat näischt Negatives ass an dass dat zu der Sécurité juridique vun der Steiersécherheet vun de Betriber an och de Privatpersoune bäidréit.

Déi zweet Remark – an do sinn ech net grad esou Ärer Meenung –: Ech mengen, et kann ee sécherlech ëmmer iwwert Zuelen diskutéieren, et ass awer e Fait, an dat litt net, dass eis Rulingen ëm 90 % erofgaange sinn. Dat ass e Constat. Do kann een och net ... Dee kann een net schéin- oder schlechtrieden. Am Ausland, do si mer eis och eens, sinn d'Rulingen éischer an d'Luucht gaangen oder zumindest stabil bliwwen, op jidde Fall si se néierens ëm 90 % zréckgaangen.

Dann – an dat ass eigentlech déi Fro, déi Der mer net beäntwert hutt, wou ech awer frou gewiescht wär, wann Der mer se beäntwert hätt –, Dir hutt gesot, do wäert permanent Reuniounen. Et hätt mech awer wierklech interesséiert – wann Der elo déi Zuel net hutt, kéint Der mer déi bien entendu och nach noliwweren, Madamm Ministesch – ze wëssen, wéi vill esou Reuniounen eigentlech vu Steierzueler ugefrot ginn an deem dote Kader a wéi vill der dann och accordéiert gi sinn, einfach fir do awer e bëssen en Ordre de grandeur ze kréien.

An domadder schléissen ech of. Ech begrëssen awer haaptsächlech eng Ausso, an ech wëll se duerfir nach eng Kéier widderhuelen: Datt Der awer och gesot hutt, Dir wäert permanent a Kontakt mat deenen dräi Verwaltungen, fir – an ech hunn dat awer och e bëssen esou verstanen – do eng Approche ze adoptéieren, déi am Interêt vun der lëtzebuergescher Finanzplaz ass.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Finanzministesch.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Fir dann nach eng Kéier op déi franséisch Zuelen zréckzekommen: Déi Informatiounen, déi mir aus dem Rapport annuel vun de franséschen Autoritéiten hunn, dat ass net, dass se eropgaange sinn, mee 2018 waren et 19.397 Rulings, 2020 waren et der 18.562. Bon, wéi gesot, do kann een elo doraus schléissen, wat ee wëll. Ech mengen net, dass eis Steierverwaltung mat engem Objektiv schafft, fir méi oder manner Rulings ze maachen. Ech mengen, déi Rulings gi gemaach, déi gemaach ginn, mee nach eng Kéier: Ob déi Zuelen do erop- oder erofginn, ass, mengen ech, net wierklech dat, wat d'Kompetitivitéit vun eiser Plaz hei gutt moosse kann.

Wat d'Reuniounen ugeet, kann ech Iech op Basis vun deenen Informatiounen, déi ech hunn, soen: Et waren d'lescht Joer 42 esou Reuniounen an d'Joer virdrun, 2020 – dat war e bësse méi eng speziell Zäit, fir Reuniounen ze hunn –, waren et der 22. Mee voilà, ech sinn a permanentem Kontakt mat de Verwaltungen. Ech mengen, hei gëtt am Interêt vum Land geschafft, an dat ass e ganz breeden Interêt, fir dee mer hei anrieden.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. Dëse Punkt ass domadder ofgeschloss.

11. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des mesures pouvant contre-carrer la hausse des prix des carburants

D'Chamber féiert de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Moosname géint d'Hausse vum Sprittpreis,

déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. An ech géif direkt d'Wuert un den honorabelen Här Gilles Roth ginn als Vertrieeder vun der CSV-Fraktioun. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Präisdeierecht, déi ass queesch an eiser Gesellschaft ukomm: Mir hunn héich Liewensmëttelkäschten, explodéierend Sprittpräisser, d'Leit hu mat héijen Heiz- a Stroumkäschten ze kämpfen, a vum Logement emol guer net ze schwätzen. An ech géif Iech allegueren invitéieren, mol eng Kéier nozekucken, wat nëmmen den Ënnerscheid ass zwëschen Ärer Haushaltsversicherung vun dësem Joer an där vun dem leschte Joer: Dëst Joer ass déi e puer Honnert Euro méi héich wéi déi vun dem Joer virun.

D'Leit, Dir Dammen an Dir Hären, eis Matbiergerinnen a Matbierger, fir déi mir eigentlech hei stinn, brauchen eiser Meenung no finanziell Hëllef – an zwar elo! Tanke fir zwee Euro a méi de Liter, dat schléit schonns an de Portmonni an dat bei jiddwengem, bei deenen, déi souwisou Problemer hunn, fir um Enn vum Mount d'Enner zesummenzekeréien, an ech mengen, och bei deenen, déi méi verdéngen, a fir d'CSV heescht et: Schaffe muss sech weider lounen!

An de Wee op d'Schaff däerf och net zum finanzielle Fiasko ginn. Ech ginn Iech e Beispill: 80 km den Dag mol aacht Liter, mol 22 Schaffdeeg, ...

(Interruption)

... dat sinn, ...

(Brouhaha)

... Dir Dammen an Dir Hären, ...

(Brouhaha)

... dat si beim 95er-Bensinn 334 Euro, beim 98er-Bensinn 375 Euro a beim Diesel 345 Euro Spritt.

(Interruption)

Här Energieminister, Dir fuert op Käschte vum Staat!

(Brouhaha)

An déi Präisser, déi ech Iech hei nennen, dat sinn déi, fir op d'Schaff ze fueren; do ass de Weekend nach guer net dran!

(Brouhaha)

Well, Dir Dammen an Dir Hären, déi selwecht Deplacementer hunn d'lescht Joer, am Juni 2021, méi wéi 100 Euro manner kascht, an net jiddwween, Här Turmes, kann op säin Auto verzichten. An den Auto als Transportmëttel ass fir d'CSV kee Privileeg vun e puer „happy few“ an däerf dat och net ginn.

Mir sinn ausdrécklech der Meenung, dass d'Sprittpräisser fir eis kee gewollte Lenkungseffekt sinn, a mir hunn do ausdrécklech eng aner Meenung wéi déi gréng, iwwregens gedroe vu Blo a Rout! Ideologesch Lenkungseffekter op Käschte vun de Leit, dat ass an dësen Zäiten net eis Vue, dat ass net der CSV hir Vue vun der Politik.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | D'CSV ass der Meenung, dass d'Awierke vum Staat op déi héich Sprittpräisser de Moment ongenügend ass. Mir erreche mëttlerweil den Deel méi héich Sprittpräisser wéi an Däitschland, net wäit vun der Belsch – iwwregens dee selwechte Präis gëschter gemooss – an och net wäit vun Frankräich. Dat gouf et zanter Éiwegkeeten net méi bei eis, dass d'Leit an Däitschland tanke gefuer sinn, an der Ëmwelt bréngt dat och näischt.

Ech zitieren aus der Etüd vun dem Professor Dokter Dieter Ewringmann, „Tanktourismus Lëtzebuerg 2016“ (ndlr: „Ermittlung und Bewertung der positiven und negativen Wirkungen des Treibstoffverkaufs unter besonderer Berücksichtigung negativer externer Umwelt- und Gesundheitseffekte – Status quo 2012 und maßnahmeninduzierte Veränderungen“), déi iwwregens fir den Energieminister gemaach gouf: „Umwelentlastend“, seet den Här Ewringmann, „ist dies nur in dem Maße, wie der Anstieg in anderen Ländern hinter dem Rückgang in Luxemburg zurückbleibt.“ „In klimabilanzieller Hinsicht spielen der Ort des tatsächlichen Treibstoffverbrauchs und damit auch der tatsächliche Emissionsort allerdings gar keine Rolle“, seet de Professor Ewringmann.

Fir eise Staatsbudget, Dir Dammen an Dir Hären, huet dat Ganzt awer schonns en Impakt, an do ass et net egal, ob een zu Schengen tankt oder déi aner Säit vun der Musel zu Perl, well op eng Milliard Euro Recetté pro Joer, déi direkt oder indirekt domadder ze dinn hunn, dass zu Lëtzebuerg de Spritt iwwert déi lescht Joren e gudder Krack méi bëlleg war wéi an den Nopeschlänner, mengen ech, a menger bescheidener Analys vum Staatsbudget, kënne mer net vun haut op muer einfach verzichten a besonnesch net e Staat, dee souwisou schonns defizitär ass an de facto op Puff lieft, well eiser Meenung no a gudden Zäite vergiess gouf – jo, Dir kënnt elo laachen –, de richtegen Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën.

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

Une voix | E laacht net, e grinst!

M. Gilles Roth (CSV) | Duerfir folgend Froen un d'Regierung: Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir de Leit an dëser Situatioun mat explodéierende Sprittpräisser ënnert d'Äerm ze gräifen? Wat gedenkt d'Regierung ze maache fir ze verhënnere, dass d'Recetté vum Tanktourismus – dat ass eng Milliard Euro pro Joer! – einfach esou ewechbriechen? Oder ass dat e gewollte Lenkungseffekt vun dëser blo-routgrénger-Regierung?

Als CSV hate mir am Februar schonns, virun dem Ukrain-Krich, eng Rei vu Propose gemaach, fir den héijen Energiepräisser entgéintzewierken, ouni iwwregens d'Ausmooss vun den explodéierende Sprittpräisser vun haut ze kennen. Mir haten deemools eng Rei vu konkreete Virschléi gemaach: Dat war d'Eroffuere vun de Steieren, Akzisen an TVA op Heize a Spritt, dat war d'Erweiderung vun dem Krees vu Leit, déi an de Genoss vun enger Allocation de vie chère kënne kommen, an dat war och, d'Kilometerpauschal an d'Kilometergeld an d'Luucht ze setzen, well besonnesch de ländleche Raum, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt mat héije Sprittpräisser am meeschte belaauscht.

Mee mir goufen deemools belächelt, et wier eng Politik vun der Strenz. Abee, jo, jo. Ech hu léiwer eng Strenz – an och ganz vill Leit dobaussen, déi mussen 150 Euro a méi fir en Tank bezuelen – wéi eng Dréps op e waarme Steen. Mir sinn der Meenung, dass et besser ass, d'Leit finanziell ze entlaaschten, mat pragmatische Léisungen, ewéi stur Politik mat Ideologie ze maachen. Well loosst eis eppes net vergiessen: Et sinn net d'Sue vun der Politik, mee et sinn d'Sue vun der Allgemengheet a virun allem vun deenen, déi Steiere bezuelen!

An duerfir hu mer als CSV dräi konkreet Virschléi ze maachen: Kuerzfristeg si mir der Meenung, dass een den Tankrabatt vu 7,5 Cent, deen elo bis Enn vun dem Mount Juli leeft, sollt bis den 30. September verlängeren.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV) | Mir verschléissen eis och net enger eventueller Erhéijung, och wann dat sollt, zäitweileg, en Aussetze vun der CO₂-Steier bedeiten: „À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles“! An deem Fall ass d'CSV der Meenung, et sollt een en equivalente Montant aus dem Staatsbudget an den Zukunftsfong féieren, well mir wëllen – an dat soen ech och kloer – als CSV net, dass d'Aussetze vun der CO₂-Steier zum Prinzip gëtt.

Zweete Virschlag vun eis: Mir sinn der Meenung, dass ee soll d'Steieren, d'Akzisen an d'TVA op Spritt an Heizkäschten op den EU-Minimum erofsetzen, an dat temporaire bis un d'Enn vum Joer 2022.

An drëtens si mer der Meenung, dass een de maximale Referenzwäert, fir an de Genoss vun enger Energieprimm ze kommen, sollt verduebelen.

An ech erkläre mech, dat heescht konkreet Follgendes: Bei engem Stot mat enger Persoun bis zu engem Akommes vun 3.800 netto kritt een dann eng järelech Primm vun 200 Euro. Bei engem Stot vun zwou Persounen bis zu engem Nettoakommes vu 6.700 Euro kritt een dann eng järelech Primm vun 250 Euro. A bei engem Stot vu véier Persounen, wann zwee Verdéngschter do sinn, bis zu engem Nettoakommes vun 9.100 Euro, kritt een dann eng järelech Primm vun 350 Euro.

Duerfir als Konklusioun: Eiser Meenung no si ganz vill Leit dobaussen – an Dir kommt jo grad wéi mir vill an der leschter Zäit dobausse ronderëm –, déi dat Ganzt finanziell net méi packen. An Dir wësst, dass d'Lëtzebuurger retizent sinn, déi lafen net direkt op d'Strooss. Mee virun allem déi Schwächst an eiser Gesellschaft si belaauscht, awer och ëmmer méi déi breet Mëttelschicht.

D'Zäite vum Nokucken, Dir Dammen an Dir Hären, si fir eis elo eriwuer. Et ass elo un der Zäit ze handeln am Interessi vu Land a Leit. An dofir si mir all, déi 60 heibannen, gewielt. An duerfir si mir och do. Dat zielt fir d'Oppositoun an dat zielt och fir d'Majoritéit. An am beschte maache mir dat eiser Meenung no zesummen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Roth.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Virun dräi Wochen huet d'Europaparlament derfir gestëmmt, ab 2035 keng Verbrenner méi an der EU zouzeloossen. Ech weess net, wéi laang mer hei zu Lëtzebuerg schonns dervu schwätzen, dass mer aus dem Tanktourismus mussen erausklammen, mee spéitstens mat dësem Vott ass d'Saach decidéiert. Den Tanktourismus ass en Auslafmodell. D'Fro vum „ob“ stellt sech net, et ass méi d'Fro vum „wéini“. Ech erënnere och un d'Aféierung vun der CO₂-Steier, duerch déi de Camionsdiesel zu Lëtzebuerg par rapport zur Belsch manner attraktiv ginn ass.

Déi aktuell héich Präisser, déi droen derzou bäi, dass d'Leit manner Auto fueren an deemno och manner Spritt verkaaft gëtt. Fir de Staatsbudget steet natierlech esou munches um Spill: Mir schwätzen ëmmerhi vu Recetten an der Héicht vun enger Milliard Euro. Dobäi kommen d'Akzisen um Tubak an um Alkohol. Grad an dësen Zäiten, wou de Budget duerch d'Pandemie an de Krich an der Ukrain schonns extreemst belaauscht ass, wier en abrupt Ewechfale vun deene Recetten immens schwéier ze verdauen.

Allerdéngs ass et an eisen Aen awer net, wéi wann duerch de Präisënnerscheed zum Ausland während e puer Méint all eis Recetten an deem Beräich komplett abrieche géifen. Als DP si mir net der Meinung, dass mer elo ganz aggressiv dogéint musse virgoen an d'Bensinnspräisser an der Groussregioun zu all Moment ënnerbidde mussen. Mir mussen iwwert déi nächst Joren e Phasing-out hikréien, eng Transitionphas iwwer eng länger Period, wéi mer eis lues a lues op manner Recettë mussen astellen. Dat wäert geschéien, ob mer dat wëllen oder net.

Dass déi aktuell héich Energiepräisser d'Betriber an d'Stéit schwéier belastschen, steet ausser Fro. Aus deem Grond huet jo d'Regierung e ganze Koup Mesurë geholl, fir d'éischt am Kader vum Energiedësch an duerno am Kader vun der Tripartite, an dat zousätzlech zu all de Moosnamen, déi et scho gëtt, fir déi energeetesche Transitionen ze förderen.

Et sinn dëst sozial cibléiert Mesuren, zum Beispill de Steuerkredit „Energie“ an d'Erhéijung vum Wunnveld. An et si klimafreundlech Mesuren, mat dem Ausbau vun den Hëllef fir déi energeetesche Sanéierungen.

Als DP sti mir ganz kloer zum Tripartite-Ofkommen, grad wéi zum Tripartite-Gesetz, dat jo net méi spéit wéi d'virlescht Woch hei am Haus gestëmmt ginn ass. Mir stinn zu den eenzelne Mesuren, déi ëmgesat goufen an nach ëmgesat wäerte ginn, wéi eeben d'Upassung vum Wunnveld.

A mir stinn zum Prinzipp, deem am Kader vun der Tripartite festgehale gouf: Wann d'Situatioun sech weider verschlechtert, wann nach eng Indextranche fälleg gëtt, da kommen d'Sozialpartner nees beieenen a verhandele weider iwwer méiglech Mesuren.

Dëst gesot, soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. An ech géif dem Gilles Roth Merci soen, datt hien dës Heure d'actualité op den Ordre du jour gesat huet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hahn. Erlaabt Der, datt d'Madamm Hansen Iech eng Fro stellt?

M. Max Hahn (DP) | Selbstverständlech.

Mme Martine Hansen (CSV) | Villmools merci. Ech wollt froen, ob d'DP net awer wëlles hätt, deene Leit, déi op den Auto ugewise sinn, déi op Schichte schaffen, déi am ländleche Raum wunnen, och de Jugendléchen, déi do wunnen, eng Bähëllef ze gi bei dësen trotzdeem explodéierende Präisser.

M. Max Hahn (DP) | Ech mengen, dass dat eng berechtigt Fro ass, fir grad eeben notament am ländleche Raum ze kucken, wéi mer deene Leit nach besonnesch ënnert d'Äerm kënnen gräifen. Ech mengen, dat ass e Souci, deem och am Kader vum gratis ëffentlechen Transport oft thematiséiert gouf hei am Haus, fir eppes an deem do Beräich ze maachen. A grad an deem do Beräich musse mer dervu schwätzen, den ëffentlechen Transport auszubauen, well ech mengen, dass dat déi Pist ass: Wéi komme mer dohin, den ëffentlechen Transport nach méi interessant, nach méi performant ze maachen? Dat ass e ganz wichtegen Outil.

An do ginn enorm Investitiounen gemaach. Ech denken nëmmen un d'Reform vum RGTR, déi endlech op de Leescht geholl ginn ass. Wou, ënner anerem, och gekuckt gëtt, fir zum Beispill och Pendelbusser an deene Regiounen anzeféieren, wou dat e ganz grouse Succès ka ginn. Dat ass déi richteg Pist, grad fir déi benodelegt ländlech Gemengen eeben och dohin ze kréien, dass mer do den ëffentlechen Transport méi performant kréien. Ech mengen, dat ass eppes, wou mer als politesch Parteien alles mussen drusetzen, fir dervun ewechzekommen, dass mer all

op den Auto ugewise sinn, mee dass den ëffentlechen Transport déi besser Alternativ ass. An dat ass d'Positioun vun der DP.

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech mengen, déi, déi op Schichte schaffen, wäerten net de Pendelbus huelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An den nächsten ageschriwwene Riedner ...

(Interruption)

... ass den honorabelen Här François Benoy. Jo, bei der LSAP ass keen ageschriwwene bis elo. Oder?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass hinnen egal!

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Hemmen.

(Interruption)

Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Hemmen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir schéisst ëmmer ze fréi.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et huet esou ausgesinn, Här Mars Di Bartolomeo.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir wësst jo, deen, deen als éischte schéisst ...

(Brouhaha et hilarité)

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här Président. An och d'LSAP huet hiert Wiertchen hei matzeschwätzen. Här Minister, Madamm Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, jiddwer Einzelnen hei am Sall kuckt mat Suerg op d'Evolution vum de Bensinnspräisser. Warscheinlech manner aus eegenerem Interesse, mee sécherlech méi, well mir eis alleguerte bewosst sinn, dass d'Hausse vun de Präisser net all Stot hei am Land d'nämmlecht trëfft.

Tëschent Januar an Abrëll sinn d'Präisser vun den Energieproduiten noweilech all Mount e Stéck an d'Luucht gaangen. Tëschent Abrëll a Mee huet de Statec awer eng Baisse vun 3,9 % vermierkt. An dëst ass, ënner anerem, op d'Decisioun vum Energiedësch zrëckzeféieren, d'Käschte vum Gasreseau net méi un de Konsument weiderzeverrechnen, mee vu staatelecher Säit aus en charge ze huelen. Dës Mesure huet zanter dem 1. Mee d'Gasrechnung vum alle Stéit hei am Land ëm e Fënneftel reduzéiert. Fir en duerchschnëttleche Stot mat engem Verbrauch vun 2.500 Meterkibb am Joer bedeit dëst eng konkret Entlastung vu ronn 700 Euro.

Här President, ech hunn et gesot: D'Bensinnspräisser maachen eis Suergen! De Cours vum Barrel Brent, dat ass d'Referenz an Europa fir de Präis vum schwaarze Gold, huet sech déi lescht Deeg bei ëm déi 110 Dollar beweegt. Dëst ass, op e Joer gekuckt, eng Hausse vun e bësse méi wéi 50 %. Natierlech ass dës Hausse zu engem gudden Deel der geopolitichescher Situatioun geschëlt, déi mir kennen. Mee gradesou kloer ass et awer och, dass d'Matière première, wéi all aner Wuer, op den internationale Bourse gehandelt gëtt an dass hei Spekulative bedriwwen ginn, déi d'Situatioun just verschäerfen.

D'Präisser, deene mir haut ausgelüwert sinn, reflektéiere scho laang net méi déi eigentlech Produktionskäschten, mee se sinn d'Resultat vun der entfesselter Spekulation, déi sech mat der fräier Organisatioun vum Marché no enger Decisioun vum deemolegen US-Präsident Ronald Reagan 1981 installéiert huet.

Bei ville Grondliewensmëttel gëllt dësen nammlechte Constat. De Credo vu manner Regulatioun a manner Staat stéisst spéitstens hei u seng Limiten.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Dëse Feeler kënnen mir zu Lëtzebuerg natierlech hei net behiewen. Wat mir awer maache kënnen, a wat och de Wee vun dëser Regierung ass, dat si cibléiert Erlichterunge fir déi Stéit, déi am meeschten ënnert der Hausse vun de Bensinnspräisser ze leiden hunn.

Mir hunn den 18. Mäerz eng Energieprimm agefouert, déi, jee no Kompositioun vum Stot, tëschent 200 a 400 Euro cash an d'Täsch bedeit. Stéit, déi d'Allocation de vie chère bezéien, brauche keng Demande ze maachen, mee si kréien dës zousätzlech Suen automatesch.

Insgesamt kënnen eng 55.000 Stéit hei am Land an de Genoss vun dëser Energieprimm kommen. Mir hunn et scho méi wéi eng kéier op dëser Plaz gesot, mee et ass ëmmer erëm derwäert, dat nach eng kéier an Erënnerung ze ruffen.

Mir hu scho fir d'Joer 2020 d'Allocation de vie chère eemoleg verduebelt. 2021 hu mir se ëm 10 % gehéicht, fir se zwielef Méint méi spéit nach eng kéier ëm mindestens 200 Euro ze revaloriséieren. Dës Mesuren hëllef do, wou Hëllef am néidegste gebraucht gëtt.

Mir hunn och mat der Aféierung vun der CO₂-Steier gläichzäiteg de Steuerkredit ëm bis zu 96 Euro gehéicht, mam Resultat, dass de Statec eis attestéiert huet, dass d'CO₂-Steier bei den ënneschte 40 % vun de Stéit am Duerchschnëtt integral kompenséiert ginn ass.

Et ass also e Puzzle vu cibléierte Mesuren, déi mir iwwert déi lescht Joren ëmgesat hunn an déi zesummegeholl d'Kafkraaft hei am Land bei deene finanziell Vulnerabelsten ofgeséichert hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Doriwuer eraus hu mir viru manner wéi zwee Méint eng Reduktioun ëm 7,5 Cent de Liter beim Bensinn a beim Diesel an der Chamber gestëmmt, déi nach bis Enn Juli a Kraaft wäert si respektiv bis Enn dës Joers beim Masutt. De Käschtpunkt vun dëser Mesure beleeft sech op ronn 12 Milliounen Euro. A si kënn natierlech jiddwerengem zegutt, well se jo ouni administrativ Demarché vum Bierger auskënn an esou och net seng Situatioun a Betruecht zéie kann.

Dës Mesure schreift sech an an de Kontext vun engem ganz etofféierte Solidaritéitspak vu ronn 850 Milliounen Euro, op dee sech am Kader vun enger Tripartite gëeeneegt ginn ass.

Mir als LSAP stinn zu all deene villfältege Mesuren, déi ech elo opgezielt hunn. A virun allem begrësse mir et, dass d'Regierung net aus der Héift geschoss huet an deen intellektuellen Effort gemaach huet, fir sozial selektiv Mesuren auszeschaffen, déi duerchduecht sinn an do ukommen, wou se och gebraucht ginn.

Wann een de Bléck op eist Nopeschland Däitschland riicht, wat jo ganz dacks a gäre gemaach gëtt, da stéisst een awer op de sougenannten „Tankrabbat“, deen nëmmen zu 40 % effektiv bei de Verbraucher ukënn a wou deemno 60 % vun de mobiliséierte Steiersue bei de Bedriwer vun den Tankstelle respektiv bei der Pétroindustrie hänke bleiwen.

Mir wäerten hei zu Lëtzebuerg net an den Aktionismus verfallen, mee mat roueger Hand weider no cibléierte Mesurë sichen, do, wou Léisunge gebraucht ginn. An et ass och dat, wat mir der Regierung gäre géife mat op de Wee ginn.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hemmen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

A, ee Moment nach. Fir d'éischt huet awer d'Madamm Hansen nach eng Fro un d'Madamm Hemmen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo. Ech hunn der Madamm Hemmen och elo ganz gutt nogelauschtert an ech wollt am Prinzip déi selwecht Fro stellen. Den Här Hahn huet gesot, mir sollten den öffentlichen Transport ausbauen. Ech mengen, wa mer waarden, bis den öffentlichen Transport ausgebaut ass am ländleche Raum, dann hunn d'Leit keng Sue méi. Also kann dat fir mech kuerzfristeg net d'Léisung sinn. An et si vill Leit, déi op den Auto ugewise sinn.

D'Madamm Hemmen sot, si géif der Regierung verschloen, cibléiert Mesuren ze maachen. Also ass nach eng Kéier meng Fro: Wat wären déi cibléiert Mesuren aus Ärer Siicht, fir eeben déijéineg, déi zum Beispill op Schichte schaffen an den Auto brauchen? A fir déi, déi am ländleche Raum sinn, wou den öffentlichen Transport net funktionéiert, déi den Auto brauchen? Wat sinn do vun Ärer Siicht aus d'Léisungen?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo. Ech mengen, wann Der meng Ried gutt nogelauschtert hutt, dann hutt Der haaptsächlech am leschten Deel héieren, dass mer Vertrauen an d'Regierung hunn, déi och wierklech alles mécht an déi d'Käpp de Moment méi wéi zesummestreckt, fir cibléiert Mesuren auszeschaffen. Mir hunn dat Vertrauen. A mir gi mat op de Wee, dee si, mengen ech, am Sënn vun eise Bierger a virun allem vun deenen, déi et brauchen, wäerten ausschaffen.

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Dat Vertraue schenke mer.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An da wier et elo um honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Merci, Här Président. Dir Dammen an Hären, d'Präisser bleiwen op engem héijen Niveau, an dat zanter Méint. Wéinst dem Krich virun allem, awer net nëmmen, et ass eng generell Tendenz, déi mer hunn. An dat dauert. Et wäert och weiderhin, denken ech, esou bleiwen, a mir mussen einfach kucken, wéi mer domadder beschtméiglech ëmginn.

Wat mer an där schwiereger Situatioun, déi mer hunn, brauchen, ass keng Poleemik oder iergendwéi Schäliléisungen, mee längerfristeg Léisungen, déi wierklech do ukommen, wou mer se brauchen.

An et ass natierlech virun allem schwiereg fir d'Leit, déi weéneg Akommes hunn, a fir déi, déi op hiren Auto ugewise sinn. An dofir muss mer och virun allem deene Leit hëllef, op eng cibléiert Aart a Weis an net mat der Géisskan. Am Endeffekt ass dat och a virun allem eng Fro net nëmme vu Klimapolitik, mee vun enger effizienter a sënnavoller Budgetspolitik. A mir mussen hei generell kucken, de Leit längerfristeg ze hëllef, fir onofhängeg ze ginn a fir se net nach méi an d'Ofhängegkeet vu fossillen Energien ze dreiw. An et ass och genau dat, wat d'Regierung gemaach huet, sief et mat dem Steierkredit, deen

erhéicht ginn ass, sief et mat der Hausse vun der Allocation de vie chère, sief et mat dem Top-up vun der Energieprimm.

D'Allocation de vie chère, do ass et allerdéngs esou – an dat bedauere mer an do muss wierklech nach Efforte gemaach ginn –, dass just 4 % vun deenen 10.000, déi kéinte vun der Allocation de vie chère profitéieren, dës Mesure och wierklech notzen. An dofir ass et wierklech wichteg, dass do nach zousätzlech Efforte gemaach ginn, fir dass méi Leit vun där Mesure profitéieren. Ganz vill Leit kéinten dat nämlech nach maachen, wa se dann dovunner géife wëssen.

Do gouf eng Campagne gemaach, déi eng Woch gedauert huet. An do ass et wierklech wichteg, dass nach eng Schépp nogeluecht gëtt an dass gekuckt gëtt, dass déi Aide och bei deene Leit, déi eligibel sinn, ukënn. An do ass de Familljeministère op jiddwer Fall gefuerdert, awer och d'Office-socialen an d'Gemengen.

An déi gutt cibléiert Mesuren, déi d'Regierung an d'Majoritéit ergraff hunn, dierfen awer net driwwer ewechtäuschen, dass déi aktuell Situatioun net jiddwereen d'nämmlecht trëfft. Leit mat manner Akommes, Famillje mat méi Kanner, Monoparentalen, Studenten an esou weider sinn zu Lëtzebuerg wierklech vun engem héijen Aarmutsrisiko a vun der struktureller Ongerechtegkeet an eisem Land betraff. An dofir muss mer och an Zukunft kucken, wéi mer déi Ongerechtegkeete méi strukturell uginn. An dofir hu mer jo och e Steierdebat. An do ass et wichteg, dass d'Regierung dat am A hält an och reagiert bei nächste Mesuren.

D'CSV huet elo nach eng Kéier eng Rei Proposen op den Dësch geluecht. Eigentlech huet se virun allem déi widderholl, déi mer och aus dem leschten Debat scho kann hunn. Dat sinn eigentlech Mesuren – an ech ka mech do just widderhuelen –, déi deier ginn, déi och oncibléiert sinn an an onsen Aen och net wierklech nohalteg zukunftsorientéiert.

Wann ech zum Beispill vum Tankrabatt schwätzen: Den Tankrabatt ass eng Mesure, vun där wierklech virun allem déi Leit profitéieren, déi wäit fueren, awer op eng ganz ondifferenziert Aart a Weis. Ech huelen elo e Beispill: E Geschäftsmann, dee mat sengem SUV vu Frankfurt erofkënn an en décke Portmonni huet, dee kritt eng säfteg Remise, wann en dann hei tankt. Den Niddreglounverdënger awer, dee mat engem klengen Auto aus dem ländleche Raum kënn, dee profitéiert vill manner vun där Mesure. Dat heescht, et wäere verschidde Leit, déi iwwerproportional vill vun där Mesure géife profitéieren, oder déi vun där Mesure profitéiere géifen, och wa se dat net onbedéngt bräichten.

Dofir ware mir Gréng och vun Ufank un éischter reservéiert, wat d'Reduktioun vun de 7,5 Cent ugeet, quitte dass mer déi Mesure natierlech, well se kuerzfristeg war a kuerzfristeg sollt hëllef, natierlech matgedroen hunn am Kader vun der Tripartite. Mee mir soen awer gläichzäiteg, dass et eng temporär a kuerzfristeg Mesure ass a keng längerfristeg Léisung.

Dat soen eigentlech och alleguerten d'Experten aus dem Energieberäich. An ech wëll einfach nach eng Kéier drun erënneren, dass och den däitsche Finanzminister, de Christian Lindner, mëttlerweil däitlech seet, dass déi Mesure, wéi si se an Däitschland geholl hunn, a sengen Aen och keng längerfristeg Mesure ka sinn.

Ech hat och scho gesot, dass dat heite wierklech eppes ass, wou mer och d'Budgetpolitik am A mussen halen. Längerfristeg, mengen ech, ass et och esou, dass mer net kënnen a solle voll a ganz op den Tanktourismus setzen, well wa mer eis zukunftsfaeg wëllen orientéieren – an et si Riedner viru mer, déi dat

och scho gesot hunn –, da wësse mer, dass de Verbrenner virum Aus steet. Also solle mer elo net déi nammlechte Feeler maachen, déi vläicht Virgängerregierung scho gemaach hunn, wou mer zum Beispill Éiwegkeeten op Recetten duerch d'TVA aus dem Commerce électronique gesat hunn, an elo mordicus un deem Tanktourismus an deene Recettë festhalen. Besser, mir diskutéieren driwwer, wéi mer längerfristeg eis Recettë vun dem Staatsbudget op sécher an nohalteg Bee stellen.

Da koom och elo déi Propos vun der CSV fir ze soen: „Kommt, mir verlängeren déi Reduktioun vu 7,5 Cent um Spritt.“ Ech wëll awer och soen, dass dat eng Mesure ass, déi net gratis ass. Déi kascht eppes. Déi huet eis elo fir déi dräi an en hallewe Mount ganzer 54 Milliounen Euro kascht. Si kascht 15 Milliounen pro Mount. A wann een et da géif esou maachen, wéi d'CSV et fret an et géif ee se ëm zwee Méint verlängeren, da géif dat nach eng Kéier 30 Milliounen extra kaschten, woubäi mer dann a Richtung 100 Milliounen géife goe fir eng ondifferenziert Mesure, déi net forcement bei deene Leit ukënn, déi se am meeschte brauchen. An dee Chiffer, Här Roth, hutt Dir net genannt. Wann een och nach géif lücht an d'Luucht goen dovun, da komme mer awer relativ séier a Richtung vun 100 Milliounen a gären doriwwer eraus, wat awer e Käschtepunkt ass fir eng oncibléiert Mesure, wou ee sech wierklech d'Fro muss stellen, wéi nohalteg a wéi gutt investéiert se ass.

Wa mer awer par contre géifen a Richtung goe vun enger Energieprimm, déi Dir och an d'Spill bruecht hutt, ass dat eng Mesure, déi eis vill méi sympathesch ass, well se, deemno wéi ee se mécht, och ganz cibléiert ka sinn. Also ass dat par contre eppes, wat, mengen ech, am Usaz och vill méi dat ass, wat meng Fraktioun gutt fënn.

D'Energieprimm, wéi gesot, fir e klenge Verglach ze maachen, kascht eis 15 Milliounen, wat nach eng Kéier, fir et an d'Verhältnis ze setzen zum Reduzéiere vum Tankrabatt, wéi mer en zu Lëtzebuerg haten, dee 54 Milliounen kascht, wierklech e ganz anere Montant ass. Also, mir si wierklech éischter derfir, dass mer do cibléiert virginn.

Vläicht, fir en anere Chiffer ze nennen: Wa mer géife soen, fir e Verglach ze maache vun deene 7,5 Cent, wann een dat iwwert d'ganz Joer géif strecken, géif dat eis op där anerer Säit kënnen erméiglechen, d'Prime énergie ze verfënnfachen, respektiv d'Allocation de vie chère ze verdräifachen. Just, fir déi zwou Mesurë mol auszebalancéieren a mateneen ze vergläichen. Mir si wierklech ganz kloer fir eng cibléiert Mesure.

An domadder kommen ech dann zum Schluss. Wat wichteg ass fir eis, dat ass, dass mer weider kucken, méi onofhängeg ze ginn, eis Energieofhängegkeet ze reduzéieren an Energie ze spueren, méi och a Richtung Teletravail ze goen, Covoiturage ze férdere, méi lues ze fueren, den öffentlichen Transport nach méi ze ënnerstëtzen, an och quantitativ de Gemenge wierklech ze soen: „Investéiert a sécher Vëlosweeër“, well doduerjer ginn d'Leit och méi onofhängeg.

An dann, wéi gesot, déi Mesuren, déi mer och brauchen, fir de Leit wierklech cibléiert ze hëllef – de Steierkredit an och d'Allocation de vie chère ginn an déi dote Richtung –, heescht et natierlech weider auszebauen, wann et néideg ass a wann et richtig ass. An dat Ganzt och ëmmer am Sënn vun enger zukunftsorientierter Politik, déi am Sënn ass vun enger Energietransitioun, fir a Richtung Klimaneutralitéit ze goen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Benoy.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An den Här Gilles Roth huet nach eng Fro fir Iech.

M. Gilles Roth (CSV) | Nee, ech hu keng Fro, mee en huet mech ugeschwat, a vu dass mer nach Riedezäit hunn: Ech si frou, dass Der eis Propos, dass d'Leit an de Genoss vun der Energieprimm kënnen kommen – dat ass eng järelech Primm vun 250 bis 400, oder vun 200 bis 400 Euro –, sympathesch fannt, well dat ass jo cibléiert.

De Punkt ass deen: Deen Tankrabatt, dee jo awer dann och mat Äre Stämmen agefouert ginn ass, déi 7,5 Cent, dat ass duebel. Éischtens ass dat, fir d'Leit ze entlaaschten. Mee zweetens, an dat soll een awer bei deem Ganzen net vergiessen, wa mir ab Juli a virun allem während dem August méi héich Sprittpräisser hu wéi an Däitschland oder herno gegebenefalls och nach an der Belsch, also da mengen ech, dass deen Abroch, dee mer am Tanktourismus hunn, am Montant wäit iwwert déi 100 Millioune geet, déi Dir elo virgerechent hutt, wat et géif kaschte bis un d'Enn vum Joer. An dat musst Der mataberechnen.

An ech hunn Iech ganz attentif, Här Benoy, nogelauschtert, dat ass och richteg esou, an Dir hutt och eng gutt Ried gehalen, mee ech hu vun Iech awer keng Propos héieren, wéi Dir als Gréng, oder d'Regierung am Generellen, déi Milliard, déi iwwert den Tanktourismus erakënn, wëllt géigefinanzéieren.

M. Fernand Etgen, Président | Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Ech wäert Iech dat ganz genau erklären am Steuerdebat, wéi mer dat géife maachen. An ech hunn, zum Beispill, Här Roth, wann Der Iech erënnert, a mengem Budgetsrapport och eng ganz Rei Piste genannt, wéi ech mengen, dass mer d'Staatsfinanzen op méi nohalteg Féiss kéinte stellen, dat hunn ech do scho gemaach an dat wäert ech weider ausbauen. An dat wäert ech Iech dann de 14. oder 15. Juli am Detail presentéieren, well mir hunn do eng ganz Rei gutt Iddien.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy. An an de Startlächer steet den Här Fred Keup prett. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, villmools merci och dem Här Roth fir des Aktualitéitsstonn, déi wierklech ganz wichteg ass. An ech sinn dofir och frou, erëm eng Kéier hei zu deem Thema kënnen ze schwätzen.

Mir haten elo éfters driwwer geschwat, ech mengen, och nach am Februar. Dee Moment hate mer och schon héich Präisser, eng Situatioun, déi sech zënterhier nach méi zouespëtz huet, soudass ech hei woen ze behaupten, an dat ass mat Sécherheet richteg, dass mer eng ganz schwierig Situatioun hu fir ganz vill Mënschen hei am Land.

A besonnesch betraff sinn do natierlech déi Leit, déi op den Auto ugewise sinn, dat ass gesot ginn. Dat si ganz besonnesch déi Leit, déi am ländleche Raum wunnen, wou den éffentlechen Transport net esou fonctionéiert, an dat ass evident, wéi en am stättesche Raum funktionéiert. Dat si ganz oft Leit, déi Kanner hunn, déi net esou flexibel sinn, déi den Auto brauchen, well déi zu enger gewëssener Zäit op enger gewëssener musse Plaz sinn. Dat si Leit, déi brauchen den Auto, fir Hobbyen ze maachen. Dat si Leit, déi brauchen hir Autoen, fir Kommissiounen ze maachen. Dat si Leit, déi brauchen hiren Auto, fir schaffen ze fueren, zemoos wa se Schichte schaffen.

Dat ass e ganz grouse Problem, deen déi Leit aktuell hunn. Well mat deene Präisser, déi elo an d'Luucht gaange sinn, komme se am Stot, deemno wéi a wou se wunnen – an hei am Land gëtt et där Fäll e ganze Koup – op 300 Euro méi pro Mount, wéi dat nach virun e puer Méint war. A beim Heize kommen déi nach eng Kéier derbäi. Dat heescht, mir hunn hei eng ganz Partie Stéit am Land, déi 500, 600 Euro méi Käschten hunn, wéi dat nach virun enger Zäit war.

A mir dierfen awer och net vergiessen, dass ganz vill Leit hei am Land op déi Suen ugewise sinn. Et si Leit, déi brauchen 100 Euro, déi brauchen 200 Euro. Déi hunn um Enn vum Mount näischt Rescht! Wéi sollen déi Leit dat elo meeschten? Et ass net méi méiglech. Et ass net méi méiglech!

A mir héieren et. Jo, mir héieren et bei de Leit, mee mir héieren et awer net vill. Firwat héiere mer et net vill? Ma well déi meeschte Leit dat net soen, well se sech schummen, et zouzeginn. Si soen et net! An dat ass e ganz, ganz geféierleche Punkt fir déi Leit, och wa se et net soen, héchstens an enger Situatioun, wou se op eemol net méi kënnen oder wou se sech engem uvertrauen aus iergendengem Grond. Mee mer müssen dat seriö huelen a mir müssen dee Problem och proaktiv léisen, ier et zu enger nach méi grousser Kris kënn, ier et effektiv zu soss nach Explosiounen kënn, wou d'Leit es op eemol komplett genuch hunn an dann dat Ganzt net méi ënner Kontroll ass.

D'Präisser, wa mer eis dat e bësse méi genee ukucken: Hei zu Lëtzebuerg ass elo de 95er-Bensinn plus/minus 1,90 Euro, elo haut zu Tréier – ech hu gekuckt um 15.00 Auer – 1,87 Euro; also méi bëlleg zu Tréier wéi hei zu Lëtzebuerg. An der Belsch läit e plus/minus op eisem Niveau, a Frankräich liicht driwwer, an a Pole bei 1,6 Euro. An déi kafen de Bensinn jo awer zum selwechte Präis an, wéi mir et maachen. D'Fro ass also: Firwat kënnen si de Bensinn méi bëlleg ubidde wéi mir?

An dat ass dann eng Decisioun, déi eng Regierung kann huelen an déi verschidde Regierungen méi huelen an anerer manner. A Lëtzebuerg leider Gottes manner!

De Staat verdéngt un eise Bensinnpräisser, un den Akzisen, TVA an CO₂-Steier, ongeféier ronn d'Hallschent vun engem Liter, dat heescht, bei 2 Euro gëtt et 1 Euro fir de Staat. Do ass also e Spillraum. An do muss eppes gemaach ginn, well d'Mobilitéit an d'Heizen ass an eisen Aen e Grondrecht fir d'Mënschen hei am Land.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ech sinn d'accord, datt déi Präisexplosioun ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Keup, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

M. Fred Keup (ADR) | Jo. Da sollte mer dat direkt maachen, Här Kersch.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat freet mech. Ech hunn Iech elo gutt nogelauschtert. Dir hutt elo gesot, dass mer a Polen e Präis hätten, deen ënnert de Präisser vu Lëtzebuerg läit.

M. Fred Keup (ADR) | Jo.

M. Dan Kersch (LSAP) | Dat stëmmt. Dir wësst awer och, firwat deen ënnert dem Präis hei zu Lëtzebuerg läit: Well Pole sech offensichtlech net un europäesch Direktiven hält! Dofir wollt ech Iech d'Fro stellen: Sidd Dir der Meenung, dass och d'Lëtzebuurger Regierung sech net sollt un europäesch Direktiven halen an de Wee vu Polen nomaachen? Jo oder Nee?

M. Fred Keup (ADR) | Et sinn eng ganz Partie Länner, déi och op deem Niveau leien, zum Beispill och Slowenien, an dat scho méi laang. An ech sinn der Meenung, wa mir an der Regierung wieren, da géife mir eis op europäeschem Niveau asetzen, fir déi Bensinnpräisser iwwerall kënnen méi daitlech erofzesetzen, esou wéi et a Polen ass, Här Kersch.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | D'Präisexplosioun, ech kommen drop zréck, kënn natierlech net nëmmen, an dat muss een och soen, duerch eis Regierung, si kënn och duerch déi ganz Problematik, déi no Corona geschitt ass, d'Liwwerenkpäss. Si kënn natierlech och duerch de Krich, wou mer hoffen, dass en iergendwann gläich eriwuer ass, fir eng weider Katastroph am Wanter ze verhënneren, besonnesch beim Gas. Mee d'Präisexplosioun ass eeben och, an dat muss een éierlech soen, d'Konsequenz vun der Politik vun dëser Regierung, déi, an dat ass och haut erëm offensichtlech ginn, net gewëllt ass, déi Präisser erofzesetzen, a wou een dach awer och d'Géfill huet bei enger ganzer Partie Acteuren, dass se souguer frou sinn, dass d'Präisser méi héich sinn, Stéchwuert „Tanktourismus“ an esou weider.

An dat ass eppes ganz Bedenkleches. Mir wëllen op jidde Fall, an dat soen ech hei klipp a kloer, den Tanktourismus erhalen. Den Tanktourismus ass fir Lëtzebuerg eppes Fantastesches.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Eigentlech ass et ganz einfach: Ouni dass mer eppes maachen, verdéngt mer Geld! Mir riichten Tankstellen op de Grenzen op, op den Autobunnen, an d'Leit tanken. Si musse souwiso tanken, ob se an der Belsch tanken oder zu Lëtzebuerg, si müssen tanken. Wa se hei bei eis tanken, ëmsou besser, dat bréngt eis pro Joer eng Milliard Euro! Suen, déi mer brauchen, fir eebe grad och eis sozial Errungenschaften ze erhalen, fir de Leit sozial ze hëllefen. Ma da kommt, mir ginn dat dach net op! Et ass eng Win-win-Situatioun: Op där enger Säit hu mer fir eis Awunner niddreg Bensinnpräisser, dat kënn de Mënschen zegutt hei am Land, an op där anerer Säit hu mer duerch den Tanktourismus eng Milliard Euro pro Joer, déi an de Staatsbudget erakommen, déi mer kënnen ausgi fir d'Mënschen hei am Land. Firwat solle mer dat opginn? Dat kann een dach kengem Mënsch erklären hei am Land.

Une voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Fred Keup (ADR) | Ech wëll dat erhalen hei. An ech wëll duerfir fënnf Moosnamen hei proposéieren, déi ganz konkret sinn, wéi mer dat ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Awer da séier!

M. Fred Keup (ADR) | ... mat enger Motioun.

Dat Éischt, dat ass eng Reduktioun vun den Akzisen op de Brennstoffer. Mir hunn déi vu 7,5 Cent de Liter, mir wëllen déi verlängeren. A mir wëlle se souguer nach erweideren, soudass mer d'Akzise weider reduzéiere kéinten, fir dass de Bensinn nach méi bëlleg géif ginn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Mir wëllen d'Erhiewung vun der CO₂-Steier iwwert den Datum vum 1. Januar eraus net weider erhéien. Mir wëlle vum 1. Juli un e superreduziéierten TVA-Saz oder op d'mannst d'TVA reduzéieren op sämtlechen Energieprodukten. Mir wëllen d'Steieren ëmmer esou upassen, datt d'Brennstoffpräisser fir ze tanken zu Lëtzebuerg ëmmer ënnert dem niddregste Wäert vun eisen Nopeschlänner leien. A mir wëllen

och nach d'Kilometerpauschal, also d'Kilometergeld, zukünftig automatisch indexieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Hutt Der d'Motioun nach?

M. Fred Keup (ADR) | Jo. Wannechgelift.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– d'Präisser fir ze tanken a fir ze hëtze säit zwee Joer konstant an d'Luucht ginn;

– d'Steiere bei der Zesummesetzung vun den Energiepräisser eng weesentlech Roll spillen, besonnesch d'TVA an och déi op den 1. Januar 2021 agefouert CO₂-Steier;

– dës Steierbelaaschtung déi Leit mat engem klenge Revenu an déi Leit, déi um Land wunnen, souwéi d'Frontalieren iwwerproportional betrëfft;

– opgrond vun där Entwécklung ëmmer méi Bierger riskéieren, a finanziell Schwierigekeeten ze geroden;

– e Präisniveau vum Bensinn a vum Diesel iwwert deem vun eisen Nopeschlänner sech negativ op de Staatsbudget auswierkt,

ass sech bewusst, datt

– Lëtzebuerg Gefor leeft, hei op sozial Spannungen zuzesteieren,

fuerdert d'Regierung op,

– d'Reduktioun vun den Akzisen op Brennstoffe fir den Auto ëm 7,5 Cent de Liter iwwert den Datum vum 31. Juli eraus ze verlängeren an dës Akzisen nach weider ze reduzieren;

– d'Erhiewung vun der CO₂-Steier iwwert den Datum vum 1. Januar 2023 eraus net weider ze erhéijen;

– vum 1. Juli un de superreduzierten TVA-Saz vun 3 Prozent op sämtlech Energieproduiten ze applizéieren;

– d'Steieren esou unzepassen, datt d'Brennstoffpräisser fir ze tanken zu Lëtzebuerg ëmmer ënnert dem niddregste Wäert vun eisen Nopeschlänner leien;

– d'Kilometerpauschal zukünftig automatisch ze indexieren.

(s.) Fred Keup.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Här President, d'Präisser vum Bensinn a vum Diesel si weider op engem ganz héijen Niveau, do si mir eis eens. Dass dat eng enorm Belaaschtung ass fir déi Stéit mat weineg Revenuen, déi awer op den Auto ugewise sinn, fir op d'Aarbecht ze fueren oder d'Kanner an d'Crèche ze bréngen, ass och ganz kloer. Wann ee sech d'Präisser par rapport vu virun engem Joer ukuckt, da gesi mir beim Diesel eng Hausse vun 62 % a beim 95er-Bensinn eng Hausse vu 44 %. Fir e Stot, deem am Mount 100 Liter Diesel tanke mussen, klëmmt domat d'Rechnung vun 121 Euro op 196 Euro. Dat si vill Suen, wann een der net vill huet!

Vill méi problematesch ass doriwwer eraus de Brennes fir ze hëtzen, dee virun engem Joer 58 Cent de Liter kascht huet an haut 1,42 Euro kascht. Dat ass eng Hausse vun 145 %. Dese Präis ass och an de leschte Méint kontinuierlech weider eropgaangen.

Grad elo an de Summerméint, wou vill Stéit hiren Tank opfëlle fir de Wanter, an der Hoffnung, datt

d'Präisser am Summer, wéi an der Vergaangenheet, réckleefeg sinn, ass dat e riseg Problem. 1.500 Euro fir e vollen Tank ze bezuelen ass eng Saach, 4.500 Euro eppes ganz aneres, wann e Stot dofir zwee Méint Revenu muss blechen.

Dobäi kënn d'Evolutioun vum Gaspräis, deen an de leschten zwou Wochen erëm massiv geklommen ass. Dës Entwécklung wäert sech deemnächst ëmmer méi op den Avancé weisen, déi d'Stéit ze bezuelen hunn, hei och virun allem bei deene Stéit mat klengen Revenuen, oft och Locataire, déi am Normalfall a Gebaier wunnen, déi mat Gas gehëtzt ginn. Hei si Verdräifachung vun den Heizkäschten ze erwaarden.

De Fokus aleng op d'Sprittpräisser ze leeën, ass fir eis dowéinst verkierzt a féiert zu engem nawell verzerrte Bléck op d'Realitéit vun de Stéit, déi gréisstendeels méi staark betraff sinn duerch d'Heizkäschten an d'Deierecht bei anere Basisprodukter, viweech um Essen, guer net ze schwätze vun de Logementspräisser. Doduerch, dass fir dës Ausgabe vill méi héich Montante vun engem Stot bezuelt gi wéi fir de Spritt, schléit d'Deierecht hei och an absoluten Zuele vill méi duerch. Mir sinn der Meenung, dass een dofir e gesamte Bléck op d'Präisentwicklung muss werfen, éier een zu Konklusione kënn.

D'Regierung huet hir Konklusione gezunn: Si huet eng Manipulatioun vu mindestens enger Indexbranche beschloss an eng fir deen eenzelne Stot finanziell unbedeitend Bezouschossung vu Brennes a vu Spritt bis Enn Juli. Dës Mesurë vun der Regierung si schlecht. Si sinn net nëmme Klimakiller, mee zeechne kee Wee op eraus aus dem Dilemma vun der fossiler Wirtschaft. Am Géigendeel, si enferméieren eis nach méi doranner. A se sinn ongerecht, well se, nieft de sellegen Aiden, déi beschloss ginn, prioritär d'Betribler entlaaschten, egal wéi gutt oder schlecht se dostinn. An déi meescht sti jo exzellent do, wéi mer wëssen. A finanziert gi se mam Staatsbudget, deen zu engem ganz groussen Deel vun de schaffende Leit an de Rentner/inne finanziert gëtt.

Déi Lénk hätten dowéinst och e bëssen eppes aneschters gemaach. Mir hunn e besteiert a soumat progressiiv an der Gréisst vun Stot ugepasst Energiegeld proposéiert, dat all Stot – och deem ouni Auto, och deem mat ganz spuersamem Ëmgang mam Hëtzen – zur fräier Verfügung iwwerlooss gi wär. Dat hätt de Staatsbudget am Endeffekt och därelech manner kascht wéi dat, wat elo beschloss ginn ass.

Donieft huet d'EU-Kommissioun de Wee opgemaach, fir den Taux super-réduit vun 3 % op enger Rëtsch Basisprodukter ze erméiglechen. Mir hunn d'Regierung schonn hei ëm eng Stellungnam gefrot a sinn der Meenung, datt d'Regierung dës Méiglechkeet elo och soll notzen, zum Beispill, wat Kannerkleeder a -schong ugeet oder Reparatuer vun Apparater am Stot oder och eng ganz Partie Servicer am Beräich Energietransitioun, wéi zum Beispill d'Installatioun vu Fotovoltaikanlagen.

Doriwwer eraus kann d'Regierung awer och op d'Aspuere vun Energie, och besonnesch beim Spritt, awierken. Mir hu Propose gemaach: Vitesslimitatiounen, autofrät Sonndeger, et gëtt sécherlech nach aner Optiounen. Mee mir goufen domadder vum Mobilitéitsminister hei lächerlech gemaach.

Ëmsou méi erstaunt et, datt den Energieminister awer och vu Vitesslimitatiounen geschwat huet an elo d'Leit zu Aspuerunge beim Gas opriff, matten am Summer, wou es souwisou vill manner gebraucht gëtt.

Dat treëft dann erëm all Eenzelen a besonnesch déi Leit, déi a schlecht isoléierte Wunnenge liewen an nieft deem finanziellen Drock, dee se schonn hunn, och elo nach e schlecht Gewësse gemaach kréien.

Här President, an dëser Kris geschützt sinn an éischer Linn déi Stéit, déi mat erneierbaren Energien hëtzen a sech mam éffentlechen Transport oder mat Elektresch oder mat vun der eegener Kierperkraaft bedriwwene Gefierer kënnen fortbeweegen. Stand haut sinn dat awer oft Privileegie fir Leit mat deenen néidege Revenuen a Kapital, fir Leit an urbane Raim mat kuerze Weeër, déi sech d'Logementer do och leeschte kënnen.

Propper Energie soll kee Privileeg sinn, mee e Recht fir jiddereen. Fir dat Recht ze verwierklechen, mussen Staat a Gemenge méi maachen, besonnesch och fir Stéit, déi haut an der Energiefahle sëtzen. Déi 800 Milliounen Euro staatlech Ausgabe fir d'Indexmanipulatioun wieren e gudden éischte Schratt gewiescht. Domadder hätt ee vill Fotovoltaikanlagen, Wärmepumpen an energieetesche Renovatiounen kënnen finanzéieren. Mir hätten eis Ofhängegkeet vu fossilen Energieimporter schonn e Stéck reduziéiert an de Schutz virun Energiekrisen a Präisexplosiounen e bëssi méi egalitär an der Gesellschaft verdeelt.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Sven Clement, dee scho prett ass.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, kommt, mir maachen de Leit dach näischt vir: D'Präisser, déi ginn net hei zu Lëtzebuerg gemaach. D'Präisser ginn net vun der Regierung mat iergendengem Bic do einfach esou festgesat, wéi se grad denken. Dat wär schéin, da wäere se vläicht méi bëleg. Vläch wäere se och méi deier. Mee d'Präisser ginn um globale Marché gemaach. A firwat si se am Moment esou héich? Ma dat ass, well eis wirtschaftlech Reprise e gutt Stéck méi séier an e gutt Stéck besser war, wéi mer dat geduecht haten.

No Covid waren einfach verschidde Capacitéiten net do, fir erëm séier ze produzéieren. Doduerjer sinn d'Präisser als Éischt an d'Luucht gaangen. An dunn huet e verréckten Autokrat decidéiert, en onschëllegt Land ze iwwerfallen. An doduerjer sinn d'Präisser nach eng kéier an d'Luucht gaangen. Dat ass net op d'Steierpolitik zrëckzeféieren, marginal, dat ass virun allem drop zrëckzeféieren, datt et op de globale Marché esou ausgesäit, wéi et elo ausgesäit. An et wäert och weider esou ausgesinn, well soulaang mer u fossille Brennstoffe festhalen, wäerte mer allegueren eis weiderhin an Ofhängegkeete vun Autokraten beginn oder vu Regimier, déi d'Mënscherechter just mat de Féiss trëppelen. An ech mengen, an dat muss ee soen. All Präis, deen haut um Marché gemaach gëtt, all Euro, dee méi verdéngt gëtt mam Pëtrol, kënn als Éischt de Pëtrolmultien an in fine verschidde Scheichen oder Autokraten zegutt. An dofir maache mir déi héich Präisser als Éischt Suergen.

Als Zweet maache mer d'Präisser Suergen, well et grad déi treëft, déi näischt derfir kënnen. Et treëft déi Leit, déi eebe kee Choix hunn. Déi Leit, déi sech et eeben net konnte leeschten, an deene leschte Joren eng Wärmepumpe ze installéieren. Déi Leit, déi lounen an drop ugewise sinn, wat hire Bailleur an d'Haus gesat huet. Déi Leit, déi op den Auto ugewise sinn, fir op d'Aarbecht ze fueren, an dat meeschtens net mat deem ekologeschsten Auto, well einfach d'Sue fir deen net do waren.

An déi Leit ginn elo fir d'Zweet, fir d'Drëtt a fir d'Veiert gestrooft. A genau deene Leit mussen mer selektiv hëllef. Mir mussen net dem Chef d'entreprise hëllef, dee mam Porsche vu Frankfurt op Lëtzebuerg kënn. Mir mussen net deem hëllef, dee vun der Stad aus senger Garage bis an d'Parkplatz an der Stad fiert mat

sengem décken Auto. Deem mussen mer net hëllef. Dee kann op den öffentlechen Transport zréckgräifen.

Mir mussen awer deene Leit hëllef, déi moies um 05.00 Auer mussen an der Stad sinn a sech et wéinst hire klenge Paien net leeschte kënnen, an der Stad ze wunnen. Déi also net nëmme méi wäit ewech wunnen, soudatt se net kënne mam Vélo fueren, mee déi och nach zu Auerzäite mussen schaffen, déi mer allequerten als penibel géife beschreiwen an déi dofir net kënne mam öffentlechen Transport fueren.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Une voix | Très bien!

M. Sven Clement (Piraten) | An ech mengen, genau do muss een usetzen a selektiv Hëllef usetzen: Dofir hu mer och ëmmer vun engem Klimabonus geschwat. Mir mussen de Leit hëllef, hir Depensen ze meeschteren, an net de Multien an de Scheichen.

Déi 7,5 Cent op der Pompel, genau wéi déi 30 Cent an Däitschland – ganz vill Kommentatoren hunn dat scho gesot –, dat ass warscheinlech eng vun deenen dommsten Entscheedungen, déi d'Politik jee eng Kéier konnt huelen, well déi Sue si quasi direkt an d'Täsch vu genau deene gefloss, déi et net gebraucht hunn: de Pétrolsmultien, de Scheichen, den Autokraten, deenen d'Menscherechter relativ wurscht sinn.

An déi Suen, déi mer dofir ausginn, déi feelen op anere Plazen. Déi feelen, fir eng fair energieetesche Transition zu maachen. A just fir ze zitieren, wat vir-drun zitiiert gouf – et gouf jo eng Studie iwwert den Tanktourismus –, ech hunn haut scho vill verschidden Zuelen héieren, ech hu se dofir nach eng Kéier extra nogekuckt: De Professor huet vun 2,1 Milliarden Akommes geschwat, pro Joer, an en huet awer och vun 3,5 Milliarde Käschte geschwat.

An dat heescht u sech, datt de Lëtzeburger Steuerzueler – verstoppt – de bëllege Brennes fir eis Nopeschlänner matfinanzéiert huet déi lescht Joren. Wann 2,1 Milliarden Akommes versus 3,5 Milliarde Käschten do stinn, heescht dat näischt anerens, wéi datt den Tanktourismus defizitär ass.

An da gëtt et eng weider Studie vum däitschen Institut fir Wirtschaftsfuerschung – iwwerengens en Institut, dat éischter no bei der Wirtschaft ass wéi bei soss eppes –, dat dann eng Kéier ausgerechent huet, wat dann esou en Euro, deen ee fir de Klimawandel ausgëtt, aspuert u Käschte fir d'Gesellschaft, an et ass op eng Quot komm vun 1 Euro zu 15. Dat heescht, déi 75 Milliounen Euro, déi mer elo net fir de Klimaschutz ausginn hunn, mee fir en Tankrabatt a fir aner Moosnamen, dat sinn 1,12 Milliarden Euro Käschte respektiv Suen, déi mer hätte kënnen aspueren.

Dat ass de Levier, mat deem mer schaffen, an dee Levier mussen mer notzen. An dofir, Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, si mir ganz kloer fir selektiv Moosnamen fir déi Stéit, déi et brauchen, fir déi Leit, déi op den Auto ugewise sinn, well se am ländleche Raum wunnen an zu Auerzäite mussen schaffen, wou se eeben net mam öffentlechen Transport oder mam Vélo kënne fueren. Mir mussen op Teletravail setzen, do, wou et méiglech ass, mee och do ass dat erëm eppes fir déi Privilegiéiert, déi Leit, déi um Büro schaffen, net fir déi Leit, déi moies fréi op der Schicht schaffen oder déi de Büro, deen dann net genotzt gëtt, botze mussen. A genau dofir brauche mer definitiv selektiv Moosnamen.

Eng Propos, déi mer schon e puermol gemaach hunn – an do waar mer of, wat déi nächst Zuelen elo zur TVA soen –, ass ze kucken, wat mer dann u Méi-recetten op der TVA hunn. Déi sollte mer op alle Fall ëmverdeelen, onofhängeg dovun, wat soss am Staatsbudget geschitt, an da mussen mer d'energieetesche

Transitioun weiderféieren. Mir mussen jiddwerengem hëllef, esou energieautark ze ginn, wéi et nëmme méiglech ass, a mir mussen do usetzen, wou et bei de Leit am meeschte wéideet, an dat ass bei deene Leit, déi wierklech keen anere Choix hunn. Mir mussen kee Luxus finanzieren, mir mussen déi elementar Iwwerliewensfäegkeet vu all Enzelem garantieren, an dofir setze mir eis an.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert: d'Madamm Finanzministeresch Yuriko Backes.

Prises de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir sollten a mir missten dës Debat, wéi och all aneren Debat, ganz objektiv féieren. Mir sollte wierklech op d'Fakte kucken.

Iwwerall op der Welt sinn d'Bensinnspräisser iwwert déi lescht Méint an d'Luucht gaangen, dat ass kee Lëtzeburger Phenomeen. Den Debat, dee mer hei hunn, dee gëtt et a ganz villen anere Länner och, an d'Léisungen, déi do fonnt ginn, déi gläiche sech iwwerall plus ou moins: Geziilten Hëllef fir déi sozial méi schwach Leit, méi bëllegen a besseren öffentlechen Transport als Alternativ zum Auto – ech mengen, do si mer jo och zu Lëtzebuerg trotzdeem e Schratt virus –, wéi och Subventionen vum Präis op der Pompel, oft duerch en Erofsetze vu Steieren oder Akzisen, eppes, wat mir och scho säit Abrëll en place gesat hunn.

Vill Leit gesinn et als eng Zort vun Naturgesetz, dass d'Präisser op der Pompel zu Lëtzebuerg méi niddreg si wéi déi am Ausland. Dat war och an der Reegel esou, well d'TVA, d'Akzisen zu Lëtzebuerg an normalen Zäiten ëmmer méi niddreg ware wéi déi an eisen Nopeschlänner.

Duerch déi Mesuren, déi dës Länner elo geholl hunn, hu sech hir Präisser um der Pompel no ënnen ugepasst. Grad an Däitschland, wou Ufank Juni en Tankrabatt agefouert gouf, huet ee Präisser gesinn, déi elo ronderëm déi fluctuieren, déi mer och zu Lëtzebuerg bezuelen.

Deen Tankrabatt ass allerdéngs just temporaire bis Enn August. Den Här Lindner, deen huet sech effektiv och kloer géint eng Verlängerung vun dësem Tankrabatt ausgeschwat, an duerno dierft den Ënnerscheid tëschent den däitsche Präisser an deenen hei am Land dann och nees méi grouss ginn.

Fir den Debat awer effektiv objektiv ze féieren, mengen ech, muss een zwou Perspektiv kucken: déi aus der Siicht vum Consommateur oder vum Automobilist oder der Automobilistin, an, op där anerer Säit, déi vum Staat.

Fir d'éischt vläicht aus der Siicht vum Consommateur oder vum den Automobilisten: Laangfristeg läit d'Léisung warscheinlech éischter an der Elektromobilitéit, mee do si mer nach net. Déi grouss Majoritéit vun de Leit huet Bensinn- an Dieselautoen a spiert déi héich Präisser op der Pompel natierlech ganz direkt. Mir sinn eis eens, dass grad déi Leit, déi méi e klengt Akommes hunn, och déi Leit – et ass e puermol hei mentionéiert ginn –, déi um Land wunnen an net op gratis öffentlechen Transport zréckgräife kënnen, déi héich Präisser besonnesch am Portmonni spieren an si eeben an hirer Kafkraaft gedréckt ginn. An ech mengen, dat ass effektiv fir e ganze Koup Leit e Rise-problem, an däers si mer eis och ganz bewusst.

Zu Lëtzebuerg hu mer allerdéngs e System, deen deem och Rechnung dréit mam Index. Mat dem Tripartite-Accord hu mer keng Indexbranche verluer an déi Leit, déi e méi klengt Akommes hunn, kréie vum nächste Mount un, wann dann den Index erfält a reportéiert gëtt, e Crédit d'impôt énergie ausbezuelt, fir justement hire Kafkraaftverloscht ze kompensieren.

En attendant krut säit Abrëll jiddereen déi Reduktioun vu 7,5 Cent um Liter accordéiert. Déi Subvention ass virgesi bis Enn Juli, da soll se auslafen, zu engem Moment also, wou den neie Crédit d'impôt och scho voll gräift. Deemno geet grad deene sozial Schwachen hei keng Kafkraaft verluer.

Aus der Perspektiv vum Staat dann – an ech sinn d'accord, mir sollen eis do absolut näischt virmaachen –: D'Recetten op de Pétrolsprodukte sinn eng wichteg Source de financement vun eisem Staat an domadder och vun eisem soziale System.

Op de Pétrolsprodukte sinn zwou Zorte Steieren drop: Akzisen an TVA.

Ee Wuert zu den Akzisen: Déi ginn op de Liter gerechent. An anere Wieder: Wann d'Präisser um Marché eropginn, bleiwen dem Staat seng Recettë pro Liter déi selwecht. Fir dës Joer, also 2022, si ronn 930 Milliounen Euro vu Recetten op den Akzisen um Bensinn an um Diesel budgetiséiert.

Wien also d'Akzise weider wëll erofsetzen – dat ass och hei proposéiert ginn –, mengen ech, muss dann awer och erkläre, wéi en dat Lach da stoppe wëll, ouni gläichzäiteg den Defizit méi grouss ze maachen.

Gläichzäiteg ass et awer esou, dass ons Nopeschlänner eeben och Mesurë geholl hunn, déi dozou féieren, dass de Präis op der Lëtzeburger Pompel manner attraktiv ass. Doduerch hu mer dann och de Risiko, dass eis Recetten ewechbriechen, wa vun haut op muer manner Leit bei eis tanke kommen.

Anescht wéi d'Akzise gëtt d'TVA op de Präis gerechent. Wann deen eropgeet, ginn d'TVA-Recetten och erop. Wann een elo awer d'Zuelen op de leschten Dag am Mount Mee kuckt, da leien d'Recettë bei der TVA op engem Niveau vun 43 % vun deem Montant, dee fir d'ganz Joer budgetiséiert ass, währenddeem mer d'lescht Joer, 2021, ëm dës Zäit scho bei 46,6 % louchen.

Dat läit natierlech och dorunner, dass 2021 en exceptionnel staarkt Joer war an dës Joer d'Ekonomie awer méi lues ze dréine schéngt an déi méi héich Präisser dat dann net ganz opgefaang hunn.

D'Mesurë vum Energieësch kaschten de Staat an, ganz richtege, kaschten eis allequerten allerdéngs 75 Milliounen Euro. An ech erënneren do och un d'Allocation de vie chère, déi Mesurë, déi mer eropgesat hunn a bei där mer och d'Fourchette vun de Beneficiairë vill méi grouss gemaach hunn.

Déi 7,5-Cent-Reduktioun kascht de Staat effektiv och ganz vill Suen: 66 Milliounen. An de Crédit d'impôt énergie kascht aleng fir dës Joer iwwer 300 Milliounen. Ech zielen do elo net allequerten déi aner Mesuren, déi mer och geholl hunn, nach eng Kéier op, mee ech mengen, et ass ganz kloer, dass et hei ëm eng grouss Ëmverdeelung geet, en faveur vun deene Leit, déi vun den héijen Energiepräisser wierklech am meeschte betraff sinn.

Wat d'Evolution vun de Venten op der Pompel ugeet, an hei haaptsächlech fir de Bensinn, sou kréien ech gesot, dass déi op d'mannst bis Enn Mount Mee inclus nach iwwert dem Niveau vun 2021 lounge. Am Juni, par konter, konnte mer elo e gewëssene Réckgang feststellen, wat wuel op den däitschen Tankrabatt zréckzeféieren ass. Et schéngt mer awer ze

fréi ze sinn, fir heiraus elo Konklusiounen fir dat ganz Joer ze zéien. Mir suivéieren déi Situatioun natierlech ganz genee, och wéi dat dann elo am Mount Juli wäert evoluéieren an natierlech dodriwwer eraus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, nieft dem grausamen an illegale Krich an der Ukrain, deen natierlech wéinst der Aktualitéit am Vierdergrond steet, gëtt et awer ëmmer nach eng Klimakris. Déi betrëfft eis och alleguer, och wa se elo e bësse méi an den Hannergrond geréckelt ass. Fir awer säin Deel zum Kampf géint de Klimawandel bäizedroen, huet Lëtzebuerg decidéiert, säin CO₂-Ausstouss bis 2030 ëm 55 % ze reduzéieren. Dozou gehéiert och, d'Vente vum Bensinn an Diesel progressiv erofzefueren.

Dat heescht, dass mer mëttelfristeg wëllen, dass manner Leit aus dem Ausland bei eis tanke kommen, wéi dat eeben haut de Fall ass. Mee ech hunn Iech virdru gesot, dass eis Ventë par rapport zum leschte Joer bis ewell tendanciell eropgaang sinn. Mir müssen also och oppasse mat eventuelle Mesuren, déi riskéiere géifen, eis par rapport zum Ausland ze vill attraktiv ze maachen. Mir müssen den néidegen Equilibre fannen.

Am Sënn vun der Lutte géint de Klimawandel wär et och kontraproduktiv, wéi verschiddener eventuell och hei fuerderen, d'CO₂-Steier elo komplett ofzeschaffen. Ech wëll an dësem Kontext och drun erënneren, dass de Statec gewisen huet, dass d'Hausse vun der CO₂-Steier fir déi akkommesschwaach Stéit iwwert de Crédit d'impôt énergie kompenséiert ass; d'Madamm Deputéiert huet dat och mentionéiert.

Am Resümee, Här President, Dir Dammen an Dir Hären: Déi héich Energiepräisser sinn d'Resultat vum Krich an der Ukrain an der Evolusioun vun de Präisser op dem Weltmarkt. De Schlëssel fir méi niddreg Präisser läit dofir op den nohaltegen a – wa méiglech – wierklech koordinéierte Solutiounen op europäeschem an och internationalem Plang. Den Energieminister ass och haut de Mëtteg hei. Hien huet gëschter um Conseil énergie deelgehall an hie wäert Iech och e puer Wieder dodriwwer soen.

Mat nationale Mesuren am Beräich vun de Steiere kann een, mengen ech, tout au plus pléischteren. Héich Energiepräisser si mol un éischter Plaz e Problem fir déi Leit, déi méi ënnen op der sozialer Leeder stinn, a mir hunn hei eng ganz Rei vu Mesurë geholl, och op steierlech Niveau, fir deene Leit ënnert d'Äerm ze gräifen.

Nogekuckt huet hei definitiv keen, keen an der Regierung an, ech mengen, heibannen och keen. Mir wäerten d'Situatioun weiderhin natierlech ganz genau suivéieren. Ech sinn op alle Fall och oppen derfir, do, wou néideg, weider Mesuren an d'An ze faassen. Zu dësem Zäitpunkt, mengen ech allerdéngs, ass et ze fréi, fir seriö Konklusiounen ze zéien.

Ech soen Iech Merci, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert. A wéi gesot, ech mengen, wat ech Iech elo gesot hunn, sollt awer nach komplementéiert gi vum Energieminister. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Finanzministesch. Erlaabt Der nach, datt den Här Roth Iech eng Fro stellt?

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo. Merci, Madamm Minister. Ech soen Iech och Merci fir Är Ausféierungen. Mir stellen awer fest: D'CSV-Fraktioun hat dräi konkret an einfach verständlech Propose gemaach, an Dir hutt op keng vun deenen dräi geäntwert.

Oder muss ech aus Ären Ausféierungen schléissen, dass d'Regierung net gewëllt ass, den Tankrabbat vun 7,5 Cent iwwert den 30. Juli auszusezefieren, sachant bien, dass an Däitschland den Tankrabbat vun 30 Cent weider bis den 31. August leeft?

Liesen ech aus Ären Ausféierungen, dass d'Regierung net gewëllt ass, op den europäesche Minimum vun den Akzisen, Steieren an der CO₂-Steier ze goe bis un d'Enn vum Joer?

A liesen ech och, dass d'Regierung net gewëllt ass, eis Propositionen, wou mer gesot hunn, dass de Cercle vun deene Leit, déi an de Genoss vun der Energieprimm kommen, soll an d'Luucht gesat ginn, mat eis ze diskutéieren?

M. Fernand Etgen, Président | Ier ech d'Wuert un d'Madamm Finanzministesch zréckginn, wëll ech nach dem Här Kaes d'Wuert ginn.

M. Aly Kaes (CSV) | Jo. Merci, Här President. Et éiert d'Madamm Finanzministesch, datt se erkannt huet, jo, datt een am ländleche Raum net kann ouni Auto si fir ganz vill Aktivitéiten, déi een huet, notamment d'Aarbecht oder den Transport vun de Kanner, d'Akafen a sou weider.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e gratis ëffentlechen Transport, deen awer grad am ländleche Raum ... a souguer den Här Bausch seet – mat Recht –, mir kéinten den ëffentlechen Transport net bis an de leschten Eck optimal fonctionéieren dinn. Dann hutt Dir erkannt, datt dat eng supplementär Belaaschtung fir d'Leit aus dem ländleche Raum ass. Dir hutt just eppes awer vergiess an duerfir wollt ech Iech dat froen ...

Sot mir oder sot eis alleguerten: Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir wierklech déi supplementär Käschten, déi Dir selwer hei treffend beschriwwen hutt, effektiv ze reduzéieren an deene Leit ënner d'Äerm ze gräifen, déi wierklech net aneschters kënnen, wéi een Auto a ganz dacks, wa se zu zwee schaffen an der Koppel, zwee Autoen ze hunn, fir iwwerhaupt iwwert d'Ronnen ze kommen an iwwerhaupt kënnen schaffen ze goen?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kaes. An da ginn ech d'Wuert zréck un d'Madamm Finanzministesch.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci. Ech hunn Iech ganz gutt nogelauschert, alleguerten de Propositionen, déi och hei gemaacht gi sinn. Ech mengen, mir huelen eis déi néideg Zäit an der Regierung, mee och am Dialog mat de Partnere fir ze kucken, wat elo, wann nach Mesurë gebraucht ginn, déi richtig Mesurë sinn. Mir maachen dat elo net hei de Mëtteg an der Chamber, mee mir bleiwen do responsible am Dialog an huelen d'Decisiounen sou séier, wéi se dann och néideg sinn.

Mee dat ...

(Interruption)

Mme Octavie Modert (CSV) | Jo. Mee elo mol ouni d'Chamber.

M. Laurent Mosar (CSV) | Ouni d'Chamber!

Une voix | Très bien!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Wéi?

M. Laurent Mosar (CSV) | Ouni d'Chamber!

Mme Octavie Modert (CSV) | Dialog, awer ouni d'Chamber ...

(Interruption)

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Dat hunn ech ... Dat hunn ech net gesot.

Mme Octavie Modert (CSV) | Dir hutt dat grad gesot.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Neen, dat hunn ech elo net gesot, am Dialog mat alleguerten deenen, déi concernéiert sinn, dofir hunn ech Iech och ganz gutt nogelauschert.

M. Dan Kersch (LSAP) | Wat maache mer dann hei?

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech mengen, mir dierfen awer trotzdem net vergiessen, dass hei schon e ganze Koup Mesurë geholl gi sinn an dass och de Crédit d'impôt, dee mer och laang mat der Chamber diskutéiert hunn, deenen am ländleche Raum zegutt kënnt, deene Leit, déi et wierklech brauchen. Ech mengen, dat ass eng Mesure, déi extreem wichteg ass an déi wierklech fir déi Leit ass, déi am meeschten ënnert der Situatioun hei leiden.

Mir hunn och vun der Allocation de vie chère geschwat. Ech mengen, dat ass och eng ganz wichteg Mesure, wou vill Leit kënnen dovunner profitéieren, deenen et wierklech net gutt geet. Ech hunn och héieren, dass do nach e Kommunikatiounseffort ze maachen wier, och dat hunn ech notéiert a wäert ech weiderginn.

A fir de Rescht, mengen ech, ass et elo haut zu dësem Zäitpunkt fir mech a fir d'Regierung net de Moment, fir eng Decisioun ze huelen, mee mir huelen d'Decisiounen am Interêt vun de Leit sou séier, wéi et geet, a wann de richtige Moment ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Energieminister Claude Turmes.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Gudde Mëtteg. Ech wollt vläicht nach e puer Wuert soen och zu deem, wat mer als 27 Energieministere gëschter Mëtteg diskutéiert hunn, wou mer e Huis clos haten, wou mer och nach eng Kéier d'Situatioun gekuckt hu vum Pétrolsmarché an och vum Gasmarché.

Wann ech mam Pétrolsmarché ufänken: De Pétrolsmarché ass e Weltmarché. Dee Weltmarché ass héich am Präis, well d'Demande elo souguer licht iwwert dem Niveau ass vu viru Covid. Dat huet natierlech domat ze dinn, dass d'Wirtschaft erëm iwwerall gutt ugesprongen ass. A soulaang wéi déi Demande esou héich ass, wäert de Präis och héich bleiwen.

An dat eenzegt, wat een dergéint ka maachen, ass, dass ee géif op der Säit vum Konsum Moosnamen huelen am grouse Stil, fir d'Demande ze senken. Ech hunn där selwer an d'Gespréich bruecht op Basis vun den Dokumenter, déi d'International Energy Agency zu Paräis gemaach huet, de Fatih Birol. Déi Moosnamen, déi wierklech eppes géife bréngen, dat wieren: kollektiv a ganz Europa Geschwindegkeetsreduktioun op den Autobunnen, kollektiv a ganz Europa zwee Deeg Homeoffice. Déi zwou Mesuren eleng, dat ass eng Millioun Barrel. Eng Millioun Barrel!

An de Präis ass elo haut – ech mengen, dat huet d'Madamm Hemmen gesot – licht iwwer 100. Dir musst awer wëssen, dass et nach zwee Facteure gëtt, déi ...

M. André Bauler (DP) | 110.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Gelifft?

M. André Bauler (DP) | 110!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | 110, maja.

Et sinn nach zwee Facteuren, déi elo déi nächst Méint kënnen spillen. Dat eent ass: De Pétrolsverbrauch

a China ass ënnert deem, wéi en normal ass, well a China nach ganz vill Leit am Covid-Lockdown sinn. An dat anert ass, dass elo eigentlech an Amerika eréischt d'Driving Season kënn – dat ass, wann d'Amikaner an d'Vekanz ginn –, an do geet de Pétrolskonsument um Weltniveau ëm bal méi wéi 1 Millioun Barrel an d'Luucht. An déi Barrel gëtt et net um Weltmarché. Dat heescht, d'Situatioun wäert sech och déi nächst Méint net entspannen.

Wat awer wichteg ass, an, ech mengen, dat ass vun der Madamm Hemmen, vum Här Hahn, vum Här Benoy, och vun der Madamm Finanzministesch gesot ginn: Kommt, mir maachen awer elo hei net – an dat stéiert mech awer e bëssen, Här Roth –, wéi wa mer net kollektiv ganz vill Aktiounen gemaach hätten. Mir haten en Energiedéisch. Do hu mer d'Allocation de vie chère eropgesat; mir hu se méi breet gemaach. Mir hunn d'Gasclienten entlaascht ëm eng Zomm, déi dräistelleng ass. Mir hunn de Stroumpriis eropgesat. Duerno hu mer eng Tripartite gemaach, wou mer och e Crédit d'impôt grad fir déi Leit, déi manner Akommen hunn, gemaach hunn. An ech fannen et schon e bëssen erstaunlech, dass dann hei gemaach gëtt, wéi wann all déi dote Moosnamen net geholl gi wieren. Kommt, mir sinn doch emol éierlech! Mir hu ganz déif an d'Täsch gegruff. Dat kascht eis jo awer méi ..., also 500 Milliounen, dat alles. An dat maache mer, fir de Lëtzebuerger an de Lëtzebuergerinnen, awer och de Leit, déi iwwert d'Grenz bei eis schaffe kommen, cibléiert ze hëllefen. An dat ass jo een Deel.

An deem aneren Deel ass, dass mer e Klimabonus-Programm hunn. Ech mengen, e puer vun den Deputéierten waren elo eng Kéier bei der Klima-Agence, ech mengen, ech hoffen, dass ech Tech do iwwerzeegen konnt, dass mer dat ganz professionell ugin. Mir hunn nach ni mat esou enger Kraaft an esou ville Leit och zu Lëtzebuerg gehollef, fir eebe vu fossiller Ofhängegkeet an der Mobilitéit eriwuerzkommen op Elektresch; an den Haiser: d'Haiser ze isoléieren, Fotovoltaikanlagen. Also ech mengen, mir maachen och do alles, fir déi Ofhängegkeet an de Grëff ze kréien. An dat Lescht: Mir reguléieren eis Tankstellen. An ech weess net, ob Der dat elo e bësse verstanen hutt déi lescht Wochen: Firwat war Däitschland esou schlecht drun? Ma well se kee Maximalpriis hunn. Well an Däitschland Schmu gemaach ginn ass op den Tankstellen. Zu Lëtzebuerg gëtt et kee Schmu op den Tankstellen, well mir dat iwwer Gesetz reguléiert hunn. An dat ass ee vun eise kompetitive Virdeeler.

Da vläicht nach e Wuert zum Gas. An hei ass d'Fro opkomm, firwat ech gëscht opgeruff hunn, dass mer elo Gas solle spueren. Wat ass d'Situatioun? D'Situatioun ass, dass, nodeem d'Gazprom ugefaangen hat, Bulgarien ofzespären, Finnland ofzespären, ech mengen, dat war nach relativ wäit ewech vun eis ..., mee d'lescht Woch huet d'Gazprom ugefaangen, Däitschland net méi esou ze beliwwere wéi virdu.

A wat heescht dat? Dat heescht, dass d'Waff vum Gas am Här Putin senger Hand elo och a Westeuropa genotzt gëtt. A wat kënnen mer maachen? Wat ass eis Äntwert? Eis Äntwert ass, an dat hu mer gëscht och elo final decidéiert, dass mer d'Gasspäicher an Europa reegelen. Déi mussen am November zu 90 % gefüllt sinn. Dat hu mer gëscht elo final als europäesch Gesetzgebung decidéiert.

Mee fir dass d'Gasspäicher am November zu 90 % gefüllt sinn, muss ech awer Gas hunn, fir dran ze maachen. A wa Russland elo erofgeet op null, dann hu mer Krämpes, fir eis Gasspäicheren ze fëllen. An ech wëll Tech elo hei net am Detail erklären, wat dat heescht, wann d'Gasspäicher net gefüllt sinn dese Wanter, well da si mer extrem vulnerabel. Extrem vulnerabel!

An duerfir ass all Kilowattstonn Gas, déi elo ab sofort gespuert gëtt, eng Kilowattstonn Gas, déi kann an d'Gasspäicher goen. An déi Gasspäicher sinn eis beschten Assurance, fir iwwert deen nächste Wanter ze kommen.

An duerfir ass et wichteg, dass mer elo kollektiv do aktiv ginn. Natierlech all eenzelen. Mee dat, wat mech freet, ech hat ..., de Moment si mer amgaang, den Tour ze maache mam Klimabonus an de Gemengen. D'Gemeng Schëffleng, d'Gemeng Schëtter, d'Gemeng Wëntger hu virbildlech Programmer an hire Gebaier a spueren 15 %, 18 %, 20 % vun hirem Gas a Masutt einfach nëmmen doduerch, dass se Reegellungen agebaut hunn an dass se ee Mann an hirem Service technique hunn, deen duerno kuckt.

Mir hu bei der Post en Datazenter, deen huet seng Temperatur vun 18 op 20 eropgesat. 20 % Energie agespuert! A mir si mat der Fedil amgaang, mir hunn de Questionnaire gemaach. Mir kucken elo an alle groussen Industrien, wéi mer do weiderkommen. An ech mengen, et ass esou, wéi mer mussen äntweren op den Här Putin: zesummen an Europa an zesummen hei zu Lëtzebuerg.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Turmes. Dann direkt Parole après ministre fir den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo. Merci, Här President. Et ass u sech eng Fro un de Minister, well de Minister huet gesot, dass mer alleguerter sollte Gas spueren a virun allem och kee Gas méi sollte verwenden. Do ass haut eng Äntwert op eng Question parlementaire vu mengem Kolleeg, dem Marc Goergen, komm, wou de Staat eis selwer gesot huet, dass zënter 2016 1.100 abordable Wunnengen gebaut goufen, mee vun deenen 1.100 abordable Wunnengen der 52,9 % mat enger Gasheizung gebaut goufen. Wéi verbënnt de Minister béid Aussoen, mir sollte Gas spueren, a gläichzäiteg eng Regierung, déi awer déi lescht sechs Joer zumindest massiv an den abordable Wunnengen nach Gasheizung verbaut huet?

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Ech fueren do direkt virun, well eng ginn nach weider. Mir hunn nämlech elo och eng Question parlementaire gestallt zu deem do Theema. Well déi nei, déi elo amgaang sinn, gebaut ze ginn, déi nach net fäerdeg sinn, déi ginn och nach ëmmer mat Gasheizung gebaut, déi abordable Wunnhaiser. Dat ka jo awer net sinn! Och wann d'Gesetz eréischt 2023 a Kraaft trëtt, dass da keng méi dierfe gebaut ginn, misst de Staat jo awer onbedéngt hei mam gudden Beispill virgoen. A grad an deenen doten Haiser misst mer jo en aneren Heizsystem ewéi de Gas fannen a promovéieren. Dat ass fir eis och net ganz, ganz kloer.

An ech hat iwwerens net gesot, et wär komesch, ...

(*Interruption*)

... dass Dir géift opruffen, mee ech fannen dat ganz richtig. Mee et ass just e bësse komesch, dass dat elo am Summer kënn. Do misst ee scho Campagné maachen, mengen ech, och fir de Leit ze soen, wéi se genau kënnen Gas aspueren, wa se awer nach ëmmer eng Gasheizung hunn.

An dann déi aner Saach, déi ech awer wollt soen, déi ech och ganz luewenswäert fannen, ass, dass Dir hanner zouenen Dieren zum Schluss komm sidd, dass Vitesslimitatiounen missten agefouert ginn. Hei an deem héijen Haus hunn déi Lénk dat virun e puer Méint

gefuert mat Ärem Kolleeg, dem Transportminister. Mir sinn hei quasi ausgelacht gi vun der Tribün aus, wéi wa mir se net méi all hätten, dat anzefuerderen, an dat géif guer näischt bréngen an dat wiere falsch Sécherheeten an esou weider an esou fort. Mir hunn do Tempolimitte souwuel op der Autobunn wéi op anere Stroosse gefuert. Mir hunn och autofräi Sondeger gefuert, wat ee kéint maachen. Elo kommt Dir mat där Iddi. Mir fannen dat ganz, ganz wichteg. Mee schwätzt awer vläicht och emol mat Ärem anere gréngen Minister. Vläch gitt Der Iech dann och eens a mir komme vläicht och emol hei am Land méi séier virun.

An da wier et och vläicht gutt, einfach der Oppositioun mol nozelauschten an, wa se sou Iddien huet, dat net direkt an d'Lächerlecht ze zéien.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Dann nach Parole après ministre fir den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. Et sinn och éischer nach Froen un den Här Minister wéi elo Parole après ministre.

Den Här Minister huet eis gesot, hien hätt eng Rei vu Moosnamen op der Reunioun vun den europäesche Ministere gëscht an d'Gespréich bruecht. Do wär dat éischt d'Geschwindekeetsreduktiounen op den Autobunnen. Ech wollt den Här Minister froen, wat e genau proposéiert huet a wéi d'Reaktiounen vun deene Ministere waren, déi am Abléck keng Limitatiounen op hirem Autobunnsnetz hunn, éischer eng Recommendation, wéi wäit do d'Diskussioun komm ass.

Déi zweet Proposition, déi den Här Minister an d'Gespréich bruecht huet, ass: Zweek Deeg Aarbecht doheim an der Woch. Do wollt ech och froen, ob dat hei an der Regierung ofgeschwat war, well mir hu jo eng Diskussioun hei am Land, dass eigentlech do kee richteg Kader besteet. Dat heescht, wat seet den Här Aarbechtsminister dozou? Wat seet d'Madamm Finanzminister dozou? Ass do geschwat ginn iwwer en europäesche Kader fir d'Aarbecht doheim oder wéi huet den Här Minister dat presentéiert?

Déi drëtt Fro: Bis elo huet den Här Minister, wann et ëm alternativ Energie gaangen ass, jo ëmmer gesot, de Gas wär de Backup. Bon, dat ass elo warscheinlech net méi esou einfach. Et ass och éischer esou, dass mer an enger ganzer Rei vu Staate gesinn, dass d'Kuelekraaftwierker erëm ugeworf ginn, fir den Energiekonsum awer iergendwéi kënnen ze bedéngen. Do wollt ech den Här Minister froen: Wat ass den ekologeschen Impakt vun där Entwécklung an d'Konsequenz op d'Klimaziler, am Horizont 2030, vun där Entwécklung, wéi mer se elo gesinn?

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An elo géif ech d'Wuert zrëckginn un den Här Energieminister Claude Turmes.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Fir d'éischt dem Här Clement seng Fro. Also, ech mengen, d'Situatioun, also de Stellwäert vum Gas, deen ass en anere säit, géif ech soen, e puer Méint. De Gas ass effektiv laang gesi ginn, nieft den erneierbaren Energien an der Energieeffizienz, als quasi esou eng Transitioun. An dass d'SNHBM, obwuel d'Gesetz et net verbueden huet, Gas ze maachen, quasi 50 % vun hire Gebaier ouni Gas gemaach huet, weist jo awer schon, dass se iwwert d'Gesetz erausgaangen ass. An ech mengen, et ass relativ evident, dass d'SNHBM, sou wéi all déi aner Leit zu Lëtzebuerg an och d'Investoren, sech elo un d'Gesetz hale mussen.

Ech mengen, mir hunn dat strengst Gesetz a ganz Europa, wat nei Gebaier ubelaangt. An dat brauche mer och an et ass grad an dësen Zäiten nach méi richtig. An ech mengen, dat ass jo da schonn deelweis och op eng Fro vun der Madamm Cecchetti geäntwert.

Mat de Campagnen ass et esou: Mir sinn amgaang, eng Campagne virzebereeden, mee déi wollte mer am Hierscht lancéieren, wann d'Leit erëm ufänken, hir Heizungen unzemaachen, well mer mengen, dass dat ee Moment ass, wou och méi Opmierksamkeet bei de Leit do ass. A mir schaffen och ganz enk mat den Handwierker zesummen, fir dass mer do eppes hikréien, dass d'Heizunge gutt agestallt ginn. An ech mengen, dass dat dee richtege Moment ass, fir dann och geziilt Informatiounen ënnert d'Leit ze bréngen.

Mee et ass kloer, wa mer wëllen, dass d'Leit eppes maachen, da muss de Staat eppes maachen. Dat heescht, mir sinn och amgaang ze kucken: Wat kann an de Staatsgebaier geschéien? Mir sinn amgaang ze kucken, iwwert d'Klimabündnis: Wat kënne mer mat de Gemenge maachen? An ech hu schonn erwänt, dass mer mat der Fedil zesummeschaffen. Ech hunn och elo sämtlech Wärmenetzbedreiwler ugeschriwwen, déi eng fir ze froen: Kënnst Der net méi Holzhack maachen? An et sinn der och, déi nach d'Méiglechkeet hunn, erëm eriwwer op Heizueleg ze goen. Dat heescht, mir probéieren, bis den Hierscht eppes Kohärentes ze hunn, wat all Mënsch hei zu Lëtzebuerg zesumme motivéiert, fir eeben dann a Richtung Spueren ze goen.

Zu der Vitesslimitatioun: Ech hunn ni gefuerdert, dass Lëtzebuerg soll op den Autobunne seng Vitess reduzéieren, well dat fir de Weltpëtrolspräis näischt bréngt. Dir musst, fir dass dat eppes bréngt, eng Masse critique hunn. An duerfir mécht déi Moossnam nëmme Sënn, wa se wierklech a ganz Europa gemaach gëtt.

An ech war selwer, Madamm Cecchetti, derbäi, wéi den Här Bausch mat Iech an och mat Ärer zweeter Deputéierter eng Diskussioun hat iwwert d'Tempolimit. Mee do ass et virun allem och ëm d'Zon 30 gaang. An ech mengen, dat, wat den Här Bausch gesot huet, ass awer net falsch. Wann s du eng Strooss hues, déi riicht ass, da kanns du eventuell virschreiwen: „Hei ass Zon 30!“, mee et bleift awer geféierlech, well et näischt gëtt, wat den Autofuerer dorun erënnert. An natierlech hat den Här Bausch, mengen ech, am selwechte Wuert och gesot, dass en amgaang wier, mat sengem Ministère an och mat de Gemengen, déi eng Zon 30 ufroen, fir eeben an déi Richtung ze goen, ze kucken, dass dann och an engems baulech Moossname geholl ginn.

Den Här Kartheiser. Also, ech hunn dat gëschter elo nach eng Kéier opgeworf. D'Kommissioun kënnt mat engem neien Dokument den hallwe Juli. Ob elo déi aner Länner dat esou gesi wéi ech, dat gesinn ech dann. Ech kann Iech just soen: De Fatih Birol ass ee vun den op der Welt unerkannt sten Experte bei der International Energy Agency, an dee Mann seet: „Wann Dir net mat der Demande erfrogt an der westlecher Welt, da kënnt Der net erwaarden, dass de Präis fällt!“ An ech mengen, dat ass einfach eng batter Realitéit.

Et ass net einfach, esou eng Campagne ze organiséieren, mee ech mengen, wa mer wierklech wëllen en Impakt hunn op de Weltpëtrolspräis no ënnen, da muss mer d'Demande senken, well bei der Offer hutt Der ganz vill geopolitesch Komplikatoune. Dir hutt d'OPEC, déi net wëllt, Dir hutt d'Iran-Verhandlungen, déi och am Stocke sinn, an esou weider an esou weider, soudass mer mussen bei der Demande agéieren.

Déi Saach mam Tempolimit an dann eeben zwee Deeg vun doheem aus schaffen – firwat mécht et Sënn, dass mir als Lëtzebuerg dat zu Bréssel froen? Majo, wa mer eng Decisioun kréichen, dass dat a ganz Europa wier, da wiere mir eisem Problem lass, dass mer eis Accorden net hu mat den Nopeschlänner. Wann dat esou wier, wier dat jo eng temporär exceptionnel Moossnam. A wann déi géif zu Bréssel decidéiert ginn, da gesinn ech jo awer net Däitschland a Frankräich an d'Belsch zu eis soen: „Mir hunn zwar elo opgeruff, fir zwee Deeg Homeoffice ze maachen, mee mir bestrofen awer all déi Frontalieren, déi op Lëtzebuerg schaffe ginn a mir toleréieren deenen nëmme een Dag.“ Dat heescht, dat ass an där Hissicht ganz kohärent, fir esou eng Fuerderung op deem Niveau ze maachen, wou et am meeschte Sënn mécht.

An da war gëschter och den Här Habeck do. Ech hunn och méi laang mat him geschwat. Dir kënnt Iech virstellen, dass et fir klimamotivéiert Politiker net einfach ass ze soen: „An där extremer Situatioun, fir d'Gasspäicheren ze fëllen, muss ech elo souguer Kuelekraaftwierker erëm asetzen, fir Gaskraaftwierker ze spueren (veuillez lire: fir Gas ze spueren).“ Mee wat den Här Habeck awer och an engems versprach huet, dat ass, dass en déi Méiemiounen, déi Däitschland elo 2023, 2024 oder 2022, 2023 an 2024 eventuell wäert hunn, duerno iwwerkompenséiert. Dat heescht, Däitschland gëtt sech e Budget climat a wäert elo liicht iwwert deem Budget sinn a wäert, well se elo och vill méi schnell hir erneierbar Energien ausbauen, dann an de Joren 2026, 2027, 2028 d'Méiglechkeet hunn, do drënner ze sinn.

An dat ass och an där schwiereger Zäit, an där mer elo sinn, déi grouss Opportunitéit, dat hunn ech gëschter gespuert, och bei den osteuropäeschen Energieministern. D'Volontéit, fir fortzekomme vun de fossilen Energien, déi ass esou grouss, wéi se nach ni war. Dat heescht, dass den Tempo fir Erneierbarer a fir Energieeffizienz a fir et zesummeschaffen an Europa, besser ass. An duerfir sinn ech awer e Stéck wäit optimistescher.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Dann huet nach den Här Kaes d'Wuert gefrot.

M. Aly Kaes (CSV) | Jo. Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, am Kader vun Ären Ausféierungen iwwert d'Spuere vu Gas, well jo bekanntlech zougédreit gëtt, ëmmer méi zougédreit gëtt, hutt Der gesot, datt a sech awer d'Stéit protegéiert wieren. An Dir hutt gesot, d'Industrie, déi géif net dorënner falen. Et géif eng berüumte Lëscht bestoen. Ech wollt a sech d'Fro stellen: Wéi ass et da mat deene Betreiber, déi an der Liewensmëttelproduktioun täteg sinn an déi och Energie brauchen an, ënner anerem, och Gas brauchen? Wéi sinn déi protegéiert? Ob déi dann ënnert déi protegéiert falen oder ënnert déi net protegéiert. Do wier et awer gutt, wa mer do méi Kloerheet hätten.

An da wollt ech awer soen, Här Minister, ech ënnerstëtzen absolutt d'Gemengen, déi Efforte maachen, fir de Masutt ze reduzéieren. Wann een awer schonn eng ganz Rei Heizungen huet als Gemeng, wou iwwerhaapt kee Masutt méi benotzt gëtt, dann ass et schwéier, de Masutt ze reduzéieren. Dat muss een awer och ganz kloer soen.

Merci.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Wann ech virduro Schëffleng a Schëtter a Wëntger genannt hunn, hätt ech eigentlech och nach missen d'Gemeng Tandel nennen, well déi eigentlech nach e Schrack

méi wäit ass, well se schonn de Gros vun hire Gebaier einfach ...

Une voix | A!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | ... op net ...

Plusieurs voix | A!

M. Aly Kaes (CSV) | A!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Aly, du bass dee Beschten, mir wëssen et all!

(Hilarité et brouhaha)

Vläicht dann nach zu där Fro. Merci nach eng Kéier, dass De déi gestallt hues, well ech mengen, dass dat och wichtig ass, dass mer dat ënnert d'Leit bréngen. Et gëtt Lëtzebuergeser Gesetz, et gëtt en EU-Gesetz, an déi si ganz kloer: D'Haushaltsclintien a sämtlech Infrastrukture wéi Klinicken, Altersheimer a sou weider si sougenannte „protected consumers“, geschützt Consommateuren. An déi ginn als aller-, allerlescht ofgeschalt. An ech ginn och net dervun aus, dass mer déi jee mussen ofschalten. Déi, déi net geschützt sinn, dat sinn industriell Clienten.

Gutt. An dann, dat ass eng ganz schwéier Diskussioun, hu mir natierlech eng Lëscht, wéi ee misst ofspären. Dat ass déi schwéier Diskussioun. Du sees elo: „Majo, deen dote Liewensmëttelproduzent, deen ass jo da méi wichtig wéi d'Arcelor.“ An da seet d'Arcelor: „Nee, nee, ech sinn awer méi wichtig wéi DuPont oder wéi Cerametal.“ Dat heescht, mir mussen oppassen, dass mer net an eng Diskussioun kommen, dass mer 100 Gasbetreiber hunn an dann op eemol ufänken ze jugéieren, wie méi wichtig ass. An duerfir waarden ech elo. Mir kréien en Dokument vun der Europäescher Kommissioun, wou mer Guidelines kréien, an da gesi mer besser an da wäerte mer kucken, wéi mer dat am beschte kënne maachen.

An nach ëmmer, wa mer kollektiv alleguerten elo spueren, wa mer kollektiv déi Efforte maachen, och op EU-Niveau – a mir hunn eng gemeinsam Gasplattform, wou mer och elo an d'Welt eraus Gas kafe ginn –, wann dat eis geléngt, wann et eis geléngt, d'Gasspäicheren ze fëllen, da brauche mer net ofzespären. An ech mengen, dorop schaffe mer natierlech hin. Mee dat geléngt eis nëmme, wa mer och Gas spueren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister.

Motion 1

Fir dese Punkt ofzeschléissen, mussen mer nach iwwert d'Motioun vun der ADR-Sensibilitéit ofstëmmen. Wëllt nach een d'Wuert zu deser Motioun ergräifen? Den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President, obschonn ech mengen, dass den Här Roth sech vläicht eng Sekonn méi séier gemellt hat.

Mir hunn hei am éischten Tiret stoen, dass déi Reduktioun vu 7,5 Cent um Liter den 31. ausleeft. Dat sinn nach ronn fënnf Wochen, do hu mer, mengen ech, nach Zäit, fir wierklech ze kucken, wéi d'Evolution op de Marchéen ass. Dir wësst, dass dat jo eng Reduktioun ass, déi iwwer Règlement grand-ducal beschloss ginn ass an net iwwer e Gesetz, wat mer hei gestëmmt hunn. Dofir géif ech mengen, mir sollten dat doten am A behalen.

Am zweeten Tiret steet erëm eng Kéier d'CO₂-Steier bei der ADR zur Diskussioun. Ech muss soen, bei eis, bei der Demokratescher Partei, an ech mengen, och bei de Kollegeen, hei op deser Säit op alle Fall, steet

d'CO₂-Steier net zur Dispositioun, an dofir kënnen mer natierlech mat dësem Tiret net averstane sinn.

Da wëll ech awer och nach eng Kéier drop hiweisen, dass eng ganz Rei Saachen trotzdeem gemaach gi sinn, an et ass virdrun ernimmt ginn, um Niveau vum Gasreseau, um Niveau vum Elektreschen. Ech schwätzen och iwwert de Crédit d'impôt énergie, deen elo geschwé wäert an d'Spill kommen an dee grad deene Stéit zeguttkënnt, déi et, mengen ech, am meeschte brauchen, soubal wéi déi nächst Indextranche erfält. Et ass awer ëmmerhin esou, datt mer d'lescht Woch zesummen hei mat enger ganz grousser Majoritéit 530 Milliounen Euro an de Grapp geholl hunn, cash an d'Täsch, steierfräi, fir de Leit an dëser schwiereger Zäit ze hëllefen, hir Energiekäschten ze stemmen.

Ech mengen, 530 Milliounen, dat ass jo awer net näischt. Ech erënneren och nach eng Kéier un déi Mesuren, déi geholl gi sinn um Energiedesch, fir grad deene klenge Leit ze hëllefen, d'Allocation de vie chère, déi méi breet opgemaach ginn ass. An natierlech muss mer allegueren zesumme kucken – an de Kolleg André Bauler an ech, mir maachen dat, mir zwee maachen dat all Dag, well mer d'Evolutioun vum Brent verfollegen –, wéi dat an d'Luucht geet a wéi dat natierlech och Repercussiounen op der Pompel huet. An dat kënnen heiansdo minimal Repercussioune si wéi déi, déi mer gëschter matkritt hunn, vun, mengen ech, 4 Cent, nee, 0,4 Cent um Diesel. Dat sinn heiansdo minimal Variatiounen, et kënnen awer och heiansdo méi grouss Variatiounen sinn. Mee ech mengen, d'Aufgab vun der Politik ass am Moment, d'Evolutioun am Bléck ze halen.

De Klimaschutz muss natierlech weider eng Prioritéit sinn. Do muss mer weider Suen an de Grapp huelen. Do muss mer weider dran investéieren, fir weider méi onofhängeg ze gi vun de fossillen Energien. Dat, mengen ech, ass dee Wee, dee mer müssen allegueren zesumme weidergoen.

Déi Motioun vun der ADR hei dréit deem Wee, dee mir bereet si matzegoen, net Rechnung. An dofir géif ech de Kollege vun der DP-Fraktioun proposéieren, déi Motioun hei net matzedroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Baum. Dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. Ech kann dat kuerz maachen. Mat der Proposition, fir déi 7,5 Cent um Liter iwwert den 31. Juli weiderzeféieren, do si mir als CSV d'accord. Mir hunn dat do och proposéiert.

Den zweete Punkt, d'CO₂-Steier, do si mir der Meenung, dass een dat ka bis den 31. Dezember dëst Joer maachen, well mer gesot hunn: „à situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles.“ Mee doriwwer eraus wëlle mir de Prinzipp vun der CO₂-Steier net oppginn.

De superreduzéierten TVA-Saz vun 3 % op d'Energieproduiten ze applizéieren geet menger Usicht no net mat dem EU-Recht, duerfir kënnen mer dat net matdroen.

D'Steieren esou unzepassen, dass d'Brennstoffpräisser fir ze tanken zu Lëtzebuerg ëmmer ënnert dem niddregste Wäert vun eisen Nopeschlänner leien, do soe mir: Mir sollen dat net aus den Ae verléieren, dee Verloscht, dee budgetär entsteet, wa mir dauerhaft méi deier Sprittpräisser hu wéi an Däitschland an an der Belsch. A Frankräich, mengen ech, ass et net esou. Ech soen dat ganz kloer. Do kënn Der soen: „Dat do, dat ass Populismus!“ Et ass kee Populismus!

Well da musst Der och soen: Wéi verzichte mer op déi Milliard? Mir sinn eeben esou gestréckt, wéi mer gestréckt sinn. An dat ass elo einfach eng pragmatesch, keng ideologesch Léisung.

Ech kann Iech och soen: Jo, mir sinn och fir d'Aspuere vun CO₂. Oder als Vollekspartei soe mer: De Budget vun dem Staat, dee muss an dësen Zäiten och do sinn, fir dass en opgeet. An duerfir soen ech da ganz kloer: Jo, et ass unzestriewen, dass mir dauerhaft méi niddreg Sprittpräisser hu wéi eis Nopeschlänner. Ech soen dat kloer, och wann dat net jiddwerengem gefält. Dat weess ech.

An dann dee leschte Punkt: d'Kilometerpauschal zukünftig automatesch ze indexéieren. Dir wësst, dass mer am Februar proposéiert haten, d'Kilometerpauschal an d'Kilometergeld an d'Luucht ze setzen, well d'Kilometerpauschal, déi ass zënter 1990 net méi an d'Luucht gesat ginn, se ass just eng Kéier an Euro ëmgewandelt ginn. A mir haten deemools ausge-rechent, wann een d'Kilometerpauschal, déi de Moment 99 Euro de Kilometer ass, pro Joer, wann een déi géif indexberengegen, da géif een op 175 Euro kommen. 175 Euro! Dat wier e Steierausfall vun 300 Milliounen wann een dat géif maachen.

Duerfir hate mir proposéiert, dat op 125 Euro pro Kilometer eropzesetzen. Elo sot Der: „Dat ass och nach ze vill!“ Ech erënneren awer nach eng Kéier drun, ech hu fonnt, an ech si jo net ëmmer mat dem Här Keup d'accord, mee en huet eppes gesot, wat mir och virdrun ënnerstrach haten: „D'Lëtzebuerg sinn net déi, déi mat Gilet-jaunen direkt op d'Strooss lafen.“

Mee Dir sidd jo iwwer Nationalfeierdag, iwwerall do, wou Der Selfië geschoss hutt an ech weess net Gott wat, mat ville Leit a Kontakt komm. An dat waren net nëmme Mindestlounbezéier. Et ware Leit, déi duerch d'Bänk méi wéi zwee- oder dräimol de Mindestloun verdéngen. Mee déi Leit, déi keimen och mat de Präisser. Wann déi zwee Kanner hunn ... Ech hunn Iech virdrun d'Beispill gi vun enger Haushaltsversicherung. Déi ass bei eis, bei engem Haus, ëm 400 Euro méi deier wéi d'lescht Joer, an et ass kee Sinister bäikomm. Dat ass eleng doduerch geschitt a geschëlt dem Fait, dass duerch d'Kalamitéiten, déi am Juli waren – d'Iwwerschwemmungen –, d'Tariffer ugepasst gi sinn. An dat ass net bei mir eleng de Fall, dat ass bei Iech de Fall an et ass och bei anere Leit esou, déi ech dat gefrot hunn. Dat sinn duerch d'Bänk 15 % bis 16 %.

Dat sinn alles Chifferen, déi op d'Familljen duerkommen. Mir hu jo och de Pak, de Steierpak oder den Energiepak, gestëmmt, de Solidaritéitspak. Deen hu mir matgestëmmt. Mee ech soen awer ganz éierlech, ech hunn Iech dat Beispill ginn, wat eleng de Sprit méi deier ass fir een, deen all Dag 80 Kilometer fiert. An dat ass net een, deen zu Clief wunnt ...

(Interruption par M. Claude Turmes)

Gelif?

(Interruption par M. Claude Turmes)

Mme Martine Hansen (CSV) | Also ...!

M. Gilles Roth (CSV) | Also, Här Turmes, ech wier frou, wann Der eis eng Kéier géift den Duerchschnittsverbrauch vun deem Auto ...

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Ech hunn en do.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo. An ech mengen, Ären Auto, wann en dann net eleng mat Elektresch fiert, ...

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Dee fiert vollelektresch.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, jo. Dir hutt elo nach en aneren, an et sinn aner Ministeren, hunn ech mer soe gelooss, déi hätte souguer zwéin Autoen a si hätte gefrot, fir ze Esch nach Borne gesat ze kréien an hirer Strooss, fir déi kënnen elektresch ze lueden. Bon. Dat ass Är Approche.

Ech sinn der Meenung, dass d'Bornen do si fir jiddwereen an dass net ee privativ déi sollt installéiert kréien. Ech mengen, déi Staatsautoen, déi nach mat dem Bensinn rullen, déi rulle fir méi wéi 8 Liter op 100 km.

Duerfir, mir hunn eng Sympathie, ...

(Interruption)

... mir hunn eng Sympathie, fir d'Kilometerpauschal no uewen unzepassen an och deementspreechend dann ze reindexéieren.

Mee mat deenen zwee Punkten, d'CO₂-Steier iwwert den 1. Januar 2023 grad wéi den TVA-Saz op 3 % – well dat net geet –, kënnen mer net d'accord sinn. An duerfir, wann d'ADR-Fraktioun dës Motioun zur Ofstëmmung bréngt, da géife mir eis als CSV enthalen, well mer mat dräi vu fënnf Proposen awer averstane sinn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Roth.

Da kënnen mer elo zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen an 21 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt (par M. André Bauler), André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary (par Mme Djuna Bernard), M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënn muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.09 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Contrats d'intérim	6450	Sven Clement, Marc Goergen	78	Application de la loi relative à la protection des animaux	6580	Chantal Gary	89
Nouvelle loi agricole	6467	Martine Hansen	79	Offres d'emploi de l'Administration des ponts et chaussées	6584	Jeff Engelen	89
Électromobilité	6522	Sven Clement, Marc Goergen	80	État unitaire en Europe	6585	Fernand Kartheiser	89
Parité euro et US dollar	6523	Mars Di Bartolomeo	81	Conflits d'intérêts des juges de la Cour européenne des droits de l'homme	6586	Fernand Kartheiser, Roy Reding	90
Reconnaissance des diplômes de pays tiers des professionnels de santé	6525	Carole Hartmann	81	Application de la loi relative à la protection des animaux	6593	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	90
Délai de dépôt de la déclaration de TVA	6540	Gilles Roth, Laurent Mosar	82	Élèves sans-papiers	6595	Fred Keup	91
Pénurie de logements locatifs sociaux	6543	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	82	Attachés de presse du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	6597	Roy Reding	91
Évolution du nombre de contrats de prêts	6545	Mars Di Bartolomeo	82	Travaux routiers sur la N7 à Bissen	6598	Claude Lamberty	91
Transports d'animaux	6547	Marc Goergen	83	Installation de centrales photovoltaïques	6599	Gilles Roth	92
Évaluation des compétences dans la formation professionnelle	6549	Myriam Cecchetti	83	Plaques d'immatriculation personnalisées	6603	Marc Goergen	92
Langues utilisées par les promoteurs publics	6551	Fred Keup	84	Trafic de plaques d'immatriculation personnalisées	6604	Marc Goergen	93
Offre vaccinale contre la variole du singe	6555	Josée Lorsché, Marc Hansen	85	Ancien régime de numéros de plaques	6605	Marc Goergen	94
Politique d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension	6556	Paul Galles	85	Limitation de l'acquisition d'immeubles par des « personnes à l'étranger »	6606	André Bauler	94
„Staark fir d'Liewen – prett fir däi Beruff“	6559	Martine Hansen	85	Cyberattaque sur le groupe Encevo	6607	Octavie Modert, Marc Spautz	95
Apposition de plaques commémoratives sur les monuments nationaux	6561	Fred Keup	86	Réduction de la TVA sur les installations photovoltaïques	6608	Marc Goergen	96
Pénurie de paracétamol	6569	Claude Wiseler, Martine Hansen	86	Repowering éolien	6609	Myriam Cecchetti	97
Télétravail des fonctionnaires et employés publics frontaliers	6570	Paul Galles, Marc Spautz	86	Négociations dans le cadre d'une éventuelle fusion entre la Société européenne des satellites et la compagnie américaine Intelsat	6612	Laurent Mosar	97
Financement public des associations œuvrant au respect des droits humains et du droit d'asile	6572	Paul Galles	87	Sanctions contre la Russie	6613	Fernand Kartheiser	98
Application de la loi relative à la protection des animaux	6573	Gusty Graas, André Bauler	88	Réforme de la politique agricole commune	6614	Marc Spautz	98
Augmentation des bénéficiaires des groupes pétroliers	6576	Mars Di Bartolomeo, Cécile Hemmen	88	Arrêt de bus « Rouscht-Luxlait » à Bissen	6615	Marc Goergen	98
				Feux de forêt	6621	Fernand Kartheiser	99

Contrats d'intérim | Question 6450 (06/07/2022) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

Op Interimskontrakter gëtt weiderhin a villen Entreprises a Secteuren zeréckgegraff. 2020 hu mir an der parlamentarescher Fro Nr. 4546 dorobber opmierksam gemaach, dass a konkreete Fäll Leit vun den Interimsmfirmen Wochekontrakter ugebuedé kréien amplaz CDDen oder CDiE, och wann ee Salaré fir déi nammlecht Funktioun agestallt ginn ass.

Sécherheetsmoossnamen op den Aarbechtsplaze ginn oft net agehalen, wéi een a Gesprächer mat Interimairë matkritt. Esou kréien eng Rëtsch Interimair vum hiren Interimsmfirma keng Schutzkleedung a keen Aarbechtsgeschier zur Verfügung gestallt.

An enger Äntwert vum Aarbechtsminister op d'parlamentaresch Fro Nr. 1903 ass en Tableau mat der Unzuel u Kontrolle vun Interimsmfirmen publizéiert ginn. Bei 53 autoriséierten Interimsmfirmen sinn 2019 nëmmen 11 Kontrollen duerchgeföhrt ginn.

An deem Zesammenhang wéilte mir de Ministere fir Aarbecht a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Interimskontrakter goufen, opgedeelt no Joer, an de Joren 2020 an 2021 ofgeschloss?

2. Wéi vill vun den Interimskontrakter hu jee weils eng Dauer ëmfaasst vu:

- manner wéi 1 Méint;
- 1 bis 2 Méint;
- 2 bis 6 Méint;
- 7 bis 12 Méint;
- méi wéi 12 Méint?

3. Op d'Fro Nr. 4546 huet de Minister am September 2021 geäntwert, dass de Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTÉ) mat de Sozialpartner u legislativen Upassungé vun der Interim-Gesetzgebung diskutéiert huet. Huet sech zënter leschtem Joer eppes an dësem Dossier gedoen?

4. Kann de Minister erklären, wéi d'Sécherheetskontrolle bei den Interimsmfirmen funktionéieren a wéi séchergestallt gëtt, dass all Interimair déi néideg Sécherheetskleedung a Geschier kritt?

5. Wéi eng Méiglechkeeten hunn Interimair, fir hir Rechter anzefuerderen, ouni de Risiko anzegoen,

dass de Patron hiren Interimskontrakt einfach auslaffe léisst?

6. Ënn 2019 huet den Aarbechtsministère eng Circulaire verschéckt un all d'Interimsmfirmen.

Kann de Minister preziséieren, wéi d'Unzuel u Kontrolle sech zënterhier, opgeléicht pro Joer, entwéckelt huet?

Réponse (29/08/2022) de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. Fir d'Joren 2020 an 2021 goufe folgend Interimskontrakter ofgeschloss:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Am Laf vun de Jore sinn dës Evoluitionen observéiert ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Am Joer 2020 ass et duerch d'Covid-19-Pandemie zu enger Baisse vun 21,1 % vun der Unzuel vun

Interimskontrakter komm. Am Joer 2021 huet sech den Interimsmarché erëm erholl an et koum zu enger Augmentatioun vu 16,9 % vun der Unzuel vun Interimskontrakter.

ad 2. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Bei der Dauer vum Kontrakt ass d'Verdeelung vun de Pourcentage par rapport zum Total, iwwert d'Jore gekuckt, stabel bliwwen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Aktuell gëtt et keen neie Moment par rapport zur Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4546 vum September 2021.

ad 4. Am Kader vun der Kontrolle vun den Interimsmatrimaen, iwwerpréift d'ITM, ob d'Reegele bezüglech den Aarbechtsbedéngungen an deene vun der Sécherheet an der Gesondheet op der Aarbecht respektéiert ginn.

Laut de Reegelen iwwert den Interim, ass d'Interimsmatrima zoustänneg fir d'Bezuele vum Salaire an d'Firma, déi d'Interimsmatrima benotzt, muss d'Reegele bezüglech den Aarbechtsbedéngungen an deene vun der Sécherheet- a Gesondheet op der Aarbecht respektéieren.

Falls während der Kontrolle bei de Matrimaen, déi Interimsmatrima benotzen, festgestallt gëtt, dass den Interimsmatrima net déi néideg Sécherheetskleeung a Geschier zur Verfügung gestallt kritt, gëtt dës Firma vun der ITM opgefuerdert, d'Reegele vun den Aarbechtsbedéngungen an deene vun der Sécherheet a Gesondheet op der Aarbecht ze respektéieren. Am anere Fall riskéiert dës Firma eng Geldstrof oder penal Strofen.

Wann déi éierewäert Deputéiert Informatiounen hunn iwwert Interimsmatrimaen, déi d'Gesetzgebung net respektéieren, esou biede mir si, dës Informatiounen an d'ITM weiderzeleeden, fir dass d'ITM eng Kontroll ka maachen.

ad 5. D'Interimsmatrima kënne hir Rechter um Aarbechtsgeriicht geltend maachen. Si kënne sech awer och un d'ITM wenden, fir dass eng Kontroll bei hirer Firma gemaach ka ginn. Am Kader vun dëser Kontrolle gëtt d'Firma den Numm vun Interimsmatrima net gewuer, esou dass dës kee Risiko ageet, wann hien esou eng Plainte mécht.

ad 6. Folgend Kontrolle goufen zanter 2019 bei Interimsmatrimaen gemaach:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Nouvelle loi agricole | Question 6467 (11/07/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

No der Virstellung vum neien Agrargesetz am Ministère stelle vill Baueren sech Froen iwwert hir Zukunft. Eisen Informatiounen no ass fir dat nächst Agrargesetz virgesinn, kengem Betrib vun iwwer 150 Mëlchekéi respektiv fënnef Aken am Véiberäich méi eng Baugeneemegung ze ginn. Och Bähillefe sollen et keng méi ginn.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung stellen:

1. Kann den Här Minister déi genannten Informatiounen confirméieren?

2. Kann den Här Minister déi wëssenschaftlech Basis a Begrënnung vun dëser Mesuren erklären an och beleeën?

3. Firwat ass d'Begrenzung op 150 Kéi respektiv op fënnef Aken am Véiberäich festgesat ginn? Erwaart den Här Minister hei net eng Intensifikatioun vun der Produktioun pro Kou bei esou enger Begrenzung?

4. Kann den Här Minister soen, ob een Énnerscheid gemaach gëtt, wa méi Famillje vun engem Betrib respektiv vun der Mëlchproduktioun liewen?

5. Kann den Här Minister weider confirméieren, datt Strofe virgesi fir Betriber iwwer fënnef Aken, déi no 2023 méi Véi hale wéi déi Jore virduer?

6. Firwat gëtt net alternativ d'Betribsentwécklung iwwert een objektive betribsspezifische Monitoring zum Beispill a Saache Fudderautonomie gekuckt?

7. Kann den Här Minister eis och matdeelen, wéi a wéini hie gedenkt, d'Lëtzebuerger Landwirtschaft iwwer déi uewe genannten Aschränkungen ze informéieren?

8. Kennt den Här Minister soss nach Secteuren an der Wirtschaft, wou de Betribswesstem gestoppt gëtt vun enger Gréisst vu fënnef Aken un?

Réponse (30/08/2022) de M. Claude Haagen, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Déi honorabel Madamm Deputéiert mécht an der Introductioun vun hire Froe Referenz op dat neit Agrargesetz. Als éischt ass dozou ze soen, dass ech de betreffende Projet de loi den 2. August 2022 an der Chamber deposéiert hunn. Ech ginn dovunner aus, dass déi honorabel Deputéiert bei hire Froen d'Artikelen 6 a 7 aus dësem Projet de loi viséiert. Zum bessere Verständnes hei déi besoten Artikelen mat de respektive Kommentaren zu deenen Artikelen, déi dem Projet de loi bäigefüügt sinn.

Art. 6. (1) Sont soumises à autorisation préalable du ministre :

1° l'augmentation du cheptel d'une exploitation agricole, lorsque la moyenne du nombre d'unités de travail annuel se rapportant à la production animale de l'exploitation des années 2020, 2021 et 2022 est supérieure à deux ;

2° la création d'une exploitation agricole, lorsque le cheptel qu'il est envisagé de détenir correspond à un nombre d'unités de travail annuel se rapportant à la production animale de l'exploitation supérieur à deux.

L'autorisation peut être refusée si les engagements de réduction des émissions d'ammoniac arrêtés à l'annexe II, tableau B, colonnes 1 et 2 de la directive (UE) 2016/2284 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques ne sont pas atteints.

(2) Aucune autorisation n'est accordée lorsque le nombre d'unités de travail annuel se rapportant à la production animale de l'exploitation est supérieur à cinq ou lorsque l'opération a pour effet de porter le nombre d'unités de travail annuel se rapportant à la production animale de l'exploitation à un nombre supérieur à cinq.

Art. 7. Lorsqu'il constate qu'un exploitant se trouve en infraction à l'article 6, le ministre met celui-ci en demeure de régulariser sa situation. Si, à l'expiration du délai imparti, l'exploitation se poursuit dans des conditions irrégulières, le ministre prononce à l'encontre de l'exploitant une sanction pécuniaire correspondant à 20.000 euros par unité de travail annuel se rapportant à la production animale dépassant le nombre autorisé. La sanction peut être reconduite annuellement aussi longtemps que l'intéressé n'a pas régularisé sa situation.

ad article 6

Le Luxembourg a souscrit à des cibles nationales de réduction d'émissions des polluants de l'air ainsi que des gaz à effet de serre.

L'article a la prétention de participer à la mise en œuvre du programme national de lutte contre la pollution atmosphérique.

Le cheptel animal ayant été identifié comme la principale source des émissions d'ammoniac du secteur agricole, le ministère a l'intention d'éviter un accroissement outre-mesure du cheptel animal. Ainsi, outre les aides mises à disposition pour l'engagement volontaire du secteur agricole visant une réduction des émissions d'ammoniac, le ministère désire compléter cette approche par les conditions définies dans l'article 3 :

– de soumettre à autorisation préalable du ministre toute augmentation de cheptel qui a pour effet de porter la production animale sur l'exploitation à plus de deux unités de travail annuel ; et

– de refuser une autorisation concernant une augmentation de cheptel qui a pour effet de porter la production animale sur l'exploitation à plus de cinq unités de travail annuel.

En outre de la réduction des émissions d'ammoniac, cette approche est présumée avoir aussi un effet positif quant à la réduction des émissions des gaz à effet de serre émanant du secteur agricole telle que détaillée au plan national intégré en matière d'énergie et de climat qui vise une diminution de 55 % des émissions nationales de gaz à effet de serre d'ici 2030.

Par analogie aux investissements en biens immeubles pour lesquels des limitations aux aides publiques sont fixées par rapport aux unités de travail annuel, l'article a également pour but de limiter la production animale par référence aux unités de travail annuel se rapportant à la production animale. L'unité de travail annuel calculée correspond à la prestation, mesurée en temps de travail d'une personne exerçant à temps plein une activité agricole dans une exploitation pendant une année. Ainsi le nombre d'unités de travail annuel se rapportant à la production animale est fonction du nombre de bétail présent sur l'exploitation pendant l'année en cause.

ad article 7

Cet article fixe les sanctions en cas de dépassement non autorisé du cheptel, soit :

Le fait, pour un exploitant, sans y avoir été autorisé, d'augmenter le cheptel d'une exploitation existante, d'augmenter le cheptel de l'exploitation de manière à ce que le nombre d'unités de travail se rapportant à la production animale soit supérieur à deux.

Le fait, pour un exploitant d'une exploitation nouvellement créée, sans y avoir été autorisé, de détenir un cheptel correspondant à un nombre d'unités de travail se rapportant à la production animale supérieur à deux.

Le fait, pour un exploitant d'une exploitation existante, d'augmenter le cheptel de l'exploitation de manière à ce que le nombre d'unités de travail se rapportant à la production animale soit supérieur à cinq.

Avant l'application de toute sanction pécuniaire, l'intéressé est mis en demeure de réduire le cheptel. S'il obtempère, il n'a pas à subir d'autres conséquences. Si l'exploitant n'obtempère pas, une sanction pécuniaire est prononcée dont le montant est fonction du dépassement du nombre d'unités de travail se rapportant à la production animale. Il s'agit d'une sanction strictement proportionnelle qui, lorsqu'elle est prononcée pour la première fois, n'est pas soumise à un pouvoir discrétionnaire du ministre, de sorte que le ministre est

tenu de la prononcer dès l'expiration du délai imparti à l'intéressé pour régulariser sa situation. La sanction est reconduite annuellement aussi longtemps que l'irrégularité persiste.

ad 1. De Landwirtschaftsminister ass net zoustänneg fir Baugeneemegungen an et ass och net virgesinn, iwwert dëst neit Gesetz hei Zoustännegkeeten ze kréien. Deemno ass dës Informatioun net richtig. Och ass et net richtig, dass et keng Bähilëfle méi soll ginn.

Richtig ass, dass virgesinn ass, dass ënnert gewësse Bedingungen de Minister eng Véibestandsaugmentatioun refuséiere kann an iwwert fënnef Aken am Véiberäich keng diesbezüglech Autorisatioun méiglech ass.

Betreffend Bähilëfle gesäit den Artikel 21 aus dem Projet de loi fir, dass eng Véibestandsaugmentatioun iwwert fënnef AK am Véiberäich net eligibel fir Bähilëflen ass.

ad 2. Lëtzebuerg huet sech zu ganz ambitiësen Zäregas- a Loftschtstoffreduktiounen engagéiert. Bei de Loftschtstoff ass d'Landwirtschaft notament fir d'Ammoniakemissiounen verantwortlech, wou dës Ziler de Moment net erreicht ginn. Au contraire ass fir déi lescht Jore souguer eng Augmentatioun festgestallt ginn am Verglach zu 2005, wat d'Referenzjoer ass. Experte sinn sech eens, dass dës Ziler just erreicht kënnen ginn, wann, nieft anere Mesuren, och de Véibestand zu Lëtzebuerg stabiliséiert, oder besser, reduzéiert gëtt. Dofir gëtt mat dëser Mesure notament proposéiert, eng iewesch Bestandsgrenz anzeféieren, fir eng weider Bestandserweiderung, virun allem bei deene méi grouse Betriber, anzeengrenzen a soumat virun allem dem Familljebetrieb eng Zukunft ze garantéieren.

ad 3. Déi fënnef Ake bezéien sech op dee ganze Véibestand vum Betrieb a kënnen deemno an der Reegel net eleng iwwert d'Kouzuel vum Betrieb definéiert ginn, well och déi aner Notzéiere mat an d'Berechnung mat afléissen. Nieft der Stabiliséierung respektiv der Reduzéierung vum Véibestand fir d'Emissiounsziler ze errechen, ass ee weidert Zil, dass zu Lëtzebuerg sou vill wéi méiglech Familljebetriber haaptberufflech an dësem Secteur rentabel an zukunftsfaeg kënnen weider bestoen. Des Weideren ass déi Grenz op fënnef Ake festgesat ginn, fir eng Kohärenz mat den Investitiounsbähilëflen ze hunn, well och hei virgesinn ass, fir keng Investitiounsbähilëfle méi fir Bestandserweiderungen ze bezuelen, déi iwwert fënnef theoretesch Ake fir Déiereproduktioun erausginn.

Effektiv ass et awer och esou, dass, fir déi national Emissiounsinventairen, ob elo Loftschtstoff, notament den Ammoniak, oder Zäregasen ze berechnen, och déi national duerchschnëttlech Mëlchleeschung pro Kou berécksiichtegt gëtt. Dës Berechnung gëtt net um Niveau vum eenzele Betrieb gemaach, mee gëtt um nationalen Niveau gerechent.

ad 4. Sou wéi dat elo schonn de Fall ass, gëtt de Betrieb op Basis vu senger Betriebsnummer an domadder onofhängeg, ob et eng physisch oder legal Person ass, déi de Betrieb leet, als eng Unitéit ugesinn. Deemno ass proposéiert, dass keen Ennerscheid gemaach gëtt, ob eng oder méi Famillje vum Betrieb liewen.

ad 5. Entsprechend dem Artikel 7 ass eng Geldstrof proposéiert.

ad 6. Ee vun den Haaptfacteuren, deen d'Emissiounen bestëmmt, ass d'Unzuel vum de Béischten. Dësen Indicateur ass aktuell schonn administrativ erfaasst, einfach ze suivéieren an ze kontrolléieren.

D'Fudderautonomie ass sécherlech eng interessant Approche, mee vill méi schwéier ze berechnen

a belaauschtbar ze kontrolléieren. Doriwwer eraus ass keen administrative System en place, fir d'Fudderautonomie fir all d'Betriber ze berechnen an ze kontrolléieren. Natierlech ass och de Landwirtschaftsminister beméit, d'Fudderautonomie an de Betriber ze verbesseren, dat soll notament um Niveau vum der Berodung geschéien a mat Ennerstëtzung duerch Agrarëmweltmoosnamen.

Et bleift ze präziséieren, dass bewosst keen Indicateur gewielt ginn ass, deen un d'Verfügarkeet vu Land gebonnen ass. Et soll evitéiert ginn, fir déi elo schonn ugespaante Situatioun beim Landpräis, sief et beim Kaf oder bei der Pacht, weider ze verschäerfen a sou de Strukturwandel weider ze forcéieren.

ad 7. De Projet de loi ass an der Chamber deposéiert ginn an et ass lo un der Chamber, dëst Gesetz ze analyséieren, eventuell ze amendéieren an ze stëmmen. Dono kann een dem Secteur réischt verbindlech Informatiounen betreffend dëst Gesetz zoukomme loosser.

ad 8. Den Indicateur vum der theoretescher Aarbechtskraaft ass gehollt ginn, well dës Berechnungssystem schonn aktuell bei Erstellung vum betriebspezifischen Investitiounspflang ugewannt gëtt, an deemno keng nei administrativ Prozedur fir d'Berechnung vum Déierebestand, em deen et hei schlussendlech geet, ageféiert muss ginn.

An dem proposéierte Gesetzesartikel geet et deemno just em eng Limitatioun vum der Entwécklung vum Déierebestand, an dëst fir notament déi national Ziler bei den Ammoniakemissiounen an den Zäregasen ze errechen. Net viséiert sinn deemno Produktionssecteuren wéi zum Beispill de Kärebau oder de Geméis-, Uebst- a Wäibau. Och zum Beispill eng Weiderveraerichtung vum der primärer Produktioun oder eng Diversifikatioun an anere Beräicher sinn hei net viséiert. Deemno gëtt hei net de Betriebswuesstem vum enger Gréisst vu fënnef Aken u gestoppt, mee de maximale pro Betrieb zoulässegen Déierebestand gereegelt.

.....

Electromobilité | Question 6522 (21/07/2022) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)

Den deemolegen an aktuelle Mobilitéitsminister hat an engem Interview vum 16. September 2017 am „Taggeblatt“ ugekënnegt, dass bis d'Joer 2020 insgesamt 40.000 Elektroautoen op eise Stroosse rulle sollen. An der parlamentarescher Fro N° 1248 huet den aktuelle Mobilitéitsminister awer erkläert, dass dat Zil vu 40.000 Elektroautoen zu Lëtzebuerg bis Enn 2020 net erreicht géif ginn, woumadder e sollt Recht behalen. Stand haut si mer hei am Land bei ronn 13.000 rengen Elektroautoen bei engem Gesamtfuerpark vu ronn 600.000 Autoen (data.public.lu). Dat sinn 2 %.

Dat neit erkläertent Zil vum Minister soll et sinn, dass bis 2030 d'Hallschent (50 %) vum nationale Fuerpark Elektroautoe sinn. Dat wieren, op d'Zuele vum haut gekuckt, ronn 300.000 E-Autoen. Dat setzt viraus, dass mer hei am Land och genuch Kapazitéiten hunn, fir dës Autoen opzuelueden – an dat doheem wéi och am öffentleche Raum. De Minister sot an engem Interview mam Lëtzebuerg Land vum 21. Januar 2022: „Die meisten Menschen werden ihr Auto aber eh zuhause aufladen.“

Verschidden Haushälter bekloen awer elo schonn, dass si nëmme beschränkt Luedstatiounen bei sech doheem installéiere kënnen, well d'Leeschung um Netz et net hiergëtt. Esou krute Persoune keng Luedstatioun bei sech doheem installéiert, well net genuch Kapazitéiten am Netz waren. D'Installatioun vum enger Luedstatioun géif mat sech bréngen, dass am

Haus oder bei den Nopere kee Stroum do wier, dee Moment, wou den Auto géif un der Prise hänken.

An deem Zesammenhang wéilte mir de Ministere fir Mobilitéit an Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill Elektroautoe goufen zënter 2017, opgeléicht pro Joer, hei am Land immatrikuléiert? Wat ass de relativen Undeel par rapport zur Gesamtzuel un Nei-Immatrikulatiounen?

2. Wéi vill öffentlech Luedstatiounen gëtt et aktuell hei am Land?

Wéi verdeelen sech dës Luedstatiounen op déi verschidde Kantonen?

Wéi verdeelen sech dës Luedstatiounen op déi verschidde Gemengen?

3. A wéi ville Fäll krut ee Proprietär an deene leschten dräi Joer refuséiert, eng Luedstatioun (opgeschlësselt pro Joer no privat an öffentlech) ze installéieren a wat waren d'Grënn vum Refus?

4. Wéi gesäit de Plang vum der Regierung aus, fir dass bis 2030 déi 300.000 Elektroautoe kënnen doheem opgeluede ginn, onofhängeg dovunner, wéi d'Netzeleeschung ausgesäit?

Réponse (08/09/2022) de M. François Bausch, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics | M. Claude Turmes, Ministere de l'Énergie

Déi honorabel Deputéierte froe Präzisiounen iwwert d'Ziler vum der Regierung a puncto Elektroautoen a Luedpunkten.

Am integréierte Klima- an Energieplang (PNEC) huet d'Regierung 2020 d'Zil erausginn, fir dass bis um Enn vum Joer 2030 49 % vum den Autoen am Lëtzebuerg Fuerpark Elektroautoe sinn. Bei momentan ongeféier 448.000 ugemellten Autoen (Kategorie M1, source: data.public.lu) géifen dat ca. 220.000 Elektroautoe bedeiten. Wichtig ass heibäi ze präziséieren, dass nientend de rengen 100 %-Elektroautoen och déi sougenannte Plug-In-Hybride vum der Regierung an och der Europäescher Kommissioun als Elektroauto ugesi ginn. Esou definéiert d'Direktiv 2014/94/UE vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 22. Oktober 2014 iwwert den Ausbau vum enger Infrastruktur fir alternativ Kraaftstoffereen Elektroauto follgendermoossen:

« „véhicule électrique“, un véhicule à moteur équipé d'un système de propulsion comprenant au moins un convertisseur d'énergie sous la forme d'un moteur électrique non périphérique équipé d'un système de stockage de l'énergie électrique rechargeable à partir d'une source extérieure ; »

Well doduerch och Plug-in-Hybride ënnert dës Definitioun vum Elektroauto falen, ginn dës Gefierer vum der Regierung och ëmmer mat als Elektroauto gezielt a gi bei der Berechnung vum Flottenundeel vum Elektroautoen am nationale Fuerpark och mat consideréiert.

Enn Juli 2022 waren 22.521 Elektroautoen zu Lëtzebuerg ugemellt an dovunner waren 11.720 reng elektresch ugedriwwen an 10.801 ware Plug-In-Hybriden. Am Ganz mécht dat llicht méi wéi 5 % vum all den Autoen aus.

ad 1. Den Tableau heidrënnen lëscht pro Joer d'Unzuel vum Elektroautoen op, déi säit 2017 zu Lëtzebuerg nei immatrikuléiert goufen, a wéi vill Prozent dat vun all den Neiimmatrikulatiounen ausgemaach huet.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Aktuell gëtt et am ganze Land 1.344 öffentlech zougänglech Luedpunkten, ergo Parkplazen, déi equipéiert sinn, fir een Elektroauto ze lueden, am „Charge“-Réseau. Heibäi handelt et sech op där enger Säit

ëm déi geplangten „Chargy“- a „SuperChargy“-Luedstationen, esou wéi et am Règlement ministériel du 22 septembre 2020 fixant un plan d'implantation général pour l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique festgehale gouf. Zousätzlech derzou kommen nach „ChargyOK“- a „SuperChargyOK“-Luedstationen vun de Gemengen oder private Acteuren.

Den Tableau ënnendrenner lescht pro Kanton a Gemeng, déi aktuell Zuel an „Chargy“-Luedpunkten op.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Des Weidere gëtt et och nach ëffentlech zougänglech Luedpunkte vun Acteuren, déi net an den „Chargy“-Reseau integréiert sinn.

ad 3. Op Nofro hunn d'Netzbedreiwler eis matgedeelt, dass si am Prinzip keng Demande mat engem Refus beäntweren. Dëst bedeit awer net, dass all Client déi Leeschtung kréie kann, déi en ufreet. An deene Fäll, wou entweder déi ugefrote Leeschtung onverhältnisméisseg héich ass, oder se aktuell technesch net zur Verfügung gestallt ka ginn, kritt de Client en Accord fir eng reduzéiert Leeschtung. Dës reduzéiert Leeschtung erlaabt et awer an der Reegel, mat engem intelligente Luedmanagement Bornen ze installéieren. Den Netzbedreiwler initiéiert da wann néideg e Projet, fir d'Netz respektiv den Uschloss ze verstärken, fir dass an Zukunft awer déi adequat Gesamtleeschtung kann zur Verfügung gestallt ginn.

ad 4. D'Regierung férdert d'Installatioun vu Luedstationen aktiv an huet schonn 2020 en Aideregimm fir d'Installatioun vu Bornen am private Beräich agefouert. Hei kënnen Privatleit eng Aide vu bis zu 50 % vun de Käschten, déi se mat der Installatioun vun enger Borne hunn, kréien, mat engem Maximum, dee jee no Intelligenz vun der Borne tëschent 750 an 1.650 Euro läit.

Och wann dëse Regimm gutt ugeholl gëtt, ass sech d'Regierung bewosst, dass ee beim Equipement vu Residenz mat Bornen aktuell nach op verschidde Schwierigkeiten trëfft, souwuel wat d'Akzeptanz vun esou Projeten ënnert de Copropriétaires ugeet, wéi och wat hire Finanzement ugeet.

Fir Projete fir d'Bornen a Copropriétés ze facilitéieren, ass d'Copropriétégesetz rezent an dem Sënn ugepasst ginn, dass Infrastrukturearbechten, déi d'Installatioun vun technesche Gainen, zum Beispill fir d'Installatioun vu Bornen, virbereeden, just nach eng einfach Majoritéit brauchen. Wat de finanzielle Volet ugeet, plangt d'Regierung, den Aideregimm am Hierscht ze iwwerschaffen, notament fir den Equipement vu Residenzen nach méi interessant ze maachen.

Zousätzlech zu den Efforten, fir Luedinfrastruktur am private Beräich ze ënnerstëtzen, ass am Juli och en Aideregimm fir Entrepreneuren a Kraaft getrueden, fir Luedinfrastruktur ze installéieren. Hei gi souwuel ëffentlech accessibel wéi och privat Infrastrukture vun Entrepreneuren (z. B. fir dass d'Mataarbechter op der Aarbecht kënnen lueden) geféiert. Dës Infrastrukture wäert zum Deel komplementär zu der Infrastrukture doheim sinn.

Parité euro et US dollar | Question 6523 (21/07/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Depuis mardi, 12 juillet, l'euro et le dollar s'échangent à un pour un, respectivement à parité, ceci suite à l'affaiblissement substantiel de la monnaie européenne. Si l'euro a déjà perdu du terrain depuis le printemps 2021, la tendance s'est accentuée depuis l'invasion en Ukraine, et a perdu 12 % par rapport au dollar depuis février, atteignant son niveau le plus bas depuis 20 ans.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances quelles sont les raisons principales de l'affaiblissement de notre monnaie.

– Quelles sont les réactions des autorités monétaires tant européennes que nationales face à cette évolution ?

– Quelles sont les conséquences tant positives que négatives d'un euro faible par rapport au dollar pour les consommateurs, les entreprises et les économies européennes respectivement luxembourgeoise ?

– Quelles sont les conséquences pour notre facture énergétique ?

Réponse (30/08/2022) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie

L'honorable Député s'enquiert dans sa question parlementaire sur l'évolution récente du cours de l'euro par rapport au dollar.

L'affaiblissement de l'euro s'explique par plusieurs facteurs dont principalement la dégradation du contexte macroéconomique en Europe, une inflation qui s'accélère, d'abord à cause de problèmes d'approvisionnement, et puis à cause de l'agression militaire de l'Ukraine par la Russie et de la flambée des prix de l'énergie qui en découle. La divergence des politiques monétaires aux États-Unis et en Europe, qui sont mises en œuvre de manière indépendante par les banques centrales respectives et au sujet desquelles il n'appartient pas au Gouvernement de s'exprimer, contribue également à l'évolution observée du taux de change.

De manière générale, un euro plus faible par rapport au dollar a un impact direct pour les économies qui importent des services et produits qui sont facturés en dollars. Pour les économies exportatrices, la baisse de l'euro peut toutefois également entraîner des conséquences positives en ce qu'elle peut rendre les produits européens moins chers sur les marchés internationaux. Partant, l'effet pour le consommateur final n'est pas aisément mesurable dans l'absolu.

En ce qui concerne les produits énergétiques, et dès lors qu'une grande partie de ces produits est échangée en dollar sur des marchés internationaux (notamment les produits pétroliers et une partie du gaz naturel importé en Europe), ils subissent les mêmes effets que ceux décrits ci-dessus, c'est-à-dire qu'ils se renchérissent proportionnellement à la dépréciation de l'euro face au dollar. Il convient dans ce contexte de préciser clairement que la flambée des prix de l'énergie, et surtout du gaz naturel et indirectement aussi de l'électricité, n'est pas uniquement à attribuer à l'évolution du cours de l'euro par rapport au dollar, mais surtout à la réduction drastique des importations de gaz russe vers l'Europe depuis l'agression russe de l'Ukraine, provoquant ainsi un déséquilibre entre l'offre et la demande de gaz en Europe.

Reconnaissance des diplômes de pays tiers des professionnels de santé | Question 6525 (22/07/2022) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Avant de pouvoir exercer leur métier au Luxembourg, les médecins détenant un diplôme d'un pays tiers à l'UE, doivent d'abord obtenir une reconnaissance préalable de leurs titres de formations dans un autre État membre de l'UE.

Or, il me revient que nos pays voisins ne reconnaîtraient les diplômes d'un pays tiers seulement sous condition que les titulaires disposent au moins d'un contrat à durée déterminée dans ce pays. Ainsi, il est

très difficile pour les médecins bénéficiant d'une protection internationale d'exercer leur métier et d'aider à soulager la pénurie en professionnels de santé au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Madame la Ministre peut-elle confirmer les faits relatés ci-dessus ?

– De quelle manière Madame la Ministre entend-elle faciliter l'accès au marché du travail pour les médecins et autres professionnels de santé bénéficiant d'une protection internationale ?

– Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il serait opportun de créer une procédure pour reconnaître directement les titres de formations d'un pays tiers, sans que ceux-ci doivent être reconnus par un autre État membre ?

Réponse (30/08/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

De la lecture combinée des articles 10 et 23, paragraphe 8, de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles découle effectivement l'obligation pour les détenteurs de diplômes de médecine obtenus dans un État non membre de l'Union européenne d'obtenir préalablement une reconnaissance de leur diplôme dans un autre État membre, conférant également à l'intéressé le droit d'exercer dans cet État membre, en vue de pouvoir demander une autorisation d'exercer auprès du Ministère de la Santé.

Cette obligation vaut pour la quasi-totalité des spécialités médicales reconnues au Luxembourg en vertu du règlement grand-ducal modifié du 10 juillet 2011 fixant la liste des spécialités en médecine et médecine dentaire reconnues au Luxembourg, et s'explique par le fait que pour ces spécialités aucun programme de formation n'est offert au Luxembourg.

Or, en l'absence d'un tel programme d'études « de référence » fixé par voie législative, il n'est pas possible d'opérer une comparaison des profils professionnels résultant d'un côté de la réglementation de la spécialité au Luxembourg et de l'autre côté des qualifications professionnelles du demandeur.

Il va sans dire qu'en vertu du principe de précaution et de la protection du futur patient, seuls des médecins adéquatement formés peuvent intégrer le secteur des soins, et que ces garanties ne sauraient être données en l'absence de procédure de reconnaissance en bonne et due forme reposant sur des critères clairs et précis en termes d'acquis d'apprentissage nécessaires pour exercer cette spécialité au Luxembourg.

Voilà pourquoi il avait été décidé moyennant l'article 23, paragraphe 8 précité, de « reconnaître » les décisions de reconnaissance obtenues dans un autre État membre dans lequel cette spécialité est enseignée et où il a été assuré, moyennant cette reconnaissance par un autre État membre, que les qualifications professionnelles obtenues dans des pays tiers répondent aux critères de la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Ceci explique d'ailleurs pourquoi avec l'entrée en vigueur de la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg, et la mise en place concomitante des formations en neurologie, oncologie médicale et médecine générale auprès de l'Université du Luxembourg, la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles a été modifiée afin de permettre dès à présent au Ministère de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche de mettre en œuvre une procédure tendant à la reconnaissance de qualifications professionnelles obtenues dans un État non membre de l'Union européenne en vue de l'accès à la profession de médecin dans ces trois spécialités.

Considérant ce qui précède, une extension de la procédure de reconnaissance de diplômes de médecine obtenus dans un État non membre de l'Union européenne à d'autres spécialités présuppose la réglementation préalable des études de ces spécialités par voie législative, à l'instar de la démarche entreprise moyennant la loi du 31 juillet 2020 portant organisation d'études spécialisées en médecine à l'Université du Luxembourg, ainsi que le lancement concomitant d'une telle formation auprès de l'Université du Luxembourg. Le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont eu des échanges avec l'Université du Luxembourg afin d'organiser de nouvelles formations de spécialisation en médecine au Luxembourg.

.....

Délai de dépôt de la déclaration de TVA | Question 6540 (25/07/2022) de M. Gilles Roth | M. Laurent Mosar (CSV)

Bis viru Kuerzem war de leschten Delai, fir d'Declaratioun vun der TVA ze deposéieren de 15. vum Mount. Konkreet huet dat bedeit, datt d'Declaratioun vum 1. Trimester huet misse bis spéitstens de 15. Juni do-banne sinn.

Eisen Informatiounen no wier dësen Delai elo ëm een Dag virgezu ginn, ouni datt dëse Changement am Virfeld explizitt kommunizéiert gouf. Konkreet bedeit dat, datt vill Entreprises hir Deklaratioun weiderhin, esou wéi si dat an der Vergaangenheet gemaach hunn, op de 15. Juni deposéiert hunn. Well den Depot laut der neier Reegeling awer een Dag ze spéit gemaach gouf, mussen eng Partie Betriber elo eng Amende bezuelen. Generell soll d'Steierverwaltung eisen Informatiounen no an de leschten Deeg ganz vill Amenden am Zesummenhang mat der TVA verschéckt hunn.

Dofir wéilt mir an deem Kontext folgend Froen un d'Madamm Finanzministesch stellen:

– Kënn Dir bestätegen, datt den Delai fir den Depot vun der TVA-Deklaratioun ëm een Dag verréckelt gouf?

• Wa jo, wéini a wat sinn d'Grënn fir dëse Changement?

• Wa jo, sinn d'Betriber am Virfeld iwwert dëse Changement informéiert ginn?

– Envisagéiert d'Regierung, de betraffene Betriber d'Amende ze erloossen?

– Wéi vill Entreprises, opgeschlëselt no der Gréisst vum Betrib, kruten an de Joren 2020, 2021 an 2022 jeeweils am Zesummenhang mat der Deklaratioun vun der TVA eng Amende?

Réponse (05/09/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

D'Delaie fir den Depot vun der TVA-Deklaratioun ginn am TVA's-Gesetz vun 1979 festgeluecht a sinn, anescht wéi déi honorabel Deputéiert behaupten, net verréckelt ginn.

D'Gesetz gesäit am Artikel 64 Paragraph 6 vir, dass déi mensuell Deklaratioun „virum“ 15. Dag vum Mount drop agereecht muss ginn (« Elle doit être déposée avant le 15^e jour du mois qui suit la période imposable »). Dat selwecht géllt och fir déi trimesteriel Deklaratioun. Vum Gesetz hir muss deemno all

TVA-flichtig Entreprise hir mensuell oder trimesteriel Deklaratioun de 14. Dag vum folgende Mount ofginn hunn.

Des Weidere kréien d'Entreprises ongeféier ee Mount virum Delai een Avertissement zougeschéckt, an deem de lescht méiglechen Datum fixéiert ass, op deem d'Deklaratioun muss deposéiert sinn. Dës Avertissement rensignéieren och iwwert déi méiglech Konsequenzen, falls d'Deklaratioun net zum besoten Datum deposéiert gouf. Am Fall vum Mount Mäerz respektiv éischten Trimester 2022 war de lescht méiglechen Datum de 14. Juni 2022. An deene Méint, wou de Stéichdatum vum 14. Dag op ee Weekend oder Feierdag fällt, gétt dësen op den nächste Schaffdag verréckelt.

Aus Grënn vun der Gläichbehandlung vun alle Retardatairen, och déi, déi nëmmen een Dag ze spéit sinn, ass rezent eng Upassung vum informatesche System, iwwert deen d'Gestioun vun den Amendé leeft, gemaach ginn, an dowéinst sinn automatesch Amenden un all Steierflichtig geschéckt ginn, déi hir Deklaratioun net bis de 14. Juni ofginn haten.

An dësem Kontext sief awer drop higewisen, datt eng grouss Majoritéit vun den Entreprises den Delai vum 14. Juni respektéiert huet: Bei de ronn 41.500 Betriber, déi vun dësem Delai betraff waren, hunn der ronn 37.500 hir Deklaratioun mat Zäit agereecht.

Well duerch d'Upassung vum informatesche System awer bei enger Rei Entreprises den Androck vun engem Changement vun de Reegelen a méi generell vun engem Revirement entstanen ass, huet d'Verwaltung och ausnamsweis d'Amenden am Fall, wou d'Entreprises d'Deklaratioun op de 15. Juni agereecht hunn, nogelooos.

D'Unzuel vun de Betriber, déi Amendé kritt hu wéinst engem Depot vun den TVA-Deklaratiounen ausserhalb vum Delai, respektiv wéinst engem Non-dépôt, sinn a folgendem Tableau opgeschlëselt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

.....

Pénurie de logements locatifs sociaux | Question 6543 (25/07/2022) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

Il est un fait que nous sommes actuellement confrontés à une pénurie sévère de logements locatifs sociaux respectivement abordables. Il importe dès lors de veiller à ce que ces logements des opérateurs publics (Fonds du logement, SNHBM, communes et autres) soient réservés aux locataires remplissant les critères d'admission.

Il est vrai que les locataires ayant amélioré leur situation financière voient leurs loyers augmentés pour atteindre dans certains cas les loyers sur le marché libre.

– Nous aimerions savoir du Monsieur le Ministre du Logement quelle est l'étendue du phénomène prémentionné.

– Comment les bailleurs publics, à part avec des loyers croissants, réagissent-ils à cette situation pour libérer ces logements en faveur de ceux qui en ont le plus besoin ?

Réponse (07/09/2022) de M. Henri Kox, Ministre du Logement

Il est un fait que nous sommes actuellement confrontés à une pénurie sévère de logements locatifs sociaux respectivement abordables. Il importe dès lors de veiller à ce que ces logements des opérateurs publics

(Fonds du logement, SNHBM, communes et autres) soient réservés aux locataires remplissant les critères d'admission.

Il est vrai que des locataires ayant amélioré leur situation financière voient leurs loyers augmentés pour atteindre dans certains cas les loyers sur le marché libre, sans pour autant être évincés de leur logement. Les promoteurs publics sont tenus à respecter les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Ainsi, les conditions d'admission de même que les conditions de mise en location, dont le loyer, sont clairement définies.

Or, de fait, le phénomène décrit n'existe que de façon marginale. La moyenne des loyers auprès du Fonds du logement et de la SNHBM qui se situe aux alentours de cinq euros par mètre carré en témoigne. À peine 4 % de ces locataires paient un loyer dépassant dix euros par mètre carré. Des ménages disposant de revenus leur permettant d'accéder aux marchés locatifs privés sont encore plus rares.

Il est à rappeler que les loyers des logements subventionnés sont adaptés chaque année sur base de la composition du ménage et des revenus perçus du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année précédente. Dès lors, une augmentation du loyer peut être temporaire et/ou suivie par une baisse en fonction des revenus perçus et de la situation familiale mise à jour l'année suivante. Ce mécanisme permet que le loyer soit toujours adapté par rapport aux capacités financières des ménages.

Les locataires avec un certain revenu sont incités à s'inscrire sur la liste des candidats pour l'acquisition d'un logement abordable.

.....

Évolution du nombre de contrats de prêts | Question 6545 (25/07/2022) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

La Banque nationale de Belgique vient de publier les statistiques les plus récentes sur l'évolution du nombre de contrats de prêts. Ces statistiques montrent une augmentation substantielle notamment des crédits à la consommation aux particuliers.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances si notre banque centrale dispose de statistiques comparables.

– Quelle est le cas échéant l'évolution du nombre des prêts depuis l'année 2020 et quelles en sont les explications ?

– Quelle est la nature des crédits et quelle est, le cas échéant, la part des prêts à tempérament ?

Réponse (05/09/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Les derniers chiffres publiés par la Banque centrale du Luxembourg (voir tableau 11.07 « Crédits octroyés par les établissements de crédit aux ménages et ISBLM de la zone euro » https://www.bcl.lu/fr/statistiques/series_statistiques_luxembourg/11_etablissements_credit/index.html) renseignent sur les encours de prêts en fin de période jusqu'à fin juin 2022. Le chiffre fourni est ventilé suivant la durée initiale des prêts en question et est agrégé pour tous types de crédits à la consommation.

Il est à constater dans ce contexte que l'encours des crédits à la consommation a diminué d'un pic de 1,884 milliards d'euros en juillet 2020 à 1,720 milliards d'euros

en juin 2022, soit une baisse de -8,7 %. Sous réserve d'une analyse plus poussée, cette évolution semble indiquer que le pouvoir d'achat des ménages luxembourgeois ait bien été préservé tout au long de la pandémie et, comme le Statec l'a mis en avant dans sa publication « Regards N° 5/2021 – Après la chute, quel potentiel de rebond pour la consommation des ménages ? » de février 2021 (<https://statistiques.public.lu/dam-assets/catalogue-publications/regards/2021/regards-05-21.pdf>), que l'épargne accumulée lors des périodes de confinement ait profité à l'achat de biens durables.

.....

Transports d'animaux | Question 6547 (25/07/2022)
de **M. Marc Goergen** (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro N° 3800 hat ech mech iwwert d'Déierentransporter informéiert, déi an de leschte Jore vun oder duerch Lëtzebuerg gefuer sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Fro stellen:

1. Wéi vill Déierentransporter hu sech 2021 vu Lëtzebuerg aus op de Wee an en anert EU-Land gemaach (opgelëscht no Déierentyp an EU-Land)?

Wéi vill Déiere goufen insgesamt an d'EU transportéiert?

2. Wéi vill Déierentransporter hunn sech 2021 vu Lëtzebuerg aus op de Wee an d'Net-EU-Ausland gemaach (opgelëscht no Déierentyp)? Wéi vill Déiere goufen insgesamt an Drëttstaaten transportéiert?

3. Wéi vill Export-Transporter goufen 2021 kontrolléiert?

4. Wéi vill Transit-Déierentransporter sinn 2021 duerch Lëtzebuerg gefuer (opgelëscht no Déierentyp)? Wéi vill Déiere goufen esou iwwert Lëtzebuerg transportéiert?

5. An der Äntwert op d'Fro N° 3800 hat de Minister geäntwert, dass 0 % vun 51 Transittransporter déi lescht Jore vun 2015 bis 2020 kontrolléiert goufen. An der Äntwert op meng Nofro N° 4101 erkläert de Minister, dass d'Ëmsetzung vun esou Kontrollen zu Lëtzebuerg schwéier réalisierbar wier. Goufen am Joer 2021 Transittransporter kontrolléiert? Falls net, wat verhënnert, dass de Ministère der Veterinärsverwaltung, der Police oder der Douane et erlaabt, während den Zäiten, wou Déierentransporter duerch Lëtzebuerg transitéieren, dës punktuell unzehalen a Kontrollen duerchzuführen, wann d'Veterinärspektioun dës Informatiounen schon am Virus besëtzt?

6. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 4101 hat de Minister geschriwwen, dass am Joer 2020 der Veterinärspektioun keng verletzt oder doudeg Déiere gemellt goufen, déi bannent der EU transportéiert goufen. Ass dat fir 2021 och erëm de Fall?

Falls jo, leit dat dorunner, dass wierklech keng Verletzungen zoustane koumen oder funktionéiert de Kontrollsystem net?

7. Grad elo während der Hëtzt kënn et all Joers erëm vir, dass Déierentransporter trotz extreemen Temperaturen duerchgefouert ginn. An Däitschland gouf virun der dänescher Grenz een Transporter gestoppt, an deem Fierkele bei 47 Grad am Schiet transportéiert goufen. An der Äntwert op meng Fro N° 0841 hat de Minister deemools erkläert, dass am Summer keng spezifesch Kontrollen hei duerchgefouert ginn. Ass dat dës Summer och erëm de Fall?

Réponse (30/08/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. an 2. (Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. All Déierentransporter, déi vu Lëtzebuerg an en anert EU-Land respektiv an en Drëttland ginn, ginn au départ vun der Veterinärsverwaltung kontrolléiert, déi och déi néideg Zertifikater ausstellt, déi d'Déieren op hirem Transport bis op d'Destinatioun begleeden. Et goufen 2021 insgesamt 3.051 Transporter mat 108.542 Déiere kontrolléiert.

ad 4. 2021 ass offiziell een Transport mat 50 Schwäivun der Belsch duerch Lëtzebuerg an Italien gefuer.

ad 5. D'Veterinärsverwaltung huet net d'Méiglechkeet, fir Gefrierer aus dem Verkéier eraus unzehalen.

D'Douane mécht dës Kontrollen. Allerdéngs kënnen d'Beamte vun der Douane net de gesamte Stroossereseau permanent iwwerwachen. 2022 huet d'Douane e Camion erausgezunn a kontrolléiert, dee Lëtzebuerg net als Transitland uginn hat.

ad 6. Op kengem eenzegem Déierentransport, deem 2021 vu Lëtzebuerg gestart ass, goufen doudeg oder verletzt Déieren op der Destinatioun oder ennerwee gemellt.

Falls Déieren um Transport stierwe sollten oder verletzt sollte ginn oder iergendeen anere Problem mam Déiereschutz festgestallt gëtt, gëtt dës Fait duerch déi zoustänneg Autoritéiten à destination festgehalten an och der Autorité compétente um Depart matgedeelt. Dës Kontrolle ginn am IMSOC (Information Management System for Official Controls) erfaasst.

ad 7. Am Kader vun der Kontrolle vun den Déierentransport gëtt och besonnesch op d'Temperature gekuckt au départ, op der Streck wéi och op der Arrivée. Falls d'Temperature klammen, gëtt d'Zuel vun den Déieren um Camion deementspreechend reduzéiert. Bei extreemen Temperature gëtt den Transport ganz ofgesot.

.....

Évaluation des compétences dans la formation professionnelle | Question 6549 (25/07/2022)
de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Avec les récentes réformes (2019-2020) de la formation professionnelle, de nouvelles compétences ont été introduites, ainsi qu'un système hybride d'évaluation des compétences combinant des pourcentages échelonnés et des notes. À un certain taux de pourcentage correspond ainsi une note sous forme de points.

La réussite d'un module dépend désormais d'un score minimal de 20 points au lieu de 30 points auparavant. D'un certain point de vue, ces réformes semblent introduire une évaluation des compétences moins exigeante. Pourtant, si l'on considère les rapports nationaux sur l'éducation, les élèves de la formation professionnelle sont les plus concernés par l'échec scolaire et l'abandon prématuré de la formation scolaire.

Face à cette problématique, le nivellement vers le bas des critères d'évaluation ne semble pas la solution adéquate. Par conséquent je voudrais interroger le ministre sur certains aspects en lien avec les méthodes d'évaluation dans la formation professionnelle :

1) Un bilan de la réforme en ce qui concerne les critères d'évaluation a-t-il déjà été élaboré, voire un tel bilan est-il prévu ?

2) Concernant toujours la réforme des critères d'évaluation, celle-ci a-t-elle fait l'objet d'une appréciation par des experts ?

3) Dans l'affirmative, ces experts sont-ils engagés au service de la formation professionnelle ? S'agit-il de personnes qui enseignent dans le cadre de la formation professionnelle ?

4) Dans la négative à ma deuxième question, et dans l'objectif de transparence et de coopération, Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de consulter ce personnel en question ?

5) Quel a été le taux global de réussite dans la formation professionnelle avant et après la mise en place du système d'évaluation basé sur le taux de pourcentage échelonné ?

En termes d'évaluation des compétences dans la formation professionnelle et l'apprentissage d'un métier, la matière d'Éducation à la citoyenneté (EDUCI) est mis sur un pied d'égalité avec ceux de la théorie et des mathématiques appliquées.

6) Comment Monsieur le Ministre justifie-t-il une telle égalité d'évaluation ?

Dans le parcours de la formation professionnelle, le programme de l'enseignement général (en allemand ou en français) ne s'adapte pas à la terminologie du langage technique du métier.

7) Monsieur le Ministre a-t-il l'intention d'adapter l'enseignement linguistique à cette terminologie de métier afin de garantir un apprentissage transversal des modules de la formation professionnelle ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il me donner des explications ?

Il arriverait que des modules sont considérés comme réussis même sans atteindre les 20 points exigés.

Les rattrapages de modules seraient dans certains cas également facultatifs. De même, les critères de réussite émis par le service de la formation professionnelle pour le projet intégré final prévoient la possibilité d'effectuer un devoir supplémentaire afin de compenser les points manquants à la réussite du projet intégré final.

Par ailleurs, dans le cadre du deuxième semestre de la première année d'apprentissage (DC1) il est possible de reporter une obligation de rattrapage jusqu'au 2^e semestre de la deuxième année d'apprentissage.

8) Comment Monsieur le Ministre justifie-t-il que les modules d'apprentissage professionnel puissent être réussis même sans atteindre les 20 points nécessaires ?

9) Comment Monsieur le Ministre justifie-t-il que les modules non réussis ne doivent pas obligatoirement faire l'objet d'un rattrapage ?

10) Quel est selon Monsieur le Ministre la plus-value de la possibilité pour les élèves-apprentis.e.s d'effectuer un devoir supplémentaire afin de compenser les points manquants à la réussite du projet intégré final ?

11) Quel est le taux d'élèves effectuant un devoir supplémentaire dans le cadre de la réalisation de leur projet intégré final ?

12) Quel est le taux d'élèves qui réussissent leur devoir supplémentaire ?

13) Comment Monsieur le Ministre justifie-t-il que dans le cadre du deuxième semestre de la première année d'apprentissage (DC1) il est possible de reporter une obligation de rattrapage jusqu'au deuxième semestre de la deuxième année d'apprentissage ?

14) Comment Monsieur le Ministre justifie-t-il qu'un élève doive abandonner sa formation lorsqu'il ne parvient pas à réussir son rattrapage au bout de sa deuxième année d'apprentissage, alors même qu'un bilan intermédiaire de son apprentissage est fait au deuxième semestre décidant que l'élève est apte à poursuivre sa formation ?

15) En référence à ma question précédente, quelle est la plus-value d'une telle démarche pour la qualité de l'apprentissage et la réussite de l'élève dans la formation professionnelle ?

Réponse (08/09/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Comme la réforme en question a été votée en juin 2019, seules les années scolaires 2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022 sont concernées par le nouveau système d'évaluation.

Pour l'année scolaire 2019/2020, les classes concernées sont la 1^{re} année du DT/DAP/CCP ainsi que la 1^{re} année après le bilan intermédiaire (DT/DAP/CCP).

Pour les années scolaires 2020/2021 et 2021/2022, toutes les années d'études sont concernées.

Les effets de la pandémie ont été ressentis depuis le 13 mars 2020 et des dispenses au niveau des modules et compétences avaient été introduites, en accord avec les chambres professionnelles, afin de ne pas léser les élèves/apprentis de la formation professionnelle.

Au vu de ce qui précède, on peut davantage dresser un bilan de la gestion de la pandémie que du nouveau système d'évaluation.

ad 3) et 4) L'appréciation est faite de façon régulière par le groupe de pilotage de la formation professionnelle, le collège des directeurs, les équipes curriculaires ainsi que les équipes d'évaluation. La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle reprend dans son corps la composition du groupe de pilotage de la formation professionnelle, des équipes curriculaires et des équipes d'évaluation. Par ailleurs, plusieurs organes ont réalisé des études sur la gestion de la pandémie, dont notamment les études de l'OCDE et de la Chambre des salariés.

ad 5) Les taux de réussite du projet intégré final pour la session ordinaire des années scolaires en question démontrent que les réformes successives, à savoir l'introduction des bilans intermédiaire et final par la réforme de 2016 ainsi que la notation chiffrée depuis la réforme de 2019, ont porté leurs fruits.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 6) Dans la formation professionnelle, le système de promotion ne prévoit pas de pondération des modules, mis à part le fait que les modules fondamentaux doivent obligatoirement être réussis au plus tard le semestre suivant.

La formation professionnelle ne vise pas seulement à qualifier une main-d'œuvre pour les entreprises, mais veut également éduquer les jeunes à la citoyenneté active, d'où la valeur de l'EDUCI.

ad 7) Dans ce même ordre d'idées, il s'agit de dispenser aux élèves et apprentis un enseignement général de qualité qui les outille à la prise de parole et à l'expérience à la fois en tant que membres à part entière de la société civile et en tant que futurs salariés. Ainsi, le SCRIPT a entrepris, en coopération avec les enseignants concernés, le développement et la publication de lexiques spécifiques multilingues pour différents domaines et formations.

ad 8) et 9) Conformément à l'article 33, paragraphe 3, point 2 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, « [...] un module est réussi, si la note est supérieure ou égale à trente points [...] ».

Par ailleurs, conformément aux articles 5 et 6 du règlement grand-ducal modifié du 15 août 2019 portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle et abrogeant le règlement grand-ducal du 31 août 2016 portant sur l'évaluation et la

promotion des élèves de la formation professionnelle, tout module obligatoire non réussi doit être évalué à au moins 20 points.

Depuis la réforme de 2016, la réussite du bilan intermédiaire permet de progresser sans avoir réussi tous les modules (à l'exception des modules fondamentaux).

La possibilité du report d'un rattrapage d'un module fondamental existe depuis la réforme de 2016 et permet d'éviter des redoublements improductifs.

Les rattrapages des modules ne sont pas facultatifs, mais peuvent être effectués sous différentes formes (cf. article 9, paragraphe 6 du règlement grand-ducal modifié du 15 août 2019 portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle et abrogeant le règlement grand-ducal du 31 août 2016 portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle).

La réforme de 2019 a introduit la possibilité de repêchage et des épreuves complémentaires dans le cadre du projet intégré final, et ceci à l'image des pratiques dans l'enseignement secondaire. C'est dans un esprit d'équité que ces mesures ont été introduites dans les textes de loi.

ad 10) Un parallélisme avec l'enseignement secondaire a été établi (ajournements).

ad 11) et 12) Au cours de l'année 2021/2022, 1.974 élèves ont passé leur projet intégré final, dont sept élèves ont dû passer une épreuve complémentaire (parmi lesquels quatre ont réussi).

Les conditions d'autorisation à passer une épreuve complémentaire sont strictes et définies à l'article 33 quinquies, paragraphe 4, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle : « [...] (4) Si une seule compétence figurant dans le référentiel d'évaluation du projet intégré final est non réussie et si la note finale est comprise entre 27 et 29 points, valeurs limites incluses, le candidat est autorisé à se présenter à une épreuve complémentaire élaborée et évaluée par au moins deux membres de l'équipe d'évaluation.

L'équipe d'évaluation décide si l'épreuve complémentaire est écrite, orale ou pratique. Elle désigne les évaluateurs. Il est loisible aux autres membres de l'équipe d'évaluation d'assister à l'épreuve complémentaire ainsi qu'à son évaluation.

En cas de réussite à l'épreuve complémentaire, la note finale du projet intégré final est fixée à trente points.

En cas d'échec à l'épreuve complémentaire, la note finale reste celle fixée antérieurement. [...] »

ad 13) Il s'agit d'une possibilité prévue par la loi pour tenir compte des disponibilités en infrastructures et d'enseignants ainsi que des impératifs spécifiques aux différents métiers et professions (ex : agriculture, hôtellerie, etc.).

ad 14) Tout élève n'ayant pas pu réussir son bilan intermédiaire, malgré la possibilité de rattrapage, n'est pas autorisé à progresser (article 5, paragraphe 6, du règlement grand-ducal modifié du 15 août 2019 portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle et abrogeant le règlement grand-ducal du 31 août 2016 portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle). Le bilan intermédiaire a été introduit en 2016 afin d'éviter que de nombreux élèves/apprentis avancent dans leur formation en dépit d'un nombre trop élevé de modules non réussis.

ad 15) La plus-value de cette démarche est de stimuler et de garantir l'avancement des élèves/apprentis dans leur formation et de leur permettre une qualification dans des délais raisonnables.

Langues utilisées par les promoteurs publics | Question 6551 (26/07/2022) de M. Fred Keup (ADR)

Lëtzebuerg huet laut Gesetz vum 24. Februar 1984 dräi administrativ Sproochen an eng Nationalsprooch. Laut Gesetz mussen d'Administratiounen de Leit an där Sprooch (eng vun deenen dräi) äntweren, an där des sech un si gewannt hunn.

Et schéngt deemno evident, dass Administratiounen an öffentlech Aariichtungen sech a méi Sproochen un d'Leit riichten, wat jo dann och der vill geluefter Dräi-sproochegkeet géif entsprechen.

Dëst ass doriwwer eraus besonnesch wichteg, wann et ëm staatlech Subventiounen geet fir eng éischter sozioekonomesch schwaach Bevëlkerung, wéi et de Fall ass beim subventionéierte Wunnen. An deem Kontext hu vill Leit Schwieregkeeten, wann et ausschliesslech op Franséisch ass, a fillen sech diskriminéiert.

An deem Zesammenhang hunn ech follgend Froen un den Här Wunnengsbauminister:

1. A wéi enger Sprooch oder a wéi enge Sproochen sinn d'Internetsäite vum Fong fir d'Wunnengswiesen („Fonds du logement“) a vun der nationaler Gesellschaft fir bëlleg Wunnengen (SNHBM)? Aus wéi enge Grënn ass sech hei géint aner Sproochen entscheet ginn?

2. A wéi enger Sprooch oder a wéi enge Sproochen sinn d'Formulieren an d'Vertrag vum Fong fir d'Wunnengswiesen („Fonds du logement“) a vun der nationaler Gesellschaft fir bëlleg Wunnengen (SNHBM)? Aus wéi enge Grënn ass sech hei géint aner Sproochen entscheet ginn?

3. Gëtt de Clienten e Choix vun enger Sprooch proposéiert?

4. Gëtt et eng allgemeng Richtlinn fir de Sproochgebrauch?

5. Ass de Minister der Meenung, dass de Sproochgebrauch hei sollt verännert respektiv verbessert ginn?

Réponse (07/09/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

ad 1. D'Internetsite vum den öffentleche Promoteuren SNHBM a Fonds du logement sinn zum gréissten Deel op Franséisch, well dëst dem gängegste Sproochgebrauch vun hire Clienten entsprécht. Dës Sitte kënnen awer an de meeschte Webbrowsersen automatesch a verschidden aner Sproochen iwwersat ginn.

ad 2. Formulair vum der SNHBM an dem Fonds du logement si mindestens op Franséisch an oft och op Däitsch an Englesch. Vertragstexter sinn op Franséisch, well dës Sprooch fir dësen Typ vun Texter am sënnvollsten an am verständlechsten ass.

ad 3. An de Gespréicher mat Clienten a Fournisseure praktizéieren SNHBM a Fonds du logement esouwuel Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch, Portugisesch, Englesch oder rezenterweis och Arabesch.

Mataarbechter a Mataarbechterinne vum Fonds du logement, deenen hir Mammesprooch net Lëtzebuergesch ass, kréien eng Formatioun, fir datt si mindestens op eng Maîtrise vum der Sprooch um Niveau B2 kommen.

ad 4. Ausser der Richtlinn, déi den Auteur vun der Fro selwer zitéiert, gëtt et keng Richtlinn zum Sproochgebrauch.

ad 5. Béid Acteure schaffe serviceorientéiert an en faveur vun hire Clienten. Aus deem Grond passen si och hire Sproochgebrauch reegelméisseg den Ufuerderungen entsprechend un.

Offre vaccinale contre la variole du singe | Question 6555 (26/07/2022) de **Mme Josée Lorsché** | **M. Marc Hansen** (déi gréng)

Depuis le mois de mai, le virus de la variole du singe, endémique dans le bassin du Congo et dans l'Afrique de l'Ouest, se propage rapidement à travers le monde, surtout aux États-Unis et en Europe.

D'après sa communication du 22 juillet 2022, la Direction de la santé luxembourgeoise a eu notification de 16 cas au Luxembourg. En date du 23 juillet 2022, l'OMS a déclaré que l'épidémie de la variole du singe constitue « une urgence de santé publique internationale », ce qui fait lieu du plus haut degré d'alerte. En date du 25 juillet 2022, la Commission européenne a autorisé le vaccin anti-variole Imvanex pour l'immunisation des adultes contre la variole du singe.

Les vaccins existants contre la variole humaine protègent efficacement contre la variole du singe et constituent actuellement, avec le médicament antiviral Tecovirimat, l'épine dorsale de la prévention et du traitement de l'infection.

Un certain nombre des pays touchés par les cas de variole du singe ont commencé à mettre en place une offre vaccinale d'ordre préventif à destination des personnes particulièrement à risque.

Nous aimerions dès lors demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Est-ce que le Luxembourg dispose d'un stock du vaccin Imvanex ou autres à l'instar de certains de nos pays voisins ?
- 2) Dans l'affirmative, ce stock est-il dès à présent utilisé dans le cadre d'une offre de vaccination contre la variole du singe au Luxembourg ?
- 3) Quelles quantités de vaccin le Luxembourg cherche-t-il à se procurer via l'achat conjoint par l'intermédiaire de l'autorité de préparation et de réaction aux situations d'urgence (HERA) de l'autorité sanitaire européenne ? Endéans quel délai ces vaccins seront-ils disponibles ?
- 4) Est-ce qu'au Luxembourg l'accessibilité au Tecovirimat est assurée pour garantir la prise en charge des patient.e.s infecté.e.s par la variole du singe ?
- 5) Existe-t-il une collaboration entre le Ministère de la Santé et les associations et services d'éducation sexuelle afin d'optimiser la circulation des informations relatives à la variole du singe ?

Réponse (31/08/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) Oui, le Luxembourg dispose de 1.400 doses du vaccin Jynneos et de 200 doses du vaccin Imvanex.

ad 2) Oui, la vaccination a commencé le 16 août et 384 personnes se sont déjà fait vacciner jusqu'au 26 août. La vaccination est faite conformément aux recommandations du Conseil supérieur des maladies infectieuses.

ad 3) À ce jour, 1.400 doses de Jynneos ont été commandées via HERA. Elles sont déjà tous sur le territoire. Une livraison supplémentaire via HERA est prévue en décembre. Le nombre de doses disponibles pour cette deuxième livraison n'est actuellement pas encore connu.

ad 4) Le Luxembourg est en discussion avec HERA pour un contrat conjoint avec les autres États membres.

ad 5) Une consultation entre le Ministère de la Santé et le groupe de travail LGBTIQ+ du « Comité de surveillance du sida, des hépatites infectieuses et des

maladies sexuellement transmissibles » a eu lieu en vue de l'élaboration de la communication en relation avec la variole du singe. Parallèlement, le Ministère de la Santé est également en contact avec la HIV Berodung, Rosa Lëtzebuerg et Cigale afin d'aligner le travail de sensibilisation des populations à risque face à la variole du singe.

Politique d'investissement du Fonds de compensation commun au régime général de pension | Question 6556 (26/07/2022) de **M. Paul Galles** (CSV)

Den 3. Dezember 2020 war an der Chamber eng Interpellatioun iwwert d'Investitiounspolitik vum Pensiounsfong. An deem Kader ass eng Proposition de loi deposéiert ginn, wou ënnert anerem eng Adaptatioun vum legale Kader proposéiert gëtt betreffend d'Investitiounspolitik vum Pensiounsfong. Nieft der Konditioun vun der „diversification des risques“ soll eng zweet Virgab fir d'Investitiounspolitik vum Pensiounsfong derbäikommen, nämlech datt Investitiounspolitik ökologesch a sozial responsabel muss sinn. Des Weideren ass och an enger Motioun gestëmmt ginn, déi Regierung opfuerdert, eng Ofännerung vum gesetzleche Kader ze analyséieren.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4676 vum 19. Juli 2021 ass ënnert anerem ze liesen dass: « [...] le Ministre de la Sécurité sociale a demandé au président du Fonds de compensation de soumettre la proposition de loi à l'analyse et l'avis du conseil d'administration. [...] Sur base de cet avis, le Ministère de la Sécurité sociale élaborera une prise de position à soumettre au Conseil de Gouvernement en réponse à la motion du 3 décembre 2020 et à la proposition de loi n° 7729. »

An deem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Sozialminister stellen:

– Huet de Conseil d'administration vum Fonds de compensation mëttlerweil een Avis zur uewe genannter Proposition de loi ofginn, déi zënter méi wéi annerhallwem Joer deposéiert ass?

– Wa jo, wéi ass den Avis zur Proposition de loi ausgefall a wéini ass mat der Positioun vum Ministère respektiv der Regierung ze rechnen?

– Wann nee, u wat läit et, dass de Conseil d'administration bis dato keen Avis ofginn huet?

– Ass d'Regierung bereet, och ouni Avis vum Conseil d'administration Positioun ze huelen oder gesäit d'Regierung et als net opportun un, eng Prise de position zu deem wichtege Thema ze formuléieren?

Réponse (05/09/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

Betreffend d'Investitiounspolitik vum Kompensatiounsfong vum allgemenge Pensiounregimm (FDC) gesäit de Koalitiounsaccord 2018–2023 Follgendes vir:

L'importance du Fonds de compensation commun au régime général de pension dans le futur financement des prestations nécessite impérativement que les placements soient opérés dans un objectif de pérennisation. À cette fin, les placements doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques, par une répartition entre différents produits et entre plusieurs secteurs économiques et géographiques, tout en adoptant une approche d'investissement responsable aux niveaux social et environnemental. Dans ce contexte, il convient d'une part de développer les investissements du Fonds de compensation dans le logement locatif à coût modéré. D'autre part, il s'agit d'élaborer et d'appliquer des directives claires au sujet

de l'orientation des investissements vers le secteur de la finance verte et durable. À ce sujet, un dialogue sera entamé avec les partenaires sociaux et la nécessité d'une modification de la législation sera analysée. (Säit 108, Koalitiounsaccord 2018–2023)

Fir dës ëmzesetzen, hat de Minister fir sozial Sécherheet de President vum FDC gefrot, de Sujet am Verwaltungsrat vum FDC, an deem d'Sozialpartner vertrauede sinn, ze diskutéieren an en Avis auszeschaffen. Dësen Avis sollt och d'Gesetzespropositioun N° 7729 mat berécksiichtegen. Ewéi den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro richteg zitéiert, gouf dës schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4676 präziséiert.

An der Tëschenzäit huet de Verwaltungsrat vum FDC säin Avis un de Minister fir sozial Sécherheet adresséiert an de Ministère fir sozial Sécherheet schafft un engem Projet de prise de position, déi dem Regierungsrat an deenen nächste Woche soll ënnerbreet ginn. D'Prise de position vum der Regierung wäert duerno op den Instanzewe goen am Kader vun der legislativer Prozedur.

Doriwwer eraus ass ze ënnersträichen, datt de Verwaltungsrat vum FDC seng Investitiounsstrategie iwwer déi lescht zwielef Joren ëmmer nees ugepasst huet, fir déi méi nohalteg ze gestalten, wat déi Sozial- an Ëmweltaspekter ubelaangt.

D'Transparenz ass an deem Kontext och e wichtege Aspekt. Esou ka jiddereen op der Internetsäit vum FDC déi wichteg Dokumenter an Informatiounen zur Investitiounsstrategie fannen. Och huet den FDC Enn 2020 säin éischte Rapport d'investisseur responsable publizéiert, deen et erlaabt, méi spezifesch d'Nohaltegkeet vun den Investitiounen nozevollzéien, och wat d'Ëmsetzung vum Paräisser Accord ubelaangt. Dëse Bericht soll och reegelméisseg opgestallt a publizéiert ginn.

Dës Analys erlaabt et och, d'Investitiounsstrategie vum FDC puncto Nohaltegkeet weider ze verfeinere, an déi gewonnen Erkenntnisser wäerten och an déi nächst Strategie afléissen, déi aktuell vum FDC ausgeschafft gëtt.

„Staark fir d'Liewen – prett fir däi Beruff“ | Question 6559 (27/07/2022) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

D'Broschüre „Staark fir d'Liewen – prett fir däi Beruff“ solle laut Internet-Site vum SCRIPT 2021 fäerdeggestallt sinn. Et ass eng Serie vu Broschüren, déi sech un all d'Schüler vun der Beruffsausbildung riicht.

Virun deem Hannergrond wëll ech dem Här Bildungsminister follgend Froen stellen:

1. Wéi eng Broschüren aus dëser Serie si schonns fäerdeggestallt? Wéi eng feelen nach? Gëtt dëst didaktesch Material konsequent an der Beruffsausbildung agesat?

Wa jo, a wéi enge Formatiounen? Wann neen, firwat net?

2. An der Beruffsausbildung ass um Niveau vum DAP keen Englesch virgesinn, obwuel d'Englesch vu verschiddene Betriber verlaangt gëtt. Kann den Här Minister eis bestätegen, datt et esou ee Bedarf an der Beruffsausbildung gëtt?

3. Ass et virgesinn, a verschidde Formatiounen um Niveau vum DAP, nieft dem Däitschen a Franséischen, och d'Englesch unzëbieden? Ass et virgesinn, mat engem „projet d'innovation pédagogique“ respektiv engem Pilotprojet unzefänken? Wa jo – a wéi engen Ausbildungen? Wann nee – wat schwätzt dergéint?

4. Wär et méiglech, oder ass et virgesinn, ee Sproochmodell unzëbidden, wou déi dräi Sproocher behandelt ginn?

Wa jo wéini?

Wann nee, firwat gouf sech géint des Optionen entscheet?

5. Ass allgemeng virgesinn, de Sproochenunterricht an der Berufsausbildung ze reforméieren? Wéi wéll de Ministère der Nofro vun de Beruffer nokommen?

Réponse (08/09/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Déi komplett Serie „Stark fir d'Liewen – prett fir däi Beruff“ wäert aus fënnf Publikatiounen bestoen, vun deenen der bis elo dräi publizéiert gi sinn:

Band 1: „Gebäude und Handwerk“

Band 2: „Commerce“

Band 3: „Industrie“

De Band 4 „Natur und Agrikultur“ ass fäerdeg geschriwwen an aktuell schafft e Grafiker um Layout. Dese Band kënn am Laf vum Schouljoer 2022/2023 eraus.

De Band 5 „Kunst und Design“ gëtt am Moment inhaltlech ausgeschafft a wäert am Laf vum Schouljoer 2023/2024 erauskommen.

Déi ganz Serie ass konzipéiert, fir als Zousatzmaterial am Enseignement général (ENGE) vun der Formation professionnelle kënnen agesat ze ginn, virun allem an de Modullen Éducation à la santé (EDSAN), Éducation à la citoyenneté (EDUCI) an natierlech och an de Sproochen.

D'Enseignantë sinn net obligéiert, d'Bicher aus der Serie „Stark fir d'Liewen – prett fir däi Beruff“ am Cours anzusetzen, mee all Schülerin a Schüler vun all Niveau an der Formation professionnelle, dat heescht CCP, DAP an DT, kritt am éischte Joer vun der entsprecherender Formation (4^e) dat Buch aus der Serie gratis, an deem säi Beruff behandelt gëtt.

Well des Bicher net obligatoresch um Programm stinn, ass et net méiglech, genee Zuelen iwwert hiren Asaz an de Coursen ze liwweren.

ad 2. An der Berufsausbildung ass d'Englescht net virgesinn. Den Enseignement général ass dee selwechte fir alleguer d'Beruffer. An där Hisiicht ass et méi wichteg, d'Berufsbezeichnungen unhand vun dese Fascicullen an e puer Sproochen, ënnert anerem dem Engleschen, ze kennen.

Ganz sécher wäert eng Etüd gemaach ginn, a wat fir Beruffer een Englesch sollt zousätzlech virgesinn.

ad 3. Besonnesch am Apprentissage gëtt et manner Schoulstoune wéi an aneren Ordres d'enseignement an hei gëtt vill Fachwësse vermëttelt. Am Kontext vun der festgeluechter Unzuel u Schoulstoune ka gekuckt ginn, ob Englesch kann ugebuede ginn.

Et si Projets d'innovation pédagogique laut dem Artikel 5bis vum modifizéierte Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwer d'Reform an der Berufsausbildung ugeduecht.

Apposition de plaques commémoratives sur les monuments nationaux | Question 6561 (27/07/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

An Holland gëtt all Nationaldenkmal („Rijksmonument“) mat engem wäiss-bloen Emaille-Schëldche gekennzeechent. Säit 2010 ginn och Objeten, déi net vun iwwerragerender nationaler Bedeitung sinn an déi kee wäiss-blot Schëld droen däerfen, mat enger Denkmalplaquette ausgestatt, wat den touristeschen Attrakt vum desen Objeten onni Zweiwel erhéicht.

Zu Lëtzebuerg ass et awer net ëmmer liicht ze erkennen, ob ee Gebai ënner Denkmalschutz steet. Oft schaaft réischt e Bléck an d'„Liste des immeubles et objets classés comme patrimoine culturel national ou inscrits à l'inventaire supplémentaire“ vum „Institut national pour le patrimoine architectural“ (fréier „Service des sites et monuments“) Gewëssheet doriwier.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Wéi steet d'Madamm Minister zur Iwwerleeung, sämtlech Nationaldenkmäler hei am Land fir d'Éffentlechkeet mat engem Schëld oder enger Plaquette ze kennzeechen?

2. Wier et am Hibleck op d'Verbreedung vu kulturellem Wëssen iwwer eist Land keng gutt Iddi, ee QR-Code nieft oder op esou engem Schëld unzëbréngen, deen eppes iwwer d'Gebai erzielt?

Réponse (31/08/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Culture

Dat neit Denkmalschutzgesetz vum 25. Februar 2022 gesäit a sengem Artikel 33 vir, datt eng Plaquette op engem national klasséierte Gebai kann ubruecht ginn, dat mat der Zoustëmmung vum Proprietär. Am Moment ginn et eng ronn 1.000 esou Gebaier. Wichtig ass et, an den nächste Méint a Joren d'Zuel vun de klasséierten Haiser weider eropzeschrauwen an ze hëllefen, se uerdentlech ze restauréieren. Déi ganz Energie vum Institut national pour le patrimoine architectural (INPA) gëtt am Moment an des wichteg Missionen investéiert.

Mam Schafen a mam Ausbau vun engem didaktische Service am INPA an den nächste Jore wäert dann och de Volet vun der Kommunikatioun weiderentwéckelt ginn. An deem Kontext ass virgesinn, all déi klasséiert Gebaier analog an elektronesch adequat ze markéieren, dat virun allem, fir d'Leit esou gutt wéi méiglech iwwert eise geschützte Patrimoine ze informéieren. Effektiv sollen iwwert eng Zort QR-Code des Informatiounen un e grouse Publikum weidergeleet ginn.

Pénurie de paracétamol | Question 6569 (29/07/2022) de **M. Claude Wiseler** | **Mme Martine Hansen** (CSV)

No Bericht an de Medie wier et an de leschten Deeg zu Lëtzebuerg zu Enkpäss bei der Versuergung mat Paracetamol komm. An deem Kontext wollte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt et hei am Land an de leschten Deeg Liwwerproblemer beim Paracetamol gouf?

2. Kann d'Regierung confirméieren, dat kee Sirop fir Kanner op Basis vu Paracetamol méi disponibel war? – Wa jo, wat waren d'Ursaache fir des Enkpäss?

3. Ass d'Versuergung mat deem Medikament nees séchergestallt?

4. Kann d'Regierung garantéieren, datt am Fall, wou et zu weider Liwwerproblemer kënn, genuch alternativ Medikamenter zur Verfügung stinn?

5. Gëtt d'Regierung am Fall, wou et nees zu Rupturë beim Stock kënn, Consignen un d'Apdikten eraus? – Wa jo, wat fir Consigné wäerten dat sinn?

Réponse (29/08/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1. Zanter Juli ass et zu Lëtzebuerg effektiv zur Enkpäss bei der Liwwerung vu verschiddenen Zorte vu Paracetamol komm. Alternativ Medikamenter zum

Paracetamol waren a bleiwen awer weiderhin um Lëtzebuergesch Marché disponibel.

ad 2. Wat pediateresch Produkte betrëfft, si säit Abrëll effektiv zwou Zorte vu Paracetamol a Form vu Kanner-sirop guer net méi disponibel gewiescht. Et handelt sech ëm de Paracetamol Ratio 40 mg/ml an de Benu-ron 200 mg/5 ml. Des Produkte stellen alleng méi wéi d'Hallschecht vum Lëtzebuergesch Marché vum Sirop duer. Des Indisponibilitéit konnt allerdéngs duerch aner Siropen mat enger änlecher Doséierung (z. B. Perdolan 32 mg/ml, Dafalgan 30 mg/ml) respektiv duerch aner Produiten ënnert enger anerer Form (Stéppercher) kompenséiert ginn.

Des Rupturë si gréisstendeels op grouss Schwankunge bei der Nofro op Paracetamol, déi et säit dem Ufank vun der Pandemie gëtt, zeréckzeféieren an déi et fir d'Produzente schwéiermachen, d'Produktioun un d'Demande ze adaptéieren. Effektiv war d'Nofro am Mäerz an Abrëll 2020 extreem héich. Des Hausse ass 2021 allerdéngs vun enger starker Baisse vun der Demande ofgeléist ginn, soudatt d'Produktioun bedeitend erofgesat ginn ass. Déi gelagert Stocke si soumat staark an d'Luucht gaang, mee konnten awer wéinst dem Verfallsdatum vun de Produkter just begrenzt benotzt ginn. Ënn 2021 ass d'Nofro erëm staark an d'Luucht gaang, mee verschidde Laboratoire konnten hire Produktiouns-niveau net schnell genuch upassen. Déi rezent Covid-19-Well huet ëmsou méi zu deser staark usteigender Nofro bäigedroen, wat d'Liwwerungsenkpäss vun deem Summer erklärt. Et sief allerdéngs ënnerstrach, datt des Liwwerungsenkpäss net just de Lëtzebuergesch Marché concernéieren, mee global constatéiert gi sinn.

ad 3. D'Informatiounen, déi dem Gesondheitsministère aktuell virleien, deiten dorop hin, dass an den nächste Wochen d'Liwwerungen u Paracetamol sech erëm wäerten normaliséieren.

ad 4. De Lëtzebuergesch Marché ass ofhängeg vum Ausland, wat d'Liwwerung vu Medikamenter betrëfft. Dës stëllt souwuel en Avantage wéi och en Desavantage duer: Am Fall vun engem Manktem erlaabt déi Lëtzebuergesch Gesetzgebung et méi einfach, alternativ Medikamenter aus eisen Nopeschlänner ze importéieren. Anerersäits kann e Manktem bei eisen Nopeschlänner awer och Auswierkungen op d'Liwwerung vu Medikamenter fir Lëtzebuerg hunn.

ad 5. Bis elo war et nach net néideg, speziell Consignen, wat d'Distributioun vu Paracetamol ugeet, un d'Apdikte virunzeginn, well d'Alternativen zum Paracetamol weiderhin disponibel waren. Wann d'Situatioun sech awer géif an eng Richtung entwéckelen, wou dës néideg géif ginn, missten déi appropriéiert Moosname geholl ginn.

Télétravail des fonctionnaires et employés publics frontaliers | Question 6570 (29/07/2022) de **M. Paul Galle** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Depuis le début de la pandémie, le Luxembourg et ses pays voisins se sont entendus sur des accords dérogatoires fiscaux pour les frontaliers en télétravail. Ces accords dérogatoires ont pris fin le 30 juin 2022.

Pour les frontaliers résidant en Allemagne, la fin de l'accord dérogatoire fait passer le nombre de jours de travail pouvant être prestés en télétravail sans devoir payer d'impôts dans le pays de résidence à 19 jours. Il a cependant été porté à notre attention que cette règle de 19 jours ne serait pas d'application pour les fonctionnaires et les employés de l'État résidant en Allemagne. Par ailleurs, la Confédération générale de la fonction publique (CGFP) fait le constat suivant dans un communiqué de presse publié jeudi 28 juillet 2022 :

« Ces dispositions [relatives au nombre de jours de télétravail], applicables au secteur privé, ne concernent toutefois pas une grande partie des agents publics, a confirmé le Ministère des Finances à la CGFP. Ces seuils de tolérance n'existent donc pas pour ces employés des secteurs de l'État et des communes. La Ministre des Finances a reconnu une "certaine discrimination" à cet égard. »

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que les fonctionnaires et les employés de l'État ne profitent pas des mêmes règles concernant le télétravail que d'autres salariés du Luxembourg et résidents à l'étranger, notamment en Allemagne ?

– Dans l'affirmative, qu'est-ce qui explique cette situation pour le moins étonnante ?

– Dans l'affirmative, quels efforts sont entrepris au niveau du Gouvernement pour remédier à cette situation ? Où en sont les discussions avec nos pays frontaliers ?

Réponse (29/08/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés font référence à différentes dispositions concernant la convention de non-double imposition entre le Luxembourg et l'Allemagne (« convention fiscale »), dont notamment le seuil de tolérance de 19 jours prévu par un accord amiable (« Verständigungsvereinbarung ») datant de 2011 et annexé à ladite convention fiscale.

Comme évoqué dans la réponse à la question parlementaire n° 6124, le seuil de tolérance ne s'applique pas aux fonctionnaires, employés et salariés de l'État luxembourgeois qui sont résidents en Allemagne, étant donné que ceci n'avait pas été prévu lors des négociations en 2011.

La répartition du droit d'imposition des salaires, traitements et autres rémunérations similaires provenant des fonctions publiques entre deux pays est réglée dans un article spécifique de la convention de non-double imposition selon le modèle de convention de l'OCDE. En l'espèce, l'article 18 de la convention fiscale règle la répartition du droit d'imposition des salaires, traitements et autres rémunérations similaires provenant des fonctions publiques. Le seuil de tolérance de 19 jours ne s'applique pas à cet article 18 de la convention fiscale.

Les autorités luxembourgeoises sont en contact régulier avec les autorités allemandes sur le télétravail en général, dont un élément de discussion est l'augmentation du seuil de tolérance de 19 jours ainsi que son extension aux frontaliers qui travaillent dans le secteur public. Le sujet fut par ailleurs évoqué le 23 août 2022 lors d'une entrevue bilatérale avec le Ministre des Finances allemand en marge de la réunion annuelle des ministres des Finances germanophones.

Financement public des associations œuvrant au respect des droits humains et du droit d'asile | Question 6572 (29/07/2022) de M. Paul Galles (CSV)

Il est essentiel que les organismes de défense des droits fondamentaux aient des moyens suffisants pour garantir leurs activités et accueillir les personnes à la recherche d'information sur leurs droits. Par exemple, il est primordial d'accompagner les personnes en situation d'exil ou d'apporter une aide administrative dans le cadre de demandes de regroupement familial.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Dans quelle(s) ligne(s) budgétaire(s) se trouvent les subventions fournies par le MAEE et le MJ aux organismes conventionnés ?

2) Où se trouve la liste des organismes conventionnés avec le MAEE et le MJ ? (Faire le lien avec le MEGA qui liste de manière détaillée l'ensemble des organisations ayant signé une convention avec eux // pareil avec le MEN // aussi avec MIFA).

Dans quel domaine ces organismes œuvrent-ils ? Y a-t-il des critères objectifs afin de prétendre à un conventionnement ?

3) Pourquoi la participation du Ministère aux frais de fonctionnement d'organismes conventionnés ne fait pas l'objet d'une ligne budgétaire à part ? (Comme cela est le cas dans le budget du MIFA par exemple : Participation de l'État aux frais de fonctionnement d'associations œuvrant dans le domaine de l'intégration.)

4) Les Ministres considèrent-ils qu'une association de la société civile œuvrant au respect des droits humains, et du droit d'asile en particulier, devrait être financée exclusivement par des fonds privés ? Sinon, pourquoi les subsides versés dans ce domaine sont-ils si limités ? Et pourquoi n'y a-t-il jamais d'appels à projets dans ce domaine ?

5) Est-ce que les frais liés au personnel employé par ces organismes conventionnés et travaillant dans les foyers pour DPI/BPI sont compris dans la ligne budgétaire « rémunération du personnel » (du MAEE 2022) ?

6) 30.000 € sont alloués à des subsides à des « œuvres de bienfaisance et de solidarité sociale initiant et mettant en œuvre des projets en faveur de l'accueil des personnes étrangères ». Dans quel domaine spécifique œuvrent ces organismes ?

7) À quoi correspond précisément la ligne budgétaire (du Ministère de la Justice 2022) : « Frais de publicité, de sensibilisation et d'information » ? (30.000 €). Ces activités de sensibilisation sont-elles réalisées par des organisations externes au Ministère ?

8) Concernant la ligne « subsides aux barreaux et autres associations juridiques nationales » : au-delà des barreaux de Diekirch et de Luxembourg, quelles autres associations juridiques nationales reçoivent un subside de la part du Ministère de la Justice ? (8.000 €)

9) Existe-t-il une liste définie des organismes luxembourgeois conventionnés avec le Ministère de la Justice ? Y a-t-il des critères objectifs à remplir afin de prétendre à une convention ?

Réponse (30/08/2022) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

ad 1) Le Ministère des Affaires étrangères et européennes n'accorde pas de subventions à des organismes conventionnés via l'Office national de l'accueil à l'instar des autres ministères cités par l'honorable Député.

Des subsides peuvent toutefois être accordés par l'Office national de l'accueil aux termes de l'article budgétaire intitulé « 01.8.33.010 Subsides à des œuvres de bienfaisance et de solidarité sociale initiant et mettant en œuvre des projets en faveur de l'accueil de personnes étrangères ». Le montant du crédit est de 30.000 euros pour l'année 2022 (voir aussi infra).

La Direction de l'immigration n'a pas d'organismes conventionnés, mais dispose de l'article budgétaire intitulé « 01.4.33.300 – Aides bilatérales ou multilatérales à la réinsertion des rapatriés ainsi qu'en faveur d'actions visant une meilleure gestion des flux

migratoires ; subventions poursuivant le même objectif à des organisations internationales et à des ONG ». Le montant du crédit est de 25.000 euros pour l'année 2022.

Concernant le Ministère de la Justice, aucune convention n'a été conclue avec un organisme œuvrant pour le respect des droits humains et du droit d'asile.

De manière générale, les subventions sont attribuées aux organismes non conventionnés. Dans le contexte des finances étatiques, les subventions sont uniquement attribuées aux organismes qui ne disposent pas de convention. En ce qui concerne le budget 2022 du Ministère de la Justice, l'article budgétaire 07.0.33.010., intitulé « Subsides aux barreaux et autres associations juridiques nationales », prévoit des crédits dans le domaine des droits humains et du droit d'asile. La dotation annuelle pour cet article budgétaire s'élève à 8.000 euros, dont 5.000 euros ont été alloués à l'association Passerell.

ad 2) Pour le Ministère des Affaires étrangères et européennes, il est renvoyé à la question reprise ci-dessous sous « organismes travaillant dans les foyers DPI/BPI ».

Pour le Ministère de la Justice, il est précisé qu'aucune convention n'a été conclue avec un organisme actif dans la défense des droits humains et du droit d'asile.

ad 3) Il est rappelé qu'aucune convention n'a été conclue par les deux ministères avec un organisme de défense des droits humains et du droit d'asile.

ad 4) En ce qui concerne le Ministère des Affaires étrangères et européennes, il convient de noter que les subsides dépendent des crédits alloués au niveau de l'article budgétaire et sont accordés sur base d'une évaluation du projet à l'aide de critères objectifs. Lors de l'élaboration du programme national pluriannuel du Fonds européen 2021-2027 « Asile, migration et intégration », une consultation publique des associations et organismes œuvrant dans le domaine de l'asile, de la migration et de l'intégration a eu lieu en 2020 et des besoins dans les domaines mentionnés par l'honorable Député n'ont pas été soulevés à ce moment-là.

En ce qui concerne le financement du Ministère de la Justice d'association œuvrant dans le domaine du droit d'asile, le Ministère de la Justice ne subventionne pas d'association se chargeant de l'accompagnement des demandeurs d'asile alors que cela ne tombe pas sous la compétence du Ministère de la Justice. Le Ministère de la Justice finance néanmoins l'assistance judiciaire dont les réfugiés et demandeurs d'asile ayant déposé une demande de protection internationale ou ayant fait l'objet d'une mesure de placement au Centre de rétention peuvent bénéficier. Ils peuvent ainsi bénéficier d'une assistance judiciaire gratuite et totale pour la défense de leurs intérêts dans le cadre de leur demande de protection internationale ou de la mesure de placement au Centre de rétention dont ils font l'objet. Cette aide est assurée par le Conseil de l'ordre des avocats de Luxembourg et de Diekirch et donne droit à l'assistance d'un avocat et à la prise en charge de tous les frais d'instance et de procédure.

Au cours de l'année 2021, qui a connu un niveau historiquement bas de contentieux de l'immigration en raison de la fermeture temporaire des frontières en raison de la pandémie¹, le Ministère de la Justice a pris en charge les frais de l'assistance judiciaire de 895 dossiers pour un montant de 889.810 euros, ce qui correspond à 12,28 % du montant total des dépenses au titre de l'assistance judiciaire. Au cours de l'année 2019, le

¹ Ministère de la Justice, rapport d'activité, 2021, p. 539 <https://mj.gouvernement.lu/fr/publications.gouvernement%2Bfr%2Bpublications%2Brapport-activite%2Bminist-justice%2Bmjust%2B2021-rapport-activites-mjust.html>

Ministère de la Justice avait financé les frais de l'assistance judiciaire de 1.367 dossiers de contentieux de l'immigration pour un montant de 1.253.914,97 euros, ce qui correspond à 19,75 % du montant total des dépenses au titre de l'assistance judiciaire.

ad 5) Les frais de personnel de la Fondation Caritas et de la Croix-Rouge luxembourgeoise, qui assurent l'encadrement social des personnes hébergées dans certaines structures de l'Office national de l'accueil, sont pris en charge par l'Office national de l'accueil aux termes de l'article budgétaire intitulé « 01.8.33.012 Prestations d'accueil et d'encadrement à des demandeurs de protection internationale et autres ressortissants de pays tiers logés provisoirement dans les structures d'hébergement », ceci au moyen de conventions annuelles conclues entre ces organisations et l'Office national de l'accueil.

ad 6) Les organismes bénéficiaires des subsides alloués via cet article budgétaire peuvent œuvrer dans tous les domaines étant en relation avec les missions de l'Office national de l'accueil.

Depuis 2019, des subsides ont été accordés à des organisations mettant en œuvre des actions qui, de par leur envergure, ne justifient pas le recours à la procédure d'appel à projet et le financement via le Fonds européen AMIF (Fonds « Asile, Migration et Intégration »).

ad 7) Cette ligne budgétaire correspond à l'article 07.0.12.140 : « Frais de publicité, de sensibilisation et d'information ». Il s'agit de permettre au Ministère de la Justice de lancer des campagnes d'information dans des domaines tombant sous sa compétence et qui peuvent être réalisées par des entités externes.

ad 8) Ainsi que cela été relevé plus en avant, l'ASBL Passerell a bénéficié au cours de l'exercice 2022 de plus de la moitié de la dotation annuelle de 8.000 euros. Le surplus de 3.000 euros a été réparti entre les organisations des avocats luxembourgeois (Barreau de Luxembourg, Barreau de Diekirch et Jeune Barreau), l'Association nationale des étudiants en droit et l'Association Henri Capitant.

ad 9) Le Ministère de la Justice a conclu des conventions avec des entités qui contribuent à la réalisation des objectifs et attributions relevant du ministère. Les conventions suivantes ont été conclues par le Ministère de la Justice :

Au titre de l'article 07.2.12.331 avec le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) et le Centre Neuro-Psychiatrique au Luxembourg (CHNP – soins détenus-psychiatrie) pour le remboursement des frais découlant de l'organisation des services de soins aux centre pénitentiaires de Luxembourg et de Givenich ; au titre de l'article 07.2.12.332 avec la fondation Centre Hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) et le CHNP pour le remboursement frais découlant de l'organisation des services de soins au centre pénitentiaire d'Uerschterhaff ; au titre de l'article 07.2.12.330 avec les Hôpitaux Robert Schumann (HRS), le CHEM et le CHL pour les frais de location de chambres-cellules pour détenus ; au titre de l'article 07.2.12.152 avec le Centre pénitentiaire de Givenich (soins – Hëllef Doheem – Croix Rouge) pour frais d'hospitalisation, de traitements médicaux et psychiatriques et frais pharmaceutiques des détenus et vaccinations préventives dans l'intérêt du service ; au titre de l'article 07.2.12.370 avec le service Suchthëllef pour un programme de prise en charge des personnes toxico-dépendantes en milieu pénitentiaire ; au titre de l'article 07.1.12.300 avec le Laboratoire national de la santé (LNS) et la société à responsabilité limitée Warehouse Service Agency (WSA) pour le remboursement des frais de justice, l'exécution de commission rogatoires et les expertises et missions spéciales ; au titre de

l'article 07.2.33.000 avec l'ASBL Défijob pour le financement de projets favorisant la réintégration sociale des détenus ; au titre de l'article 07.1.33.001 avec le Centre de médiation – Service de justice restaurative pour les frais de fonctionnement et, enfin, au titre de l'article 07.1.33.002 avec le Centre de médiation civile et commerciale (CMCC) pour frais de fonctionnement.

Application de la loi relative à la protection des animaux | Question 6573 (29/07/2022) de M. Gusty Graas | M. André Bauler (DP)

An der Press hu rezent Vertrieeder vun diversen Déiereschutzorganisationen behaupt, datt d'Déiereschutzgesetz vun 2018 zwar gutt wier, mee datt et net géif zefriddestellend ëmgesat ginn.

Des Weidere goufe mer gewuer, datt déi véier Déierenasyler, déi de Moment am Land funktionéieren, iwwerlaascht wieren. Fir méi Plaz zur Verfügung ze hunn, wiere besteeënd Gebailechkeeten den aktuelle Besoinen ugepasst ginn. Et bräicht een awer zousätzlech an adequat Infrastrukturen, besonnesch am Norde vum Land, wou et, mat Ausnam vu Privatinitiativen, iwwerhaapt keng Opfankstrukture géif ginn. Gleeft een den Déiereschützer, sou misst op d'mannst eng Opfangstatioun amenagéiert ginn.

An deem Zesammenhang wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Deelt den Här Minister d'Opfaassung vun den Déiereschützer, datt dat aktuell Déiereschutzgesetz net adequat ëmgesat gëtt?

2. Ass den Här Minister am Detail iwwert d'Situatioun an den Asyler informéiert a kann hien d'Bedürfnisser quantifizéieren?

3. Ass de Landwirtschaftsministère bereet, fir zesumme mat den Organisationoune an de Gemengen eng weider Opfankstruktur am Norde vum Land ze fannen, fir sou op déi sëllegen Demanden ze äntweren?

Réponse (30/08/2022) de M. Claude Haagen, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. D'Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 gesäit eng ganz Partie Moosnamen a Restriktiounen vir, déi et virun dem Gesetz net gouf, mat dem Zil, d'Déierewuel hei am Land ze verbesseren. All Dag sinn dofir d'Fonctionnairë vun deene verschiddeenen zoustännege Verwaltungen am Asaz, fir d'Gesetz am Sënn vum Déierewuel ëmzesetzen.

ad 2. Den Här Minister ass sech der Problematik vun den, virun allem am Summer, iwwerfüllten Asyler bewusst. Nei Asyler kënnen déi aktuell Situatioun entspannen, wäerten awer keng laangfristeg Léisung sinn, fir den Afflux an d'Asyler ze stoppen. Eng gewëssen Eegeverantwortung vun de Bierger ass noutwenneg, fir de Problem léisen ze kënnen.

ad 3. De Landwirtschaftsministère ass bereet, Demandé fir een neien Asyl hei am Land ze ënnerstëtzen, sou wéi dat och an der Vergaangenheet ëmmer de Fall war.

Augmentation des bénéfices des groupes pétroliers | Question 6576 (29/07/2022) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Cécile Hemmen (LSAP)

Les géants pétroliers viennent d'annoncer des bénéfices records pour le deuxième trimestre de 2022, ceci suite à l'envolée des prix des hydrocarbures depuis l'invasion russe en Ukraine. Ainsi, certaines de ces firmes voient leurs bénéfices doublés et pour certaines même

quintuplés. Alors qu'une partie de ces bénéfices est utilisée pour l'achat de leurs propres actions, une autre partie est versée aux actionnaires des différents groupes. Le plus grand groupe pétrolier français vient quant à lui de décider d'une ristourne de 20 centimes sur les prix des carburants accordée à ses clients en France.

Suite à ces bénéfices trimestriels plantureux dus à ce drame humain qu'est la guerre en Ukraine, nous aimerions savoir de la part de Madame la Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre de l'Énergie comment se présente la situation en matière de bénéfices des groupes pétroliers au Luxembourg.

– Quel est l'ordre de grandeur des impôts que paient les groupes pétroliers présents au Luxembourg ?

– Le Gouvernement a-t-il engagé des pourparlers avec ces groupes en vue de concéder des ristournes aux clients touchés par l'explosion des prix des produits pétroliers ?

– Quelle est l'attitude du Gouvernement face à ces superprofits contrastant singulièrement avec les malheurs causés par la guerre en Ukraine ?

Réponse (31/08/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

Les honorables Députés font référence aux bénéfices records annoncés par les « géants pétroliers » pour le deuxième trimestre de 2022, ceci depuis l'invasion russe en Ukraine.

Le tableau repris ci-dessous regroupe les différents impôts directs payés par les entreprises qui exercent des activités commerciales classées selon la nomenclature NACE sous le code NACE 46.710 « Commerce de gros de combustibles et de produits annexes » ainsi que sous le code NACE 47.300 « Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé ».

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Pour une année budgétaire donnée, plusieurs années d'imposition peuvent être imposées en même temps. Pour les années d'imposition récentes, les chiffres ne peuvent pas être considérés comme définitifs étant donné que les impositions ne sont pas encore toutes établies. En plus, compte tenu de la date de remise des déclarations, les chiffres relatifs à 2022 ne sont pas encore disponibles. De façon plus générale encore, il y a lieu de noter que les « géants pétroliers » tels que visés par les honorables Députés ne sont pas nécessairement établis au Grand-Duché de Luxembourg, et que les chiffres repris au tableau ci-avant, basés sur le code d'activité selon la nomenclature NACE, incluent des entreprises qui n'ont pas de lien capitalistique avec les « géants pétroliers » mentionnés par les honorables Députés.

Par ailleurs, il y a lieu de souligner que le Luxembourg ne dispose pas d'infrastructures pétrolières de taille significative (ports de haute mer, raffineries, dépôts pétroliers internationaux, ...) et qu'aucune activité d'exploration de pétrole brut n'a lieu au Luxembourg. Les succursales des grands groupes pétroliers, qui sont actives au Luxembourg, sont seulement actives dans la distribution de produits pétroliers aux clients finaux et l'exploitation d'infrastructures de distribution (stations-service, dépôts pétroliers intermédiaires, ...). Comme toute autre société active sur le marché luxembourgeois, ces succursales ont été exposées aux conséquences de la crise ukrainienne et leur situation ne peut être comparée à celle des sociétés actives dans le trading et/ou l'exploration de pétrole brut.

Partant, la question du traitement à réserver aux « superprofits » réalisés par les « géants pétroliers » dans

le contexte de l'envolée des prix des hydrocarbures concerne en priorité l'État d'établissement de ces « géants pétroliers ». Dans ce contexte, le Luxembourg ne s'oppose pas à des solutions au niveau européen.

.....

Application de la loi relative à la protection des animaux | Question 6580 (29/07/2022) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng)

La loi luxembourgeoise sur la protection des animaux est une des législations les plus modernes d'Europe en matière de protection des animaux. Or, récemment certaines associations de protection des animaux ont critiqué que cette loi ne serait pas mise en œuvre de manière adéquate. Selon les associations, l'application de la loi serait contrôlée de manière insuffisante.

De plus, ils notent qu'il y a un manque à combler au niveau des infrastructures pour héberger les animaux saisis, confisqués, voire abandonnés, surtout dans le nord du pays, les refuges existants étant surchargés. Les animaux avec des problèmes comportementaux seraient régulièrement euthanasiés, également en raison du manque d'infrastructures appropriées.

Par ailleurs, la gestion des chats sauvages poserait problème, étant donné que la loi exige leur stérilisation et leur marquage par le biais d'une puce électronique, ce qui représenterait une charge financière non négligeable pour les associations.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Comment Monsieur le Ministre se positionne-t-il par rapport aux doléances exprimées par les associations ? Quels moyens considère-t-il mettre en œuvre afin de renforcer l'application de la loi sur la protection des animaux et de mieux la contrôler ?

2) Quelles mesures additionnelles pourraient être mises en place afin d'améliorer la gestion des chats sauvages, notamment au niveau du financement de la stérilisation et du marquage des chats ? Existe-t-il des coopérations entre le ministère et les communes à cet égard ?

3) Monsieur le Ministre considère-t-il mettre en place un refuge animalier (Gnadenhof) pour les animaux avec des troubles comportementaux qui aujourd'hui sont souvent euthanasiés ?

4) Sachant qu'un bon nombre de personnes s'achètent un animal de compagnie sans considérer les implications d'une telle décision, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait renforcer la sensibilisation sur les responsabilités et coûts liés à l'acquisition d'un animal domestique ?

Réponse (30/08/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) La loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux prévoit toute une série de mesures et de restrictions pour améliorer le bien-être animal au Luxembourg ; ces mesures n'existaient pas auparavant. Chaque jour, des fonctionnaires des différentes administrations sont à l'œuvre pour appliquer la loi dans le respect du bien-être animal.

ad 2) Conformément à l'art. 6 (3) de la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux, les associations pour la protection des animaux ont la possibilité de se faire agréer par le Ministère de l'Agriculture. Dans ce cadre, elles ont droit, sur demande, à des subventions du Ministère de l'Agriculture qui soutient par ce biais leurs activités. Une coopération entre le ministère et les communes n'existe pas à l'heure actuelle.

ad 3) La situation des animaux présentant des troubles du comportement est plus difficile, voire délicate, car il s'agit souvent d'animaux qui ne sont plus éligibles à l'adoption. Ces animaux doivent donc souvent passer le reste de leur vie dans une structure d'accueil, ce qui peut représenter d'une part un risque pour la sécurité des personnes qui s'occupent des animaux, en fonction des troubles du comportement des animaux concernés, et d'autre part, l'occupation à long terme, voire à très long terme, de places qui empêchent l'accueil d'animaux mieux adaptés à l'adoption. Une certaine responsabilité propre des personnes qui souhaitent acheter ou ont acheté un animal semble donc indispensable pour faire face à cette situation et à l'afflux d'animaux dans les asiles en général, même sans troubles du comportement.

ad 4) Une campagne de sensibilisation serait effectivement un moyen pour informer davantage le public sur l'acquisition d'un animal. Ce sujet pourra être développé lors de la réunion avec les organisations de protection des animaux prévue pour cet automne.

.....

Offres d'emploi de l'Administration des ponts et chaussées | Question 6584 (01/08/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Sou wéi et mir zougedroe gouf, gi bei Ponts et Chaussées net méi sämtlech Plaze vu Leit, déi d'Pensioun huelen, nei besat.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi vill Leit an de Joren 2000 bis 2021 bei Ponts et Chaussées an d'Pensioun gaange sinn, wéi vill vun deene Plazen nei ausgeschriwwen goufen a wéi vill dann dovun konnte besat ginn? Kann den Här Minister an deem Zesammenhang preziséieren, ënnert wéi engem Statut (Beamten, Employé public, Salarié) déi jeeweileg Plaze funktionéiert hu respektiv funktionéieren?

2. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi d'Evolution vum regionale Verdeelungsschlüssel vum Personal bei Ponts et Chaussées iwwert d'Joren 2000 bis 2021 dokumentéiert?

Réponse (07/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Déi follgend Zuelen aus der Datebank vun der Personalgestioun vun der Stroossebauverwaltung liwweren en Iwwerbléck betreffend all Agente mat hire jeeweilege Statuten, déi d'Stroossebauverwaltung tëscht 2000 an 2021 verlooss hunn. An dëser Tabell sinn also net nëmmen déi Agenten opgefouert, déi a Pensioun gaange sinn, mee och déi, déi d'Verwaltung aus engem anere Grond verlooss hunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Follgend Tabell wéist d'Unzuel vun den Agente mat hire jeeweilege Statuten esouwéi och d'Verdeelung vun den Agenten iwwert déi verschidde Sitten/ Servicer vun der Stroossebauverwaltung (Stand 11. August 2022).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

An der Datebank vun der Personalgestioun vun der Stroossebauverwaltung sinn iwwer d'Jore verschidden Donnéeën iwwerschriwwen ginn, dat, wann se geännert hunn. Esou ass et haut net méi méiglech, dee vum honorabelen Deputéierte gewünschten Historique opstellen.

Wat d'Informatiounen ueget, déi dem honorabelen Deputéierten zougedroe gi sinn, datt bei der Stroossebauverwaltung sämtlech Plaze vu Leit, déi d'Pensioun huelen, net méi nei besat géife ginn, esou kann ech betounen, datt dës Informatiounen net richteg sinn.

D'Stroossebauverwaltung ass engagéiert, all Ofgang esou séier wéi méiglech ze ersetzen. Well d'Missioun vum der Verwaltung ëmmer um Wuesse sinn, beméit si sech, all Joer och am Kader vun de Budgetspropositionen zousätzlech Posten iwwert den „Numerus clausus“ ze kréien.

Am Fall wou een Agent d'Verwaltung verléisst, gëtt selbsterständlech eng Analys gemaach, ob deen Agent op där Plaz an an där Funktioun muss ersat ginn. Meeschtens ass dat de Fall an da gëtt de Posten och eent zu eent sou schnell wéi méiglech erëm besat. Elo kann et awer och sinn, datt d'Missioun vum deem Service, wou den Agent fortgaangen ass, geännert hunn an oft méi komplex gi sinn. Dann intervenéiert d'Stroossebauverwaltung am Respekt vun deenen entspreche Prozedure bei deenen zoustännegen Instanzen, fir kënnen en Agent mat engem anere Profill, ënner Ëmstänn ënnert engem anere Statut an/oder enger anerer Carrière, anzustellen.

Wann et esou wierkt, wéi wa fräi Plazen net erëm géife besat ginn, da kann dat awer och dohier kommen, dass de Rekrutement laangwiereg ass, wat engersäits zum Deel un de Prozeduren hänkt. Esou ass et zum Beispill net ëmmer méiglech, déi noutwennege Zuel vu Rendez-vous fir den „Examen médical d'embauche“ kuerzfristeg beim Aarbechtsdokter ze kréien.

Op där anerer Säit huet d'Stroossebauverwaltung awer och Problemer, déi néideg Profiller mat deene richtige Kompetenzen ze fannen. Verschidde Posten huet d'Verwaltung bis zu fënnemol missen ausschreien, bis datt dee passende Kandidat konnt agestallt ginn (richtegen Diplom, néideg Experienz etc.).

.....

État unitaire en Europe | Question 6585 (01/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An der Editioun Nr. 28 vum 9. Juli 2022 vum däitsche Wochemagazine „Der Spiegel“ gouf en Interview vum Här Bausseminister publizéiert, deen hien zesumme mat senger däitscher Amtskollegin Annalena Baerbock ginn huet. An deem Interview huet den Här Bausseminister zu der Iddi vun de Vereenegte Staate vun Europa ënner anerem dat hei ausgesot: „Die EU braucht einen richtigen Präsidenten, einen Premierminister mit einer Regierung, ein Parlament, das Gesetze vorschlagen kann, und einen Senat neben dem Parlament, in dem jedes Land vertreten ist. Die Länder werden weiter bestehen, aber das Budget wird dann in Brüssel beschlossen.“

Esou an änlech federal Virstellung stoungen och am sougenannten europäesche Verfassungsvertrag, deen a Frankräich an an Holland duerch Referendum refuséiert gouf. E gouf dono liicht amendéiert an als Lissabon-Vertrag ageféiert, deen an deenen zwee genannte Länner awer kengem Referendum méi ënnerworf gouf.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Representéiert déi zitéiert Äusserung vum Här Bausseminister d'Position vum der Regierung? Wëllt d'Regierung en europäesche Federalstaat?

2. Falls d'Antwort op d'Fro virdru „jo“ wier, géif d'Regierung dann e Referendum usetzen, fir d'Lëtzebuerger Staatsbürger souverän iwwert dës Fro decidéieren ze loossen?

Réponse (31/08/2022) de **M. Jean Asselborn**,
Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M.
Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État

ad 1. Als Grënnungsmitglied vun der Europäescher Union huet Lëtzebuerg ëmmer aktiv un der Weiderentwécklung vun engem gemeinsamen europäesche Kader matgeschafft, ganz am Sënn vum Traité iwwert d'Europäesch Union, an deem de Wëlle vu senger Signatairé bekräfftegt gëtt, fir de Prozess vun der Schafung vun enger ëmmer méi enker Union vun den europäesche Vëlker weiderzeféieren, och mat Bléck op weider Schrëtt, fir d'europäesch Integratioun virunzedeiwen.

Esou ass och am Koalitiounsaccord vun der Regierung ë. a. Follgendes festgehalen: « Le Luxembourg a besoin d'une Union européenne (UE) plus forte que jamais. Il contribuera à la mise en œuvre de la stratégie globale de l'Union européenne qui permettra à l'Union d'être un partenaire fiable et une importante source de sécurité et de créer une Europe plus forte : un acteur plus uni avec plus d'influence sur la scène mondiale, une Europe qui protège les citoyens, et défend ses intérêts et ses valeurs. » Donieft ass och Follgendes virgesinn: « Le Luxembourg poursuivra une politique engagée au sein de l'Union européenne qui reste le cadre de développement privilégié pour l'avenir du Grand-Duché. [...] Le Luxembourg est favorable à la poursuite de la construction européenne. Il importe d'améliorer le fonctionnement de l'Union européenne. »

D'Regierung weist sech also oppen, wat eng Weiderentwécklung vun der EU ugeet, am Interessi vu Lëtzebuerg, wéi och vun der EU selwer. Déi konkret Virstellungen, ewéi dëse Prozess méiglecherweis kéint ausgesinn, betreffen eng ganz Rei vu Voleten a ginn op verschiddenen Niveaueen an op ënnerschiddleche Plattformen behandelt. Den Här Aussen- an Europaminister huet am genannten Interview duergeluecht, wéi mëttel- bis laangfristeg d'gemeinsam europäesch Zukunft kéint ausgesinn, ouni aner Optiounen auszuschléissen. Ugesiichts vun de Reflexiounen, déi den Ament am Kader vun der Auswärtung vun der Konferenz iwwer d'Zukunft vun Europa an d'Auslote vu méigleche Perspektiven am Uschloss dorunner lafen, ass am Ablack keng Approche unique säitens der Regierung virdefinéiert.

ad 2. D'Regierung ënnersträicht d'Wichtigkeet vun enger adäquater Bedeelegung vun de Lëtzebuurger Bierger u relevante politesche Prozesser, wéi et och am Koalitiounsaccord festgehalen ass: « (...) le débat européen avec les citoyens et la société civile sera intensifié au Luxembourg, par exemple à travers des consultations citoyennes sur des thèmes européens choisis, promouvant ainsi le concept de la démocratie participative [...] ». Ugesiichts dovunner, datt déi uschléissend Fro vum honorablen Deputéierten allerdéngs hypotheetesch ass, gesäit d'Regierung vun enger Äntwert of.

Conflicts d'intérêts des juges de la Cour européenne des droits de l'homme | Question **6586** (01/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Roy Reding** (ADR)

Net nëmmen an der UNO, mee och am Europarat, a speziell um Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter (EGMR), hunn NGOen an deene leschte Jore massiv un Afloss gewonnen. Dëst beweist ënner anere eng Enquête vum franséischen Affekot a Chef vun der NGO „European Center for Law and Justice“ (ECLJ), Grégor Puppincq, déi uganks 2020 publizéiert gouf an där hir Verizitéit nodréiglech vum Europarat

selwer unerkannt gouf. De Puppincq huet nogewisen, datt d'„Open Society Foundations“ (OSF) vum amerikanesch-ungaresche Milliardär George Soros ee méi oder manner gewichtegen Afloss op d'Urteeler an och op d'Riichternominatiounen um EGMR, dee vum Europarat ofhänkt, ausüübt. Den ECLJ huet sech bei dëser Enquête op zwee Elementer fokusséiert:

An engem éischte Schrëtt huet den Här Puppincq sech de CV vun honnert Riichter ugekuckt, déi tëscht 2009 an 2019 um EGMR gewierkt hunn. Eng detailléiert Analys vun dëse CVen huet him gewisen, datt eng iwwerméisseg gross Zuel vu Riichter direkt Verbindunge mat der OSF haten. Siwen NGOen, déi Kontakter mam Här Soros hunn, hunn an dësem Zäitraum jeeeweils ee Kandidat aus hire Reien als Riichter um EGMR duergesat, dorënner Human Rights Watch an Amnesty International. Vun deenen honnert permanente Riichter, déi tëscht 2009 an 2019 um EGMR geschafft hunn, haten/hunn der 22 eng direkt Verbindung zur OSF. Zu deenen 22 geselle sech nach etlech aner Riichter, déi eng indirekt, dat kann och heeschen eng finanziell Verbindung zur OSF haten/hunn.

An engem zweete Schrëtt huet den Här Puppincq d'Interessekonflikter ënnersicht, déi entstinn, wann eng NGO, déi vum Här Soros ofhängeg ass, dem EGMR eng Affär ënnerbreet, déi dann tranchéiert gëtt vun engem Riichter, deen der selwechter NGO ugehéiert huet. An esou Fäll wier et deontologesch gesinn ubruecht, wa sech de Riichter aus der Affär géif zeréckzéien. Hien ass awer net dozou verflucht. Den Här Puppincq huet nogewisen, datt bei esou Fäll, jiddefalls tëscht 2009 an 2019, sech de Riichter bal ni aus der Affär zeréckgezunn huet, just zwoelfmol an zéng Joer! 88-mol koum et zum Broch mam Deontologieskodex vun de Riichter, wa vun engem Riichter eng Decisioun zugonschte vun enger NGO getraff gouf, fir déi hie viru senger Nominatioun geschafft hat.

An deem Kontext hu mir folgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi positionéiert sech déi Lëtzebuurger Regierung zu dësen Enthüllungen?
2. Kann d'Regierung confirméieren, datt de Lëtzebuurger Riichter um Europäeschen EGMR (a méiglecherweis säi/seng Virgänger) a kenger Form un eng NGO gebonnen ass oder war, déi Afloss un dësem mächtege Geriicht ausüübt?
3. Kann d'Regierung nowisen, datt de Lëtzebuurger Riichter um EGMR a keng Geriichtsaffär involvéiert war, aus där hie sech opgrond vu senger eventueller Bindung un eng NGO hätt missen zeréckzéien, fir een Interessekonflikt ze vermeiden?

Réponse (31/08/2022) de **M. Jean Asselborn**,
Ministre des Affaires étrangères et européennes | **Mme
Sam Tanson**, Ministre de la Justice

ad 1. D'Lëtzebuurger Regierung hält fest um Prinzipp vun der Onofhängegkeet vun de Geriichter, deen an der Verfassung verankert ass.

Dee Prinzipp gëllt souwuel fir déi national Geriichter wéi fir déi international Geriichter.

ad 2. an 3. Vu dass den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter (EGMR) an seng enzel Riichter onofhängeg sinn, ass et net un der Regierung, sech iwwer eventuell Deontologiesproblemer ze äusseren.

Den EGMR huet den 21. Juni 2021 eng Résolution sur l'éthique judiciaire ugeholl, an där steet:

« II. Indépendance

Dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires, les juges sont indépendants de toute institution, organisation ou autorité publique nationale ou internationale et de toute entité privée. Ils doivent être libres de toute

influence injustifiée, qu'elle soit interne ou externe, directe ou indirecte. Ils s'abstiennent de toute activité, de tout commentaire et de toute association, refusent toute instruction et évitent toute situation pouvant être interprétés comme nuisant à l'exercice de leurs fonctions judiciaires ou comme étant de nature à nuire à la confiance que le public se doit d'avoir en leur indépendance.

III. Impartialité

Les juges sont impartiaux et veillent à ce que leur impartialité se reflète dans l'exercice de leurs fonctions. Ils veillent à éviter tout conflit d'intérêts ainsi que toute situation, au sein de la Cour et en dehors de celle-ci, qui pourrait raisonnablement être perçue comme génératrice d'un conflit d'intérêts. Ils ne participent à aucune affaire qui pourrait présenter un intérêt personnel pour eux. Ils s'abstiennent de toute activité, de tout commentaire et de toute association pouvant être interprétés comme étant de nature à nuire à la confiance que le public se doit d'avoir en leur impartialité.

VIII. Activités supplémentaires

Les juges ne peuvent se livrer à des activités supplémentaires que si elles sont compatibles avec leur devoir d'indépendance et d'impartialité ainsi qu'avec la disponibilité requise par une activité exercée à plein temps. Conformément à l'article 4 du règlement de la Cour, ils déclarent toute activité supplémentaire au président de la Cour.

Seules leurs activités d'enseignement, de recherche et de publication peuvent être rémunérées. Les demandes de congé pour des missions à caractère judiciaire ou autre sont adressées au président de la Cour. »

Application de la loi relative à la protection des animaux | Question **6593** (02/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Säit véier Joer huet Lëtzebuerg een neit Déiereschutzgesetz. Laut dësem Gesetz gëllen Déieren net méi als Géigestänn, mee als Liewewiesen, déi ënner dem Schutz vum Staat stinn. Véier Joer nom Akraaftriiede vun dësem Gesetz huet sech d'Situatioun vun den Déieren zu Lëtzebuerg awer net grondsätzlech verbessert. D'Déiereschutzorganisatioune bekloen een akute Plazmangel an de véier Déierenasyler vum Land. Honnerte vu Kazen an Hënn hu keen Ennerdaach a verbredde sech rasant weider, well se net steriliséiert oder kastréiert sinn.

Besonnenesch während dem Lockdown 2020 hu sech vill Leit Hausdéieren ugeschaaft, déi se nom Lockdown ausgesat oder un d'Déierenasyler ginn hunn. D'Situatioun gëtt duerch d'Vakanzessaison nach verschlëmmer. Dobäi kënn, datt ëmmer méi Déieren am Internet oder op de soziale Medie verkaft ginn, wat vum Gesetz hier verbueden ass. Aus all deene Grënn sinn d'Déiereschutzorganisatiounen un d'Grenze vun hire Kapazitéit gestouss.

An deem Kontext hu mir folgend Froen un den Här Minister:

1. Ass den Här Minister bereet, zousätzlech finanziell oder materiell Mëttele bereetstellen, fir et den Déiereschutzorganisatioune ze erlaben, hir wäertvoll Aarbecht och weiderhi kënnen ze maachen an doduerch d'Déiereschutzgesetz vun 2018 ëmzesetzen?
2. D'Gesetz vun 2018 verbitt den Onlinehandel mat Déieren. Wat mécht d'Regierung fir sécherzestellen, datt dat Gesetz och agehale gëtt?
3. Wéi steet den Här Minister zur Proposition vun den Déiereschutzorganisatioune, een dréngend

benéidegt Déierenasyl, oder op d'mannst eng Opaangstatioun fir Déieren am Norde vum Land ze finanzéieren?

4. Gi vum Ministère Sensibiliséierungscampagnen initiéiert, fir d'Déierebesëtzer op hir Flichten opmierksam ze maachen?

5. Gëtt un engem nationale Plang geschafft, fir d'Ëmsetzung vum Déiereschutzgesetz méi effikass duerchzusetzen?

Réponse (30/08/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Den Art. 6 (3) vum Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 erméiglecht et den Déiereschutzorganisatiounen, een Agreement fir hir Aktivitéiten unzefroen. An deem Kader kënnen si dann och eng Demande op finanziell Ënnerstëtzung stellen, soudatt si vum Landwirtschaftsministère duerch Subventiounen gehollef kréien.

ad 2. D'Déiereschutzgesetz verbitt de Verkauf vum Honn a Kazen a Geschäfte, op Marchéen an op der Voie publique. Den Internet gehéiert zu kenger vun dese Kategorien, soudatt den Onlinehandel net explizit verbueden ass. Et ass awer wichteg, d'Leit ëmmer erëm drop opmierksam ze maachen, dass de Wee, sech iwwer den Onlinehandel an Déier unzeschaffen, mat enger ganzer Rei Risike verbonden ass.

ad 3. De Landwirtschaftsministère ass bereet, Demandé fir een neien Asyl hei am Land ze ënnerstëtzen, sou wéi dat och an der Vergaangenheet ëmmer de Fall war. All Projet an deem Sënn, deen déi virgeschriwwen Konditiounen erfëllt, gëtt op Demande, wéi bei deene well existéierenden Asylen och, finanziell ënnerstëtzt.

ad 4. Sensibiliséierungscampagnë si sécherlech ee Moyen, fir d'Ëffentlechkeet nach méi op dee Sujet opmierksam ze maachen. De Ministère erënnert drun, dass hie beim Aféiere vum neien Déiereschutzgesetz eng Sensibiliséierungscampagne via déi verschidde Medie gemaach hat, mee et ass sécher ubruecht, fir hei e Rappel ze maachen.

ad 5. D'Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 gesäit eng ganz Partie Moossnamen a Restriktiounen vir, déi et virun dem Gesetz net gouf, mat dem Zil, d'Déiere wuel hei am Land ze verbesseren. D'Aufgab vum Ministère ass et, engersäits d'Gesetzgebung un déi nei wëssenschaftlech Erkenntnisser unzepassen, an dat am Aklang mat der europäescher Gesetzgebung. Anersäits soll de Ministère sech drëm këmmern, dass déi Gesetzgebung respektéiert gëtt, wat duerch d'Kontrolle vum den zoustännege Verwaltunge geschitt. Et handelt sech hei ëm Routineskontrollen, déi vum europäesche Kontrollreglement a vun der Cross Compliance am Kader vun der europäescher Agrarpolitik virgesi sinn, an awer och ëm Kontrollen, déi op Hand vu Plainté gemaach ginn.

.....
Élèves sans-papiers | Question **6595** (02/08/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Artikel „Keine Papiere, keine Zukunft“, deen de 25. Juli am „Lëtzebuurger Wort“ publizéiert gouf, heescht et, dass zu Esch eng Rei Kanner an d'Schoul ginn, déi genau wéi hir Elteren net iwwert eng legal Opendaltsgeneemegung zu Lëtzebuerg verfügen. Deem zitierierten Artikel no kënnen déi Kanner allerdéngs net un internationale Schoulausflüch deelhueven. Weider heescht et, dass Schätzung vu verschiddenen ONGen dovun ausginn, dass sech ronn 600 Leit ouni Pabeieren hei am Land ophalen.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Ginn et aktuell Statistiken zu de Persounen, déi sech aktuell ouni Opendaltsgeneemegung géifen am Land ophalen? Wann net, ginn et Schätzungen?

2. Ginn et aktuell Statistiken zu der Unzuel vun „illegale Schüler“, also Schüler, déi keng Opendaltsgeneemegung hunn, am Lëtzebuurger Schoulsystem? Wéi deelt sech dëst op op d'Grondschoul an op de Lycée? Falls et keng Statistike gëtt, ginn et da Schätzungen?

3. Deelt d'Regierung déi Ausso, dass et zu Esch „ganz vill illegal Schüler“ an der Schoul gëtt, also Schüler, déi keng Opendaltsgeneemegung hunn? Ginn et genee Zuelen oder Schätzungen fir d'Gemeng Esch, respektiv fir aner Gemengen?

4. Aus wéi engem Grund dierfen déi Kanner net un grenziwwerschreidenden Ausflüch matmaachen, wuel wëssend, dass si um Territoire vu Lëtzebuerg jo a genee där selwechter Situatioun si wéi um Territoire vun eisen Nopeschlänner, an sech deemno jo näischt un hirer Situatioun ännert, wann si an engem anere Land en Ausfluch maachen?

Réponse (05/09/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et sief ënnert anerem op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro 4293 vum 17. Mee 2021 verwisen.

ad 2. an 3. Den honorabelen Deputéierten deet wuel domadder, de Begrëff „illegale Schüler“ tëschent Guillemeten ze setzen, well am Geescht vum Schoupflichtgesetz vum 6. Februar 2009 gëlle Schüler oder Schülerinnen ouni Opendaltsgeneemegung grad net als „illegal Schüler“: Si wieren am Feeler, wa si zu Lëtzebuerg liewen an net an d'Schoul goe géifen.

Den Artikel 7 vum deem Gesetz bestëmmt: « Tout enfant habitant le Luxembourg âgé de quatre ans révolus avant le premier septembre, doit fréquenter l'école. (...) » Den Text benotzt bewosst dat lapidaart Verb „habiter“, grad ewéi de Virgängertext vum 1912, a keng Tournure mat engem éischter administrative Charakter ewéi zum Beispill „avoir sa résidence“.

An deem Geescht sinn och d'Datebanke vun de Schüler a Schülerinnen esouwuel am Enseignement fondamental ewéi am Enseignement secondaire gehalen. De Statut vum Kand oder Jugendleche gëtt net erfaasst an ass deemno och net fir d'Schülerschaft vun enger bestëmmter Gemeng oder Stad statistesch ze erschléissen.

ad 4. Fir an een anert Land ze reesen, mussen d'Areeskonditiounen vun dem Land erfëllt sinn. Fir d'Participatioun un engem Schoulausfluch vu Kanner ouni gültig Pabeiere ginn et dobäi speziell Reegelen a Konditiounen, déi all Land selwer festleet.

Wann déi Bedingunge fir dat jeeweilegt Land net erfëllt sinn, kann dat betraffend Kand leider net matmaachen.

.....
Attachés de presse du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Question **6597** (02/08/2022) de **M. Roy Reding** (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 6442 vun där honorabelen Deputéierter Madamm Diane Adehm schreift d'Regierung, dass sech d'Zuel vun de Plaze vu Leit, déi ënnert dem Statut vum Presseattaché fir d'Regierung schaffen, sech aktuell

op 53,5 beleeft. Am Zäitraum vun 2012 bis 2022 ass d'Zuel vun dese Plazen op verschiddene Ministèreen och an d'Luucht gaangen, awer néierens sou staark wéi um Umweltministère, wou ronn 4 nei Posten entstane sinn. Dobäi kommen 3 nei Posten an der Ëmweltverwaltung.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Kann d'Regierung matdeelen, wéi sech deen iwwerproportionalen Ustig vun deene genannte Poste speziell am Ëmweltberäich erkläert? Fir wéi eng Aufgabe sinn déi Leit verantwortlech, déi op deem nämmelechte Posten an anere Ministèreen, respektiv Verwaltungene net ufalen?

Réponse (10/08/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 6442 vum 2. Juli 2022 vun der honorabelen Deputéierter Diane Adehm gouf uginn, dass de Ministère a seng 3 Verwaltungene säit 2012 7 Leit am Beräich vun der Kommunikatioun agestallt huet. Op en éischte Bléck kéint ee mengen, do wäeren elo 7 Leit an deem Beräich bäikomm. Dëst ass awer net esou, ewéi de Bilan, an ETP (emploi temps plein) ausgedréckt, deen och Fortgäng berücksichtegt, weist. Déi eenzel Leit befaassen sech net all exklusiv mat typeschen Attaché-de-presse-Aufgaben:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

Unni ze wëssen, wéi vill Leit sech an deenen anere genannte Ministèreen an hire Verwaltungene virun 2012 scho mat Kommunikatiounsaufgabe befaasst hunn, kann een aus den Zuelen nëmme vun 2012–2022 net schléissen, dass a mengem Ministère a mengem Verwaltungene iwwerproportional vill Leit an der Kommunikatioun agestallt gi wäeren, well mir haten 2012 jo nach guer keng Persoun fir déi Saachen. Well ech net weess, mat wat sech d'Mataarbechter an deenen anere Ministère beschäftegen, kann ech näischt derzou soen, ob meng Mataarbechter aner Volete vun der Kommunikatioun ewéi d'Mataarbechter an deenen anere Ministèreen a Verwaltungene couvréieren.

D'Aufgaben am Ëmweltberäich an an der Kommunikatioun ginn allemol ëmmer méi an ëmmer méi villfälteg a komplex an et ass wichteg, dass se adequat kommunizéiert ginn, notament wéinst der Urgence climatique, der Biodiversitéitskris an der Pollutiounsproblematik. Dass et fir d'Sujeten aus mengem Aufgabeberäich vill ëffentlechen Intressen an domadder och e grouse Kommunikatiounsbesoin gëtt, weist jo och déi héich Unzuel vu parlamentareschen Ufroen, déi mir gestallt ginn.

.....
Travaux routiers sur la N7 à Bissen | Question **6598** (03/08/2022) de **M. Claude Lamberty** (DP)

Et ginn zënter enger gewësser Zäit Pläng, fir d'N7 um Rouscht nei ze amenagéieren. Sou soll zum Beispill op der Kräizung N7–CR115 e Rond-point gebaut ginn. Ausserdeem ass geplangt, nördlech vun där Kräizung eng Stéchstrooss an d'Industriezon vu Bissen ze bauen, duerch déi net just generell eng besser Ubannung vun der Industriezon géif méiglech ginn, mee och de geplangten Datenzenter vu Google matugebonne soll ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

– Wéi wäit sinn d'Aarbechten un desen zwee Projeteen?

– Huet d'Administration des ponts et chaussées well déi néideg Terrainen?

– Wéini sollen d'Bauaarbechten ufänken?

– Wat wieren d'Grënn, firwat et bis elo net virugaangen ass?

Réponse (07/09/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Betreffend déi vum honorabelen Deputéierte gestallte Froen zum Status vun zwee Bauprojeten am Raum vun der Gemeng Biissen kann ech follgend Informatiounen zum Reamenagement vun der N7, dem CR306 an dem CR115 (dëst ass een zesummenhänkende Projet) matdeelen:

De Projet huet eng Gesamtlängt vu ronn 3,7 km verdeelt op d'N7, de CR306 an de CR115, a setzt sech follgendermoossen zesummen:

N7: Hei gëtt d'Nationalstrooss op enger Längt vun 2 km no engem neie Mobilitéitskonzept mat Mëttelinsel an Aariichtunge fir d'aktiv Mobilitéit reamenagéiert. Dobäi kënn d'Transformatioun vun zwou Kräizungen zu jee engem Kreesverkéier, dat op Héicht vum Site „Am Seif“ (Zoufaart zur Kläranlag) an op der Kräizung mat dem CR115 um Rouscht.

Zousätzlech dozou ass d'Installatioun vun zwee neie Busarrëten an d'Realisatioun vun zwee Reewaasserréckhaltebecken geplangt.

CR306: Laanscht d'Strooss gëtt eng Vëlospist op enger Längt vun 0,9 km tëscht der Kräizung mat der N7 an der neier Limitt vun der Aktivitéitszon „Am Seif“ a Richtung Biissen gebaut.

CR115: Laanscht d'Strooss gëtt op enger Längt vun 0,8 km eng nei „piste mixte“ fir Vëloen a Foussgänger gebaut. Ausserdeem ginn zwee Busarrëten tëscht der Kräizung mat der N7 um Rouscht an dem bestoenden neie Kreesverkéier am Agang vu Biissen reamenagéiert.

De Projet betreffend de Reamenagement vun deenen dräi genannte staatleche Stroosse befënnt sech um Niveau vun engem detailléierten Avant-projet.

Wéinst villen neien Andeelungen an Ännerunge bei de Besätzverhältnissen vun den Terrainen, grad wéi och Entreprises, déi sech laanscht d'N7, dem CR306 an dem CR115 néierloossen oder hire Site ausbauen, ass et leider noutwendeg ginn, de komplette Projet an den entsprecheden Emprisendossier ze iwwerschaffen.

Den aktualiséierten detailléierten Avant-projet mat sengem Emprisendossier sti kuerz virdrun, fäerdeggestallt ze ginn.

Fir déi schon accordéiert Geneemegung vun der Waasserverwaltung gëtt eng Modifikatioun ugefrot an déi nach oppen Demande fir den Erhalt vun enger Ëmweltgeneemegung gëtt och dem aktualiséierten detailléierten Avant-projet ugepasst.

Éischt Compromise fir de Kaf vun den néidegen Terrainen goufe scho vum Finanzministère gemaach an den Dossier wäert deemno op Basis vun dem adaptéierte Projet weidergefuert ginn.

Wat déi vum honorabelen Deputéierte beschriwwe Verspéidung vum Projet ubelaangt, kann nach gesot ginn, dass bis elo nach déi leschten Detailler zu de Versuergungsleitung vum geplangten Datenzenter ze kläre sinn. Soulaang dës Informatiounen net virleien, kann de Soumissiounsossier net am Detail ausgeschafft ginn. Doduerch kënnen och keng Datumer fir d'Ausschreiwung vum Dossier an den Ufank vun de Bauaarbechte genannt ginn.

Betreffend den Amenagement vun der Stéchstrooss an d'Industriezon „Klengbousbiërg“ kann ech follgendes matdeelen:

D'Stéchstrooss huet eng Längt vun 0,7 km a verbënt d'N7, am Ausgang vum Rouscht a Richtung Colmerbiërg, mëttels engem Kreesverkéier mat der bestoender Industriezon „Klengbousbiërg“ zu Biissen. Den Accès vum Site vum geplangten Datenzenter gëtt duerch eng Kräizung vun der Stéchstrooss ausgoend realiséiert.

De Projet setzt sech zesummen aus 660 m Strooss mat der Installatioun vun enger béidsäiteger „piste mixte“ an enger 40 m laanger Bréck iwwer d'Rädelsbaach, souwéi och zwee Reewaasserréckhaltebecken.

Och hei befënnt sech de Projet um Niveau vun engem detailléierten Avant-projet. D'Geneemegung vun der Waasserverwaltung läit vir, d'Ëmweltgeneemegung ass ugefrot an déi néideg Terrainen fir de Bau vun dëser Strooss si schonns kaf ginn.

Wéi och beim Projet op der N7 mussen och bei dësem Projet duerch den Ënnerbau vun der Strooss an duerch, respektiv laanscht d'Bréck zousätzlech zu de gängige Versuergungs- an Ofwaasserleitungen och déi fir de Betrib vum geplangten Datenzenter gefuerechten zweemol 220 kV Héichspannungsleitungen an eventuell Leitunge fir de Killsystem geluecht ginn.

Zemools fir de Volet vun der Bréck präzis ze plangen, muss genau gewosst sinn, wéi eng spezifesch Leitungen, Kabelen, Réier etc. fir de geplangten Datenzenter a Betrib ze setzen, noutwendeg sinn.

Am Abléck kann de Soumissiounsossier fir d'Stéchstrooss net am Detail finaliséiert ginn, bis dës Detailler gekläert sinn. Deemno kënnen hei och keng Datumer fir d'Ausschreiwung an den Ufank vun den Aarbechte genannt ginn.

Installation de centrales photovoltaïques | Question 6599 (03/08/2022) de M. Gilles Roth (CSV)

Afin de stimuler la production de l'énergie solaire au Luxembourg, le Gouvernement a lancé plusieurs appels d'offres pour l'installation de centrales photovoltaïques, les lauréats pouvant bénéficier entre autres d'un contrat de prime de marché pour l'injection de l'électricité produite.

Au-delà de la procédure d'adjudication proprement dite, des questions se posent en rapport avec les autorisations requises, surtout lorsque les sites devant accueillir les panneaux photovoltaïques se trouvent en zone verte.

C'est ainsi que je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement :

1) Sur quelle base Madame le Ministre accorde-t-elle les autorisations requises ?

2) Est-ce que de l'avis du Gouvernement, un parc photovoltaïque répond au critère de l'utilité publique tel que prévu par la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, s'il est exploité par une entreprise privée à des fins commerciales ?

3) Quelles sont les autres conditions préalables devant, le cas échéant, être satisfaites avant l'obtention des autorisations requises ?

4) Une autorisation de construire des autorités communales est-elle également nécessaire ?

Réponse (19/08/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) En ce qui concerne spécifiquement l'aspect de la zone verte, une autorisation pour une installation

de panneaux photovoltaïques trouve sa base légale à l'article 6 paragraphe (3) de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Le cas échéant, une autorisation est également requise au titre de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ou au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. À savoir qu'en matière d'établissements classés, les panneaux eux-mêmes ne sont pas soumis à autorisation tandis que d'autres éléments d'une centrale (p. ex. transformateur) peuvent être soumis à autorisation et qu'une autorisation est requise si l'installation d'une centrale photovoltaïque sur un établissement classé est à considérer comme une modification au sens de cette législation. Les installations photovoltaïques elles-mêmes relèvent de la classe 4 en matière d'établissements classés, un règlement grand-ducal y relatif n'a pas encore été publié.

ad 2) La question telle qu'elle a été formulée par l'honorable Député et ayant trait au caractère d'utilité publique ou non d'un parc photovoltaïque ne se pose pas, alors que l'article 6 précité prévoit explicitement que « (...) les installations d'énergies renouvelables peuvent être érigées en zone verte (...) ».

ad 3) Au cas où un projet est soumis aux dispositions de la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement, une autorisation au titre des lois indiquées dans la réponse à la première question ne peut être émise que lorsque, lors de la vérification préliminaire visée en son article 4, il a été conclu qu'une évaluation des incidences sur l'environnement n'est pas requise ou que la conclusion motivée visée en son article 10 est disponible.

Les conditions devant être remplies pour l'obtention d'une autorisation sont celles respectant les objectifs et dispositions des lois indiquées dans la réponse à la première question. Comme il n'y a ni centrale photovoltaïque-type, ni emplacement-type, ni alentour-type, les impacts de divers projets varient en fonction de ces trois paramètres. Ainsi, une appréciation cas par cas et une fixation des conditions d'implantation ou d'exploitation en fonction des spécificités de chaque projet est nécessaire afin de garantir le respect des objectifs des lois précitées. Ce principe d'appréciation est d'ailleurs préférable à la fixation de règles rigides qui devraient s'orienter au projet le moins favorable au vu de ses impacts environnementaux et écarteraient ainsi d'office certains sites potentiels pour l'installation de centrales photovoltaïques.

ad 4) L'honorable Député-maire n'est certainement pas sans savoir que l'octroi des autorisations de construire ne relève pas des compétences du ministre chargé de la protection de la nature, mais exclusivement de celles du bourgmestre de la commune concernée. La loi précitée du 18 juillet 2018 ne contient d'ailleurs aucune disposition qui ferait référence à une autorisation de construire telle que prévue par l'article 37 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Plaques d'immatriculation personnalisées | Question 6603 (04/08/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Zu Lëtzebuerg ass et méiglech, fir een Oppräis eng personaliséiert Placknummer ze kréien. Laut mengen Informatiounen kann een déi Placken awer just bei enger Neiumeldung vum Auto mat umelle loosse. An der Äntwert op d'Fro N° 6347 schreift de Minister allerdéngs: „Soulaang de Proprietär vum Gefier seng Plack net ännert...“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Ass et net méiglech, seng Placken duerch eng personaliséiert Plack zu all Moment ze ersetzen? Wa jo, firwat ass dat esou?
2. Existéiert fir déi véierstellig Placken eng Waardelëscht oder Änlech? Ginn et hei Krittären, no deenen ee kann an der Waardelëscht opsteigen?
3. Wéi vill fënnestellig personaliséiert Placke sinn nach disponibel?
4. Wéi vill Gefierer vum Baujoer bis 31. Dezember 1974 mat fënnestellegen Nummereplacke sinn aktuell ugemellt?
5. Wéi vill Gefierer vum Baujoer nom 1. Januar 1975 mat fënnestellegen Nummereplacke sinn aktuell ugemellt?
6. Wéi vill personaliséiert Nummereplacke vu fënnef Zuele besëtzen déi fënnef Persounen, Firmen etc., déi am meeschte personaliséiert Nummereplacke besëtzen (ugemellt an temporär ofgemellt)?
7. Envisagéiert de Minister, nei Formater u personaliséierten Nummereplacken (zum Beispill mat eegem Numm drop)? Falls nee, firwat net?
8. Zanter wéini ginn et personaliséiert Nummereplacken?

Réponse (06/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Grondsätzlech kritt all Gefier bei senger Umeldung eng eendeiteg Nummer aus der sougenannter „série courante“ zougewisen a gëtt domadder fir d'Notzung op den ëffentleche Stroossen identifizéiert. Dës Nummer bleift, konform zum Artikel 23 vum Règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 relatif à la réception et l'immatriculation des véhicules routiers op dem Gefier attribuëiert, bis datt dëst Gefier endgültig aus der Zirkulatioun geholl gëtt. Dëst ass als generelle Prinzip vum der Attributioun vun Immatriculationsnummern ze gesinn.

Am Fall, wou eng Persoun allerdéngs eng personaliséiert Nummer ufreet, kann dës Persoun no deem Datum, wou se den Accord vun der SNCA kritt huet, fir dës Nummer kënnen ze notzen, dräi Joer laang dës Placknummer fir eng Immatriculatioun vun engem Gefier gebrauchen. Gëtt ee Gefier op Basis vun esou engem personaliséierter Nummer ugemellt, esou bleift dës am Fall vun der Ofmeldung net um Auto attribuëiert, mee dës Placknummer fällt erëm fir dräi Joer an de sougenannte „garde plaque“ vun der jeeeweileger Persoun, déi dës Nummer fir eng weider Immatriculatioun notze kann.

Deemno muss ee kloer téschent dësen zwee Systemer ënnerscheiden. Am generelle System ass d'Plack op d'Gefier attribuëiert a bleift iwwer d'Notzungsdauer, oder esoulaang dëst Gefier net op Basis vun engem personaliséierter Nummer ugemellt gëtt, op dem Gefier attribuëiert. Am Fall vun engem personaliséierter Placknummer fällt dës no all Ofmeldung vun engem Gefier fir dräi Joer zeréck bei den ale Proprietär oder Detenteur vum Gefier.

Een einfache Wiessel vun engem Placknummer op engem immatrikuléierte Gefier ass net méiglech an ëmmer un eng Umeldung vun engem Gefier gebonnen. Dëst aus deem einfache Grond, datt ee Gefier, wéi am generelle Prinzip och virgesinn, soll eendeiteg iwwer seng Notzungsdauer identifizéierbar sinn an net zu all Moment seng Identifikatioun ka geännert ginn, just well de Besëtzer eng aner Placknummer wëllt op sengem Gefier hunn. Dësen Zäitraum vun der Identifikatioun ass bei der Notzung

vun engem personaliséierter Placknummer op d'Zäit limitéiert, wou den Auto op déi jeeeweileg Persoun ugemellt ass.

An dësem Zesummenhang bleift allerdéngs ze ënnersträichen, datt de Prinzip vum Plackewiessel allerdéngs fir Placknummern, déi nom ale Format ausgestallt goufen, zu all Moment ouni eng Ofmeldung vum Gefier méiglech ass, woubäi de Proprietär oder Detenteur an deem Fall muss een neien Immatriculationszertifikat ufroen. Dëst ass iwwer eng spezifesch Iwwergangsbestëmmung aus dem uewen ernimmte Règlement méiglech.

Och am Zesummenhang mat véierstelligem a fënnestelligem Placken, déi grondsätzlech als personaliséiert Placknummern unzegesi sinn, gëllt dës Prinzip, woubäi laut dem uewen genannte groussherzogleche Règlement dës Placken, wann d'Nofro ze grouss ass, an der Reiefolleg verdeelt ginn, wéi d'Ufro bei der SNCA erakommen. Tatsächlech ass et esou, datt, wéi och am Interview vum 27. Juli 2022 mat dem RTL „Sécherheetsrisiko bei Nummereschëlde kéinte geschwé behuwe ginn“ präziséiert, bei de véierstellige Placken eng gréisser Waardelëscht existéiert.

Aktuell sinn all véierstellig Placke verginn a ronn 4.500 Leit stinn op der Waardelëscht, fir esou eng Nummer ze kréien. Dës Placknummere ginn a Funktioun vun de Placken, déi fräi ginn, un d'Leit op der Waardelëscht verginn, woubäi am Joer ronn 185 Placknummern nei attribuëiert ginn.

Bei de fënnestellige Placken ass d'Disponibilitéit méi grouss an et huet nach keng Waardelëscht misen opgesat ginn. Esou waren op den Datum vum 11. August 2022 nach 23.006 Placke fräi, woubäi 6.874 Placken op Gefierer attribuëiert waren, déi virum 31. Dezember 1974 ugemellt goufen, an 39.125 op Gefierer, déi no dem 1. Januar 1975 ugemellt goufen. Zousätzlech dozou sinn aktuell 20.995 fënnestellig Nummere vu Persounen reservéiert an net op engem Auto genotzt.

Wat d'Opdeelung vun der gréisster Unzuel vu Gefierer, déi mat engem fënnestellegem Plack ugemellt sinn, ugeet, esou ka festgehale ginn, datt déi Matricule mat der gréisster Unzuel 255 Gefierer ugemellt huet. Zesummen hunn déi fënnef Matricule mat der gréisster Unzuel vu fënnestellige Placke 629 Gefierer ugemellt.

Och wa vill Leit sech fir véierstellig Placken interesséieren, ass et net geplangt, aner Formater vun Zuelen- a Buschtawekombinatiounen wéi déi aktuell bekannten anzeféieren. Et si genuch Placke mat sämtleche Kombinatiounen disponibel an dowéinst si komplett personaliséiert Placken net virgesinn. Dëst och, well de Verwaltungsofwand daitlech méi grouss wäert si mat esou Placken. Eleng Filtersoftware fir ze vermeiden, datt Placken an den Émlaf kommen, déi diffaméierend kéinte sinn, wier, bedéngt duerch déi grouss kulturell Diversitéit am Grand-Duché, schwéier ëmsetzbar a géif engem kontinuëierlecher Aktualiséierung ënnerleien, déi mat héijem Opwand verbonne wier.

Trafic de plaques d'immatriculation personnalisées | Question 6604 (04/08/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi de Mobilitéitsminister op meng Fro N° 6347 erklärt huet, gëtt et eng Rei verschidden Nummereplacken, déi zu Lëtzebuerg nach an Émlaf sinn. Dës solle lues awer sécher aus dem Verkéier gezu ginn, wéi de Minister schreift:

„Zousätzlech kënnst derbäi, datt een Transfert vu Placken, virum allem vun engem Proprietär op een aneren, ëmmer de Risiko mat sech bréngt, datt mat dësen eelere Placken oder och den neie Placken, bei deene verschiddene Buschtawen- an Zuelekombinatiounen deelweis staark nogefrot sinn, och Handel bedriwwen gëtt.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Froe stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, dass mat kenger Autosplack sollt Handel bedriwwen ginn? Wa jo, op wéi eng Manéier stellt de Minister sécher, datt keen Handel bedriwwen gëtt mat de véierstellige personaliséierte Placken, respektiv de fënnestellige personaliséierte Placken?
2. Firwat geet den Här Minister dovun aus, dass Handel mat de Placke bedriwwen gëtt? Sinn dem Minister Fäll vun Handel mat Placke bekannt?

Réponse (06/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Grondsätzlech soll vermeit ginn, datt iergendwelchen Handel mat Placknummere kéint bedriwwen ginn. Aus dësem Grond ass déi national Reglementatioun och relativ strikt doranner, wéi Placke kënnen vun engem Persoun op eng aner Persoun transferéiert ginn.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6603 beäntwert, ginn et zwou Zorte vu Placknummern. Déi Placknummern, déi aus der sougenannter „série courante“ kommen an déi personaliséiert Placknummern, déi vun engem Persoun no hirem perséinleche Choix ugefrot goufen. Oft ass et esou, datt besonnesch bei personaliséierten Nummern, wou rënner och déi véier- a fënnestellig Placknummere falen, vill Demandë virleien. Eng besonnesch grouss Nofro besteet tatsächlech fir véierstellig Nummern, wat sech duerch eng grouss Waardelëscht manifestéiert. Fir hei sämtlech Tentativë vun engem Handel vu Placknummern, ze ënnerbannen, gesäit d'Gesetzgebung verschidden Dispositiounen vir.

Prinzipiell kann eng Persoun vun engem personaliséierter Placknummer beim Verkaf respektiv beim Ofmelle vun engem Gefier op hir perséinlech Placknummer verzichten an et esou dem neie Besëtzer erméiglechen, d'Gefier mat dëser Placknummer nees ze immatrikuléieren. Mécht den ale Besëtzer dëst net, fällt déi Placknummer fir dräi Joer a säi sougenannte „garde plaque“ a kann da benotzt ginn, fir een aner Gefier op Basis vun dëser Nummer unzemellen.

Bei de véierstelligem Nummern, wou déi beschriwwen laang Waardelëscht besteet, verhält sech dat aneschtens. Esou kann eng Placknummer net einfach vun engem Persoun op eng aner iwwerdroen ginn, andeems op déi Nummer beim Ofmelle vum Gefier verzicht gëtt. Dës véierstellig Placknummer géif am Fall vun engem Verzicht automatesch un déi éischt Persoun vun der Waardelëscht goen. Domadder soll séchergestallt ginn, datt d'Distributioun vun de véierstellige Placknummern, déi am meeschte gefrot sinn a just an engem klenger Quantitéit disponibel sinn, eenheetlech erfollegt.

Et sief awer ze betounen, datt et zu dëser Prozedur eng Ausnam gëtt. Am Fall vum Verscheeden vun engem Persoun, déi ee Gefier mat engem véierstelligem Plack op sech ugemellt hat oder och mat engem anerem personaliséierter Placknummer, kann den Ierwe vum Gefier d'Placknummer mat iwwerhuelen an den Auto mat dëser Placknummer umellen. Dës Prinzip applizéiert sech och beim Kaf vun engem

Oldtimer, wann den ale Proprietär op seng véierstelleg Plack verzicht.

Ancien régime de numéros de plaques | Question 6605 (04/08/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Mobilitéitsminister huet mir op meng parlamentaresch Fro N° 6347 geäntwert, dass d'Placken aus dem „ancien régime de numéros de plaques“ missten ersat ginn, fir dass „nëmmen nach déi gültig Formater am Ëmlaf bleiwen, déi och den europäeschen Dimensionen entsprechen.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister dës Fro stellen:

1. Sinn d'Placken aus dem „ancien régime de numéros de plaques“, déi aktuell am Ëmlaf sinn, konform zu europäeschem Recht?
2. Wäert de Minister et an Zukunft méiglech maachen, fir eng Plack aus dem „ancien régime de numéros de plaques“ ze halen, falls den Auto virum 1. Juli 2003 eng éischte Kéier ugemellt ginn ass? Wann nee, firwat net?
3. Envisagéiert de Minister d'Aféiere vun enger Prozedur, déi et géif erlaben, fir eng Plack aus dem „ancien régime de numéros de plaques“ ze verierwen? Wann net, firwat net?
4. Aus wéi engem Joer datéiert déi eelsten Nummereplack aus dem „ancien régime des numéros de plaques“, déi aktuell nach am Ëmlaf ass (ugemellt an temporär ofgemellt)?
5. Firwat léisst de Minister keng Zuelen a Buschtawekombinatioun nom „ancien régime de numéros de plaques“ zou – och wann een d'Dimensioun vun der Plack un haiteg Standarde géif upassen?
6. Gedenkt de Minister, d'Placken aus dem „ancien régime“ als personaliséiert, persounbezunne Plack unzekerennen? Wann net, firwat net?
7. Ass laangfristeg ugeduecht, fir d'Zuelen a Buschtawekombinatiounen aus dem „ancien régime de numéros de plaque“ fir d'Plaques spéciales ze notzen?

Réponse (07/09/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

An deem Zesummenhang ass dorobber ze verweisen, datt Lëtzebuerg, wat d'Format esouwéi de visuellen Aspekt vun de Placke betrëfft, sech op déi international an europäesch Bestëmmunge baséiert. Deemno ass besonnesch op d'Wiener Konventioun vun 1968 iwwert d'Verkéierssécherheet ze verweisen, déi de 25. November 1975 vu Lëtzebuerg ratifizéiert gouf. Des Weidere sinn d'europäesch Reglement 1003/2010, wat bis de 5. Juli 2022 applikabel war a wat den Emplacement vun der hënneschter Plack gereegelt huet, an dat net europäesch Reglement 2021/535, wat zënter dem 5. Juli 2022 applikabel ass an den Emplacement vun der viischer an hënneschter Plack vum Auto reegelt, a schlussendlech d'Reglement 2411/98, an deemem Kader ze ernimmen.

D'Annex II vun der Wiener Konventioun definéiert am Punkt zwee, datt eng Placknummer muss am Dag fir een Observateur, deen an der zentraler Achs vum Gefier steet, bei normaler Siicht aus enger Distanz vu 40 m liesbar sinn, ouni datt d'Gefier sech beweegt. Woubäi dës Minimalbestëmmunge fir Placknummere vu Gefierer, déi eng méi kleng Plack mussen kréien, wéi dat fir Motorrieder zum Beispill de Fall ass, kënnen reduzéiert ginn. Setzt een dës Bestëmmungen ëm, esou ass op DIN 1450:2013-04 „Polices de caractères – Lisibilité“ ze verweisen, déi d'Liesbarkeet vun engem Schrëftzeeche festleet. Wann an

dësem Zesummenhang vun enger Sehschärf vum 1 ausgaange gëtt, wat als Standardwäert unzegesinn ass, esou ass eng Liesbarkeet vun engem Schrëftzeechen aus 40 m Distanz bei enger Schrëftgréisst vun 73 mm ginn. Dës Wäert definéiert deemno d'Gréisst vun de benotzte Schrëftzeechen op enger Plack, woubäi laut dem groussherzogleche Reglement vun 2016 iwwer d'Immatriculatioun vun de Gefierer dës Wäert op 75 mm festgeluecht gouf, deemno liicht iwwert dem Mindestwäert. Duerch d'Héicht vun de Schrëftzeechen ass indirekt d'Breet definéiert an esou och déi benéidegt Plaz op der Plack. D'Dimensioun selwer vun der Plack gëtt iwwert d'Homologatiounsbestëmmunge vun den Autoe festgeluecht, well hei all Hiersteller d'Obligatioun huet, eng gewësse Plaz um Auto virzugesinn, fir datt Placken an engem Standardformat kënnen montéiert ginn. Wéi schonn ugedeit, war dës bis de 5. Juli 2022 just fir hannen definéiert an zënter der Aféierung vun der Reegelung 2021/535 och vir. Duerch dës Bestëmmungen ass och d'Breet op 520 mm vun enger Standardplack definéiert.

Nieft dës Bestëmmunge gesäit d'Wiener Konventioun och an hirem Artikel 37 vir, datt ee Gefier muss mat engem Ënnerscheedungszechen equipéiert sinn. Nieft der Placknummer muss deemno all Gefier, dat konform am internationale Verkéier benotzt gëtt, mat engem lännerspezifischen Zeeche gekennzeichnet sinn. Laut der internationaler Reglementatioun kann dës, wéi et och am Grand-Duché virum Aféiere vum neie Plackformat de Fall war, onofhängeg nieft der Placknummer hannen um Gefier ubruecht sinn. Mat dem europäesche Reglement 2411/98 sinn d'Dispositiounen vun der Wiener Konventioun an d'europäesch Bestëmmungen iwwerféiert ginn. Woubäi festzehalen ass, datt dës Reglement eng grouss Flexibilitéit zougeloo ass. Dës well net all Member vun der Europäescher Unioun och Vertragspartner vun der Wiener Konventioun vun 1968 ass an d'Europäesch Kommissioun, am Géigesaz zum Accord vun 1958 iwwert d'Homologatioun kee Member vun dëser Konventioun ass. Well awer d'Länner déi Konventioun ënnerschriwwen hunn an dowéinst d'Obligatioun hunn, ee lännerspezifischen Zeechen hannen um Auto ze hunn oder an der Placknummer integréiert ze hunn, huet d'Kommissioun dës mat dem beschriwwene Reglement harmoniséiert an de Prinzipp vun den europäesche Stärken op bloem Hannergrond an dem lännerspezifischen Lännercode agefouert. Heibäi géillt ze präzisieren, datt d'Reglement net virgesäit, datt déi al Placken ongültig sinn.

Well Lëtzebuerg awer och d'Dispositiounen aus der Wiener Konventioun muss anhalen, ass decidéiert ginn, dës net Format ze iwwerhuelen. Déi al Formater sinn awer net verbuede ginn, falls een Auto mat esou engem Format equipéiert war, ier dës nei Bestëmmungen a Kraaft getruede sinn. Et ass am Moment och net op nationalem Niveau geplangt, dës ze änneren, an d'Plackformater mussen just ugepasst ginn, wann d'Gefier ofgemellt gëtt an duerno nees nei ugemellt. Allerdéngs soll et esou sinn, datt lues a lues all d'Placken an dat Standardformat iwwerféiert ginn an esou sämtlech Gefierer eenheetlech gekennzeichnet sinn. Op deem Punkt ass den Artikel 43 vum Reglement vun 2016 och kloer:

« Art. 43

(1) Les véhicules ayant été immatriculés avant le 1^{er} juillet 2003 sous un numéro d'immatriculation composé soit de 2 ou de 3 chiffres, soit de 2 chiffres et de 2 lettres, soit d'1 lettre et de 4 chiffres, soit de 2 lettres et de 3 chiffres peuvent continuer à circuler avec ce numéro.

Dans le cas de la transcription d'un véhicule ou dans le cas de la réimmatriculation d'un véhicule suite à la préemption de son certificat d'immatriculation par application des dispositions de l'article 4, paragraphe 8 de la loi précitée du 14 février 1955, ledit véhicule est immatriculé sous un nouveau numéro d'immatriculation qui y est attribué conformément aux dispositions du présent règlement. »

Och wat d'Hale vun engem ale Format ugeet, am Fall wou eng Persoun sollt verscheeden an eng aner Persoun d'Gefier ierft, esou gëtt et hei eng Ausnam mat spezifische Bestëmmungen, déi och an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 6604 méi am Detail beschriwwen goufen. Wann ee Gefier mat enger personaliséierter Plack immatrikuléiert war an eng Persoun dës Gefier ierft, esou kann d'Gefier, ouni datt d'Plackformat muss geännert ginn, erëm ugemellt ginn. Dës ass konform zum Artikel 22 vum uewe beschriwwene Reglement vun 2016. Am Fall wou et eng Plack aus der lafender Serie ass, ass eng Upassung un den neie Plackformat allerdéngs néideg, well sech hei d'Plack op d'Gefier bezitt.

Wat déi eelsten nach am Ëmlaf befannend Placknummer ugeet, esou ass et net méiglech, eng Ausso ze maachen, well et vill verschidde Regimme goufen a verschidde Placken ausgestallt goufen. D'Datebank vun der SNCA saiséiert am Prinzipp just d'Datumer vun der Immatriculatioun vun engem Gefier. Also zum Beispill wéini ee Gefier déi éischte Kéier ugemellt gouf, awer net den Datum, ab wéini eng Plack benotzt gouf.

Limitation de l'acquisition d'immeubles par des « personnes à l'étranger » | Question 6606 (04/08/2022) de **M. André Bauler** (DP)

Afin de lutter contre la pénurie de logements, certains gens proposent de créer un cadre légal limitant l'accès des étrangers, qui ne sont pas ressortissants de l'Union européenne, au marché immobilier. En effet, un cadre similaire existe déjà en Suisse. La loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des « personnes à l'étranger » (dite « Lex Koller ») a été adoptée le 16 décembre 1983. La loi limite l'acquisition d'immeubles par des personnes venant de l'étranger dans le but de prévenir l'emprise étrangère sur le sol suisse. L'acquisition d'immeubles par des « personnes à l'étranger » est subordonnée, sauf exception, à une autorisation de l'autorité cantonale compétente. Par « personnes à l'étranger », l'on entend en principe les personnes qui n'ont pas leur domicile légalement constitué et effectif en Suisse ou dont la qualité est précisée par la loi.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Madame la Ministre aurait-elle déjà fait étudier l'opportunité d'une éventuelle mise en œuvre d'un tel cadre légal au Luxembourg ? Dans l'affirmative, quelles seraient les conclusions qu'elle tirerait de cette analyse ?
- 2) Dans quelle mesure un tel cadre juridique pourrait-il être conforme à la Constitution luxembourgeoise ?
- 3) De même, une législation du type « Lex Koller » serait-elle pleinement respectueuse des principes du marché unique et des traités de l'Union européenne ?
- 4) Au cas où un tel cadre pourrait être mis en place au Luxembourg, ne serait-il dès lors pas possible de le contourner en créant par exemple des sociétés de personnes ou de capitaux de droit luxembourgeois – appartenant en tout ou en partie à des ressortissants extra-UE – qui investiraient dans des biens immobiliers situés sur notre territoire national ?

Réponse (09/08/2022) de **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

En réponse aux points soulevés par l'honorable Député André Bauler, je tiens à préciser que le Ministère de la Justice n'a pas étudié l'opportunité et a fortiori la faisabilité de mettre en œuvre un cadre légal interdisant l'acquisition d'immeubles par des étrangers, à l'instar de la loi suisse, dite « Lex Koller ».

Cyberattaque sur le groupe Encevo | Question **6607** (04/08/2022) de **Mme Octavie Modert** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Dans un communiqué de presse daté du 25 juillet 2022, le groupe Encevo informe que :

« ses entités luxembourgeoises Creos (gestionnaire de réseau) et Enovos (fournisseur d'énergie) ont été victimes d'une cyberattaque dans la nuit du 22 au 23 juillet 2022. La cellule de crise du groupe Encevo a été déclenchée immédiatement et la situation est actuellement sous contrôle. Nous sommes en train de réunir tous les éléments nécessaires à la compréhension et à la résolution complète de l'incident. Néanmoins, cette attaque a un impact négatif sur le fonctionnement des portails clients de Creos et d'Enovos. Nous nous excusons auprès de nos clients pour les désagréments et nous faisons au mieux afin de rétablir le service le plus rapidement possible. Creos et Enovos soulignent que la fourniture d'électricité et de gaz ne sont pas touchées et que le service de dépannage est garanti. »

Le 28 juillet 2022, le groupe publie un deuxième communiqué indiquant qu'un certain nombre de données ont été exfiltrées des systèmes informatiques ou rendues inaccessibles par les pirates. Encevo y souligne également que les personnes concernées par une violation de données seraient activement contactées.

D'après un article paru avant-hier sur [lesessentiel.lu](https://www.lesessentiel.lu), le groupe de pirates informatiques, BlackCat, aussi appelé ALPHV aurait revendiqué cette attaque et environ 150 gigabytes de données (180.000 fichiers, i. e. factures, e-mails, contrats, etc.) auraient été dérobées.

Il est utile de rappeler dans ce contexte que le groupe Encevo domine largement le marché de l'électricité « retail » luxembourgeois avec une part de marché de quelque 90 %. Au niveau du gaz pour ménages privés, la part de marché du groupe Encevo est plus réduite avec « seulement » 49,5 % de la part de marché.

Notons également que l'État luxembourgeois est actionnaire du groupe Encevo à hauteur de 28 %. Via la BCEE, POST Luxembourg, la SNCI et la Ville de Luxembourg, l'État contrôle de manière indirecte quelque 75 % des actions du groupe.

Au vu de tout ce qui précède, nous souhaiterions poser les questions suivantes au Gouvernement :

1) Alors que le risque de cyberattaques a augmenté depuis l'invasion russe en Ukraine, le Gouvernement peut-il nous détailler les recommandations adressées par les autorités compétentes (dont l'ANSSI) aux entreprises en général et aux entreprises gérant/exploitant des infrastructures critiques en particulier ?

2) Le Gouvernement peut-il nous confirmer que toutes les autorités compétentes (CNPD, ILR, etc.) ont été dûment informées de la cyberattaque dont a été victime le groupe Encevo ?

3) L'information a-t-elle également été dispatchée au niveau européen pour davantage sensibiliser les partenaires européens au risque de cyberattaques ?

4) Le Gouvernement considère-t-il que des cyberattaques puissent mettre à l'arrêt, du moins temporairement, l'approvisionnement en énergie du Luxembourg ?

5) Dans l'affirmative, quelles sont les diligences entreprises par les autorités gouvernementales pour parer à cette éventualité ?

6) La stratégie nationale en matière de sécurité des réseaux et des systèmes d'information est-elle régulièrement mise à jour ?

7) Les plans de sécurité et de continuité de l'activité des infrastructures critiques en général et des secteurs de l'énergie et des technologies de l'information et de la communication en particulier sont-ils toujours à jour et à la hauteur des défis actuels ? Une actualisation de ceux-ci est-elle actuellement en cours ?

8) Le Gouvernement peut-il nous indiquer si le groupe Encevo a effectué toutes les diligences (voir à cet égard e. a. l'article 32 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données sur la sécurité des traitements) pour éviter faire l'objet d'une telle cyberattaque voire pour en minimiser l'impact sur le réseau de gaz et d'électricité, voire sur ses clients, sachant que d'autres groupes européens du secteur énergétique ont au cours du mois de juillet 2022 déjà fait l'objet d'attaques similaires ?

9) Le Gouvernement peut-il nous confirmer que la CNPD organise, pour une attaque d'une ampleur telle celle dont a fait l'objet le groupe Encevo, une descente sur les lieux pour s'assurer que les mesures prises pour anticiper et contrer d'éventuelles attaques futures soient appropriées ?

10) Le Haut-Commissariat à la protection nationale, l'ANSSI, le CIRCL et le CERT gouvernemental sont-ils associés à l'élaboration et l'implémentation de telles mesures ?

11) Comment s'organise cette coopération concrètement ?

12) Comment le groupe Encevo entend-il faire en sorte que toute personne concernée d'une violation de données à caractère personnel en est informée en temps utile (sachant que le site mis en place par le groupe Encevo dans le contexte de la cyberattaque ne contient actuellement que des généralités dont une foire aux questions) ?

13) Quelle appréciation le Gouvernement porte-t-il sur la composition de l'actionnariat actuel du groupe Encevo sur fond des tensions sino-américaines ?

14) Le Gouvernement dispose-t-il d'informations sur le groupe de pirates informatiques à l'origine de la cyberattaque sur le groupe Encevo ?

15) S'agit-il d'un groupe qui agit pour compte d'un ou de plusieurs État(s) étranger(s) ?

16) Dans l'affirmative, de quel(s) État(s) s'agit-il concrètement ?

17) Le Gouvernement dispose-t-il d'informations sur la hauteur de la rançon exigée par le groupe BlackCat ?

18) Des rançons de ce genre ont-elles également été demandées dans le contexte de cyberattaques similaires (au Luxembourg ou à l'étranger) ?

19) Le Gouvernement juge-t-il probable que le groupe Encevo paie une telle rançon ?

Réponse (02/09/2022) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias | **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes | **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1) En 2019, le Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) a rédigé un « Guide pour

l'élaboration d'un plan de sécurité et de continuité de l'activité » à destination des opérateurs d'infrastructure critique les invitant à tenir notamment compte du risque cybernétique. Le guide détaille la structure type d'un plan de sécurité et de continuité et propose une méthodologie pour l'élaboration d'un tel.

Suite à l'invasion de l'Ukraine, le HCPN (GOVCERT) a adressé le 2 mars 2022 une note de mise en garde aux opérateurs d'infrastructure critique et entités étatiques. Cette note rappelle les recommandations de base en matière de cybersécurité et renvoie par ailleurs aux recommandations de bonnes pratiques minimales « Boosting your Organisation's Cyber Resilience » élaborées conjointement par l'ENISA et de CERT-EU dans le contexte de la crise.

Le 19 avril 2022 HCPN/GOVCERT a réitéré sa mise en garde.

De son côté, l'Institut luxembourgeois de régulation (ci-après, « ILR » ou l'« Institut ») a décidé d'effectuer une veille renforcée du secteur afin d'identifier le cas échéant et en temps utile une éventuelle indisponibilité majeure d'un ou de plusieurs services essentiels.

À cette fin, l'Institut a, début mars, demandé aux opérateurs de services essentiels de lui fournir des rapports sur l'état actuel de la sécurité des réseaux et systèmes d'information selon les modalités décrites dans ledit courriel. Il a aussi invité les opérateurs de services essentiels étant également propriétaires ou opérateurs d'infrastructures critiques au sens de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la protection nationale de l'informer quelles mesures sont en place ou ont été prises.

Par ailleurs, l'ILR transmet régulièrement aux opérateurs de services essentiels des recommandations ou informations spécifiques concernant les menaces actuelles des différents secteurs (par exemple, des recommandations ou rapports de l'ENISA).

ad 2) Oui, les notifications respectives ont été émises entre le 23 et le 26 juillet 2022 aux autorités suivantes : HCPN/GOVCERT, ILR, CNPD (Commission nationale pour la protection des données).

ad 3) Oui.

Le HCPN/GOVCERT a partagé les indicateurs de compromission (IOC) mis à disposition par Encevo avec sa propre constituante ainsi qu'avec la communauté des CERTs européens (EU CSIRT's Network).

Comme dans le cas en l'espèce il ne s'agit cependant pas d'un « data breach » transnational, la CNPD n'a pas informé ses homologues européens.

En application de l'article 8, paragraphe 6, de la loi NIS, l'ILR a informé de manière préventive les autres États membres concernés. De même, l'ILR a informé les autres opérateurs de services essentiels sur les indicateurs techniques de compromission.

ad 4) En matière de cybersécurité le risque nul ne peut être atteint et l'éventualité d'une cyberattaque risquant de mettre en péril l'approvisionnement en énergie ne peut être complètement écartée.

Une attaque d'une telle envergure serait autrement plus complexe que celle qu'Encevo vient de subir, où « seulement » les opérations/systèmes commerciaux/bureautiques ont été touchés. En effet, pour impacter l'approvisionnement physique en énergie, il faudrait réussir à pénétrer dans l'infrastructure de surveillance des réseaux (ce qui n'a pas été le cas dans l'attaque sur le groupe Encevo).

ad 5) L'ILR procède à la sensibilisation des opérateurs de services essentiels (par exemple, par la conférence NISDUC, par des cyber exercices), partage avec les

opérateurs les recommandations émises par les organisations européennes (Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité ; ENISA) et élabore des mesures de sécurité à respecter par les opérateurs.

Les propriétaires ou opérateurs d'infrastructure critique sont tenus d'élaborer un plan de sécurité et de continuité de l'activité qui comporte les mesures de sécurité pour la protection de l'infrastructure critique en tenant compte du risque cyber. Ces mesures sont notamment destinées à améliorer la résilience des infrastructures critiques et leurs capacités de réaction aux incidents.

Le HCPN/GOVCERT propose aux opérateurs d'infrastructure critique des services de prévention (notification et détection de vulnérabilités, alertes de sécurité, détection de fuites d'information et d'identifiants) et de réponse à un incident.

En cas d'attaque cyber d'envergure contre les systèmes d'approvisionnement en énergie (électricité et gaz) et ayant un impact sur l'approvisionnement en énergie, l'action du Gouvernement est définie par les plans d'intervention d'urgence en cas de rupture d'approvisionnement en énergie (« PIU Rupture d'énergie ») et Cyber (« PIU Cyber »).

ad 6) La stratégie nationale en matière de cybersécurité IV couvre la période de 2021 à 2025. Les objectifs stratégiques définis sont génériques et cadrent les priorités du Gouvernement en matière de cybersécurité pour la période de référence. Le plan d'action associée est révisé au sein du Comité de coordination nationale en matière de cyberprévention et de cybersécurité (CIC-CPCS) et adapté en fonction de la situation de la menace cyber et de l'évolution du risque.

ad 7) Les opérateurs d'infrastructure critique sont invités à mettre à jour leurs plans de sécurité et de continuité de l'activité en fonction de l'état de la menace et de l'évolution du risque ainsi qu'à continuellement améliorer la pertinence, l'adéquation et l'efficacité de leur système de gestion de la sécurité et de la continuité d'activité.

Le règlement grand-ducal du 21 février 2018 fixant la structure des plans de sécurité et de continuité de l'activité des infrastructures critiques prévoit qu'« Il est recommandé de procéder périodiquement à une évaluation du plan de sécurité et de continuité de l'activité ou en cas de faits nouveaux justifiant une évaluation en dehors de cette périodicité ».

ad 8) D'après les informations recueillies auprès d'Encevo, le système d'information du groupe Encevo est protégé par des systèmes et des processus de sécurité avancés, complétés par un centre d'opérations de sécurité fonctionnant 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, ainsi que par l'accès à une équipe de réponse aux urgences informatiques. Ces mesures ont permis à Encevo de détecter rapidement l'attaque et de pouvoir réagir rapidement. D'après les informations d'Encevo, le groupe investit constamment dans ses mesures de protection pour réagir à l'évolution rapide des cybermenaces et être en conformité avec les dispositions strictes du RGPD (règlement général sur la protection des données) et de la directive NIS (directive sur la sécurité des réseaux d'information).

L'attaque à laquelle le groupe a été confronté a utilisé un logiciel malveillant sophistiqué spécifiquement conçu, qui n'était pas détectable par un antivirus. La surveillance des systèmes de Encevo a été renforcée, les serveurs restaurés à partir de sauvegardes sûres, la sécurité des plateformes d'accès à distance augmentée et tous les mots de passe furent changés.

Le RGPD, de par son principe de responsabilisation (« accountability »), prévoit que c'est au responsable

de traitement de faire l'analyse de l'incident et de le notifier à l'autorité compétente dans des délais précis. Vu l'envergure et la complexité du cas sous revue, une telle analyse se fait en étapes et peut nécessiter du temps. La CNPD suit les différentes étapes de cette analyse menée par le responsable de traitement. Selon les informations transmises par la CNPD, elle ne pourra avoir une appréciation complète des mesures de diligences prises par le groupe qu'une fois qu'elle aura pu prendre connaissance de l'analyse complète qui est toujours en cours.

ad 9) Il convient de noter que la CNPD peut à tout moment ouvrir une enquête sur la sécurité des traitements si elle le juge approprié et nécessaire. Pour rappel, le RGPD, de par son principe de responsabilisation, impose aux organisations, en tant que responsables du traitement de données à caractère personnel, de s'assurer de la mise en œuvre de mesures de sécurité adaptées aux risques auxquels elles sont confrontées.

ad 10) Non, ce rôle est dévolu à la CNPD et à l'ILR.

ad 11) Pour l'ILR il convient de mentionner l'article 9, paragraphe 3, de la loi NIS qui prévoit que « pour traiter des incidents notifiés donnant lieu à des violations des données à caractère personnel, l'autorité compétente concernée coopère étroitement avec la Commission nationale pour la protection des données et lui transmet les informations en relation avec ces violations ».

ad 12) Encevo a défini un concept de communication en trois phases qui est en ligne avec l'article 34 du RGPD. Cette disposition prévoit que, lorsqu'une violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique, le « data controller », donc ici « Encevo Group », pour son propre compte ou celui de ses filiales, communique la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais.

Dans un premier temps, des communiqués de presse ont été publiés pour une information à grande échelle et un site, dédié à l'information sur l'évolution du traitement du vol de données, a été mis en place. Le site est actualisé régulièrement avec les informations dont le groupe Encevo dispose.

Dans un deuxième temps, tous les fournisseurs ainsi que tous les employés ont été informés par e-mail de l'attaque.

Dans un troisième temps, un fichier d'analyse reprend l'ensemble des cas identifiés avec une analyse détaillée du risque pour les personnes concernées. Aussitôt que les risques sont identifiés, des courriers individuels sont préparés et envoyés en indiquant les données personnelles en question. Ce courrier contient également les mesures entreprises pour limiter les risques ainsi que des consignes et bonnes pratiques pour limiter les risques. Afin de pouvoir accélérer le processus d'analyse des fichiers, Encevo travaille avec des sociétés externes spécialisées en méthodes et outillage, et reconnues comme expertes dans ce domaine.

Le RGPD prévoit que le responsable de traitement est tenu de faire une analyse de l'incident et des impacts potentiels sur les personnes concernées. Si le risque est jugé élevé, le responsable de traitement a l'obligation de prévenir les personnes concernées de façon individuelle et de façon à ce qu'elles puissent prendre elles-mêmes des dispositions utiles pour se protéger des conséquences potentielles de la violation de données. Si une communication individuelle n'est pas possible (par exemple, impossibilité technique d'effectuer la communication individuelle, impossibilité d'identifier les individus concernés dans un délai court), une

communication publique doit être effectuée dans un premier temps.

ad 13) Le Gouvernement n'entend pas se livrer à des appréciations sur la composition de l'actionnariat d'un groupe.

ad 14) Dans le contexte de la notification et des différents échanges d'information, Encevo a informé les autorités que l'auteur présumé à l'origine de la cyberattaque sur le groupe Encevo serait le groupe de cybercriminels connu sous le nom de « BlackCat ». Le groupe a fait son apparition en novembre 2021 et est supposé être à l'origine de plusieurs cyberattaques de grande envergure en Europe et aux États-Unis au cours des derniers mois.

BlackCat s'attaque à ses victimes en volant et chiffrant leurs données pour ensuite menacer de les publier en cas de non-versement de rançon. Il n'existe pas de profil type des victimes. Le modèle d'affaires criminel du groupe BlackCat est basé sur le principe du « ransomware-as-a-service ». Il s'agit en l'occurrence d'un modèle d'affiliation où les développeurs d'un code malveillant proposent ce dernier, ainsi qu'un ensemble de services associés, sur les marchés cybercriminels à d'autres attaquants. Depuis son apparition fin 2021, BlackCat est activement à la recherche d'affiliés sur des plateformes fréquentées par des cybercriminels qui seraient disposés à déployer leur rançongiciel connu sous l'acronyme « ALPHV ». Si une coopération entre BlackCat et un groupe affilié est établie, il est prévu que le groupe affilié touche 80-90 % de la rançon et le reste revient à BlackCat. En ce qui concerne l'attribution officielle de l'attaque, elle est toujours destinée à BlackCat.

ad 15) L'état actuel des informations disponibles ne permet pas de conclure que le groupe agit pour le compte d'un ou plusieurs État(s) étranger(s).

ad 16) /

ad 17) Oui, mais le Gouvernement ne souhaite pas révéler le montant exact demandé dans le cadre d'une réponse à une question parlementaire en raison de la confidentialité de ce type d'éléments au regard de l'enquête en cours.

ad 18) De telles demandes de rançon sont usuelles lors d'attaques du type ransomware et ont été faites à d'autres victimes, dont notamment récemment aussi deux autres groupes énergétiques (Entega AG, Mainzer Stadtwerke).

ad 19) Tel qu'indiqué sur la page web spécialement mise en ligne sur l'attaque par le groupe Encevo, Encevo n'a pas donné suite à cette demande. C'est d'ailleurs l'avis général des autorités compétentes dans ce genre de situation.

Réduction de la TVA sur les installations photovoltaïques | Question 6608 (04/08/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den 22. Juli huet ee Koalitionspartner ugekënnegt, dass eng Reduktioun vun der TVA op d'Photovoltaik kënnt. Mengen Informatiounen no ginn et éischt Clienten, déi elo Zweifel un hirer Commande hunn a léiwer wëlle waarden, bis d'TVA-Reduktioun do ass, fir hir Anlag ze kréien.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéini plangen d'Ministerei, d'Propos vun den 3 % TVA op Photovoltaik an de Ministerrot ze bréngen?

2. Wann ee Client elo een Devis mat 17 % ënnerscreift an deemno wéi och een deementspriecheden

Acompte scho bezuelt huet, kritt en dann déi 3 % automatesch, esoubal d'Gesetzeslag ugepasst ass?

3. Wann dës 3 % TVA da bis applikabel wieren, kënnen d'Leit, déi 17 % TVA bezuelt hunn, réckwierkend vun dësen 3 % profitéieren, also d'Geld vum Staat zrëckkréien? Wa jo, wéi wäit zréck géif dëst réckwierkend goen? Wäert d'Regierung d'Reduktioun vun der TVA op 3 % réckwierkend maachen, fir ze verhënneren, dass et zu engem Stau un Demanden an Installatioun vu Photovoltaikanlage kënnt, well d'Leit incentivéiert ginn, fir op ee méi bëllege Präis ze waarden?

4. War d'Koalitioun sech bewusst, dass d'Leit duerch d'Ukënnegung vun der TVA-Reduktioun op 3 % incentivéiert ginn, mat der Commande vun enger neier Photovoltaikanlage ze waarden?

5. Ass, zënter der Ukënnegung vun der reduzéierter TVA, d'Zuel vun de Commanden an Transaktiounen um Marché vun de Photovoltaikanlagen erofgaangen? Wéi huet sech d'Demande an de leschten zwou Wochen entwéckelt?

6. Sinn d'Ministeren der Meenung, dass doduerch, dass d'Leit elo mat hire Commande waarden, aktuell ze vill Zäit verluer geet?

Réponse (05/09/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

D'Regierung ass amgaangen, d'Afféiere vun engem reduzéierten TVA Steiersaz, fir Photovoltaikanlagen ze analyséieren.

Falls esou eng Reduktioun sollt kommen, géif de reduzéierte Steiersaz fréistens op den 1. Januar 2023 a Kraaft treden. Et géif och net zu enger retroaktiver Uwendung vun engem méi nidderegen Taux kommen, well dat administrativ fir d'Verwaltung zu extrem vill Opwand féiert.

Am Fall wou e Client eng Photovoltaikanlag bestallt huet an op dës Commande schon en Acompte bezuelt huet, ass den Acompte mam normalen TVA Taux berechent ginn. Sollt op den 1. Januar e méi nidderegen TVA Taux a Kraaft treden an d'Photovoltaikanlag eréischt duerno geliewert an installéiert ginn, da wär um Rescht vum Präis den nidderegen TVA Taux ze bezuelen.

D'Regierung huet keng Indicen, datt d'Zuel vun de Commanden zrëckgaangen ass. D'Handwerksbetreiber confirméieren eis, datt den Interessi un der Installatioun vun enger Photovoltaikanlag grouss ass an d'Bierger dobäi ganz oft de Stroum, deen se produzéieren, iwwert Autoconsummatioun selwer notze wëllen.

An dësem Zesammenhang ass och drun ze erënneren, datt zu Lëtzebuerg an engem Mount nach ni esou vill Stroum aus Photovoltaik produzéiert ginn ass, wéi am Mount Juli 2022.

.....

Repowering éolien | Question 6609 (04/08/2022) de Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk)

Certains parcs éoliens au Luxembourg font actuellement l'objet d'un repowering qui consiste à remplacer des anciennes turbines en fin de vie par de nouvelles turbines plus performantes.

Selon les informations recueillies sur le site de la société Soler, dans trois parcs éoliens exploités par ladite société au nord du pays, les anciennes turbines seraient actuellement remplacées par de nouveaux modèles permettant à la fois de réduire le nombre d'éoliennes et d'augmenter la capacité de production

annuelle d'électricité. Cette approche visant à favoriser des turbines performantes pour augmenter la production d'énergie éolienne est préconisée par le Plan national énergie et climat pour la période 2021-2030.

Le repowering peut cependant représenter un investissement lourd et même trop important pour les petits exploitants locaux ou coopératifs d'éoliennes qui peuvent être contraints de céder leurs infrastructures et leurs emplacements à une société avec plus de ressources au moment où les turbines en service devront être remplacées en fin de vie.

De manière générale, les nouvelles turbines nécessitent un investissement beaucoup plus conséquent que les petites turbines installées il y a 20 ans ce qui risquera de compliquer le développement de coopératives éoliennes.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Combien d'éoliennes sont actuellement en service sur le territoire luxembourgeois et sur combien de sites/parcs ces dernières se répartissent-elles ?

2) Combien de sociétés exploitent actuellement des éoliennes sur le territoire luxembourgeois ? Monsieur le Ministre peut-il me fournir un relevé des exploitants ventilé par le nombre d'éoliennes et la capacité de production annuelle ?

3) Quelle est la part des éoliennes en service sur le même site, dont la turbine moins performante a été remplacée ?

4) Combien de remplacements d'anciennes turbines par des nouveaux modèles plus performants sont actuellement prévus ou planifiés ?

5) Les investissements liés au repowering sont-ils éligibles à des subventions publiques ? Dans l'affirmative, quel est en moyenne le coût d'un tel investissement et quelle en est la proportion subventionnée ?

6) Monsieur le Ministre est-il en faveur d'une valorisation du rôle de sociétés coopératives dans le secteur de l'énergie éolienne ? Dans l'affirmative, quels instruments de soutien votre ministère met-il ou prévoit-il de mettre à disposition de ce type d'initiatives ?

7) Existe-t-il un cadastre éolien public couvrant l'intégralité du territoire du pays ? Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il l'élaboration d'un tel cadastre pour faciliter et encourager des initiatives citoyennes et coopératives ?

8) Monsieur le Ministre, n'est-il pas d'avis que l'éolien, bien qu'il représente un investissement conséquent, constitue une technologie à développer davantage sur le territoire luxembourgeois, tout en sachant que l'énergie éolienne – exploitée au bon endroit – produit plus d'énergie par euro investi que l'énergie solaire ?

.....

Réponse (23/08/2022) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

ad 1) Fin 2021, 62 éoliennes étaient reliées au réseau sur 15 sites/parcs différents.

ad 2) 14 sociétés exploitent des éoliennes détenues en partie par des sociétés telles que Soler, PW34 ou Oekostroum.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La production en 2021 s'élevait à 314 GWh pour une puissance installée de 136 MW.

ad 3) Le premier projet de « repowering » date de 2016, où 8 éoliennes ont été remplacées par 2 éoliennes. D'ici la fin 2022, un total de 25 éoliennes auront déjà été « repowered » et 9 éoliennes remplacées.

ad 4) Suivant les informations de la société Soler, le plus grand développeur et exploitant de parcs éoliens au Luxembourg, un « repowering » du parc éolien « Rurer Bierg », est prévu dans les 3 à 5 prochaines années. Il est prévu de remplacer 4 éoliennes par 1 ou 2 éoliennes. Un autre projet de « repowering » est prévu sur le site de Derenbach. Le temps d'exploitation moyen d'un parc éolien est d'environ 20 ans.

ad 5) Les projets de « repowering » sont soumis au même cadre réglementaire en matière de subventions que les nouveaux projets, à savoir la loi modifiée du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement.

Cependant, les investissements dans l'infrastructure sont généralement moins coûteux, vu qu'une partie de l'infrastructure existante peut être réutilisée (p. ex. raccordement au réseau). Cette circonstance est prise en compte lors de la détermination du taux de la subvention.

ad 6) La plupart des sociétés actives dans l'éolien donnent à la fois à la commune d'implantation et à ses habitants l'opportunité d'acquiescer des parts dans la société exploitant le futur parc éolien.

Actuellement, les sociétés civiles et coopératives sont surtout actives dans le domaine du photovoltaïque où les projets sont beaucoup moins complexes et les coûts à préfinancer (p. ex. des études) sont moins importants.

Le ministre est en faveur d'une valorisation des sociétés coopératives dans le secteur de l'énergie et salue que le développement de l'éolien dans le contexte national se fait en règle générale avec la participation citoyenne locale. En outre, le ministère est en train d'analyser les possibilités de prévoir des dispositions légales pour assurer cette participation.

ad 7) Il n'existe pas de cadastre éolien national comme tel est le cas pour le photovoltaïque, ce qui n'empêche pas pour autant la réalisation de parcs éoliens. Il existe par contre un « New European Wind Atlas », un projet ERANET+, financé par la Commission européenne et 9 agences européennes qui procurent un aperçu global sur le potentiel éolien.

ad 8) Il est évident que l'énergie éolienne devra et va être développée davantage au Luxembourg, et le ministère travaille dans ce sens avec tous les acteurs concernés et va accélérer en même temps le développement de l'énergie solaire. Les propositions faites par la Commission européenne dans le cadre du « Fitfor55 » et du « REPowerEU » prévoient une augmentation de la part des énergies renouvelables de 32 % à 40 %, voire 45 %. Les prévisions établies par le PNEC seront revues au printemps 2023, avec comme axe principal pour la production d'électricité, le photovoltaïque et l'éolien.

.....

Négociations dans le cadre d'une éventuelle fusion entre la Société européenne des satellites et la compagnie américaine Intelsat | Question 6612 (04/08/2022) de M. Laurent Mosar (CSV)

Selon un article paru dans le Financial Times d'aujourd'hui, la Société européenne des satellites (SES), dont l'État luxembourgeois détient 33 % du capital social, est en négociation avec la société privée américaine Intelsat afin d'envisager une éventuelle fusion des deux sociétés.

C'est dans ce contexte que je désirerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant des négociations entre la Société européenne des satellites et la compagnie américaine Intelsat ?

– Le Gouvernement se prononcerait-il en faveur d'une fusion entre les entreprises susmentionnées ?

– Dans l'affirmative, quels avantages le Gouvernement luxembourgeois attendrait-il d'une fusion avec Intelsat pour la Société européenne des satellites et le secteur des télécommunications au Luxembourg ?

– Est-ce qu'une telle fusion aurait des impacts sur le positionnement stratégique de la Société européenne des satellites ?

Réponse (07/09/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

Il n'appartient pas aux actionnaires de la Société européenne des satellites de communiquer sur des sujets qui concernent la société. Pour autant que de besoin, il est renvoyé aux publications de celle-ci.

Sanctions contre la Russie | Question **6613** (04/08/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Säit 2014 bedeelegt Lëtzebuerg sech un enger Rei vun internationale Sanktioune géint déi russescher Federatioun. Dës goufen aus ënnerschiddlechen Ursaachen a mat ënnerschiddlechen Ziler geholl an hu sech géint ënnerschiddlech Zilgruppe gericht.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eng Tabell presentéieren, déi regréppéiert, u wéi enge Sanktioune géint déi russescher Federatioun Lëtzebuerg sech aktuell bedeelegt, zu wéi engem Datum se a Kraaft getruede sinn, ënnert wéi enger verantwortlecher Organisatioun se mat wéi enger Zilsetzung geholl goufen an op wéi enger rechtlecher Grondlag se berouen? Kann d'Regierung dobäi d'Natur vun der Sanktioun (Reesverbuet, Handelsverbuet, ...) déi jeeweileg Zilgrupp, déi viraussichtlech Dauer souwéi de Revisiounsprozess an d'Modalitéite vun enger méiglecher Decisioun, fir dës Sanktioun nees opzehiewen, preziséieren?

2. Kann d'Regierung am Sënn vun der Fro virdrun och besonnesch op dës Punkten agoen:

- Sanktioune géint Privatpersounen (sougenannten „Oligarchen“ a Familljemembere vu russescher Politiker mat der Ursaach vun hirer Sanktionéierung);
- Sanktioune géint Medien;
- Expulsioun vun Diplomaten;
- Ausschloss vu Russland aus internationalen Organisatiounen oder Staategruppen (z. B. Europarot oder G7);
- Relatiounen NATO-Russland.

Réponse (06/09/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie | **Mme Yuriko Backes**, Ministre des Finances

ad 1. Restriktiv Moossname ginn an Decisioune vum Rot vun der Europäescher Unioun iwwer déi gemeinsam Aussen- a Sécherheetspolitik (CFSP) definéiert an ënnert der Form vun EU-Reglementer ëmgesat, déi direkt fir d'EU-Memberstaaten applicabel sinn. D'Ëmsetzung vu Sanktiounen zu Lëtzebuerg ass duerch d'Gesetz vum 19. Dezember 2020 iwwer d'Ëmsetze vu Finanzsanktiounen souwéi d'Gesetz vum 27. Juni 2018 iwwer Exportkontrolle gereegelt.

Sanktioune géint déi russescher Federatioun, déi 2014 am Kader vun der illegaler Annexioun vun der Krim geholl gi sinn, berouen op de folgenden EU-Reglementer:

– EU-Reglement 269/2014 betreffend restriktiv Moossnamen am Bezuch op Handlungen, déi d'territorial

Integritéit, Souveränitéit an Onofhängegkeet vun der Ukrain ënnergruuewen oder menacéieren;

– EU-Reglement 833/2014 betreffend restriktiv Moossnamen am Hibleck op Handlung vu Russland, déi d'Situatioun an der Ukrain destabiliséieren;

– EU-Reglement 692/2014 betreffend restriktiv Moossnamen als Äntwert op déi illegal Annexioun vun der Krim a Sevastopol;

– EU-Reglement 208/2014 betreffend restriktiv Moossname géint verschidde Persounen an Entitéiten am Hibleck op d'Situatioun an der Ukrain.

Zënter der russescher Aggressioun géint d'Ukrain sinn dës Sanktiounen a bis elo siwe successive Päck verschäerft ginn. Méi spezifesch sinn d'EU-Reglementer 269/2014 an 833/2014 iwwerschaaft ginn. Et ass och nach e spezifesche Regime fir déi zwou besaten Oblasten Donetsk a Luhansk dobäikomm, dee wirtschaftlech Restriktioune fir dës Regiounen virgesäit:

– EU-Reglement 263/2022 betreffend restriktiv Moossnamen als Äntwert op d'Unerkennung vun den net regierungskontrolléierte Gebitter vun den ukrainesche Regiounen Donetsk a Luhansk an den Uerder un d'russescher Arméi, an dës Géigenden anzefalen.

Et handelt sech am EU-Reglement 269/2014 ëm individuell Sanktiounen, déi en Afréiere vum Verméigen an e Reesverbuet virgesinn, souwéi ëm wirtschaftlech Sanktiounen am EU-Reglement 833/2014. Zilgruppe vun individueller Moossname sinn am Artikel 3 vum EU-Reglement 269/2014 festgeluecht.

All restriktiv Moossnamen, déi a Kraaft sinn, gi reegelméisseg iwwerpréift fir sécherzestellen, dass se weider zum Zil bäidroen, dat se verfollegen. De Rot vun der Europäescher Unioun kann zu all Ament decidéieren, dës Moossnamen ëmzënnere, ze verlängere oder ze suspendéieren, ofhängeg vun der Entwécklung vun der Situatioun. Déi sanktionéiert Persounen an Entrepreneuren hunn doriwirer eraus d'Méiglechkeet, hir Observatiounen un de Rot ze schécken a sou wéi an allen aneren Sanktiounsregimere och dës virum Europäesche Gerichtshaff a Fro ze stellen. Wann Observatiounen oder wesentlech nei Elementer presentéiert ginn, iwwerpréift de Rot seng Entscheedung an informéiert déi natierlech oder juristesche Persoun deementspreechend.

ad 2. Zilgruppe vun individueller Moossnamen, déi vun der EU geholl goufen, sinn am Artikel 3 vum EU-Reglement 269/2014 festgeluecht.

Am Beräich vun de Medien gesäit den Artikel 2 f vum modifizéierten EU-Reglement 833/2014 vir, dass et fir Operateure verbueden ass, de Contenu vun den designéierte Medien ze iwwerdroen, verbreedere oder verdeelen am Kontext vun der systematescher Manipulatioun vun de Medien duerch déi russescher Federatioun a vun der generaliséierter Desinformatiounscampagne.

Wat d'Expulsioun vu russeschen Diplomaten betrëfft, gétt den honorabelen Deputéierten op d'Äntwert vum Här Aussen- an Europaminister op d'Fro Nummer 6045 vum 8. Abrëll 2022 verweisen.

Déi russescher Aggressioun géint d'Ukrain ass ee Verstouss géint dat internationaalt Recht, wat dozou gefouert huet, dass Russland aus verschidde internationalen Organisatiounen ausgeschloss gouf (z. B. aus dem UN-Mënscherechtsrot), bezéiungsweis sech selwer aus verschidde internationalen Organisatiounen zréckgezunn huet, sou wéi dat de Fall war am Europarot. Russland war Member vum G8, gouf awer no der Annexioun vun der Krim schonns 2014 ausgeschloss. Wat weider international Organisatiounen oder Staategruppe betrëfft, befollegt Lëtzebuerg, wéi och déi aner europäesch Länner, eng pragmatesch Approche, déi eng Bewäertung vu Fall zu Fall virgesäit.

No der illegaler Annexioun vun der Krim gouf all militärescher Kooperatioun tëschent der NATO an der russescher Federatioun op Äis geluecht. Am Oktober 2021 huet Russland decidéiert, seng diplomatesche Missioun bei der NATO ze suspendéieren an huet am Géigenzuch verlaangt, dass d'NATO hire Büro zu Moskau zoumécht. Mat sengem illegalen Ugrëffskrich géint d'Ukrain huet Russland géint déi am NATO-Russland-Grondakt verankert Grondsatz verstouss.

Réforme de la politique agricole commune | Question **6614** (04/08/2022) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Fir d'Biodiversitéit an der Landwirtschaft ze féerden, soll ab 2023 e Mindestundeel vu 4 % vun der landwirtschaftlecher Fläche vum Betrib fir net produktiv Flächen a weider Landschaftselementer wéi Broochfläche virgesi sinn, fir esou nach vun den Aiden am Kader vun der GAP-Reform ze profitéieren (GLÖZ-Standard 8: Biologische Vielfalt). D'Bauere mussen awer elo schonn d'Saatgut fir dat nächst Joer kafen a beim nächste Reen och schonn d'Wanterkulture séien.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un de Landwirtschaftsminister stellen:

1. Wéini kréien d'Bauere matgedeelt, ab wéi engem Datum dee 4 % Mindestundeel un net produktiv Flächen zielt, bzw. muss ëmgesat ginn?

2. Wat geschitt am Fall, wou d'Kulturen elo geschwéi schonn ugeséint ginn, also nach dëst Joer, ier déi nei Reegelung a Kraaft trëtt? Sinn hei Derogatiounen oder aner Mesurë geplangt oder muss de Bauer an deem Fall 2023 ëmplanen?

3. Gedenkt de Minister net, opgrond vun der aktueller Weltlag, déi broochleedend Ackerfläche kuerzfristig a fir en definéierten Zäitraum ze notzen? Wann nee, firwat net?

Réponse (10/08/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Op Proposition vum Landwirtschaftsminister huet d'Regierung de 5. August 2022 decidéiert, d'Stilllegungsfläch fir 2023 ënner verschidde Konditiounen auszusetzen. Dee selwechten Dag ass eng entsprecheend Kommunikatioun gemaach ginn. Eng weider Kommunikatioun betreffend déi technesch Ëmsetzungsmodalitéiten ass den Dënschdeg, den 9. August gemaach ginn.

ad 2. Vu dass d'Modalitéiten iwwer d'Ëmsetzung bekannt sinn, stellt sech dës Fro net.

ad 3. Mat der Decisioun vum 5. August huet d'Regierung decidéiert, d'Stilllegungsfläch fir 2023 ënner verschidde Konditiounen auszusetzen. Soumat kënnen déi concernéiert Fläche fir 2023 zur Produktioun vu Liewensmëttel genotzt ginn.

Arrêt de bus « Rouscht-Luxlait » à Bissen | Question **6615** (05/08/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Viru Kuerzem gouf de staatleche Busreseau (RGTR) komplett nei organiséiert an opgestallt. D'Ännerungen hunn zum Zil, dass den ëffentlechen Transport op der Strooss verbessert an doduerch méi attraktiv gétt. Wéi genee den Impact op d'Qualitéit vum Busreseau ass, wäert een an Zukunft gesinn, wann d'Passagéier um Terrain hir Meenung äusseren. Fest steet, dass bei dëser Reorganisatioun net jiddereen eppes gewanne kann, well op verschidde Streckendeeler

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Linnen ëmgeluecht an op anere Plazen Arrête gestrach goufen.

Eng Kritik, déi mer zougedroe gouf, betrëfft de Busarrêt „Rouscht-Luxlait“ an der Gemeng Biissen. Dëse gouf gestrach an den nächstgeleeënen Arrêt ass elo d'Haltestell „Rouscht“. Wann een um Arrêt „Rouscht“ erausklemmt a bei d'Luxlait, d'Creos oder aner Betriber an d'Aktivitéitszon wëllt goen, da muss een zirka zwee Kilometer zu Fouss iwwert d'Nationalstrooss „route de Luxembourg“, wou net iwwerall ee befestegten Trottoir disponibel ass, wat op enger Landstrooss zu geféierleche Situatioune féiere kann.

D'Feele vun engem Arrêt oder engem uerdentleche Gehweg oder Vëlospiste benodelegt hei d'Leit, déi op eng douce Mobilitéit wëllen oder müssen zeréckgräifen. Dëst schuet um Enn och de Betriber an de Mataarbechter op dëser Plaz.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi eng Buslinn huet fréier den Arrêt „Rouscht-Luxlait“ zerwéiert?
2. Wäert de Mobilitéitsministère hei fir Verbesserung suergen? Falls jo, wat fir Moosname wäerten hei geholl ginn?
3. Wéi eng Verantwortung entfällt op d'Gemeng Biissen, fir d'Aktivitéitszon besser mam Duerfkär ze verbannen?

Réponse (07/09/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Dësen Arrêt ass vun de Linnen 800 an 810 ugefuer ginn. Dëst ware reng Wierkslinnen, déi net oft gefuer sinn, kee reegelméisseg Takt haten an net am Zesummespill mam Rescht vum Reseau funktionéiert hunn. Säit der Ëmstellung vum RGTR Reseau am Dezember 2021 ass fir den Arrêt „Rouscht-Luxlait“ weeder bei der Administratioun fir den ëffentlechen Transport nach beim Ministère eng Reklamatioun erakomm.

ad 2. Am Kader vum Reamenagement vun der N7 ass op där Plaz d'Konversioun vun der Kräizung an ee Rond-point geplangt. An dësem Kader ass do och ee Busarrêt virgesinn, dee vun der Linn 119 desservéiert wäert ginn. D'Planunge sinn aktuell um Stand vun engem Avant-projet détaillé.

De Ministère fir ëffentlech Bauten a Mobilitéit bitt Betriber a Zonungen ee Service un, fir betrieblech Mobilitéitspläng ze erstellen, am Kader vun esou Pläng ginn déi genau Besoine vun den Entreprises erfaasst a Léisungen ausgeschafft. Aktuell ass keng vun den Entreprises aus dëser Zon un de Ministère erugetrueden, fir esou ee Plang ze lancéieren.

ad 3. Grad ewéi d'Employeuren an d'Bierger selwer, sinn d'Gemengen nieft dem Staat ee vun de véier Schlësselacteurs vun der Mobilitéit. Esou huet d'Gemeng am Kader vun der neier ZAC Klengbousbiereg ee separaten, 1,3 km laange Wee vum Arrêt „Bissen Innovation Campus“ bis an de Zoning „Am Seif“ realiséiert. Dësen erlaabt et der RGTR Linn 119, daagsiwwer am Hallefstonnentakt an owes am Stonnentakt souwuel d'Gare Ettelbréck, den Zentrum vu Biissen wéi och d'Gare vu Miersch ze verbannen. Fir déi fachlech Begleedung vun esou Initiative kënnen d'Gemengen sech un d'Direction de la planification de la mobilité vu mengem Ministère wenden.

Feux de forêt | Question 6621 (05/08/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Rezent goufen an Europa Versich gemaach, fir de Militärfliager A400M och bei der Bekämpfung vu Bëschbränn kënnen anzesetzen – mat Erfolleg, wéi sech erausgestallt huet. Den A400M huet sech als effektivt Instrument erweisen, fir am Déiffluch bei niddereger Geschwindigkeit bis zu 20 Tonne Waasser a manner wéi zéng Sekonnen ofzuerwerfen. A Spuenien gouf den A400M mat enger austauschbarer Ausrëschtung, fir Bränn ze bekämpfen, ausgestatt. Besonnesch

interessant ass an deem Kontext och, dass ee keng Ännerungen um Fliger muss virhuelen, fir dës Ausrëschtung ze installéieren.

An deem Kontext hätt ech folgend Fro un den Här Arméismistère:

– Ass den Här Minister bis dato schonn am Bild iwwert déi uewe beschriwwen Bestriewungen, den A400M och bei der Bekämpfung vu Bëschbränn anzesetzen? Wa jo, wéi ass d'Positioun vun der Regierung zu dësem Sujet? Gedenkt d'Regierung, op dee selwechte Wee ze goen, fir den A400M och esou auszerëschen, dass dëse fir d'Bekämpfung vu Bëschbränn ka genotzt ginn?

Réponse (30/08/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Défense

Et ass ons bekannt, dass Airbus a Spuenien eng Testcampagne mat engem Roll-on/Roll-off-Läschkit, mat deem een A400M kann ausgerëscht ginn, gemaach huet. Weider Tester sollen nach nokommen. An der Theorie kéint esou ee System fir Länner, déi grouss Bëschflächen hunn an déi och A400M bedriewen, eng ekonomesch an ekologesch Optioun si bei der Bekämpfung vu Bëschbränn. D'Tester sollen elo feststellen, dass déi Theorie och a Praxis kann ëmgesat ginn.

Mir exploitéieren onsen A400M zesumme mat der Belsch an enger binationaler A400M-Unitéit. Well bis elo weeder op Belsch nach op Lëtzebuergescher Säit ee Besoin fir esou eng Kapazität (Ofwurf vun 20 Tonne Waasser innerhalb vun zéng Sekonnen) a well dat Equipment jo och elo eréischt presentéiert gouf, gëtt et am Kader vun der binationaler Unitéit awer am Moment nach keng Diskussiounen iwwert en eventuellt Uschafe vun esou engem Kit.

Well awer bedéngt duerch de Klimawandel Bëschbränn och an eise Breedekreesser zouhuelen, ass net auszuschléissen, dass net awer an Zukunft Iwwerleeungen an déi Richtung ugestouss ginn.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwer eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu | [f](#) [t](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799